

LE MONACHISME CLUNISIEN DES ORIGINES AU XV^e SIÈCLE

VIE INTÉRIEURE DES MONASTÈRES
ET ORGANISATION DE L'ORDRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

par

GUY DE VALOUS

BIBLIOTHÉCAIRE A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

TOME II

ABBAYE SAINT-MARTIN, LIGUGÉ (VIENNE)
A. PICARD, 82, RUE BONAPARTE, PARIS-VI^e

1935

LE MONACHISME CLUNISIEN DES ORIGINES AU XV^e SIÈCLE

VIE INTÉRIEURE DES MONASTÈRES
ET ORGANISATION DE L'ORDRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

par

GUY DE VALOUS

BIBLIOTHÉCAIRE A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

TOME II

ABBAYE SAINT-MARTIN, LIGUGÉ (VIENNE)
A. PICARD, 82, RUE BONAPARTE, PARIS-VI^e

1935



**LE MONACHISME CLUNISIEN
DES ORIGINES AU XV^e SIÈCLE**

TOME II

L'ORDRE DE CLUNY



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

Sources manuscrites

Rapports des provinces de l'ordre avec l'abbé de Cluny :

B. N. = collec. Bourgogne, vol. 83, f^{cs} 432 et sq. (Province d'Angleterre).

Ibid., nouv. acq. lat., 2280 (1200-1400) [pièces originales] (Angleterre).

Ibid., collec. Bourgogne, vol. 90, f^o 203 et sq. [Copies xvii^e siècle] (Province (?) de Pologne).

Ibid., collec. Moreau, vol. 283 [Copies Lambert de Barive, xvii^e siècle] (Province d'Espagne).

Ibid., nouv. acq. lat. 2274 (xii^e-xiii^e siècles) (Actes concernant La Charité et les prieurés en dépendant).

Ibid., nouv. acq. lat. 2275 (xiv^e-xvi^e siècles) (La Charité et ses dépendances).

— nouv. acq. lat. 2277, n^o 1 à 50 (a. 1200 et sq.) (Actes ayant trait au prieuré de Saint-Martin-des-Champs).

— nouv. acq. lat. 2278 (1200-1516) (Actes et documents ayant trait aux monastères de Figeac, Moissac et Mozac).

Ouvrages, Articles de Revues

ANGER (Dom P.), *Les préséances dans l'ordre de Cluny* (Rev. Bénédictine, 1924, 346 et sq.).

BEAUNIER, Dom J.-M. BESSE, *Recueil historique des archevêchés, évêchés, abbayes et prieurés de France* [continué sous la direction de Dom G. Charvin], nouv. éd., Ligugé. Paris, 1905-1933, 10 vol. in-8^o [en cours de publication].

BERLIÈRE (Dom Ursmer), *Beiträge zu der Geschichte der Cluniacenser Deutschlands und Polens im XV. Jahrhundert* (Stud. u. Mit. aus d. Bened. Ord., 1891, in-8^o, 115 et sq.).

— *Les Chapitres généraux de l'ordre de Saint-Benoît avant le IV^e concile de Latran (1215)* (Rev. Bénédictine, 1891, 255 et sq.).

(1) Nous ne mentionnons ici que les sources et ouvrages se rapportant spécialement à l'ordre de Cluny ; pour les autres travaux et sources où il en est aussi question, à côté d'autres points de vue, nous renvoyons à la Bibliographie de notre vol. I.

- *Les Chapitres généraux de l'ordre de Saint-Benoît du XIII^e au XV^e siècle* (*Ibid.*, 1892, 545 et sq.).
- *Les Chapitres généraux de l'ordre de Saint-Benoît* (*Ibid.*, 1901, 364 et sq. ; 1920, 38 et sq. ; 1907, 377 et sq.).
- *Les Chapitres généraux des monastères bénédictins des provinces de Reims et de Sens (XIII^e-XV^e siècles)* (*Doc. inédits pour servir à l'hist. eccl. de Belgique*, Maredsous, 1894, in-8, 58-117).
- *Les élections abbatiales au Moyen Age*, Bruxelles, 1927, in-8° (*Acad. Roy. de Belgique*, Lettres, Mémoires, 2^e série, XX).
- BESSE (Dom J.-M.), *L'ordre de Cluny et son gouvernement* (*Rev. Mabillon*, I, 1905, 5-40, 97-138, 170-210 ; II, 1906, 1-22).
- BRUEL (Alexandre), *Les chapitres généraux de l'ordre de Cluny depuis le XIII^e jusqu'au XVIII^e siècle* (*Bibl. de l'Ecole des Chartes*, XXXIV (1873), 542 et sq.).
- CHAMARD (Dom François), *Les abbés au Moyen Age* (*Rev. des Questions historiques*, XXXVIII (1885), 71-108).
- *De l'immunité ecclésiastique et monastique* (*Ibid.*, XXII (1877), 427-464).
- CHAVOT (Th.), *Les monastères de Cluny en Pologne* (*Ann. de l'Acad. de Mâcon*, IV (1860), 15-20).
- CLERGEAC (A.), *Les abbayes de Gascogne du XII^e siècle au Grand Schisme*, Auch, 1907, in-8°.
- COULTON (G.-G.), *The interpretation of visitation documents* (*English historical Review*, XXIX (1914), 16-39).
- *A sidelight on the medieval visitation system* (*Ibid.*, XLVIII (1933), 89-91).
- DASSE (Abbé Joseph), *Note sur les conflits entre Cluny et La Charité au XIII^e siècle* (*Bul. de la Soc. Nivernaise des sciences et des arts*, 1920, 15 et sq.).
- DIDIER (Noël), *La garde des églises au XIII^e siècle*, Grenoble, 1927, in-8°.
- EGGER (P. Bonaventura), *Geschichte der Cluniazenser-Klöster in der Westschweiz bis zum Auftreten der Zisterzienser*, Freiburg-i.-Schw., 1907, in-8° (*Freiburger historische Studien*, III).
- *Die Schweizerischen Cluniazenser Klöster zur Zeit ihrer Blüte* (*Millénaire de Cluny, Mâcon*, 1910, in-8°, II, 374 et sq.).
- GASQUET (Francis-Aidan), *Henry VIII and English monasteries...* London, 1888-1889, 2nd ed., 2 vol. in-8°.
- GAY (J.), *L'abbaye de Cluny et Byzance au début du XII^e siècle* (*Echos d'Orient*, XXXIV (1931), 84-90).
- GUILLOREAU (Dom Léon), *Les prieurés anglais de l'ordre de Cluny (1077-1559)*, Tours, 1912, in-8°.
- HALKIN (G.), *Les prieurés clunisiens de l'ancien diocèse de Liège* (*Bul. de la Soc. artist. et archéol. de Liège*, X (1896), 155-293).
- HESSEL (A.), *Cluny und Macon* (*Zeitschrift für Kirchengeschichte*, XXII (1901), 516-524).
- HIRSCH (Hans), *Die Klosterimmunität seit dem Investiturstreit*,

- Weimar, 1913, in-8° (*Untersuchungen zur Verfassungsgesch. des deutschen Reiches und der deutschen Kirche*).
- INGOLD (Abbé A.-M.-P.), *Alsatia sacra*, Colmar, 1899, in-8°, III, 301-351.
- *Nouvelle contribution à l'histoire des prieurés clunisiens en Alsace*, Paris, 1893, in-8° (extrait de la *Revue d'Alsace*).
- LETONNELIER (Gaston), *L'abbaye exempte de Cluny et le Saint-Siège*. Ligugé, Paris, 1923, in-8° (*Archives de la France Monastique*, XXII).
- MOLITOR (P. Raphaël), *Aus der Rechtsgeschichte benediktinischer Verbände*, I. *Verbände von Kloster zu Kloster*, Münster, 1928, in-8°.
- POTTIER (Fernand), *Relations entre les abbés de Moissac et de Cluny* (*Bul. de la Soc. archéol. de Tarn-et-Garonne*, 1912, 286-289).
- SCHREIBER (Georg), *Kurie u. Kloster im 12. Jahrhundert*, Stuttgart, 1910, 3 vol. in-8° (*Kirchenrechtliche Abhandlungen*, Hefte 65, 66, 67-68).
- *Kirchliches Abgabewesen an französischen Eigenkirchen aus Anlass von Ordalien* (*Zeitschriften der Savignystfg. für Rechtsgesch. Kanon. Abtlg.*, XXXVI (1915), 414-483).
- STUTZ (Ulrich), *Geschichte des kirchlichen Benefizialwesens von seinen Anfängen bis auf die Zeit Alexanders III*, Berlin, 1895, 2 vol. in-8°.
- WEISS (K.-F.), *Die Kirchlichen Exemptionen der Klöster von ihrer Entstehung bis zur Gregorianischen Cluniazensischen Zeit*. Basel, 1893, in-8°.

INTRODUCTION

Aperçu de l'histoire de l'ordre de Cluny

- I. Sa formation sous les premiers abbés de Cluny jusqu'à la fin du XI^e siècle. — La notion d'ordre dans la règle de St-Benoît. — Tentative de groupement de monastères par St-Benoît d'Aniane. — L'idée, ignorée de Cluny à ses débuts, se forme petit à petit et se réalise d'Odon à Odilon à la faveur de la protection pontificale pour répandre plus facilement la réforme et consolider la sujétion des monastères réformés.
- II. Développement et organisation de l'ordre de Cluny depuis le XI^e siècle jusqu'à l'abbatit de Jean III de Bourbon (1456-1481). — Constitution de l'ordre à l'avènement de St-Hugues. — Ses emprunts au cadre du régime féodal. — Groupement d'abbayes et de prieurés. — Liens plus ou moins lâches avec l'abbé de Cluny. — L'accroissement de l'ordre et la dispersion géographique des maisons déterminent la répartition des monastères clunisiens en provinces ou chambreries dirigées par des chambriers, la réunion périodique des chapitres généraux et la visite régulière par les visiteurs.

1. — LA FORMATION SOUS LES PREMIERS ABBÉS DE CLUNY JUSQU'À LA FIN DU XI^e SIÈCLE.

Suivant la règle de saint Benoît, tout monastère (*cœnobium*) bénédictin est autonome. Il constitue à lui seul, autant de fois qu'il se reproduit, une individualité distincte qui n'est soumise, en dehors de son abbé, qu'à l'évêque diocésain, et une union fermée vivant de sa vie monastique propre. Cependant l'ultime objectif n'en est pas absolument et nécessairement limité à son domaine exclusif et à ses seuls habitants. Les buts de la vie des moines : devenir la *militia Christi*, travailler au salut des âmes et rendre à Dieu le culte qui lui est dû, ne leur sont point particuliers ; ils représentent à des degrés divers les obligations des autres membres de la communauté chrétienne. C'est justement cette participation à la vie spirituelle de l'Église universelle qui limite l'autonomie de chaque individualité monastique. Évidemment aussi, le monastère, qui selon saint Benoît ne doit pas nécessairement faire partie d'un ordre ou congrégation, est susceptible par sa nature de s'unir à d'autres monastères et

souvent même cette union lui est utile. D'où la faculté pour une communauté bénédictine, tout en sauvegardant son autonomie, de conclure des unions économiques ou spirituelles avec une autre maison ou une congrégation et même de renoncer en vue de cette union à l'exercice de certains de ses droits. Elle peut enfin essaimer dans des filiales, prieurés ou autres maisons.

La règle de saint Benoît ne renferme aucune prescription permettant de conclure à l'intention formelle de son auteur de la voir servir à une congrégation, la notion n'en existant pas encore de son temps, en Occident du moins. Mais saint Benoît, comme le fait remarquer Mabillon dans ses *Annales* (1), connaissait l'existence en Orient des unions pacômites, ayant fait lui-même de nombreux emprunts à la règle de saint Pacôme, et rien ne porte à croire qu'il ait jugé sa règle incompatible avec le type d'unions monastiques de saint Pâcome. Il ne faut sans doute pas non plus négliger de se souvenir qu'il garda des relations avec certains des monastères fondés par lui. Toutefois, il n'a pu être déterminé si ces rapports ont été de subordination ou de pure amitié. Il paraît bien probable que la conception des relations entre l'*abbas pater* et l'*abbas filius* n'a pas occupé saint Benoît puisque, contre le mauvais abbé, il invoque le secours non pas d'un autre abbé qui serait son supérieur mais des fidèles, d'un abbé voisin ou même de l'évêque (2). Rien dans la Règle n'empêchait pourtant les monastères de se visiter. Qu'il advint une nécessité de réforme, les liens devaient se resserrer entre les monastères ayant des relations entre eux. Pour résister aux dangers d'empièrement venus du dehors ou lutter en commun pour toute autre cause, il ne s'agissait que de s'associer. Il fallait seulement trouver une forme d'association ne compromettant pas l'existence et les devoirs du cénobitisme bénédictin.

Néanmoins jusqu'à la fin du VIII^e siècle, il ne semble pas qu'il y ait eu de tentative de quelque étendue pour modifier ou développer la conception de saint Benoît quant aux relations ou plutôt à l'absence de relations entre les monastères où sa règle était suivie. Charlemagne ne paraît pas s'être préoccupé spécialement de remédier au désordre et à l'indiscipline qui désolaient les maisons religieuses de son temps. Seul le désir de faire des monastères des asiles de science à l'instar des écoles capitulaires occupa le grand empereur d'Occident. Il ne semble pas, malgré son idéal de centralisation, avoir vu l'intérêt qu'il y aurait eu à tempérer l'extrême individualisme du monachisme occidental. Louis le Pieux au contraire, sous l'influence de saint Benoît d'Aniane, en perçut la nécessité. Lors-

(1) I, 215, Acta 590, n° XVIII. Cf. aussi sur cette question MOLITOR, *Rechtsgesch. Benediktin. Verbände*, I, 7 ss.

(2) R. S. B., c. LXIV, 62.

qu'aux environs de 817 il fit construire dans le voisinage d'Aix-la-Chapelle, le monastère d'Inda, il voulut en faire le modèle de toutes les maisons religieuses de son vaste empire. Ce monastère devait à la fois leur fournir les cadres et permettre aux moines des différents monastères de venir s'instruire sur place des meilleures observances pour les faire ensuite adopter dans leurs propres maisons. C'est cet idéal d'uniformité que saint Benoît d'Aniane proposa à l'assemblée des abbés qui se réunit en 817. Il le fit en ces termes : « Uniformité pour la quantité de nourriture et de boisson, pour l'heure du lever et du coucher, les offices religieux et les cérémonies du chœur, la longueur et la coupe de l'habit » ; au fond uniformité en tout. Son plan ne triompha que partiellement à l'assemblée. Néanmoins, l'essentiel fut codifié en 80 chapitres par le synode de 817 et Louis le Pieux pour assurer ce qui avait été acquis grâce à son appui décida que des inspecteurs seraient placés dans chaque monastère pour voir si le nouveau règlement était observé en fait et pour former ceux qui ignoreraient ce mode de vie. Cependant, cet essai d'union organique entre les divers monastères suivant la règle de saint Benoît n'eut pas de suite et même là où elle avait eu un commencement de réalisation, elle ne survécut pas à son animateur saint Benoît d'Aniane.

Du reste, saint Benoît d'Aniane en cherchant à introduire l'unité d'observance dans tous les monastères bénédictins poursuivait un idéal de réforme monastique, mais ne fut pas, consciemment du moins, un précurseur du système de la congrégation. S'il appela dans un monastère type des moines de différentes maisons, ce ne fut pas pour les envoyer, leur stage d'instruction terminé, en qualité de supérieurs dans d'autres maisons, mais pour que, de retour dans leurs communautés, ils y servissent de modèles et d'instructeurs. Il a personnellement dirigé et contrôlé de nombreux monastères, il est vrai, mais ce fut en tant que délégué de l'empereur ou d'un synode. Il a été si peu chef d'ordre qu'à sa mort on n'essaya même pas de le remplacer.

Saint Benoît d'Aniane n'avait pas voulu seulement légiférer en conformité avec la règle de saint Benoît mais, comme le firent après lui tous les réformateurs, il cherchait surtout à répondre aux nécessités du moment en profitant des occasions qui lui étaient offertes. Guillaume de Dijon, Richard de Saint-Vannes, Poppon de Stavelot groupèrent et réformèrent après lui des monastères. Guillaume de Dijon eut jusqu'à quarante maisons avec douze cents moines sous sa direction, Richard de Saint-Vannes en eut vingt (Beaulieu, Saint-Vannes, etc...) dont les supérieurs se présentaient une fois par an au couvent principal. Mais ils ne songèrent pas à créer une union ; ce qu'ils voulaient, c'était uniquement réformer le plus grand

nombre de monastères possible et, en répandant une certaine observance, les gagner à la pratique fidèle de la règle de saint Benoît. Pour arriver à la conception d'une organisation et d'un groupement de monastères d'une certaine importance, pour réaliser ce que nous appelons un ordre, il fallut Cluny.

Il est certain qu'à ses débuts Cluny voulut aussi observer cette règle dans son intégrité et n'eut pas d'autre ambition. Mais les circonstances ne tardèrent pas à l'aiguiller sur une autre voie. En effet, la stricte discipline observée dans le monastère bourguignon fondé le 2 septembre 910 par le duc Guillaume d'Aquitaine et l'abbé Bernon au milieu du relâchement général lui valut l'affluence d'un grand nombre de moines qu'il devint impossible de tous garder dans l'abbaye. Ce fut ensuite, en quelque sorte, une mode au ^x^e siècle pour un pieux laïque fondateur d'une maison religieuse de la placer sous le contrôle de Cluny. Par suite, le monastère fut incité à continuellement envoyer au dehors des colonies de moines destinées à fonder de nouveaux prieurés ou à réformer d'anciens monastères tombés dans l'indiscipline ou la misère. Dans ces différents cas, entre les maisons essaimées et réformées et Cluny s'établissaient une union durable et des rapports constants. De cet état de fait découlait insensiblement une nouvelle situation monastique : l'union de couvent à couvent.

Cette union, en vertu de laquelle l'abbé du monastère réformateur ou protecteur garde la *cura* des autres et y transporte une partie de ses moines, devint, coutume courante alors; elle ne violait même pas aux yeux des contemporains le principe de la stabilité. Parmi les monastères ainsi placés sous le contrôle direct de l'abbé de Cluny, les uns étaient sous sa direction permanente et personnelle; dans les autres, il délégua pour le représenter un abbé ou un prieur qui lui restait entièrement soumis (1) et cet usage avait pour conséquence de faire de l'abbaye-mère la pierre angulaire d'un vaste édifice dont le sommet était à Cluny même.

Cette conception de l'organisation monastique fut chère à

(1) Cette pratique, surtout mise en honneur du temps de Cluny, n'était cependant pas absolument une nouveauté. Il y en avait eu quelques exemples, isolés il est vrai, à partir du ^{vi}^e siècle. La *Vie des Pères du Jura* (éd. KRUSCH, II, 16, p. 153), donne des exemples d'abbés gouvernant plusieurs monastères. Le concile d'Agde (515) ne voit pas d'un œil favorable, — mais ils n'en existent pas moins, — deux monastères distincts gouvernés par un seul abbé (Can. 38). St Brachion qui alla d'Auvergne créer dans le diocèse de Tours deux maisons les dirigea (224) lui-même quelque temps (BESSE), puis il passa à celui de Menat qu'il avait dû réformer. Auguste fut abbé des deux monastères de St-Martin et de St-Symphorien, dans le diocèse de Bourges (*De gloria confessorum*, LXXIX, 797). St-Ours, abbé de Loches, qui avait fondé quatre communautés, les gouvernait toutes par ses prieurs, et de même saints Pair, Evroul, Martin de Verton, qui tous au ^{vi}^e siècle gardèrent la direction effective des nombreux monastères qu'ils fondèrent (BESSE, 225).

Cluny dès ses origines, sans doute plus ou moins consciemment. C'est ainsi que Bernon, abbé de Baume et de Cluny, paraît, aux yeux d'un spécialiste de l'histoire et des institutions monastiques, Dom Albers (1), avoir atteint l'objectif de centralisation monastique que saint Benoît d'Aniane n'avait pas réalisé. Mabillon avait déjà fait la même remarque (2). Saint Benoît d'Aniane avait, on le sait, eu l'idée d'un organisme montrant une certaine unité et une similitude de coutumes dans les divers monastères (3). Il s'efforça aussi de soustraire les monastères à l'emprise des puissants par la protection royale (4). On retrouve les mêmes traits dans la biographie de Bernon. Au lieu de la protection royale impuissante à son époque, il recourt à la protection pontificale, plus efficace et sans doute aussi moins gênante étant plus éloignée. A part cela, comme saint Benoît d'Aniane, il s'efforça de tout régler dans les monastères qui lui étaient confiés. Le passage suivant du testament de Bernon est caractéristique à cet égard : *De cætero tam praelatos quam et omnes fratres præsentes scilicet et futuros per misericordiam Dei qui præsens respicit depono ut inter vos unanimitas ita perseveret quatinus modum conversationis huc usque retentum tam in psalmodia quam in observatione silentii, sed et qualitate victus et vestitus et insuper in contemplu rerum propriarum, si non melius, saltem sicut huc usque fecistis, sic deinceps custodiat. Si autem, quod absit, ab aliquo eorum fuerit pertinaciter erratum, præcipimus per sanctæ regulæ auctoritatem ut utriusque loci priores ad corrigendum errorem sibi invicem suffragentur.* Il y a là un appel à l'unité et à la centralisation malgré l'avis contraire de Mabillon (5) et de la plupart des historiens modernes. Tout doit être semblable, dit Bernon : vêtement, alimentation, silence, psalmodie, etc... Ce même idéal de centralisation que l'on rencontre au cours de toute l'histoire de Cluny se trouve encore manifesté à la fin de l'allocution tenue par l'abbé Aimard pour recommander aux suffrages des moines Maieul comme abbé de Cluny : *Et sicut Cluniacense monasterium... a reverendis quoque abbatibus Domnis Bernone et Odone ordinatum constat, ita cum omnibus abbatiis, locis et cellis ubi eorum vel nostro tempore acquisitis, prædicto fratri ordinandum tradimus*

(1) *Mönchsgewohnheiten*, 21.

(2) *Acta SS. O. S. B.*, VII, 67. Mais Mabillon prête à St-Benoît d'Aniane des intentions certainement plus précises qu'il ne les eut en réalité : « *Accesserat ipso Bernonis ævo alia ratio nempe idea congregationis quam Benedictus abbas Anianensis efformaverat, et ipse variis abbatiis præfectus. Iisdem vestigiis in sistemo Berno Balmensi Gigniacensi Æthicensi Dolensi ac Mascianensi simul præfuit.* »

(3) Cf., à ce sujet Cap. 50 de la *Vita S. Benedicti Anianensis*.

(4) *Ibid.*, c. 54.

(5) *Acta SS. O. S. B.*, VII, 86.

alque iam ad ordinem servandum secundum beatum Benedictum, et instituta patrum nostrum quam ad res disponendas sub omni integritate propitia divinitate vinculis obedientiæ adstringimus. Aimard désigne Maïcul pour son successeur afin que l'organisation clunisienne ne souffre pas de l'affaiblissement dû à son âge. Tout, dans sa pensée, doit rester tel que ce fut réglé par ses prédécesseurs.

Un courant dans le même sens se manifeste d'ailleurs parmi les réformateurs bénédictins contemporains, chez Gérard de Brogne par exemple. Ce dernier en effet visita encore une fois, peu de temps avant de mourir, toutes les abbayes qu'il avait réformées. Ce fait prouve bien qu'il conservait une sorte de suprématie sur ces maisons. Il est aussi digne de remarque qu'après la mort de Gérard, Womar, son successeur, garda encore une sorte de direction sur les abbayes réformées (1). Qu'est-ce qui empêcherait de rapprocher les tendances de Bernon de celles de saint Benoît d'Aniane ? *Perfectum itaque propagatumque est opus divina opitulante misericordia et una cunctis generaliter posita observatur regula, cunctaque monasteria ita ad formam unitatis redacta sunt ac si ab uno magistro et uno imbuerentur loco. Uniformis mensura in potu, in cibo, in vigiliis, in modulationibus cunctis observanda est tradita.* Ces mots d'Ardo dans la Vie de saint Benoît d'Aniane (2) ne pourraient-ils pas aussi se dire des Clunisiens du x^e et du xi^e siècle ? Et Bernon et Odon, d'après les paroles d'Aimard, ne représentent-ils pas déjà les principes dits clunisiens ? (3).

Mais malgré leur désir d'unifier l'organisation monastique contemporaine, l'idée de congrégation au sens moderne du terme, c'est-à-dire de liens de juridiction, est cependant inconnue à Bernon comme à saint Benoît d'Aniane. L'unité permettra d'arriver un jour à l'organisation hiérarchique des maisons, mais cette organisation n'était pas le but poursuivi par les premiers abbés. Jusqu'au xi^e siècle, en effet, le lien pouvant exister entre les monastères de même observance (4) était surtout moral et fondé sur l'unité de doctrine, de sentiment et de coutumes monastiques.

(1) Cf. SACKUR, I, 140.

(2) C. 50.

(3) *Ibid.*, v. 52 « *In habitu quoque dissimiles fecerat multorum consuetudo. Quam ob rem vir Dei uniformem cunctis tenendum monachis instituit modum, ut non amplius duobus cubitis excederet mensura vel usque ad genua pertingere posset.* » Il fallut dans la suite soutenir une véritable lutte en Allemagne pour y introduire la coule et les usages clunisiens.

(4) Il ne faut pas oublier que la véritable traduction du terme observance aux x^e et xi^e siècles et aussi au xii^e siècle est *ordo* qui ne veut pas dire ordre religieux. Dans les textes contemporains *ordo cluniacensis* désigne les coutumes et observances de Cluny et non l'ordre de Cluny au sens moderne du terme. L'*ordo* c'est donc l'observance monastique. Dans le grand mouvement réformateur du

Peu à peu naquit l'idée d'union hiérarchisée imposée par l'ambiance contemporaine. Cluny avait réalisé des unions avec divers monastères non seulement en invoquant les raisons habituelles à cette époque de réforme, donation ou protection, mais aussi par suite de sa parfaite adaptation au système et à l'organisation de la société contemporaine à l'existence de laquelle ses premiers abbés surent très utilement se mêler. Le nouvel institut monastique eut la suprême habileté d'emprunter au monde féodal un certain nombre de ses aspects, sans pour cela perdre l'essence de son idéal et de son individualité. Un triple caractère vint marquer en conséquence l'œuvre des premiers abbés de Cluny : d'abord celui de restauration monastique, ensuite celui de lutte contre les empiètements des laïques sur la liberté de l'Église régulière, contre les investitures des biens ecclésiastiques par des mains laïques, et enfin le caractère spécial d'organisation résultant de l'état féodal de la société du temps.

M. Augustin Fliche nous paraît un peu trop affirmatif quand il soutient que Cluny connut dès ses débuts l'essentiel de l'organisation qui fit la réputation de son ordre (1). « Il est peu probable, dit-il notamment, que la règle de Cluny ait subi de modification depuis le temps de Bernon et d'Odon » (2). Sous Bernon pourtant, il n'est encore question que d'union personnelle et non pas d'union tout court. Le premier abbé de Cluny se contenta de diriger lui-même les trois monastères de Cluny, Baume et Gigny. Cette dernière abbaye allait se soustraire du reste à l'autorité de l'abbé de Cluny, sous Odon, sans que celui-ci s'y opposât en aucune manière. Pareillement des abbayes souvent importantes comme celles de Saint-Allyre de Clermont et de Saint-Géraud d'Aurillac furent directement gouvernées par Odon. Sauxillanges n'eut pas d'autres supérieur que ceux de Cluny jusqu'en 1062. Ambierle non plus, depuis Odon jusqu'à la mort d'Odilon (1048). Le testament de Bernon ne parle que d'une observance commune, premier jalon de coutumes, il semble

x^e siècle qui continua en l'amplifiant et parfois en la corrigeant l'œuvre de St-Benoît d'Aniane, dans l'unique religion monastique, on distingue une série d'ordres ou d'observances qui ont cependant entre elles une grande parenté. Un nom émerge et éclipse les autres, celui de Cluny. Cluny c'est le type de l'*ordo*, de l'observance répondant le mieux à l'idéal que se proposent les réformateurs. Garder l'*ordo*, sauvegarder l'*ordo*, est la grande préoccupation des abbés soucieux de leurs devoirs. L'*ordo* c'est la règle, la lettre et l'esprit de l'observance monastique, l'ensemble de la discipline et de la formation religieuse du moine. C'est ce que l'abbé explique à ses frères au chapitre, quand il dit : « *loquamur de ordine nostro*. » Le maître des novices lui aussi enseigne avant tout aux recrues du monastère l'amour de l'*ordo* ou observance de leur maison. Et cet attachement pour leur *ordo* est, aux yeux de tous les théoriciens du monachisme médiéval, une caractéristique des saints moines.

(1) A. FLICHE, *La Réforme Grégorienne*, I. *La formation des idées grégoriennes*, 39-60.

(2) *Ibid.*, 40, n. 1.

cependant avoir prévu de nouvelles fondations : « ... *si post filios priores quibus testamentum feci, nobis alios divina largitas et locum et filios ampliare dignata est, ratum debet videri, ut posteriores filii non exhaerentur.* » Ce passage implique en outre une conception qu'il est intéressant de noter; suivant la pensée de Bernon les monastères à venir ne devaient pas être une possession du monastère mère, mais au contraire chacun d'eux devait avoir une sorte de droit de propriété à invoquer sur les biens de ce monastère mère.

Comme il a déjà été dit, dans les premiers temps, Cluny n'avait pas d'autre but que de réformer, ou de propager la règle de saint Benoît. L'idée de groupement, en puissance dès les origines, ne chemina que lentement; elle se trouvait imposée d'elle-même dans le cas de la donation de prieurés à l'abbé de Cluny ou bien lorsque l'union personnelle donnait lieu à un embryon de groupement, ainsi sous Odon à propos de Romainmôtier (1), ou à la nomination d'un chorabbé, par exemple à Aurillac et à Tulle (2) ou à Fleury (3). En 942, Odon conclut en tant qu'abbé de Fleury un pacte d'amitié avec Saint-Martial de Limoges et Solignac (4). Mais la première mention d'une union plus intime est donnée par l'acte d'Albéric nommant le même Odon archimandrite des monastères des environs de Rome (5). Ce sont sans doute ces exemples et quelques autres similaires, qui ont inspiré à Pignot cette remarque en partie justifiée : « Avec Odon commence à proprement parler la vie morale de Cluny » (6).

Si tout le monde est d'accord pour constater une certaine modification apportée au système primitif de l'organisation clunisienne à la fin de la période héroïque, c'est-à-dire dès la première moitié du x^e siècle (7), il existe parmi les historiens de Cluny des divergences quant aux stades de cette transformation des conditions régissant l'union des monastères clunisiens. Suivant Cucherat (8), saint Hugues (1149-1209) est le véritable fondateur de l'ordre. Aux yeux de Sackur (9), ce mérite reviendrait déjà à son prédécesseur Odilon. Cet abbé, en donnant le plus grand développement possible au système que Maieul semble avoir ébauché le premier, s'est en effet efforcé de s'attacher les monastères qu'il réformait et restaurait.

(1) Suivant les désirs du donateur, le monastère de Romainmôtier devait avoir à perpétuité le même abbé que celui de Cluny.

(2) SACKUR, *op. cit.*, II, 78.

(3) *Ibid.*, 88.

(4) *Ibid.*, 81.

(5) *Ibid.*, 100, n^o 1 et 102.

(6) PIGNOT, *Histoire de l'ordre de Cluny*, I, 132.

(7) Depuis ce temps, cette organisation est restée, comme on le verra dans la suite, pour ainsi dire fixe dans ses grandes lignes.

(8) *Op. cit.*, 19.

(9) SACKUR, II, 91.

Ainsi Saint-Marcel-de-Sauzet, peuplé par Maïeul qui en avait sauvegardé l'autonomie, fut soumis à l'abbé de Cluny par le comte Adhémar de Valence. Paray subit le même sort, de même que Payerne, Saint-Maur-des-Fossés qui se révolta parce qu'on voulut le réduire en simple prieuré clunisien, et pareillement Saint-Cyprien de Poitiers, Solignac, Beaulieu (1). Cependant malgré la bonne volonté d'Odilon, l'existence des monastères restait de son temps encore, jusqu'à un certain point, sans réglementation fixe et surtout sans uniformité. Sackur lui-même convient qu'il faut attendre l'abbatiate de saint Hugues pour que sous la double influence de la promulgation des coutumes clunisiennes et des statuts de cet abbé, le monastère de Cluny devienne la tête d'un ordre ayant de lointaines ramifications. Tomek est du même avis (2). Ringholz, le biographe d'Odilon, au contraire attribue à cet abbé le mérite d'avoir posé les fondements d'une congrégation non existante avant lui, le nombre des monastères clunisiens s'étant sous son abbatiate élevé de trente-sept à soixante-cinq (3). On ne peut s'arrêter à l'opinion de Pignot (4) suivant qui Urbain II aurait désiré faire de Cluny le centre du monachisme et aurait le premier employé l'expression *ordo cluniacensis* avec le sens de congrégation, cette argumentation basée sur un texte contestable (5) est vraiment trop faible. Il est évident que les abbés de Cluny ont cherché, surtout à partir d'Odilon, à instaurer une organisation forte et placé la centralisation au premier plan de leurs objectifs (6). Letonnelier fait remarquer qu'à cette époque correspond en France la grande poussée de l'organisation féodale (7) et ce mouvement devait servir l'abbaye de Cluny, monastère suzerain tentant de mettre dans son vasselage le plus de monastères possible.

Quelle que soit l'époque à laquelle on se rallie comme ayant été le point de départ de l'organisation clunisienne, le plus probable est que cette organisation ébauchée sous Maïeul, fortement développée sous Odilon, n'est solidement assise qu'avec saint Hugues. Il est incontestable qu'au cours du premier siècle de son existence, le nombre de *cellae* données à Cluny alla toujours en s'accroissant et aussi les difficultés avec les abbayes sujettes. Déjà Maïeul s'étonne que Saint-Maur-des-Fossés, confié à sa direction, ne devienne pas

(1) *Ibid.*, 91-93.

(2) Tomek, 73.

(3) Ringholz, *Der heilige Odilo* (Stud. u. Mit. des Bened. Ord., 1884, I, 303, II, 7).

(4) Pignot, *op. cit.*, II, 316.

(5) Patrol. lat., CXLV, 866, n° 32.

(6) Cf. G. Schnurer, *Kirche u. Kultur im Mittelalter*, Paderborn, 1924-1926, II, 182, 188.

(7) Letonnelier, *L'abbaye exemplaire de Cluny*, 53.

sa *cella* (1). Là où il n'y avait pas de monastère exempt, de plus en plus Cluny s'efforçait à lier le plus étroitement possible les monastères entre eux et, quand la chose était réalisable, à en faire sa propriété. C'était, appliquée à son profit, la théorie des papes à l'égard des exempts. Dès lors l'idéal n'était pas l'abbaye d'obédience, mais la *cella*. Or, dans ce système d'union, il n'y a pas égalité entre les monastères unis, mais subordination d'un certain nombre de maisons à l'abbaye chef-d'ordre, ce qui n'existe pas dans l'union personnelle où les monastères placés sous la juridiction d'un supérieur commun peuvent se considérer comme égaux. En outre, la *cella* dans ce système n'est plus un monastère ayant son existence propre (*Eigenkloster*), de même observance que ceux avec lesquels elle est unie. Suivant les thèses d'un saint Benoît d'Aniane, d'un Guillaume de Dijon, d'un Richard de Saint-Vannes, d'un Odilon de Cluny, les moines ne sont plus membres de leur propre monastère, mais *in membrum* du monastère principal. L'abbé Maieul avait réformé Saint-Marcel de Sauzet, Odilon veut le soumettre. L'opération réussit à Paray et à Payerne, mais échoue à Marmoutiers, à cause de la résistance opiniâtre des moines (2). Une autre preuve des progrès de cette tendance de Cluny est la résistance croissante des monastères réformés ainsi que l'animosité grandissante de l'église séculière contre l'action de Cluny (3).

Les raisons de ce resserrement par Cluny des liens qui lui attachent les monastères de son observance sont d'abord là plus grande faiblesse des maisons données, volontairement ou non, à l'abbaye et le besoin de protection qui en découle, ensuite l'aspiration raisonnée de Cluny vers la puissance : en réformant, en insufflant de sa vigueur à un organisme monastique donné, Cluny acquerrait en quelque sorte de ce fait des droits sur lui ; jusqu'à un certain point la maison réformée devenait sa propriété. Un dernier motif, et sans doute n'était-ce pas le moins important, fut le désir de maintenir par le moyen d'une dépendance étroite les bons effets de la réforme dont les monastères auraient pu s'évader sous d'autres influences ; comme aucune dépendance n'offrait autant de garantie que celle de la *cella*, c'est vers ce système que tendirent surtout et de jour en jour davantage les préférences de Cluny.

Tant les bienfaiteurs et donateurs de Cluny (4) que les statuts

(1) B. C. 298. Nous adoptons, faute de mieux, en cet endroit et dans les pages suivantes, malgré la confusion que ce terme peut engendrer, l'acception que lui donne M. SCHREIBER, (*Kurie u. Kloster*) : un monastère ne jouissant pas de sa complète autonomie, quelle que soit son importance.

(2) SACKUR, II, 91.

(3) Cf. un pamphlet contemporain contre l'abbé Odon, *Adalberonis Laudunensis episcopi carmen ad Robertum regem* et la *Vita S. Bernardi Tironensis*, c. vii (*Acta SS*, avril, II, 235).

(4) *Gallia Christiana*, IV, 15, n° 18.

des abbés s'inspirent de cette pensée quand ils exigent que la profession de tous les moines des maisons faisant partie de l'union clunienne se fasse à l'abbaye chef-d'ordre, « parce que ce qui a été vu de ses propres yeux reste mieux gravé dans le cœur » (1). Si les circonstances empêchaient la réduction d'un monastère nouvellement agrégé en *cella*, on tâchait tout au moins de faire remettre l'élection abbatiale aux mains de l'abbé de Cluny, pour que, comme le formule saint Hugues pour Lezat en 1073 : « il n'entreprenne pas la tâche en vain et qu'après avoir été relevé par lui, le monastère ne tombe plus bas encore » quand il l'abandonnera à ses propres forces.

Ainsi peu à peu Cluny en était arrivé à la conviction qu'il fallait réaliser ce qu'Innocent IV confirmera en 1246 : « Les prieurs et moines feront leur profession entre les mains du seul abbé de Cluny et lui promettent par le serment d'obédience manuelle... fidélité jusqu'à la mort... Tous ces usages rendent, dit le pape, l'ordre [clunisien] célèbre et insigne, car un peuple sous un seul souverain prospère, tandis que sous plusieurs il décline. » Auparavant Innocent II avait déjà légitimé la souveraineté abbatiale par les considérations suivantes : « Selon une ancienne coutume toujours observée, Pierre et ses successeurs ont installé dans les villes pour y diriger des grandes masses de peup es et instruire les croyants dans la loi divine des hommes sages : évêques, archevêques et primats. Pour diriger les lieux conventuels le Saint-Siège établit des abbés. Dans d'autres lieux au contraire, on n'établit que des obédiences et des prieurés et cela pour que soit conservée l'humilité, principe de toute vertu et pour que l'orgueil et sa conséquence l'envie soient évités. » (2). Malgré l'inexactitude plus ou moins involontaire des faits allégués, cette explication est doublement intéressante, d'abord parce qu'elle donne le système comme voulu par le Saint-Siège, ensuite parce qu'elle établit un parallélisme entre la hiérarchie monastique et l'ecclésiastique. Cette dernière étant le modèle, les différents degrés de la hiérarchie monastique répondent à l'esprit de l'Église.

Plus tard on chercha à renforcer ce même système par un autre moyen, l'exemption. Si l'ordre est exempt, dit-on alors, cela ne veut pas dire autre chose que ceci : à l'égard des monastères dépendant de lui, l'abbé de Cluny tient la place du diocésain et exerce ses droits (3). L'union ainsi peu à peu établie fut encore renforcée par l'observation de coutumes communes dont la plus ancienne rédaction subsistante date de la première moitié du x^e siècle, mais qui existaient vraisemblablement bien plus tôt.

(1) Patrol. lat., CCIX, 891, 46.

(2) Patrol. lat., CLXXIX, 134, 96.

(3) *Henrici I stat* (B. C., 1558).

Les paroles d'Innocent II citées plus haut montrent la tentative poursuivie par Cluny de justifier juridiquement l'organisation intérieure d'un système : Cluny est dite église-mère et les monastères qui dépendent de lui églises-filles. Or, les *jura maternitatis* des églises épiscopales à l'égard des autres églises sont mentionnés dans différentes bulles pontificales (1). Les rapports entre Cluny et les monastères de son ordre étaient calqués sur ceux de Cluny avec le Saint-Siège. Honorius II, entre autres, avait déclaré en 1125 que Cluny et ses monastères dépendaient de lui : « *ad speciali jus et singularem proprietatem Sanctae Romanae Ecclesiae* » (2). Le pape possédait Cluny en tant que propriété du Siège Apostolique et le protégeait comme tel. Cluny admettait à son tour des monastères dans son groupe de protection et de domination. L'ayant droit n'était pas en dernière analyse un ordre ou une congrégation, mais Saint Pierre, puis l'abbé de Cluny et son église. A lui et non à l'ordre étaient faites les donations.

Un monastère n'entrait pas dans l'union clunisienne par admission et par incorporation, mais par assujettissement et don. Cluny permet bien que les monastères sujets exercent eux-mêmes une domination restreinte sur d'autres maisons, mais lorsque Cluny fonde lui-même et là où il a les mains libres, il ne fonde pas d'abbayes indépendantes. A ses yeux, le monastère fille n'est qu'un monastère sans indépendance. Nous sommes donc bien loin d'une corporation constituée par l'union de monastères indépendants et ayant leur individualité propre et encore plus d'une congrégation monastique au sens moderne du mot. Ce n'est sans doute pas inutile à faire remarquer dès maintenant tellement on a abusé de la dénomination de congrégation clunisienne. En fait, elle n'a jamais existé. Bernon parle bien dans son testament d'*unanimitas* (3). Le biographe de saint Maieul revient aussi sur la même conception : « *mullos enim ejusdem ordinis in diversis terrarum partibus invitans ad unanimitatem monachilis religionis* » (4). De même, bien longtemps après lui, dans les statuts de l'abbé Henri I^{er} (1308-1319), il est question de « *jura, causas, facta et negotia communem ordinis utilitatem tangentia* », d'« *unilas professionis et ordinis* » (5) et de « *congregationis corpus* » (6) même « *d'unio et affinitas naturalis inter membra in eodem corpore conjuncta* » si fort que tous les biens qui lui ont été donnés sont amicalement échangés (*vicissitudine amicabili*) et servent également

(1) *Gallia Christiana*, J., XV, 19-21.

(2) *Ibid.*, 1377.

(3) *Loc. cit.*, c. xi.

(4) *Patrol. lat.*, CXXXVII, 69.

(5) *B. C.*, 1563.

(6) *Patrol. lat.*, CLXXXIX, 197.

à la communauté tout entière des monastères (4). Mais il s'agit là du point de vue spirituel. Il n'est en réalité question que de « *spiritualis unio* » : un cœur et une âme. Tous les clunisiens sont frères et membres d'un même ordre, d'un même corps mystique. C'est la raison pour laquelle règne entre eux une grande et profonde unité ainsi qu'une union spirituelle; de là l'uniformité des coutumes, aucune différence dans leur genre de vie, en principe tous doivent, nous l'avons déjà dit, faire profession à Cluny qui est le seul monastère, ou mieux, qui est le cœur de tous les monastères et qui n'en forme qu'un seul avec eux. L'ordre de Cluny n'est pas constitué en droit par un certain nombre de personnes juridiques formant un tout juridique supramonastique, mais par un ensemble de personnes physiques qui n'ont de personnalité juridique que par la personne du monastère chef d'ordre : l'abbaye de Cluny.

À la fin de l'abbatiat d'Odilon et au début de celui de saint Hugues, l'ordre de Cluny a achevé sa période de formation. Le principe du monastère bénédictin autonome et indépendant a abouti, en passant par l'union personnelle, à un système où seule une abbaye, celle de Cluny, jouit non seulement de la plénitude des droits attribués par saint Benoît à toute maison régulière, mais encore d'un certain nombre de privilèges de domination ou de suprématie sur toute une série de monastères de nature différente. Les droits individuels de ces derniers sont plus ou moins diminués, tous ces monastères participent à la vie d'un corps dont l'abbaye de Cluny est à la fois la tête et le cœur et dont eux ne sont qu'une émanation sans existence véritablement autonome.

En cela, l'ordre clunisien est un type à peu près unique dans l'histoire du monachisme chrétien. Il y eut certes en dehors de lui, et peut-être à son exemple, un certain nombre d'unions durables d'abbayes bénédictines groupant sous un chef-d'ordre un plus ou moins grand nombre de monastères (2). Mais jamais autant que dans

(4) B. C., 1562.

(5) En Italie, outre le Mont-Cassin, Cava (1168) : 18 abbayes, 97 églises dont 16 monastères avec plusieurs *cellæ* ou prieurés. Ce groupement compta dans la suite jusqu'à 77 abbayes et 100 prieurés ; Fruttuaria au XI^e siècle et ses 30 prieurés ; Chiusa : environ 145 *cellæ* et églises. En Espagne Sahagun. Dans les pays de langue allemande, à part St-Gall, Reichenau et Lorch, le système des unions de prieurés sous un chef d'ordre n'a jamais été très en faveur, à cause peut être de l'attitude peu amicale des évêques à leur égard et du développement des grandes écoles monastiques.

Le système d'union de toutes sortes de maisons en honneur à Cluny se rencontre à St-Victor de Marseille avec ses 50 monastères parmi lesquels il y a plusieurs abbayes dont les abbés sont approuvés (après l'élection régulière) par le chef d'ordre qui nomme aux prieurés dont il peut déplacer les prieurs. Seuls les abbés et les prieurs conventuels font partie des chapitres généraux. À côté de Marmoutiers et de St-Germain-des-Prés, la Chaise-Dieu est chef d'une union de 8 prieurés, celle de Molesmes compte 64 prieurés d'hommes, un cer-

le système clunisien on n'abolit, en théorie, sinon toujours en fait, à des degrés divers, la vie individuelle de chaque monastère au profit du monastère chef-d'ordre.

II. — DÉVELOPPEMENT ET ORGANISATION DE L'ORDRE DE CLUNY DEPUIS LE XI^e SIÈCLE JUSQU'À L'ABBATIAL DE JEAN III DE BOURBON (1456-1481).

Lorsque saint Hugues prit possession du siège abbatial en 1048, il trouva une grande abbaye : Cluny, avec des possessions de jour en jour plus importantes consistant en prieurés, doyennés de grandeurs diverses, et autour de Cluny quelques abbayes en très petit nombre, groupées dans une situation subordonnée tout en jouissant d'une large indépendance et entourées à leur tour de leurs prieurés sur lesquels elles exerçaient un pouvoir immédiat. C'est cette organisation qu'Hugues I^{er} n'a pas inventée, mais qu'il a étendue et perfectionnée.

L'ordre de Cluny est une vaste union à ramifications étendues constituée par un monastère principal et un nombre considérable d'abbayes et de prieurés, un grand monastère central avec des maisons annexes, une puissante hiérarchie féodale placée sous la direction de l'abbé du monastère chef d'ordre, ayant des statuts et des coutumes communs, une union dans laquelle l'autonomie et l'individualité de la famille monastique ont été à peu près complètement supprimées pour les prieurés et fortement réduites pour les abbayes.

Du principe de la filiation, on passait aisément au principe de la vassalité ; le cours des idées, la forme générale de la société à cette époque devaient amener ce résultat. L'abbé de Cluny exerce en quelque sorte les droits du suzerain et les supérieurs des monastères de l'ordre sont ses vassaux. Cluny est la capitale d'un vaste empire, il est la Jérusalem des moines, c'est là en effet qu'ils font profession. Les abbés de Cluny ne furent pas dans leur ensemble

tain nombre de monastères de femmes et des granges, St-Germain d'Aurillac a sous sa direction 65 monastères, Montierneuf, 19 prieurés. Ces deux monastères font en outre partie de l'ordre de Cluny. Savigny groupa aussi un certain nombre de communautés sous sa surveillance. A Hirsau la situation est un peu spéciale, l'abbé d'Hirsau n'a dans sa dépendance directe que très peu de maisons et il ne nomme que le premier supérieur d'une maison réformée. Celle-ci peut à son tour en réformer d'autres et agit de même à leur égard. Les coutumes régissant la vie intérieure des monastères de la congrégation d'Hirsau sont calquées sur celles de Cluny, dont elle s'est complètement séparée quant au régime réglant les rapports entre monastères.

des autocrates, mais des hommes d'esprit libre et de haute culture. Ils connaissaient la règle de leurs fondateurs, les objectifs de leur ordre et ne compromirent pas trop les intérêts locaux (1). Le système préféré par eux est en somme celui d'union d'un monastère mère avec de très nombreuses *cellae*. L'abbaye de Cluny est le *caput ordinis*.

Extérieurement à cet ordre gravitent dans l'orbite de Cluny, d'une part toute une série de maisons que Cluny a réformées et qui suivent les coutumes de son observance mais qui ne sont pas soumises à sa juridiction. C'est le cas de Saint-Denis, de Marmoutiers, de Fleury-sur-Loire, de Saint-Paul de Rome, de Saint-Bénigne de Dijon, de Farfa, Hirsau, d'un certain nombre de monastères flamands, pour ne citer que les plus importants. L'abbé de Cluny ne pouvait arguer d'aucun pouvoir sur cette catégorie de maisons, mais il pouvait intervenir dans leurs affaires à titre officieux ce qui lui offrait l'occasion d'une action morale et bénévole dont un Odon, un Maïeul, ou un Odilon profitèrent du fait de leur personnalité bien plus que de celle de leurs fonctions; mais ce rôle ne put que très rarement être tenu par les chefs de l'ordre clunisien à partir du début du *xiii*^e siècle. D'autre part à fortiori restent hors de l'ordre les monastères tels ceux de la Trinité de Vendôme, du Mont-Cassin, d'Orbais (Marne) etc., qui ont conclu avec l'abbaye chef d'ordre ou une de ses filles des unions de prières et des contrats de réversibilité mutuelle des mérites spirituels ou moraux de leurs ressortissants.

Rien ne prouve cependant que les maisons n'ayant gardé de commun avec Cluny que ses observances n'aient pas à un moment de leur existence été intimement unies à lui. Les nombreuses révoltes contre l'abbé de Cluny réformateur et les non moins fréquentes interventions pontificales auxquelles donna lieu l'action des cinq premiers abbés de Cluny en Allemagne aussi bien qu'en France et en Italie au cours des *x*^e et *xi*^e siècles semblent même indiquer le contraire ou tout au moins déceler de la part des premiers abbés clunisiens des velléités de s'agréger les monastères réformés (2).

La pénurie actuelle de documents empêche de vérifier l'hypothèse très vraisemblable d'un vaste organisme centralisateur englobant sous la direction d'un abbé chef d'ordre tous les monastères proprement clunisiens et aussi ceux réformés par cet abbé ou ses prédécesseurs. Cette union devenue trop vaste par suite

(1) Cf. CABROL, *Zum Millenarium von Cluny* (*Stud. u. Mit. aus den Benedikt Ord.*, 1911, 51 et sq.)

(2) SACKUR, *op. cit.*, semble avoir été partisan de cette thèse, il l'a même exagérée en donnant comme clunisiennes une série de maisons pour la seule raison qu'elles ont été réformées par Cluny.

même de son extension, aurait craqué de toutes parts à l'avènement de saint Hugues. Ce dernier aurait relâché les liens des maisons tenant plus particulièrement à leur indépendance pour sauver l'unité d'un corps monastique par trop accru.

Quoi qu'il en soit, au milieu du ^x^e siècle, seuls sont encore sous la juridiction de l'abbé de Cluny en tant que chef et représentant de l'ordre, un certain nombre d'abbayes et de prieurés clunisiens dépendant de lui immédiatement ou médiatement. Bien que Cluny se soit efforcé de donner au système des *cellae* le plus de développement possible, comme répondant le mieux à son idéal de sujétion complète au chef d'ordre, une des particularités de son organisation est le grand nombre d'exceptions apportées à son système et aussi la gradation qui existe parmi ses membres. Les abbés successeurs des premiers supérieurs (qui avaient accepté cette inégalité) pourront affecter ne connaître que la *cella*, on n'en compte pas moins au sein de l'ordre de nombreux monastères ayant une certaine indépendance et une relative individualité.

Divers diplômes pontificaux et royaux (1) énumèrent dès les débuts les abbayes et prieurés qui sont à l'*ordinatio* de Cluny. On comptait comme en dépendant directement 17 maisons en 937, 37 en 994, 65 en 1049. Sur ce chiffre une bulle de Grégoire VII (1076) énumère 9 abbayes dont Vézelay, Saint-Gilles, Saint-Jean d'Angely, Saint-Pierre de Moissac, Saint-Martial de Limoges, Montierneuf, Saint-Cyprien de Poitiers (2). Pascal II en mentionne trois de plus en 1100 : Saint-Germain d'Auxerre, Saint-Austremoine de Mozac, Saint-Bertin de Thérouane (3) auxquelles sont venus s'ajouter en 1109, Saint-Vulmair, Unicourt, Saint-Benoît-sur-le-Pô (4). En 1118 le pape Gélase en énumère 15 dont trois nouvelles : Saint-Cybard d'Angoulême, Thiers et Pontoise (diocèse de Rouen) (5). Sous le pontificat d'Innocent III, leur nombre retombe à neuf : Saint-Martial de Limoges, Montierneuf, Figeac, Mozac, Thiers, Saint-Germain d'Auxerre sont les plus importantes. Sous l'abbatiate de Saint Hugues, parmi les 200 monastères que compte l'ordre, certains d'entre eux ont toute une série de maisons dans leur dépendance, ainsi Moissac avec ses 4 abbayes filles, Saint-Géraud d'Aurillac et ses 65 prieurés, La Charité-sur-Loire avec ses 52 prieurés, ou Saint-Pancrace de Lewes avec 10 prieurés (6).

(1) B. C. 516, 538, 569, 575, 1378, 1384, 1454.

(2) Bl. C., 18, c. II.

(3) *Ibid.*, 32, c. I.

(4) *Ibid.*, 36, c. II, n° 2.

(5) *Ibid.*

(6) Il est peut être utile de faire remarquer ici que le chiffre total des maisons faisant partie de l'ordre de Cluny, même à l'époque de son apogée, n'atteignit jamais le chiffre de 2000 monastère que la majeure partie des historiens ont

Bref, contrairement à l'opinion trop souvent répétée, et malgré la très évidente répulsion de nombreux abbés de Cluny, les usages de l'ordre ne s'opposèrent jamais à l'existence dans son sein d'abbayes. Sans parler de la place privilégiée occupée par les cinq grands monastères de l'ordre : La Charité, Saint-Pancrace de Lewes, Saint-Martin-des-Champs de Paris, Souvigny et Sauxillanges, qui étaient de véritables abbayes sans en porter le nom, saint Hugues favorisa pour certaines maisons une situation exceptionnelle qui tend à prouver la largeur d'esprit et le sage opportunisme de l'observance clunisienne. Dom L'Huillier a le premier signalé cette particularité dans sa Vie de saint Hugues (1) : certaines anciennes abbayes réduites en prieurés au moment de leur union avec Cluny se virent conserver par l'abbé Hugues au moins un pro-abbé, ou prieur-abbé. Il est de fait expressément question dans l'*Ordo cluniacensis* du moine Bernard de cette catégorie de prieurés (« qui sunt cum abbate ») (2).

Conformément à ces principes, le prieuré de Pontida, au diocèse de Milan (aujourd'hui de Bergame), eut des abbés jusqu'au temps de son agrégation à la congrégation de Sainte-Justine de Padoue (1421) (3). Bien que qualifié de prieuré clunisien, Saint-Eutrope de Saintes dont le supérieur Gérard est désigné sous le titre de prieur dans une charte de l'abbaye de Montierneuf (4) voit le successeur de celui-ci, Pons II, élu en 1110, qualifié d'abbé par l'évêque de Saintes (5). Le prieuré de Coincy, fondé par le comte Thibaud de Champagne, est dénommé abbatiale par un charte épiscopale onze ans après sa fondation (6). Les prieurs de Payerne, au diocèse de Lausanne, d'Arles-sur-Tech et de Campredon dans la région Pyrénéenne prennent rang après les abbés, mais avant le grand-prieur de Cluny (7), qui pourtant occupe un rang éminent dans la hiérarchie des chefs de maisons de l'ordre. On voit pareillement « l'abbé » de Saint-Orens d'Auch défendre les immunités de sa maison devant le concile d'Auch en 1068 (8). Cette législation spéciale s'appliquait à des prieurés n'ayant pas une grande illustration, mais pour lesquels

donné après l'auteur du *Chronicon Cluniacense* (B. C. 1658). Le nombre des maisons régulières soumises à l'abbé de Cluny ne semble pas avoir jamais dépassé environ 900 à 940 monastères.

(1) P. 487.

(2) Bernard I, c. XVI.

(3) MABILLON, *Ann. O. S. B.*

(4) *Gallia Christiana*, II, 1095,

(5) *Ibid.*, 1119.

(6) *Ibid.*, X, I. 99.

(7) PIGNOT (qui reproduit YEPEZ), II, 320. Dans le tableau de l'ordre des préséances de l'abbé de Cluny publié par D. ANGER (*R. B.*, 1924, 347), les supérieurs de ces maisons figurent même avec la qualification d'abbé.

(8) *Gallia Christiana*, I. I., 171.

leur éloignement de l'abbaye-mère rendait toute protection inefficace et auxquels la dignité abbatiale donnée à leur supérieur pouvait apporter vis-à-vis des évêques un lustre parfois loin d'être inutile. La bulle de Pascal II de 1107 (1) semble avoir mis fin à ce régime d'exception pour l'avenir, sinon pour les maisons déjà en possession de cette situation. Elle défendit d'instituer des abbés dans les celles ou prieurés de Cluny qui n'en avaient pas encore à cette date. C'était sauvegarder l'omnipotence de l'abbé de Cluny qui s'efforçait de s'étendre le plus possible, Et d'ailleurs par leur esprit d'indépendance manifesté d'une façon particulièrement violente, les abbayes troublaient si fâcheusement la discipline de l'organisme que ni le pape, ni le chef d'ordre n'éprouvèrent le besoin d'augmenter le nombre de ces fauteurs de désordre.

Théoriquement les abbayes membres de l'ordre se divisaient en deux catégories, celles dont les moines élaient leur abbé après autorisation de l'abbé de Cluny : Saint-Gilles (2), Vézelay (3), Saint-Benoît-sur-le-Pô (4), Saint-Bertin, et celles dont le supérieur était uniquement à la nomination de l'abbé chef d'ordre. C'était le cas de Saint-Vulmair, Menat, Montierneuf, Saint-Germain d'Auxerre, Saint-Martial de Limoges, Saint-Pierre de Lezat... En fait, nombre d'entre elles réussissaient soit à se libérer complètement, soit à ne garder vis-à-vis de l'abbé de Cluny que la platonique obligation pour le nouvel élu de chaque abbaye d'aller prêter serment d'obédience au chef-lieu de l'ordre. La lutte menée par les abbés de Cluny pour la défense de leurs prérogatives vis-à-vis des abbés de l'ordre est très significative et illustre d'une façon frappante l'exagération de maints historiens qui ont parlé de l'absolutisme des abbés de Cluny.

Les prieurés constituent le type de beaucoup le plus nombreux des monastères clunisiens. L'abbé de Cluny a sur eux un droit absolu de contrôle, d'institution et de destitution de leurs prieurs. Tous sont obligés à payer un cens annuel à leur supérieur immédiat en signe de vassalité et, à eux tout particulièrement s'applique l'axiome énoncé en 1246 par Innocent IV dans une lettre adressée à l'abbé de Cluny : « Un peuple a coutume de prospérer sous un seul chef, tandis qu'il court fatalement vers sa ruine lorsqu'il obéit à plusieurs » (5). Leur dépendance est d'autant plus étroite qu'ils sont plus bas dans la hiérarchie monastique : prieuré conventuel,

(1) B. C. 32, c. 1. Cependant le renouvellement de l'interdiction d'élever des prieurés au rang d'abbayes prouve qu'elle n'a été ni respectée ni supportée facilement (B. C. 570, 1378, 1384, 1454, 1494).

(2) GOIFFON, *Bul. de St-Gilles*, 26.

(3) Vézelay, Bl., C. 33, c. 1, n° 2.

(4) PFLUGK-HARTUNG, *Acta Pontif*, II, 221.

(5) B. C. 116, c. II, n° 2.

prieuré simple ou prieuré rural. Leur dépendance de l'abbé de Cluny est soit directe, soit au second degré quand ils ont été fondés ou appartiennent à la filiation d'un monastère lui-même soumis à Cluny. La majorité des prieurés anglais sont dans cette situation ayant été fondés non par le chef d'ordre, mais par Saint-Martin-des-Champs ; il en est de même pour les 52 maisons dépendant du prieuré de La Charité. Les prieurés de cette dernière catégorie sont tenus envers leur supérieur immédiat à toutes les obligations qui pèsent à l'égard de l'abbé de Cluny sur les maisons dépendant directement de Cluny. Pour les uns et les autres, il n'est pas de vie et d'existence intégrale hors de la maison mère qui est le cœur et la volonté alors qu'ils ne sont eux que les membres. Mais pour ce corps dont Cluny est l'âme, il n'est pas de lutte plus populaire que celle qui cherche à faire progresser l'émancipation des diverses maisons à l'égard de l'abbaye de Cluny, monastère type, unique dans son genre, de qui seul découle tout pouvoir légal.

Les règles de l'entrée d'un monastère dans l'ordre de Cluny ne furent véritablement fixées que lorsque cet ordre fut constitué. Les différentes formes de l'admission existèrent dès les débuts de l'histoire clunisienne, mais elles n'eurent toute leur portée que du jour où fut organisé l'ordre de Cluny. Ce n'est donc qu'à partir de ce moment, dans les alentours du milieu du ^x^e siècle, que l'on peut entreprendre l'examen de cette question.

Nous avons vu que les maisons réformées par l'abbé de Cluny ne lui étaient souvent soumises qu'en vertu d'un mandat passager (*commissio ad reformatum, ad ordinandum*) et dans ce cas il ne naissait entre le monastère réformé et le réformateur aucune liaison juridictionnelle durable, le premier se contentant seulement d'adopter l'observance du réformateur. Mais presque aussi souvent la maison réformée restait par suite d'une « *traditio* » ou « *submissio* » dans la dépendance effective et permanente du centre de réforme.

Par la *submissio*, un monastère s'engageait à se laisser surveiller dans une certaine mesure et donnait son consentement à la restriction de ses droits, en particulier au sujet de l'élection de son supérieur, enfin il s'obligeait au paiement annuel d'un cens reconnaissant à l'abbaye récipiendaire. Cette forme d'admission était tout particulièrement pratiquée par les abbayes désireuses de ne pas être, lors de l'entrée dans l'ordre, réduites au rang de prieuré. Ceux-ci en effet entraient le plus souvent dans la dépendance intégrale du chef d'ordre par la *traditio*.

Ces deux types d'agrégation de monastères à l'ordre de Cluny pouvaient affecter des modalités diverses. Pour une époque où les formules et le style des actes avaient une valeur en soi, il n'est pas inutile d'étudier certains de ces contrats d'admission à cause des

conséquences qu'ils auront non seulement pour la maison admise, mais aussi pour l'ordre lui-même, alors en pleine période de recrutement.

L'entrée pouvait être très simple. Ainsi fut celle de Saint-Bertin dont l'abbé Lambert vint solliciter de saint Hugues l'admission comme membre de l'ordre. L'abbé de Cluny lui demanda de reprendre à vie l'administration et l'abbatiate de son monastère. En même temps, il recommandait à tous les clunisiens de le traiter en confrère et il lui promit pour après sa mort la participation aux mérites de l'ordre (1). Thierbach déclare « se mettre dans la dépendance de Cluny », l'abbé Hugues I^{er} de Cluny rend cette déclaration définitive en soustrayant le couvent à la dépendance de tout autre monastère, en le prenant dans le *dominium* de Cluny, en admettant ses moines à la confraternité avec les moines clunisiens et en le faisant participer aux bonnes œuvres de l'ordre (2).

Dans d'autres cas, l'acte d'admission est plus détaillé et renferme toute une série de conditions. Le donateur de l'abbaye de Saint-Martial de Limoges à Cluny par exemple, reconnut ainsi à l'abbé de Cluny le droit de déposer l'abbé indigne et de nommer son remplaçant (3). La donation ne se fit d'ailleurs pas sans exciter l'opposition violente des moines du monastère soumis (4) et l'histoire des abbayes de Saint-Bertin, Beaulieu, Saint-Gilles, Lezat etc., est remplie par la lutte des religieux de ces monastères contre les abbés de Cluny.

Les raisons invoquées par les auteurs des actes de donation ou de sujétion des monastères à l'abbé et à l'ordre de Cluny n'offrent généralement pas plus d'intérêt, malgré leur diversité, que celles des donations de biens meubles ou immeubles par des laïques ou des clercs aux églises ou aux maisons régulières. Ce sont des formules de style et pas autre chose. A de rares exceptions près (5), elles ne fournissent guère de renseignements sortant de la banalité (6).

Par contre un certain nombre de formules et formes d'agrégation sont très suggestives pour préciser l'organisation et le stade d'évolution de l'ordre. A côté de phrases assez vagues et d'un usage

(1) Patrol. lat., CLVIII, 945. Cf. des cas similaires : admission du monastère du Mont Tabor en Palestine (*ibid.*, LXXXIX, 266), de N. D. de Lône (DEHETEL, *L'abbaye de N.-D. de Lône*, 71).

(2) Patrol. lat., CLXXXIX, 474.

(3) Patrol. lat., CLVIII, 957, 2.

(4) MABILLON, *An. O. S. Bened.*, IV, 626 ; SACKUR, I, 81.

(5) *Gallia Christiana*, XII, 102 ; le monastère de La Charité se donne à Cluny parce que sa pauvreté l'empêche de rester abbaye indépendante.

(6) *Gallia Christiana*, I, 39 ; II, 111 a (1095), 180 (1062), 354 (1070) ; X, 207 (1076) ; I, XII, 320, 324 ; XVI, 144.

courant aux diverses époques, où la donation fut faite : « à l'abbé de Cluny et à ses successeurs et par leur intermédiaire à l'abbaye et à l'ordre de Cluny » (1), les auteurs de quelques traditions donnent des précisions intéressantes. Ainsi en 1066 la comtesse Almodis se réserve en donnant l'abbaye de Saint-Gilles à Cluny certains droits sur ce monastère (2). Quand en 1080, Saint-Martin in Collibus est donné à l'abbé Guillaume de Polirone (*alias* Saint-Benoît-sur-le-Pô) pour être « corrigé, amendé et dirigé » suivant les usages du monastère de Cluny, le donateur prévoit, au cas de sortie du monastère bénéficiaire de l'ordre, la mise du prieuré de Saint-Martin sous la dépendance immédiate de l'abbaye de Cluny (3).

L'acte d'entrée dans l'ordre de San Salvador en Espagne (1265) est encore plus détaillé et montre clairement qu'au ^{xiii}e siècle l'organisation de l'ordre est plus strictement établie et que les formalités et les conditions d'admission sont devenues plus précises (4) : avec l'autorisation de leur abbé, les moines se mettent dans la sujétion du vassal vis-à-vis de son seigneur à l'égard de l'abbé de Cluny [Yves I^{er}] et de ses successeurs agissant au nom de l'ordre de Cluny. En conséquence ils seront considérés comme faisant partie de l'ordre et traités en frères par tous les moines clunisiens. Ils prêteront le serment d'observer les statuts de Cluny et de garder à l'abbé de Cluny l'obéissance, la révérence auxquelles il a droit, Le monastère conserve le droit d'élire son abbé sous réserve que le candidat élu fasse partie de la maison de San Salvador ou de l'ordre, qu'il se soit présenté à l'abbé de Cluny ou en son absence au grand-prieur et qu'il lui ait prêté obéissance manuelle. Après avoir rempli ces formalités, il devait recevoir la crosse abbatiale. Enfin il était tenu à prêter serment de fidélité au chef de l'ordre. Lorsque l'abbé de Cluny se rend à San Salvador, il y est reçu solennellement et traité en *prior abbas*; conduit au trône qui lui est réservé, il y reçoit de chaque moine l'obéissance individuelle qui se prête la main dans la main et en échange il donne à chacun d'eux le baiser de paix. L'abbé de Cluny a le droit de visiter une fois par an le monastère, l'abbé de celui-ci est obligé tous les trois ans de se rendre à Cluny pour faire honneur à l'église mère et assister au Chapitre général aux défini-

(1) « *Tibi et successoribus tuis et per vos Cluniacensi Ecclesiæ* » (1045) (Patrol. lat., CLXXX, 1416, *ibid.*, CLXXXVIII, 138. La donation du monastère de Romainmôtier se fit également : « *Abbatî et per eum monasterio [Cluniacensi]* » (KEHR, *Regesta Rom. Pont. Germ. Pontificia, Helvetia*, II, P. II, 193, 213, éd. Peterlingen, *ibid.*, 187). Pour l'abbaye de Cubières la traditio est faite à la fois aux apôtres Pierre et Paul, aux monastères de Cluny et de Moissac, et aux abbés et moines de ces deux monastères (*G. Chr.*, I, VI, 22).

(2) *G. Chr.*, I, VI, 178.

(3) B. BACCHINI, *Istoria del monastero di S. Benedello di Polirone*, Modena, 1696, Append. 31.

(4) Cf. MOLITOR, I, 133.

tions duquel il se soumet d'avance. Il s'engage enfin à payer chaque année à Cluny un tribut sans préjudice d'autres redevances dans des circonstances extraordinaires (1).

A mesure que l'ordre s'accroît, les rapports des membres entre eux et avec la tête se compliquent. Bientôt, pour resserrer l'union et maintenir l'armature, les simples liens entre prieurés et abbayes ne suffisent plus. L'abbé de Cluny ne peut plus communiquer directement avec toutes les maisons qui lui sont subordonnées, il est dans l'impossibilité de surveiller tout par lui-même, il doit se faire remplacer tout en gardant la haute direction et l'essentiel de ses prérogatives.

A cet effet furent institués des agents spéciaux et les divers monastères de l'ordre durent entrer dans des cadres régionaux. Ces cadres sont les provinces ou « chambreries » clunisiennes, au nombre de huit à dix : Lyon, Provence, Allemagne ou Lotharingie, France, Poitou, Auvergne, Gascogne, Espagne, Lombardie et Angleterre. A la tête de chacune d'elles est placé un chambrier, c'est ordinairement le chef d'une maison de la province ; il représente dans cette province l'abbé de Cluny, fait exécuter ses ordres, veille en son nom à l'administration des abbayes et prieurés de sa circonscription et reste en contact direct avec le chef d'ordre dont il est l'agent.

Les établissements clunisiens dans les régions où ils furent groupés dans la suite datent généralement de la première moitié du ^x^e siècle, mais il ne semble pas qu'ils aient été répartis en chambreries ou provinces avant la fin du ^{xii}^e ou le début du ^{xiii}^e siècle. Hugues V d'Anjou, dix-septième abbé de Cluny, régularisa cette organisation et l'imposa à tout l'ordre par ses statuts promulgués en 1200.

L'institution nouvelle avait le double avantage d'être un organe de transmission et d'information pour l'abbé chef-d'ordre et en même temps de donner satisfaction dans une certaine mesure aux aspirations particularistes des monastères. Ceux-ci trouvaient en effet dans le cadre de la province une possibilité de se réunir et d'examiner les besoins qui leur étaient propres, quittes à porter ensuite leurs doléances plus haut pour les faire appuyer et exaucer. L'occasion leur en était fournie par l'assemblée annuelle des maisons dépendant directement de l'abbé de Cluny :

Cette assemblée ou Chapitre général se réunissait d'ordinaire à l'abbaye chef d'ordre depuis l'abbatiate de Pierre le Vénérable. Par ses décisions ou définitions elle veillait souverainement à l'observation des usages clunisiens dans toutes les maisons de

(1) B. C., 1526.

L'ordre et prenait les mesures que nécessitaient les manquements disciplinaires collectifs ou individuels aussi bien que celles réclamées par l'état matériel ou religieux de l'un ou l'autre des monastères. Le Chapitre général était renseigné sur la situation des monastères par des visiteurs accrédités par lui à cet effet. En théorie, l'abbé de Cluny, président de droit du Chapitre et avec l'approbation de qui étaient promulguées les définitions, conservait toutes ses attributions; mais dans la pratique, l'ordre se trouvait ainsi bel et bien associé à lui pour la direction des affaires. L'organisation que nous venons de voir peu à peu s'élaborer, qui fut ensuite régularisée et réglementée tant par les abbés que par les papes, fonctionna normalement et avec succès pendant tout le ^{xiii}^e siècle.

Avec le ^{xiv}^e siècle déjà et le ^{xv}^e surtout, bien que rien ne soit changé au système, commence pour l'ordre une ère de lente désagrégation. Cette dislocation apparaît due bien plus à l'éveil des nationalités qu'à une prétendue décadence morale qui n'était pas plus avancée alors dans l'ordre clunisien que dans le reste de l'Église. Un relâchement, ancien déjà dans certaines provinces, se manifeste alors plus vivement et ce fut dans les plus lointaines précisément. L'institution des chambreries et celle du Chapitre général avaient tenté d'obvier à ces tendances particularistes, mais des raisons diverses, plus politiques que religieuses, les empêchèrent d'avoir une influence suffisamment efficace dans ces régions éloignées.

Des provinces comme celles de France, Lyon, Provence, Auvergne, Poitou et Gascogne, ces trois dernières malgré la domination anglaise et la guerre de Cent ans, restèrent fidèles à Cluny jusqu'à la fin de la période que nous étudions et même plus tard, pour un grand nombre de leurs maisons jusqu'à la veille de la Révolution. Au contraire les liens avec l'ordre furent toujours assez lâches dans les régions dépendant de l'Empire (Lotharingie et Italie) et pour ainsi dire inexistantes en fait en Espagne, sauf peut-être à l'époque assez ancienne (^{xi}^e-^{xii}^e siècles) où les rois de la péninsule ibérique trouvaient dans l'influence clunisienne une aide matérielle et morale dans leur lutte contre les Maures et dans leurs efforts pour conquérir l'unité de leurs royaumes. En Angleterre, si les rapports furent cordiaux au début, l'individualisme national propre à la race ne tarda pas à se manifester et à réclamer une semi-indépendance vis-à-vis de l'abbaye continentale. Les luttes de la guerre de Cent ans vinrent exacerber une situation déjà tendue à l'extrême. Pour pouvoir subsister, les prieurés anglais cessèrent petit à petit tous rapports avec le reste de l'ordre, si bien que lorsque comme tant d'autres ils furent supprimés par la Réforme dans le cours du ^{xvii}^e siècle, il y avait déjà plus de cent ans que toute sujétion de leur part à l'égard de Cluny avait été brisée en fait si non en droit.

En résumé, du vaste empire monastique vivant sous la règle bénédictine et suivant les usages clunisiens, l'abbé de Cluny était le chef incontesté; l'abbaye de Cluny avait seule sa personnalité monastique; ses sujets, les abbayes et prieurés de l'ordre, émanations plus ou moins complètes du monastère chef d'ordre dont tous étaient membres, répartis entre un certain nombre de provinces, lui prêtaient une soumission variable et une aide effective au moyen des chapitres généraux que secondaient les visiteurs. Tous concouraient à la gestion du patrimoine commun et assuraient chacun dans sa sphère, directement ou par mandataire, la tâche de sauvegarder l'intérêt clunisien vis-à-vis de l'extérieur quel qu'il fût, puissance ou individualité, clerc ou laïque.

L'examen de la nature et du fonctionnement des rouages variés de cet appareil compliqué est nécessaire pour comprendre comment ce corps a vécu et porté des fruits pendant neuf siècles. De cette longue existence, c'est au cours des six cents ans où nous l'étudions qu'il a eu avec des hauts et des bas son activité la plus intense et la plus normale (1). Il correspondait alors en effet à la civilisation

(1) L'organisation clunisienne a été louée par beaucoup des contemporains, mais elle eut aussialors un certain nombre de détracteurs. Malgré tout, partisans comme adversaires ont contribué à faire cheminer dans l'Eglise médiévale les principes qui l'avaient inspirée. Quatre grands systèmes de congrégations se sont partagé le monde bénédictin dans la chrétienté du Moyen-âge, et chez tous on retrouve un ou plusieurs des éléments dont l'ensemble a constitué l'ordre de Cluny :

A Cîteaux, chaque monastère est considéré comme une famille douée du principe de fécondité. C'est là ce qui le différencie principalement de Cluny. Il ne faut cependant pas oublier que dès les débuts les prieurés anglais de l'ordre de Cluny, de même que de grandes maisons de l'ordre comme La Charité ou St-Martin-des-Champs, sitôt qu'ils eurent acquis une vitalité suffisante pour effectuer eux-mêmes des fondations, jouirent à leur tour de droits analogues à ceux de Cluny sur leurs dépendances respectives et entre autres du droit d'exiger d'elles le cens annuel recognitif de sujétion que Cluny réclamait aux maisons dépendant directement de lui. L'organisation de Cîteaux reste hiérarchique et centralisatrice à l'extrême, le vie de l'ordre ayant comme pôle Cîteaux et son abbé. La *carta caritatis* assure au moyen d'un chapitre annuel de tous les abbés, tenu à Cîteaux, et de la visite également annuelle par l'abbé de Cîteaux de tous les monastères de l'ordre, la prééminence de l'abbé et de l'abbaye de Cîteaux dont l'observance doit être suivie par tous les monastères de l'ordre.

Innocent III instaura au cours du quatrième concile du Latran (1215) pour tous les moines noirs la tenue tous les trois ans d'un chapitre réuni par province ou royaume. Quatre abbés le président; on y fixe l'observance régulière et toutes ses décisions sont sans appel pourvu qu'elles aient obtenu l'approbation des quatre présidents. Ce chapitre a la nomination des visiteurs qui font des tournées d'inspection sans préjudice des visites des évêques diocésains. Cette législation fut reprise en 1336 par Benoît XII dans sa Bulle *Summa magistri*.

A la suite du concile de Constance de 1417, les monastères bénédictins de la province ecclésiastique de Mayence instituèrent un chapitre et une visite triennale, et cela créa la coutume en Allemagne des chapitres provinciaux et nationaux selon la *Benedictina*, nom inexact donné à la Bulle *Summa Magistri*.

Cette observance donna elle-même naissance en 1464 à la constitution de la Congrégation de Bursfeld, qui élit l'abbé de Bursfeld comme président. Le cha-

féodale avec laquelle Cluny était né et s'était développé. Le grand institut monastique lui survécut, mais ce fut pour traîner une existence demi-sommeillante, faute d'avoir pu s'adapter aux temps nouveaux.

pitre en est annuel au lieu d'être triennal. On maintient les quatre abbés présidents du Chapitre, mais l'abbé de Bursfeld devient « principal président ». Les trois autres « coprésidents » sont élus pour un an seulement. L'abbé président est en même temps visiteur général de l'union qui possède un coutumier spécial que chaque abbé, lorsqu'il entrait en fonction, devait jurer de faire observer.

Le quatrième système de congrégation bénédictine à cette époque fut celui dit de Ste-Justine de Padoue, fondé en 1421 pour obvier à la commende. Son Chapitre était composé des supérieurs et délégués des communautés et procédait chaque année à l'élection d'un définitoire de huit à neuf membres. Ce comité nommait pour un an le président, les visiteurs, l'abbé de chaque monastère, les officiers, prieur, célerier, etc., qui, tous, devaient rendre leurs comptes au Chapitre suivant. Le moine de cette congrégation faisait profession, non à un monastère, mais à la congrégation.

Nous semblons loin du système clunisien et pourtant, quand on y réfléchit, nous en sommes au contraire très proche. La congrégation à qui l'on fait profession n'a-t-elle pas pour principe l'idéal du monastère unique cher à Cluny, dispensateur de toute grâce et de toute fonction ? Ainsi se trouvait restauré au xv^e siècle un idéal en passe de tomber en désuétude à Cluny même à cette époque.

CHAPITRE PREMIER

L'abbé et l'abbaye de Cluny

Place éminente de l'abbé de Cluny. — Honneurs qui lui sont dûs dans les maisons de l'ordre. — Droit de visite, pouvoirs disciplinaires et législatifs de l'abbé. — Sa puissance est contrebalancée plutôt que contrecarrée par les Chapitres généraux. — Revenus de l'abbé de Cluny en tant que chef d'ordre.

L'abbaye de Cluny le seconde par ses deux prieurs.

L'ABBÉ DE CLUNY.

L'ordre de Cluny n'était ni une association ni une confédération, encore moins une congrégation au sens moderne du mot. Dans ce vaste ensemble de monastères, les uns placés vis-à-vis du chef d'ordre dans une subordination absolue et les autres, abbayes et prieurés, conservant à des degrés divers l'administration de leur temporel, le gouvernement de leur maison et même la liberté d'élire sous certaines conditions leur supérieur, il n'y avait de lien véritable que celui constitué par la juridiction de l'abbé de Cluny. Lui seul assemblait sous une tête unique les membres épars de ce grand corps. Chef de l'abbaye-mère, *matrix ecclesia* (1), il était *Dominus et pater* (2), *prior abbas* (3), *pater principalis et caput ordinis* (4), *pater et iudex totius ordinis* (5), *pater et principium ordinis* (6). Signe de l'importance de son rôle, l'abbé de Cluny était nommé dans l'*Exullet* lors de la bénédiction des cinq cierges le samedi saint (7). Et même lorsque la commende aura envahi l'ordre et pris possession du chef d'ordre, l'auréole dont est entouré le titre d'abbé de Cluny subsistera, elle survivra à la décadence générale des monastères clunisiens jusqu'aux premières années du règne personnel de Louis XIV où les

(1) Patrol. lat., CCIX, 890, 40, 901, 10 ; B. C., 1304⁷, 1438, 1476.

(2) Patrol. lat., CCIX, 897.

(3) B. C., 1406.

(4) *Ibid.*, 1558.

(5) *Ibid.*, 1559.

(6) Patrol. lat., CCIX, 897¹ ; B. C., 1559.

(7) *Ibid.*, 1587.

deux observances, la stricte et l'ancienne, le reconnaîtront alors pareillement comme le chef unique de leur ordre.

Tandis que le monachisme bénédictin participe, peut-on dire, à la fois aux régimes démocratique, monarchique et oligarchique, la constitution de l'ordre de Cluny était en effet plus essentiellement monarchique. Un seul y commandait et y gouvernait : l'abbé. Les autres supérieurs n'étaient que des mandataires. L'abbé seul (et suivant les usages de l'ordre quand on parle de l'abbé sans faire suivre ce titre du nom d'un monastère, c'est de l'abbé de Cluny qu'il s'agit) lui seul en théorie nommait les prieurs et les révoquait quand il le jugeait nécessaire. « Depuis la fondation de l'ordre clunisien, lisons-nous dans un diplôme de Louix VI (1), il a été de règle que l'abbé de Cluny dispose de ses prieurés comme de sa chose propre ». Et plus loin : « ... L'abbé de Cluny confie le gouvernement et la garde de ses monastères à ceux de ses moines qu'il lui plaît de choisir..., il rappelle ou transfère ces prieurs établis par lui lorsqu'il juge bon et utile de le faire. » Pour illustrer cette déclaration, nous voyons saint Hugues laisser un certain Gérard à la tête du prieuré de La Charité pendant trente ans. Au contraire, de 1063 à 1078, il change six fois le prieur de Sauxillanges, et le septième reste ensuite en fonctions dix-sept années. alors qu'à Longpont, nous trouvons quatre prieurs en quinze ans. Les obstacles que les abbés eux-mêmes et les Chapitres généraux mirent aux nominations et aux déplacements arbitraires des prieurs n'enlèvent rien de sa force au principe de la liberté de choix et de disposition des prieurés dans les mains des abbés de Cluny.

L'abbé laissait aux abbayes sujettes avec plus ou moins de restrictions, l'élection de leurs abbés particuliers ; mais il fallait que les abbayes reçussent au préalable licence d'élire afin que fut respecté le principe que Calixte II formulait : *Sine cluniacensis abbati precepto, nullatenus eligant*. (2) De plus l' élu devait aller à Cluny prêter à l'abbé le serment d'obédience comme à son supérieur immédiat (3). Alors seulement il recevait le bâton pastoral et

(1) *Ibid.* 575.

(2) ROBERT, *Bull. Calixte II*, I, 209.

(3) Le procès-verbal de la prestation d'obédience que l'abbé de Lezat fit le 9-10 mai 1297 à celui de Cluny nous a été conservé. Dans sa sécheresse, la teneur en est particulièrement instructive. Le chapitre de l'abbaye de Cluny ayant été réuni, l'abbé de Lezat se présenta devant lui et fit donner lecture de la déclaration suivante : « *Reverende Pater et Domine, Domine Bertrande, Cluniacensis Abbas, ego frater Raymundus, abbas vestri monasterii Lezatensis, cluniacensis ordinis, fui, sum et ero et esse propono, quamdiu vivero, vobis et ecclesie cluniacensi et ordini obediens et devotus, et paratus sum in omnibus et per omnia secundum voluntatem, vobis et ordini obedire. Et hec juro et me super predictis [Evangelii] ob reverentiam persone vestre et hujus vestre cluniacensis ecclesie suppono vestre bene placito voluntatis.* » La lecture achevée, l'abbé de Lezat, ayant touché les Evangiles, promit ce qui venait d'être lu, ses mains

pouvait exercer ses fonctions. En principe, tout acte d'administration et de direction, ainsi que l'usage des *pontificalia*, lui était interdit avant qu'il eût reconnu par l'accomplissement de ces formalités sa dépendance et la suprématie absolue de l'abbé de Cluny.

Au reste, les honneurs rendus à l'abbé de Cluny par ses subordonnés attestaient l'importance de sa personnalité. Dès son élection les officiers venaient en signe de soumission déposer à ses pieds les clefs de leurs services respectifs. Partout lui étaient prodiguées les marques de respect : à l'église, au chapitre, au réfectoire et en un mot dans toutes les circonstances. On ne l'écoutait qu'à genoux et une inclinaison de tête saluait son nom chaque fois qu'il était prononcé.

Divers documents donnent une idée des prérogatives dont l'abbé jouissait dans les grands monastères de l'ordre. Vers 1215, probablement à la suite de quelque difficulté ou pour en éviter d'éventuelles, fut dressée après enquête la liste des droits et prérogatives que l'abbé de Cluny pouvait invoquer à l'égard de l'important monastère de La Charité : La première fois que l'abbé vient à La Charité après son élection, la communauté se porte à sa rencontre en procession, un siège spécial lui est préparé dans le cloître et dès qu'il s'y est assis, le prieur du monastère vient s'agenouiller devant lui et ses mains placées entre les mains de l'abbé lui jure obéissance jusqu'à la mort. Pendant tous les séjours à La Charité de l'abbé de Cluny, c'est lui qui dit la messe conventuelle, lui seul peut bénir les moines qu'il a le droit aussi de contraindre à recevoir sa bénédiction et même de chasser du monastère s'ils lui opposent un refus. Pendant son séjour également la permission de sortir du monastère doit lui être demandée à lui et non au prieur de La Charité, ainsi que celle de sonner pour convoquer le chapitre, et pour le réfectoire. Sa suite et ses serviteurs jouissent à La Charité des privilèges dont ils bénéficient ailleurs. On lui offre enfin cinq sous lors de son arrivée pour faire des aumônes. Dans le même document, est rappelé le droit de l'abbé de Cluny de destituer tous les prieurs clunisiens, de punir les moines fugitifs et d'exercer sa juridiction sur

placées dans celles de l'abbé de Cluny, après quoi ce dernier lui répondit en ces termes : « *Et nos, in virtute sancte obedientie et sub debito prestiti juramenti vobis, abbas Lesatensis, inhibimus omnem alienationem illicitam et contra jura seu statuta publica vel cluniacensis ordinis diffinitiones, vel que essent in dampnum nostri monasterii Lesatensis. Iterum modo quo supra vobis precipimus injungimus et mandamus ut missos monachos ad vos per nos recipiatis et ejectos quos illuc missi per nos vel predecessores nostros fuerunt, ad dictum nostrum Lesatense monasterium reducat et fraterna tractetis in Domino caritate, et nos inter dum proponimus in illis partibus ad festum instans beate Marie Magdalene interesse et vobis faciemus quod fuerit rationis.* » Puis un notaire à ce commis fit signer le procès-verbal qu'il avait dressé de la cérémonie (BRUEL, n° 5457).

la ville de La Charité et les localités en dépendant. Les sujets du prieuré se voient reconnaître la faculté d'en appeler à lui contre les sentences du prieur et de ses officiers. Enfin, lorsque le monastère reçoit une lettre de l'abbé de Cluny, on procède à sa lecture au chapitre avec un certain cérémonial : dès que les formules de salutation de l'abbé ont été achevées, les moines présents mettent genou en terre et s'inclinent, ce qu'ils ne font pas lorsqu'on leur lit une missive de n'importe quel autre abbé de l'ordre. Qu'on ne croie pas voir là pour l'une ou l'autre partie des déclarations de pure forme. Ces détails peuvent sembler minimes à nos mentalités modernes, et leur observance sans importance. Il n'en était pas ainsi au Moyen Age. Chaque formule et chaque geste avait sa signification dans les rapports entre supérieurs et subordonnés, car d'eux découlaient pouvoir et revenus. Il n'est pas de meilleure preuve de l'intérêt que l'on attachait à l'énoncé de ces prérogatives et marques d'honneur que la teneur même de l'acte auquel elles ont donné lieu et dont chaque article est attesté par témoins (1).

La relation de la réception faite à la fin du XIII^e siècle à l'abbé de Cluny par l'abbaye de Figeac n'est pas moins instructive (2). L'abbé de Cluny ayant annoncé sa visite, on en avertit le peuple en le proclamant par les rues et lieux publics de la ville de Figeac. Lorsque son arrivée fut signalée, l'abbé Béranger, le doyen, le chambrier, le cellerier et les autres moines du monastère, au nombre d'environ cinquante, s'en vinrent processionnellement à sa rencontre, au son des cloches et précédés de la croix et des reliques. Revêtus les uns de chapes de soie, les autres d'aubes, ils reçurent l'abbé-chef d'ordre au portail du monastère. L'abbé de Figeac lui tendit le goupillon en lui baisant la main, puis l'encensoir en lui baisant encore la main. Ensuite, après l'avoir introduit dans le monastère avec sa suite, il le conduisit jusqu'à un endroit où l'on avait préparé un reposoir. Après y avoir prié, l'abbé de Cluny bénit à haute voix le peuple et les moines présents. Puis il entra dans le cloître de Figeac et s'assit sur un siège décoré d'un tapis, préparé à son intention. Il demanda alors à l'abbé de Figeac de lui jurer obéissance. Celui-ci se lève, se met à genoux, joint les mains et se place en face de l'abbé de Cluny qui, prenant ses mains jointes entre les siennes, lui dit : « *Promittis mihi hoberedientiam usque ad mortem ?* » Et l'abbé de Figeac de lui répondre : « *Domne promitto vobis facere qucumque vobis facere debeo et qucumque abbates Figiacenses predecessores mei predecessoribus vestris abbatibus cluniacensibus facere consueverunt.* » Alors l'abbé de Cluny réitère sa demande :

(1) BRUEL, n° 5497.

(2) Suivant procès-verbal du 1^{er} mai 1291, dressé devant notaire (BRUEL, n° 5385).

« *Promittis mihi hoberdientiam usque ad mortem ?* » Recevant la même réponse que précédemment de l'abbé de Figeac, l'abbé de Cluny lui dit : « *Aut simpliciter hoberdientiam mihi promittas aut surge.* » Ces paroles sont répétées à trois reprises. L'abbé de Figeac se lève alors. L'abbé de Cluny s'étant levé à son tour, ayant gagné une chambre du monastère, l'abbé de Figeac et ses moines entrent au chapitre. Au bout d'un moment, l'abbé de Figeac vient, accompagné de quelques moines, chercher l'abbé de Cluny et de nouveau ils se rendent ensemble à la chaire qui a été préparée pour l'abbé à l'entrée du cloître. Là, se renouvellent les mêmes cérémonies et questions de l'abbé de Cluny que précédemment, mais cette fois l'abbé de Figeac, à genoux et en présence d'une nombreuse assistance, explique qu'il a pêché par ignorance et qu'il demande à être pardonné. L'abbé de Cluny s'adresse alors à lui en ces termes : « *Promittis mihi abbati Cluniacensi, superiori tuo immediato, hoberdientiam usque ad mortem ?* » A quoi celui de Figeac répond : « *Promitto* ». L'abbé de Cluny lui donne ensuite le baiser de paix et reçoit le même serment de tous les moines, à genoux, leurs mains entre ses mains. Enfin, il se lève et ordonne de sonner la cloche du chapitre où il entre avec l'assistance, à qui il prêche la parole de Dieu. Son allocution achevée, il commence avec l'abbé et les moines la visite du monastère.

Il n'est pas de pire contravention aux usages de l'ordre que l'usurpation par un chef de maison des prérogatives réservées à l'abbé de Cluny. C'est ce qui ressort clairement du procès-verbal du chapitre général de 1313. Cette assemblée plénière en effet avait eu à statuer sur une accusation de ce genre portée contre le prieur du prieuré anglais de Thetford. Ce dignitaire, qui fut sévèrement puni, avait été dénoncé aux définiteurs parce qu'il exigeait de ses moines l'hommage lige (*corporale juramentum*) et l'obédience manuelle avec le baiser (*obedientia manuale cum osculo*) « comme les moines de l'ordre ont coutume de le faire à l'égard de l'abbé de Cluny » (1).

Ce fait prouve que les abbés de Cluny ne rencontrèrent pas toujours de la part de leurs maisons toute la révérence sur laquelle ils étaient en droit de compter. Bien souvent, au contraire, ils se heurtèrent à une violente opposition et en cette matière, les papes furent leur meilleur soutien (2). Pour éviter les conflits, plusieurs abbés de Cluny s'efforcèrent d'incorporer à leurs statuts des règlements assez précis. Henri I^{er}, par exemple, définit les rapports de l'abbé de Cluny et de ses cinq filles (3).

(1) C. G. 115, p. 568.

(2) Bulle d'Innocent III, 1205 (Bl. C., 100) confirmée par Clément IV le 2 novembre 1265 (*Ibid.*, 33), et de Nicolas III, 27 janvier 1279 (*Ibid.*, 142, 147).

(3) B. C., 1560-1563.

Guillaume III de Pontoise, ancien prieur de La Charité, devenu abbé de Cluny en 1245 s'était heurté déjà à la résistance de plusieurs de ses subordonnés, mais Innocent IV lui était venu en aide en envoyant des lettres apostoliques avec ordre de se soumettre (1247) aux prieurés de Longpont, de Saint-Martin-des-Champs, Montier-neuf, Joigny, Nogent-le-Rotrou, du Saint-Sépulcre de Troyes (1). Alexandre IV agissait de même à l'égard de Lewes (2).

D'ailleurs cette insubordination n'était souvent marquée que par de simples altérations des formules traditionnelles; étant donnée la mentalité de l'époque, le cas n'en présentait pas moins un caractère de gravité.

Pierre d'Iserpans, ancien prieur de Volvic, élu abbé de Mozat en 1252, ayant écrit à l'abbé de Cluny en le saluant de la simple formule : « *Salutem cum reverentia et honore* », au lieu de : « *Cum debita subjectione et reverentia hobedientiam usque ad mortem* », se vit rappeler à l'ordre par le Chapitre de 1259 qui le contraignit à faire amende honorable (3). Le Chapitre de 1297 fut obligé de rappeler aux moines de Mozat le serment d'obédience dû par eux à l'abbé de Cluny lorsqu'il visitait leur monastère. Le recueil des Chartes de Cluny de Bruel nous donne tout une série de formules de salutation employées par divers abbés et prieurs sujets de l'ordre dans leur correspondance avec l'abbé de Cluny. Le prieur de Thetford, en 1238, lui écrit : « *Salutem et debitam cum omni humilitate obedientiam usque ad mortem* » (4), l'abbé de Moissac, en 1237 : « *obedientiam tam debitam quam devotam cum salute* » (5) ; le prieur de Longpont, l'année précédente : « *cum spiritu omnimodae obediencie ac subjectionis salutem* » (6) ; celui de Saint-Mayol de Pavie : « *cum debitasubjectione et reverentia obedientiam usque ad mortem* » (7) ; l'abbé de Figeac : « *obedientiam debitam et devotam* » (8). On remarque que les salutations des abbés sont moins humbles que celles des simples prieurs, lesquels atténuent l'humilité des leurs lorsqu'ils veulent se livrer à une manifestation d'indépendance.

DROITS ET POUVOIRS DE L'ABBÉ.

Les prérogatives de l'abbé de Cluny n'étaient pas uniquement extérieures et honorifiques.

(1) BRUEL, n° 4895 à 4900.

(2) *Ibid.*, n° 4986.

(3) Arsenal, mss. 687, p. 3, c. vi, art. 31.

(4) BRUEL, n° 4738.

(5) *Ibid.*, n° 4719.

(6) *Ibid.*, n° 4707.

(7) *Ibid.*, n° 4704.

(8) *Ibid.*, n° 4762.

Par suite de son pouvoir général sur toutes les maisons de l'ordre, l'abbé de Cluny avait celui de les contrôler au moyen de la visite canonique et en cela il remplaçait l'évêque diocésain, soit qu'il exerçât cette fonction en personne, soit qu'il y déléguât des visiteurs spécialement investis de pouvoirs étendus pour un temps et un objet rigoureusement fixés d'avance. En vertu de ce droit de visite, le chef d'ordre peut aller se rendre compte dans n'importe quel monastère de son obéissance de l'état matériel, moral ou religieux de ce dernier et prendre à son égard les mesures nécessaires.

C'est ainsi qu'entre 1201 et 1207, l'abbé Hugues V de Cluny procéda personnellement à la visite du prieuré de Saint-Martin-des-Champs, comme le relate un document contemporain (1). De même en 1314, l'abbé Henri I^{er} de Fautrières, accompagné du prieur de La Charité, visita en personne l'abbaye de Figeac. Le procès-verbal de l'inspection dressé par devant Gui Juliot, notaire apostolique, relate dans le détail les opérations de cette visite qui ressemblent en tous points par la forme, par le fonds comme par les décisions prises, aux agissements des visiteurs de l'ordre. Seulement les décisions prises par l'abbé de Cluny revêtent un caractère plus impératif et solennel et, comme les ordres émanés (2) des Chapitres généraux, portent le nom de « définitions ». Il est fort regrettable que l'éditeur du Cartulaire de la Charité ait trouvé « sans intérêt » (!) de publier le texte de l'accord intervenu entre l'abbé de Cluny et le prieur de La Charité (1322-1325) portant règlement de la visite des monastères dépendant immédiatement de La Charité (3).

Ce droit d'inspection reste essentiellement une des attributions propres à l'abbé-chef d'ordre même lorsque l'institution des visites périodiques de toutes les maisons de l'ordre s'est régularisée par la création de visiteurs spécialement délégués à cet effet par le Chapitre général. Ces assemblées plénières rappellent à diverses reprises que lorsque, comme il arrive souvent, l'abbé de Cluny procède par lui-même à la visite d'une province, les visiteurs n'ont pas à y accomplir leur office ni à rédiger leur rapport sur cette province. Dans ce cas, l'abbé est seulement respectueusement requis de bien vouloir communiquer le procès-verbal de son enquête sur la chambre qu'il a visitée en personne au prochain Chapitre général. C'est ce qui eut lieu entre autres pour l'Auvergne, en 1315 (4). Il arriva même, tant l'ordre jugeait nécessaire le maintien de la visite par l'abbé de Cluny, qu'il fut sollicité par les Chapitres généraux d'exercer cette fonction de sa charge quand trop de temps s'était

(1) DEPOIN, *Rec. des Chartes de St-Martin des Champs*, n° 649.

(2) B. N., col. Doat, vol. 126, f° 113-125, v°.

(3) Cart. La Charité, cxxxviii.

(4) C. G., 102, f° 77 et ss.

écoulé depuis qu'elle n'avait été effectuée. Un exemple de ce genre de démarche nous est fourni par le procès verbal du chapitre de 1399 : « L'abbaye de Baume n'ayant pas été depuis longtemps visitée, ni par les visiteurs ni par le seigneur abbé de Cluny et le bruit ayant couru qu'elle pâtissait faute de visite, les définiteurs supplient le seigneur abbé de Cluny de vouloir bien procéder en personne à la visite de cette abbaye d'ici la fête de saint Jean-Baptiste, sans préjudice de la visite à effectuer par les visiteurs du Chapitre général » (1).

Le corollaire de la visite est le pouvoir coercitif. De tout temps, l'abbaye de Cluny joua le rôle de maison de correction de l'ordre et son abbé de grand justicier, soit qu'il procédât de son propre chef, soit qu'il agit sur mandat des Chapitres généraux. En effet, dès qu'une faute tant soit peu grave se commet dans une maison de l'ordre, si éloignée soit elle, c'est à l'abbé de Cluny qu'on en réfère en dernier ressort, c'est lui aussi que l'on charge de faire procéder à la recherche des coupables difficiles à atteindre ou de châtier ceux dont la perversion paraît invétérée. C'est sous sa surveillance enfin que de très nombreux moines clunisiens purgeront le plus souvent à Cluny même la peine qui leur aura été infligée parfois par le Chapitre ou même simplement par une quelconque autorité de l'ordre, mais généralement par son tribunal particulier auquel le coupable aura été déféré. Depuis que Grégoire IX (2) rappelait le 21 octobre 1228 à l'abbé de Cluny l'obligation incombant à sa charge de corriger les coupables de son ordre malgré les appels interjetés par ceux-ci devant divers tribunaux, ceux du Siège Apostolique compris, et de les forcer à observer les statuts édictés par la réforme clunisienne, bien peu d'abbés ont failli à cette partie de leur tâche. Peu d'années après l'acte de Grégoire IX cité plus haut, l'abbé de Cluny reçoit le 20 janvier 1256 le pouvoir de corriger les prieurs et les moines de son ordre en dépit des lettres apostoliques de protection ou de grâce que lui ou ses prédécesseurs auraient pu recevoir de la part du Saint-Siège (3).

Un certain nombre de causes furent même réservées à la seule absolution de l'abbé de Cluny, sauf naturellement en danger de mort ou en vertu d'une autorisation formelle et spéciale par laquelle l'abbé déléguait ses pouvoirs à un tiers en des cas et circonstances déterminés. L'abbé Bertrand fixa dans ses statuts, promulgués en 1301 avec l'approbation du Chapitre général, ces cas réservés. C'étaient : l'inceste perpétré avec des moniales ou des parents jusqu'au quatrième degré, le vice contre nature « constitué par tout attouchement libidineux à deux » (*sic*), le sacrilège, le

(1) ROBERT, *Monastères francs-comtois*, 51.

(2) *Reg. Grégoire IX*, n° 228.

(3) *Reg. Alexandre IV*, n° 1095.

parjure prémédité (1). Aucun religieux, qu'il dépendît d'une maison immédiatement ou médiatement soumise à l'abbaye de Cluny, ne pouvait, s'il avait commis une de ces fautes, se choisir un autre confesseur que l'abbé de Cluny, sauf à l'article de la mort. Ce dernier déléguait d'ailleurs parfois ses pouvoirs privilégiés d'absolution aux chambriers dans leurs provinces, au prieur de Cluny pour les fautes commises dans ses locaux conventuels, à ses chapelains quand il était lui-même en tournée de visite (2). La question fut reprise et cette règle confirmée par l'abbé Jean III de Bourbon plus d'un siècle après la publication des statuts de l'abbé Bertrand (3).

Chargés de veiller au maintien de la discipline dans l'ordre et au respect des us et coutumes de ce dernier par ses religieux, les abbés de Cluny se virent de tout temps reconnaître le droit de légiférer ou de codifier des règlements interprétant tel ou tel point de la jurisprudence monastique clunisienne. Les papes eux-mêmes, tels Célestin III (5 août 1196) (4) et Innocent III (29 janvier 1205) (5), leur confirmèrent ce pouvoir à condition que les statuts ainsi promulgués par eux ne fussent en rien contraires à la règle de saint Benoît et aux pratiques générales de l'ordre. Pierre le Vénérable s'efforça ainsi d'endiguer le relâchement qui menaçait son institut. Hugues V organisa d'une façon définitive, d'une part, les Chapitres généraux, et de l'autre, l'administration provinciale par l'institution de chambriers. Les abbés Bertrand de Colombier, Henri I^{er}, Jean II de Cosans, Jean III de Bourbon, publièrent à leur tour des règlements ayant plus spécialement trait à la discipline intérieure des monastères de l'ordre.

Les Chapitres, loin de leur contester ce pouvoir, donnèrent même parfois à certains d'entre eux mandat de reviser leur propre réglementation. Les statuts, sentences et définitions des Chapitres et des abbés étant, disent les définiteurs du Chapitre de 1290, trop nombreux ou inutiles et par là même dangereux, l'abbé de Cluny est chargé de faire supprimer les inutiles et de rédiger ceux qu'il jugera utiles afin qu'en possession de cette rédaction, personne ne puisse invoquer l'ignorance (6).

Est-ce à dire qu'à mesure que l'on avance dans l'histoire clunisienne il n'y ait pas eu, en fait plutôt qu'en droit (il y en eut pourtant aussi en droit), des atténuations à l'omnipotence de l'abbé de Cluny? Le prétendre serait nier l'évidence en même temps que

(1) DOUAIS, 400.

(2) *Ibid.*, 401.

(3) En 1458 (B. C., 1598).

(4) Bl. C. 95.

(5) *Ibid.*, 100.

(6) C. G. 101, f^o 136, v^o et B. N., nouv. acq.lat., 2263, f^o 25.

méconnaître la grande loi de l'évolution de l'humanité. A mesure que l'ordre prit de l'extension, que le Saint-Siège, guidé par l'éternel opportunisme de l'Église, se détachait de Cluny dont l'action répondait moins alors aux besoins du temps qu'aux ^{x^e} et ^{xⁱ^e} siècles, à mesure surtout que les monastères de l'ordre étaient reconquis par l'individualisme bénédictin et gagnés par les aspirations nationales naissantes, les abbés de Cluny durent laisser une part de plus en plus grande à l'esprit particulariste. C'est ce qu'ils firent avec plus ou moins de bonne grâce et plus ou moins complètement en divisant l'ordre en chambreries et en abandonnant une notable partie de leurs pouvoirs aux Chapitres généraux.

Les papes, auxquels ils étaient moins utiles, les abandonnèrent peu à peu. Déjà en 1289, Nicolas IV donnait raison contre l'abbé de Cluny, Yves II de Chassant, aux prieurs de Nogent-le-Rotrou, Crépy-en-Valois, Lenton, Saint-Gelais, Saint-Thibaud et Fabas venus protester à Rome de ce que l'on avait laissé tomber en désuétude dans l'ordre les prescriptions de la Bulle *Vehemot*. A la suite de leur démarche, jugée contraire à la discipline, l'abbé les avait privés de leurs prieurés, mais le pape le força à servir en compensation une pension de 120 livres petits tournois à chacun d'eux et à leur verser en outre une somme de 200 livres destinée à payer les honoraires des avocats qu'ils avaient chargés de les défendre en Cour de Rome. Deux cardinaux assistés de deux arbitres, l'abbé de Mozac et le prieur de Saint Leu d'Esserent, furent chargés de juger l'affaire. Les deux représentants de l'abbaye de Cluny, le prieur de Pontida et l'archidiacre de Cluny, pris de peur, s'enfuirent avant la fin du procès qui se termina par la défaite de l'abbé. Yves de Chassant dut réintégrer les plaignants déposés dans leurs prieurés et faire promulguer et appliquer dans toutes les maisons de l'ordre clunisien la réforme prescrite par la bulle *Regis pacifici pacis* (12 septembre 1289).

Mais ce fut surtout dans les Chapitres généraux que l'omnipotence de l'abbé de Cluny trouva son correctif. D'abord par les pouvoirs illimités des définiteurs qui tenaient cette puissance, temporaire mais absolue, du Saint-Siège. Le Chapitre prononçait ainsi en dernier ressort dans les affaires pendantes devant le tribunal de l'abbé : C'est le Chapitre de 1297 et non l'abbé seul qui fut chargé par Boniface VIII d'atténuer les rigueurs des statuts antérieurs de Nicolas IV. Une fois qu'une décision était prise par les définiteurs, l'abbé de Cluny y mettait son sceau. il est vrai, pour l'authentifier et l'entériner, mais il le faisait au même titre que les autres abbés de l'ordre présents (Chapitre de 1399) (1). C'est également en vertu

(1) « *Ordinant definitores quod abbas et caeteri se subscribant supra dorsum definitionum sigillis definitorum sigillatorum.* »

de la délégation donnée par les définiteurs et non en vertu de son autorité personnelle que l'abbé de Cluny peut relever des sentences d'excommunication portées par eux (Chapitre de 1400) (1).

Souvent les abbés eux-mêmes s'efforcèrent de contrebalancer la toute puissance de la fonction abbatiale. Ainsi Hugues V renforça le contrôle de l'ordre sur son chef en instaurant la visite annuelle de l'abbaye de Cluny. Elle devait être faite pendant l'octave de la fête de saint Pierre et saint Paul par deux abbés et deux prieurs de l'ordre. C'était reconnaître en quelque sorte la suprématie du Chapitre général. Grégoire IX confirma les décisions de l'abbé à ce sujet. Il ne se contentait pas de reprendre ses expressions mêmes, il les précisait et les étendait en autorisant les visiteurs à demander dans les cas graves la démission de l'abbé et, dans l'éventualité d'un refus de sa part, à porter la cause devant la Curie. Nicolas IV confirme cette mesure et fixe cette visite aux six jours qui suivent la clôture du Chapitre général.

Les définiteurs ne craignaient pas d'user des pouvoirs qui leur étaient conférés. Nous les voyons en 1388 prier l'abbé de Cluny de gouverner de telle sorte son propre monastère « qu'au prochain Chapitre, on ne puisse plus signaler aucune négligence dans son administration, mais qu'au contraire on doive la louer ». En 1436, devant l'incurie et l'inertie de l'abbé Odon II de la Perrière, ils n'hésitèrent pas non plus à le menacer des sanctions pontificales.

Cependant, par la force de l'habitude, le prestige ancien des fonctions du chef suprême de l'ordre et aussi l'esprit de la discipline clunisienne, la dignité abbatiale, un des fondements essentiels de tout le système, resta malgré tout, aux yeux de tous les membres du grand corps monastique, auréolé d'un tel suprême prestige que les nouveaux statuts, les constitutions pontificales et la rébellion de quelques maisons ne réussirent pas à l'entamer dans son ensemble. Le Chapitre général, malgré ses vastes attributions et sa puissance quasi souveraine, continua à être considéré en théorie tout au moins comme une assemblée consultative des chefs de maison appelée à aider de ses avis l'abbé de Cluny dont la charge était devenue de son propre aveu trop lourde. Le Chapitre lui-même reconnut à l'abbé de Cluny, comme nous l'avons vu, le droit de remettre aux délinquants les peines qui leur avaient été infligées par l'assemblée plénière de l'ordre. C'est ce qui eut lieu entre autres en 1361, 1400 et 1450. Les définiteurs de ce même Chapitre dont l'autorité était temporaire mais aussi discrétionnaire, s'ils élevèrent parfois la

(1) « *Nos definitores, voluimus et ordinavimus quod R. in Christo pater et Dominus Abbas Cluniacensis possit per se vel per alium absolvere omnes, priores et alios, excommunicatos per nos* » ; parfois même, ils mettaient des réserves à cette délégation (Chapitre de 1450).

voix contre les abus qui désolèrent de temps en temps l'abbaye de Cluny, se trouvèrent presque aussi souvent si ce n'est plus fréquemment rendus impuissants par leur situation de sujets vis-à-vis de la grande maison chef d'ordre. Nous voyons par exemple procéder en 1385 à la visite de l'abbaye de Cluny ; non seulement les délégués du Chapitre général ne voulurent pas prendre à eux seuls les mesures appropriées pour les réformes matérielles que réclamait l'état de la maison, mais encore ils demandèrent à ce sujet l'avis des moines de l'abbaye elle-même et c'est à la consultation des intéressés bien plus qu'à leur propre décision qu'ils donnèrent force impérative (1).

Au ^{xvii}^e siècle encore, le Chapitre général de l'ordre déclarait solennellement : « Nous avouons et reconnaissons dans tout l'ordre l'abbé de Cluny pour le supérieur auquel nous obéissons comme des moines à leur chef » (2). Et pourtant l'abbatiate de Cluny était alors entre les mains bien indignes d'un commendataire et qui plus est, un triste sire au point de vue religieux et moral tout au moins : le Cardinal Mazarin!...

Bien que diminuée dans ses attributions dont une partie était passée au Chapitre général, aux visiteurs et aux chambriers, la tâche qui incombait encore à l'abbé de Cluny était trop lourde pour qu'il pût toujours l'assumer tout entière. Il ne faut pas oublier en effet qu'en dehors de leur rôle de chef de maison, les abbés de Cluny eurent, du fait de la situation exceptionnelle de leur ordre dans la chrétienté, à jouer non seulement le rôle qui incombait à tout chef d'institut monastique important, mais encore celui qui résultait de leur qualité de grands personnages temporels et de l'action que de ce fait ils étaient appelés à mener auprès des papes et des rois aussi bien que des princes tant laïques qu'ecclésiastiques. Il fallait cependant que leurs devoirs purement religieux et monastiques ne souffrissent pas de ceux également très utiles à l'ordre qui découlaient de leur tâche politique.

Pour le seconder en qualité d'auxiliaires dans la direction de l'ordre, l'abbé de Cluny est assisté, presque dès l'origine, d'abord par des officiers attachés à sa personne et ensuite par plusieurs dignitaires de son abbaye, tels le grand prieur, le prieur claustral et le chambrier de Cluny.

AUXILIAIRES DE L'ABBÉ.

Le grand personnage et gros bénéficiaire qu'était l'abbé de Cluny avait besoin de s'entourer aussi d'un certain nombre de fonctionnaires chargés de l'administration tant des revenus des terres

(1) C. G. 104, f° 222, r°.

(2) BESSE, 12, n° 1.

faisant partie de sa mense abbatiale que des pensions et cens que lui servaient un grand nombre de maisons de l'ordre.

A ces revenus ordinaires venaient encore s'ajouter des subsides extraordinaires, taxes levées sur tous les monastères qui dépendaient de lui et que lui octroyaient dans certaines circonstances soit le Saint-Siège, soit les Chapitres généraux. Ces deux sortes de ressources n'appartenaient pourtant pas uniquement à l'abbé de Cluny, il devait en appliquer une partie aux besoins de l'administration générale de l'ordre. Il est enfin une certaine catégorie de revenus importants que le chef de l'ordre tire des droits ou émoluments de son sceau à raison des lettres de collation, mutation de bénéfices et tous autres actes émanés de sa chancellerie. Ces revenus semblent avoir été plus particulièrement personnels à l'abbé et non pas comme les autres (pensions, cens, taxes extraordinaires) communs à l'abbé, à l'abbaye de Cluny et au fonds de gestion de l'ordre tout entier. Il paraît donc qu'il doive en être fait mention ici plutôt qu'à l'occasion des finances de l'ordre.

Nous ne possédons, malheureusement, un barème de ces droits que pour les toutes premières années du x^ve siècle (1408), mais ce tableau a été dressé par l'ordre de l'abbé pour fixer une situation préexistante et qui devait être relativement ancienne.

La chancellerie abbatiale percevait pour la collation d'un bénéfice d'une valeur de 50 livres de revenus et au-dessous, 6 gros vieux; de 50 à 60 livres, un écu; de 60 à 100 livres, 1 écu et demi; de 100 à 200 livres, 2 écus; au-dessus de 300 livres 3 écus. Pour des lettres de réception de moines (*littera monachatus*) trois gros; de profession monastique (*littera professionis*) 6 blancs; de mansionnaire (*littera mansionis*) 1 gros; d'exeat (*littera dimissoria*) permettant de passer d'un prieuré à un autre, 6 gros; pour des lettres monitoires (*littera monicione*) 1 gros; d'excommunication, 1 gros; d'absolution, 6 blancs; de confirmation de contrat, 6 gros; d'exemption ou quittance (*littera quictancie*) 1 gros; de quittance pour absolution, 6 blancs (1); lettres accordant un confesseur, 2 gros; les mêmes lettres avec insertion de la bulle l'accordant, 3 gros; lettres pour ester en justice, 6 blancs; lettres pour constituer un procureur pour ester en justice, 4 gros (2).

Comme on peut s'en rendre compte, des taxes sont prévues pour un grand nombre des actes publics que peut avoir à accomplir un moine et surtout un chef de monastère. Si l'on songe de plus qu'en théorie toutes les actions importantes de la grande majorité des maisons clunisiennes devaient être au préalable autorisées par

(1) B. N., ms. lat. 9879, f^o 9, r^o (Le tarif est du 5 septembre 1408)

(2) *Ibid.*, f^o 9, v^o.

l'abbé de Cluny, on imagine facilement combien sa chancellerie contribuait à remplir ses caisses !

Le document qui nous renseigne sur ces droits est doublement intéressant d'abord parce qu'il permet d'avoir une vue relativement nette des ressources incontestablement importantes que l'abbé de Cluny retirait de sa chancellerie et ensuite parce qu'il prouve une fois de plus que l'initiative laissée à la grande majorité des monastères clunisiens était des plus réduites puisque la plupart des actions de leur existence devaient avant d'être réalisées se voir formellement et nominativement autorisées par l'abbé de Cluny.

Pour la tenue de sa chancellerie, l'abbé avait un notaire (*notarius Domni Abbatis*) qui était préfet des lettres secrètes et chef de ses archives particulières. Un des plus célèbres d'entre eux fut le moine Pierre de Poitiers, notaire de Pierre le Vénérable. Aux siècles suivants, on adjoignit deux clercs ou plus au notaire. Ils s'intitulaient indifféremment secrétaires de l'abbé ou du monastère de Cluny et parfois aussi secrétaires de l'ordre de Cluny. Ils conservaient la clef du *repositorium* ou armoire aux archives qui se trouvait dans le chapelle Saint-Louis construite par l'abbé Bertrand « *juxta inferiora palatia* ». En plus de ces clercs du notaire de l'abbé, il y eut aussi deux secrétaires de la Chambre (Trésor) abbatiale qui conservaient chacun par devers soi une clef du Trésor, les deux autres clefs étant entre les mains des deux prieurs de Cluny lesquels les gardaient toujours sur eux (1).

Auprès de lui, l'abbé de Cluny a aussi un certain nombre de chapelains (*cappellani seu socii Domini Abbatis*) qui entre autres attributions exercent le pouvoir de visite de l'abbé et jouissent du privilège d'absoudre les cas réservés comme nous l'apprendront les Statuts d'Henri I^{er}. On cite comme ayant exercé cette charge Valdericus et Gauderanus sous saint Hugues, Miles de Cicon sous Yves I^{er} — celui-là fut visiteur d'Allemagne en 1277 et 1278, — Guillaume de Jalugny en 1377 (2).

L'ABBAYE DE CLUNY.

En dépit de leur bon fonctionnement, les services particuliers de l'abbé de Cluny ne pouvaient cependant suffire à tout, et puis il était des circonstances où le chef d'ordre ne pouvait agir seul, il lui fallait comme sanction à ses décisions l'approbation tacite ou formulée du chapitre de l'abbaye de Cluny. Ce dernier semble en effet avoir eu son mot à dire dans les nominations des prieurs des maisons dépendant immédiatement de l'abbé de Cluny.

(1) B. N., collec. Bourgogne, t. 90, f^o 253-260.

(2) *Ibid.*

Le prieur de Saint-Martin-des-Champs, Robert., étant mort, sa communauté députa vers l'abbé de Cluny pour qu'il soit pourvu à son remplacement. Or, lisons-nous dans une lettre adressée en janvier 1211 par les moines de Saint-Martin-des-Champs aux moines de l'abbaye de Cluny (« *Venerabilibus et Karissimis patribus et fratribus L. priori et sacro conventui Cluniacensi* »), la délégation a rencontré à Longpont l'abbé de Cluny (Hugues V) qui désigna comme prieur Guillaume, chambrier du prieuré de Saint-Martin ; en conséquence, ils demandent l'assentiment de l'abbaye de Cluny à ce choix (*Quia... domnus Abbas nobis cum fecit hanc gratiam* [la désignation susmentionnée du nouveau prieur] *rogamus vos quatinus hoc habere velitis acceptum... nec juri et dignitati Cluniacensis ecclesie in aliquo derogavit*) (1).

Mais même en dehors de ces cas spéciaux, don il ne reste malheureusement que peu de traces, il se trouvait une foule d'occasions où l'abbé de Cluny, dans l'impossibilité d'agir toujours personnellement devait être suppléé par des personnages d'une autre envergure que de simples subalternes. Lorsque de pareilles circonstances se produisaient, le soin de remplacer l'abbé revenait de droit à des personnalités importantes de l'abbaye de Cluny telles que le grand prieur ou à son défaut le prieur claustral. Et en ce cas, l'un ou l'autre de ces officiers agissait comme représentant à la fois de l'abbé et de l'abbaye de Cluny. Dans la hiérarchie clunisienne, en effet, ces importants dignitaires venaient immédiatement après les abbés de l'ordre et avant les supérieurs des maisons désignées sous le nom de cinq filles de Cluny lesquels précédaient tous les prieurs et étaient des abbés sans en avoir le titre comme cela a été reconnu dès le XII^e siècle (2). Bien qu'appelés à se remplacer l'un l'autre, le grand prieur de Cluny intervient dans les affaires de l'ordre également pour des questions différentes de celles dont le prieur claustral de l'abbaye s'occupe d'ordinaire. Dans ce domaine aussi, le rôle de ces deux officiers se ressent de leurs fonctions dans l'abbaye.

Le grand prieur remplace l'abbé soit pour le règlement des affaires disciplinaires, soit dans celles concernant plus spécialement les rapports de dépendance des maisons clunisiennes à l'égard du chef d'ordre. Nous voyons ainsi ce dignitaire, souvent désigné sous le simple nom de « prieur de Cluny », présider aux environs de 1094, un tribunal appelé à juger le prévôt Humbert, le plus important officier laïque de Cluny, dont les tractations ont été préjudiciables à l'abbaye (3). A cette époque, il y a encore un peu de vague dans

(1) BRUEL, 4383.

(2) B. C., 1587, 1588 ; DOUAIS, 401 ; ANGER, *R. B.*, 1924, 347.

(3) BRUEL, n° 3685.

la délimitation de ce qui concerne l'ordre ou le seul monastère de Cluny ; mais dès le siècle suivant, la séparation entre ces deux domaines est nettement tranchée. Le Saint-Siège considère bien le grand prieur comme le suppléant de l'abbé puisque c'est à lui que le pape Clément VI donne mandat d'excommunier tous ceux qui se saisissaient des biens laissés à leur décès par les membres de l'ordre (1). C'est encore ces fonctions de grand juge et de lieutenant du chef d'ordre que nous le voyons exercer dans une affaire rapportée par le procès-verbal de la visite de la province d'Auvergne de 1353-1354 (2) : Une moniale du prieuré de Laveine avait été dénoncée pour incontinence par ses compagnes. A la suite de cette accusation le grand prieur de Cluny avait envoyé sur les lieux une commission d'enquête dirigée par l'aumônier et le sacristain du prieuré de Rives. Ceux-ci ayant conclu dans leur rapport adressé à Cluny à la non-culpabilité de la religieuse, le grand prieur, de sa seule autorité, leur donna l'ordre de la rétablir dans la situation dont elle jouissait avant d'avoir été injustement incriminée.

Depuis longtemps, c'est bien autant que suppléant du chef de l'ordre que le grand prieur a eu le plus souvent à intervenir dans le règlement des affaires tant disciplinaires qu'administratives déférées à celui-ci : en 1234, par exemple, le prieur de Saint-Martin-des-Champs avait accredité auprès du grand prieur un moine du nom de Robert envoyé à Cluny pour l'entretenir des affaires de son prieuré (3). En 1240, c'était à lui aussi que le prieur de Lavoute dénonçait les méfaits d'un de ses moines Jean de Lorsac (4). Lorsqu'un prieur est tenu d'assister au Chapitre général et qu'il s'en trouve empêché par une raison valable, il doit s'en excuser auprès de l'abbé de Cluny, mais souvent les lettres d'excuses sont adressées au grand prieur. Nous possédons des lettres de ce genre émanant des prieurs de Saint-Martin-des-Champs (1238), Thetford (5), Payerne (1240) (6), Saint-Pierre d'Abbeville en 1245 (7) et la même année de celui de Sainte-Marguerite d'Elincourt (8) ; en 1250 du prieur de Montacute, etc. (9).

Dans un autre ordre d'idée, et celui-là relève de la direction même de l'ordre, des chefs de monastère sachant l'absence de l'abbé de Cluny font part au grand prieur de leur désir de résigner leur

(1) Bl. C. 176.

(2) BRUEL, *Auvergne*, 1891, 106-107.

(3) BRUEL, n° 4663.

(4) *Ibid.*, n° 4778.

(5) *Ibid.*, n° 4665.

(6) *Ibid.*, n° 4774.

(7) *Ibid.*, n° 4834.

(8) *Ibid.*, n° 4835.

(9) *Ibid.*, n° 4938.

charge. C'est ce que firent entre autres, en 1245, Raymond abbé de Moissac (1) et le prieur de Saint-Pierre d'Abbeville qui déclare ne pas vouloir accepter la dignité abbatiale qu'on lui propose dans un autre monastère (2). Représentant du chef de l'ordre, c'est au grand prieur que l'on s'adresse pour obtenir des copies des privilèges de l'ordre afin de s'en servir contre l'ordinaire lorsque la pièce nécessaire fait défaut dans les archives d'une maison. On voit ainsi le prieur de Marcigny adresser le 31 décembre 1231 une lettre au grand prieur de Cluny pour lui demander une expédition des privilèges de l'ordre, la copie du diplôme pontifical qui a été produite par le prieur dans une affaire pendante à Lyon ne portant pas la mention ordre de Cluny, mais seulement abbaye de Cluny, n'était valable que pour cette abbaye (3).

Le prieur claustral de Cluny peut être appelé à son tour à remplacer le grand prieur, comme cela se produisit en 1313 où nous voyons une enquête sur la conduite d'un moine de Chaux-sur-le-Doubs, confiée par les définiteurs au supérieur de Saint-Alban de Bâle, transmise pour suite à donner au prieur claustral de Cluny (4) et dans un cas similaire concernant une religieuse de Montricher (5). Mais généralement on a plutôt recours à lui pour des questions de mutation ou de déplacement de moines pour des motifs disciplinaires ou par suite soit, d'excédent, soit de pénurie dans l'effectif d'un monastère (6). On s'adresse aussi parfois à lui pour demander la désignation d'un prieur (7) quoique généralement ceci soit plutôt dans les attributions de l'abbé lui-même ou du grand prieur de Cluny.

Ainsi l'abbaye de Cluny participait par ses officiers à la direction générale de l'ordre, mais l'activité de ses deux prieurs ne pouvait suffire aux affaires d'un institut de l'importance de l'ordre clunisien et, bon gré mal gré, il fallut décentraliser. Les premiers abbés de Cluny avaient toujours été sur les routes pour visiter leurs maisons ou en soutenir les intérêts en Cour de Rome et auprès de l'Empereur. Ils paraissent, en fait, avoir été exactement renseignés sur leur compte, mais cet état de choses ne pouvait continuer indéfiniment, l'ordre s'accroissant sans cesse. C'est ce que vit Hugues V d'Anjou. Il se décida alors à installer des lieutenants : les chambriers, dans les diverses régions où les monastères clunisiens avaient pullulé et à répartir ces maisons en un certain nombre de provinces ou

(1) *Ibid.*, n° 4832.

(2) *Ibid.*, n° 4938.

(3) *Ibid.*, n° 4610.

(4) DUCKETT, *All.*, 300.

(5) *Ibid.*, 251.

(6) *Ibid.*, 251. — ROBERT, *Mon. franc-comtois*, 32.

(7) BRUEL, n° 4438.

chambrières. C'est dans ce cadre que devaient évoluer abbayes et prieurés à partir du XIII^e siècle. Cette organisation tout en rendant service au pouvoir central pouvait en même temps donner, dans les débuts tout au moins, l'illusion aux membres de l'ordre que leur tête relâchait un peu leurs liens de sujétion alors qu'en réalité, c'était un contrôle nouveau qui pesait sur leur existence.

CHAPITRE II

La province clunisienne

Chambrieres et chambriers. — Les provinces clunisiennes. Les chambriers, à la nomination de l'abbé de Cluny, le représentent dans leur circonscription. Pouvoirs de contrôle. Ils sont responsables devant l'abbé et le chapitre général. — Fin des provinces clunisiennes de Lombardie, Espagne, Allemagne et Angleterre au ^{xv}^e siècle.

Chapitres provinciaux. — Réunion intermittente. — Rôle dans les affaires particulières d'une province ou d'un groupe de maisons.

Abbeyes de l'ordre. — Théoriquement subordonnées à l'abbé de Cluny, pratiquement souvent en conflit avec lui. — Démêlés de St-Gilles, Vézelay, St-Bertin, San Benedetto di Polirone, St-Cyprien de Poitiers, Baume, Beaulieu en Argonne, St-Germain d'Auxerre, St-Martial de Limoges, etc., avec le chef d'ordre. — Rapports moins pénibles de ce dernier avec les abbeyes d'Auvergne et de Gascogne.

Les cinq filles de Cluny : La Charité, Lewes, St-Martin-des-Champs, Souvigny, Sauxillanges sont des abbeyes sans en avoir le titre. Leur importance dans l'ordre. — Rapports avec l'abbé.

Les prieurés de l'ordres. — Dernier échelon de la hiérarchie. — Catégorie la plus nombreuse. — Sujétion primitive absolue. — Indépendance croissante à l'égard du chef d'ordre.

Préséances et hiérarchie des maisons de l'ordre.

CHAMBRERIES ET CHAMBRIERS.

Les premiers établissements clunisiens dans la province ecclésiastique de Lyon, en Provence et en France datent du ^x^e siècle, ceux des pays de langue allemande, d'Espagne, de Lombardie et d'Angleterre s'échelonnent du début à la dernière moitié du ^{xi}^e siècle. La tradition veut que ce soit Hugues V (1199-1207) qui ait réparti les maisons de l'ordre en diverses chambrieres et provinces. Il est certain en tous cas que c'est lui qui créa l'institution des chambriers dans ses statuts (1).

(1) B. C., 1469.

On trouve dès le début du XIII^e siècle (1208-1213) le prieur Foulques de Saint-Martin-des-Champs, chambrier de l'abbé de Cluny en France (*camerarius domini Abbatis in Francia*), faisant connaître à Blanche de Navarre, comtesse palatine de Troyes et patronne du prieuré clunisien de Cannes, les mesures qui viennent d'être prises pour changer le cour des eaux servant à l'arrosage des terres de la localité de Cannes (1).

Le Chapitre de 1259 mentionne les chambreries (*cameraria*) de Provence, France, Angleterre, du diocèse de Liège, de Poitou, d'Allemagne, de Lombardie, de Gascogne et d'Espagne, soit neuf provinces. Il n'est alors question ni de la future province d'Auvergne dont quelques monastères sont cités sous la rubrique du Poitou, ni non plus de celle de Lyon. Le Chapitre de 1260 donne comme provinces à visiter : le monastère de Cluny (*sic*) (2), la province (*provincia*) de Sens et de Reims, la province de Bordeaux et de Bourges, celle de Lyon, la chambrerie (*camaria*) de Provence et celle d'Auvergne, la province de Vienne, celle d'Espagne et Gascogne, la province de Trèves, la Lombardie et l'Angleterre. Ces dix provinces demeurèrent sans grand changement jusqu'à la bulle de Nicolas IV (1289). A partir de cette époque, la distribution de nouveau fixée des maisons de l'ordre entre les provinces de France, Lyon, Provence, Auvergne, Poitou, Gascogne, Espagne, Lombardie, Allemagne et Angleterre subsistera jusqu'au XVI^e siècle.

La chambrerie de France comprenait le territoire des provinces ecclésiastiques de Sens et de Reims, ainsi que celui de l'ancienne chambrerie du diocèse de Liège. La province de Lyon correspondait à la province ecclésiastique de ce nom. Celle de Provence groupait les prieurés situés en Viennois, Dauphiné et Savoie. Les chambreries d'Auvergne et de Poitou se partageaient les maisons faisant partie des provinces ecclésiastiques de Bourges et de Bordeaux. Les maisons clunisiennes du Sud-Ouest constituaient la province de Gascogne. Les prieurés anglais formaient la province d'Angleterre, comme ceux situés au-delà des Pyrénées constituaient celle d'Espagne. La chambrerie d'Allemagne et Lorraine comprenait les provinces ecclésiastiques de Besançon, et de Trèves. La Lombardie enfin groupait les maisons clunisiennes d'Italie.

Il est toutefois utile de faire remarquer que la dénomination des provinces ne fut jamais absolument fixe. Encore au XV^e siècle, on rencontre quelques variantes. Ainsi la province de Lyon est

(1) DEPOIN, *Rec. des Chartes de St-Martin des Champs*, n° 704.

(2) Il est probable qu'il y a là un *lapsus calami*, et qu'il s'agit de la province de Cluny (*provincia cluniacensis*) nom parfois donné à une partie de la province de Lyon.

parfois appelée chambrerie de Cluny, la province de Tarentaise comprenant aussi les prieurés du Dauphiné et de la Suisse romande apparaît de temps en temps comme onzième chambrerie, alors que les maisons qui la composent font généralement partie soit de la Provence, soit de l'Allemagne: (1)

Pour la Lombardie, le nom n'est pas *camera*, mais *vicaria* sans que d'ailleurs ce terme tire à conséquence. Une définition du Chapitre de 1308 montre au contraire qu'il y a identité de sens entre les mots vicairie et chambrerie, lorsqu'elle parle de deux prieurs de la *vicariæ seu cameræ Lombardiæ* (2). Par ailleurs, la province de Lombardie fut une des premières où l'abbé de Cluny sentit la nécessité d'avoir un représentant investi de pouvoirs plus étendus qu'ailleurs. Dès janvier 1087, en effet, l'abbé saint Hugues confie au prieur de Pontida des pleins pouvoirs pour gérer au nom de Cluny la temporalité des prieurés lombards. Bien qu'exceptionnelles, ces fonctions peuvent sans doute être considérées comme un antécédent de celles qui seront plus tard attribuées aux chambriers provinciaux. L'institution des chambriers est née, comme nous l'avons dit, du besoin éprouvé par le chef d'ordre de faire surveiller par des hommes de confiance les prieurés qu'il était nécessaire de suivre de près, contrôle que l'éloignement de Cluny rendait matériellement impossible à l'abbé. Or la Lombardie a été dès les débuts une des régions où les monastères clunisiens étaient le plus mal gérés et où le chiffre des dettes était le plus élevé, alors même que dans le reste de l'ordre la situation financière se présentait à peu près normale suivant le rapport des visiteurs. Quoi qu'il en soit, Hugues V dans ses statuts régularisa et organisa définitivement une institution qui fonctionnait certainement déjà longtemps avant son abbatiat.

Les constitutions de 1200 rendaient ainsi définitif l'établissement d'un ou de deux chambriers par province (3), officiers nommés par l'abbé de Cluny pour l'y suppléer, lui servir d'enquêteurs, de représentants et d'agents d'exécution. En entrant en charge, les chambriers jurent obéissance à l'abbé et à Cluny et s'engagent à ne rien céler ni négliger de leurs fonctions et aussi à ne pas se laisser corrompre à prix d'argent (4). En Angleterre, le chambrier était généralement le prieur de Lewes, mais dans les autres pro-

(1) Cf. WILMART, *Les établissements de l'ordre de Cluny* (ds. *Ann. de l'Académie de Mâcon*, nouv. série, XXIII, 1922-1923, p. 381). La province d'Allemagne est dénommée Bourgogne et Lyonnaise dans le procès-verbal du Chapitre général de 1455, etc.

(2) C. G. 101, f° 299, r° et v° et C. G. 103, f° 39, r°.

(3) Dans la pratique, il n'y en eut qu'un par chambrerie.

(4) Stat. Hugues V (B. C., 1469).

vinces, c'était un prieur quelconque de la région. Sans doute à cause de la proximité de Cluny, la province de Lyon ne paraît pas avoir eu de chambrier de façon régulière.

Il ne semble jamais y avoir eu contre les chambriers d'opposition caractérisée de la part des maisons de leur province. Quand, de loin en loin, des moines ou un monastère se révoltent contre l'un de ses officiers, l'abbé de Cluny et le Chapitre général interviennent avec vigueur. C'est ainsi que l'on voit punir pour acte de désobéissance à l'égard du chambrier provençal Renaud de Lesches, en 1272 prieur d'Anduze (1) ; et le prieur d'Altkirch. Ce dernier est en outre transporté à Cluny pour y purger sa peine (2).

Pourtant, le prieuré de Saint-Flour avait été en 1260 le théâtre de scènes violentes dirigées contre l'autorité du chambrier : Ce dernier s'était présenté au prieuré de Saint-Flour et y avait cité au chapitre un moine du nom de Géraud Pohier. Ce religieux avait malicieusement enlevé les battants de toutes les cloches, fracturé l'armoire du cellerier dans laquelle étaient enfermés les papiers publics et privés du monastère et les comptes du cellerier. Le chambrier provincial ayant essayé de l'admonester, un autre moine, Pierre de Brioude, se leva, prit sa défense et déclara que lui non plus n'obéirait pas au chambrier auquel il ne reconnaissait aucun droit d'immixtion dans les affaires du couvent. Puis les deux moines sortirent avec éclat du chapitre et du cloître, suivis de cinq religieux qu'ils avaient entraînés dans leur révolte. L'affaire se termina par une citation générale des rebelles à Cluny pour y subir le châtement qu'ils avaient encouru du fait de leur rébellion (3). Mais des incidents de cette envergure étaient relativement rares, leur caractère de représentants du pouvoir central de l'ordre conférant aux chambriers une importance qui inspirait le respect.

En cas de vacance de siège, ce sont eux qui administrent temporairement les monastères, c'est entre leurs mains également que les chefs de maison résignent leur charge et c'est d'eux aussi qu'ils reçoivent le satisfecit qui leur permet, leurs comptes de gestion étant réglés, de rentrer dans le rang (4). Les chambriers peuvent aussi recevoir le serment d'obéissance par délégation de l'abbé de Cluny. C'est ce qui se produisit en 1245, lorsque le prieur de Saint-Mayol de Pavie voulut s'acquitter de cette obligation en entrant en fonctions (5). Lorsqu'en 1310 le Chapitre général manifesta le désir de voir

(1) C. G. 101, f° 55, v°.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, f° 26.

(4) En 1233, pour l'abbé de Neufmoutiers de Poitiers (BRUEL, n° 4622), pour l'abbé de Baume en 1300 (*Ibid.*, n° 5494).

(5) BRUEL, n° 4845.

recevoir à la profession par l'abbé de Cluny le trop nombreux moines anglais qui n'avaient pas encore pu être reçus, faute d'assez fréquents voyages de l'abbé en Angleterre, le chambrier de cette province fut mandaté pour expédier les religieux en Poitou lorsque le chef d'ordre l'aurait avisé de son séjour dans cette chambrerie (1).

Les chambriers servent enfin d'agents de transmission à l'ordre. On fait appel à eux pour faire exécuter une décision particulière du Chapitre général ; ainsi par exemple le chambrier d'Auvergne reçoit l'ordre de faire réparer l'église de Noirétable à la suite d'une plainte des habitants du lieu aux visiteurs (1353-1354) (2), ou bien il est enjoint (1280) à celui de Provence de sommer le prieur de Sainte-Lucie d'assister au prochain Chapitre général (3). D'autres fois leur mission est d'ordre plus général : Le Chapitre de 1290 ayant constaté qu'à cause de l'éloignement de Cluny, les moines des prieurés d'Espagne, Allemagne, Lombardie et d'Angleterre commettaient de graves manquements à la discipline de l'ordre, décida en conséquence que chacun des chambriers des quatre provinces enverraient cinq ou six moines de leur circonscription à Cluny pour y être instruits des us et coutumes et qu'à leur retour ils fussent capables d'instruire et de réformer les moines de leur province (4). Une autre fois, en 1300, les définiteurs décident que chaque chambrier devra faire dresser par deux hommes de confiance un inventaire et un état des moines de toutes les maisons dépendant immédiatement ou médiatement de Cluny dans le ressort de leur province (5). Outre cet état général, il était du devoir de leur charge d'envoyer régulièrement à Cluny à chaque mutation de prieur un rapport sur l'état matériel et moral du prieuré en cause (6). Le chambrier du Poitou donne ainsi du prieuré de Barbezieux à la mort de son prieur Jean de Mourelle (1343) un inventaire de meubles qui ne manque pas d'intérêt (7) et le chambrier de Gascogne prend pareillement les mesures conservatoires nécessaires en 1259 au moment où le prieur de Morlaas abandonne son office sur le conseil des définiteurs (8).

Les chambriers devaient se tenir au courant des dettes des maisons de leur province dont les chefs pouvaient faire appel à eux dans leurs besoins les plus urgents et ne pouvaient contracter d'emprunt s'élevant à plus de 100 sous sans leur autorisation (9).

(1) DUCKETT, *All.*, 285.

(2) BRUEL, *Auv.* 1891, 107.

(3) ROMAN, *Dauphiné*, 47.

(4) C. G., 101, f° 110, v°-111, r°.

(5) *Ibid.*, f° 207, r° et v°.

(6) B. C., 1469.

(7) *Arch. histor. du Poitou*, t. IV. 1875, 413-414.

(8) C. G. 101, f° 18, v°.

(9) B. C., 1469.

Le droit de visiter les monastères de leur circonscription leur est formellement reconnu aussi bien par les statuts abbaciaux que par les décisions des Chapitres généraux (1).

Chargés de faire respecter la discipline, ils ne manquent pas de signaler les infractions qu'ils ont observées : le prieur de Saint-Eutrope de Saintes, chambrier pour le Poitou, découvre ainsi dans les environs de 1230 les déportements du sacristain de Ronsenac, lequel a eu un petit bâtard d'une fille de mauvaise vie « *quaedam vilis muliercula* »). Il demande en conséquence son déplacement à l'abbé de Cluny (2). Un moine du nom de Lanfranc, qui s'est rendu coupable de divers crimes, est cité à Cluny par le vicaire de Lombardie (3). Le prieur de Pombero se voit convoqué devant le chambrier d'Espagne pour avoir indûment concédé trois prébendes (4). Le chambrier de Gascogne veille en 1345 à ce qu'abbés et prieurs de sa province portent la tonsure et le vêtement réguliers (5). Pour permettre aux chambriers d'user efficacement de leur droit de coercition sur leurs subordonnés fautifs, les définiteurs du Chapitre de 1286 ont décidé que chaque chambrier devra faire construire une prison où le chambrier pourra enfermer les délinquants de sa province ; les prieurés de sa circonscription devront contribuer de leurs deniers à l'édification de cette prison (6). C'était, en effet, une obligation stricte du chambrier d'enfermer les rebelles et les contrevenants aux usages de l'ordre : les vagabonds (7). De fait, les procès-verbaux des Chapitres généraux et des visites abondent en mentions d'emprisonnement de religieux par ordre du chambrier provincial (8). Mais s'ils ont le devoir de punir, ils ont aussi le droit d'absoudre. Les statuts de l'abbé Bertrand leur reconnaissent même le pouvoir de juger par délégation des cas réservés à l'abbé de Cluny, (9) et ce pouvoir leur a été confirmé par les statuts de Jean III de Bourbon (10).

Enfin, l'une des plus importantes attributions des chambriers est le soin qui leur est laissé, sous réserve de l'autorisation ou de la ratification de l'abbé de Cluny, de procéder au déplacement des

(1) B. N., nouv. acq. lat., 2263, f° 31, v°. — ROBERT, *Monast. franc-comtois*, 46. — DUCKETT, *All.*, 233. — BRUEL, n° 4598, etc.

(2) *Ibid.*, 4598.

(3) C. G. 101, f° 52.

(4) CHEVALIER, *Espagne*, 363.

(5) B. N., nouv. acq. lat., 2263, f° 32, v°

(6) C. G. 101, f° 90, r°.

(7) B. N., nouv. acq. lat., 2263, f° 31, r°.

(8) ROBERT, *Mon. franc-comtois*, 36, 45. — DUCKETT, *All.*, 274, 279, 280, 281, 316, etc.

(9) DOUAIS, 401.

(10) B. C., 1598.

moines d'un monastère dans un autre pour quelque cause légitime que ce soit (1).

Mais avant tout ils jouent le rôle d'enquêteurs pour le compte de l'abbé de Cluny ou du Chapitre général. En 1264, les moines de Saint-Léger en étant venus aux mains, le chambrier de Gascogne est invité par les définiteurs à se rendre sur place et à y mener une enquête à laquelle le prieur du lieu devra assister (2). Quatre ans auparavant la même assemblée avait chargé le chambrier de France de se rendre compte de l'opportunité de concéder à titre d'échange la paroisse de Saint-Nicolas de la Chaussée (3) aux Béguines de l'Hôpital de Sainte-Elisabeth de Valenciennes. Son rapport sur la question devait être présenté au Chapitre général suivant (4). Le chambrier d'Allemagne reçoit à son tour mission en 1295 de se rendre au prieuré de Mièges pour prendre les mesures nécessaires à la bonne récitation de l'office s'il est reconnu qu'on l'y récite mal (5). Un conflit ayant éclaté entre les moniales du prieuré de Feldbach et leur prieur, l'abbé de Cluny envoie, en 1298, le chambrier d'Allemagne voir ce qu'il en est (6). En 1301, les visiteurs n'avaient pu tirer au clair si un moine de Montricher, Henri de Cussenay, s'était rendu ou non coupable d'homicide. En conséquence, le chambrier provincial regut mission d'enquêter sur place et en cas de culpabilité de faire transporter le meurtrier à Cluny (7). En cette même année, le Chapitre avait été saisi du cas d'un certain moine Étienne d'Ambert accusé d'avoir commis plusieurs vols et d'avoir falsifié le sceau de son prieur. Faute d'avoir réussi à le faire comparaître, les visiteurs n'avaient pas pu se rendre compte de l'étendue de ses crimes. Les définiteurs procédèrent alors à la constitution d'une commission d'enquête dont la direction fut confiée au chambrier de la province de Gascogne et à l'abbé de Lezat (8).

Pour avoir des attributions très étendues, le chambrier n'en reste pas moins strictement subordonné à l'abbé de Cluny ou au Chapitre dont l'autorisation préalable est nécessaire pour toute mutation importante, tout emprunt un peu considérable, n'importe quelle aliénation, etc...

Le Chapitre général ne se fait pas faute de rappeler publiquement un chambrier à l'ordre lorsqu'il n'a pas exécuté une décision des définiteurs ou de l'abbé. Celui de 1339, entre autres, tance verte-

(1) DUCKETT, All., 230, 243, 266, 285. — B. N., nouv. acq. lat., 2270, n° 12, etc.

(2) C. G., 101, f° 38, r°.

(3) Nord, arr. d'Avesnes (?)

(4) C. G. 101, f° 28, v°.

(5) DUCKETT, All., 252.

(6) *Ibid.*, 257.

(7) *Ibid.*, 265-266.

(8) C. G. 101, f° 212, v°. — Autres cas similaires : DUCKETT, All., 97, 232.

ment le vicaire de Lombardie qui n'a pas fait exécuter les définitions du dernier Chapitre relatives à l'abbaye de moniales de Cantuario. Il lui est, en conséquence, enjoint de prendre avec lui lesdites instructions et de les aller faire exécuter sur place sans y rien changer sous peine de châtements sévères (1). Mais généralement, il n'est pas besoin d'en arriver à de telles extrémités. On remarque même, au contraire, et cela vaut la peine d'être signalé, qu'il n'y a pas, à notre connaissance, de trace dans les procès-verbaux des visites et des Chapitres généraux pourtant peu portés à l'indulgence, d'accusation grave contre l'un quelconque des officiers de cette catégorie.

L'institution des chambreries ou provinces fonctionna à peu près normalement dans l'ordre jusqu'au ^{xiv}^e siècle, mais dès la fin de cette période, et surtout à partir du ^{xv}^e siècle, les chambreries commencèrent à se disloquer. Un laisser-aller à peu près général se répandit alors dans l'Église et surtout les circonstances extérieures n'étaient plus favorables. C'était le temps de la guerre de Cent ans, quelques provinces lointaines se trouvaient de ce fait indépendantes, le chef d'ordre s'appauvrisait progressivement, plusieurs provinces clunisiennes se désagrégèrent donc petit à petit et les monastères qui les composaient disparurent dans la tourmente de la Réforme ou se rendirent indépendants à l'égard de Cluny et de son ordre.

Au ^{xv}^e siècle, en effet, la situation d'un certain nombre de provinces, en particulier de celles situées hors du royaume de France, était loin d'être prospère.

Les monastères lombards avaient depuis longtemps cessé tous rapports avec l'abbaye-mère. En Angleterre, l'abbé de Cluny Raymond de Cadoène avait laissé échapper la dernière chance de maintenir la province dans son obédience lorsqu'il avait repoussé avec dédain la suggestion faite en 1415 par plusieurs prieurs du pays d'instituer un vicaire général pour l'Angleterre muni de pouvoirs suffisants pour faire respecter les droits des prieurs anglais et pour trancher les questions litigieuses (2), proposition qui fut reprise sans plus de succès d'ailleurs par le prieur de Lewes en 1434 (3).

En Espagne, les abus étaient tels qu'en 1450, le Chapitre général décida d'envoyer des visiteurs en Castille « pour y restaurer l'obéissance à l'ordre perdue presque complètement » (4). La tentative ne semble pas avoir eu des résultats bien heureux puisque le prieur de Saint-Vincent de Salamanque écrivait quelque temps après à l'abbé de Cluny que son monastère était presque ruiné et que

(1) C. G. 103, f° 39, r°.

(2) GUILLOREAU, 369.

(3) DUCKETT, *Angl.*, II, 36.

(4) C. G. 106, f° 331, v°.

toutes les possessions de l'ordre dans le pays risquaient de disparaître si un prompt remède n'était apporté (1). Le mal était grand aussi dans la province d'Allemagne suivant les procès-verbaux des Chapitres de 1427, 1428, 1454 et 1455 (2). Enfin, l'abbé Jean III de Bourbon se décida à une innovation qui aurait pu être d'un très heureux effet si elle avait été introduite à temps par ses prédécesseurs, ce fut celle des procureurs et vicaires généraux envoyés en Angleterre, en Espagne et en Allemagne pour réformer les maisons et statuer en son nom.

Le 24 juillet 1458, l'abbaye de Cluny envoya donc en Angleterre en qualité de procureurs généraux le prieur de Vacluse, le sacristain et l'archidiaque de Cluny munis d'un sauf-conduit de Charles VII et d'une lettre de recommandation du roi René, beau-père de Henri VI. Ils avaient mission de négocier avec ce roi la restitution des biens clunisiens confisqués au cours de la guerre de Cent ans, de visiter tous les monastères du pays et de leur apporter les nouveaux statuts dont l'observance devait être rigoureusement exigée. L'ambassade envoyée par l'abbé de Cluny devait en outre procéder au recouvrement en Angleterre des arrérages des pensions et subsides levés sur l'ordre depuis quarante ans, des dépouilles non perçues depuis les trente dernières années. Les procureurs de Jean III avaient enfin le droit de conférer les bénéfices vacants et de procéder aux réceptions et destitutions qu'ils jugeraient nécessaires (3). Mais leurs efforts restèrent vains. Henri VI refusa de les recevoir et ils durent quitter Londres sans avoir pu même ébaucher leur tâche (4). Une nouvelle tentative placée sous l'égide de la reine Marguerite d'Anjou en 1460 n'eut pas plus de succès. Et peu de temps après (20 septembre 1480), le pape consacra la ruine des efforts tentés par l'abbé de Cluny pour recouvrer le contrôle des prieurés clunisiens d'Angleterre en exemptant de toute obéissance à l'égard de Cluny le prieuré de Lewes, le plus important de tous, celui dont le prieur avait pendant longtemps représenté l'abbé en qualité de chambrier d'Angleterre (5).

En Espagne, pour répondre à l'appel du prieuré de Salamanque, le même Jean de Bourbon avait établi le 9 octobre 1458 trois vicaires généraux dans les royaumes de Léon, Castille et Aragon, de Navarre et de Portugal avec extension de leurs pouvoirs sur les provinces clunisiennes de Gascogne et de Poitou (6). Ils devaient

(1) Arsenal, lat., 5461, n° 67.

(2) Arsenal, 777, p. 554, 555.

(3) DUCKETT, Angl., II, 83.

(4) *Ibid.*, 76, 80.

(5) Arsenal 778, p. 203 et ss.

(6) CAILLET, 228.

accorder aux abbés et prieurs les pouvoirs que ceux-ci demandaient, confirmer les élections et mutations et prendre toutes mesures nécessaires pour la conservation du patrimoine de l'ordre en Espagne. La visite eut lieu, et le compte rendu en fut fait au Chapitre général de 1460 (1), sans que cette tentative ait eu par la suite de résultats appréciables. Sans éclats comme en Angleterre, par la force des choses et du silence qui se fit autour d'eux, comme il était arrivé autrefois pour les prieurés lombards, les maisons espagnoles se trouvèrent un beau jour à l'orée du xvi^e siècle, débarrassées en fait de tout lien de sujétion à l'égard de l'ordre clunisien.

Pour l'Allemagne, tout l'effort de cohésion se borna également à l'envoi d'un certain nombre de missions spéciales : c'est ainsi que le prieur de Saint-Alban de Bâle, nommé à cette occasion vicaire général de l'abbé de Cluny effectua, une visite de la province dont il adressa un rapport succinct à l'abbé chef d'ordre le 4 octobre 1459 (2).

Selon la chronique de Cluny d'autres commissaires furent envoyés en Savoie et en Provence, mais on ne sait ni à quelle date, ni s'ils obtinrent des résultats même passagers (3).

En somme, à la fin du xv^e siècle seules, les provinces clunisiennes situées en terre française restèrent véritablement unies à la maison-mère, mais leur sort était loin d'être enviable. Elles se trouvaient de plus en plus exposées aux entreprises et aux empiètements du clergé séculier (4). Chez elles aussi, il fallut en venir à remplacer les chambriers par des vicaires, un pour chaque province, aidés de procureurs, investis d'une large indépendance et appuyés par les définiteurs du Chapitre général. L'assemblée de 1466 n'avait pas trouvé de meilleur moyen pour lutter contre les vexations croissantes des évêques ! (5). C'était sanctionner la ruine de l'organisation essentiellement centralisatrice qui avait fait la force de Cluny pendant trois siècles.

CHAPITRES PROVINCIAUX.

Pour compléter l'organisation de l'ordre en provinces, les abbés de Cluny et certains abbés leurs subordonnés avaient aussi recours à la réunion intermittente des maisons d'une province en chapitres particuliers chargés soit d'entériner les statuts, soit de régler les questions de détail. Malheureusement, les précisions qui nous restent sur ces sortes d'assemblées sont relativement peu nombreuses.

(1) C. G. 105, f^o 422 et ss.

(2) DUCKETT, All., 353.

(3) B. C., 1680.

(4) C. G. 106, ff^{os} 238, v^o ; 239, r^o ; 242, r^o ; 254, v^o ; 316, r^o ; 345, 366, v^o.

(5) *Ibid.*, 315, v^o et ss.

L'institution semble pourtant avoir régulièrement fonctionné pour certaines maisons de l'ordre. Ainsi en 1264, l'abbé de Cluny rappelle au cours de sa visite de l'abbaye de Mozac l'obligation de la tenue annuelle à Mozac d'un chapitre auquel devront assister les représentants de tous les monastères dépendant de cette abbaye. Ils devaient profiter de cette réunion pour faire à l'abbé de Mozac un rapport verbal sur l'état matériel et spirituel de leurs maisons. L'abbé de Mozac était tenu de son côté à porter à la connaissance de ses subordonnés les prescriptions qu'il comptait mettre en vigueur, les recommandations qu'il jugeait utile de leur faire, les critiques que leur situation rendait nécessaires, en un mot à s'entretenir avec eux de l'intérêt général de l'abbaye et des communautés sujettes (1). Quelques années auparavant (novembre 1231) un abbé de la même province de Gascogne, celui de Moissac, avait tenu un chapitre « général » des chefs de maisons dépendant de son abbaye et y avait promulgué des statuts relatifs au costume des moines (2). Nicolas IV dans sa bulle *Regis pacifici pacis* (12 septembre 1289) rendit obligatoires ces chapitres particuliers qui devaient se réunir une fois par an dans les abbayes ou prieurés importants. Ils étaient surtout destinés à réunir périodiquement dans un même lieu les chefs des abbayes et prieurés ne dépendant que médiatement de l'abbé de Cluny, qui étaient moins rigoureusement astreints que ceux des maisons qui lui étaient immédiatement subordonnées à l'assistance au Chapitre général. Les supérieurs des monastères assujettis à l'obligation d'assister à ces chapitres particuliers étaient punis en cas de non comparution des mêmes châtimens qu'encourageaient les défaillants au Chapitre général : deux mois de séjour à Cluny à leurs frais.

Au ^{xiv}^e siècle, le Registre Bertrand de 1340 parle d'un chapitre « récent » (3) tenu par les monastères de la dépendance de Saint-Martin-des-Champs, où a été décidée la célébration d'un trentain par chacun des moines des maisons représentées (ceux de Gournay exceptés). Plus anciennement encore, l'abbé de Cluny avait présidé en 1272 un chapitre particulier de la province de Lombardie pour aviser à la réforme des monastères la composant. Cette réunion annuelle des prieurs lombards avait été prescrite par le pape Nicolas IV qui avait décidé que l'assemblée devait se tenir successivement dans les divers abbayes et prieurés de la région (4). Le Chapitre général de l'ordre décida en 1273 que l'abbé de Cluny convoquerait un chapitre provincial à Milan auquel devraient assis-

(1) BRUEL, Auv. (1891), 73.

(2) BRUEL, n° 4608.

(3) Arch. Nat., LL, 1355, f° 11, r°.

(4) Arsenal, ms. 687, f° 244, r°.

ter tous les prieurs de Lombardie, ceux du diocèse de Brixen exceptés (ces derniers devaient être visités après le Chapitre) et où l'abbé aurait à prendre telles mesures qu'il jugerait utiles à la province (1).

Vers la même époque, en 1277, un chapitre avait été réuni à Bermondsey par l'abbé de Cluny. On y édicta des statuts pour obvier à l'aliénation des propriétés des prieurés anglais (2). Enfin le recueil des chartes du prieuré de La Charité renferme les traces d'un chapitre « général » des monastères dépendant de La Charité tenu le 14 août 1419 sous la présidence du sacristain de La Charité agissant en qualité de vicaire ou représentant du prieur absent. La teneur du procès-verbal de ce chapitre a disparu. De cet acte, il nous reste seulement le dispositif où sont mentionnés les prieurs des filles de La Charité : Menetou-Ratel, SS. Pierre et Paul de Courtenay, Vanoise et Saint-Cidraïne (3). Une cinquantaine d'années auparavant une bulle de Clément VI (26 juin 1350) (4) nous apprend qu'en mars 1339, le prieur de La Charité a soumis au chapitre de son monastère et aux prieurs des autres maisons réunis en assemblée plénière le moyen de remédier à l'insuffisance des ressources de l'office du chambrier de La Charité en prononçant la réunion à cet office du prieuré de Bisches (« *deliberavimus diligenter pluribus et interpaullatis diebus nobiscum et cum aliis probis et religiosis viris, iam de gremio ecclesie nostre charitatis predicte quam de membris prioratui charitatensi subjectis, in capitulo nostro generali charitatensi existentibus, capitulantibus, ac generale capitulum facientibus, super, etc.* »). C'était là une application particulière à un groupement restreint de monastères (dépendant immédiatement du prieur de La Charité, mais médiatement seulement de l'abbé de Cluny) d'un système qui était à la base de l'organisation, pour l'ensemble de l'ordre clunisien, des Chapitres généraux de Cluny.

Comme on peut s'en rendre compte par ces vestiges, toute vie particulière et toute existence relativement indépendante n'étaient pas absentes de l'ordre de Cluny. D'ailleurs quelques détails sur les relations plutôt agitées d'un certain nombre de maisons clunisiennes importantes avec l'abbé chef d'ordre montreront d'une façon plus nette encore que, dans le domaine de la réalité, l'idéal de centralisation cher à l'ordre en théorie n'avait que fort peu réussi à étouffer les aspirations particularistes des monastères. Très souvent ce sont elle qui triomphent, peut-être d'ailleurs pour le plus grand bien de l'ordre de Cluny tout entier.

(1) B. N., nouv. acq. lat., 2263, f° 21, r°.

(2) GRAHAM, 104.

(3) *Carl. La Charité*, CLIX.

(4) *Ibid.*, XVII.

III. LES ABBAYES DE L'ORDRE.

La tendance des abbés de Cluny fut de multiplier les prieurés. Cette méthode favorisait l'action du pouvoir central et rehaussait le prestige de l'abbaye-mère. C'était du reste là une politique qui n'était pas particulière à Cluny. D'autres grandes abbayes françaises ou allemandes l'avaient pratiquée à l'égard des maisons qui leur étaient soumises.

Mais, à côté de ces prieurés proprement dits, il existe une autre catégorie de monastères où l'on observe tous les usages clunisiens et où l'abbé de Cluny a juridiction complète bien que le chef de la maison garde le titre ou le rang d'abbé, c'est le cas notamment des cinq filles de Cluny. Au reste, la place éminente de ces maisons présentait un danger en accroissant ou en développant les désirs de scission ou d'indépendance.

Enfin la situation juridique des anciennes abbayes impériales ou exemptes dépendant directement du Saint-Siège, au nombre d'une vingtaine, fait de ces monastères une catégorie à part et toute différente des autres maisons de l'ordre clunisien.

Chacune de ces abbayes groupait autour d'elle une série de dépendances : abbayes, prieurés, doyennés ou celles. Elles conservaient une part plus ou moins grande de leur autonomie avec le droit de recevoir leurs novices à la profession, d'administrer leurs dépendances à leur gré sous la réserve que ni chez elles ni chez leurs subordonnés ne seraient violés les usages de l'ordre. Le pouvoir de l'abbé de Cluny se s'y exerçait que lors de l'élection des abbés et lors des visites. L'union de ces abbayes avec l'ordre n'avait, en réalité, comme seul gage que la personne des abbés chefs de maison dont chacun avait après son élection fait le voyage de Cluny pour prêter le serment d'obédience et la promesse de faire observer la discipline clunisienne. Tant que dura l'esprit de ferveur et surtout tant que vécurent les moines clunisiens envoyés dans ces maisons agrégées, réformées ou données à Cluny, la soumission persévéra plus ou moins, mais après leur mort, le vieil orgueil individualiste bénédictin reprit le dessus et la lutte pour l'indépendance recommença de plus belle.

Cluny tirait pourtant de l'agrégation de ces grandes abbayes la plus grande part de son exceptionnel prestige. Si donc ces dernières réussissaient à s'émanciper, Cluny allait redescendre brusquement au rang de quelques grands monastères du type de Saint-Victor de Marseille, entourés d'une cinquantaine de prieurés subordonnés. Le forum de cette lutte fut la Curie. L'énergie d'un Pierre le Vénérable et de quelques-uns de ses successeurs (il y eut parmi

eux plusieurs hommes remarquables qu'on oublie trop souvent) donna un tour nouveau à un conflit qui était né avec l'ordre, leur ardeur fit durer ce qui n'était au fond peut-être qu'une illusion de puissance.

Quelques épisodes de ce combat pour l'émancipation mené par les abbayes clunisiennes offre un vif intérêt, car ils mettent en lumière mieux que n'importe quel commentaire le choc de deux principes, d'un côté l'individualisme typique du monastère bénédictin, de l'autre l'esprit centralisateur qui fit la force de l'ordre clunisien avant de devenir cause de sa chute tant par son exagération même que — et surtout — par l'effet de circonstances extérieures défavorables.

L'abbaye de Saint-Gilles peut servir d'exemple. Elle était monastère exempt depuis 985. En 1066, elle avait été concédée à Cluny. Le conflit n'avait pas tardé à surgir et Grégoire VII avait forcé les récalcitrants à se soumettre à Cluny dont il chargeait le chef de nommer un nouvel abbé. Après quoi le monastère de Saint-Gilles devait être rétabli dans son droit d'élire son supérieur (1076)(1). L'abbé dont la révolte avait amené la suspension du droit électoral de Saint-Gilles, car il avait refusé l'obédience à l'abbé de Cluny, était excommunié et déposé. Sous Urbain II, la lutte reprend. Nous n'en connaissons que la fin grâce à une lettre des environs de 1098 adressée à l'abbé de Saint-Gilles (2) par Urbain II, qui confirme à la fois l'indépendance relative du monastère et son union à Cluny. Pascal II, à la suite d'autres tentatives d'indépendance, menace de la colère apostolique les moines de la même abbaye s'ils ne demeurent pas attachés à l'obédience clunisienne (3). Les menaces pontificales ne semblent du reste pas avoir porté grands fruits, puisque l'on voit Honorius II obligé d'appuyer à nouveau la politique de récupération d'autorité menée par Pierre le Vénérable en confirmant le 2 avril 1124 à l'abbé de Cluny la possession de Saint-Gilles (4), qui fit sa soumission.

Pas pour longtemps il est vrai. Dès le 8 mars 1132 Innocent II intervient, en effet, pour régler les rapports que devaient avoir entre eux les deux abbés. En vertu d'un accord conclu sous son influence, fut reconnu à l'abbé de Cluny le droit de réformer Saint-Gilles en cas de nécessité, celui d'être reçu solennellement lorsqu'il visitait l'abbaye, d'y présider le chapitre conventuel et d'y juger, en présence de l'abbé du lieu, les manquements à la dis-

(1) J. L., I, 50, 16.

(2) D. VAISSETTE, *Hist. du Languedoc*, nouv. éd., V, 170.

(3) PFLUGK-HARTUNG, I, 70.

(4) Bl., C. 42.

cipline. Les moines de Saint-Gilles élaient librement leur abbé, mais ils devaient obligatoirement le choisir parmi les religieux de Cluny s'ils ne trouvaient pas de sujet à leur convenance dans leur propre maison. Comme rachat de la redevance due à Cluny, l'abbaye de Saint-Gilles lui cédaient une de ses obédiences en toute propriété (1). Trente ans après, en 1162, Cluny s'étant uni à l'opposition contre Alexandre III, ce dernier soustrayait Saint-Gilles à l'obédience de l'ordre.

L'antique abbaye de Vézelay réussit, elle aussi, à reconquérir son indépendance. A l'origine de son incorporation à l'ordre de Cluny, les moines n'étaient reçus à la profession et ne procédaient à l'élection de l'abbé qu'après en avoir reçu licence de l'abbé de Cluny, c'est ce qui ressort d'une bulle de Pascal II de 1102 (2). En 1129, l'abbé Baudouin ayant été élu par les moines de Vézelay sans le consentement de l'abbé de Cluny Pierre le Vénérable, le pape cassa son élection et imposa Albéric, le candidat de Cluny. Mais il fallut exiler les moines pour obtenir leur soumission!

La lutte reprit en 1138 à propos de l'élection à l'abbatit de Vézelay de Pons de Montboissier (frère de Pierre le Vénérable), cet abbé avait en effet tenté de soustraire son monastère à la suzeraineté clunisienne. Il échoua tout d'abord, mais en 1159 Cluny ayant reconnu l'antipape Victor alors que Vézelay se rangeait du côté d'Alexandre III, l'abbé de Vézelay se vit offrir par le pape l'abbatit de Cluny. Il refusa ce siège, mais obtint la restauration de l'indépendance de son abbaye. Son successeur Guillaume de Mello, resté fidèle à Alexandre III en obtint le 7 mars 1162 l'annulation des privilèges de Pascal II et de Calixte II en faveur de Cluny, ainsi que la ratification de l'indépendance complète de Vézelay à l'égard de l'ordre clunisien (3).

L'autorité de l'abbé de Cluny se heurta à des difficultés plus grandes encore dans ses rapports avec l'abbaye de Saint-Bertin. Cette maison avait été réformée en 1106 par l'abbé de Cluny saint Hugues, intervenu à la demande de l'abbé Lambert. Les moines de Saint-Bertin avaient adopté et pratiquaient l'observance et les usages clunisiens, mais ils s'insurgèrent contre les abbés de Cluny niant qu'ils eussent abandonné leur indépendance entre leurs mains en acceptant la discipline clunisienne. Pascal II lui-même n'avait que très mollement soutenu les efforts de l'abbé Pons I^{er} de Melgueil qui avait essayé de donner à la domination de

(1) *Ibid.*, 45.

(2) *Ibid.*, 33.

(3) D'ACHERY, *Spicilegium*, II, 566 et sq.

l'abbé de Cluny sur Saint-Bertin des bases solides (1), mais l'ordre n'en maintint pas moins ses prétentions et, en 1125, Honorius II décidait la soumission de Saint-Bertin : quarante jours après la réception des lettres pontificales, l'abbé de Saint-Bertin devait se rendre à Cluny « *supplici devotione* » pour y faire acte de soumission (2).

Non content de ce succès, Pierre le Vénérable voulut obtenir de la bienveillance pontificale tout ce qu'il pensait pouvoir en attendre. Sa tâche était facilitée du fait que Saint-Bertin comme Saint-Gilles et San-Benedetto-di-Polirone étaient des monastères pontificaux. Mais il se heurta à la résistance des moines de Saint-Bertin. Un acte de 1132 en faveur de Pierre le Vénérable nous apprend qu'il avait obtenu du concile de Reims que Saint-Bertin fût restitué à son obédience conformément à d'anciennes lettres pontificales (3). Innocent II ne voulut rien presser ; l'abbé de Saint-Bertin cité, n'ayant pas comparu, il renvoya le procès à la mi-Carême, et ce ne fut que sur un second défaut que Pierre le Vénérable obtint enfin gain de cause. Mais en 1139 tout changea de nouveau. Innocent II, délivré des soucis du schisme et arrivé au faite de sa puissance, se fit rapporter pour examen les privilèges de Saint-Bertin et après avoir pris l'avis des cardinaux, il déclara au Concile de Latran que l'abbaye était libre de l'obédience de Cluny (4). Une fois encore Cluny était débouté.

Cependant si l'ordre avait échoué à Saint-Gilles, à Vézelay et à Saint-Bertin, il réussit dans sa lutte pour conserver dans son obédience San Benedetto-di-Polirone (Saint-Benoît-sur-le-Pô). Cette abbaye avait été soumise à Cluny depuis Grégoire VII (5). Pascal II avait confirmé cette sujétion en 1105 (6), Calixte II en 1124 (7). En 1125 encore Honorius II la sommait d'avoir à obéir à Cluny.

L'abbé de Polirone prétendait ne pas faire partie de l'ordre en fait, l'obédience suivant lui n'étant marquée que par la seule prérogative qui donnait à l'abbé de Cluny le droit d'assister à l'élection de l'abbé de Polirone sans que la liberté d'élection des moines pût être en rien entamée par ce fait. Or l'argument sur lequel se fondait l'abbé de Polirone était un oubli de la chancellerie pontificale qui dans une bulle de Pascal II confirmative des

(1) Patrol. lat., CLXIII, 415.

(2) Bl. C., 41.

(3) Bl. C., 47.

(4) Patrol. lat., CLXXIX, 459.

(5) Bl. C., 18.

(6) PFLUGK-HARTTUNG, II, 185.

(7) Bull. Calixte II, 325.

privilèges de l'abbaye de Saint-Benoît sur le Pô avait omis de mentionner la dépendance de ce monastère de l'abbé de Cluny, les moines lombards s'étant gardés de fournir des documents sur cette dépendance, mais Cluny opposa avec succès les termes de la bulle de Grégoire VII. Il ne fallut cependant pas moins de quatre bulles et de deux lettres apostoliques pour terminer l'affaire (1).

Elle rebondit d'ailleurs peu après. L'abbé Guillaume I^{er} de Cluny ayant envoyé vers 1177 les prieurs de Pavie et de Crémone pour faire en son nom la visite canonique de l'abbaye, l'abbé de Saint-Benoît sur le Pô profita de leur venue pour jurer obéissance à Cluny par lettre spéciale (2). Mais, dès 1209, la question de l'indépendance du monastère fut reportée devant Innocent III. Ce dernier confirma aux moines le droit d'élire librement leur abbé, mais aussi il obligea ce dernier à aller dans les deux ans qui suivaient son élection prêter obéissance à l'abbé de Cluny soit en personne, soit par lettre authentique. Tous les quatre ans, et non chaque année, l'abbé devait se rendre au chapitre général et y recevoir les définitions concernant son monastère (3).

Cependant, en souvenir du rattachement de l'abbaye au Saint-Siège par la comtesse Mathilde, le pape dispensa le monastère d'être réformé directement par les visiteurs clunisiens qui eurent seulement le droit de dénoncer au Saint-Siège les excès qu'ils y remarquaient. Ainsi le conflit avec Cluny fut écarté jusqu'en 1417, époque à laquelle Polirone s'unit avec l'assentiment de Martin V à la congrégation naissante de Sainte-Justine de Padoue (4).

Cluny avait réussi à maintenir cette abbaye sous sa domination pendant près de trois siècles et demi. Elle eut moins de succès avec les abbayes de Saint-Jean d'Angely et de Saint-Cyprien de Poitiers. Après la mort de l'abbé Ausculf, Hugues I^{er} de Cluny nomma abbé un de ses moines qui fut reconnu par le monastère de Saint-Jean d'Angely après un arbitrage (1103). En 1150 nous voyons Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, occuper en même temps le siège abbatial de Saint-Jean d'Angely, mais en 1217 Cluny faisait abandon de ses droits contre une redevance annuelle et après avoir reçu le petit prieuré de Bury comme compensation (5).

L'abbé de Saint-Cyprien de Poitiers ayant intenté une action en faveur de la liberté de son monastère se vit obliger par l'abbé de

(1) Bl. C., 54, 61, 72, 91.

(2) BRUEL, n° 4266.

(3) Bl. C., 102.

(4) D. L'HUILLIER, *I Priorati cluniacensi in Italia*, 16, 20.

(5) SACKUR, I, 82 ; II, 68.

Cluny d'opter entre la **soumission** et l'abdication. Il choisit la deuxième solution. Mais après que le siège abbatial eût été **laissé** vacant pendant quatre ans, il se rendit à **Rome** où il fit reconnaître la liberté de son église et obtint sa réinstallation **comme** abbé de Saint-Cyprien de Poitiers (1).

En 1147 l'abbaye de Baume avait été réduite au rang de prieuré en punition de son insubordination à l'égard du Saint-Siège (2). Alexandre III l'avait plusieurs fois attribuée à Cluny (3), l'empereur Frédéric Barberousse rendit en 1157 à Baume le titre d'abbaye et son indépendance. Ces deux privilèges lui furent confirmés par l'antipape Victor IV en 1162 (4). Mais Célestin III restitua le monastère à Cluny par actes de 1188 et de 1191 (5).

Les démêlés entre les deux abbayes n'en continuèrent pas moins et en 1269 intervient un compromis entre Baume et l'abbé de Cluny. Suivant ce traité, le monastère de Baume peut élire son abbé à condition qu'il le choisisse dans l'ordre : « *in gremi cluniacense* » et que l'élu soit ensuite présenté à l'abbé de Cluny. Ce dernier le désigne alors à l'archevêque de Besançon qui l'examine et le confirme. Quand des incidents se produisaient au cours du vote, l'archevêque avait le droit de choisir un abbé dans l'ordre. L'élu devait assister au synode diocésain et son monastère était soumis à la visite de l'archevêque. Les réformes jugées nécessaires étaient demandées par celui-ci à l'abbé de Cluny, mais il ne lui était pas permis de les faire lui-même. Ce n'était seulement qu'au cas de carence de l'abbé de Cluny (qui devait visiter le monastère de son côté) que l'archevêque pouvait intervenir lui-même au cours de sa visite de l'année suivante. A l'abbé de Cluny également était réservé le droit de déposer l'abbé de Baume (6).

Cet accord conclu, la paix n'en resta pas moins précaire jusqu'en 1300, date à laquelle Cluny reçut, avec le droit de visite et de correction, la souveraineté absolue sur l'abbaye de Baume (7).

Le 15 mars 1302, Boniface VIII confirmait les accords intervenus entre les abbés de Cluny et de Beaulieu-en-Argonne lors de l'agrégation de cette abbaye à l'ordre (8). Étant donnée la date tardive de cette union à Cluny, cet acte est particulièrement intéressant.

(1) SACKUR, II, 67.

(2) Bl. C., 57.

(3) J. L., II, 10.053.

(4) *Ibid.*, 14.474.

(5) *Ibid.*, 15.542, 16.734.

(6) B. C., 1527.

(7) *Ibid.*, 1537.

(8) *Reg. Boniface VIII*, n° 4600.

Il renferme plus de dix articles parmi lesquels ceux-ci : Tout d'abord, le consentement de l'abbé de Cluny est nécessaire pour l'admission de nouveaux membres dans l'abbaye de Beaulieu et pour la conclusion des actes émanés d'elle. Un moine de Cluny ne peut ensuite être transporté d'une façon durable à Beaulieu que du consentement des deux abbés. On ne pouvait, de plus, envoyer à Cluny ou en tout autre monastère de l'ordre, par mesure de correction, un religieux de Beaulieu que s'il était réputé incorrigible. Les offices et obédiences de Beaulieu ne pouvaient être diminués. L'élection de l'abbé appartenait aux moines de l'abbaye sujette qui exerçaient ce droit par voie de compromis et d'inspiration. L'élu devait être présenté pour confirmation à l'abbé de Cluny. Ce dernier d'ailleurs ne pouvait la lui refuser que pour raison d'empêchement canonique. Cependant, si au bout de huit jours de vacance de siège, il n'avait pas été pourvu au remplacement de l'abbé de Beaulieu défunt, le droit de le désigner appartenait à l'abbé de Cluny. Ce dernier n'avait par contre aucun contrôle sur le régime de l'abbaye pendant les vacances de siège. Enfin, le Chapitre général exerçait sur l'abbaye les mêmes droits que sur les autres monastères de l'ordre.

L'abbé de Cluny avait, suivant un privilège d'Eugène III, le droit de correction des moines de l'abbaye de Saint-Germain d'Auxerre et celui d'accorder licence d'élire le nouvel abbé. Le serment d'obéissance se prêtait à l'évêque d'Auxerre qui avait en outre le droit de confirmer l'élection de l'abbé et ceux de bénir le saint Chrême, conférer les ordres et donner la bénédiction aux moines. En revanche, l'ordinaire ne pouvait ni déposer l'abbé de Saint-Germain, ni exercer le pouvoir de correction dans son monastère (1). Primitivement, l'abbé de Cluny aurait désigné celui de Saint-Germain d'Auxerre (2), mais ce privilège ne semble avoir été qu'une prétention de l'ordre.

Après de longues luttes entre Saint-Martial de Limoges et Cluny, Innocent IV finit par imposer en 1246 une transaction qui donnait gain de cause à l'ancienne abbaye limousine tout en sauvegardant l'amour-propre de l'abbé chef d'ordre : moyennant un tribut annuel de 100 livres (au lieu de celui de 150 autrefois en usage), Saint-Martial de Limoges recouvrait son entière liberté et immunité vis-à-vis de Cluny. Le cens annuel était versé le jour de la Purification de la Vierge entre les mains du prieur de Saint-Martin-des-Champs qui le recevait au nom de l'abbaye de Cluny (3).

(1) Bl. C., 61. Confirmation par Anastase IV en 1154 (*Ibid.* 66).

(2) *Ibid.*, 24.

(3) BRUEL, n° 4884.

L'abbé de Moissac avait droit au port des insignes pontificaux. Pierre le Vénérable exigea de lui qu'il n'usât pas de ce privilège avant d'avoir prêté le serment d'obédience à l'abbé de Cluny (1). L'abbé s'inclina, d'ailleurs les rapports de Moissac avec Cluny ont généralement été bons (2). L'abbé de Cluny intervient dans les affaires de l'abbaye en plein accord avec les moines de Moissac (3) qui lui demandent licence d'élire (4) et acceptent de s'entendre avec lui pour la désignation d'un nouvel abbé (5).

De même l'abbaye de Mozac, de qui dépendent les abbayes de Figeac et de Lezat, ne manque pas à chaque mutation d'avertir l'abbé de Cluny, de lui notifier le nom de l'élu en lui demandant de confirmer le choix du monastère. De son côté, le nouvel abbé s'empresse de prêter le serment d'obédience auquel il est tenu (6). Les abbés de Figeac font de même par exemple en 1261 et en 1291 (7) ainsi que ceux de Lezat (8). On fait même part à l'abbé de Cluny de la nomination d'un prieur (9).

Ce n'est qu'en 1490 que se manifestera une véritable velléité d'indépendance de la part de Figeac. Le prieur claustral de Cluny ayant cité l'abbé de Figeac devant l'abbé de Cluny et le Chapitre général de l'ordre pour y répondre du mauvais état matériel de sa maison, le monastère avait interjeté appel auprès du pape Innocent VIII pour faire reconnaître son indépendance à l'égard de l'abbé chef d'ordre. Il invoquait une ordonnance de Boniface VIII interdisant de convoquer hors du diocèse de son monastère un religieux pour rendre ses comptes ou comparaître en justice et faisait allusion à la « *libertas romana* » dont jouissait l'abbaye de Figeac. Une lettre pontificale datée du 6^e jour des calendes d'août 1490 avait donné procuration à l'official de Rodez pour trancher au nom du Saint-Siège le différend survenu entre le chef d'ordre et son sujet.

Nous possédons le procès verbal de l'enquête d'une insigne partialité pour ne pas dire mauvaise foi, menée sur place par l'official en

(1) Bl. C., 41, 42.

(2) Il n'y eut de conflit aigu entre l'abbé de Cluny et celui de Moissac qu'à partir du milieu du xv^e siècle. Ce dernier reçut d'ailleurs gain de cause : le 14 mars 1461, Pie II le déclarait exempt de toute sujétion à l'égard de l'abbé de Cluny (Cf. CAILLET, *La décadence de l'ordre de Cluny au XV^e siècle*, B. E. C., 1928, p. 207).

(3) BRUEL, 4451 (1209).

(4) BRUEL, 4840, 4842.

(5) *Ibid.*, 4844.

(6) *Ibid.*, 4550, 4879, 4886, 5030, 5146, 5429, 5430, etc.

(7) *Ibid.*, 5031, 5034, 5384.

(8) *Ibid.*, 5437.

(9) *Ibid.*, 4762 (1240).

l'absence des représentants de l'ordre de Cluny et des délégués du prieur claustral de l'abbaye de Cluny. La sentence fait état de la qualité d'abbaye exempte de Figeac dépendant « *nullo medio et immediate* » du Saint-Siège apostolique et du défaut de tout document relatant une manifestation de sujétion de sa part (?) et, dans son énoncé publié le 1^{er} octobre 1495, déclare l'abbé et les moines de Figeac exempts de la juridiction tant de l'abbé que du Chapitre général de l'ordre de Cluny. A leur tour, mais deux siècles et demi environ après leurs confrères septentrionaux, les moines d'une des plus importantes abbayes clunisiennes (car ils gardent leur qualité de clunisien) rompaient virtuellement les liens qui les attachaient à Cluny (1). Mais à ce moment il est vrai, la dislocation de l'ordre se précipitait à une cadence ignorée encore quelque dix ans auparavant, alors que Jean III de Bourbon occupait le siège abbatial.

L'abbaye de Montierneuf de Poitiers se voyait primitivement désigner son abbé par Cluny (2) mais au xiii^e siècle, c'était elle qui l'élisait après en avoir demandé l'autorisation à l'abbé de Cluny (3). L'abbaye de Thiers observait la même méthode (4). Mais pour être moins turbulentes que des abbayes du type de Saint-Bertin ou de Saint-Benoît-sur-le-Pô, un monastère comme Moissac ou Montierneuf n'en était pas moins fier de son passé et de son individualité. Les maisons de cette sorte tenaient fort bien leur rôle dans le cadre de l'organisation clunisienne et savaient à l'occasion soutenir leurs droits même contre l'abbé de Cluny. En cela elles étaient imitées par des monastères d'une moindre importance hiérarchique mais jouissant pourtant d'une place privilégiée dans l'ordre ; nous voulons parler des cinq filles de Cluny : La Charité-sur-Loire, Lewes, Saint-Martin-des-Champs de Paris, Souvigny et Sauxillanges.

IV. LES FILLES DE CLUNY.

Les filles de Cluny, auxquelles les coutumiers donnent la place éminente dont nous avons parlé et qui dans la hiérarchie de l'ordre se rangent immédiatement après les abbayes, ont de tout temps joui d'une large autonomie, autant du moins que le permettaient les principes centralisateurs de l'administration clunisienne. Les statuts de Jean III de Bourbon ne rappellent-ils pas qu'il appartenait aux supérieurs des cinq filles (*quinque filiæ*), seuls dans l'ordre avec les abbés, de sceller des contrats de leur propre chef, sans

(1) B. N., col. Doat, vol. 126, f^o 190-223.

(2) Bl. C., 20.

(3) BRUEL, n^o 4622, 4776, 5132.

(4) *Ibid.*, 5207, 5208, 5211.

être obligés de demander au préalable l'autorisation de l'abbé ou des chambriers (1) ?

Toutefois, les prieurs de Sauxillanges, de Souvigny, Saint-Martin-des-Champs et Lewes étaient à la seule désignation de l'abbé de Cluny (2). Malgré les nombreuses maisons dépendant d'un monastère comme Saint-Martin-des-Champs de qui relevaient la majorité des maisons anglaises, ou une grande charge (celle de chambrier provincial) détenue à titre pour ainsi dire perpétuel comme c'était le cas pour Lewes, aucun de ces monastères ne proteste contre cette sujétion.

A La Charité, au contraire, les rapports avec Cluny furent parfois extrêmement tendus. Ainsi en 1212 où le conflit tourna à la bataille : l'abbé de Cluny s'était plaint au Chapitre général des aliénations opérées par le prieur de La Charité et de ses tractations financières avec les Templiers jugées par lui préjudiciables à l'ordre. Il s'était présenté en personne à La Charité, mais les moines lui avaient refusé l'entrée et une bagarre s'en était suivie au cours de laquelle il avait été sérieusement blessé (3). Le pape dut prêter main forte à l'abbé ; il envoya une commission d'enquête sur les lieux sous la direction de l'évêque de Genève et de l'archidiacre de Reims. Les enquêteurs et leur suite ne furent pas mieux reçus que l'abbé de Cluny : ils récoltèrent des coups et leurs bagages furent pillés (avril 1212). Le prieur de La Charité fut excommunié (4), puis il fallut négocier (5) et les moines de La Charité ne firent leur soumission qu'à la fin d'août de la même année.

Ces mêmes moines prétendaient avoir le droit au moment de la vacance de leur siège prioral de procéder à l'élection de trois candidats parmi lesquels l'abbé de Cluny devait obligatoirement choisir le prieur de leur monastère. En 1294, lorsque le prieur Simon d'Armentières nommé cardinal donna sa démission du prieuré de La Charité, l'abbé de Cluny nomma de plein droit et directement Bertrand de Colombier pour lui succéder. Un grand différend naquit de ce fait entre l'abbé de Cluny et les moines de La Charité qui se jugeaient lésés dans leur ancien privilège. L'affaire fut portée devant le pape qui donna raison à Guillaume IV d'Igé, abbé de Cluny. Ce dernier étant mort le 22 septembre 1295, les religieux de Cluny élurent pour le remplacer Bertrand de Colombier et lui notifièrent son élévation à l'abbatiate en son prieuré de La Charité. A peine installé, le nouvel abbé se hâta de régler la question de l'élection.

(1) B. C., 1605.

(2) BRUEL, n^{os} 4383, 4392, 4438. — DUCKETT, *Angl.*, I, 112, etc.

(3) BRUEL, n^o 4462.

(4) *Ibid.*, n^o 4461.

(5) *Ibid.*, n^o 4463.

du prieur de La Charité. C'est à la suite de ses efforts qu'intervint l'accord de septembre 1296 d'après lequel l'abbaye de Cluny, lorsqu'il y aurait à pourvoir La Charité d'un prieur, élitait trois moines qui en élitait à leur tour dix autres. Ces treize électeurs, feraient le choix de quatre candidats dont l'un devait être moine de La Charité ou d'une maison en dépendant et l'un de ces quatre religieux serait nommé prieur de La Charité (1). Ce compromis fut confirmé par Boniface VIII le 5 janvier suivant (2).

Le prieur de La Charité, qui suivant un privilège pontifical du 18 mars 1255 ne pouvait être révoqué par l'abbé que pour un motif grave (3), reçut également du pape le droit d'accorder à ses moines les dispenses dont ils auraient besoin ainsi que de les absoudre des excommunications et autres condamnations spirituelles qu'ils pourraient encourir (4). Si l'on songe au grand nombre de prieurés (47 tant en France qu'en Angleterre et en Espagne) qui dépendaient du prieur de La Charité dont le monastère comptait au moins quatre-vingt moines, on se rend facilement compte que ces privilèges et quelques autres de moindre importance en faisaient un personnage dans l'ordre. D'ailleurs, La Charité venait en tête des filles de Cluny.

LES PRIEURÉS DE L'ORDRE.

L'expérience des différends que l'abbé de Cluny avait avec ses abbayes explique la tendance sans cesse grandissante à multiplier de préférence le nombre des prieurés, à tâcher de réduire d'anciennes abbayes en simples celles et à ne pas laisser oublier les constitutions pontificales en vertu desquelles les prieurés ne pouvaient être érigés en abbayes. En effet, une bulle de Pascal II (1109) décida que les monastères clunisiens qui depuis le temps de l'abbé Hugues I^{er} (1049-1109) n'avaient plus d'abbé, ne pourraient plus en recevoir désormais (5). Elle fut confirmée par Honorius II en 1125 (6).

En 1138, Innocent II remet en l'état de prieuré Saint-Jean de Fos « dont l'insolence de certains avait fait une abbaye » (7). Eugène III replace Baume pour abus du titre d'abbaye au mépris du Saint-Siège romain au rang de prieuré de l'« *ordinatio et dispositio* » de l'abbaye de Cluny (8). Saint-Vivant de Vergy à son tour,

(1) *Ibid.*, n° 5448.

(2) *Ibid.*, n° 5450.

(3) *Cart. de La Charité*, X.

(4) *Ibid.*, XII.

(5) *Bullarium romanum*, II, 140.

(6) *Ibid.*, 116, 117.

(7) *Bl.*, C. 50.

(8) *Ibid.*, 57-58.

après avoir pendant trente ans accepté un prieur venu de Cluny, refusa de continuer. Pour l'y contraindre, Calixte II doit menacer les moines de l'interdit et de l'excommunication (1). Après avoir fait un certain nombre de difficultés, le prieuré de Thetford est contraint d'accepter, en 1237, la désignation de son prieur par l'abbé de Cluny (2). Romainmôtier prétend à une situation privilégiée du fait de sa qualité d'ancienne abbaye ayant eu au ^xe siècle le même abbé que Cluny et dont la communauté participa à l'élection du chef commun aux deux monastères (3). Les moniales du prieuré de Lavoute ayant refusé de recevoir le prieur qui leur avait été désigné par l'abbé de Cluny, il fallut que le Chapitre général de 1286 les contraignît à l'accepter (4). L'abbé de Cluny eut aussi une certaine peine à faire reconnaître ses droits par le monastère de Saint-Denis de Nogent (5).

Les visiteurs de l'ordre citent devant le Chapitre général de 1259 les moines de Fontanella coupables d'avoir élu leur prieur (6). Le fait devait être assez fréquent puisque le Chapitre de 1298 est obligé d'interdire sous peine d'excommunication aux moines de l'ordre d'élire leurs prieurs, puisque les statuts d'Henri I^{er} durent confirmer cette décision et que malgré cela la défense en dut être publiée à nouveau par les définiteurs en 1384, 1399 et 1458! (7).

Il est sans doute permis de supposer que la discipline et l'esprit de subordination des prieurs à l'égard de l'abbé de Cluny dût souvent ne pas être exemplaire lorsqu'on lit telle bulle pontificale de juin 1208 décrétant que l'appel des prieurs ou religieux contre les sentences de l'abbé de Cluny (8) agissant disciplinairement est formellement interdit, ou lorsqu'on voit Innocent IV rappeler que les prieurs et les moines ne doivent faire profession qu'entre les mains de l'abbé de Cluny et qu'à lui seul ils doivent prêter le serment d'obéissance (9) ou encore que toute aliénation ou concession à un tiers étranger à l'ordre demeure interdite sans l'autorisation de l'abbé... (10).

Il est vrai qu'à mesure qu'on avance dans le temps, le pouvoir de l'abbé de Cluny sur les prieurs de l'ordre est, en fait, sinon en théorie, de plus en plus amoindri, bien moins par le fait du contrôle

(1) *Bul. Calixte II*, I, 169.

(2) BRUEL, n° 4724.

(3) EGGER, 25.

(4) Arsenal, 687, f° 358, v°.

(5) B. C. 544.

(6) Arsenal, 687, f° 358, r°.

(7) *Ibid.*, 358, v°.

(8) Bl. C., 102, 103.

(9) *Ibid.*, 116, 117.

(10) *Ibid.*, 117.

des Chapitres généraux, qui le soutiennent dans la majorité des cas, que par les papes eux-mêmes. La papauté, en effet, ne prêta son appui à l'abbé de Cluny que tant que l'influence de ce dernier put lui être utile dans sa lutte contre les évêques ou les souverains temporels, et tant aussi que la puissance grandissante de l'abbé-chef d'ordre ne lui parut pas susceptible de devenir dangereuse.

Si l'on ne veut prendre qu'un exemple, choisissons celui du droit de déplacement des prieurs par l'abbé-chef d'ordre, arme dangereuse quand on en abuse, mais aussi fort utile pour maintenir une bonne gestion, car la crainte de perdre leur place a de tout temps été salutaire pour les administrateurs. Hugues V avait interdit dans ses statuts à l'abbé de déplacer les prieurs pour des raisons futiles et il avait eu raison. Grégoire IX décida que les prieurs ne pouvaient être enlevés à leurs maisons que pour malversation, rébellion ou dérèglement de mœurs (1). Une bulle d'Alexandre IV de surenchérir : aucune lettre, aucun privilège ne peuvent être invoqués pour supplanter un prieur légalement installé (2). Nicolas IV enfin décida qu'une suspension ou destitution de prieur ne pouvait être décidée qu'après que les raisons en auraient été jugées valables par le Chapitre général (3). Après cela, on conviendra qu'il semble difficile de parler de l'omnipotence de l'abbé de Cluny !

A tout prendre, à partir du XIII^e siècle, l'absolutisme et la centralisation du régime clunisien s'étaient bien atténués. Il y avait incontestablement une tête : l'abbé de Cluny, investi de pouvoirs étendus, assisté du Chapitre général de l'ordre qui souvent le contrôlait et le dirigeait, et des membres participant à la vie du grand corps ; les uns activement, comme les abbayes et les « cinq filles » ; les autres avec plus de réserve, les prieurés grands et petits. Entre la tête et les membres les chambriers étaient les agents de liaison, autant peut-être que les représentants du pouvoir central dans les provinces où la vie individuelle de l'ordre se laissait de plus en plus percevoir, bien qu'avec moins d'éclat qu'au chef-lieu de l'abbaye de Cluny.

(1) Bl. C., 120.

(2) *Ibid.*, 124.

(3) *Ibid.*, 152.

CHAPITRE III

Les chapitres généraux de l'ordre

Leurs origine et réunion avant la réforme de Grégoire IX en 1231. — Influence cistercienne de la réforme. — Composition, date, périodicité et tenue du Chapitre général. — Les absences. — Définites et définitions. — Leur œuvre législative. — Relations du Chapitre général avec l'abbé de Cluny.

ORIGINES.

On a souvent assigné comme cause à la décadence de Cluny la substitution au ^{xiii}^e siècle du pouvoir des Chapitres généraux à celui des abbés. Cependant il était difficile, si l'on y réfléchit, que l'omnipotence d'un abbé pût résister au grand accroissement de sa famille monastique. Il était même dangereux que tout un ordre comme celui de Cluny dépendit de la seule volonté d'un abbé qui pouvait être un dissipateur, tel Pons de Melgueil, ou un moine d'une austérité exagérée. Il était également plus normal étant donnée la différenciation croissante des pays et des institutions que les divers monastères pussent régler directement une partie des affaires les concernant.

C'est au ^{xiii}^e siècle que les papes Innocent III, Grégoire IX et Nicolas IV sanctionnent le fait en apparence nouveau de la souveraineté des Chapitres généraux. En réalité, l'institution était bien plus ancienne. Les Chapitres généraux étaient nés par la force des choses et sans doute dès les débuts de l'ordre. D'abord irréguliers, facultatifs et dépendant de l'arbitraire seul de l'abbé de Cluny, qui était libre de les assembler et de les entendre à titre de pur conseil selon la règle bénédictine, ils avaient fini par devenir périodiques, obligatoires et presque maîtres dans bien des cas de l'administration de l'ordre. Il ne pouvait en aller autrement, d'abord parce que ces organes finirent par se juger indispensables, et ensuite par les nécessités d'une gestion générale et collective de l'organisme clunisien : c'est au Chapitre général que les chefs des différents monastères de l'ordre venaient délibérer sur les mesures à prendre dans l'intérêt de tous.

C'était auchef-lieu de l'ordre aussi, il ne faut pas l'oublier, que les prieurs venaient périodiquement s'instruire dans les pratiques monastiques, discuter les affaires de leur monastère avec l'abbé, faire approuver par lui les aliénations qu'ils avaient consenties, débattre les condamnations encourues, soumettre leurs comptes et chercher le moyen de parer au déficit de leur budget. Partout où une administration centrale veut étendre sûrement son autorité aux extrémités éloignées, elle est forcée d'appeler au centre, à des époques régulières, ses agents pour répandre ses volontés dans les ramifications de ses membres. Avec un accroissement de richesses et de territoires aussi rapide qu'il l'avait été pour Cluny, les voyages des abbés, même sans tenir compte de la vieillesse de certains d'entre eux, auraient été insuffisants pour maintenir l'ordre dans tous les pays de leur juridiction. Il eût fallu confier aveuglément les maisons lointaines à des mandataires omnipotents. La réforme du mal eut été lente, à cause de l'éloignement, des distances à franchir, de l'insécurité des routes, des guerres, etc...

Les Chapitres généraux étaient le meilleur moyen de gouvernement dans les circonstances proposées. L'abbé de Cluny restait toujours, dans ce système, le chef et le lien de l'unité collective. Les supérieurs des maisons clunisiennes appelés au chef-lieu par l'abbé appartenaient à des provinces, à des pays, à des souverains divers, ils étaient comme les représentants de leurs contrées respectives et les faisaient ainsi participer à la direction générale de l'ordre. Pour que les liens avec l'autorité centrale ne se relâchassent pas, tout prieur même le moins important était tenu à venir passer quelque temps à Cluny dans la première année de sa nomination. L'idée des Chapitres généraux était donc familière dans l'ordre de Cluny, elle avait même reçu un commencement d'application à diverses époques de son histoire quand le Saint-Siège s'avisa, pour aider la réforme de l'institut clunisien, de rendre les Chapitres généraux annuels et obligatoires (1).

(1) BRUEL est le premier parmi les historiens modernes qui se soit occupé des Chapitres généraux à Cluny. Son étude : *Les Chapitres généraux de l'ordre de Cluny depuis le XIII^e jusqu'au XVIII^e siècle* (B. E. C., xxxiv, 1873, p. 542 et sq.) est de beaucoup ce qui a paru de mieux sur la question. Mais son article n'a pas été fait, comme on pourrait le croire, d'après les procès-verbaux eux-mêmes des chapitres généraux. Il eut d'ailleurs le mérite de signaler leur existence presque ignorée et d'en donner une énumération à peu près complète.

De son propre aveu, il a travaillé d'après les notes de deux religieux bénédictins du xvii^e siècle (B. N., col. Bourgogne, t. 90) et du xviii^e siècle (Arsenal Jurisp. lat. 36^{Ba}). Dom BESSE et Dom ANGER ont repris la question dans la *Revue Mabillon*, (1905 et 1906) ; ils sont du reste surtout inspirés du travail de Bruel en le complétant par endroits de réflexions personnelles inspirées par la lecture des procès-verbaux des chapitres généraux eux-mêmes.

M. Léon KERN, directeur des archives fédérales suisses, prépare actuellement une édition critique des chapitres généraux clunisiens. Son travail reste

Pour sa bulle du 28 juillet 1231 (1), qui outre un projet de réforme de l'ordre contient en quelque sorte les articles organiques des Chapitres clunisiens sous leur nouvelle forme, Grégoire IX n'avait qu'un modèle devant les yeux : celui en usage à Cîteaux, alors dans tout son renom. Il est très évident que c'était bien l'organisation cistercienne des Chapitres généraux que le pape entendait imposer à Cluny (2).

Cependant, comme nous l'avons déjà fait remarquer, l'institution était ancienne dans l'ordre. Il est peut-être hasardeux toutefois de la faire remonter jusqu'à l'abbatiate d'Odilon (994-1049) et même à celui de saint Hugues. Ce dernier pourtant n'avait-il pas proclamé : « Puisqu'il est écrit : « Fais tout avec conseil et tu ne t'en repentiras pas », que l'abbé ait toujours auprès de lui à Cluny un conseil de douze frères sages dont il prendra les avis dans toutes les affaires tant intérieures qu'extérieures ». Cette prescription a sans nul doute surtout trait au chapitre conventuel, mais étant donnée la constitution de l'organisme clunisien, elle peut en même temps être considérée comme un argument militant en faveur du Chapitre général.

Quoiqu'il en soit, il est hors de doute que des Chapitres généraux ont été tenus à Cluny dès le début du XII^e siècle. Ainsi, Pierre le Vénérable avait réuni une assemblée plénière des supérieurs des monastères de son ordre et leur avait lu ses statuts en 1132; Odéric Vital qui avait assisté à cette réunion la relate brièvement dans son *Historia Ecclesiastica* (3). Les abbés et prieurs de toutes les maisons de France, d'Angleterre et d'Italie furent convoqués à cette occasion à Cluny pour le 3^e dimanche de Carême. En fait cette

malheureusement limité aux documents concernant les maisons suisses de l'ordre. Dans une savante introduction, il a établi la filiation des copies des procès-verbaux et donné aux historiens futurs une base solide pour établir le texte authentique d'une précieuse collection dispersée dans plusieurs versions. Nous ne prétendons pas quant à nous refaire dans les quelques pages que nous consacrons à notre tour aux chapitres généraux le travail de Bruel et de ses deux émules, nous voudrions seulement le compléter et préciser certains points à l'aide des textes qu'ils n'ont sans doute pas eu le loisir de voir en détail. De plus nous arrétant au XV^e siècle, il nous a été plus facile de donner un tableau plus clair et plus détaillé d'une institution qui alors n'était pas encore tombée en décadence, comme il arrivera à partir du XVI^e siècle. Enfin, en dépit du caractère éminemment conservateur et du goût de l'immuable qu'avait Cluny, les temps modernes ont inévitablement étendu leur influence déformatrice sur une institution née au Moyen-Age pour répondre à des nécessités médiévales. C'était donc presque une gageure que de vouloir étudier les chapitres généraux de Cluny à la fois aux XIII^e et XIV^e siècles et au XVIII^e!

(1) AUVRAY, *Reg. Grég. IX*, 745.

(2) « *Et in eo [capitulo] diffinitores de abbatibus et prioribus Cluniacensis ordinis statuatur, et visitores per singulas provincias ordinentur visitationes, formæ et coraactionis modo juxta cisterciensem consuetudinem observetur.* » (Ib d.).

(3) L. XIII (Patrol. lat., CLXXXVIII, 935-936).

assemblée compta 200 prieurs et 1212 moines. La réunion ne se passa d'ailleurs pas sans incidents; bon nombre des assistants manifestèrent leur hostilité contre les statuts qui leur étaient présentés. Ils les considéraient comme contraires aux traditions de Cluny, suffisantes à leurs yeux pour fixer la discipline de l'ordre. Pierre le Vénérable leur donna satisfaction sur quelques points, mais maintenant l'ensemble de ses constitutions et, pour les faire observer plus sûrement, il obtint d'Innocent II en 1136, le pouvoir d'excommunier ceux de ses subordonnés qui y contreviendraient (1).

Le 14 juillet 1182, le pape Lucius III écrivait aux évêques pour se plaindre des malfaiteurs qui attaquaient les moines de Cluny se rendant au Chapitre général (2). Hugues V dans ses statuts rédigés en 1200 ordonnait la tenue annuelle d'un Chapitre général groupant tous les abbés et prieurs dépendant directement de l'abbé de Cluny (3). Lors d'un conflit survenu après le 20 avril 1212 entre ce dernier et le monastère de La Charité, les moines de ce prieuré déclarèrent aux enquêteurs pontificaux qu'au point de vue temporel ils ne se souciaient pas des décisions du Chapitre général de l'ordre (4). Le 15 mars 1213, Innocent III exhortait les membres du Chapitre général de Cluny à veiller à la bonne administration des monastères de l'ordre et en particulier de celui de La Charité où la règle de Cluny et la situation matérielle avaient subi de graves atteintes (5). Puisque le pape s'adressait ainsi aux abbés et prieurs de l'ordre de Cluny réunis en Chapitre général (*Universis abbatibus et prioribus Cluniacensis ordinis ad generale capitulum convenientibus*), c'est que l'institution de cette réunion plénière et périodiquement assemblée était en plein fonctionnement.

Depuis longtemps d'autre part l'usage des chapitres était adopté dans l'ensemble du monde monastique. En 1132, les abbés bénédictins de la province de Reims convoquaient tous les chefs de maison à un chapitre provincial qui se réunissait dans la suite avec une régularité relative. Le pape avait encouragé ce mouvement et au XIII^e siècle les chapitres provinciaux avaient été rendus obligatoires par les canons du concile de Latran de 1215 pour toutes les maisons de la chrétienté vivant selon la règle de saint Benoît. Les clunisiens, qui formaient un ordre à part et qui ne se sentaient pas visés par la législation du concile, continuèrent à vivre selon leurs usages qui comportaient depuis longtemps déjà des chapitres provinciaux et généraux, d'ailleurs constitués sous une forme particulière.

(1) B. C., 1382.

(2) BRUEL, n° 4289.

(3) B. C., 1471 et sq.

(4) BRUEL, n° 4461.

(5) *Cart. La Charité*, n° XXI, p. 73.

Grégoire IX méconnut les faits et se laissa emporter par son exclusive et partielle admiration pour l'ordre de Cîteaux. Il se déclara, en effet, « pénétré d'une douleur secrète et rougir de honte : l'ordre de Cluny, écrivait-il, planté par la main de Dieu au paradis de l'Église, dont les ramifications s'étendaient d'une mer à l'autre, produisait les agréables fleurs et les fruits abondants de la sainteté; mais aujourd'hui, il a acquis l'amertume de la vigne sauvage et ne produit que des lambruches détestables au goût ». Pour calmer cette sainte douleur et sans doute aussi pour complaire à ses conseillers cisterciens, il entreprit la réforme de l'ordre et le point capital de cette réforme fut l'institution du Chapitre général à Cluny, où nous avons vu que cette assemblée fonctionnait déjà d'une façon régulière au moins depuis l'abbatiate de Hugues V et d'une manière intermittente bien avant cette époque...

Étant donné que Cluny est antérieur à Cîteaux et qu'il eut des Chapitres généraux à une époque aussi ancienne que Cîteaux (mais malheureusement il ne nous reste de procès-verbaux de ces assemblées qu'à partir de l'année 1259), rien ne rendrait impossible même qu'une prétendue idée cistercienne n'ait trouvé, en réalité, son inspiration à Cluny. Ce ne serait pas le premier exemple de ce phénomène de compénétration mutuelle de deux ordres rivaux si fréquent dans l'histoire de l'Église. D'ailleurs, répétons-le, l'institution des Chapitres généraux répondait à un besoin du monde monastique contemporain et la meilleure preuve en est qu'on la retrouve avec des modalités diverses en dehors de la famille proprement bénédictine, chez les Prémontrés et les Dominicains entre autres.

Aux séances du Chapitre général annuel de Cluny, tel que l'établit Grégoire IX, tous les abbés et prieurs de l'ordre devaient être présents. Ils devaient être assistés par quatre abbés cisterciens, chargés de leur donner des conseils et de renseigner le pape sur la manière dont les clunisiens s'acquittaient de leurs obligations (1). Les statuts pontificaux furent adressés à l'abbé de Cluny le 28 juillet 1231 et le 4 septembre suivant il recevait l'ordre de tenir le premier Chapitre général selon la nouvelle méthode entre Pâques et la Pentecôte de l'année 1232. Pour s'assurer que les instructions pontificales étaient bien observées dans toute leur rigueur, le Saint-Siège déléguait en outre auprès de la première assemblée l'évêque et le chantré de Chalon ainsi que l'abbé de Belleville (2), tous trois appartenant à la province ecclésiastique de Lyon sur le territoire de laquelle était située l'abbaye de Cluny.

(1) *Non ut aliquam jurisdictionem exerçant, sed ut ipsos [cluniacenses] instruunt et dirigant, et diligentiam ipsorum vel negligentiam rescribant Sede Apostolicae annuatim* » (Reg. Greg. IX, n° 1038).

(2) *Ibid.*, n° 710.

Blessés dans leur orgueil à se voir donner en exemple l'institut de Cîteaux, et désireux de sauver leur indépendance qu'ils jugeaient lésée par l'ingérence pontificale et la surveillance des autorités diocésaines, les abbés et prieurs de l'ordre de Cluny déployèrent toute la mauvaise volonté possible dans l'application des statuts pontificaux. Grégoire IX recevait de multiples avis sur les refus opposés par les abbés et prieurs des provinces de France, Poitou, et Gascogne d'observer les sentences ou définitions des Chapitres généraux. Un certain nombre d'entre eux ne se présentèrent même pas au Chapitre. (1) Les visiteurs envoyés par le Chapitre étaient ou reçus avec froideur dans les maisons de leur tournée d'inspection ou pas reçus du tout (2).

Devant la résistante persistance de l'ordre les abbés de Cluny eux-mêmes se lassèrent de poursuivre l'application de statuts jouissant d'une pareille impopularité. Il est même permis de croire qu'ils ne la voyaient pas se maintenir sans une certaine satisfaction. Quoi qu'il en soit, ils demandèrent au Saint-Siège de le autoriser à apporter des adoucissements à la réforme de Grégoire IX. Alexandre IV en 1256 et Clément IV en 1265 acquiescèrent à leur désir en permettant à l'abbé de Cluny et à ses successeurs de dispenser leurs subordonnés de toutes les prescriptions des statuts pontificaux qui n'étaient pas conformes à la Règle. (3)

Mais en 1289, Nicolas IV reprit la réforme de 1231 à son propre compte tout en prétendant y apporter quelques tempéraments. Les nouveaux statuts élaborés par une commission pontificale composée de Matthieu d'Acquasparta, cardinal diacre du titre de Saint-Laurent-in-Damase, du dominicain Hugues, cardinal prêtre du titre de Sainte-Sabine, et de deux dignitaires de l'ordre de Cluny : l'abbé de Mozac et le prieur de Saint-Leu d'Esserent, reproduisaient l'essentiel des statuts de Grégoire IX (4); mais le pape avait eu l'habileté de supprimer de sa bulle toute allusion aux institutions cisterciennes ainsi que l'obligation pour les clunisiens de faire assister à leur Chapitre des membres d'un autre ordre.

Ainsi débarrassés de ce qu'ils avaient de blessant pour les susceptibilités de l'ordre, les statuts pontificaux furent appliqués

(1) Lettre de Grégoire IX à l'abbé de St-Etienne de Dijon (18 décembre 1229) où il est rapporté que l'abbé de Cluny se plaint à Rome du refus d'observer les sentences des Chapitres généraux et même de se rendre à ces assemblées dont se sont rendus coupables un certain nombre de supérieurs des maisons appartenant aux provinces ecclésiastiques de Sens, Bourges et Bordeaux (Bl. C., 109, c. 2, 1).

(2) *Reg. Grégoire IX*, n° 2151.

(3) *Reg. Alexandre IV*, n° 1128

(4) Bl. C., 152.

pour la première fois en 1290 et depuis cette époque observés sans modification importante et sans plus se heurter à une opposition véritable jusqu'à la fin de la période qui nous occupe.

Au reste les prescriptions des nouveaux statuts n'abolirent pas celles de la réglementation instituée par Hugues V, mais furent combinées avec elles.

MEMBRES DE L'ORDRE TENUS A L'ASSISTANCE AU CHAPITRE.

Suivant les statuts d'Hugues V, tous les abbés et prieurs des maisons dépendant immédiatement de l'abbé de Cluny doivent chaque année assister au Chapitre général de l'ordre (1). Les *Statuta quaedam alia* et ceux de l'abbé Bertrand au xiv^e siècle autorisent les supérieurs des provinces éloignées (Angleterre, Espagne et Lombardie) à ne venir au Chapitre que tous les deux ans (2). Henri I^{er} accorda à ces abbés et prieurs de n'y assister que tous les trois ans (3).

Les simples moines ne participaient à ces assemblées que quand ils y étaient cités par acte public comme cela arriva en 1296, 1329, 1342. En cette dernière année, les définiteurs avaient autorisé à comparaître devant eux un simple moine de Barbezieux venu demander justice contre son prieur qui était en même temps chambrier du Poitou (4).

Bien que la bulle de Grégoire IX ait rendu obligatoire l'assistance de tous les chefs de maisons dépendant tant médiatement qu'immédiatement de Cluny, en pratique seuls ceux de la seconde catégorie étaient tenus à comparaître. Il arrivait cependant des circonstances où tous les prieurs d'une province étaient appelés devant les définiteurs comme cela eût lieu en 1306 pour ceux de Lombardie.

Au xv^e siècle, il apparaît suivant une bulle de Calixte III (1455) que même les prieurs commendataires étaient tenus d'assister au Chapitre général de l'ordre sous peine de sanctions canoniques (5).

De tout temps, les absents régulièrement excusés se faisaient remplacer par des procureurs (ceux-ci pouvaient être de simples

(1) Stat. Hugues V (B. C., 1471). — Reg. Grégoire IX, 469. — Bul. Nicolas IV (Bl. C., 152).

(2) Stat. *quædam alia* (B. C., 1480). — Stat. Bertrand (DOUAI, 1498).

(3) Stat. Henri I^{er} (B. C., 1553). Certains monastères d'Italie reçurent l'autorisation de ne comparaître que tous les quatre ans (*Ibid.*, 1744).

(4) BRUEL, *Chap. Gén.*, 545.

(5) Bl. C., 193.

moines) qui leur rapportaient les définitions concernant leurs maisons.

VOYAGES, FRAIS DE SÉJOUR.

Il était recommandé aux membres de l'ordre allant au Chapitre ou en revenant de s'arrêter le moins possible en chemin dans les maisons clunisiennes. Leur passage y était, en effet une occasion de dépenses (1). Les prieurés d'Angleterre avaient été fortement incommodés d'autre part par les frais que leur occasionnaient les absences prolongées de leurs supérieurs qui dilapidaient sur le continent les réserves de leurs maisons sous prétexte d'assister au Chapitre. Les définiteurs de 1314, devant qui ces doléances avaient été portées, décidèrent en conséquence que dorénavant les prieurs se rendant au Chapitre général n'auraient plus le droit de rester plus de trois mois hors de leurs prieurés. Il fallut d'ailleurs revenir sur cette prescription à plusieurs reprises et notamment en 1367 (2).

Les abbés, prieurs, doyens, etc., devaient arriver à Cluny avec des chevaux et une suite décente, selon les recommandations de l'abbé Henri I^{er} de Fautrières (3). Mais d'autres statuts ont soin de limiter pour les prieurs conventuels cette suite à trois chevaux, auxquels le prieur de La Charité pouvait en ajouter deux, et un celui de Saint-Martin-des-Champs. A cause de l'affluence, il était formellement interdit d'avoir aucun novice dans sa suite (4).

Inspirés par un légitime désir de diminuer les frais déjà très lourds de l'abbaye de Cluny (5) qui logeait tout le monde, les abbés de Cluny décidèrent que chaque maison devait entretenir ses délégués pendant la durée du Chapitre général et les chambriers provinciaux furent chargés de prendre à ce sujet les mesures nécessaires (6).

Pour se dédommager l'abbaye-mère avait joui dès saint Hugues du privilège de faire verser par chacune des maisons représentées la somme de douze deniers de monnaie clunisienne. Cette redevance d'abord versée entre les mains du *magister operis* de l'église principale de Cluny ou de son suppléant pour les besoins de son service le fut dans la suite entre celles du sacristain de Cluny qui lui avait succédé. Les définiteurs de 1382 confirmèrent ce droit

(1) Stat. Bertrand (DOUAI, 391).

(2) B. N., nouv. acq. lat., 2263, f^o 2.

(3) B. C., 1554.

(4) Stat. *quædam alia*, B. C., 1479.

(5) Stat. Hugues V (*Ibid.*, 1471).

(6) *Ibid.*, 1472 et Stat. *quædam alia* (*Ibid.*, 1480).

de Cluny et décidèrent en outre que les prieurs présents au Chapitre n'auraient plus licence de partir qu'ils ne l'aient acquitté. Cette dette devait être payée par les procureurs des supérieurs régulièrement absents si ces derniers voulaient faire admettre leurs excuses (1).

Pour éviter le vagabondage et les désordres de tout genre (Hugues V n'avait-il pas été obligé d'interdire la négociation de toute affaire commerciale?) (2), l'abbé Bertrand avait défendu à tous les membres du Chapitre de prendre leurs repas hors du réfectoire de l'abbaye de Cluny (3).

RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE DU CHAPITRE.

Le Chapitre général se tenait à Cluny (4) à l'époque de Pâques. Hugues V avait décidé que ce serait le dimanche de Carême où l'on chante à l'office *Oculi mei semper* (5). Mais la date la plus courante fut le troisième dimanche après Pâques, jour où l'on chantait à l'*Introït* de la messe *Jubilate*.

Les membres du Chapitre devaient être présents à Cluny le samedi qui en précédait l'ouverture, mais pas plus tôt, à moins de raison grave (6), et après avoir assisté au Chapitre, partir au bout d'un jour (7). Le Chapitre de 1281 fut obligé de rappeler cette prescription en usage depuis les débuts de l'institution et protesta contre l'habitude prise par certains assistants de n'arriver que le dimanche.

Il n'y avait en fait aucune limite de durée pour la tenue du Chapitre, elle variait suivant l'ordre du jour plus ou moins chargé des séances. En 1299 et en 1301, il se tint jusqu'au mardi. En 1344 et en 1347, il dura jusqu'au jeudi. Il se prolongea jusqu'au vendredi en 1339, 1340 et 1342 et même jusqu'au samedi en 1359 et 1411.

Parfois lorsqu'il traînait en longueur, les prieurs obtenaient la permission de s'en retourner aussitôt qu'avait été rendue la sentence des définiteurs concernant leur monastère. C'est ce qui fut admis, par exemple, au Chapitre de 1458. Mais telle latitude ne fut pas laissée aux définiteurs qui suivant les statuts de Yves II (1280)

(1) KERN, 180.

(2) B. C., 1479. Le Chapitre de 1290 avait dû prendre une pareille mesure.

(3) DOUAIS, 391.

(4) De 1259 à 1481, il n'y eut que trois années où pour des raisons d'insécurité dues à la guerre, le Chapitre se tint hors de Cluny. Ce fut en 1471, où il se réunit au prieuré de Lavoûte ; l'année suivante il se tint à Sauxillanges et en 1474 à St-Marcel de Die (ANGER, 109).

(5) B. C., 1471.

(6) Confirmé par les statuts d'Henri I^{er} (*Ibid.*, 1553) et de Bertrand (DOUAIS, 391).

(7) C. G. 101, f^o 73, v^o.

ne pouvaient pas se retirer sans l'autorisation de leurs collègues. Le Chapitre général de 1344 confirme cette prescription.

Quand, au bout d'une semaine, les définiteurs n'avaient pas réussi à achever leur tâche, le soin en était laissé, décide une définition du Chapitre de 1359, à une commission de trois ou quatre membres choisis dans leur sein parmi les définiteurs résidant à l'abbaye de Cluny ou dans un monastère situé à une lieue au plus de distance de cette abbaye (1). Ces commissions siégèrent parfois pendant un mois ou même plus longtemps, par exemple en 1365, 1366, 1411, 1454.

ABSENCES.

Les supérieurs de maison tenus à assister au Chapitre général devaient en cas d'empêchement envoyer une lettre d'excuse à l'abbé de Cluny avec indication de la raison invoquée et se faire représenter par un procureur. Ces excuses étaient d'ailleurs assez facilement admises à condition qu'elles eussent été formulées. Cela est si vrai qu'Henri 1^{er} (2) et Bertrand 1^{er} (3), abbés de Cluny, donnèrent dans leurs statuts des modèles de lettres d'excuses.

Les motifs allégués sont à peu près toujours les mêmes : affaires en cours à régler (4), ordre à remettre dans la situation embarrassée du monastère (5), infirmités physiques du supérieur (6), insécurité des chemins du fait de la guerre. Parfois même, les définiteurs excusent d'avance les absents, tels ceux du Chapitre de 1410 qui décident qu'à cause des guerres désolant la France et des courses des gens de guerre infestant les routes, les membres de l'ordre qui ne pourraient être présents à Cluny sont d'avance excusés (7).

Il arrive cependant que des excuses présentées avec du retard ou trop de légèreté valent des désagréments à leurs auteurs. Témoin ce prieur de Lenton qui, malgré les lettres de recommandation que le roi d'Angleterre lui a remises pour le Chapitre, se voit enjoindre par les définiteurs de 1321, « parce qu'il a montré trop peu d'empressement à excuser son absence au Chapitre général », de venir et de demeurer à Cluny aussi longtemps que cela plaira à « ceux de l'ordre » [aux définiteurs] (8).

(1) Arsenal, Jurisp. lat., 36 B³, 515.

(2) B. C., 1554.

(3) DOUAIS, 390 ; BRUEL, n° 4750, 4772 ; B. N., nouv. acq. lat., 2278, n° 6.

(4) BRUEL, n° 4790, 4835 ; Cart. La Charité, CLXXI ; B. N., nouv. acq. lat., 2275, n°s 63, 64, 65, 70, et 2278, n° 22.

(5) BRUEL, n° 4774, 4781, 4828.

(6) *Ibid.*, 4665, 4780, 4786, 4794, 4834, 4865 ; B. N., nouv. acq. lat., 2272, n°s 1, 3, 5, 33, et 2280, n° 19.

(7) C. G. 101, f° 57, v°. Les Chapitres de 1422 et 1427 renouvelèrent cette excuse préventive.

(8) C. G. 102, f° 123, r° et v°.

Les procès-verbaux des Chapitres à partir de 1327 énumèrent souvent *in fine* la liste des membres de l'ordre valablement excusés pour leur absence et celle des manquants n'ayant pas fait valoir leurs raisons ou qui, les ayant invoquées, ne les ont pas vu admettre. Cette seconde liste est accompagnée de la transcription des peines infligées. Ainsi au Chapitre de 1328, nous trouvons six chefs de maison dont les excuses ont été jugées valables et vingt-cinq non excusés (1). En 1333, il y a vingt-trois non excusés (2). En 1339, dix-huit membres de l'ordre, dont trois abbés, voient leur absence légitimée (3). En 1410, on ne compte que trois abbés et quatre prieurs qui ne se soient pas fait excuser (4). Il est vrai qu'on ne mentionne pourtant la présence d'aucun prieur d'Angleterre, d'Espagne, ni de Lombardie. Un abbé et vingt et un prieurs sont déclarés manquants et punissables au Chapitre de 1427 (5). En 1435, deux abbés et dix-huit prieurs sont dans le même cas (6), trois abbés et trente prieurs en 1437 (7); en 1440 il y a vingt-six absents, il y en a cinquante en 1450, en 1455 un abbé et douze prieurs (8), en 1456, trente-trois membres de l'ordre dont l'absence n'a pas été estimée légitime. Pour certains Chapitres, on se trouve en présence de situations stupéfiantes : par exemple en 1451 où l'on compta 44 membres de l'ordre présents à l'assemblée en plus des 15 définiteurs, 33 membres absents et excusés, 31 membres absents et non excusés, soit 64 absents pour 59 présents.

Les peines appliquées en cas d'absence non légitime sont variées. Nicolas IV prescrivait une punition de deux mois à purger à Cluny aux frais des délinquants et Henri I^{er} renouvela cette prescription (9). Nous la voyons appliquée en 1291 aux prieurs de Saint-Médard en Poitou, de Castelletto et de Baina en Lombardie (10), en 1294 à l'abbé de Mozac et au prieur de Saint-Bonnet-sous-Montpensier (11). Les prieurs de Faillefeu, Saint-Marcel de Die, Salles, la Pré, Magloire, Rompon, Grazac, Vaucluse, le doyen de Tours-sur-Marne sont condamnés à la même peine en 1328 (12). Le Chapitre de 1434 préconisa aussi ce châtement en l'aggravant de l'obligation pour ceux qui l'avaient encouru de payer une amende du double

(1) C. G. 101, f^o 227, r^o.

(2) *Ibid.*, f^o 271, r^o.

(3) C. G. 103, f^o 55, v^o 56, r^o.

(4) C. G. 106, f^o 40, v^o.

(5) *Ibid.*, f^o 93, r^o.

(6) *Ibid.*, f^o 189, v^o 190, r^o.

(7) *Ibid.*, f^o 215, v^o 216, r^o.

(8) *Ibid.*, f^o 371, v^o.

(9) B. C., 1554.

(1) C. G. 101, f^o 122, v^o,

(11) *Ibid.*, f^o 152, v^o.

(12) *Ibid.*, f^o 227, r^o.

de leurs frais de voyage. C'est Benoît XII qui avait été l'instigateur de cette mesure appliquée pour la première fois au Chapitre de 1367. D'autres Chapitres avaient préféré le système des amendes seules : celui de 1294, par exemple, réclama le centième des revenus du monastère du supérieur absent, qu'il fût abbé ou prieur ; celui de 1332 taxe les abbés à 3 marcs, les prieurs conventuels à 2 marcs, les prieurs simples à 1. Le Chapitre de 1428 réclame à chacun le double de ce que lui auraient coûté le voyage et le séjour à Cluny.

La suspension de leur bénéfice est décrétée par les définiteurs du Chapitre de 1328 contre vingt-cinq prieurs absents s'ils ne se présentent pas au prochain Chapitre (1). Déjà, en 1313, le Chapitre avait autorisé l'abbé de Cluny à disposer des bénéfices des prieurs d'Angleterre qui n'avaient pas paru depuis cinq ans au Chapitre et qui négligeraient de comparaître ou de se faire valablement excuser dans un délai de six mois (2). Mais, vers la fin du *xiv*^e siècle surtout, l'excommunication est encore l'arme préférée aux mains des définiteurs : les abbés de Mozac, Lezat, Figeac et Moissac et soixante-quinze prieurs sont excommuniés pour n'avoir pas comparu en 1385 (3). En 1387, les abbés de Figeac, Lezat et Moissac ainsi que cinquante-sept prieurs encouraient la même peine (4). L'année suivante, renouvellement contre les abbés de Lezat et Moissac de l'excommunication qui est également fulminée contre ceux de Mozac et de Baume, ainsi que contre le prieur de Saint-Martin-des-Champs et neuf autres prieurs (5). En 1391, l'abbé de Mozac, les prieurs de Saint-Martin-des-Champs, Sauxillanges, Charlieu, Nantua, Noirétable et le doyen de Pouilly subissent encore la même peine (6).

Seuls l'abbé, le grand-prieur et le prieur claustral de Cluny avaient le droit d'absoudre les membres de l'ordre excommuniés pour n'avoir pas assisté au Chapitre général sans raison valable.

TENUE DU CHAPITRE GÉNÉRAL.

Le Chapitre était réuni sous la présidence de l'abbé. Les définiteurs de l'année étaient élus par les assistants, puis on procédait aux élections des officiers du Chapitre : le secrétaire qui rédigeait le procès-verbal et qui depuis 1353 était un moine investi de fonctions notariales pour la bonne tenue des écritures, le procureur

(1) C. G. 101, f^o 227, r^o.

(2) BRUEL, *Chap. génér.*, 548.

(3) C. G. 104, f^o 224, r^o-225, r^o.

(4) *Ibid.*, f^o 332, v^o-333, r^o.

(5) *Ibid.*, f^o 372, v^o.

(6) *Ibid.*, f^o 409, r^o.

général, deux auditeurs des causes, deux auditeurs des excuses (1) — ceux-ci n'apparaissent d'une façon régulière qu'à partir de 1450 — les quatre visiteurs de l'abbaye de Cluny (2).

Le Chapitre de 1449 institua en outre un portier (*portarius*) choisi chaque année par les définiteurs, lequel avait la garde et la clef de la salle de réunion. Le procès-verbal de ce même Chapitre note l'existence d'une commission chargée de préparer le travail des définiteurs. A l'aide des procès-verbaux des visites, après avoir mené une première enquête sur les procès portés devant le Chapitre, les membres de cette commission rédigeaient un rapport sur lequel les définiteurs statuaient en dernier ressort.

La présidence était occupée par l'abbé de Cluny, président de droit, ou par le grand-prieur de Cluny en son absence. Il signait avec les définiteurs et tous les dignitaires du Chapitre général le procès-verbal lu et promulgué à Cluny dans la salle capitulaire par le secrétaire notaire public. Mais bien qu'assistant à toutes les délibérations des définiteurs, il ne pouvait en rien gêner leur liberté d'action, leur indépendance était absolue et garantie par le Saint-Siège.

Les procès-verbaux de 1332-1334 et de différentes autres années parlent d'officiers intitulés *præsidentes* qui ne faisaient pas partie des définiteurs. On note parmi eux des personnages comme le grand-prieur de Cluny et le prieur d'Abbeville. Le Chapitre leur confie des missions spéciales, par exemple la remise des revenus du prieuré de Saint-Sauveur de Nevers entre les mains de l'abbé de Cluny, la charge d'écrire (1332) au nom du Chapitre à l'évêque de Valence et à Adhémar de Poitiers en faveur du prieuré d'Alex, près de Die, que les seigneurs de la région pressuraient.

Les élections terminées et l'assemblée constituée, les visiteurs de chaque province venaient rendre compte de leur visite. Puis les définiteurs faisaient connaître leurs décisions et rendaient leurs sentences qui étaient aussitôt consignées au procès-verbal par le secrétaire du Chapitre. C'est ce que l'on appelait les *diffinitiones provinciarum*. Mais avant de promulguer de nouvelles définitions, les définiteurs s'enquéraient si celles de l'année précédente avaient été appliquées et souvent, lorsqu'elles ne l'avaient pas été, elles étaient incorporées à celles en cours de publication.

Les *diffinitiones provinciarum* achevées, on passait aux *diffinitiones causarum*. C'était les décisions prises au sujet de toutes sortes de litiges, des affaires variées ou des règlements concernant l'ordre

(1) On rencontre souvent parmi les auditeurs des causes, l'archidiacre ou le doyen de Cluny, et parmi ceux des excuses, l'aumônier ou encore plus fréquemment le sacristain de cette abbaye.

(2) B. C., 1703.

dans son ensemble. On a parfois appelé ces décisions *diffinitiones generales* ; on les nomme aussi statuts (*statuta*) à partir du XIII^e siècle. Les abbés de Cluny y ont souvent fait insérer leurs ordonnances, ce que firent entre autres en 1280 Yves II de Chassant et en 1300 Bertrand I^{er} de Colombier (1).

Les définitions étaient lues au Chapitre pour que personne ne pût les ignorer, sauf dans les cas où l'on craignait le scandale ; alors on les consignait seulement au procès-verbal du Chapitre général et mention de ce défaut de proclamation en était porté en marge (2). Les décisions les plus importantes étaient solennellement publiées au Chapitre par l'abbé de Cluny lui-même (3).

Lorsque l'on craignait qu'une définition ne fût pas observée (le cas se présenta en 1325 et en 1331), on en faisait jurer l'exécution par les abbés et prieurs présents.

De plus, à partir de 1311, les définiteurs décidèrent, et avec eux les statuts de l'abbé Henri I^{er}, que chaque abbé ou prieur devait emporter avec lui le texte des définitions concernant son monastère et aussi de celles concernant la réformation ou la constitution de l'ordre entier. Les visiteurs avaient mission de s'assurer au cours de leur tournée que les décisions des Chapitres précédents étaient observées et d'en rendre compte aux définiteurs de l'année suivante. En cas de manquements, les supérieurs de maison convaincus de négligence étaient sévèrement punis par le Chapitre.

Le Chapitre général se terminait par l'élection des visiteurs de l'année suivante.

FORME DU PROCÈS-VERBAL.

Pour ce qui est de la formemême du procès-verbal du Chapitre, on mentionnait en tête de l'acte la liste des définiteurs en les désignant par leurs fonctions : abbé ou prieur de N., les auditeurs eux aussi ne sont pas indiqués autrement. Puis venait le texte des définitions. Ces définitions sont suivies d'une formule de lecture et de publication dans le Chapitre de Cluny, le tout revêtu de la signature des deux notaires publics de Cluny. Au XV^e siècle (1454), on introduisit une formule d'excommunication contre les non-assistants. Enfin, venaient la liste des présents et celles des absents.

(1) Il est à noter que dans certains procès-verbaux de Chapitres, surtout pour la période s'étendant entre 1432 et 1446, il n'y a aucune distinction entre les *diffinitiones provinciarum* et les *diffinitiones causarum*. Toutes les définitions y sont données à la file.

(2) C. G. 102, f^o 215.

(3) Ce fut le cas de la définition promulguée au Chapitre de 1265 qui enjoignait à toutes les maisons de l'ordre ayant contracté des dettes de s'en libérer au plus tôt sous peine d'excommunication (C. G. 101, f^o 121, v^o).

Et le procès-verbal se terminait par la signature des définiteurs et de l'abbé de Cluny.

Les formules initiales des premiers Chapitres dont nous possédions le procès-verbal varient de l'un à l'autre :

« *Diffinitiones provinciarum per diffinitores capituli generalis ordinatas anno Domini M^o CC^o L^o IX^o* ».

« *Iste sunt diffinitiones generalis capituli Cluniacensis factæ per diffinitores anno...* (1260).

Dans ces deux formules les noms des définiteurs sont omis.

« *Ec [sic] sunt diffinitiones generalis capituli celebrati anno Domini M^o CC^o LX^o VI^o facte per Mozacensem, etc...* (1266) ». « *Diffinitiones facte per Balmensem etc., anno M^o CC^o septuagesimo secundo.* » A partir de cette époque et surtout depuis 1290, les formules n'ont plus guère varié.

La forme du procès verbal de 1449 (1) peut servir de type. Elle représente assez bien l'aboutissement d'une tradition dont l'essentiel n'avait que peu évolué depuis la fin du XIII^e siècle :

« *Anno Domini millesimo quadragintesimo quadagesimo nono die quarta mensis maii die dominica qua in sancta Dei ecclesia cantatur pro introitu missæ Jubilate, fuerunt factæ diffinitiones sequentes in camera diffinitionum monasterii Cluniacensis et fuerunt diffinitores hi dicta die electi, videlicet prior claustralis Cluniacensis, prior Celsinarum, prior de decanatus de Turribus supra Matronam, prior de Auditu, prior de Augeroliis, prior Sancti Victoris, prior de Relangiis, prior de Magobris, prior Montis Desiderii.*

Visitatores monasterii Cluniacensis anni præsentis : prior de Conciace, prior insulæ d'Aix, prior de Donna Maria, prior de Rivis.

Auditores causarum : prior de Conciaco, archidiaconus Cluniacensis.

(1) D'autres types sensiblement pareils sont donnés par les procès-verbaux des Chapitres des années 1340, 1344 et 1358 : « *Diffinitiones capituli generalis Cluniacensis anni Domini millesimi... factæ per Venerabiles et Religiosos viros domnos N N... abbates N... majorum (ou claustralem) Cluniacensem, de NN prioratum priores* (1344) », « *Diffinitiones capituli generalis Cluniacensis anno domini millesimi... factæ per venerabiles N. N. Moziacensem, Tyarnensiem abbates, majorem Cluniacensem NN priores. Diffinitores continuant praesens capitulum usque ad diem jovis proximam inclusive et ex causa... Diffinitiones provinciae Provinciae...* (1340) » « *Anno Domini... die dominica qua cantatur in Dei ecclesia Jubilate celebrato capitulo generali in abbazia Cluniacensi factæ fuerunt diffinitiones quæ sequuntur : per reverendum patrem Dominum Abbatem N., venerabiles et religiosos viros NN... et retinent suam potestatem usque...* » (1358).

A partir de 1359, on note l'apparition de la clause : « *et retinent suam potestatem usque ad diem sabbati inclusive sub facto quod omnes vel quatuor de ipsis possint et valeant definire et ordinare quod eis videbitur faciendum...*

Variantes dans les années suivantes : « *et retinent diffinitores praedicti suam potestatem usque ad diem... inclusive quam potestatem remittunt quatuor vel tribus eorum.* » (1368).

Quia propter gentium armorum discursis et viarum discrimina pauci visitatores ordinis nostri, etc..., ut in præcedentibus capitulis. Isti prædicti domini diffinitores retinent suam potestatem et eam committunt tribus ex ipsis in monasterio Cluniacensi existentibus vel prope dictum monasterium ad unam leucam usque ad duodecim dies inclusive proxime venturo, videlicet prioribus claustrali, de Tarnayo et Sancti Victoris.

Item cum secundum statuta apostolica et diffinitiones ordinis cluniacensis per obedientiam abbates et priores in regno Franciæ existentes singulis annis, in regnis vero Hispaniæ et Angliæ et in partiis Alemaniæ et Lombardiæ de biennio in biennium causa infirmitatis dumtaxat etc... ut in capitulo anni 1434.

Item committunt dicti diffinitores Domini Abbati Cluniacensi prioribus majori et claustrali Cluniacensi et eorum cuilibet potestatem absolvendi priores et alios religiosos Cluniacensis ordinis a sententiis et pœnis per diffinitores latis, et litteras testimoniales a rotulostrarum præsentium diffinitionum sub eorum sigillis expediendi iis quibus opus erit et quotiens iis videbitur expedire quibus volumus fidem indubiam ab omnibus et in omnibus exhiberi.

Item ordinant dicti diffinitores quod Dominus Cluniacensis possit mutare visitatores per eos electos sibi videbitur expedire, etc... ut in præcedentibus capitulis.

In provincia Franciæ.

Item visitatores anno novissimo lapso in provincia Franciæ ad visitandum supposita dicti ordinis destinati, retulerunt se visitasse prioratum conventualem B. Mariæ de Caritate...

[Suivent les rapports des visiteurs et les décisions des définiteurs].

Sequuntur priores et decani quos domini diffinitores non habent pro legitime excusatis qui non venerunt ad capitulum generale anni præsentis 1449, imo ipsos volunt habere pro excommunicatis et per præsentem ipsos prout melius de jure possunt et debent excommunicant et excommunicatos denunciant qui sunt sequentes videlicet domnus...

[Suit la liste des absents non excusés pour raison valable, suivie elle-même de celle des absents coupables invétérés].

Sequuntur visitatores provinciarum.

In provincia N et N...

Venerabilis et religiosus vir domnus Vincentius de Campis, prior de Tarnayo, unus ex prædictis dominis diffinitoribus ac procurator reverendi in Christo patris Domini Abbatis Cluniacensis petit a me dari et concedi unum vel plura instrumenta ad opus quorum interest, latis prædictis diffinitoribus præfato Domino abbate

in Capitulo præsente quod et quæ eidem concessi, et facta publicatione per me præsentibus venerabilibus et religiosis viris domno Guidone Ameligueti decretorum doctore, cellerario prioratus Preciaci, Guillelmo de Prerie priore Preciaci ordinis Sancti Benedicti et multis aliis testibus necnon et dictis diffinitoribus ac venerabili conventu Cluniacensi prædicto existente et congregato.

Datum in dicto capitulo quoad præsentem hujusmodi, die septima mensis mai anno Domini 1449. Signatum Marini » (1).

Dans le procès-verbal du Chapitre de 1450 on trouve en tête de l'acte la mention, fréquente depuis cette époque, après : « *Auditores causarum...* » : « *auditores excusationum : sacrista Cluniacensis, præpositus sanctæ Margaritæ* ».

La teneur du procès-verbal du Chapitre de l'année suivante, en tout semblable aux précédents, renferme cependant en outre, à la suite des définitions, la double liste des membres présents et des absents, excusés ou non, qui, comme nous l'avons fait remarquer, se rencontre dans de nombreux documents de cette sorte. Les formules en usage sont dans ce cas : « *Sequuntur nomina dominorum abbatum et priorum qui venerunt ad præsens capitulum generale Cluniacense, anni præsentis 1451 :...*

Sequuntur nomina dominorum abbatum et priorum ac decanorum qui miserunt suas excusationes per litteras patentes :...

Sequuntur illi quos domini diffinitores non habent pro legitime excusati :... »

Ainsi la forme des procès-verbaux des chapitres, si elle est restée à peu près immuable dans ses grandes lignes, subit par suite des circonstances des modifications de détail peu importantes en général.

Mais le côté extérieur de la question, plus utile à étudier qu'il ne le paraît, étant donnée la mentalité éminemment formaliste du monde médiéval, ne doit pas nous faire oublier le rôle joué par les principaux officiers du Chapitre général dont ils sont, en réalité, les seuls organes actifs, le reste de l'assemblée étant réduite à une attitude presque uniquement passive : les définiteurs.

LES DÉFINITEURS.

Ces officiers aux fonctions essentiellement provisoires et d'une durée extraordinairement brève étaient investis d'une puissance pour ainsi dire illimitée. Eux seuls, en effet, exerçaient le pouvoir effectif au Chapitre général.

(1) C. G. 106, f° 321, r° et sq.

Ils jugeaient et connaissaient souverainement de toutes les affaires de l'ordre, non seulement de celles dont ils étaient saisis, mais encore de celles qu'ils évoquaient devant eux sans avoir à subir le contrôle de personne, le pape excepté. Et il n'est pas d'exemple que ce dernier ait jamais dû intervenir.

Grégoire IX semble bien avoir dans sa bulle du 13 janvier 1233 créé la double institution des définiteurs et des visiteurs des Chapitres généraux telle qu'elle fonctionna dans la suite, et c'est sur ce point qu'il a innové dans l'organisation des Chapitres clunisiens, mais s'il a créé les définiteurs, il n'en a pas indiqué le nombre. D'après les actes des Chapitres généraux, il semble y en avoir eu quatre à l'origine : deux abbés et généralement deux prieurs, quelquefois l'un de ceux-ci était un chambrier provincial ainsi que cela arrive en 1272. Les clunisiens avaient en outre, de plus ou moins bon gré, invité à leur première assemblée suivant la réforme pontificale quatre abbés cisterciens chargés de les initier au fonctionnement de l'institution telle que l'avait organisée le Siège apostolique. Nicolas IV porta le 12 septembre 1289 (1) le nombre des définiteurs à quinze. La commission pontificale chargée de remanier la réforme de Grégoire IX, et qui donna aux Chapitres de Cluny leur aspect définitif, eut mission de choisir les premiers définiteurs du Chapitre qui suivrait la promulgation de la bulle. Ces derniers, au début du Chapitre de l'année suivante, choisirent eux-mêmes leurs successeurs parmi les abbés et prieurs de l'ordre après avoir juré sur l'Évangile de ne point faire acception de personne (2). A partir de cette époque, on élut les définiteurs au début de chaque chapitre et l'on ne dépassa pas le nombre de quinze fixé par Nicolas IV.

En principe, seuls les supérieurs de monastères étaient éligibles aux fonctions de définiteurs. A l'occasion cependant, le grand-prieur de Cluny (3) ou le prieur claustral (4) de la même abbaye furent élus. Il est vrai que ces officiers prenaient rang dans la hiérarchie de l'ordre en tête de tous les prieurs. A partir du ^{xiv}^e siècle, on rencontre comme définiteurs des dignitaires de moindre envergure : le maître de théologie du prieuré de Grandchamp en 1357, le prieur du Collège de Cluny de Paris (1387). L'archidiacre de Cluny est définiteur au Chapitre de 1441 et de nouveau en 1424 avec l'infirmier de Gana-gobie, le sacristain de Thizy et celui d'Inaumont. Le recrutement des définiteurs est en train de périlcliter. En 1435, on relève les noms de l'aumônier du prieuré de Coincy, de l'archidiacre de Cluny, du

(1) Bl. C., 152.

(2) *Ibid.*

(3) En 1265, 1291, 1296, 1316, 1335, 1336, 1340, 1342, 1357, etc.

(4) En 1312, 1324, 1358, 1360, 1361, 1386, etc.

sacristain de Rougemont et de celui d'Aubigny. En 1450, on rencontre à côté du sacristain de Cluny, le prévôt de Sainte Marguerite d'Elincourt, etc...

Jusqu'en 1290, il y eut toujours deux abbés parmi les définiteurs, c'étaient le plus souvent ceux de Moissac, de Figeac, de Thiers, de Mozac ou de Baume. A partir de cette date, il n'y en eut souvent plus qu'un. Ainsi en 1290, 1315, 1328, 1342, 1358, 1360 et 1361. Il arriva vers le début du *xiv^e* siècle qu'il n'y en eut point du tout (1293, 1317, 1324, 1332, 1339). De moins en moins les plus grands personnages voulurent se déranger pour se rendre au Chapitre quand les affaires de leur propre maison n'y rendaient pas leur présence nécessaire. Mais ce qui était encore l'exception jusqu'aux environs de 1360 devint ensuite l'habitude. A partir de ce moment, jusqu'à la fin du Moyen Age, on compte les Chapitres où un abbé siégea parmi les définiteurs (1). Le grand-prieur (2) et le prieur claustral (3) de Cluny avaient depuis longtemps remplacé les définiteurs abbés. Il arrivait même que ce rôle échut à un autre prieur de l'ordre : le prieur de La Charité avec l'abbé de Baume en 1290; celui de Souvigny en 1293; le prieur de Saint-Martin-des-Champs avec le prieur claustral de Cluny en 1392; ce dernier est le seul prieur en 1424 et ainsi de suite.

Les pouvoirs des définiteurs expirent avec la durée du Chapitre général et ils ne sont pas rééligibles pour l'année suivante. Suivant un règlement intervenu au chapitre de 1344, aucun d'eux ne pouvait, comme nous l'avons dit, se retirer de l'assemblée avant la fin du Chapitre que de l'assentiment de ses collègues.

Grégoire IX et Nicolas IV ont donné quelques détails sur les attributions des définiteurs qui s'étendaient à toutes les affaires de l'ordre tant au point de vue temporel que spirituel. Suivant les réformes pontificales, ils doivent veiller au bien-être spirituel et matériel des moines, trancher les différends survenus entre les religieux de l'ordre et qui n'ont pas encore été résolus par l'abbé de Cluny, présider à la rédaction des règlements destinés à affermir la discipline, veiller au maintien de l'effectif des diverses maisons de l'ordre, contrôler leur gestion financière et user de tous les moyens pour l'améliorer (4). Ce rôle de chambre des Comptes et de tuteur financier n'était pas la partie la moins absorbante de leurs fonctions. Nicolas IV, et il n'a pas été le seul à leur conférer des droits de ce genre, leur donna en outre (11 novembre 1289) le pouvoir de nommer aux vacances des prieurés de l'ordre suivants qui étaient à la colla-

(1) En 1386, en 1455.

(2) En 1335, 1365, 1379, 1387, 1411, 1429, 1446, 1456, etc.

(3) 1317, 1324, 1332, 1339, 1352, 1368, 1388, 1392, 1435, 1449, etc.

(4) Cf. aussi Statuts d'Henri I^{er} (B. C., 1553).

tion du Siège Apostolique [par empiètement de ce dernier sans doute] : Reilhac, Mozac, Saint-Médard, Gaye, Artas, Tain, La Ferté-sur-Allier, Losne, Boves, Agnet (?), Auteuil (1).

Généralement les définiteurs jugeaient sur les rapports des visiteurs, mais ils pouvaient aussi faire comparaitre la ou les parties devant eux et mener eux-mêmes la première enquête.

LES DÉFINITIONS.

Le sentences ou décisions prises par les définiteurs s'appelaient définitions. Elles portaient, en conséquence des nombreuses attributions de leurs auteurs, sur les sujets les plus variés : l'état matériel et spirituel des monastères, l'administration de la temporalité des maisons de l'ordre, l'état des bâtiments et des terres des prieurés, leurs dettes et revenus, les actes de contrat, vente, échange etc., qu'ils ont conclus, le recrutement, la manière dont se célèbre le service religieux. Aux définiteurs aussi revient le droit de consentir et de voter de nouveaux subsides à l'abbé de Cluny, soit qu'il eût obtenu au préalable des lettres pontificales les lui accordant — dans ce cas il fallait aussi que l'ordre les acceptât — soit qu'il se fût directement adressé à l'ordre. Dans les deux cas, les définitions fixaient le montant de la levée, désignaient les assujettis, déterminaient le mode de perception et le temps pour lequel elle était consentie.

Les définitions étaient de deux sortes selon qu'elles résultaient du rapport de chaque visiteur sur les maisons de la province qu'il avait reçu mission de visiter ou qu'elles jugeaient une affaire litigieuse spéciale, portée devant la juridiction du Chapitre général.

Lorsque les définiteurs pourvoient le monastère de Saint-Alban de Bâle d'un sous-prieur, qu'ils font envoyer un moine à Sainte-Marie-aux-Bois, un autre à Froville et qu'ils prient l'abbé de Cluny de nommer un prieur de Vandœuvre, letitulaire ayant démissionné (Chapitre de 1261), leurs décisions sont dites *diffinitiones provinciarum*. Pareillement quand ils délèguent le prieur de Vaucluse à l'administration du prieuré de La Chaux durant l'emprisonnement de son supérieur Dom Lambert de Goucens puni pour sa désobéissance (1264) (2) ou bien encore, comme au Chapitre de 1293, lorsque les définiteurs sanctionnent simplement les mesures prises par les visiteurs contre les prieurs d'Oron-la-Ville ou de Luxeuil (3). Nous avons encore affaire à des définitions du même ordre quand nous relevons dans le procès verbal de 1394 l'excommunication

(1) *Reg. Nicolas IV*, n° 1753.

(2) DUCKETT, *All.*, 222.

(3) *Idem.*, 247.

et la privation de ses revenus pendant deux ans infligées au prieur de Villette, de la province de Lyon, pour récidive de sa désobéissance aux visiteurs (1).

En 1259, le Chapitre général est appelé à juger de la plainte portée par Renaud, moine de Gigny, qui prétend avoir été injustement dépouillé de son prieuré de Domène par feu l'abbé de Cluny Guillaume (Guillaume III de France, 1244-1257) (2). En 1260, les définiteurs statuent sur les échanges intervenus ou à intervenir entre le prieuré de Souvigny et un chevalier du nom de Raoul Bricart, entre le prieur de Saint-Vaast et les béguines de l'hôpital de Sainte-Élisabeth de Valenciennes (3). Cette même année, ils ont à juger un moine de la province de France qui s'est rendu coupable de voies de fait contre un de ses confrères et contre un prêtre séculier. Ils doivent en 1403 trancher un différend pendant entre l'abbé de Cluny Raymond II de Cadoene et le prieur de Lezoux d'une part et le prieur de Saint Orens d'Auch et celui de *Pluma* de l'autre (4). Les décisions qui résoudront ces questions seront prises dans les séances du Chapitre consacrées aux *diffinitiones causarum seu generales seu statuta*.

Toute définition est toujours obligatoire pour l'ensemble des membres de l'ordre quand elle concerne la réformation ou un nouveau règlement en général. Elle l'est toujours aussi quand elle s'applique à un cas individuel ou particulier pour chaque maison qu'elle concerne. Les définitions sont donc des ordres et non de simples avis. Elles n'obligent pas sous peine de péché, sauf celles ayant directement trait à l'observation de la Règle, mais la désobéissance aux décisions du Chapitre général entraîne forcément un châtiment plus ou moins sévère. Il est recommandé en conséquence aux chambriers, abbés, prieurs, doyens, de tenir registre des définitions les concernant et de veiller à leur application. Elles doivent être lues au chapitre conventuel plusieurs fois par an et notamment au moment de l'enquête annuelle des visiteurs (5). C'est à ceux-ci, en effet, qu'il appartient de contrôler et l'état des maisons et l'exécution des définitions du Chapitre général.

OBSTACLES A LA RÉUNION DU CHAPITRE GÉNÉRAL ET REPRÉSENTATION INCOMPLÈTE DE L'ORDRE.

Le Chapitre général devait se réunir chaque année à époque fixe comme nous l'avons vu. Toutes mesures appropriées devaient

(1) C. G. 105, f° 50, r°.

(2) C. G. 104, f° 20, r°.

(3) *Ibid.*, f° 41.

(4) C. G. 105, f° 235, v°-236, r°.

(5) Stat. Henri I^{er} (B. C., 1555).

être prises pour qu'il pût avoir lieu sans encombre et que toute liberté d'information lui fût garantie. Grâce au prestige dont jouissait Cluny et à la protection que lui assuraient tant l'Empereur et le roi de France que les grands seigneurs, ces conditions de sécurité et d'information suffisante ont généralement été obtenues par l'assemblée plénière annuelle de l'ordre clunisien.

Il y eût cependant un certain nombre d'exceptions. En 1321, des individus envahirent la salle du Chapitre au grand scandale des assistants. Plainte fut adressée au bailli de Mâcon et les deux prieurs de Cluny reçurent l'ordre d'infliger aux moines de l'abbaye et à la population de l'endroit une punition exemplaire parce qu'on soupçonnait les uns et les autres d'avoir guidé et aidé les perturbateurs dans leur intrusion (1). Les guerres et les calamités naturelles intervinrent elles aussi à plusieurs reprises pour gêner la tenue du Chapitre. Les procès-verbaux sont sur ce point fort instructifs. En 1411, par exemple, la guerre et les inondations ayant empêché les « visiteurs du royaume de France et pays avoisinants » d'accomplir leur office, les définiteurs ne les convoquèrent pas cette année devant eux, mais prolongèrent leurs pouvoirs ; les abbés et prieurs en grand nombre qui n'avaient pas comparu furent excusés d'office pour les mêmes raisons et le Chapitre ne s'occupa que d'une affaire concernant le prieuré de Marcigny. Le Chapitre suivant ne se réunit qu'en 1414 (2).

De pareilles conjonctures se reproduisirent très souvent au cours du xve siècle. Nous voyons, à cause des troubles, les procès-verbaux de certains Chapitres généraux réduits à leur plus simple expression, faute de rapports de visiteurs et d'affaires sur lesquelles statuer. Ce fut le cas des Chapitres de 1418 (3), 1420 (4), 1424 (5), 1431 (6), 1456 (7), 1457 (8). Dans ces occasions, les procès-verbaux se bornent à l'énumération des définiteurs et des visiteurs pour le prochain Chapitre, à quelques phrases de style et à l'exposition d'une ou deux affaires, puis vient s'ajouter la formule courante des pouvoirs donnés à l'abbé de Cluny lui permettant de changer les visiteurs s'il le juge à propos, et de ceux qu'il partage avec son prieur claustral d'absoudre des excommunications encourues par les membres de l'ordre absents du Chapitre sans excuse légitime.

D'autres fois, le mal est moins général ; il arrive que du fait des

(1) C. G., 102, f° 132, r°.

(2) C. G., 106, f° 41, r°-43, r°.

(3) *Ibid.*, f° 58, r°-60, v°.

(4) *Ibid.*, f° 61-62, v°.

(5) *Ibid.*, f° 81-82, v°.

(6) *Ibid.*, f° 122-123, v°.

(7) *Ibid.*, f° 373-374, v°.

(8) *Ibid.*, f° 375-376, v°.

circonstances, les définiteurs manquent d'information sur une ou deux provinces seulement. Au Chapitre de 1339, on signale l'absence de tout rapport sur l'Angleterre et sur l'Espagne (1). En 1348, les renseignements sur l'Angleterre seule font défaut. On continue néanmoins à désigner des visiteurs pour cette province. De fait, elle réapparaît en 1349 au procès-verbal des définitions (2). De nouvelles lacunes pour l'Angleterre en 1350, 1351 et 1352 sont suivies de mention en 1357 (3); puis plus rien jusqu'en 1368, année où les définiteurs reçoivent enfin un rapport sur son compte (4). Pour l'Espagne elle manque au chapitre des *diffinitionum provinciarum* en 1343, en 1353 et après une brève apparition de 1354 à 1356, il n'en est plus trace de 1357 à 1367 (5).

De 1369 à 1392 (6), la province d'Angleterre n'est pas citée une seule fois aux procès-verbaux et il en est de même pour la Gascogne. La cause de ce silence est évidemment la Guerre de Cent ans. On trouve des définitions concernant l'Espagne en 1385, 1387, 1392, la Lombardie en 1369, 1377 et 1378, le Poitou en 1385, l'Auvergne en 1385 et 1386. Au cours de cette même période (1369 à 1392) les provinces de Lyon, France, Allemagne et Provence sont mentionnées tous les ans. Ces provinces continuent à figurer régulièrement au procès-verbal des Chapitres généraux de 1393 à 1409 (7), tandis que la Lombardie et l'Angleterre font entièrement défaut et que la Gascogne n'y apparaît qu'en 1396 et en 1402; l'Espagne en 1396; le Poitou en 1394, 1397 et 1403; l'Auvergne enfin en 1393, 1394, 1396, 1403, 1406, 1408,

A partir du x^e siècle, les diverses provinces, à de rares exceptions près, réapparaissent aux Chapitres généraux d'une façon régulière, c'est-à-dire toutes les années pour celles faisant partie du royaume de France et pour les autres tous les deux, trois, quatre ou cinq ans.

LE CHAPITRE GÉNÉRAL ET L'ABBÉ DE CLUNY.

Malgré les apparences et les pouvoirs illimités accordés aux définiteurs, il ne faudrait pas croire que l'institution du Chapitre général ait fait figure de machine de guerre dirigée contre l'abbé de Cluny. L'abbaye chef d'ordre était sous le contrôle des définiteurs, comme n'importe quelle autre maison. Elle subissait la visite annuelle

(1) C. G., 103, f^o 59, r^o.

(2) *Ibid.*, f^o 206 et ss.

(3) *Ibid.*, f^o 283 et ss.

(4) *Ibid.*, f^o 416 et ss.

(5) Fin de C. G., 103.

(6) Reg. C. G., 104.

(7) C. G., 105.

comme tous les monastères et les bulles des papes donnent pouvoir absolu aux visiteurs pour se faire obéir de l'abbé de Cluny et même le déposer si cela était nécessaire (1). Néanmoins, s'il s'éleva quelques conflits sans grande portée entre l'abbé et le Chapitre général, l'ensemble des relations entre ces deux têtes de l'ordre fut toujours excellent (2).

Et cet état de fait s'explique facilement. D'abord, les supérieurs de monastères clunisiens qu'étaient les définiteurs et les visiteurs, restaient trop imbus de l'esprit de Cluny, trop convaincus de l'utilité et de la force que constituait pour leur organisation monastique l'institution abbatiale telle que l'avait créée et façonnée un Odilon, un saint Hugues ou un Pierre le Vénérable pour risquer de diminuer aux yeux des leurs le prestige qui s'attachait au dedans de l'ordre comme au dehors à la personne de l'abbé de Cluny. Sa force était leur force, sa gloire rejaillissait sur le dernier prieur de l'ordre. Les privilèges qui lui étaient accordés par le pape ou le roi, l'abbé s'efforçait toujours de les faire étendre à tous ses subordonnés car leur force, leur puissance et leur indépendance à l'égard du monde extérieur étaient aussi et multipliaient par ricochet la sienne.

Ainsi, tout en s'efforçant de limiter les abus de leur abbé et de le guider dans ses entreprises, les définiteurs ont-ils soin le plus souvent d'en faire l'exécuteur de leurs décisions, le président du tribunal de dernier ressort auquel ses juges indiquent la sentence qu'il devra prononcer (3), l'ambassadeur chargé de défendre l'ordre auprès des puissants de ce monde : évêques (4), rois (5), seigneurs (6), pape (7) et ordres rivaux (8). Ce conseiller des papes, cette puissance dont les empereurs, les rois d'Angleterre et de France sollicitent la

(1) Cf. Bulles de Grégoire IX, et de Nicolas IV citées plus haut.

(2) On ne trouve guère de différend plus grave que l'incident survenu en 1385 au sujet des réparations nécessitées par l'église de Cluny pour les frais desquelles le sacristain et l'abbé se renvoyaient la balle au détriment de l'édifice (C. G. 104, f° 221, v°-222, r°), ou bien celui qui fut soumis au Chapitre de 1436, dont les définiteurs avaient reçu la plainte des moines de l'abbaye de Cluny au sujet de l'eau colorée qu'on leur distribuait au réfectoire, par ordre de l'abbé, en violation du règlement intervenu à ce sujet par les soins de l'abbé de St-Claude et de l'auditeur du Sacré Palais apostolique commis à cette affaire par le pape (C. G. 106, f° 194, v°).

(3) C. G. 101, f° 18, r°; 22, r°; 25, v°; 140, r°; 151, r° et v°; 253. — C. G. 102, f° 165, r°. — C. G. 103, f° 52, r°. — C. G. 105, f° 200, r°; 252, v°-253, r°, etc.

(4) DUCKETT, All., 70. — C. G. 101, f° 24, v°; 34, r°; 41, r° et v°; 119, r°; 135, r°; 163, v°; 174, r°. — C. G. 115, p. 569. — BRUEL, n° 4775.

(5) DUCKETT, All., 71, 213. — Bibl. Aix, Fds Pecoul I, n° 11.

(6) DUCKETT, All., 14. — C. G. 101, f° 16, v°; 27, r°; 61, v°; 89, v°; 116. — B. N., nouv. acq. lat., 2270, n° 25, etc.

(7) C. G. 101, f° 294-295 r°. — C. G. 102, f° 182.

(8) C. G. 101, f° 93, r°. — C. G. 106, f° 223, r°. — C. G. 115, p. 537. 538. — B. N., nouv. acq. lat., 2271, n° 52.

médiation pour obtenir des trêves, est un très grand personnage dans la chrétienté. Il peut être redoutable aussi. L'intérêt de l'ordre, maintenant surtout qu'il peut le juguler par ses Chapitres généraux, est de le soutenir, voire de lui concéder d'abondants subsides et même, pour ménager jusqu'au bout sa susceptibilité, de lui donner dans ce Chapitre général dont il est président de droit mieux que des prérogatives purement honorifiques.

De fait, en dépit des pouvoirs illimités du Chapitre général, l'abbé de Cluny peut sur la plainte des intéressés déclarer mal fondées, mais pour des vices de forme seulement, les sentences des définiteurs. Il lui est même possible, en cas de nécessité évidente, de casser une définition et de la remplacer par une autre de son propre choix. Mais, dans ce cas, il doit s'assurer au préalable de l'approbation de son conseil ordinaire et de deux membres de l'ordre (1). Il lui appartenait aussi, nous l'avons vu, d'absoudre les abbés ou prieurs excommuniés pour n'avoir pas comparu au Chapitre et ne s'être pas fait excuser.

Enfin, il lui était loisible, et ce droit comme les précédents lui était généralement renouvelé par chaque Chapitre, de changer les visiteurs nommés par les définiteurs pour inspecter les provinces de l'ordre. D'ailleurs l'abbé ne semble avoir usé qu'assez rarement de cette faculté. Les visiteurs, en effet, étaient pour lui d'aussi précieux auxiliaires que pour le Chapitre général, aussi fallait-il un motif grave ou une circonstance imprévue pour qu'il modifiât le choix des définiteurs.

(1) Bulle de Nicolas IV (Bl. C. 153^a, in fine).

CHAPITRE IV

Les visites des provinces et les visiteurs

Visiteurs d'abord au choix de l'abbé de Cluny, puis du Chapitre général. — Election des visiteurs par le Chapitre général. — Qualités requises. — Nombre. — Pouvoirs. — Forme de la visite. — Rédaction du procès-verbal de la visite. — Difficultés éprouvées par les visiteurs. — Leur défense et protection par le Chapitre. — Visites contrôlées par le Chapitre et l'abbé de Cluny. — Visite de l'abbaye de Cluny. — Régularité et impartialité de l'opération.

LE DROIT DE VISITE,

Le système des visites périodiques des maisons subordonnées à un monastère ou faisant partie d'une union de monastères fut de bonne heure considéré par les réformateurs monastiques comme le moyen souverain aussi bien pour maintenir la discipline et le bon ordre que pour les rétablir (1).

Les visites paraissent s'être généralisées dans le monde monastique — et dans le milieu bénédictin en particulier — à la même époque que les Chapitres généraux, c'est-à-dire au cours de la première moitié du ^{xiii}^e siècle. Parmi les papes, Grégoire IX et Innocent IV en furent les principaux propagateurs. Suivant M. Coulton (2) : « Cluny en développa l'idée et Cîteaux fit de ce système clunisien la base de sa constitution ».

Les visites semblent, toujours d'après M. Coulton, avoir eu lieu assez régulièrement dans les débuts en Angleterre, moins régulièrement en France et en Italie et d'une façon très intermittente en Espagne et en Allemagne. Elles poursuivaient tantôt un objectif surtout temporel, tantôt un but plus spécialement spirituel et religieux. Ainsi l'on note dans le registre des visites d'Eudes Rigaud, rédigé dans les environs de 1245 (3), un soin tout particulier de

(1) Déjà en 853, Charles le Chauve promulguait un capitulaire qui d'ailleurs n'eut pas de suite à cause de l'invasion normande survenue la même année, par lequel ses *missi* étaient chargés de visiter les monastères dans leur tournée.

(2) *Five centuries, of religion*, II, 197.

(3) *Registrum Visitationum Odonis Rigaldi*, éd. T. Bonnin, Rouen 1852, cf. aussi une bonne analyse de ce document par L. DELISLE (*B. C. E.*, 2^e série, III, 479).

rechercher l'état spirituel des maisons visitées. Un autre document de la même époque (1281-1298), le Journal des visites de Simon, archevêque de Bourges (1) s'attache au contraire surtout à l'inventaire des droits des églises, à la manière dont les subordonnés s'acquittent de leurs obligations et à la réception faite aux visiteurs. On remarque le même souci dans le compte rendu des visites du diocèse de Worcester par l'archevêque Morton deux siècles plus tard (1485) (2). Cluny semble avoir tenu le milieu entre les deux systèmes.

Le droit de visite a toujours été considéré comme une des prérogatives essentielles de l'abbé et ce dernier n'a jamais songé à l'abandonner. L'abbé Bertrand a promulgué ses statuts à une époque où les visites prescrites par les Chapitres généraux fonctionnaient depuis de longues années, et ses statuts, il est bon de le noter, ont été approuvés par un Chapitre général. Or, dans cet acte Bertrand de Colombier déclare en propres termes que les abbés de Cluny ont hérité envers les maisons de l'ordre, même celles ne dépendant que médiatement de leur abbaye, du droit de visite qu'exerceraient les évêques si ces monastères n'étaient pas exempts. Ce droit, ajoute-t-il, reste imprescriptible, même s'il n'a pas été exercé jusqu'à ce jour. A cause de l'éloignement qui empêche les abbés d'aller partout, ils ont investi de leurs pouvoirs d'enquête et de correction des visiteurs généraux (3). C'est donc par délégation que les visiteurs élus par le Chapitre exercent leurs droits d'enquêteurs. Ce principe posé et universellement admis dans l'ordre, il demeure que les visiteurs sont choisis par le Chapitre, qu'ils lui font leur rapport et que les constitutions pontificales les ont investis de pouvoirs qui pour être temporaires n'en sont pas moins fort étendus.

LES VISITEURS.

Les visiteurs étaient élus à la fin de chaque Chapitre à raison de deux par province. Ils devaient aller deux par deux pour donner plus de poids à leur relation car le vieil adage dit : « *Testis unus testis nullus* ». Ainsi s'expriment les Chapitres de 1349 et de 1458 en rappelant cette obligation de la dualité des visiteurs. En 1341, le prieur d'Ambierle avait été désigné en même temps que celui de Pommiers pour visiter la province de Lyon. Le premier ayant été obligé de s'arrêter, le second continua sa tournée seul, mais les définiteurs du Chapitre n'admirent pas cette manière de procéder

(1) BALUZE-MANSI, *Miscellanea*, vol. IV, 205 et ss.

(2) COULTON, *loc. cit.*, II, 232 et ss.

(3) DOUAIS, 405. Henri I^{er} confirma à son tour ce point de vue dans ses statuts également entérinés par un Chapitre général.

et tancèrent vertement le prieur de Pommiers. Le fait ne se reproduisit pas moins l'année suivante pour la Provence et en 1366 pour la France. En 1361, le Chapitre général s'était vu contraint de rappeler la règle selon laquelle, si l'un des visiteurs vient à disparaître, la visite continue, mais celui qui demeure doit désigner lui-même d'accord avec le chambrier provincial un autre visiteur pour poursuivre la visite avec lui, au cas où le temps et la distance empêcheraient l'abbé de Cluny de pourvoir au remplacement du défilant (1).

Les visiteurs sont choisis parmi les abbés et les prieurs de l'ordre et l'un des visiteurs de chaque province est généralement pris parmi les autorités monastiques de cette province, qu'il soit supérieur de maison ou le chambrier provincial. Ce fut le cas en 1261, où l'Espagne et la Gascogne et la Lombardie furent visitées par leurs chambriers accompagnés d'un autre supérieur de maison, le prieur de Carennac pour l'Espagne, celui de Rondolio pour la Lombardie. Le même fait se reproduisit en 1264 pour l'Angleterre, l'Espagne, la Provence et la Lombardie; en 1266 encore pour l'Espagne, la Lombardie et la Provence; en 1276, pour l'Allemagne, en 1286 pour la Provence. Et à partir du *xiv^e* siècle, l'usage se répandit de plus en plus, pour les provinces lointaines surtout, Espagne, Lombardie et plus encore l'Angleterre, de choisir le chambrier comme l'un des deux visiteurs.

Sauf pour la visite de l'abbaye de Cluny, très vite il n'y eut plus d'abbé parmi les visiteurs des provinces et même dans bien des cas, les prieurs furent remplacés par de simples officiers et cela dès le *xiii^e* siècle. Nous voyons en 1260 le sacristain de Cluny visiter la Gascogne, en 1261 le grand-prieur de la même abbaye visiter la province de Reims et Sens, l'archidiaque de Cluny visiteur de l'Auvergne en 1264, de la province de Lyon en 1266, d'Allemagne en 1274. L'hôtelier de Saint-Martin-des-Champs visite en 1266 la province de Reims et Sens. De simples moines sont même désignés comme visiteurs pour la province de Lyon et l'Angleterre en 1260, l'Espagne et d'Angleterre l'année suivante par les Chapitres généraux.

Nicolas IV dans sa Bulle de 1289 réclame des visiteurs un certain nombre de qualités. Ils doivent être discrets, craignant Dieu, fidèles à leur serment de visiter les maisons dans un esprit de justice et d'impartialité. En outre, l'abbé Yves *I^{er}* leur recommandait dès 1276 un parfait désintéressement et leur interdisait de recevoir des présents. A plusieurs reprises les Chapitres, celui de 1458 en particulier, leur rappellent qu'il leur faut être charitables et bienveillants.

(1) Jean III de Bourbon dut renouveler cette prescription (B. C. 709).

Tous les abus ne doivent pas être dénoncés de la même manière. Quand, de la publicité d'une faute, il peut résulter un scandale plus grand que le manquement lui-même, il leur est conseillé de ne pas faire un bruit immodéré autour de leur plainte. Comme on le voit, le sens de l'opportunité et l'esprit de mesure clunisiens ne perdent jamais leurs droits même en matière de répression.

Les visiteurs, une fois qu'ils sont désignés par le Chapitre général, ne peuvent entrer en fonctions avant d'avoir prêté sur les Évangiles le serment d'accomplir fidèlement leur charge, entre les mains de l'abbé de Cluny ou en cas d'empêchement grave entre celles du chambrier de la province qu'ils ont à visiter. (1) Le Chapitre de 1316 accorde cependant aux visiteurs l'autorisation de se prêter mutuellement ce serment de fidélité à leur office dans des circonstances exceptionnelles. Mais en règle générale, faute de prestation de serment à l'abbé, les visiteurs sont réputés inaptes à assurer leurs fonctions. Le procès-verbal du Chapitre de 1274 signale ainsi que la chambrière de Provence n'a pas été visitée cette année, les visiteurs ayant négligé de demander à l'abbé de Cluny les lettres attestant qu'ils avaient accompli entre ses mains la formalité du serment (2). Jean III de Bourbon rappelle à son tour que les visiteurs ne peuvent exercer leur office qu'après s'être acquittés de cette obligation (3). Et le Chapitre de 1458 de déclarer que, non assermentés, ils ne méritent aucune foi.

Les visiteurs ne restent en fonctions qu'une année, mais leurs pouvoirs peuvent être renouvelés comme il arriva en 1304 pour ceux de Lombardie, dont la mission fut prolongée d'un an par les définiteurs pour leur permettre de parachever les salutaires réformes qu'ils avaient réussi à réaliser en Lombardie.

LA VISITE.

Les visites, annuelles, avaient généralement lieu au plus tard le 1^{er} novembre suivant une décision du Chapitre de 1393, sauf pour la province d'Allemagne où la tournée ne commençait qu'à la Purification (2 février), car, autant que faire se pouvait, le Chapitre général examinait et statuait sur les faits qui lui avaient été signalés par les visiteurs la même année que ceux-ci les avaient notés. Cependant, ce sont avant tout les circonstances et les nécessités du moment qui déterminent l'époque des visites.

Jusqu'au x^{ve} siècle, la visite de chaque monastère durait le temps jugé nécessaire, mais à partir de cette époque la coutume,

(1) B. C. 152.

(2) Kern, 20.

(3) B. C., 1609.

fixée au Chapitre de 1432, s'établit qu'elle ne dépasse pas deux jours même pour les abbayes et prieurés conventuels. Les visiteurs ne pouvaient en principe enquêter que dans le ressort territorial de la province pour laquelle ils avaient été désignés (1). Cependant, il pouvait se faire qu'ils fussent autorisés à instrumenter hors de leur ressort (2).

Toutes les maisons de l'ordre sont en principe astreintes à l'inspection des visiteurs élus par les Chapitres généraux. Les monastères ne dépendant que médiatement de l'abbé de Cluny ayant émis la prétention de n'être visités que par les supérieurs des maisons auxquelles ils étaient directement soumis, le Chapitre de 1397 refusa de leur reconnaître ce droit. Ils ne pouvaient être dispensés de la visite des délégués de l'ordre (et encore tous les Chapitres n'admirent-ils pas cette restriction) que les années où ils avaient été soumis à celle de leurs chefs directs et, dans ce cas, suivant une décision des définiteurs de 1328, ceux-là devaient rendre compte au Chapitre du résultat de leur inspection (3).

Si les monastères visités par leurs supérieurs immédiats étaient dispensés de l'inspection des visiteurs de l'ordre, à plus forte raison en était-il de même—et pour ce cas le principe a toujours été admis pour n'importe quelle maison de l'ordre—lorsqu'elle avait été visitée par l'abbé de Cluny en personne. Ce dernier visitait soit quelques maisons d'une province, ainsi qu'il le fit en 1282 pour les prieurés de Souvigny, Ris, Arronnes et Châtel-Montagne (4), soit une province entière comme il le fit en 1264 pour l'Auvergne (5), en 1301 pour la Provence et en 1306 pour le Poitou.

Il peut aussi arriver que l'abbé de Cluny soit sollicité par le Chapitre général de visiter des maisons de l'ordre qui n'ont pu l'être par des enquêteurs réguliers, c'est ce qui eut lieu en 1293 pour les prieurés de Gigny, Saint-Marcel de Chalon et Chandieu, la guerre et les inondations en ayant interdit l'accès aux visiteurs de cette année-là. En 1369, l'état des monastères de la province d'Allemagne de Montricher, Oron-la-Ville, Port-sur-Saône et Morteau a été jugé à tel point défectueux que les définiteurs prient l'abbé chef d'ordre de les aller visiter en personne afin de pouvoir porter un prompt remède à leur déplorable situation (6).

(1) Statuts de Bertrand (DOUAI, 393). — Statuts d'Henri I^{er} (B. C., 1558).

(2) Stat. Jean III de Bourbon (*Ibid.*, 1610).

(3) C. G. 102, f^o 191, v^o.

(4) B. N., nouv. acq. lat., 2270, n^o 27.

(5) BRUEL, Auvergne (1891), 72.

(6) KERN, 166.

OBJET DE LA VISITE.

Dans ses statuts du début du ^{xiv}^e siècle, l'abbé Henri I^{er} a fixé les attributions des visiteurs des provinces. Ils doivent, d'après lui, signaler au Chapitre les manquements de tout genre des maisons visitées, s'enquérir de la bonne ou mauvaise réputation des supérieurs et des moines et corriger séance tenante tout ce qu'ils rencontreront de défectueux lorsque cela leur sera possible. Lorsqu'ils ne le pourront pas, ils en référeront aux définiteurs du prochain Chapitre qui statueront. Ils ont le droit d'infliger des punitions sur place et même d'envoyer les délinquants purger à Cluny les peines édictées par eux ou de les citer à fin de jugement devant le Chapitre général. Lorsque, dans les cas les plus graves, ils déplacent un prieur ou un moine, il leur est recommandé de s'entourer de toutes les garanties nécessaires et de ne pas agir à la légère (1).

Dans le cours du ^{xiv}^e siècle, pour éviter l'arbitraire ou la négligence de certains visiteurs, les Chapitres s'efforcèrent d'arrêter la liste des questions sur lesquelles porteraient les visites. Celles-ci durent même bientôt s'effectuer à l'aide d'un questionnaire type auquel les divers Chapitres forcèrent les visiteurs à se conformer dans le cours de leurs tournées ainsi que pour la rédaction de leur procès verbal.

Le Chapitre de 1291 avait déjà émis le vœu que fût observé dans tout l'ordre un même programme de visites qui devait être rédigé par les soins de l'abbé de Cluny et au besoin authentiqué par le seing des définiteurs. Ce souhait avait été satisfait par l'abbé Henri I^{er} auquel est dû un modèle de questionnaire à l'usage des visiteurs (2).

Il est permis de croire que les définiteurs éprouvèrent une certaine peine à obtenir cette uniformité de méthode puisque nous voyon l'abbé Jean III de Bourbon encore obligé de rappeler qu'une seule forme de visite doit être observée dans tout l'ordre » (3). Néanmoins, il nous reste un assez grand nombre d'exemples pour donner la conviction que de plus en plus les visiteurs s'acquittaient de leur mission en se laissant inspirer par le questionnaire-type qui leur était remis.

Ce questionnaire, qui leur servait de guide, nous offre à nous un excellent tableau de détail des objets sur lesquels ils avaient charge de se renseigner lors de la visite de chaque maison. Pour ne citer qu'un exemple, nous trouvons ainsi reproduit presque

(1) Stat. Bertrand (DOUAIS, 394).— Stat. Henri I^{er} (B. C., 1558).

(2) *Ibid.*, 1555-1556.

(3) Stat. Jean III (*Ibid.*, 1609).

mot pour mot avec la réponse à la question posée le type donné en modèle par Henri I^{er} dans le procès-verbal d'une visite de 1418 du monastère allemand de Hasungen (1).

Les visiteurs arrivant dans un monastère à inspecter devaient d'abord se renseigner sur l'effectif de la maison, la proportion des moines en résidence fixe, celle des religieux prêtres. Ils devaient s'informer de leur obéissance, de la manière dont ils récitaient l'office, du nombre de messes célébrées chaque jour, de la récitation régulière des psaumes, de l'état d'entretien de l'église et des objets du culte, du nombre de livres possédés par le monastère. Après quoi, ils s'enquéraient de l'observation ou des manquements à l'obligation de manger au réfectoire et de coucher au dortoir en commun. Des renseignements étaient demandés aussi sur la chasteté des moines, leurs fréquentations et leurs rapports avec l'extérieur. On n'omettait pas non plus de s'enquérir de la situation matérielle et financière de la maison et de la manière dont les divers officiers s'acquittaient de leur charge. Les visiteurs avaient enfin à se rendre compte de la plus ou moins fidèle exécution des prescriptions édictées au cours de la précédente visite dont ils étaient tenus d'avoir le procès-verbal avec eux, ainsi que des définitions du Chapitre(2).

Une fois que les visiteurs avaient réuni sur un monastère une documentation suffisante, ils rédigeaient un rapport sur son compte qui comprenait avec l'énonciation des mesures prises par eux, celles qu'ils attendaient de l'initiative du prochain Chapitre général.

A ces attributions générales venaient parfois s'en ajouter de particulières. Nous voyons, par exemple, les visiteurs de la province d'Angleterre recevoir en 1458 mission de traiter avec le roi d'Angleterre pour les affaires pendantes entre lui et l'abbé de Cluny, de percevoir le droit de dépouilles non levé depuis trente ans, ainsi que le montant de l'arriéré des pensions dues à Cluny. (3)

RÉCEPTION DES VISITEURS.

Tout un cérémonial préside à la réception des visiteurs : le supérieur du couvent à visiter vient à leur rencontre hors du monastère en chape et aube accompagné de tous ses moines et précédé de la croix, de l'eau bénite et de candélabres. Ayant fléchi les genoux, il reçoit des visiteurs les lettres de l'abbé de Cluny les accréditant. Après avoir posé ces lettres sur sa tête pour symboliser sa sujétion, le prieur ou l'abbé fait reformer le cortège qui entourant les visiteurs, les conduit dans la maison au chant du *Te Deum*. On se

(1) DUCKETT, All., 126 et ss.

(2) C. G. 101, f^o 146, r^o. — Stat. Jean III (B. C., 1609).

(3) DUCKETT, Angl., II, 83-85.

rend d'abord à l'église pour réciter une prière devant le maître-autel, puis au chapitre où on lit l'habituelle leçon et la mémoire des défunts. Ensuite, un des visiteurs prononce une allocution inspirée de l'Évangile ou de l'Épître du jour. Il la fait suivre de quelques mots sur le but de la visite, de la lecture des lettres du pape et de l'abbé de Cluny l'accréditant; dans certains pays, en Allemagne et en Angleterre, on y joint des lettres de recommandation de l'empereur ou du roi. Et enfin vient le questionnaire précisant l'objet de l'enquête. Après quoi les visiteurs reçoivent le serment d'obédience de tout le monastère et la visite commence (1). L'inspection terminée, il est délivré à la communauté assemblée un procès-verbal de la visite avec un résumé des décisions prises par les visiteurs et un appel général à la conservation fidèle par les moines de la règle de saint Benoît.

Telle était, schématiquement, la méthode dont s'inspiraient les visiteurs au cours de leur tournée. Si maintenant l'on veut examiner dans le détail les opérations de leur enquête, peut-être sera-t-il intéressant d'étudier leurs sources principales d'information et d'en apprécier la valeur.

MÉCANISME DE LA VISITE.

Dans la majorité des cas, les visiteurs opèrent par information directe, relatant ce qu'ils ont pu constater par eux-mêmes *de visu* : état des bâtiments, dettes, effectifs des moines, présents et absents, ou ce qu'ils ont appris des moines qu'ils ont interrogés. Parfois, ils complètent enfin leur documentation par des renseignements recueillis sur place chez les habitants (2). Ils se font apporter les pièces de procédure qui ont servi à une instruction dont on ne leur donne que le résultat (3) et ils procèdent à l'interrogatoire des témoins tant laïques que religieux (4).

Quand ils n'ont pu se rendre compte par eux-mêmes, ils l'avouent. Ainsi les visiteurs d'Auvergne déclarent qu'ils ne peuvent soutenir ni réfuter l'accusation portée par les moniales de Laveine contre leur prieur à qui elles reprochent d'avoir laissé perdre une propriété du monastère, « car, disent-ils, cette propriété étant distante de quatre lieues du prieuré, ils n'ont pu s'y rendre » (5).

(1) DUCKETT, All., entre autres p. 126, 154, 165, 167, 177, etc.

(2) 1331. BRUEL, Auv. (1891), 88, n° 5, 108, n° 3, 109, n° 7. — DUCKETT, All., 76, 78.

(3) Moine accusé d'homicide (*Ibid.*, 99).

(4) *Ibid.*, 101. — Autre cas : BRUEL, Auv. *loc. cit.*, 90 et ss., 103, n° 8.

(5) Des annotations marginales, comme celles portées par les visiteurs sur un rapport des moines de Montierneuf sur une affaire de vol (1330) : « *Quia minus*

Il arrive que pour assouvir sa rancune un moine leur dénonce son prieur comme cela se produisit en 1300 à Gigny. Par des recoupements, confrontations en public suivies d'interrogatoires individuels et secrets, les visiteurs réussirent à déjouer le calcul et à confondre le délateur (1). Une autre fois, en 1294, un moine de Lavoute accusa son prieur de s'être approprié des prieurés ruraux autrefois habités par des moines. Les confrères du moine, interrogés, démontrèrent que ces prieurés n'avaient jamais été occupés et la décision de l'affaire fut laissée sans commentaires au jugement des définiteurs (2).

Si l'on note très souvent dans les procès-verbaux de visites, la formule « *ut dicit prior* », il ne faut pas croire que les visiteurs se soient toujours tenus à la seule information du prieur bien qu'ils s'en soient peut-être trop souvent contentés. Le satisfecit que se donne le prieur peut se trouver infirmé soit par suite de la déclaration contraire d'un de ses moines soit, par toute autre preuve contradictoire découverte au cours de l'enquête par les visiteurs (3). Parfois les prieurs absents au moment de la visite, cela leur arrive souvent pour des raisons variées, prennent des précautions non dépourvues d'humour, tel ce prieur de Dannemarie qui avant son départ donne à ses moines ces recommandations : « Si les visiteurs surviennent, vous leur direz que la maison est endettée pour 40 l. t. et plus ». L'histoire ne dit pas si les visiteurs et définiteurs se contentèrent de cette affirmation lapidaire... (4).

A cause des guerres et de l'insécurité des chemins qui en résulte, ou bien de l'absence de tout moine, il arrive assez fréquemment que les visiteurs ne poussent pas jusqu'au prieuré lui-même, mais interrogent un supérieur d'une maison voisine (5). Naturellement dans ce cas, l'information est moins sûre. Il en est de même lorsque les principaux griefs invoqués contre un prieur ou un moine proviennent de la rumeur publique (6), de la passion populaire soulevée contre le chef de la maison du lieu (7), ou bien que les moines eux-mêmes, poussés par de bonnes ou de mauvaises raisons, ont l'air d'avoir comploté pour se débarrasser d'un prieur (8). Généralement les visi-

plene inquisitum est iterum diligentius inquiratur super facto monachi predicti », semblent témoigner de la minutie des enquêtes de l'ordre (Arch. histor. du Poitou, IV, 411).

(1) ROBERT, *Mon. franc-comtois*, 31.

(2) BRUEL, *Auv.* (1891), 83, n° 11. — Autre cas : DUCKETT, *All.*, 92.

(3) LUCE, *Poitou*, 240, 243, 245.

(4) DUCKETT, *All.*, 82.

(5) BRUEL, *Auv.* (1877), 120, n° 16. — ROBERT, *Mon. franc-comtois*, 12, n° II 15, n° v. — LUCE, 408, 419. — DUCKETT, *All.*, 68-69, 73, etc.

(6) DUCKETT, *All.*, 71-72.

(7) BRUEL, *Auv.* (1891), 102, 107, n° 3. — DUCKETT, *All.*, 84.

(8) BRUEL, *Auv.* (1877), 119, n° 14 ; 125, n° 13.

teurs, placés devant des causes aussi troubles, mènent leur enquête, mais ne prennent pas immédiatement de décision, le soin en est laissé au Chapitre général, qui prescrit fréquemment un supplément d'instruction.

Que les visiteurs se soient heurtés à des difficultés, qu'ils aient parfois trop facilement accepté les allégations des prieurs ou des maisons intéressées, le fait n'est pas douteux, il est inévitable ; mais, dans leur ensemble, on peut constater que les visites ont été menées avec un souci très évident d'impartialité et de précision par les membres de l'ordre de Cluny qui en ont été chargés.

Il semble que le reproche de ne mériter qu'une créance relative qui leur a été récemment adressé par un spécialiste d'histoire monastique, M. Coulton (1), soit tout au moins très exagéré. Un ensemble comme celui des procès-verbaux subsistants des visites ne peut se juger sur quelques faits isolés (2) que l'on généralise ensuite. M. Coulton cite entre autres (3) une lettre circulaire (publiée par Duckett) adressée par l'abbé de Cluny en 1417, aux monastères de la province d'Allemagne pour accréditer les visiteurs, où les formules en partie de style pourtant sont encore rendues plus emphatiques par le traducteur. Ensuite, c'est sur un fait choisi entre quelques centaines que toute la thèse est bâtie : Parce que les visiteurs de la province d'Angleterre écrivent devant des comptes brouillés à plaisir par un prieur prévaricateur : « Il est absolument impossible d'obtenir la vérité de moines anglais », il semble difficile de voir là, sans d'autres preuves, une constatation d'une portée générale. De même M. Coulton reproche aux visiteurs clunisiens d'être insuffisamment informés du fait que trop souvent ils sont étrangers au pays qu'ils visitent. Or, nous avons vu que dans l'ordre clunisien, on eut au contraire bien soin, surtout dans les provinces éloignées du centre, de désigner comme l'un des visiteurs le chambrier même de la province et que, le plus souvent, les deux délégués de l'ordre inspectent justement les maisons de leur chambrerie d'origine. Ce trait aurait même pu, soit dit en passant, devenir un inconvénient plutôt qu'un avantage en rendant plus difficile l'impartialité des enquêteurs. C'est surtout en Angleterre d'ailleurs, malgré le titre plus général de son travail, que M. Coulton puise ses exemples. Or, la situation monastique de l'Angleterre fut à certains moments assez trouble en effet. Mais on peut remarquer d'abord que les monastères clunisiens ont souvent été moins atteints dans ce pays que les maisons des autres observances et il paraît en outre hasardeux de

(1) COULTON, *op. cit.*, II, 237, 257, 266, 267, etc.

(2) COULTON, *op. cit.*, II, 257.

(3) DUCKETT, *All.*, 120.

(4) DUCKETT, *Angl.*, 138.

conclure de quelques exemples pris dans une partie de l'ordre à la situation générale de l'institut tout entier. Personne ne méconnaîtra la très riche documentation de l'historien anglais. Parfois l'on sera même épouvanté par la masse des fiches de toutes sortes qu'il aligne sous les yeux du lecteur pour le convertir en le troublant et l'éblouissant. Mais aussi, on se prend souvent à regretter en le lisant que tant d'érudition et une si riche documentation ne soient pas éclairées par le minimum de sympathie et de compréhension bien nécessaire à l'historien pour restituer au passé sa véritable physionomie.

LE PROCÈS-VERBAL DE VISITE.

Le procès verbal de la visite et le rapport fait à ce propos devaient être présentés par les visiteurs à l'examen du Chapitre général (1). Nicolas IV interdit aux visiteurs de communiquer en dehors du Chapitre leurs rapports à qui que ce fût sauf à l'abbé de Cluny, « *propter pericula evitanda* » comme le répètera dans ses statuts en 1458 l'abbé Jean III de Bourbon (2).

De ce procès-verbal de visites, il y avait en réalité trois rédactions : la première, rapport détaillé et circonstancié, présentait la relation intégrale et complète de la visite (3). De ce premier texte, les visiteurs tiraient un résumé à l'usage du Chapitre général, afin que celui-ci pût acquérir rapidement une vue d'ensemble sur l'état de chaque maison (4) ; il est parfois incorporé au procès-verbal du Chapitre général avant les *diffinitiones provinciarum*. Enfin, les rédacteurs du procès-verbal du Chapitre général faisaient un sommaire de ce résumé avec l'indication des décisions prises par le Chapitre. Des extraits de ce sommaire étaient destinés à servir de directives aux prochains visiteurs et ils étaient consignés au procès verbal général du Chapitre dont ils faisaient partie intégrante.

La forme des rapports de visites a peu varié du XIII^e au XIV^e siècle. L'acte débute, pour chaque province, par une formule immuable qui commence au XIII^e siècle par ces mots : « *Hec est visitatio N* (nom de la province) *facta per N* (prénom) *priorem (vel abbatem) de N et N priorem de N anno Domini...*

In primo venimus apud N ».

(1) Stat. Henri I^{er} (B. C., 1555).

(2) *Ibid.*, 1608.

(3) La Bibliothèque Nationale possède le texte original d'un certain nombre d'entre elles. Il est rédigé sur d'étroites feuilles de parchemin cousues bout à bout (nouv. acq. lat., 2270 et 2271). Une partie de ces visites est restée inédite (Gascogne et Lombardie) ; l'autre (Lyon, Auvergne, Espagne, Allemagne, Provence, Angleterre, Poitou) a été publiée intégralement ou partiellement.

(4) Bruel a publié un procès-verbal de ce second type (1282), dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* de 1891, pp. 74 à 76, n^o iv.

A partir du xiv^e siècle, on rencontre parfois une autre forme :
 « *Visitatio N* (nom de la province) *facta per N priorem de N et N priorem de N anno Domini... et nos predicti visitatores dictam visitationem incipimus in die... ejusdem anni ; et primo fuimus illo die apud...* »

Au xv^e siècle enfin, l'appareil de l'acte se complique encore :
 « *Sequitur ordo visitationis et reformationis facte per nos fratres N* (nom en entier) *priorem N* (nom de la maison) *et N. priorem N, visitatores generales ac reformatores deputatos a reverendissimo in Christo patre domino N.* (prénom) *Deo gratia abbate Cluniacensi, monasteriorum locorum et personarum ordinis cluniacensis in provincia N prout in litteris dicti reverendissimi patris, et commissione ab eodem nobis super hoc concessa plenius continetur, quarum quidem litterarum tenor sequitur, et est talis :*

[Suit le texte intégral de la lettre de l'Abbé de Cluny].

Litterarum vero apostolicarum videlicet Domini N, pape, circa predictam visitationem ac reformationem nostri ordinis cluniacensis humiliter suscipiendam tenor iste est : ... »

[Suit le texte de la lettre du pape]

Cette lettre est suivie parfois du texte du sauf-conduit accordé au visiteurs par un souverain, comme il arriva en 1418 pour les visiteurs d'Allemagne :

« *Litterarum insuper salvi conductus imperialis super favore prestando et securitate viarum, ad eandem visitationem et reformationem tenor iste est : ... »*

Vient ensuite le début de la visite précédé du compte rendu de la réception faite aux visiteurs dans chaque monastère. Le rapport de chaque maison est authentifié par un notaire apostolique rédacteur de l'acte (1).

La présentation du texte lui-même de la visite a peu varié. Il commence pour chaque maison par l'indication du jour de l'arrivée des visiteurs suivie de la formule :

« *Status de N* (nom de la maison) *talisis est :* » ou bien « *Invenimus ibidem : ... »* ou encore « *Ibi est : ... »* suivi du rapport sur l'état du monastère visité. Ce procès-verbal de l'enquête va en se compliquant et se chargeant de plus en plus de détails à mesure que l'on approche de la seconde moitié du xv^e siècle.

ACCUEIL RÉSERVÉ AUX VISITEURS.

Les visiteurs n'étaient pas toujours bien reçus. Leur présence était pour les maisons visitées une source de dépenses. Or il arrivait

(1) Cf. le procès-verbal de la visite d'Allemagne de 1418 (DUCKETT, All., 119-185).

qu'elles fussent peu en état de les soutenir, étant déjà ruinées soit par la guerre ou les calamités publiques, soit par un événement exceptionnel comme le voyage entrepris par le pape Clément V dans la province de Lyon pendant la première quinzaine du mois de mars 1305 : le séjour du Souverain Pontife avait complètement épuisé les réserves de prieurés tels que Vergy, Duêmes, Saint-Marcel de Chalon, Trouhans et Romans. Mais outre ces impossibilités indépendantes de la volonté des monastères, il arrivait aussi fréquemment que les moines refusassent délibérément l'accès de leur maison aux visiteurs et prétendissent se soustraire à leur inspection.

En 1279, les moines de Monkbretton refusent ainsi l'entrée de leur prieuré aux visiteurs. Ceux-ci s'étant fait accompagner par le sénéchal et le bailli du vicomte ainsi que par le seigneur de Bretton, après trois sommations d'ouvrir, la porte étant restée close, lancèrent l'interdit contre le monastère. Le seigneur de Bretton réussit à entrer cependant peu de temps après et fut suivi des visiteurs, mais les moines refusèrent de répondre aux questions des enquêteurs qui les excommunièrent à nouveau (1). Lors de la visite du prieuré de Loulay, dépendant de l'abbaye de Montierneuf, les hommes du prieuré prirent fait et cause pour les moines qui se refusaient à laisser entrer les visiteurs. Des sergents mirent les scellés sur le cellier et la suite des visiteurs fut maltraitée (1297). Un autre conflit se produisit en 1321 entre les visiteurs et la communauté et les gens du prieuré de Sauxillanges (2).

Les refus de recevoir les visiteurs deviennent si fréquents au début du xiv^e siècle que le Chapitre général doit rappeler aux membres de l'ordre l'obligation de faire accueil aux délégués du Chapitre en tournée d'inspection sous peine d'excommunication (3). En 1439, les visiteurs se voient contraints d'en appeler au pape contre le recteur du collège de Saint-Martial d'Avignon, qui leur a refusé l'accès de sa maison dont l'état est déplorable. En 1339, les procureurs des prieurés provençaux de Saint-Marcel de Sauzet et des Aumades tenus en commende par le pape et des cardinaux n'ayant pas voulu se laisser visiter, l'abbé de Cluny avait été prié par les définites de se plaindre aux titulaires de ces monastères (4). Et l'on peut allonger à volonté la liste des récalcitrants.

Au reste le peu d'empressement manifesté par les moines pour recevoir les visiteurs ne tint pas toujours à la seule crainte de voir découvrir les irrégularités de leurs maisons. Nous avons constaté

(1) DUCKETT, *Angl.*, II, 140-141.

(2) C. G. 102, f^o 129, r^o.

(3) *Ibid.*, f^o 289, v^o.

(4) C. G. 103, f^o 37, r^o et v^o.

que la visite entraînait des frais parfois très lourds pour des monastères peu fortunés. Et en général, ce fut un perpétuel sujet de conflit entre les visiteurs et les moines que les subventions en nature et en argent auxquelles avaient droit les visiteurs. Pendant le ^{xiii}^e siècle, il régna un certain flottement sur les droits des visiteurs et les devoirs des monastères. Il était généralement admis que le couvent devait aux visiteurs le vivre et le couvert pour leur suite et leurs montures.

Mais nous relevons dans les définitions du Chapitre de 1302 « qu'en raison des nombreuses plaintes élevées contre les dépenses extraordinaires auxquelles donnait lieu, en sus de la nourriture, le séjour des visiteurs dans les monastères », désormais, ils n'auraient plus droit en dehors de la nourriture qu'à une allocation de douze sous pour eux et leur suite dans les maisons de douze moines et au-dessus et de cinq sous dans les autres. Il était bien entendu que ces tarifs établissaient un maximum qui ne leur était dû que si leurs dépenses s'élevaient à ces chiffres (1). En 1326, le Chapitre décide que le prieur de Marcigny qui n'avait pas défrayé les visiteurs de leurs dépenses lors de leur passage chez lui devra leur payer dix sous pour le ferrage de leurs chevaux et trois sous pour leur logement (2).

Deux ans après, les définiteurs décrètent que les visiteurs seront annoncés deux jours avant leur arrivée dans certains prieurés écartés afin qu'on puisse les y recevoir convenablement. Ils profitent de cette occasion pour rappeler à tous les membres de l'ordre que l'hospitalité est due aux visiteurs (3). En 1371, on fixe le tarif d'indemnité de ferrage des chevaux à un florin pour les prieurés conventuels, à un demi-florin pour les non-conventuels (4). Le Chapitre de 1398 parle d'une taxe de deux francs et d'un franc selon le rang des maisons (5). Elle sera portée en 1403 à un franc et demi et à un petit florin valant neuf gros vieux (6). Un procès-verbal de 1400 nous apprend qu'on devait aux visiteurs à tout repas pris au réfectoire un plat de poisson et un plat de légumes.

Tous ces règlements publiés et répétés n'empêchaient pas de nombreux manquements. En 1305, un châtement sévère est demandé à l'abbé de Cluny à titre d'exemple pour le prieur de Verziano en Lombardie qui a refusé d'assurer l'hospitalité aux visiteurs. Le prieur de Monkhorton est accusé en 1314 de n'avoir pas subvenu

(1) B. N., nouv. acq. lat., 2263, f° 39, r°.

(2) C. G. 102, f° 189, r°.

(3) *Ibid.*, f° 212, v°.

(4) KERN, 170.

(5) C. G. 105, f° 111, r°.

(6) KERN, 203.

de façon convenable aux dépenses des visiteurs (1). Celui de Northampton n'ayant pas voulu pourvoir les visiteurs, comme c'est l'usage, des provisions de voyage nécessaires pour aller de son prieuré au monastère le plus proche a été excommunié par eux. Le Chapitre général de 1321 maintient cette excommunication jusqu'à ce que ses délégués aient reçu entière satisfaction (2). En 1354, les visiteurs se voient refuser par le prieur de Coincy les dix sous d'indemnité de ferrage (3). Ils reçoivent du prieuré de Nantua un petit florin pour cette indemnité, mais essuient un refus lorsqu'ils réclament un florin pour leurs autres dépenses (4). En 1410, les définiteurs donnent huit jours de délai à partir du jour de la réception de la notification aux prieurs de Dompierre, Auteuil, Verneuil et Sainte-Agathe pour payer aux visiteurs de France la taxe pour le ferrage de leurs montures. S'ils ne s'exécutent pas, ils seront excommuniés (5).

Mais il ne faudrait pas croire que le Chapitre donnât toujours gain de cause par principe aux visiteurs. Ceux d'Espagne avaient ainsi réclamé vingt-quatre florins au prieur de Carrion pour leurs frais de séjour. Celui-ci leur offrit quatre francs qu'ils refusèrent non sans avoir lancé l'excommunication contre lui. Le Chapitre général de 1396 le releva de cette peine, trouvant les prétentions des visiteurs vraiment trop exagérées (6).

Les visiteurs pouvaient être portés à amplifier leurs droits, car pour faciliter leur délicate mission, le Saint-Siège aussi bien que l'ordre ne manquaient jamais de leur prêter main forte. Le 26 octobre 1234, par exemple, le pape Urbain IV enjoint aux évêques de Lombardie de faire observer dans les maisons clunisiennes de leurs diocèses les sentences des visiteurs. Il leur ordonne en outre d'assister ces derniers toute les fois que cela leur sera nécessaire (7). Contre les prieurs qui ont désobéi aux visiteurs, l'abbé de Cluny sévit avec rigueur (8) et au besoin le Chapitre fait appel au pape pour renforcer le châtiment ou éviter qu'il ne soit levé par les influences au service des récalcitrants (9).

Cependant pour soutenir les visiteurs, les définiteurs n'abandonnent pourtant pas le contrôle qu'ils ont le droit d'exercer sur eux et leur activité. C'est ainsi que n'ayant pas été satisfait du rapport des visiteurs de Provence sur la situation du prieuré de

(1) C. G. 115, p. 581.

(2) C. G. 102, f^o 123, v^o 124, r^o.

(3) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n^o 67.

(4) C. G. 104, f^o 244, r^o.

(5) C. G. 106, f^o 18, r^o.

(6) C. G. 105, f^o 89, r^o et v^o.

(7) *Reg. Urbain IV*, n^o 2151.

(8) Arsenal, 687, f^o 280, r^o. — C. G. 104, f^o 307, v^o, 308, r^o. — ROMAN, 47.

(9) C. G. 104, f^o 309.

Faillefeu, le Chapitre de 1340 prescrit une contre-enquête confiée aux deux prieurs de Cluny assistés de *socii in ordine* (1). En 1400, l'aumônier et l'infirmier de Cluny sont également chargés par les définiteurs de l'audition des comptes des visiteurs de la province de France qui ne leur ont pas paru clairs. Les conclusions devront être remises au prier claustral de Cluny qui statuera et rendra compte (2).

Nous ne noterons qu'en passant le satisfecit que s'accordent, c'était assez tentant il faut le reconnaître, les visiteurs de la province d'Allemagne : les prieurs de Romainmôtier et Haute-pierre lors de la visite qu'ils firent de leurs propres maisons en 1289 (3); si faute il y a, elle retombe plutôt sur ceux qui les en ont chargés. En 1393 les définiteurs doivent menacer d'excommunication les visiteurs peu pressés de commencer leur visite (4). Le fait s'était déjà produit en 1371 et en 1374, et il se renouvela en 1450 et en 1454. Le Chapitre de 1450 a même cru bon de les menacer d'une amende de dix livres tournois pour les encourager à accomplir leur office avec zèle et conscience.

Il est vrai que certains visiteurs ont parfois des déformations de conscience fâcheuses. Témoin ce Guillaume de Roussillon, visiteur de la province d'Allemagne et parent du prier de Romainmôtier, accusé par un des moines de partialité en faveur du prier (5). L'affaire du prieuré de Bromholm (1316) mérite également d'être citée. Le prier de Bromholm s'était rendu coupable de graves malversations. Pour se renseigner sur leur étendue, l'abbé de Cluny chargea deux visiteurs de passer en Angleterre : Arnaud de Péru et Jean de Parisan, mais ils revinrent sans avoir rien trouvé. Le premier avait reçu quarante sous sterling, du prier inculpé, le second dix sterling, et un cheval avec son harnachement complet « qui aurait pu convenir à un cardinal ». Une seconde équipe de visiteurs fut renvoyée sur les lieux, mais l'on ne sait pas si leur enquête eut plus de résultat (6).

Henri, prier de Saint-Mayol de Pavie, se plaint à l'abbé de Cluny des exactions commises par un des visiteurs de Lombardie, W. de Lanora. La longue liste de ses dupes prouve que son trafic avait été mené avec une certaine adresse : 14 livres impériales avaient été extorquées à Olivier, prier de Rodengo, déposé après qu'il eût payé cette somme pour céder la place à un moine qui

(1) C. G. 103, f° 62, r° et v°.

(2) C. G. 105, f° 135, r°.

(3) DUCKETT, All., 64 et 74.

(4) KERN, 192.

(5) *Ibid.*, 6. Lettre d'Etienne, sous prier de Romainmôtier, mai-avril 1243.

(6) Dom ANGER, *R. Mabillon*, 1912, 134-135.

avait versé 15 livres. Celui de Verziano donna 14 livres et celui de Provaglio 10 livres impériales et un cheval. Un prieur de Tegis est destitué pour 13 livres impériales, alors que le prieur de Quinzano est institué pour 15. Le visiteur incriminé avait en outre touché 13 livres impériales du prieur de Piona et 25 de celui de Fontanella contre la promesse de travailler auprès de l'abbé de Cluny pour lui faire obtenir le prieuré de Pontida (1).

Au siècle précédent, l'abbé de Cluny recevait du prieur anglais de Bromholm une protestation contre les agissements des visiteurs d'Angleterre : Guy, prieur de Saint-Georges de Didonne et Raymond, prieur de Layrac. Le prieur les accusait d'avoir réclamé de ses moines plus que ce qui leur était dû à l'occasion de la visite et entre autres un certain nombre de chevaux (2).

Mais que sont ces quelques sujets médiocres et même tarés au milieu de la foule de prieurs, de dignitaires claustraux et même de simples moines remplissant avec dignité, modestie et conscience, une charge qui présentait mille difficultés et même quelque danger ? Le fait que les documents de l'ordre parlent ouvertement de ces manquements ne prouve pas le mauvais fonctionnement de l'institution. Bien au contraire, il semble démontrer plutôt le contrôle sévère exercé par l'ordre sur ses visiteurs.

VISITE DE L'ABBAYE DE CLUNY.

L'ordre de Cîteaux avait inauguré le système de la visite de l'abbaye-mère elle-même. Hugues V, dix-septième abbé de Cluny, lui emprunta cet usage et dans ses statuts il décida que désormais chaque année le Chapitre élirait deux abbés et deux prieurs auxquels serait confiée la mission de procéder à la visite de l'abbaye de Cluny.

Abbé et abbaye doivent, d'après lui, être inspectés pour l'octave des SS. Pierre et Paul et le procès-verbal de l'enquête soumis à l'examen du Chapitre général (3). Grégoire IX reprit la mesure à son compte en donnant aux visiteurs les pouvoirs les plus étendus, voire même celui de déposer l'abbé.

L'époque de la visite de Cluny varia. Si la date régulière, l'octave de SS. Pierre et Paul, fut souvent en usage, d'autres le furent aussi. Ainsi l'on vit choisir le premier dimanche de l'Avent en 1261, Noël en 1264 et 1274, six jours après la clôture du Chapitre général suivant la bulle de Nicolas IV, etc...

Parmi les visiteurs, on remarque en 1260 les abbés de Mozac

(1) BRUEL, 4704.

(2) DUCKETT, *Angl.*, II, 146-148.

(3) B. C., 1458.

et de Thiers, le sous-prieur de La Charité et le prieur de Saint-Marcel de Chalon, en 1261 l'abbé de Thiers (qui est encore visiteur en 1264 avec le prieur de Sauxillanges) et le prieur de La Charité, en 1294 les abbés de Figeac et de Lezat, les prieurs de Payerne et de Nogent. La visite de 1310 fut effectuée par les prieurs de Port-Saint-Saturnin, d'Ambierle, du Collège de Cluny à Paris et de Pont-aux-Moines. En 1312, l'abbé de Baume assisté des prieurs de La Charité, de Longpont et de Montbron remplissait le même office. En 1385, la visite est faite par les prieurs d'Ambierle, de Saint-Victor de Genève et de Bourbon. A mesure qu'on avance dans le temps, on rencontre plus rarement quatre visiteurs et, parmi eux, dès les environs de 1300, il ne se trouve souvent pas d'abbé.

Les visites de l'abbaye de Cluny instituées dès les premières années du XIII^e siècle semblent avoir eu lieu avec une grande régularité et un non moins louable souci de conscience de la part des visiteurs. Si, comme nous l'avons déjà fait remarquer, il y eut rarement conflit aigu entre les visiteurs et l'abbé de Cluny, les premiers n'ont guère affecté à son égard une servilité et une complaisance qui après tout auraient été excusables. De son côté, le chef d'ordre fit le plus souvent preuve d'une largeur d'esprit et d'une souplesse suffisantes pour s'incliner devant les remarques et les décisions de subordonnés venus le contrôler au nom de l'ordre.

D'ailleurs, cette inspection du monastère-mère dont tous les moines de l'ordre étaient profès n'a-t-elle pas pu être considérée comme une nouvelle manifestation de l'idéal clunisien : le souci de l'ordre, immense communauté, de veiller aux intérêts de son abbé et de son monastère et de leur venir en aide ? L'idée était faite pour séduire, en tout cas, c'était un excellent procédé pour sauvegarder la dignité de l'abbé de Cluny.

Grâce à leur respect des formes et en entourant leurs observations, voire leurs ordres, de protestations de respect et de soumission, les visiteurs de l'abbaye de Cluny purent à maintes reprises mettre de l'ordre dans ses affaires, trop souvent dérangées par les dépenses excessives de l'abbé qui avait à soutenir son rang de chef d'ordre et de grand féodal en même temps qu'il devait assurer auprès des grands et des petits la protection de ses maisons disséminées à travers toute la chrétienté. Il est aisé d'en glaner quelques exemples caractéristiques.

En 1294, les visiteurs conseillent à l'Abbé de révoquer une série d'aliénations et de s'acquitter au plus vite d'une dette de 500 livres. Sa maison était au moment de son élévation au siège abbatial endettée pour 64.000 livres. Il a réussi depuis à réduire la somme de moitié. L'ordre ne veut pas le laisser s'arrêter en si bonne

voie (1). C'est encore la question des dettes de l'abbaye qui occupe les visiteurs de 1310 : 40.000 florins ayant été dépensés pour des négociations en Curie, le doyenné de Coincy est engagé pour plusieurs années, tandis qu'un marchand de Mâcon tient à vie celui de Saint-Martin-des-Vignes comme garantie de sa créance (2).

En 1327, l'abbé se voit « supplié » d'augmenter les revenus de la sacristie de Cluny à qui la modicité de ses ressources interdit de faire face à toutes les dépenses que nécessite son service (3). Mais en 1389, le sacristain de Cluny est vertement tancé pour sa négligence; il veille si peu à la couverture de l'église (qui entre dans ses attributions au même titre que l'entretien des linges d'autels, des ornements, des étoffes d'or et d'argent, ainsi que des horloges) que les toits sont crevés, si bien que les pigeons entrent dans l'église et gènent la célébration de l'office. En 1436, les visiteurs prescrivent de pourvoir l'abbaye d'un médecin dont elle est privée depuis cinq ans (4), de renouveler le Saint-Chrême qui ne l'a pas été depuis de longues années (5), de distribuer un vin moins trempé d'eau au réfectoire des moines (6) et enfin d'apporter plus de zèle à la célébration de l'office divin (7). En 1385, ils s'étaient occupés de la restauration de la nouvelle galerie de l'abbaye dite de l'abbé, d'une conduite d'eau desservant la grande église, d'une fontaine de cet édifice ainsi que de son pavement (8).

Comme on le voit, les visites de l'abbaye étaient faites avec soin et les visiteurs ne reculaient pas devant les moindres détails.

Tel était le fonctionnement des visites dans l'ordre de Cluny. Cette institution, complément nécessaire de l'autre grand organisme : les Chapitres généraux, avait donc pour but de contrôler la gestion du spirituel aussi bien que du temporel des maisons clunisiennes. En veillant sur la bonne marche de chaque monastère en particulier, définiteurs et visiteurs contribuaient à la sauvegarde et à la survivance de l'œuvre entière. La situation financière des abbayes et prieurés fut de bonne heure le point névralgique de tout le système. Pour cette raison, une attention toute particulière, trop souvent vaine, fut apportée à la situation matérielle défectueuse des maisons de l'ordre.

Les finances de l'abbaye-mère en tant que chef d'ordre et celles de l'ensemble de l'ordre envisagé comme corps monastique

(1) B. N., nouv. acq. lat., 2270, n° 31.

(2) C. G. 101, f° 383.

(3) C. G. 102, f° 205, r°.

(4) C. G. 106, f° 193, r°.

(5) *Ibid.*, f° 194, r°.

(6) *Ibid.*, f° 194, v°.

(7) *Ibid.*, f° 195, r°.

(8) C. G. 104, f° 221, v°-222, r°.

ont à maintes reprises inquiété les abbés, les Chapitres généraux et les papes. Leurs efforts combinés ou isolés ne réussirent finalement qu'à faire durer cette grande et pesante machine. Ce résultat peut sembler piètre à priori; mais quand on l'étudie dans les détails, il force pourtant l'admiration et l'on se demande comment cet ensemble a pu résister plus de cinq siècles avant de craquer de toutes parts comme il y arriva enfin au début du xvi^e siècle. Cette époque, en effet, marque la vraie fin de l'ordre de Cluny, car on ne peut plus appeler vie la longue agonie dont la Révolution française ne put que déterminer la fin, tant Cluny avait alors cessé d'exister!

CHAPITRE V

Les finances de l'ordre

Ressources : Cens et pensions dus à l'abbé de Cluny. Revenus de certains droits réguliers (*jus spolii*). Décimes et autres taxes (vingtièmes) levées sur les maisons de l'ordre avec l'autorisation du Saint-Siège, mais sous le contrôle et du consentement du Chapitre général. — Nomination des collecteurs. — Emprunts.

Charges : Taxes et exactions pontificales et royales.

Étant donnée la constitution de l'ordre de Cluny, il est très difficile dans de nombreux cas de distinguer complètement les recettes et les dépenses de l'abbé et de l'abbaye de Cluny de celles de l'ordre même.

Les cens et redevances payés par les diverses maisons à l'abbé ainsi que les taxes extraordinaires que les papes et les Chapitres généraux l'autorisent à lever sur toutes les maisons qui lui sont subordonnées ne sont pas uniquement destinés à ses besoins particuliers ni même à ceux de son abbaye. Ils doivent lui servir à défendre les intérêts de l'ordre à l'extérieur et l'aider à entretenir ses agents, chambriers, procureurs, etc. Dans tous les organismes politiques de l'époque, ainsi que le remarque Luchaire (1) (et l'abbé de Cluny est un véritable chef d'Etat), il n'y a pas de délimitation nette et tranchée entre l'administration domestique et privée du souverain et son gouvernement en qualité de gérant et de défenseur des intérêts de la communauté tout entière : en la circonstance : l'abbé de Cluny et l'ensemble des monastères faisant partie de l'ordre clunisien.

Il arrive fréquemment cependant que la mention d'un certain nombre de taxes ordinaires et extraordinaires levées sur l'ordre par l'abbé, d'emprunts qui lui sont consentis et de contributions dont il assure la recette soit accompagnée de motifs qui permettent de les considérer comme ressortissant de la gestion financière de l'ordre bien plus que du budget particulier de l'abbé ou de l'abbaye de

(1) *Manuel des institutions françaises*, 70.

Cluny. C'est le fil d'Ariane qui nous guidera dans le labyrinthe des finances de Cluny.

RESSOURCES.

CENS ET PENSIONS.

L'abbé de Cluny perçoit d'une façon régulière, outre les droits de chancellerie dont nous avons déjà parlé et les revenus provenant des propriétés et fermages de l'abbaye de Cluny, les cens et pensions que lui doivent un certain nombre de maisons de l'ordre.

Le plus ancien état des cens dus à l'abbé de Cluny nous est fourni par un relevé d'ailleurs incomplet du ^{xiii}^e siècle (1). Il mentionne trente-quatre maisons astreintes. Les redevances qui y sont portées sont tantôt payables en argent et en nature, tantôt, bien que moins souvent, en numéraire seulement. Les cens en numéraire sont, comme d'habitude à cette époque, peu élevés. Nous y relevons entre autres les redevances payées par les maisons suivantes :

Taluy : 15 sous de monnaie de Lyon.

Chandieu : 10 sous de la même monnaie.

Artas : 4 livres viennoises.

Rompon : 40 sous valentinois, un sac, un âne, une bride et une pièce de feutre.

Piolenc : 103 sous et 15 deniers melgoriens, un âne, une bride, deux pièces de feutre et un récipient plein de vin.

Saint-Georges de Muzet : 100 sous valentinois, une bride, un âne, une pièce de feutre.

Saint-André de Rosans : 100 sous valentinois et les mêmes redevances que Piolenc.

De même pour Saint-André de Gap.

Tarnay : 50 sous valentinois.

Ganagobie : 4 livres melgoriennes, 2 ânes, 2 brides, 2 sacs et 3 pièces de feutre.

Pont-sur-Sorgues : 30 sous melgoriennes.

Saint-Pantaléon : 100 sous valentinois, 2 sacs, 2 brides et 3 pièces de feutre.

Sainte-Lucie : 15 sous valentinois et les mêmes redevances en nature que Piolenc.

Saint-Amans de Montségur : 20 sous valentinois, 10 moutons ou en espèces 16 deniers pour chaque mouton, et un âne.

Valensolle : 103 sous melgoriens, 55 moutons ou en espèces 16 deniers par mouton, 40 sous pour des jambons, 3 ânes, 3 bâts, 3 sacs, 3 brides, 15 muids d'orge, 25 de froment de la mesure du pays et un grand vase plein de vin, etc....

(1) BRUEL, n° 4395.

D'après un document de 1386 (1), le prieur de Gaye (2) devait à l'abbaye chef d'ordre 300 livres par an payables en deux termes, l'un pour la Purification, l'autre au moment du Chapitre général; celui de la Tour, 10 francs; le doyenné de Lihons-en-Santerre, 300 livres (3); celui de Pouilly, 187 livres versées en trois termes : à la Saint-André, aux Brandons et lors de la tenue du Chapitre général; Dannemarie, 25 livres; Valensolle 12 livres (4); Saint-Seine, 40 florins payables à la Toussaint. Le prieuré de Souvigny devait 25 marcs d'argent par an (un marc valant 6 francs suivant ce texte); Ambierle, 6 francs, 5 sous; le doyenné de Paray, 8 francs; Vaux, 12 francs; Montagny, 100 francs (5). Le 23 octobre 1386, on avait amodié les revenus du doyenné de Pouilly pour 410 francs, ceux de Gaye pour quatre ans (en 1385) pour 150 francs.

Plus complet, un rapport au Chapitre général de 1377 donne la liste intégrale des redevances en argent et en nature (6). Nous y relevons les paiements annuels effectués par les maisons suivantes :

Longpont, 250 livres tournois payables par moitié pour la Purification et la Saint-Jean-Baptiste.

Pont-aux-moines : 100 livres pour la Purification et 6 sous trois deniers à la Saint-André (7).

Abbeville : 240 livres tournois 6 sous 3 deniers.

Nanteuil : 55 livres tournois.

Rumilly-le-Comte : 50 livres et 4.000 poissons.

Saint-Thibaut de Vitry : 20 livres tournois (8).

L'abbaye de Moissac : 200 livres tournois.

Le prieuré de Vergy : 380 livres tournois.

Celui de Marmesse : 200 livres tournois et 40 sous de poissons.

Lurcy-le-Bourg : 40 livres tournois payables à la Purification.

Saint-Martin-des-Champs : 6 sous 3 deniers (9).

Saint-Pierre d'Allevard : 36 sous.

Nantua : 6 livres.

Artas : 4 livres.

Chandieu : 10 sous.

Ambert : 48 livres tournois.

Marcigny : 20 livres tournois.

Losne : 100 livres tournois.

(1) B. N., ms. lat., 9878, f° 50 et ss.

(2) *Ibid.*, f° 50, r°.

(3) Mention en marge : il paie d'habitude 200 livres.

(4) S'acquitte mal de ses redevances d'après le texte cité.

(5) *Ibid.*, f° 50, v°.

(6) B. N., ms. lat., 17717.

(7) *Ibid.*, f° 6, v°.

(8) *Ibid.*, f° 7, v°.

(9) *Ibid.*, f° 8, r°.

Saint-Marcel de Chalon : 54 livres tournois (1).

Saint-Victor de Genève : 4 livres tournois.

Les cens dus par les maisons de la province d'Allemagne s'élèvent au total de 40 livres tournois ; ceux des monastères d'Auvergne à 72 livres. En Gascogne Saint-Orens d'Auch paie 40 sous tournois, Layrac 20 livres tournois ; en Provence, Ganagobie 4 livres tournois valant 100 sous viennois, Rompon 56 livres tournois valant 70 sous viennois, Piolenc 6 livres 7 sous valant 8 livres viennoises, les Aumades 40 sous valant 50 sous viennois ; en Poitou, le prieuré de Chatelard donne 100 sous, Saint-Eutrope de Saintes 40 livres, Barbezieux 20 livres. Les maisons de cette province donnent en outre des oignons pour des sommes importantes. Parmi les monastères de Lombardie, Cantuario donne 5 sous impériaux, Castelletto 25 sous, Baina 5 sous, Sancta Fide, 3 sous (2) etc... En Espagne, Saint-Isidore verse 20 sous par an, Najera 5 marcs d'argent, Villafranca 2 marcs (3). Parmi les monastères d'Angleterre, Lewes doit 100 sous sterling, Montacute 12 marcs d'argent, Lenton 40 sous, Thetford 2 marcs d'argent, Paisley 2 marcs sterling.

Enfin, un registre de 1321 appartenant à l'Académie de Mâcon (4) donne les textes suivants :

Province de France : 8 956 livres 5 sous pour 43 maisons, plus une redevance en harengs d'une valeur de 187 livres 21 deniers. Dans la Province de Lyon, 17 maisons rendent 776 livres 4 sous. Les 9 maisons d'Allemagne donnent 66 livres. Les 6 d'Auvergne 122 livres. La province de Gascogne avec ses 9 maisons fournit 263 livres. Les 23 maisons de Provence ne rendent que 49 livres 15 sous. Pour le Poitou, il y a deux chapitres ; dans le premier : 14 maisons donnent 778 livres 5 sous ; dans l'autre : 23 maisons fournissent pour 66 livres 5 sous de seiches. La Lombardie avec ses 32 maisons rapporte 7 livres 2 sous 6 deniers ; l'Espagne et ses 15 monastères, 201 livres 6 sous 8 deniers. Ces deux provinces ne doivent ces sommes que tous les deux ans. L'Angleterre verse 629 livres.

Tous les revenus en argent s'élèvent à 16.122 livres 6 sous 3 deniers. Nous ne possédons pas la valeur en argent des redevances en nature dues par les diverses maisons. Il est donc difficile d'évaluer avec précision la totalité des revenus de Cluny.

Le même document signale que les maisons de Gascogne et d'Angleterre ne payent que fort irrégulièrement les redevances auxquelles elles sont astreintes.

(1) *Ibid.*, f° 8, v°.

(2) *Ibid.*, f° 10, v°.

(3) *Ibid.*, f° 11, r°.

(4) Cf. J. VIREY, *Millénaire de Cluny*, I, 264 et ss.

Leur mauvais exemple dut être suivi par d'autres provinces et même se généraliser dans l'ordre au cours du xiv^e siècle. Nous voyons, en effet, le Chapitre de 1376 décider, sur la constatation du relâchement des prieurs dans le paiement des pensions en argent, vin et blé à l'abbé de Cluny, que ce qui est dû à ce dernier lui devra être payé sous peine de sanctions dans les quinze jours qui suivront la tenue du Chapitre général (1). Déjà en 1259 l'abbé avait obtenu des définites de contraindre les retardataires au paiement grâce à une amende de 10 sous pour chaque semaine de retard. (2)

Il semble indispensable de ne pas se laisser éblouir par les chiffres ni par les quantités des redevances dues à l'abbé de Cluny, car il est fort probable que, sauf pour les maisons situées dans le voisinage de l'abbaye mère ou celles que leur situation ou leur importance mettait en rapports constants avec elle, les obligations des maisons de l'ordre envers l'abbé devaient souvent être illusoires.

DRIT DE DÉPOUILLE (*Jus spoli*).

Selon un usage ancien dans le droit féodal et repris par le droit canon (3), les biens des prieurs à leur décès devenaient la propriété de l'abbé de Cluny. Les statuts de l'abbé Bertrand en 1301 réglèrent ce droit et rendirent les chambriers de chaque monastère responsables des objets laissés par les défunts, leur prescrivant de les recueillir et les mettre en lieu sûr. Le même abbé accorde aux divers officiers de l'abbaye de Cluny (infirmier, réfectoier, hôtelier et cellerier) des prélèvements sur ces biens.

Les maisons de l'ordre ont toujours supporté avec irritation le maintien de cette servitude barbare, les monastères anglais en particulier. Cependant, les abbés de Cluny au xv^e siècle encore, alors que leur domination sur la province d'Angleterre n'est pour ainsi dire plus que nominale, réclament par la voix de leurs procureurs l'arriéré de leurs droits de dépouille. Ces droits, il est vrai, avaient été très réduits depuis 1400. En effet, le Chapitre de cette année-là confirmait la renonciation de l'abbé de Cluny au droit de dépouille pour les biens meubles nécessaires à l'agriculture, les ustensiles d'usage courant, le blé et le vin indispensables pour atteindre la prochaine récolte (4).

Pour réduire l'exercice de ce droit que les papes, tel Innocent IV, avaient prétendu se réserver, sans succès d'ailleurs, parut le 16 mai 1435 la première ordonnance des rois de France en la matière,

(1) C. G. 104, f^o 103, v^o.

(2) B. N., nouv. acq. lat., 2262, f^o 16, v^o.

(3) Thèse Strasbourg, 1930.

(4) C. G. 105, f^o 138, r^o.

qui fut suivie de bien d'autres dans la suite. Elle excluait du droit de dépouille les livres et les objets personnels du défunt, les objets du culte, la literie et le matériel de culture. Il est à se demander si, ainsi réduit, ce droit de dépouille était bien rémunérateur et si l'acharnement mis par les abbés à le conserver n'était pas surtout affaire de prestige?

Il semble bien qu'il ait souvent été maintenu à titre de symbole, en signe de sujétion d'un prieuré à l'abbé de Cluny. Ainsi le 13 juin 1298 un acte émanant de l'abbé de Cluny et notifiant l'élévation à la charge de prieur de Lewes du sacristain de ce monastère, relate que la nouvelle du décès du précédent supérieur Jean d'Avignon a été apportée à l'abbé de Cluny par le chantre du prieuré de Lewes accompagné d'un autre moine venus suivant l'usage déposer au pied du chef d'ordre au nom du monastère le bréviaire, la chape et le cheval du défunt (1).

DÉCIMES ET AUTRES TAXES ACCORDÉES PAR LE SAINT-SIÈGE

A l'opposé du droit de dépouille, les décimes qu'à maintes reprises les papes abandonnèrent à l'abbé de Cluny constituaient une source de revenus fort intéressante au point de vue financier.

De nombreux cas peuvent être cités en exemple :

Le 15 avril 1238, le pape accorde à l'abbé de Cluny un décime à lever sur toutes les maisons de l'ordre qui devront s'acquitter de cette obligation dans un délai de trois ans. Si certains prieurs, entre autres ceux de Thetford (2), Northampton (3), Montierneuf (4) (taxé à 50 livres tournois), font parvenir à l'abbé la promesse de s'acquitter, d'autres tâchent de s'en dispenser : le prieur de Saint-Sauveur de Bermondsey fait intervenir le chambrier d'Angleterre pour s'en faire exonérer en alléguant les charges de son monastère, les exactions du légat pontifical et les tailles royales (5). Celui de Wenlock demande à l'abbé de déduire de la somme due à cette occasion les 100 livres parisiis qu'il a prêtées au prieur de St-Vaast (6).

Le 25 février 1290, Nicolas IV accorde à l'abbé de Cluny un vingtième à prélever pendant six ans sur les maisons de l'ordre (7), qui sera prolongé pour six autres années par Boniface VIII (11 juillet 1291) (8). Le doyenné de Gaye a été taxé à cette occasion à

(1) DUCKETT, *Angl.*, I, 112.

(2) BRUEL, n° 4738.

(3) *Ibid.*, n° 4741.

(4) *Ibid.*, n° 4744.

(5) *Ibid.*, n° 4746.

(6) *Ibid.*, n° 4748.

(7) *Reg. Nicolas IV*, n° 2299, 2300.

(8) *Reg. Boniface VIII*, n° 256.

1.000 livres tournois, charge dont il demande au Chapitre général de le soulager (1). L'abbé de Cluny s'étant rendu sur les lieux constata que la détresse financière de la maison rendait, en effet, impossible la perception du montant total de la taxe. Le Chapitre général auquel il en rendit compte décida alors de laisser à l'abbé le soin d'aviser suivant les besoins du doyenné et lui octroya la même mission pour les autres maisons se trouvant dans une situation semblable (2), ce qui n'empêcha pas le pape de comprendre (et l'abbé de le laisser faire) le prieuré de Gaye dans les treize prieurés chargés de verser à Cluny un secours de 4 000 livres (3).

En 1297 (28 février), l'ordre tout entier est soumis à un nouveau décime dont les fruits sont accordés à l'abbé de Cluny (4). Le 25 mars de l'année précédente, le pape avait déjà octroyé pour six ans à l'abbé et au couvent de Cluny la perception des annates de tous les monastères clunisiens (5).

Si les papes contribuaient à remplir les caisses de l'abbé de Cluny par des impôts de diverses sortes sur les maisons dépendant de lui, l'ordre de Cluny lui-même ne se montra pas moins généreux à l'égard de son chef. En effet, outre la rente annuelle de 12 deniers que tous les monastères dépendant immédiatement de Cluny devaient à l'abbé (6), les Chapitres généraux lui votèrent à plusieurs reprises une aide sous forme de taxes temporaires payables par toutes les maisons de l'ordre.

Les définiteurs du Chapitre de 1303 consentent ainsi un vingtième payable en deux fois pendant deux ans à l'abbé Bertrand de Colombier pour subvenir aux frais du voyage qu'il doit faire à Rome pour soutenir les intérêts de l'ordre (7). Un autre est consenti en 1308 (8). En 1309, l'abbé reçoit quatre vingtièmes, y compris ce qui reste à payer des vingtièmes précédents accordés à ses prédécesseurs, contre l'engagement de renoncer à un certain nombre de perceptions abusives (9).

Les définiteurs du Chapitre de 1348 décident que pour sub-

(1) BRUEL, n° 5279.

(2) C. G. 102, f° 32, v° 33, v°.

(3) *Reg. Boniface VIII*, n° 387. Les douze autres maisons étaient Lihons-en-Santerre, Nogent-le-Rotrou, Gassicourt, St-Vivant-de-Vergy, Moirax, Ronse-nac, St-Cosme-du-Mont, Montereau, Marmesse, Vandœuvre, Tours-sur-Marne et Carennac.

(4) *Ibid.*, n° 1679.

(5) *Ibid.*, n° 1048.

(6) Le Chapitre de 1382 rappelle aux prieurs l'obligation de verser cette contribution. Faute de l'avoir acquittée, les supérieurs assistant au Chapitre général n'obtenaient pas congé de partir et les absents se voyaient refuser l'acceptation des excuses légitimes qu'ils pouvaient invoquer.

(7) KERN, 58.

(8) C. G. 101, f° 265, r° et v°.

(9) KERN, 70.

venir aux frais du Chapitre, les monastères de la province d'Espagne paieront avant la tenue du prochain Chapitre le cinquantième de ce qu'ils versent pour la dime à Cluny, « c'est-à-dire que celui qui paie 100 francs pour la dime versera 6 deniers, celui qui paie 100 livres versera 10 sous » (1). En 1359, le Chapitre général se voit exposer que l'abbé de Cluny ne peut plus toucher que partiellement, à cause de la guerre les rentes que lui servent les maisons dépendant directement de lui. Son budget accuse de ce fait un déficit de plus de 7 millions de florins. Ses charges ont augmenté par suite des travaux de fortification qu'il a été obligé d'entreprendre et des gros frais qu'occasionnent ses fréquents séjours en Cour de Rome pour le service de l'ordre et celui du pape en ses conseils. Pour toutes ces raisons, les définiteurs accordent à l'abbé de Cluny un vingtième pour deux ans à percevoir immédiatement sur toutes les maisons de l'ordre. Si, pendant ces deux années, le pape accorde une subvention, l'abbé ne pourra en jouir, mais devra se contenter de la plus ancienne (2). En 1370, nouvel octroi de deux vingtièmes. On en propose deux autres en 1395 pour subvenir en particulier aux dépenses faites par les procureurs de l'ordre en Curie qui travaillent à y faire confirmer les libertés et privilèges de l'ordre (3). En 1397, on rappelle les deux vingtièmes proposés en 1395, un seul a été accepté et devait être payé en trois ans, mais il est resté impayé en beaucoup d'endroits (4).

Les définiteurs de 1403 décident pour fortifier le prieuré de Coincy de lever sur tous les bénéfices de l'ordre ayant un revenu de 25 livres une aide d'un demi-écu d'or payable en deux termes, en deux ans, au 15 janvier. En 1422, le Chapitre général décrète la levée d'une aide sur toutes les maisons « pour agir utilement contre les vexations et usurpations dont sont l'objet les maisons de l'ordre » : les abbayes et les cinq filles de Cluny devaient payer chacune 5 livres tournois, les doyennés et prieurés conventuels simples 2 livres tournois, les prieurés conventuels doubles 4 livres tournois, les doyens et prieurs de maisons non conventuelles comportant prévôt, sacristain, aumônier et officiers similaires étaient astreints au versement de 20 sous tournois, les autres maisons non taxées à la dime devaient payer 10 sous seulement. Cette contribution devait être payée pour la moitié immédiatement, le reste à la Saint-Jean prochaine (5).

Pour les mêmes motifs une taxe semblable fut votée en 1432,

(1) C. G. 103, f° 201, r° et v°.

(2) *Ibid.*, f° 329, v°-331, r°.

(3) C. G. 105, f° 67-68, r°.

(4) *Ibid.*, f° 107, v°.

(5) C. G. 106, f° 78, r°-79, v°.

les contributions furent les suivantes : les abbayes et les cinq filles, 10 florins d'or ; les maisons de 18 moines et au-dessus, 6 florins d'or ; les maisons d'un revenu de 200 livres tournois et au-dessus, 3 florins d'or ; les prieurés de 3 ou 4 moines, 2 florins ; les tout petits prieurés, 1 florin ; tous les officiers taxés à la dime devaient verser 1 florin, ceux qui ne l'étaient pas, un demi-florin (1).

Cette taxe n'eut pas grand succès, à en croire le rapport du receveur général (2), et fut renouvelée sans grand changement ni résultat jusqu'en 1439. En 1458 encore, le Chapitre consentait à l'abbé de Cluny trois vingtièmes à lever sur l'ordre en entier.

Malgré les pouvoirs très étendus de l'abbé de Cluny, il n'eut jamais le droit de lever de sa propre initiative de taxe extraordinaire sur n'importe quel monastère ou groupe de monastères de sa dépendance tant médiate qu'immédiate. Cette interdiction fut solennellement renouvelée à plusieurs reprises et notamment en 1234 par le Chapitre général de l'ordre (3) et par Grégoire IX (4) et en 1290 par Nicolas IV (5).

D'ailleurs, même pour les subsides qui étaient accordés, selon la formule, à l'abbé de Cluny, la recette et la préception demeuraient sous le contrôle du pape et surtout sous celui des Chapitres généraux.

COLLECTEURS DES TAXES EXTRAORDINAIRES LEVÉES SUR L'ORDRE.

Ces officiers dont le rôle était essentiellement temporaire étaient nommés par le Chapitre général ou les souverains pontifes pour un temps et pour des circonstances déterminés. Leur nombre et leurs attributions ont été extrêmement variables et c'est le pouvoir qui concède la taxe à lever (Chapitre général ou pape) et détermine les modalités suivant lesquelles elle s'effectuera qui désigne aussi nominativement les collecteurs.

Nous voyons ainsi le Chapitre de 1297 nommer une commission, composée des prieurs de La Charité et de Longpont assistés du chambrier de Saint-Martin-des-Champs, et la charger de surveiller la taxation qui doit être faite de telle manière que les 4 000 livres tournois octroyées par Boniface VIII soient réparties sur les diverses maisons, de façon à ne pas obérer le budget des moines au point de gêner le bon fonctionnement de leurs services d'aumône, d'hospitalité et autres œuvres pies (6).

En accordant un décime à l'abbé de Cluny le 15 avril 1238, le

(1) *Ibid.*, f° 126, r°-127, r°.

(2) *Ibid.*, f° 158, r°.

(3) Arsenal, ms. 687, f° 310, r°.

(4) Bl. C., 111.

(5) Bl. C., 142.

(6) B. N., nouv. acq. lat., 2260, f° 23.

pape désignait en même temps les collecteurs, pris hors de l'ordre, chargés de le lever et de surveiller l'emploi de l'argent perçu. Au contraire, les vingtièmes consentis en 1303 et 1308 devront être payés entre les mains des chambriers provinciaux qui les verseront au prieur de Saint-Martin-des-Champs, receveur général. Lorsque le Chapitre de 1348 prescrivit la levée d'une taxe (cinquantième de la dîme) sur les maisons de la chambrerie d'Espagne, les receveurs qu'il désigna furent le prieur claustral, le sacristain et l'hôtelier de Cluny. Ces trois délégués devaient rendre compte des opérations effectuées entre leurs mains au Chapitre de l'année suivante.

Les vingtièmes votés en 1394 furent ordonnancés et levés par le prieur claustral de Cluny et l'aumônier de cette abbaye (1). Puis ce fut le grand prieur de Cluny qui fut nommé par les définiteurs receveur général de l'ordre en 1432, assisté d'un procureur général chargé de le suppléer, Guichard Brosse, licencié ès lois (2). Il fit son rapport en 1433.

Dans le procès-verbal de 1455, nous relevons la liste suivante des « auditeurs de recettes » nommés par le Chapitre général pour recueillir les taxes à lever sur l'ordre en vertu de la décision de 1453 :

Province de Bourgogne et lyonnaise :

les prieurs de Losne, Saint-Nicolas de Salins et de Morteau.

Province de France :

les prieurs de La Charité, de La Pré et de Bourg.

Province d'Auvergne :

les prieurs de Sauxillanges, Ris et Montpensier.

Gascogne :

l'abbé de Moissac et les prieurs de Buret et Layrac.

Poitou et Saintonge :

les prieurs de Saint-Loup, de l'île d'Aix et de Mongon.

Ces auditeurs et collecteurs devaient faire diligence et apporter le fruit de leur collecte pour la Saint-Michel entre les mains du grand prieur de Cluny chargé de la recette générale.

Comme on peut s'en rendre compte, c'est surtout le Chapitre général qui avait le contrôle des collecteurs et receveurs des taxes extraordinaires qu'il consentait à l'abbé de Cluny. La recette était faite chaque fois par des officiers différents et suivant des méthodes qui n'étaient pas toujours semblables. Ce système offrait à l'ordre un maximum de garantie sur des levées qui, si elles lui étaient très souvent imposées, restaient du moins ainsi sous son contrôle.

(1) C. G. 105, f° 58, v°.

(2) C. G. 106, f° 127, r°.

EMPRUNTS.

Quand les recettes ordinaires et extraordinaires ne suffisaient pas à remplir le trésor souvent vide de l'abbé de Cluny, il recourait à des emprunts, mais, dans ce cas-là aussi, il lui fallait le plus souvent obtenir l'autorisation ou l'approbation pontificale.

Si en 1149, l'évêque de Winchester peut prêter mille onces d'or à l'abbé de Cluny dont les dettes atteignent deux mille marcs d'argent sans qu'au préalable l'abbé en ait reçu l'autorisation, il semble que ce soit là un cas exceptionnel. Les modalités de cet emprunt sont d'ailleurs assez curieuses : le débiteur devra se libérer au moyen de versements annuels de cent onces d'or ; le créancier avait confié à l'abbé de Cluny outre la somme susdite une croix d'or sur laquelle il pouvait prélever cinq cents onces à condition de s'engager en cas de mort du prêteur à refondre la croix en lui restituant son poids original. Vingt et un bourgeois se portaient caution de l'abbé de Cluny (1).

Le 7 mai 1256 au contraire le doyen de Cluny reçoit régulièrement licence du pape d'emprunter 1 000 livres pour subvenir aux frais de négociations entreprises en Cour de Rome pour la réforme de Cluny rendue nécessaire par l'incurie de l'actuel abbé (Guillaume III de France) (2). Le 2 avril précédent, l'abbé lui-même avait obtenu l'autorisation d'engager des biens de l'abbaye à ses créanciers jusqu'à concurrence de 1 300 livres tournois (3).

Le pape Boniface VIII, qui semble avoir puissamment aidé Cluny dans ses opérations financières, autorisa à son tour le 27 juillet 1295 l'abbé à engager, en garantie d'un emprunt pouvant s'élever à 4 000 petites livres tournois, les biens d'un certain nombre de monastères dépendant immédiatement de l'abbaye de Cluny (4). Le même pape permettait à l'abbé de Cluny le 29 février 1296 d'emprunter 16 000 florins d'or aux membres de la société des Clarentini, citoyens marchands de Pistoie (5), et en 1298 (15 juillet) 10 000 florins (6), suivis de 13 000 autres florins d'or (7). D'autres emprunts furent autorisés par le Saint-Siège avec la

(1) DUCKETT, *Angl.*, I, 80-81.

(2) *Reg. Alexandre IV*, n° 1384.

(3) *Ibid.*, n° 1272.

(4) *Reg. Boniface VIII*, n° 377 et 378. Ces monastères étaient ceux de Pontida, Fontanella, S° Paolo de Argono, Cluzani, Tegio, Provaglio, Rodengo, Verziano, Quenzana, S° Marco, S° Maiolo, Rondolio, Baina, Castelleto, Calvezano, Cantuario, S° Colombano, Figina, Cernobio, Piona, S° Gabriele, S° Giorgio de Bergame, Brixen, Lauda, Pavie, Verceil, Milan, Côme, Plaisance et Crémone.

(5) *Ibid.*, n° 920.

(6) *Ibid.*, n° 2623.

(7) *Ibid.*, n° 2655.

même facilité; l'un de 3 000 florins d'or en 1299 (1), un second d'un million en 1300 (2), un troisième en 1302 de 13 000 florins (3).

CHARGES DE L'ORDRE

TAXES ET EXACTIONS DIVERSES DES PAPES ET DES SOUVERAINS.

Si Boniface VIII et quelques autres papes se montrèrent si complaisants à l'égard de l'abbé de Cluny, soit pour autoriser des emprunts, soit pour lui accorder la perception de contributions extraordinaires sur son ordre, c'est qu'ils avaient beaucoup à se faire pardonner : ils étaient, en effet, une des causes principales des embarras financiers de l'ordre.

C'est à la Curie romaine qu'il faut chercher l'origine de nombre d'aliénations de biens clunisiens consenties par les abbés de Cluny en faveur de personnes étrangères : clercs, évêques, laïques. L'ordre ne se lassait pas de se plaindre des bulles d'un Clément IV, d'un Alexandre IV ou d'un Innocent IV confirmant à des séculiers des prieurés de l'ordre qu'« ils détenaient par subterfuges et malice » (4). Les légats du Siège apostolique n'en continuèrent pas moins à distribuer des pensions et des provisions à des clercs étrangers sur des monastères clunisiens au plus grand dam des intérêts matériels et spirituels de l'ordre (5). Sans nier l'incurie et la prodigalité de maints abbés de Cluny, il est indiscutable que les largesses du Saint-Siège et son abus de la commende furent, en effet, pour beaucoup dans la situation déficitaire du budget abbatial.

Cependant, outre la plaie honteuse de la commende, cette lèpre de l'Église romaine, d'autres dépenses pèsent encore lourdement sur les finances de l'abbé sans qu'il puisse les éviter. Ce sont d'abord les gros frais qu'entraîne le règlement de n'importe quelle affaire pendante en Curie, ensuite et surtout les impositions variées levées sur l'ordre par les papes pour leur propre compte, pour la Croisade ou au profit d'un quelconque souverain bénéficiant de la libéralité pontificale.

Bien que le pape fit souvent abandon des décimes à l'ordre, il ne renonçait pas à la perception de la dime ni des droits variés qu'avait inventés ou développés la fiscalité pontificale (6). En 1256, Innocent IV force l'ordre à payer des procurations en argent à son légat en France Pierre, cardinal-diacre de Saint-Georges au Ve-

(1) *Ibid.*, n° 3125.

(2) *Ibid.*, n° 3785.

(3) *Ibid.*, n° 4831.

(4) Bl. C., 157, c. 1.

(5) *Ibid.*, 116, c. 1.

(6) Cf. un document du 28 juin 1385, ayant trait à cette levée (B. N., collée. Baluze, t. 389, n° 469).

labre (1). Une taxe du même genre est levée en 1289 (2). En 1339, les services communs de l'abbé de Moissac se montent à 2 000 florins d'or (3), ceux que l'abbé de Montierneuf doit payer lors de son intronisation s'élèvent en 1343 à 200 deniers d'or à l'écu (4). L'abbé de Cluny Bertrand I^{er} de Colombier paie pour le même impôt 4 159 livres le 5 octobre 1298 (5); son successeur Pierre II de Chastellux, 1 000 florins d'or en 1324 (6); l'abbé Jacques I^{er} de Causans, 500 florins en 1379 (7), il avait déjà versé 978 florins d'or au mois d'octobre de la même année (8), En 1403, Raymond II de Cadoène, verse enfin 460 florins (9).

Les papes usaient aussi à l'égard des abbés de l'emprunt forcé. En 1246 Innocent IV emprunte 1 200 marcs sterling à Cluny (10). Boniface VIII, en lutte contre les Colonna, reçoit en 1298 10.000 florins d'or (11). On est en droit de se demander si les emprunts consentis aux abbés de Cluny et les taxes que le Saint-Siège leur permettait de lever sur l'ordre n'étaient pas destinés à fournir l'argent nécessaire aux prêts ou aux dons plus ou moins volontaires que les abbés de Cluny aux mêmes époques étaient amenés à accorder au Souverain Pontife...

Les passages de la Cour pontificale, nous avons déjà pu nous en apercevoir, sont aussi une rude charge pour les maisons qu'elle honore de sa présence. Le même Innocent IV qui fut défrayé de tout en 1245 par l'abbaye de Cluny pendant son séjour en ses murs, lui, sa cour et sa suite (Saint-Louis, Blanche de Castille et leur cour avaient été reçus en même temps) fut gratifié en outre de 24 palefrois richement harnachés, ses cardinaux reçurent chacun un palefroi et un cheval de bât et l'on remit enfin au pape un important trésor composé d'argent nombré et de vases précieux (12).

La province de Poitou fut, on se le rappelle, complètement ruinée en 1307 par le voyage que le pape Clément V y fit en se rendant de Bordeaux à Poitiers (13), comme il était arrivé en 1305 pour la province de Lyon. A la suite de ces visites pontificales en Poitou et dans la province de Lyon, l'abbé et l'ordre de Cluny avaient été obligés de venir en aide aux maisons épuisées.

(1) *Reg. Innocent IV*, III, n° 7766.

(2) KERN, 33.

(3) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n° 72.

(4) *Reg. Clement VI*, n° 209.

(5) B. N., collec. Baluze, t. 389, n° 360.

(6) *Ibid.*, n° 361.

(7) *Ibid.*, n° 373.

(8) *Ibid.*, n° 372.

(9) *Ibid.*, n° 385.

(10) Bl. C., 118, c. 1, n° 3.

(11) *Ibid.*, 164, c. 1, n° 2.

(12) MATHIEU PARIS, éd. LUARD, IV, 428.

(13) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n° 52.

En 1301, le pape ayant fait appel à la chrétienté pour en recevoir une subvention extraordinaire, l'ordre dut se taxer à 12 000 florins et déployer l'arsenal ordinaire des menaces d'excommunication pour décider les récalcitrants à s'exécuter (1). L'antipape Benoît XIII (1394-1424) s'étant senti de pressants besoins d'argent, imposa à son tour l'ordre de Cluny à la somme rondelette de 600 000 florins (2).

Lorsque les raisons habituelles pour réclamer des subsides extraordinaires ne suffisent pas, alors intervient le prétexte de défendre la Terre Sainte : un vingtième en 1216 (3), un subside en 1221 (4), un décime en 1244 (5), ou la Sicile comme sous Nicolas IV où un décime fut levé dans ce but en vertu d'une bulle du 21 août 1288 (6).

Après celles du pape, les exigences du roi de France restaient à redouter : pour sa contribution à la rançon du roi Jean le Bon, le prieuré de La Charité avait donné 3 000 florins d'or (7). En 1289, le pape avait accordé une levée sur l'ordre au roi de France pour l'aider à résoudre ses affaires en Aragon (8), imposition qui venait s'ajouter au décime d'une durée de trois ans qui lui avait été accordé en 1283 pour le soutenir dans sa lutte contre le roi d'Angleterre (9). Ce tribut fut renouvelé le 3 octobre 1294 (10) et le 12 mai 1297 (11). En 1316, le roi de France reçut du pape le droit de lever encore deux décimes, renouvelés en 1317. Tout cela naturellement n'était pas accepté par l'ordre sans discussion, récriminations et demandes de garantie, mais finalement il était toujours tenu de payer...

D'autres obligations exceptionnelles et imprévues menaçaient encore l'équilibre financier de l'ordre. C'est ainsi que le roi de Sicile avait lui aussi bénéficié des générosités pontificales au détriment de Cluny (12). Le procès-verbal du Chapitre de 1344 nous rapporte d'autre part que le roi de Castille perçoit et lève la plus grosse part des revenus de toutes les églises d'Espagne et en particulier de tous les bénéfices de l'ordre de Cluny dans ce pays à cause de la guerre qu'il soutient contre les Sarrasins.

Ainsi, aux prises déjà avec les difficultés financières qui sont

(1) C. G. 101, f° 216, r°-217, r°.

(2) CAILLET, 186, n° 4.

(3) *Reg. Honorius III*, n° 101 et 102.

(4) Lett. d'Honorius III, n° 426.

(5) BRUEL, n° 4827.

(6) *Reg. Nicolas IV*, n° 617, 618.

(7) *Cart. La Charité*, Inventaire Colbert, éd. LESPINASSE, 493.

(8) *Reg. Nicolas IV*, n° 991, 1003.

(9) *Reg. Martin IV*, n° 458.

(10) BRUEL, n° 5402.

(11) *Reg. Boniface VIII*, n° 1829.

(12) *Reg. Nicolas IV*, n° 1005, 1006, 3261, 3262.

celles de tous les monastères au Moyen Age, les abbés de Cluny avaient encore à se débattre à cause de leurs grands biens, de leur prestige et de leur réputation plus grands encore, contre des prétentions et des exactions auxquelles ils ne pouvaient que rarement se soustraire.

Les seigneurs laïques et les évêques enfin, s'ils se montraient parfois leurs bienfaiteurs, faisaient plus souvent encore en définitive à leur égard figure d'adversaires, tout comme les souverains temporels et les papes.

Aux évêques, l'ordre de Cluny opposa les privilèges découlant de l'exemption; pour essayer de leur échapper ainsi qu'aux seigneurs laïques, il se servira de l'institution de la garde et de l'avouerie. Mais pour résister avec efficacité au Saint-Siège et au roi de France, les clunisiens durent recourir à des ambassadeurs permanents en même temps que des juristes leurs procureurs accrédités près le Saint-Siège apostolique et la Curia Regis. Ces diverses institutions de protection méritent en conséquence quelque attention, car elles contribuèrent à défendre vis-à-vis de l'extérieur l'organisation et l'armature de l'ordre de Cluny.

CHAPITRE VI

Rapports de l'ordre avec l'extérieur pour la défense et la sauvegarde de ses intérêts

- I. L'ordre de Cluny et l'ordinaire : L'exemption. — Nature de l'exemption de l'abbaye de Cluny. Protection apostolique et *libertas romana*. Exploitation par Cluny du vague des termes de ses privilèges et de la confusion des expressions en usage dans le langage de la chancellerie romaine.
- L'exemption de l'abbaye de Cluny non applicable *ipso facto* à toutes les maisons de l'ordre. Un certain nombre d'entre elles sont exemptes, beaucoup d'autres ne le sont pas. — Participation de tous les monastères à des degrés divers à un certain nombre de privilèges.
- II. L'Ordre de Cluny et les seigneurs laïques : l'avouerie et la garde. — Aucune de ces deux institutions n'est générale à tout l'ordre. — L'avouerie est inopérante à partir de la fin du ^{xiii}^e siècle dans de nombreuses maisons, inoffensive dans d'autres. Ses bons effets pour quelques monastères clunisiens. — Réglementation progressive de la garde.
- Les monastères aux prises avec le monde féodal. — Vexations et empiètements sur les maisons clunisiennes par les seigneurs, les évêques et les réguliers.
- III. L'ordre en face du roi et du pape : Les procureurs généraux de l'ordre. — Organisation d'abord à titre temporaire et de circonstance d'un système de défense assuré par l'ordre pour la protection des intérêts et des droits de ses maisons auprès du pape et des rois. Cardinaux protecteurs. — Procureurs. — Procureurs généraux. — Leurs fonctions et leurs subsides.

I

L'ORDRE DE CLUNY ET L'ORDINAIRE : L'EXEMPTION

On a maintes fois parlé de l'exemption de l'abbaye de Cluny, c'est-à-dire de son indépendance à l'égard de l'évêque diocésain, mais peut-être ceux qui se sont occupés de la question, Schreiber mis à part, n'ont-ils pas assez insisté sur la situation très différente de l'abbaye et de l'abbé de Cluny d'une part et de l'autre des monastères clunisiens, c'est-à-dire de l'ordre, par rapport à l'ordinaire.

L'EXEMPTION DE L'ABBAYE DE CLUNY.

Dans la lutte menée par les évêques contre les monastères exempts, lutte qui n'est pas un des moins intéressants chapitres de l'histoire de l'Église au Moyen Âge, les efforts tentés par l'épiscopat contre les privilèges clunisiens tiennent une place toute spéciale que la grande situation de la congrégation clunisienne a rendue particulièrement typique.

Les clunisiens n'essayèrent jamais, à l'exception de Pierre le Vénérable répondant aux acerbes critiques de saint Bernard (1), de défendre et de légitimer par leurs écrits leurs privilèges d'exemption, mais dans la pratique les abbés de Cluny, intrépides et persévérants lutteurs, tinrent comme non avenue l'opposition des évêques. Ils négligèrent de recourir à eux, ne tinrent pas compte de leurs décisions, pas plus d'ailleurs que de celles des conciles quand elles n'étaient pas ratifiées par le Saint-Siège, mais à chaque difficulté surgissant sur leur route vers l'indépendance, ils s'adressèrent directement au pape. La lutte, du moins en ce qui concerne celle menée par les évêques de Mâcon contre l'abbaye de Cluny, se termina au XIII^e siècle par la victoire du monastère chef d'ordre (2).

L'abbé de Cluny eut l'adresse de tirer parti du vague des privilèges de l'abbaye. Le manque de précision des textes aurait pu paraître fâcheux, il n'en fut rien, bien au contraire.

L'abbaye exempte est celle qui est soustraite aux pouvoirs disciplinaires et autres de l'ordinaire. L'exemption est, comme on le sait, bien antérieure à Cluny qui n'est pas, loin de là, le seul monastère bénédictin à en avoir bénéficié. Les maisons qui jouissent de l'exemption peuvent selon Schreiber (3), un des historiens modernes qui ont le mieux creusé la question, se ranger en trois catégories. Une première sorte jouissait d'une exemption clairement énoncée, par exemple, Fontevrault, Aurillac, Hugueshofen, S. Benedetto di Polirone, Vézelay. Une seconde jouissait de l'ancienne *libertas* des églises pontificales. C'est le cas des nombreuses maisons de la congrégation d'Hirsau; le défaut d'une forte organisation centralisatrice empêcha cette congrégation de s'assurer la nouvelle *libertas* ou indépendance absolue autant que nettement définie qui

(1) Au *De consideratione* de St Bernard, Pierre le Vénérable répond une lettre où il se défend de méconnaître l'autorité épiscopale, puisqu'il obéit à l'évêque de Rome « le plus vrai, le plus digne, le plus droit de tous les évêques » (*Epistolæ*, I, 28 ; B. C., 676-677).

(2) Cf. un bon résumé des principales péripéties de cette lutte dans LETONNELIER, 87-107.

(3) *Kurie and Kloster im 12. Jahrhundert* (*Kirchliche Abhandlungen*, Stuttgart, 1910), I, 27-63.

se fit jour à partir du ^x^{ix}^e siècle. Une troisième catégorie enfin, et c'est dans celle-ci qu'il faut placer Cluny, resta à une égale distance de la première et de la deuxième conception. Elle joua sur le vague de la terminologie de la chancellerie pontificale, mais aussi plus que les autres elle eut à supporter le poids de la lutte contre l'autorité épiscopale.

Par sa charte de fondation, l'abbaye de Cluny devenait propriété du Saint-Siège. Ce *jus proprietatis* était attesté par le cens payé à Rome, l'invocation de saint Pierre et saint Paul sous laquelle était placée l'abbaye, le contrôle que les papes exercèrent sur l'administration temporelle des abbés et enfin par la confirmation qu'à partir du ^x^{ix}^e siècle (confirmation en 1122 de Pierre le Vénérable par Calixte II) (1), les pontifes romains donnèrent aux abbés de Cluny. Sans doute, l'Église romaine qui a la nue-propriété du monastère et de ses dépendances n'en a pas la libre disposition. Elle n'a aucun droit sur le domaine utile. Elle n'est, en somme, que chargée de veiller à la perpétuité de l'œuvre. Le cens qu'elle reçoit n'est qu'une reconnaissance qui n'est même pas indispensable (2) de son domaine éminent, source et condition première de la protection qu'elle exerce.

La protection apostolique est la conséquence d'une recommandation, laquelle dérive de la recommandation au roi abandonnée avec la décadence carolingienne. Un certain nombre de monastères jouissait déjà des *privilegia libertatis*, conséquence de la *taille* royale, sous les Mérovingiens (3) que continuèrent les Carolingiens (4). Puis la protection de l'Apôtre se substitua à celle du roi. Ce fut le cas pour Lucques (790), Alet (800-813), Vézelay (863-868), Saint-Gilles-du-Rhône (878), Andlau (881), Aurillac (884). D'ailleurs, la

(1) Cette première confirmation (ROBERT, *Bullaire de Calixte II*, II, n° 319, fut renouvelée par Alexandre III, en 1174, lors de l'avènement du troisième successeur de Pierre le Vénérable, Raoul de Sully (1173-1176). Au ^{xiii}^e siècle, l'usage semble à peu près établi ; ainsi Grégoire IX confirme Barthélemy de Floranges en 1228 (*Reg. Grégoire IX*, n° 252), Nicolas IV, en 1294, Guillaume IV d'Igé (Bl. C., 161, c. 1, n° 2), Boniface VIII Bertrand de Colombier en 1296, etc. A partir du ^{xiii}^e siècle aussi, la visite *ad limina* des abbés de Cluny devient une obligation, comme le prouve la dispense accordée en 1265 par Clément IV à l'abbé Yves I^{er} de Vergy au sujet de la visite qu'il est tenu de faire à Rome tous les deux ans (Bl. C., 132, c. 2, n° 2). Cette faveur lui est renouvelée en 1268 (*Reg. Clément IV*, n° 707). L'abbé de Cluny pouvait faire sa visite par procureur comme le fit en 1300 l'abbé Bertrand (BRUEL, n° 5496).

(2) Si Payerne et Bevaix, qui sont dans les mêmes conditions que Cluny par rapport au Saint-Siège lui paient un tribut, Romainmôtier et St-Victor de Genève, qui n'étaient pas soumis à la même obligation, étaient pourtant exempts au même titre que ces monastères.

(3) Lérins, Agaume, Luxeuil, St-Marcel de Chalon.

(4) Sous Charlemagne : Hersfeld (775), Anspach (786), Aniane (787), Charroux (799). Sous Louis le Pieux : St-Chinian (826), St-Chaffre (845). Ce dernier fut admis au régime de la protection par Pépin II, roi d'Aquitaine.

confirmation royale suivit *ipso facto* et sans résistance de la part des souverains.

La nouveauté de la charte de Cluny est, comme l'a fait remarquer M. Fabre (1), la clause de soustraction à l'autorité royale par l'acte même du fondateur : « *Nec fastibus regiæ magnitudinis subjiciantur, nec cujuslibet terranæ potestatis iugo subjiciantur* » (2). Odon obtint en 913 de Jean XI la confirmation expresse de cette clause à l'occasion de laquelle est même prononcé le mot d'immunité « *immunitatem concedimus* » (3). Le diplôme de Louis IV d'Outremer, confirmant l'exemption de toute puissance séculière et rappelant que le Saint-Siège n'est pas un maître mais un protecteur, car Cluny lui a été soumis par son fondateur « *ad tuendum et non ad dominandum* » (4), ne change rien à la situation. Même ainsi commenté, le privilège de Cluny n'en marque pas moins la condition de ce monastère devenu censier de Rome par recommandation.

Les effets de la protection apostolique varient suivant les monastères, mais presque toujours et partout elle garantit l'objet protégé contre les convoitises du dehors en interdisant à toute puissance d'inquiéter les moines et de mettre la main sur les biens du monastère, et du dedans en assurant la liberté d'élection de l'abbé.

La protection a un caractère essentiellement temporel. Elle porte sur les propriétés du monastère que l'Apôtre défend désormais comme son propre bien et c'est la raison pour laquelle tous ses efforts tendent à assurer les monastères censiers contre toute tentative d'absorption ou de démembrement. Ainsi rois et évêques, considérés comme seigneurs temporels, comtes, etc., se voient de ce fait enlever la possibilité de disposer à un degré quelconque des biens du monastère ou de ses revenus. La protection du Saint-Siège, ou la liberté romaine qui revient au même, garantit au monastère qui en est favorisé la nature d'alleu libre de tout lien, car sans elle la protection du Saint-Siège pourrait devenir illusoire. Comme l'a dit au XIII^e siècle Pierre le Vénérable, Cluny était du fait de ses privilèges : « *sine rege, sine duce, sine principe existens* » (5). Echappant entièrement à l'autorité royale, Cluny et ses semblables, les monastères exempts, n'avaient à subir du côté des papes qu'un droit plus ou moins étendu de tutelle portant sur l'administration temporelle de leurs biens.

Ce n'est que sous l'influence des Othon que la *libertas romana* commença à signifier pour ses bénéficiaires autre chose qu'une

(1) *Etude sur le LIBER CENSUM de l'Eglise romaine*, 54 et ss.

(2) BRUEL, n° 112.

(3) JAFFÉ L., n° 3584.

(4) D. BOUQUET, 590 E.

(5) *Epistolæ*, I, ep. XXVII (Patrol, lat., clxxxix, 436).

exemption d'ordre purement temporel. Ce sont les Othon favorables au développement des exemptions spirituelles qui tendirent, lors du renouvellement ou de la constitution d'un privilège de protection, à faire ajouter les libertés d'ordre spirituel aux libertés d'ordre temporel. Othon III obtient ainsi de Grégoire V que le monastère censier de l'Église romaine qu'est Cluny soit rendu à peu près complètement indépendant à l'égard de l'évêque diocésain (1). Autrefois, le pape avait défendu aux évêques de pénétrer dans les monastères qu'il protégeait et de rien exiger des moines pour l'accomplissement de leurs fonctions épiscopales (bénédictio du Saint-Chrême, consécration, ordination). Grégoire V donnait maintenant aux moines de l'abbaye de Cluny le droit de demander à n'importe quel évêque le sacrement de l'ordre ou la bénédiction de leur abbé et Jean XIX interdit à tout évêque de prononcer l'excommunication contre Cluny et ses dépendances (2).

Mais bientôt Cluny voyait ses prétentions à user de la bulle de Grégoire V repoussées par le concile d'Anse sur la plainte de l'évêque de Mâcon Gauzlin. Jean XIX publia alors en 1027 trois bulles (3) dans lesquelles il donnait tort à l'évêque de Mâcon. Dans l'une d'elles (4), il va jusqu'à s'appuyer sur la charte de fondation de Cluny qui pourtant ne renferme aucun privilège spirituel. Néanmoins, en 1063, le concile de Chalon lui-même reconnut le bien fondé des allégations du pape et de Cluny (5). Grégoire VII, qui trouvait des auxiliaires dans les moines et souvent des adversaires au contraire dans les évêques, accentua encore le mouvement de substitution des pouvoirs de l'évêque de Rome à ceux de l'évêque de Mâcon.

A partir d'Urbain II, car jusqu'à lui nombreux sont les monastères qui reçoivent la liberté romaine sans que pour cela y soit ajoutée de faveur spirituelle (6), il se crée insensiblement par suite des formules mêmes de la chancellerie pontificale une corrélation entre le cens et le terme *libertas*. Ce terme prend peu à peu non seulement la signification de liberté d'ordre temporel mais aussi celle de liberté d'ordre spirituel. Ainsi l'on perd de vue l'origine première du cens. Ce quiproquo auquel donnait lieu le cens, devenu l'indice d'une liberté ou franchise temporelle transformée arbitrairement en spirituelle, permit au cardinal Jean de Crème de défendre les prétendus droits de Cluny et du Saint-Siège contre l'archevêque de Lyon soute-

(1) JAFFÉ L., n° 3896.

(2) *Ibid.*, n° 4079.

(3) *Ibid.*, n°s 4081, 4082 et 4083.

(4) *Ibid.*, n° 4082.

(5) LABBE, IX, 1178-1179.

(6) FABRE, *op. cit.*, 94.

nant au concile de Reims (1119) son suffragant l'évêque de Mâcon (1).

Quand, peut-être par esprit de conciliation, en tous les cas pour préciser le sens des expressions et ainsi éviter les discussions de l'avenir, Alexandre III voulut opposer les termes de *protectio* et de *libertas*, il ne fit, en réalité qu'aviver la controverse. En effet, le pape déclarant que *libertas* ne signifiait plus l'ancienne liberté romaine, mais la liberté spirituelle ou exemption, il rendit plus facile encore aux moines de jouer sur le terme *libertas* pour leur plus grand profit, car alors que les privilèges anciens qui emploient ce terme n'entendaient lui conférer que le sens (le seul existant alors) de *libertas romana*, on put grâce à la nouvelle définition pontificale lui donner aussi la valeur de franchise spirituelle. Le cens est devenu la rançon de la liberté ; les anciens monastères propriété du Saint-Siège et ceux qui y sont assujettis sont censés de ce fait avoir toujours joui de l'exemption et devoir participer à tous les privilèges qui découlent de la nouvelle *libertas* romaine, tels qu'ils se trouvent détaillés dans les diplômes pontificaux du XI^e siècle.

Il était naturel que l'abbaye de Cluny tâchât d'exploiter la confusion des termes et en profitât pour interpréter sa charte de fondation dans un sens auquel le comte Guillaume où l'abbé Odon n'avaient jamais songé et pour cause ! D'ailleurs, comme nous l'avons vu, les abbés de Cluny furent puissamment aidés dans cette tâche par les papes dont sur ce point les intérêts se confondaient avec les leurs.

Les principaux privilèges, tous importants, de l'exemption, tels qu'ils découlent de cette situation au moment où la notion en est fixée, concernent la consécration des moines et des autels, le droit de construire des églises, la célébration de l'office divin même en temps d'interdit, le droit de cimetière, la dispense de paiement des taxes dues aux évêques à raison de leurs fonctions et enfin l'exemption de la juridiction corrective de l'ordinaire.

Mais si l'abbé de Cluny avait réussi à faire assurer peu à peu la jouissance de tous les privilèges que comportait l'exemption à son abbaye (2), la situation demeura différente pour les autres maisons de son ordre.

L'EXEMPTION DES MAISONS DE L'ORDRE.

Malgré les efforts combinés des abbés et de l'ordre de Cluny, les évêques ne considérèrent pas les privilèges de l'abbaye-mère comme transmis *ipso facto* aux monastères, abbayes et prieurés, qui lui étaient soumis.

(1) LABBE, X, 870-871.

(2) Notamment par le privilège de Pascal II, d'ailleurs un ancien Clunisien (Patrol. lat., CLXIII, 51).

Parmi les premières, la majorité d'entre elles, mais pas toutes cependant, échappent au pouvoir disciplinaire de l'ordinaire. Sur les dix abbayes mentionnées dans le privilège de Pascal II (1), il y a au ^{xii}^e siècle, des privilèges d'exemption pour Saint-Gilles, Saint-Bertin, Vézelay, San Benedetto, Montierneuf. Saint-Martial de Limoges ne possédait que le droit de célébrer en période d'interdit.

Les prieurés, plus intimement unis à l'abbaye-mère, ne participent cependant pas nécessairement à sa situation juridique. Certains sont exempts au même titre que Cluny, tels La Charité (2), Saint-Arnulph (3), Rueil et Longueville (4), Payerne, Saint-Victor de Genève, Bevaix, etc...

Saint-Martin-des-Champs possédait aussi l'exemption. Mais le laconisme du privilège pontifical le concernant — Urbain II le déclarait « *ut cœtera cluniacensis cænobi membra semper sub Apostolicæ Sedis tutela* » (5) — fit qu'on ne lui accorda sans conteste que la participation à la seule protection pontificale.

En 1016, pourtant, Benoît VII avait déclaré que l'affranchissement de tout pouvoir accordé à l'abbaye de Cluny s'appliquait également à tous ses monastères, à toutes ses dépendances établies en Bourgogne, Aquitaine et Provence (6). Victor II proclame à son tour, en 1056, que Cluny a été remis à saint Pierre et à ses successeurs avec tous les monastères qui lui sont soumis « dans les diverses parties du monde » (7). Gélase II enfin, en confirmant les possessions de Cluny, dit que l'abbé Pons les détient avec toutes les dépendances clunisiennes qu'avait gouvernées l'abbé Hugues « par la concession des pontifes romains (1118) » (8). Mais ce ne sont là que des tentatives du Saint-Siège pour étendre aux maisons dépendant du monastère de Cluny la qualité de propriété de l'Apôtre.

Or, même si l'on avait pu admettre cette prétention, elle ne comportait pas l'exemption, car l'exemption est une chose et le fait d'être propriété du Saint-Siège en est une autre. Il n'est pas douteux que l'exemption se soit rencontrée plus souvent dans les monastères propriété de saint Pierre, mais, comme l'a fait remarquer Schreiber, celle-ci n'entraînait pas forcément celle-là. Les papes eux-mêmes le reconnurent. Ainsi en 1096, le prieuré de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou est reconnu avoir été donné à Cluny, mais avec la clause

(1) JAFFÉ L., 5848.

(2) Bl. C., 70.

(3) JAFFÉ L., 10722.

(4) *Carl. de La Charité*, n° iv, v.

(5) Bl. C., 29.

(6) Bl. C., 6, c. 1, n° 2,

(7) MARTÈNE, *Thesaurus*, IV, c. 89.

(8) Bl. C., 38, c. 1, n° 1.

« *salva Carnolensis episcopi reverentia* » (1). Et en 1100 le monastère de Souvigny est admis à la protection pontificale « *salvo jure episcoporum* » (2).

En 1289 l'évêque de Bâle avait forcé les prieurés clunisiens de son diocèse à lui payer « *ratione cure animarum* » le *cathedraicum* ; le fait fut signalé au Chapitre général qui ne semble pas avoir protesté (3). Quelques années plus tard (1299), l'évêque de Toul excommunie le prieur de Vandœuvre pour ne lui avoir pas payé le droit de procuration (4). Cette fois encore, il ne paraît pas y avoir eu de réaction de la part de l'ordre.

Au contraire des autres congrégations bénédictines, Cluny ne possédait que pour l'abbaye-mère le privilège de ne pas assister au synode diocésain (5). Et ainsi nous voyons en 1289 les prieurs clunisiens d'Altkirch, Feldbach et Froidefontaine assister en personne au synode diocésain de Bâle « comme les autres recteurs de paroisse » (6).

En ce qui concerne les taxes perçues par les évêques sur leurs diocésains, il semble bien que les monastères clunisiens aient réussi dans l'ensemble à se faire exempter de l'obligation d'acquitter ce droit de procuration (7). Mais il furent, malgré leurs efforts, soumis à la dime. Cette taxe, comme on le sait, était perçue par l'ordinaire sur les propriétés des monastères que ceux-ci ne cultivaient pas par leurs propres moyens, mais par censitaires. Tant que les papes soutinrent Cluny, il en était encore ainsi au ^{xiii}e siècle, ils invoquèrent pour en dispenser les maisons de l'ordre que la dime était due par les fidèles en reconnaissance des sacrements qui leur étaient administrés. Par conséquent, il n'y avait aucune raison, arguaient-ils, que les moines la payassent. Pascal II donne cette interprétation dans son privilège de 1100 en faveur de Cluny (8), que précise Calixte II en 1120 (9). Elle ne fut pas d'ailleurs sans soulever de la part des évêques une grande résistance dont nous trouvons un écho dans ce passage du privilège de Calixte II : « ... *Decimas laborum vestrorum pro quibus tam vos quam aliæ monasticæ religionis viros inquietare episcopi consueverunt* ». Mais sous Adrien IV, une réaction se produisit et les bénéficiaires de l'exemption de la dime, dont étaient les monastères clunisiens, n'en jouirent plus que pour les

(1) *Ibid.*, 26.

(2) *Ibid.*, 31.

(3) KERN, 32-33.

(4) DUCKETT, *All.*, 83.

(5) Cf. SCHREIBER, I, 223.

(6) KERN, 33.

(7) Bl. C. : Bulles d'Urbain II, 84 ; Clément III, 88 ; Honorius III, 105 ; Grégoire IX, 106, 112, 113.

(8) *Patrol. lat.*, CLXIII, 51.

(9) ROBERT, I, 209.

novalis (*decimae praediales novales*) (1) et non plus pour l'ancienne dîme (*decimae praediales veteres*). Le quatrième concile de Latran confirma ce résultat obtenu par la ténacité des évêques et le XIII^e siècle ne connut plus que l'exemption des novalis (2).

Cependant, s'il est incontestable qu'un grand nombre de monastères de l'ordre de Cluny ne participa pas aux privilèges d'exemption de l'abbaye-mère et que, lorsqu'ils en bénéficièrent, ce ne fut que d'un certain nombre de ces privilèges seulement, il n'en demeure pas moins que les maisons clunisiennes, même non exemptes, jouirent cependant d'une indépendance relative à l'égard des évêques diocésains.

Tout d'abord, et ceci est fort important, ils échappent à la juridiction épiscopale et leurs maisons ne sont pas à la collation de l'ordinaire. Il y eut bien d'assez nombreuses tentatives de la part des évêques, soit directement soit par l'intermédiaire de leur officialité, pour étendre leur pouvoir disciplinaire sur les moines clunisiens. Mais à chaque fois, ils se heurtèrent à la résistance et aux protestations des autorités de l'ordre : abbé de Cluny ou Chapitre général dont l'appui était invoqué par les religieux lésés (3). Les évêques se virent donc refuser ou interdire par les papes d'user de leur droit de visite dans les monastères de l'ordre (4).

En 1097, Urbain II avait défendu à quiconque de lancer l'interdit ou l'excommunication sur les prieurés clunisiens qui avaient en outre l'autorisation de continuer à célébrer portes closes même en temps d'interdit général (5). En 1267, l'abbé est invité, sur la plainte des prieurés de Lombardie, à rappeler énergiquement aux contrevenants ce privilège (6). Nicolas III menace des dernières peines les violateurs le 23 janvier 1279 (7). En 1286 (7 mai), l'interdiction d'excommunier un membre de l'ordre clunisien est réitérée aux évêques par Honorius IV (8). Le Chapitre général de 1313 enfin somme l'abbé de Mozac d'intenter une action que devra appuyer l'abbé de Cluny contre l'évêque de Clermont qui a usé des foudres ecclésiastiques contre l'ordre (9).

Le droit d'avoir un cimetière, d'y donner asile à n'importe quel

(1) B. N., nouv. acq. lat., 2265, n° 23 et *Reg. d'Adrien IV*, n° 64.

(2) SCHREIBER, I, 269.

(3) C. G. 101, f° 163, v° : contre l'évêque d'Avignon, C. G. 102, f° 139, v°, prise à partie de l'official de Périgueux qui avait fait enfermer un moine meurtrier. C. G. 101, f° 34, r°. — *Reg. d'Honorius IV*, n° 407, 409, 410. — Bl. C., 173.

(4) *Reg. Grégoire IX*, n° 3457. *Reg. Innocent IV*, n° 2367 et 7467.

(5) Bl. C., 28.

(6) B. N., nouv. acq. lat., 2270, n° 12.

(7) *Reg. Nicolas III*, n° 455.

(8) *Reg. Honorius IV*, n° 411.

(9) C. G. 115, p. 569.

défunt et par suite de bénéficier de sa générosité, était un privilège fort prisé au Moyen Age et Cluny tint beaucoup à sa conservation. Il est expressément reconnu à un certain nombre de monastères de l'ordre, grands ou petits, tels Saint-Orens d'Auch (1), Souvigny (2), Clunizet (3), Reuil-en-Brie (4), Longueville (5). Mais, exprimé ou non, ce droit ne leur fut généralement pas contesté; il était la conséquence de leurs nombreux droits de patronage, de la faculté d'ouvrir de nouvelles églises et du privilège accordé par Pascal II (1100) à tous les membres de l'ordre d'y installer des prêtres avec pouvoirs curiaux (6).

Innocent IV dut cependant relever le 29 janvier 1244 les moines de l'ordre de Cluny de l'excommunication qu'ils avaient subie pour ne pas s'être prêtés aux exigences des évêques et autres dignitaires du clergé séculier prétendant les gêner dans leurs droits de patronage (7). De fait, dès 1152, l'ordre avait eu des conflits avec l'ordinaire à propos de l'exercice de ces droits: Eugène III sollicité par l'abbé de Cluny, défenseur des privilèges de son ordre, avait donné tort à l'évêque de Saintes (8). En 1297, l'abbé de Cluny est invoqué par le Chapitre général pour agir sur l'évêque de Langres et obtenir de ce dernier que l'église paroissiale nouvellement construite à Colombey reconnaisse le droit de patronage du prieur du lieu (9). A la même époque, l'évêque de Valence ayant placé comme desservant dans la chapelle de Lambre dépendant du prieuré d'Allex un clerc séculier sans l'assentiment des moines d'Allex, le Chapitre général de 1299 fait entendre de véhémentes protestations (10). De pareilles réclamations avaient été élevées déjà en 1279 contre l'évêque de Sisteron, usurpateur des droits de patronage du prieuré de Sainte-Lucie et se reproduisirent en 1310 contre l'évêque de Saintes qui avait consacré un nouvel autel dans l'église paroissiale de Saint-Médard sans l'autorisation du patron de cette église le prieuré clunisien du lieu (11).

Comme on a pu s'en rendre compte, les privilèges qui protégeaient les maisons de l'ordre contre l'immixtion trop fréquente ou trop complète de l'ordinaire étaient, bien que d'inégale importance pour les divers monastères, assez nombreux et étendus.

(1) Bl. C., 13.

(2) *Ibid.*, 29.

(3) *Ibid.*, 50.

(4) *Carl. de La Charité*, n° iv.

(5) *Ibid.*, n° v.

(6) Bl. C., 32.

(7) Reg. Innocent IV, n° 411.

(8) BOUQUET, XV, 361, n° 471.

(9) C. G. 101, f° 174, r°.

(10) *Ibid.*, f° 198, r°.

(11) C. G. 102, f° 275, r°.

On comprend que l'ordre ait veillé à leur conservation avec un soin jaloux. Les statuts d'Henri I^{er} (1), confirmés et repris par Jean III de Bourbon (2), exigent des prieurs à leur entrée en fonction le serment de conserver dans toute leur intégrité les privilèges de leur maison. Il leur est en particulier fait défense de laisser construire une autre église ou chapelle là où Cluny possède déjà une église, une chapelle ou un oratoire. Le Chapitre de 1391 enjoint aux prieurs de ne pas tolérer que des évêques officient pontificalement, confèrent les ordres, consacrent les églises et autels etc., dans les maisons clunisiennes sans l'autorisation expresse de l'abbé de Cluny. Celui de 1482 leur interdit de payer aux évêques la taxe de joyeux avènement et la redevance recognitive de juridiction.

De là aussi vient la préoccupation témoignée à plusieurs reprises par les définiteurs de conserver et faire copier les privilèges de l'ordre. Le Chapitre de 1401 prescrivit ainsi que les privilèges pontificaux et tous autres obtenus par chaque maison fussent précieusement conservés dans les archives de cette maison. De plus, des copies en devaient être faites que l'on destinait aux chambriers provinciaux et aux procureurs de l'ordre en résidence à Paris ou à Avignon. La clef de l'armoire ou de la salle des archives devait, selon le Chapitre de 1375, exister en trois exemplaires dont l'une était entre les mains du prier, l'autre confiée au sous-prier et la troisième au chantre du monastère. Ce même Chapitre de 1375 décida que Cluny devait posséder une copie des privilèges des maisons de l'ordre et ainsi les garantir contre les risques de guerre, d'incendie, de vol, etc. Pareillement tout monastère de l'ordre dont dépendaient d'autres maisons devait posséder la copie de leurs privilèges. Cette réglementation assurant la conservation de leurs archives resta chère aux clunisiens ; ils la renouvelèrent à maintes reprises et en particulier lors des Chapitres de 1392 et de 1458.

Dans l'insécurité des temps et pour une puissance armée surtout spirituellement, il apparaissait que jamais assez de précautions ne seraient prises pour garantir les preuves écrites de son indépendance.

II

L'ORDRE DE CLUNY ET LES SEIGNEURS LAIQUES : L'AVOUERIE ET LA GARDE

Vivant au sein de la société féodale et lui ayant emprunté un certain nombre de ses traits, il était bien difficile au système clunisien

(1) B. C. 1561-1562.

(2) *Ibid.*, 1611-1612.

d'en écarter tous les inconvénients. Car, il ne faut pas se le dissimuler, l'ordre de Cluny eut presque autant à perdre qu'à gagner par les deux institutions de protection : l'avouerie et la garde, qu'il eut à subir et auxquelles bien souvent il essaya de substituer la lointaine et plus efficace protection pontificale.

Tout n'était cependant pas mauvais dans cette aide plus ou moins imposée que, sous la forme de l'avouerie d'abord et par la garde ensuite (ou parfois en même temps), le monde laïque prêta au clergé régulier en général et à Cluny en particulier.

L'AVOUERIE.

Si l'abbaye de Cluny, imitée en cela par des monastères comme Saint-Martin-des-Champs, n'eut jamais d'avoué, un grand nombre de prieurés et même d'abbayes agrégées à l'ordre ne purent se passer ou se débarrasser de leur avoué particulier.

D'ailleurs les premiers abbés de Cluny eux-mêmes se prêtèrent au développement de cette institution. En 998, un seigneur du nom de Rodolphe vint trouver l'abbé Odilon à Payerne et, avec son autorisation, il construisit le prieuré de saint Pierre de Bevaix sur la rive opposée du lac de Neuchâtel, après quoi il s'en fit donner l'avouerie. Lors de la réforme de l'abbaye de Moissac par le même Odilon, l'avouerie de ce monastère était possédée par un certain Gausbert qui la céda à son fils Pons. Celui-ci se montra d'ailleurs favorable aux clunisiens (1). En 1073, Roger II, comte de Foix, soumettait l'abbaye de Lezat à Cluny, mais en gardait l'avouerie (2).

L'avoué était l'exécuteur laïque du pouvoir de l'abbé en même temps que son bras, et le chef de ses hommes. Mais le droit d'exercer la justice ne lui était concédé que par mandat spécial. Il est cependant investi de la justice criminelle à cause de l'axiome : « *Ecclesia abhorret a sanguine* ». Quand l'avoué exerce des droits de justicier, les moines ont soin de les limiter et de les situer strictement. Suivant la charte de 1124, par exemple, qui règle les droits de l'avoué de Bertrée, si un délit est commis, il appartient au seul prieur assisté de ses religieux et de ses hommes de tenir le plaid, l'avoué n'interviendra que s'ils n'ont pas réussi à terminer l'affaire (3). Le plus souvent, l'avoué fait exécuter ses décisions en vertu de son pouvoir de *districlio*.

Ainsi le comte de Mâcon qui exerçait la haute justice sur les hommes de Chevine, obédience de Cluny dont il avait l'avouerie, se voit reconnaître par une charte de 1180 le pouvoir de juger le

(1) D. VAISSETTE, *Hist. du Languedoc*, t. XIV, c. 27, 319.

(2) MABILLON, *Ann. Bénéd.*, V, 70.

(3) B. C., 1387.

voleur, l'adultère, l'homicide et l'usurier qui auront avoué leur crime et en auront été convaincus en présence du doyen de Chevine (1). Une transaction conclue entre Archambault V, sire de Bourbon, et les moines de Souvigny accorde au prieur l'exercice de la justice en général sur tous les habitants de Souvigny, étrangers compris, l'avoué ne connaissant que des crimes entraînant mutilation ou mort (2).

Nous ne trouvons pas de trace de l'avoué menant les hommes de Cluny à l'ost du suzerain, mais nous voyons ces mêmes hommes forcés de suivre l'avoué défendant le territoire monastique (3).

En principe, l'avouerie est gratuite et les bénéfices que l'avoué tire de sa charge représentent une récompense et non un salaire. Mais généralement cette récompense fait l'objet d'un traité entre le monastère et son avoué. C'est soit une terre (4), soit la moitié des compositions pécuniaires et des revenus de la justice (5). A cette participation aux revenus de la justice, l'avoué ajoute généralement la jouissance d'autres droits : l'hébergement, les droits de banvin, des droits d'usage dans les forêts des moines. Pour éviter des abus, l'hébergement est d'ailleurs soigneusement délimité. L'avoué de Moissac avait l'exercice de ce droit un jour par an avec sa suite en hiver et un jour sans sa suite en été. Lorsqu'il passait la nuit, il recevait quinze chandelles (6). Le comte de Mâcon pouvait visiter une fois l'an une maison, un château, un village faisant partie des possessions clunisiennes dont il avait l'avouerie. Il pouvait coucher trois jours par an avec sa suite dans un village et y être défrayé par les habitants du lieu (7).

Le droit de banvin donnait lieu à d'interminables querelles (8).

A partir de la fin du ^x^e siècle, les avoués deviennent pour les monastères un véritable péril par la construction de châteaux dans le voisinage des terres monastiques et même par leurs immixtions dans l'élection des abbés (ainsi qu'il arriva à Vézelay du fait des comtes de Nevers) sans parler des taxes illégales qu'ils lèvent sur les habitants (9), les pèlerins et les marchands qu'ils rançonnent (10). Nous voyons ainsi le comte d'Auvergne, avoué de plusieurs prieurés

(1) RAGUT, *Cart. de St-Vincent de Mâcon*, 174.

(2) MABILLON, *Ann. Bened.*, V, 655.

(3) *Ibid.*, 656.

(4) B. C., 1388.

(5) D. VAISSETTE, V, n° CCCCLXXVII.

(6) *Ibid.*, n° CCCIII.

(7) RAGUT, 90.

(8) *Ibid.*, 107.

(9) Ce fut le cas des seigneurs de Brancion, Berzé, Bussièrès, Uxelles (B. C. 511).

(10) ALLIER, *Ancien Bourbonnais*, I, 257.

clunisiens de la province d'Auvergne, usurper la moitié des droits de leyde ou taxes sur les blés, les foires, marchés et boucheries de Riom qui appartiennent à l'abbaye de Mozac, et pareillement la moitié des redevances en blé et en sel, propriété du prieuré de Sauxillanges, les foires revenant au prieuré de Charnat, etc. (1).

La situation déjà assez difficile découlant de l'hérédité des avoueries, devenues un bien patrimonial, se compliquait encore du fait que les avoués avaient pris l'habitude d'inféoder leur avouerie en totalité ou en partie. Ainsi Philippe-Auguste concédait en fief en 1190 à Raymond V, comte de Toulouse, l'avouerie de Figeac qu'il tenait de ses ancêtres (2). Les moines voyaient avec peine ces fâcheux usages se répandre et ne se faisaient pas faute de protester en invoquant, d'ailleurs en vain, les prescriptions prohibitives des conciles au sujet des sous-avoueries (3).

Il n'est pas étonnant après cela que la lutte des monastères contre les avoués n'ait fait qu'aller s'intensifiant et que les chefs de maisons aient dû fréquemment faire appel à Rome et aux conciles pour se défendre. Les avoués finirent d'ailleurs par renoncer d'eux-mêmes à leurs droits quand ils se virent acculés à la défaite. Archambaud V, sire de Bourbon, abandonna son ban de vendange. Le seigneur de Brancion n'attend pas la décision du concile devant lequel il est cité et renonce à toutes ses prétentions sur les monastères de la vallée de la Grosne (4). De 1050 à 1060, à la suite de divers conciles provinciaux, une foule de seigneurs de Provence, Guyenne et Limousin abandonnent à leur tour quelques-uns de leurs droits d'avouerie.

Aussi parfois les monastères clunisiens usèrent-ils envers leurs anciens avoués qui s'étaient désistés de leurs droits d'une mesure libérale : ils leur restituaient l'avouerie, mais en précisant les conditions en termes explicites. Ainsi au lieu de s'en faire des ennemis, s'assuraient-ils l'amitié durable de ces redoutables voisins. Telle fut la politique que l'ordre suivit à l'égard de Humbert de Beaujeu pour les obédiences de Pouilly, Ecussoles, Arpayé (5), d'Archambaud V de Bourbon pour le prieuré de Souvigny (6).

D'autres fois, les maisons rachetaient progressivement leurs avoueries (7). Enfin des abbayes, telles que Moissac, conclurent alliance avec les communes qui, en se débarrassant de leur seigneur,

(1) B. C., 1411.

(2) BRUSSEL, *Examen général de l'usage des fiefs*, II, parties VI et VIII.

(3) MABILLON, *Ann. Bened.*, V, 339.

(4) Cf. PIGNOT, II, 101. Il faut user de cet auteur avec précaution, car il confond souvent les seigneurs voisins de Cluny avec les avoués des prieurés clunisiens.

(5) RAGUT, 89.

(6) MABILLON, *Ann. Bened.*, V, Appendice, 619-621.

(7) PIGNOT, II, 267. — VAISSETTE, III, 397.

souvent délivraient en même temps le monastère d'un protecteur dangereux.

Sous la pression royale enfin, l'avouerie seigneuriale disparaît d'une manière générale en France dès les premières années du xiv^e siècle. Il n'en est pas de même dans les pays de langue germanique où elle subsista jusqu'au début de la Révolution. Aussi les renseignements que nous avons au sujet des rapports des moines clunisiens avec leurs avoués ne concernent-ils plus à partir de cette époque que les maisons de la province d'Allemagne.

Il en est d'ailleurs assez fréquemment question dans les documents concernant cette province en termes du reste assez divers. En effet, si l'on signale en 1275 les méfaits de l'avoué du prieuré de Haute pierre (1), la même année le tribut exorbitant de 47 livres levé par l'avoué du prieuré de l'Ile-Saint-Pierre (c'est en l'occurrence Anne de Kibourg, femme d'Eberhart de Habsbourg Laufenburg)(2), d'autres fois les visiteurs et les définiteurs reconnaissent l'action bienfaisante des avoués. Ainsi en 1293, l'avoué du prieuré d'Oron-la-Ville saisit les biens du monastère pour éviter que le prieur qui ne réside pas continue à trafiquer avec les Juifs et autres gens de cette espèce au détriment des intérêts du monastère (3). Lors de la visite de 1298, l'avoué du prieuré de Montricher (Ruggisberg) a envoyé son frère avertir les visiteurs de l'état matériel déplorable du prieuré et de la non moins mauvaise administration du prieur qui a laissé les seigneurs voisins empiéter sur ses terres (4). Enfin, en 1324, le chambrier d'Allemagne ayant envoyé au prieuré de Rougemont un moine (l'effectif est d'un prieur et de deux moines) qui ne sait ni lire ni chanter, le comte de Gruyère (avoué du monastère) demande aux visiteurs de solliciter de sa part l'abbé de Cluny de prendre les mesures appropriées afin que le service divin puisse être assuré (5).

Dans les régions (nous avons vu qu'elles étaient nombreuses) où l'avouerie disparaît (6), le seigneur avoué, lui, ne disparaît pas

(1) DUCKETT, All., 28.

(2) KERN, 21.

(3) DUCKETT, All., 212.

(4) *Ibid.*, 85-86.

(5) *Ibid.*, 103.

(6) L'avoué féodal, à partir du xiv^e siècle, n'est plus, ainsi qu'on le sait, comme son prédécesseur carolingien l'officier de l'immunité qui, représentant d'abord à la fois le roi et l'immuniste, devait servir de trait d'union entre l'immunité et le représentant de la puissance publique, ensuite officier judiciaire de l'immunité dont il n'est pas le défenseur, ce rôle étant dévolu à la puissance publique ou au titulaire du droit de garde — à l'époque féodale, il n'est plus que l'agent du monastère. Il est chargé de sa défense. Ses pouvoirs judiciaires, quand il en a encore, ne sont que subsidiaires ; ils ne représentent plus pour lui qu'une occasion de percevoir certaines taxes et amendes. Dans le Midi, région plus calme, il est encore jusqu'au xi^e siècle, date de sa disparition dans les textes, l'héritier,

en même temps ; il devient seigneur gardien, mais insensiblement le roi, à cause de sa garde universelle, se substituera ensuite au seigneur gardien.

LA GARDE.

La garde (1) appartient de droit au roi pour les monastères de fondation royale ou ayant bénéficié de privilèges leur conférant la protection royale, au suzerain lorsque le seigneur fondateur n'a pas réservé la garde (qui lui appartient de droit comme tel) en faisant confirmer sa donation en faveur du monastère par ledit suzerain ou au seigneur fondateur du fait de sa fondation.

Les monastères en se donnant un gardien cherchaient à faire protéger leurs droits sur leurs hommes bien plus qu'à faire protéger ces hommes eux-mêmes et ils n'avaient pas besoin de l'avis de ceux-ci pour octroyer des lettres de garde les concernant. Bien mieux, dans certains cas les monastères conclurent avec les seigneurs féodaux des actes les garantissant contre les éventuelles demandes de garde que leurs sujets pourraient solliciter des seigneurs voisins lésant ainsi les monastères dans leurs droits. Tel fut le traité passé en 1289 par Béatrice de Savoie, dame de Faucigny, par lequel elle promettait à Richard de Villette, prieur de Chamonix, de ne pas prendre sous sa garde et protection les hommes du prieuré et de la vallée de Chamonix (2). Généralement la garde qui peut être soit perpétuelle, soit viagère, soit temporaire, vaut au gardien des avantages spirituels et temporels.

Le monastère, quand il n'en a pas déjà un, ne peut, en droit et en fait, choisir librement son gardien. Il doit obligatoirement faire appel au souverain de l'état féodal dont il fait partie et ne peut introduire sur ses possessions la souveraineté d'un autre personnage

quoique son rôle soit réduit, de l'avoué carolingien. En Normandie et dans les pays d'influence normande, il n'existe même pas, à cause de la puissance et de la souveraineté effective des ducs. Dans les autres pays où a subsisté l'avoué, le rôle d'officier de police de son prédécesseur carolingien semble avoir passé à des agents subalternes, les *praepositi* et les *villici*.

(1) Il est sans doute inutile de rappeler que, de très bonne heure, il y eut confusion entre les termes d'avoué et de gardien. Quand, par exemple, Henri, duc de Bourgogne, prend le titre d'avoué (*advocatus*) du monastère de Cluny, en 1048 (BOUQUET II, 583), cela veut dire simplement qu'il en a la garde, c'est-à-dire la protection générale, et non qu'il en est le seigneur avoué. De même lorsqu'en 1299, les visiteurs d'Allemagne (DUCKETT, All., 81) parlent des dommages que le monastère de Froidefontaine eut à subir des gens du roi d'Allemagne « *qui dicet esse advocatum uti est verum* », avoué du monastère, il en est en réalité le gardien ; l'avoué véritable est le comte de Mont Bellegarde, qui d'ailleurs est cité comme tel dans le même document : « *comes Montis Belligardi est advocatus qui prohibet priori ne eis [gentibus regis Alemanie] obediat* ».

(2) BONNEFOY et PERRIN, *Documents relatifs au prieuré de Chamonix*, dans *Documents publiés par l'Académie de Savoie*, III (1879), 78.

féodal. L'avoué choisi par un monastère est, au XIII^e siècle, théoriquement à son service. Le gardien élu par lui devient au contraire son souverain s'il ne l'était déjà. L'abbé de Pamiers, qui soutenait à la fin du XIII^e siècle que son monastère n'avait jamais eu que les gardiens qu'il s'était librement donnés, est une exception (1).

Pour se débarrasser d'un gardien devenu gênant ou oppressif et se mettre en la garde d'un seigneur plus puissant, on rencontre en ce même siècle un certain nombre d'actes de désaveu de garde, faux aveu ou nouvel aveu. Mais pour se prémunir contre ce risque, les hauts seigneurs gardiens recoururent à des aveux de garde qu'ils obtenaient des monastères gardés et par lesquels ceux-ci s'engageaient à ne jamais recourir à aucun autre gardien sans le consentement du gardien primitif. Tel est l'objet de l'accord de mars 1280 par exemple dans lequel le prieur et les moines de Souvigny promettent aux sires de Bourbon leurs gardiens de ne jamais invoquer d'autre garde que la leur (2). En cas de désaveu non justifié, le gardien pouvait procéder à la saisie du temporel et frapper le monastère d'une amende pécuniaire, mais ce manquement ne pouvait comme il arrivait au cas de désaveu d'héritage faire intervenir la commise en faveur du gardien. En effet d'abord la majorité des biens ecclésiastiques n'était pas des tenures, ensuite, comme le dit Beaumanoir, il ne paraissait pas juste que des biens donnés et amortis pour le service de Dieu revinssent « en main laïe pour le mésfés de ceux qui sont gouverneurs des églises » (3).

Les papes déléguaient parfois à des princes la protection qu'ils possédaient sur les monastères relevant du Saint-Siège *nullo mediante*, et le délégué devait s'acquitter de sa mission pour l'amour de saint Pierre et de son successeur...

La garde peut-être aliénée par son possesseur comme n'importe quelle autre de ses propriétés. Elle suit généralement les vicissitudes de la terre, à moins que l'aliénateur ne l'en ait détachée pour se la réserver. Ainsi le roi Philippe lorsqu'il cède en janvier 1297 à Louis, comte de Nevers, les châtelainies de Gien et d'Aubigny sur la Nère, se réserve la garde des prieurés clunisiens situés sur le territoire de ces chatelleries (4). Cependant, dans certains cas, la garde ne pouvait être aliénée, par le fait que toute transaction la concernant était prévue nulle et, faute de révocation de l'aliénation par le gardien dans le délai d'un an, la garde était simplement perdue pour lui (5). Enfin, toutes les arguties étaient bonnes à

(1) Arch. Nat., J. 336, n° 16.

(2) Arch. Nat., P 1373^a, n° 2234.

(3) Cf. Noël DIDIER, *La garde des églises au XIII^e siècle*, Grenoble, 1927, in-8°, p. 113.

(4) LESPINASSE, *Cart. du Prieuré de La Charité*, n° 134.

(5) Charte d'Humbert de Beaujeu en faveur de plusieurs manses de l'abbaye

invoquer aux yeux des monastères qui pouvaient dans tous les cas et en toute circonstance en appeler contre leur gardien à la garde du roi. Explorateurs complaisants du passé, les moines découvrent toujours dans leurs privilèges et leurs chroniques les preuves dont ils ont besoin. Cela ne les empêche d'ailleurs pas de rompre à propos quand il n'y a pas moyen de faire autrement. C'est ainsi que le prieur de Marcigny, ayant invoqué la garde royale au mépris des droits de son gardien le seigneur de Luzy, sur la véhémence protestation de ce dernier accompagnée probablement de quelques énergiques avertissements, le couvent désavoua son prieur par acte de janvier 1317 (1).

Si, maintes fois dans l'histoire, des prieurés firent appel à la protection royale, il en est cependant un certain nombre qui la redoutèrent bien plus encore que celle des seigneurs de leur région. Vézelay fut de ceux-ci et ne cessa jamais de manifester sa méfiance à l'égard des Capétiens. Cette abbaye avait eu pourtant beaucoup à se plaindre de la brutalité féodale. Mais sans doute redoutait-elle en reconnaissant la garde royale d'abandonner de ce fait une partie de son autonomie. Aussi la voyons-nous louver pendant tout le XIII^e siècle entre le comte de Nevers et le roi de France, ne craignant même pas de témoigner d'une opposition ouverte à l'égard des agents royaux. Philippe le Hardi n'en mit pas moins fin à cette situation en déclarant en 1280 qu'il prenait le monastère sous son autorité.

Le devoir de la garde est formel et obligatoire pour le gardien comme le témoigne un contrat conclu en 1266 entre Jean, seigneur de Semur, et le prieur de Marcigny (2). A la différence de l'avoué, le gardien n'a pas le droit de s'immiscer de lui-même dans l'administration de la justice. Il est par contre obligé au devoir de conseil s'il en est requis. En plus, il doit défendre le monastère contre ses agresseurs : *defendere, custodire, manutenere* (3), mais cela aussi alors seulement qu'il en est formellement et convenablement requis par l'ayant droit. Mais son devoir primordial, celui qui comprend toutes ses obligations de gardien est le devoir d'aide. Le gardien qui peut, pour la conservation du patrimoine de ses protégés, soit en cas de vacance de siège, soit dans toute autre circonstance, intervenir sans en avoir été sollicité, ne peut, en revanche, pas s'immiscer dans le mode d'exploitation des hommes du monastère adopté par ce monastère. Suivant une clause très répandue, nous y avons déjà

de Cluny (PÉRARD, *Recueil de pièces servant à l'histoire de Bourgogne*, Paris, 1664).

(1) Arch. Nat., P 1392¹, n° 679.

(2) BRUEL, 5117.

(3) *Ibid.*, 3943.

fait allusion, le gardien s'engage en effet même expressément à ne jamais défendre les hommes de l'église à l'encontre de cette église (1).

Le protégé ne pouvait demander justice qu'à son gardien, mais le roi semble dès une époque reculée avoir toujours réservé implicitement ou explicitement sa prétention, en tant que seul titulaire de la garde générale sur les églises, de juger ceux qui les violentaient, même s'ils n'étaient pas ses sujets immédiats. Témoin le diplôme de Louis VI, en faveur de l'abbaye de Cluny en 1119 (2).

En vertu toujours de l'axiome « *ecclesia abhorret a sanguine* », il appartient au gardien d'exécuter les sentences rendues par la haute justice d'un monastère, alors même qu'il lui en reconnaît l'exercice (3). En réalité, à mesure que l'on avance dans le Moyen Âge, les personnes ecclésiastiques semblent de plus en plus se résoudre à prendre des libertés avec cette règle. Le gardien se voit fixer un délai d'exécution de la sentence prononcée; ce délai passé, elle était simplement exécutée par les gens du monastère eux-mêmes (4). Par suite, le principe de l'exécution par le gardien ne tarda bientôt plus à se réduire pour lui à une occasion de gain.

En dépit de ses avantages, la garde n'était pas sans danger pour les monastères. En effet, le monastère, ses hommes et ses biens devenaient en conséquence de la garde sujets du seigneur gardien avec toutes les suites qui découlent de ce caractère : service d'ost, impossibilité pour les monastères gardés de rester neutres dans les querelles de leur gardien et aussi possibilité pour celui-ci d'occuper les châteaux du monastère sous prétexte de défendre ses propres domaines. Il est fait mention textuelle de ce droit dans la chartre de protection déjà citée de Louis VI et dans celle du duc de Bourgogne prenant sous sa garde le prieuré de Paray (5).

Le prieur et les hommes du prieuré gardé renouvellent à chaque changement de titulaire le serment de fidélité au seigneur gardien. Celui-ci recevait pour prix de sa garde des redevances en argent, en céréales, quelquefois en chapons (6), des journées de travail (7), très fréquemment aussi des prestations simultanément en nature et en espèces englobées sous la désignation d'un droit appelé *de granatura* (8). Le droit de gîte ou de procuration était également très souvent la conséquence de la garde. Parfois aussi et

(1) CHEVALIER, *Cart. Paray-le-Monial*, n° 226 (B. C. 1517 c).

(2) BRUEL, 3943.

(3) *Ibid.*, 5264.

(4) B. C., 1517 d e.

(5) Arch. Nat., X 1^a, 8844, f° 79, v°.

(6) BRUEL, n° 5264.

(7) B. C., 1510 c.

(8) BRUEL, n° 4500.

particulièrement dans le sud-est de la France, pour se rapprocher de l'idéal que les prestations ne sont pas un droit strict mais des libéralités, l'abbaye de Cluny protégée concéda en rémunération de ses services un fief au gardien (1). Il arrive même, à partir du ^{xii}^e siècle, que les moines réussissent dans bien des cas à obtenir de leur gardien l'abandon de toute redevance *ratione gardae* (2).

Si le droit de régle joue très rarement à partir du ^{xiii}^e siècle, au contraire le droit de garde entraîne très souvent chez son titulaire la prétention d'intervenir dans l'élection du prieur ou de l'abbé. Malgré la règle chère à Cluny de la liberté intégrale d'élection de leur supérieur par les moines qui en avaient le droit, ou de la libre désignation, cas plus fréquent encore, par l'abbé de Cluny, il arrivait souvent que des intrigues se nouassent au moment d'une vacance de siège.

Cependant certains privilèges honorifiques étaient concédés au gardien. Ainsi les moines du prieuré de Souvigny devaient recevoir « à solennel procession » les sires de Bourbon lorsqu'ils venaient à l'occasion de leur avènement jurer de garder et défendre les privilèges et franchises du monastère (3).

Bien plus importante que l'avouerie, la garde n'était pas sans occasionner des embarras parfois assez graves et même coûteux aux monastères gardés, mais ces inconvénients ne compensaient-ils pas la protection assurée dans la situation parfois terriblement angoissante qui provenait des vexations, usurpations et voies de fait que les moines avaient à subir de leurs voisins, les seigneurs petits et grands, ou de leurs officiers ?

Les démêlés que les maisons clunisiennes eurent avec les seigneurs ressortissent souvent de conflits de juridiction ou de prétentions, mais fréquemment aussi les monastères sont tout simplement victimes de crimes de droit commun. Il n'y a pas à s'étonner d'une telle situation à une époque où une race d'hommes encore primitifs et d'appétits violents regardaient avec convoitise les monastères mal défendus dont la richesse souvent encore plus légendaire que réelle pouvait tenter cette noblesse généralement fort besogneuse.

LES MONASTÈRES CLUNISIENS AUX PRISES AVEC LA FÉODALITÉ.

Les droits de justice ont de tout temps compté parmi les plus rémunératrices et les plus intéressantes des redevances féodales. Aussi les moines clunisiens eurent-ils en cette matière à subir maintes

(1) *Ibid.*, n° 4796.

(2) *Ibid.*, n° 4618.

(3) Arch. Nat., K 188, n° 108.

usurpations. Les procès-verbaux des visites et ceux des Chapitres généraux sont remplis de contestations et de réclamations à ce sujet.

Les visiteurs de 1289 signalent l'exercice illicite de la justice par le comte de Nevers sur les terres du prieuré de Lurcy (1). Le Chapitre de 1291 a encore à s'occuper de ce cas qui sera d'ailleurs soumis de nouveau au Chapitre de 1341, cette affaire est alors jointe à une similaire du prieuré de Crépy inquiété dans ses droits de haut justicier (2). Le prieur de Chaux se plaint de la mainmise sur la justice du château et de la localité de Clairvaux par le comte de Bourgogne en 1290. En 1301, le prieuré du Bourget a perdu ses droits de justice, de ban, services et usages par suite des entreprises du comte de Savoie (3). Pareille mésaventure est advenue en 1306 au prieuré de Ronsenac dépouillé par le comte de Marchie (4). Le seigneur de Didonne est en conflit avec le prieur de Saint-Georges de Didonne au sujet de la justice du lieu et le sénéchal de Saintes avec le monastère de Saint-Eutrope de Saintes pour un objet similaire (5).

Les visiteurs de la chambrerie de Provence rapportent au Chapitre de 1370 qu'ils ont trouvé le prieuré de Saint-André de Rosans occupé par les gens du Dauphin qui gèrent pour son compte les intérêts du monastère, favorisés par l'incurie et la faiblesse du prieur en fonction (6). Les empiétements sur les biens-fonds clunisiens et leur occupation indue ne sont en effet pas moins habituels que les usurpations en matière de droits de justice. En 1260, le comte de Chalon (Jean l'Antique ou le Sage, comte palatin de Bourgogne) qui avait occupé indûment le pied d'une colline, propriété du prieuré de Haute pierre, est pris de remords et pour calmer sa conscience il fait don au prieuré de 200 livres viennoises pour compenser la perte du revenu de 6 livres par an que lui rendait la terre dont il s'est saisi (7). Mais de tels scrupules sont relativement rares. Il faut un arrêt du Parlement de Paris pour faire démolir par Étienne de Berzé, écuyer, une maison forte qui, dominant le pays, constitue un danger pour les terres de l'abbé de Cluny (8).

En 1274, l'abbé de Cluny est obligé d'envoyer une députation au roi d'Angleterre pour faire vider les lieux au seigneur de Mornac

(1) B. N., nouv. acq. lat., C., 2270, n° 25.

(2) C. G. 101, f° 115, v°.

(3) *Ibid.*, f° 211, v°.

(4) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n° 52.

(5) *Arch. hist. du Poitou*, 1875, 414-415.

(6) C. G. 104, f° 29, r° et v°.

(7) C. G., 101, f° 27, r°.

(8) BOUTARIC, *Actes du Parlement de Paris*, I, 849.

qui depuis dix ans tient ses assises dans le cimetière du prieuré de Breuillat malgré les protestations réitérées des moines (1). Le Chapitre de 1301 signale le cas du seigneur d'Avant qui occupe les bois des prieurés de Marmesse et de Montrot et en défend l'accès et l'usage aux moines. Les visiteurs de Gascogne rapportent en 1308 que le vicomte d'Auvillars (2), père du pape régnant (3), détient depuis le temps où l'évêque de Langres (4) était abbé de Moissac une pêcherie appartenant à l'abbaye de Moissac. En conséquence, l'actuel abbé Auger de Durfort est chargé suivant la décision du Chapitre général de cette année de s'entendre avec le cardinal Raymond de Got, autre fils du vicomte d'Auvillars, pour que cette pêcherie soit restituée aux moines de Moissac (5). En cette même année, on signale l'occupation par des seigneurs des environs des terres du prieuré gascon de Layrac (6). Plaintes avaient été portées deux ans auparavant au comte de Genève, Amédée le Grand, par l'abbé de Cluny contre un chevalier qui s'était saisi de dix livrées de terre dépendant de la mense du sacristain du prieuré de Saint-Victor de Genève (7). Les exemples de ce genre se rencontrent en grand nombre, de même que les refus de payer les cens dus à des maisons clunisiennes (8).

Ce n'est pourtant pas là le sujet le plus constant des plaintes des moines. Ils réclament surtout contre les délits de droit commun dont ils sont les victimes du fait de leurs redoutables voisins. Nous voyons en 1215 l'abbé de Moissac appeler à l'aide l'abbé de Cluny contre le comte de Montfort (Simon de Montfort) chargé de détrôner le comte de Toulouse, dont les gens ont mis en coupe réglée ou à sac selon le cas les biens de son abbaye. Pareille plainte est portée contre le cardinal Robert de Courson, légat en France, lequel s'est livré à des entreprises illégales sur les terres des moines, a enjoint au comte de Montfort de considérer comme de bonne prise les religieux de Moissac partout où il les trouverait et l'a autorisé à faire main basse sur le temporel de l'abbaye (9). En 1337, Nicolas IV

(1) C. G. 101, f° 61, v°.

(2) *Ibid.*, f° 210, v°.

(3) Bertrand de Got, pape sous le nom de Clément V.

(4) Guillaume III de Durfort de Duras.

(5) C. G. 101, f° 263, v°.

(6) *Ibid.*, f° 264, r°.

(7) *Ibid.*, f° 207, v°.

(8) Le Chapitre de 1308 cite le cas d'un chevalier espagnol du nom d'Alveiro Garcia qui n'a pas payé depuis vingt-cinq ans le cens dû au prieuré de St-Isidore pour une terre qui lui a été concédée. En 1310, la situation n'avait pas encore changé. Une plainte de même ordre est portée devant les visiteurs de 1314 contre un chevalier qui a laissé impayé depuis de longues années le cens annuel de 10 sous qu'il devait au prieuré de Montdidier (C. G. 115, p. 588).

(9) BRUEL, n° 4491.

écrit au sénéchal de Gascogne (1) pour lui faire relâcher le prieur de Layrac qu'un chevalier du diocèse d'Agen retient prisonnier. Le comte de Forez est signalé au procès-verbal de la visite d'Auvergne de 1326 comme pressurant le prieuré de Rosiers (2). En 1321, la commune de Bergame avait envahi par surprise le prieuré de Pontida en Lombardie, l'avait occupé et en avait expulsé le prieur; ses vingt moines et ses vingt-quatre convers avaient dû se réfugier dans une maison de Bergame leur appartenant où toute vie régulière leur était interdite (3).

En 1300, le prieur de Balma en Lombardie avait été assassiné par trois de ses vassaux (4). La même année pareil accident était advenu à un moine du prieuré de Nogent. Les définiteurs ne prirent d'ailleurs pas l'affaire au tragique et demandèrent seulement à l'abbé de Cluny de pourvoir au remplacement du défunt, le défaut d'un moine à Nogent risquant d'être préjudiciable aux intérêts de la maison en l'absence du prieur retenu à Paris par un procès (5). En 1296, le sacristain de Manthe a été fort maltraité par les gens du Dauphin. Les moines du Bourget sont, d'après un rapport au Chapitre de 1286, en butte aux incessantes exactions du comte de Savoie (6). En 1269, le duc de Lorraine avait dépouillé les moines de Sainte-Marie-aux-Bois de leurs bœufs et chevaux (7), et les comtes de Montbéliard et Ferrette mis à sac et brûlé les biens (cure, village et « tout ce qu'ils purent brûler ») du prieuré des moniales de Feldbach (8). La razzia recommença en 1316. En 1315, les prieurés de Froidefontaine et de La Celle-Saint-Ulrich furent pillés une première fois, ce qui ne les priva pas de l'être une seconde fois en 1370 (9).

Les évêques, souvent aussi puissants seigneurs féodaux que les laïques et souvent aussi turbulents, ne dédaignaient pas toujours de s'enrichir au détriment des moines de Cluny. Ainsi l'évêque de Toul s'empare en 1269 de tout le sel que le prieuré de Sainte-Marie-aux-Bois possède à Pont-à-Mousson. En 1300, celui d'Amiens qui a mis la main sur le prieuré de Boves a emporté ses archives, ce qui laisse l'ordre sans titres de propriété et sans autres titres pour réclamer ses droits (10). L'évêque du Puy inquiète les moines de Grensac-en-

(1) *Reg. Nicolas IV*, n° 5090.

(2) *Bibl. Aix*, Fds Pecoul, liasse I, n° 11.

(3) C. G. 102, f° 128, r° et v°.

(4) C. G. 101, f° 199, r°.

(5) *Ibid.*, f° 202, r°.

(6) *Ibid.*, f° 89, v°.

(7) DUCKETT, *All.*, 14.

(8) *Ibid.*, 22-23.

(9) DUCKETT, *All.*, 14.

(10) C. G. 101, f° 212, r°.

Auvergne et s'entend avec les gens du roi pour les pressurer (1326) (1). L'archevêque d'Auch (Amanien II d'Armagnac), non content de détenir le prieuré de Saint-Mont, tâche d'user des droits de patronage du prieuré sur un certain nombre d'églises de la région pour les annexer aux biens de l'archevêché (2). Le Chapitre de 1259 enjoint à Pierre II de Saint-Astier, évêque de Périgueux, d'avoir à vider le prieuré d'Anais (3). En 1344, le prieuré de Budino en Espagne a été forcé par les gens de l'archidiacre de Laburnice ; le trésor du monastère a été emporté, les vases sacrés pillés, les réserves en vin et autres vivres emmenées et les terres des vassaux du prieuré systématiquement mises à sac. L'archidiacre de Narbonne et un cardinal du nom de Guilhem avaient trempé dans l'affaire (4).

Certains ordres religieux rivaux ou voisins des monastères clunisiens cédèrent aussi parfois au désir de profiter de leur aisance. Les chanoines de Clermont pénétraient en 1094 dans le prieuré de Saint-Loup dépendant de celui de Sauxillanges, enlevaient des ornements d'église, renversaient l'autel, profanaient le viatique des malades qui s'y trouvait et il ne fallut pas moins que l'intervention d'Urbain II pour que justice fût enfin rendue aux moines (5). A son tour, le Parlement de Paris rend arrêt en 1265 et 1266 contre les Templiers d'Auvergne en faveur de l'abbé de Cluny pour des justices contestées (6). D'après le procès-verbal du Chapitre de 1301, les chanoines de Châteauvillain et ceux de Langres ont aidé les Templiers et les frères mineurs à mettre la main sur les dîmes du prieuré de Marmesse et de Montrot déjà mis en coupe réglée par le seigneur d'Avant (7).

En 1342, l'abbé de Clairvaux, qui doit au prieuré de Vendœuvre une redevance annuelle de huit setiers de froment et autant d'avoine et qui ne la paye pas, est cité par le Chapitre général en Cour de Rome et en Cour de France (8). Ce même abbé avait déjà usurpé en 1336 sur le prieuré de Sainte-Eulalie-en-Champagne la justice d'Arconville (9). Le prieuré de Saint-Nicolas-de-Grave, suivant un rapport fait au Chapitre de 1334, avait subi une invasion à main armée des moines du prieuré bénédictin de Sainte-Marie de Solatio, dépendance de l'abbaye de Sainte-Croix de Bordeaux ; tout avait été emporté par les envahisseurs : reliques,

(1) Bibl. Aix, Fds Pecoul, liasse 1, n° 11.

(2) C. G. 101, f° 141, v°.

(3) *Ibid.*, f° 16, v°.

(4) C. G. 103, f° 146, r° et v°.

(5) MABILLON, *Ann. Bened.*, V, 336.

(6) C. G. 102, f° 314, r°. L'affaire n'était pas encore résolue en 1339.

(7) C. G. 101, f° 210, v°.

(8) C. G. 103, f° 97, v°-98, r°.

(9) BOUTARIC, 983, 1042.

vases sacrés, ornements d'église, livres etc. (1). En 1307, le prieuré de Breuillat se trouve depuis longtemps en conflit d'intérêts avec les chanoines réguliers de Saint-Ruf de Valence (ordre de Saint-Augustin) qui détiennent le prieuré de Mornay ; l'existence n'est plus possible, au dire des visiteurs, dans la localité, car les adversaires en viennent continuellement aux mains (2).

Les frères prêcheurs se sont rendus coupables d'un si grand nombre d'exactions et de sévices à l'égard des prieurés de Charlieu et de Saint-Orens d'Auch que le Chapitre général de 1260 décide d'envoyer l'abbé de Lezat et le prieur de Gigny en qualité de représentants de l'abbé de Cluny au Chapitre général des frères prêcheurs qui doit se tenir à Narbonne afin de protester au nom de l'abbé et de l'abbaye de Cluny (3). Les frères prêcheurs se sont encore saisis en 1392 d'un territoire situé sur les possessions du prieuré de Saint-Orens et y ont construit une église et une maison malgré la sentence qui avait été rendue contre eux en Cour de Rome (4).

Dès les débuts de leur existence, les ordres mendiants avaient été en mauvais termes avec les représentants des anciens instituts monastiques. Lorsque, au mépris de leurs statuts, ils voulurent à leur tour avoir part aux richesses temporelles, ils se heurtèrent à l'opposition énergique de tous les moines noirs et blancs. Ces derniers, déjà en possession de la terre, entrèrent en lutte avec ardeur contre les nouveaux venus qui prétendaient, forts de l'appui clandestin des évêques et de la protection officielle des papes, construire à leur guise monastères et églises sur leurs domaines. Nous avons cité des tentatives de résistance des clunisiens pour empêcher l'installation des mineurs chez eux. A partir de la fin du XIII^e siècle, les faits de ce genre se multiplient. Des scènes violentes, comme il s'en produisit en 1307 à Barbezieux où le prieur clunisien fut « atrocement rossé » par les frères mineurs de l'endroit et ses moines copieusement injuriés (5), ou en 1291 où le prieur et les moines de *Medicino* se mirent à la tête d'habitants d'Auch, Bordeaux, Toulouse, Dax, Lectoure et Tarbes pour faire irruption chez les mineurs pendant qu'ils célébraient l'office et tout mettre à sac (6), de telles scènes sont relativement rares. Les clunisiens préférèrent invoquer leurs privilèges, réclamer la protection des seigneurs du voisinage, l'appui du cardinal protecteur, intenter un procès à Rome ou devant le roi de France.

(1) C. G. 102, f^o 273, v^o.

(2) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n^o 52.

(3) C. G. 101, f^o 28, v^o.

(4) C. G. 104, f^o 430, v^o.

(5) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n^o 52.

(6) *Reg. Nicolas IV*, n^{or} 6053 et 5055.

A ces grands procéduriers, pour lutter avec succès contre leurs adversaires dans le maquis de la procédure qu'était la Curie romaine et qu'à son exemple tendait à devenir la *Curia regis* du roi de France, il fallait des agents spéciaux, particulièrement armés pour défendre les intérêts de leurs mandants. Tous les ordres en avaient. Quant à Cluny, il fut représenté en permanence en Cour de Rome et en Cour de France par ses procureurs généraux.

III

L'ORDRE EN FACE DU PAPE ET DU ROI

LES PROCUREURS GÉNÉRAUX DE L'ORDRE.

A mesure que l'ordre s'étendait, que ses maisons devenaient plus riches, et surtout qu'elles eurent plus de prétention à une indépendance plus complète à l'égard de leurs voisins, seigneurs et évêques, il devint inévitable que les conflits se multipliasent. En outre, les premiers temps de ferveur de l'institut clunisien étant passés et l'engouement de la chrétienté s'étant reporté sur des organisations régulières nouvelles, les évêques qui dans leur ensemble ne furent jamais très sympathiques au monde monastique, quel qu'il fût, ne ménagèrent plus leurs vexations et leurs empiétements sur les maisons clunisiennes. Naturellement en agissant ainsi, ils estimaient seulement se défendre contre l'envahissement des moines et récupérer les justes attributions de leur charge. De cette lutte où chacune des parties prétendait combattre pour son droit strict, il devait naître des procès de plus en plus nombreux soit devant la Curie, soit devant les cours séculières et, quand on n'intentait pas d'action en justice, il y avait tout au moins plainte au pape ou au roi.

Dans les deux cas, le soin de soutenir les intérêts de l'ordre appartenait à l'abbé de Cluny. Mais étant donnée la multitude des affaires dont il avait la charge et l'extension de l'ordre, il était impossible qu'il en assumât à lui seul tout le poids. De même qu'il avait fallu confier une partie de ses attributions abbatiales à des visiteurs spéciaux et le faire seconder dans l'administration générale de l'ordre par des Chapitres généraux, de même il vint un moment où l'on dut procéder à l'installation d'agents spéciaux chargés de suppléer l'abbé de Cluny dans la défense des intérêts de l'ordre auprès des puissants.

Ce fut la requête exprimée par le Chapitre général de 1300 :
« Étant donné, ainsi s'expriment les définiteurs, les empiétements

des évêques et prélats contre les libertés, privilèges, droits et coutumes de l'ordre, des abbés, prieurs et autres moines clunisiens sur divers domaines, l'abbé est prié de désigner un procureur par province pour soutenir les droits de l'ordre » (1). Faisant droit, après l'abbé Bertrand (2), à cette demande, l'abbé Henri I^{er} de Fautrières décida dans ses statuts que les procureurs dont l'installation avait été désirée par le Chapitre général seraient nommés par les chambriers des provinces et que les provinces subviendraient aux frais de leur entretien. Ces officiers étaient chargés en conséquence de poursuivre devant le roi, le pape et toute autre juridiction les droits des maisons de l'ordre (3).

En 1308, le Chapitre général rappela ces prescriptions et intima l'ordre au chambrier de Provence d'avoir à nommer deux procureurs pour défendre les maisons de cette province de plus en plus fréquemment en butte aux empiètements des prélats séculiers. Les frais de cette institution devaient être supportés par tous les monastères de la chambrière. Les récalcitrants devaient être excommuniés (4). A partir du xiv^e siècle donc, l'institution des procureurs fonctionna régulièrement.

Dès le début, on s'est soucié de choisir en qualité de procureurs des sujets idoines. Nous voyons, par exemple, le Chapitre général de 1299 nommer une commission composée des prieurs de Saint-Martin-des-Champs, Sauxillanges, Crépy et Longpont et la charger de rechercher dans les diverses maisons de l'ordre les sujets susceptibles de faire éventuellement des procureurs. Il devait être rendu compte des résultats obtenus au Chapitre suivant. Selon toute vraisemblance, les travaux de la commission « pour trouver des personnes capables de représenter l'ordre dans les importantes affaires pendantes dans les différentes chambrières » (5) aboutirent, puisque ce fut le Chapitre de 1300 qui rendit l'institution définitive.

Parmi les procureurs de l'ordre en Cour de France, on signale pour 1339 le prieur de Noirétable (6) et en Cour de Rome la même année l'abbé de Thiers et les prieurs de Layrac et de Tauves (7). En 1395, le prieur claustral de Cluny, un *socius in ordine* du nom de Pierre (on ne spécifie pas de quel monastère, mais vraisemblablement il appartenait à l'abbaye-mère) et l'aumônier de Cluny représentent l'ordre en qualité de procureurs (8).

(1) C. G. 101, f^o 208, r^o.

(2) DOUAIS, 399-400.

(3) *Stat. Henrici I* (B. C., 1563).

(4) C. G. 101, f^o 282, v^o.

(5) *Ibid.*, f^o 199, r^o.

(6) C. G. 103, f^o 42, r^o.

(7) *Ibid.*, f^o 53, r^o.

(8) C. G. 105, f^o 67-68, r^o.

L'action des procureurs fut jugée si utile qu'on ne tarda pas en effet à ajouter aux procureurs des provinces dont les attributions étaient délimitées, deux procureurs généraux chargés de représenter l'ordre dans son ensemble à Rome et à Paris. Cette décision du Chapitre de 1325 fut confirmée par celui de 1327. Ces procureurs généraux étaient à la nomination de Chapitre général et de l'abbé de Cluny. Ce dernier pouvait en cas d'urgence, comme pour les visiteurs, déposer l'un des procureurs généraux et en nommer un autre à sa place.

Il ne semble pas cependant qu'il y ait encore eu dès cette époque de représentant permanent accrédité pour tout l'ordre. L'intermittence du fonctionnement de l'institution semble au contraire avoir été alors de règle. C'est du moins ce qui semble ressortir d'une décision des définiteurs de 1399. Devant la nouvelle offensive des évêques contre les privilèges de l'ordre, le Chapitre de cette année-là décidait, en effet qu'un procureur général résiderait à Paris aussi longtemps que sa présence y serait nécessaire. Ses fonctions étaient donc limitées tout d'abord à l'affaire qu'il était chargé de soutenir. Il ne tarda pas néanmoins à devenir permanent. Nous voyons le Chapitre de 1401 le nommer pour un an; celui de 1406, pour quatre ans.

Il n'y eut plus à partir de cette date qu'un procureur général pour tout l'ordre ayant pour auxiliaires deux autres procureurs de l'ordre également permanents résidant l'un à Paris et l'autre à Rome. Le Chapitre de 1458 en ajouta un troisième en résidence à Toulouse. Les définiteurs de 1477 consacrèrent définitivement la permanence de la charge. Le procureur général de l'ordre était nommé pour un an, il avait mission de surveiller les procureurs agissant à Rome et ailleurs et lui-mêmes'occupait en personne des affaires pendantes à Paris. Les procureurs des provinces préparaient et lui transmettaient les dossiers que lui et ses collègues avaient à soutenir.

Pour faciliter leur tâche, le chapitre de 1401 avait décrété qu'ils recevraient la copie de tous les privilèges particuliers à toutes les maisons de l'ordre qu'ils étaient chargés d'appuyer en Cour de Rome et à Paris.

A Paris, c'était surtout les conflits de juridiction avec les évêques que les procureurs de l'ordre de Cluny avaient à soutenir (1), et aussi les démêlés des moines avec les agents du roi pour l'exercice du droit de justice dans certaines localités ou pour la perception de redevances sur les habitants et les terres (2).

(1) BOUTARIC, I, n° 983, 1042, 3007, 3093. — C. G. 103, f° 97-98, C. G. 104, f° 29, etc.

(2) BOUTARIC, I, n°s 1798. — C. G. 101, f° 119, r°, 231, r°. C. G., 102, f° 121, r° et v°.

A Rome, l'ordre avait bien pour défendre ses intérêts un cardinal protecteur qui se faisait d'ailleurs largement rétribuer. En 1306, Raymond de Got, cardinal-diacre du titre de Sainte-Marie Nouvelle, protecteur de l'ordre et neveu de Clément V, se voit ainsi octroyer 100 florins de Florence d'or pur pour l'année et pour les suivantes une pension de 500 livres petits tournois de bonne monnaie à lever sur toutes les maisons de l'ordre dépendant tant immédiatement que médiatement de l'abbé de Cluny. Les prieurs commendataires étaient tout particulièrement assujettis à cette contribution (1). Le Chapitre de 1314 rappelle à son tour qu'un dix-septième doit être levé sur toutes les maisons de l'ordre pour le paiement des 500 florins de pension que l'on sert au cardinal protecteur Raoul, cardinal-prêtre du titre de Sainte-Pudentienne (2).

Néanmoins, les affaires de l'ordre instruites à Rome étaient, comme nous l'avons vu, traitées par des procureurs. Les textes nous montrent en 1334 le procureur de l'ordre près le Saint-Siège chargé de faire rendre justice au doyen de Souvigny en conflit avec les habitants du lieu. Le prieur commendataire de Souvigny, le cardinal de Chartres devait être spécialement sollicité (3). Ce même procureur reçoit mandat d'aller supplier le cardinal de Penestrina, prieur commendataire du prieuré de Ventadour, de faire réparer d'urgence les bâtiments de ce prieuré qui tombent en ruines (4).

Les procureurs de l'ordre à Rome sont chargés en 1339 d'aller démontrer à la Curie ce que l'ordre juge fâcheux dans les nouvelles constitutions pontificales ayant trait à la réforme des moines noirs (5). C'était également aux procureurs de l'ordre en Cour de Rome qu'avait été confié en 1306 le soin de soutenir le procès des prieurs de la chambrerie d'Angleterre contre l'archevêque de Cantorbéry (Robert Winchesley) (6). Un certain Guillaume dit de Calvacabo de Crémone, s'étant, grâce à de fausses lettres du légat du Saint-Siège, emparé du prieuré de Saint-Gabriel de Crémone, le prieur de ce monastère protesta à Rome et fit en même temps avertir le Chapitre général. En conséquence, les définiteurs de 1311 décident que l'abbé de Cluny écrira sans tarder au procureur de l'ordre pour lui enjoindre de soutenir avec vigueur le prieur lésé dans ses démarches pour se faire rendre justice (7).

Mais une action à Rome ou à Paris coûtait fort cher. Les fonds nécessaires aux missions des procureurs provinciaux étaient, nous

(1) DUCKETT, *All.*, 282.

(2) *Ibid.*, 301.

(3) C. G. 102, f° 278, v°-279, v°.

(4) *Ibid.*, f° 280, v°-281, r°.

(5) C. G. 103, f° 53, r°.

(6) C. G. 101, f° 253, r°.

(7) *Ibid.*, f° 294, v°.

l'avons vu, à la charge des maisons de chaque province (1). Les procureurs généraux en Cours de France et de Rome étaient entretenus, eux, grâce à des taxesspéciales levées sur l'ordre par désision des Chapitres généraux. Celui de 1327 donne ainsi mission à l'abbé de Cluny de s'assurer que les fonds recueillis par les receveurs désignés par l'ordre et destinés à ce but précis ne soient pas détournés de leur objet (2). Un des deux vingtièmes, levés sur toutes les maisons clunisiennes avec l'autorisation du Chapitre, est destiné par les définites de 1395 à subvenir aux dépenses des procureurs de l'ordre qui travaillent en Curie à faire confirmer par le Saint-Siège les libertés et privilèges de l'institut clunisien (3). Le Chapitre général donne le détail de la taxe extraordinaire perçue sur toutes les maisons de l'ordre pour payer les frais de mission des procureurs : les maisons ayant vingt moines et plus paieront 100 sous; celles dont l'effectif va de douze à vingt religieux, 4 livres; celles à l'effectif de huit moines, 4 sous; les autres monastères sont taxés à 40 sous pour 10 livres de revenus, 30 sous pour 60 livres, 20 sous pour 40 livres, 10 sous lorsque les revenus sont inférieurs à 20 livres, les ressources étant calculées comme d'habitude non sur le revenu brut, mais sur celui qui sert d'assiette à la dîme. Cette taxe était payable en deux termes et les collecteurs, qui avaient le droit d'excommunier les récalcitrants, jouissaient aussi de celui de lever l'excommunication encourue pour non-paiement en cas de raison valable (4).

Le Chapitre général de 1458 assigne 150 écus d'or par an au procureur général de l'ordre et celui de 1462 décide d'unir à sa charge les revenus d'un bénéfice non conventuel. Cette décision était encore à l'état de projet en 1485, puisque le Chapitre de cette année lui vota une somme de 300 ducats d'or à prélever sur tous les bénéfices de l'ordre en attendant que le Saint-Siège ait donné son agrément à l'union du bénéfice projeté en 1462.

Devant la complexité toujours croissante des affaires que l'ordre avait à défendre de plus en plus nombreuses tant devant les cours séculières des princes qu'en Curie romaine, il ne semble pas que Cluny eût pu imaginer d'institution plus heureuse que celle des procureurs. Agents à la fois de l'abbé chef d'ordre et du Chapitre, ils réunissaient dans leur personne la représentation parfaite des deux organes centraux autour desquels gravitait toute l'existence du grand institut monastique clunisien.

(1) Stat. Bertrand (DOUAIS, 399-400). — Stat. Henri I^{er} (B. C. 1563). — C. G. 101, f^o 253, r^o, 262, v^o, e(c).

(2) C. G. 102, f^o 205, r^o.

(3) C. G. 105, f^o 67-68, r^o.

(4) *Ibid.*, f^o 53, r^o et v^o.

CONCLUSION

On aurait vainement cherché à la fin du ^x^e siècle dans toute la chrétienté contemporaine un institut monastique capable de rivaliser avec Cluny, aussi bien pour la puissance et l'influence que pour le nombre et l'extension géographique de ses dépendances. Cluny dépassait tout ce qu'on avait vu jusqu'alors.

L'ordre, groupant un ensemble de monastères de catégories diverses, unis à l'abbaye bourguignonne par des liens de nature différente, possédait, nous l'avons vu, son organisation à lui, avait sa physionomie distincte et formait comme un véritable Etat indépendant et fermé dans la grande famille religieuse de l'époque. Ces particularités n'ont point échappé aux contemporains. Certains les admirent; d'autres y prétendent découvrir l'indice de tendances vers une sorte d'impérialisme monastique.

Les papes suivant l'expression de l'un d'entre eux, Pascal II, (dans une lettre aux archevêques de France) se flattaient de veiller sur les moines de Cluny « comme sur la prunelle de leurs yeux (1) » et Louis VII, roi de France, nommait Cluny le membre le plus noble de son royaume « *nobilius membrum regni nostri* ».

Au ^{xv}^e siècle encore, Cluny était aux yeux de Charles VII par la situation de l'abbaye chef d'ordre sur les confins de l'Allemagne, au croisement des routes des Pays-Bas et de l'Italie, au flanc de la Bourgogne, un poste incomparable, d'autant plus désirable qu'en 1417 dans la lutte entre Armagnac et Bourguignons, l'abbaye et par elle l'ordre avaient pris parti pour Jean sans Peur.

Les ducs de Bourgogne d'ailleurs se considéraient alors comme ses suzerains. Lors du mariage de Charles le Téméraire avec Marguerite d'York, des arbres en or avaient été dressés, nous raconte Olivier de la Marche (2), sur les tables; autour de chacun, il y avait « ung rollet, où estoit escript le nom d'une abbaye; et ainsi furent monstrées trente abbayes subjectes de Monseigneur de Bourgogne, dont l'une fut Cluny et l'autre Cîteaux, chacune mère et chef de leur ordre en chrestienté ».

(1) « *Tamquam oculi sui pupillam custodientes* » (*Mém. et doc. publ. par la soc. de l'hist. de la Suisse romande*, III, 453).

(2) *Mémoires*, éd. BEAUNE et d'ARBAUMONT, Paris, 1885, III, 196.

L'ordre de Cluny n'avait jamais cessé en effet de jouer par tel ou tel de ses chefs un rôle éminent dans la politique contemporaine. Tout le monde connaît l'influence d'un Maïeul, d'un Odilon ou d'un saint Hugues soit en Cour de Rome, soit dans les conseils de l'Empereur. On va même jusqu'à oublier, en magnifiant l'œuvre des abbés de Cluny de la période héroïque qui est close avec la seconde moitié du ^x^e siècle, la place personnelle de premier rang occupée par maints de leurs successeurs dans l'Europe médiévale.

Ils ne cherchèrent pas à se réserver une action politique déterminée, mais ils furent poussés à jouer leur rôle dans l'histoire générale du fait de l'importance économique, sociale et religieuse du corps monastique dont ils étaient les chefs. Dès les débuts de l'histoire clunisienne se créa parmi eux une tradition diplomatique à laquelle bien peu d'abbés se montrèrent infidèles : ne s'aliéner personne et s'efforcer toujours de garder la balance égale entre les adversaires qui, chacun de son côté, essayaient de les gagner à leur cause.

Ainsi Hugues 1^{er}, sans se brouiller avec le pape, resta fidèle à Henri IV. A son tour, Pons de Melgueil, pourtant si impulsif en d'autres circonstances de son existence, ne cessa jamais de servir d'intermédiaire entre le Saint-Siège et l'Empire qu'il avait représenté (1) à l'assemblée de Tibur, où fut confirmée l'élection de Calixte II. Pierre le Vénérable, médiateur entre le roi de France et le comte Amédée de Savoie, entre le pape et un roi d'Espagne (dans leur conflit au sujet de l'archevêché de Saint-Jacques en Galice dont chacun d'eux voulait disposer), fut supplié par saint Bernard de Clairvaux et Suger d'assister à l'assemblée de Chartres, qui devait en 1146 préparer la 2^e Croisade. En ce ^{xii}^e siècle qui, sans moines, aurait paru aussi extraordinaire que le serait au ^{xx}^e un monde de moines, rien d'important ne pouvait être entrepris sans la participation du chef de l'ordre de Cluny, un des plus marquants parmi les instituts monastiques...

Comment s'étonner qu'il y ait eu lutte, ainsi que nous l'avons vu, pour faire élire abbé de Cluny un candidat jugé favorable à la cause de l'une des puissances qui se disputaient la suprématie dans la chrétienté d'alors, et qu'au sein de l'ordre ces tentatives de pression extérieure aient produit une réaction dans un sens ou dans l'autre? C'était en quelque sorte un hommage indirect rendu à l'importance de l'ordre dans tous les domaines.

Un grand nombre d'abbés de Cluny furent choisis au ^{xiii}^e siècle dans la maison royale d'Angleterre, c'était pour Cluny un moyen de se protéger contre la féodalité et le roi de France

(1) Avec l'évêque de Chalon, Guillaume de Champeaux, en qualité de député des Eglises d'Allemagne.

qui tendait à s'accroître vers le midi, alors que les premiers supérieurs avaient été au contraire généralement demandés à la France méridionale, restée sous le patronage moral des souverains d'Aquitaine et d'Auvergne, fondateurs de l'abbaye de Cluny. A Guillaume I^{er} d'Angleterre (1177-1179) succédait Thibaut de Vermandois qui fut créé cardinal par Alexandre III, évêque d'Ostie et légat pontifical en Allemagne. Hugues IV de Clermont (1189-1199), qui fut offert en otage au roi d'Angleterre par Philippe-Auguste, désignait pour lui succéder Hugues V d'Anjou (1199-1207). Bertrand I^{er} de Colombier (1295-1308) s'unit en 1302 aux évêques français et aux abbés qui appelèrent contre Boniface VIII en faveur de Philippe le Bel. Pas plus que saint Hugues, il ne voulut favoriser l'impérialisme pontifical.

Au xiv^e siècle, période moins brillante pour l'ordre de Cluny, les abbés déchus de leur rôle d'arbitres sont ballottés entre le pape et le roi de France. Le siège abbatial et les plus riches bénéfices de l'ordre se trouvent réduits au triste emploi de récompense pour services rendus à l'un et à l'autre pouvoir qui d'ailleurs exploitent souvent de concert les biens des religieux au mieux de leurs intérêts plutôt que de ceux de l'Église.

Cependant, malgré la décadence générale à laquelle l'institut clunisien n'échappe pas, on rencontre encore de temps en temps parmi ses chefs quelques personnalités marquantes : Androin de la Roche, élu abbé en 1351, fut après la bataille de Poitiers (1356) choisi par le pape pour ménager la paix entre les rois de France et d'Angleterre. Il sert d'otage au roi Jean le Bon prisonnier en Angleterre, traite de sa rançon en 1362 et le délivre de sa captivité. Nous le voyons rétablir la paix entre Barnabo Visconti à Milan et l'Église de Rome. Innocent VI le nomme son légat pour pacifier la Bretagne pendant les démêlés de Charles, duc de Bretagne, et de Jean de Montfort. En récompense des services rendus, il avait été fait cardinal en 1361 sur les instances des rois de France et d'Angleterre. Il fut enfin légat pontifical en Italie et exécuteur testamentaire du roi Jean ainsi que de Philippe, duc de Bourgogne (1). Son successeur Simon de la Brosse (1361-1369) servit d'ambassadeur à Charles V auprès du duc d'Anjou, du pape et de la reine de Sicile (aux appointements de 10 frs d'or par jour).

Robert II de Chaudesolles avant d'occuper le siège abbatial (1416-1423) avait, en qualité de procureur général de l'ordre, victorieusement défendu et même fait renforcer les privilèges cluniens aux conciles de Pise et de Constance. Jean III de Bourbon enfin (1456-

(1) Il mourut de la peste à Viterbe, en 1369, instituant l'abbaye de Cluny son héritière universelle, mais Urbain V préleva sur son héritage 13.000 florins pour les besoins de l'Église...

1481), dernier abbé régulier, ne se montra pas non plus inférieur à sa tâche. Esprit audacieux et énergique, il tenta de réformer son ordre et de lui rendre un prestige depuis longtemps affaibli. S'il ne réussit pas, la faute ne lui en est pas imputable, ni même à ses moines. Les circonstances et la situation désastreuse au point de vue économique empêchaient alors tout résultat durable de réforme de se produire.

Peut-être n'était-il pas inutile de rappeler que les institutions d'un ordre dont on a exagéré la décadence ont permis à un nombre notable de personnalités de valeur de se révéler. S'il était tombé aussi bas que ses détracteurs se sont plu à le dire et certains historiens à le répéter aveuglément après eux, il semble peu croyable que les chefs de l'ordre de Cluny eussent été appelés à occuper dans l'Europe contemporaine la place qu'ils y tinrent, ni que les puissances eussent trouvé utile de se ménager un ordre depuis si longtemps réduit au dernier degré de la décadence et de la désagrégation.

Au reste, si l'on a pu très légitimement critiquer certains aspects de l'organisation intérieure des maisons clunisiennes, il semble au contraire que dans leur ensemble les institutions et l'organisation générale de l'ordre méritent, étant donnée la constitution particulière des différents monastères qui le composèrent, surtout des éloges. Sa forte armature a permis à l'institut d'abord de grandir et surtout de durer malgré les graves défauts qui compromettaient l'existence de la plupart de ses membres. Et de fait, grâce aux pouvoirs combinés de l'abbé de Cluny chef de l'ordre et du Chapitre général représentant les abbayes et prieurés un équilibre parfait d'autorité régnait dans tout l'organisme.

Le Chapitre général, qui pourrait selon toute vraisemblance être sous sa forme primitive une innovation proprement clunisienne, fut dans la réalité moins une mesure de sauvegarde contre l'omnipotence de l'abbé qu'un pouvoir complémentaire destiné à combler les lacunes que les circonstances et en particulier le large développement de l'institution monastique avaient entraînées. Les visiteurs, organe de contrôle de l'abbé, et les définiteurs assuraient à la fois l'inspection de l'ordre et la liaison du corps tout entier dont l'administration provinciale était par ailleurs laissée aux chambriers responsables devant l'abbé, tandis que l'ordre voyait ses privilèges et ses intérêts défendus auprès des puissances ecclésiastiques et laïques par des procureurs généraux et particuliers.

A ce tableau, il est cependant quelques ombres : l'insuffisante initiative laissée trop souvent à maints chefs de maisons, mais surtout l'état des finances du corps clunisien. Comme celles des maisons particulières, elles furent compromises par une série d'éléments

perturbateurs : taxes levées au profit des papes, des rois, des abbés de Cluny, emprunts aux Lombards et aux Juifs, passages des gens de guerre et des souverains pontifes, etc...

Sans vouloir prétendre que tout fut parfait dans les institutions communes à l'ordre clunisien, on ne saurait nier que de tout l'édifice, c'est encore là que se rencontre le meilleur instrument d'accroissement et de durée aux mains de ses dirigeants. Grâce à elles, les résultats acquis par la réforme monastique du ^xe siècle purent produire tous leurs fruits, le prestige de Cluny se maintenir même aux époques les plus funestes et un nom qui, malgré tout, domine non seulement le monde monastique médiéval, mais encore dans son ensemble toute une partie de cet âge, s'imposer sans conteste.

On a beaucoup parlé de la centralisation de Cluny, nous espérons avoir prouvé qu'il y eut tout au moins quelque exagération dans les critiques qui ont été élevées contre elle. Et puis, pourquoi ce qui a été imputé à vertu à la monarchie capétienne doit-il tant être considéré comme une imperfection pour un institut monastique du type de Cluny? Les détracteurs du système ne se seraient-ils pas laissé influencer malgré eux par les théoriciens mieux intentionnés que réalistes du grand principe de l'individualisme rigoureux de chaque monastère militant suivant la règle de saint Benoît? Les institutions et l'organisation de l'ordre de Cluny n'ont-elles pas constitué une de ses plus grandes originalités, celle qui au contraire mérite le plus l'admiration, puisque l'armature qui fut à leur base maintint unies pendant de longs siècles des maisons disparates par leur nature et dispersées par toute la chrétienté?

Grand par la réforme monastique dont il fut le propagateur, Cluny le fut aussi par les institutions de son ordre, car ce sont elles, on ne saurait trop insister sur ce point, qui permirent à un des plus grands instituts bénédictins de conquérir et de conserver la place éminente qu'il occupe dans l'histoire.

APPENDICE I

Esquisse de l'expansion de l'ordre de Cluny

Il y a dans l'accroissement des maisons clunisiennes comme pour les autres instituts monastiques une courbe que l'on peut aisément déterminer. La période de développement rapide ne commence que sous le troisième abbé de Cluny Aymar (944-953), atteint son point culminant sous saint Hugues (1049-1109) pour diminuer très sensiblement à partir de la fin de son abbatiat jusqu'au milieu du XIII^e siècle, époque où le nombre des maisons de l'ordre reste pour ainsi dire stationnaire avant de décroître avec la fin du XIV^e siècle.

Un rapide coup d'œil révélera la marche de ce mouvement. Sous Bernon (910-926), outre Gigny et Baume, le prieuré de Savigny fit partie de la dépendance clunisienne. Sauxillanges, Charlieu et Romainmôtier furent nominalement rattachés sous l'abbatiat d'Odon (926-948). Sous Aymar (939-954) peu de maisons importantes ou célèbres viennent s'agréger, mais de nombreux prieurés nouveaux sont acquis ou fondés par l'abbaye bourguignonne (1). La Charité représente le principal gain de Maieul (953-994). Odilon (994-1049) voit la domination directe de Cluny s'étendre notamment sur Saint-Victor de Genève, Mesvres, Saint-Pierre de Bévaix, Lavoute, Saint-André de Gap (1010) (2), Vézelay (1026) (3), Malaucène (1030) (4), Ambierle (1038), Nantua, Saint-Flour, Sainte-Colombe, près Toulouse (5).

Avec l'abbatiat de saint Hugues, nous notons parmi toute une série d'anciens monastères venus grossir le nombre des maisons de l'ordre : Saint-Pierre de Moissac en 1067, Saint-Martial de Limoges (1062), Saint-Eutrope de Saintes, Saint-Saulve de Valenciennes (6), Saint-Sauveur de Figeac, Saint-Orens d'Auch, Saint-Pierre de Beaulieu (7), Saint-Alban de Bâle, Sainte-Marie de

(1) Bl. C., 5. — SACKUR, I, 207.

(2) SACKUR, II, 82.

(3) *Ibid.*, 38.

(4) *Ibid.*, 80.

(5) *Ibid.*, 83.

(6) B. C. 535.

(7) *Ibid.*, 525.

la Daurade, l'église toulousaine transformée en prieuré clunisien, Sainte-Foy de Morlaas, don de Centule II, comte de Béarn en 1077. Saint-Martin-des-Champs de Paris est dû à la munificence de Philippe-Auguste ; Mozac (1095), Saint-Germain d'Auxerre et Saint-Bertin de Théroutanne sont placés sous la férule de l'abbé de Cluny par le pape Urbain II. Sous son abbatiat lui sont également soumis les monastères de Saint-Arnould de Crépy par le comte Simon de Crépy, le prieuré de Rimesingue par l'empereur Henri IV, celui de Saint-Wulmar par le comte de Boulogne, celui de Nogent-le-Rotrou par le comte Geoffroy

Marcigny, le premier monastère de femmes de l'ordre, la fondation chère à Hugues I^{er} de Cluny, et à Ermengarde de Semur, sa sœur, qui en fut la première prieure, ne tarda pas non plus à avoir des émules. Urbain II en compte déjà sept en France, un en Angleterre et un en Espagne. Tandis que, sous le même abbé, l'ordre continuait à se propager en Italie (1) où il comptait déjà des maisons, Alphonse VI, roi de Castille, l'installait solidement en Espagne en le gratifiant des monastères de Saint-Isidore de Dueña, de San-Jaime de Campomodo, de Santa Colomba de Burgos et de Montsarrat; Garcia de Navarre fondait le prieuré clunisien de Santa Maria de Najera et Thérèse, veuve du comte Gomez Didace, celui de San Zoile de Carrion.

Le nom de Cluny brille jusqu'en Terre-Sainte où l'ordre possède, grâce à la munificence de Tancrede, Prince de Galilée (vers 1100), le monastère de Saint-Saviour sur le Mont-Thabor (2). Dans l'Empire d'Orient le monastère de Civitot, près de Constantinople, avait été donné à une fille de Cluny : le prieuré de La Charité, par l'empereur Alexis Comnène (3).

Comme on le voit, c'est sous saint Hugues que l'ordre atteint vraiment son apogée. S'il ne compta sans doute jamais les deux mille maisons que lui accorda la légende, le nombre de ses dépendances fut alors cependant très important. Nous en avons dénombré 815 en France, 105 en Allemagne, 23 en Espagne, 52 en Italie ou Lombardie, 43 en Grande-Bretagne.

Nous ne pouvons, faute de textes suffisamment probants, faire état d'une prétendue province clunisienne de Pologne dont ont parlé divers historiens (4). Le seul document dont ils se sont

(1) Entre 1068 et 1089, Cluny comptait en Lombardie dix maisons importantes et dix-sept de dimensions modestes.

(2) PIGNOT, II, 160. Les Sarrazins détruisirent cette maison en 1113; relevée et rebâtie, elle fut définitivement anéantie par Saladin, dans les environs de 1187.

(3) Cf. Pierre le Vén., I, Ep. XXXIX, 261.

(4) CHAVOT : *Monastères de l'ordre de Cluny en Pologne au XV^e siècle* (Ann.

successivement réclamés, sans s'être sans doute donné la peine de faire la critique et le contrôle de ce texte, est un rapport du 16 février 1418 d'un moine de Tynieć sur les monastères prétendus clunisiens de son pays adressé au procureur de l'ordre de Cluny au concile de Constance (1). Les maisons dont il est question sont les monastères de Mogilno (2), Lubin (3), Plotzko, de Sainte-Croix près Bozoczin et enfin la célèbre abbaye de SS. Pierre et Paul de Tynieć en Galicie (4). Il est en outre fait allusion dans divers ouvrages généraux concernant la Pologne à des mentions d'affiliation clunisienne pour l'un ou l'autre de ces monastères (5). Mais ces mentions imprécises et sans indication de sources nous semblent peu probantes. On peut tout au plus en tirer des arguments en faveur de l'adoption plus ou moins intégrale des coutumes clunisiennes par des maisons bénédictines de Pologne. Et encore ne faut-il adopter cette hypothèse qu'avec une prudence extrême et sous toutes réserves. En effet l'abbaye de Tynieć, que de tous temps l'on avait crue fondée par le roi de Pologne Casimir, ancien moine de Cluny, semble suivant de récentes découvertes (6) l'avoir été par des moines de Brunwiller, maison créée aux environs de Cologne par l'aïeul du roi Casimir avec l'aide de l'abbaye de Stavelot. Pareillement le monastère de Lubin fut fondé par de religieux de Saint-Jacques de Liège.

Au xvi^e et au xvii^e siècle pour éviter d'abord les attributions d'anciennes maisons bénédictines, tombées en pleine décadence et à peu près complètement dépeuplées, aux Jésuites et ensuite leur incorporation à la congrégation cassinienne de Pologne, de récente fondation, les moines menacés dans leur indépendance et même dans leur existence durent invoquer une prétendue et peu gênante affiliation clunisienne. C'est sans doute sur cette allégation aussi récente qu'intéressée que s'est bâtie à la fin du xvii^e siècle la légende d'une province clunisienne de Pologne. Les quelques notes annexées à la relation des visiteurs

de l'*Acad. de Mâcon*, IV (1860), II, 15-20) ; Jacques MALINOWSKI, *Une province de Cluny en Pologne*, Mâcon, 1870, in-8 ; Dom Ursmer BERLIÈRE, *Beitrag zur Geschichte der Cluniacenser Deutschlands und Polen im XV. Jahrhundert* (Stud. u. Mit. Ben. u. Cist. O., XII (1891), 115-120) ; DUCKETT, *Visitations and chapters gen. of the order of Cluny*, op. cit., 200 et sq.

(1) Quelques pages informes du ms. Nouv. acq. lat., 1503 de la B. N.

(2) Diocèse de Gniezno.

(3) Diocèse de Posnan.

(4) Diocèse de Cracovie.

(5) Pour les années 1253 alias 1298, *Codex Diplomaticus majoris Poloniæ*, II, 161, n° 796 ; 1285, 1286, 1325, 1343, 1400, 1409, 1414 (THEINER : *Monumenta Polonica historica*, I, 94, 97, 209, 469, 470, 500, 531, 558, 772, 781 ; II, 11).

(6) Nous tenons ces détails, ainsi que ceux concernant Lubin, du R P. Dom Joseph Oslowski, bibliothécaire de cette dernière abbaye.

de la province d'Allemagne de 1418, si elles ne sont pas un faux, ont sans doute, elles-aussi, été inspirées par le désir de protéger quelques monastères polonais contre des empiètements d'une puissance quelconque.

Il est, en effet, digne de remarque que pas une fois, pendant tout le Moyen Age, il n'a été question dans les procès-verbaux des visites et des Chapitres généraux de l'ordre de Cluny, pas plus que dans les bulles pontificales le concernant dans son ensemble, de maisons situées en Pologne. Il nous semble en conséquence légitime, jusqu'à plus ample informé, de nier l'existence d'une province clunisienne de Pologne et même de maisons clunisiennes dans ce pays durant la période médiévale.

Après saint Hugues, la période d'accroissement intense de l'ordre de Cluny est pour ainsi dire close. Sous Pierre le Vénérable, successeur d'Hugues I^{er}, quatre nouveaux prieurés clunisiens seulement furent fondés dont trois en France : Dompierre, Sainte-Marie de Montdidier, Clunizet et un en Espagne : Saint-Vincent de Salamanque. L'ordre continua pourtant à s'accroître encore de quelques unités jusqu'à la fin du xiv^e siècle (1), mais ce ne sont plus là que des cas exceptionnels. Cette ère d'immobilité sera suivie pour certaines chambreries clunisiennes de mouvements de désagrégation et de séparatisme qui s'échelonneront de la fin du xiv^e siècle jusqu'aux dernières années du xvr^e.

En effet, si certaines provinces ne cessèrent jamais dans leur ensemble de rester non seulement unies à l'abbaye chef d'ordre, mais en rapports constants avec elle, et ce fut le cas des provinces de Lyon, de France, de Poitou et de Gascogne, d'autres au contraire rompirent avec plus ou moins de rapidité et de facilité leurs liens de sujétion. Très vite la Lombardie n'eut avec Cluny que des relations de pure forme, devenues inexistantes en fait dans les environs de 1400.

Dans aucune région d'Europe, hors de France, les clunisiens n'eurent dans les débuts de la propagation de leur réforme une place aussi importante que celle qu'ils occupèrent en Espagne. Dans ce pays en effet, les monastères et non les évêques étaient les centres des provinces, de là la réalité de l'indépendance qui partout leur était garantie. Une preuve caractéristique du prix que les rois d'Espagne attai-

(1) En 1160, Huy, dans la province de France; en 1164, Relanges dans celle d'Allemagne; Paisley, en 1169, en Angleterre, Normanborough dans la même province en 1200. Châteaudun en Poitou en 1209; Le Breuil, en Auvergne, l'année suivante; en 1229, Dallmullie; en 1252, Monkbreton, en Angleterre encore, Lons-le-Saunier, en Allemagne, en 1254; Fauroux (Auvergne), en 1291; le prieuré de Rosay, vers 1297, dans la province de Provence; en 1302, l'abbaye de Beau-lieu en France, etc.

chèrent au ^x^e siècle à l'influence clunisienne, est le fait que relate Raoul Glaber : au cours d'une guerre contre les Maures, tout l'argent et l'or du butin fut envoyé en hommage à Cluny. Ferdinand I^{er} et Alphonse VI de Castille assurèrent pareillement à Cluny, le premier un cens annuel de 100 onces d'or, le second 200 onces (1). Saint Hugues réussit par son seul prestige à introduire en Espagne la liturgie romaine et lui faire supplanter le rite mozarabe malgré la grande popularité dont jouissait ce dernier parmi le clergé et le peuple.

Cependant, plus peut-être là que partout ailleurs, si un grand nombre de maisons monastiques se soumirent à la réforme de Cluny et adoptèrent ses usages, la majorité d'entre elles, placées sous la protection du Saint-Siège, exemptes vis-à-vis de l'ordinaire, ne se laissèrent pas rattacher à Cluny. Ce fut notamment le cas de San-Juan de la Pena en Aragon, restauré aux environs de 1020 et devenu l'un des foyers d'où se répandit la discipline clunisienne en Espagne, de l'abbaye navarraise de San Millan de la Cogolla, comme de celle d'Ona en Castille. Cette dernière, réformée en 1033, forma dans la suite une congrégation indépendante qui ne compta pas moins de soixante-treize monastères dans sa dépendance. Cet individualisme jaloux, qui anima de tous temps les moines espagnols, ne tarda pas à se manifester même parmi les religieux de la trentaine de monastères espagnols véritablement incorporés à l'ordre clunisien et groupés par lui en une province particulière.

De fait, il semble, si l'on s'en rapporte aux procès-verbaux des Chapitres que les relations de la province clunisienne d'Espagne avec l'ordre subirent à diverses reprises des éclipses plus ou moins prolongées jusqu'au milieu du ^{xv}^e siècle (2). Et c'est en vain que l'abbé Jean III de Bourbon tenta vers cette époque de remédier à un ordre de choses dont se plaignaient déjà en 1292 les définiteurs des Chapitres généraux. En général, disaient ces derniers, les maisons espagnoles se montraient rebelles à l'ingérence de l'ordre dans leurs affaires, les prieurs tancés et convoqués au Chapitre général faisaient la sourde oreille et du reste un grand nombre de maisons étaient en mains royales. Ces plaintes furent renouvelées devant le chapitre de 1344 par les visiteurs d'Espagne. Les moines clunisiens espagnols étaient accusés par eux d'avoir conservé la fâcheuse habitude de fréquenter la cour des princes, d'y intriguer

(1) SACKUR, II, 112.

(2) Les procès-verbaux des Chapitres généraux de l'ordre contenant des mentions relatives à la province d'Espagne sont ceux des années suivantes : 1259, 1261, 1264-1265, 1269, 1272, 1274, 1276, 1280, 1285-1286, 1288, 1290, 1297, 1300, 1303, 1305-1306, 1308, 1312, 1314, 1317, 1321-1322, 1326, 1328-1329, 1336-1337, 1340, 1342, 1344-1345, 1347-1349, 1373, 1377, 1387, 1392, 1396, 1460.

et d'y obtenir des lettres contre leurs supérieurs (1). Un des principaux objectifs de la réforme clunisienne au début du x^e siècle avait été, ne l'oublions pas, de lutter contre l'ingérence des laïques dans les affaires des monastères. Ce retour aux errements passés s'étant généralisé en Espagne devait fatalement amener tôt ou tard la rupture des derniers liens des monastères espagnols avec l'ordre de Cluny, et c'est ce qui se produisit après la mort de Jean III de Bourbon.

L'Allemagne (2), elle, reste nettement soumise à Cluny jusqu'à l'époque de la Réforme, bien qu'à partir du xiv^e siècle on note un certain relâchement dans ses rapports avec l'ordre : visites moins fréquentes, présence de plus en plus rare des chefs de maisons aux Chapitres généraux. L'abus de la commende qui sévit dans ces parages surtout depuis le pontificat de l'antipape Felix V contribua beaucoup à cette tacite soustraction à l'ordre. Avec la mainmise de la maison de Savoie sur les importants monastères de Payerne et de Romainmôtier, celle de la ville de Berne sur ceux de Ruggisberg, Villars-les-Moines et de l'Ile Saint-Pierre (Petersinsel) réunis en 1484 avec l'assentiment pontifical au chapitre, de récente fondation, des chanoines de Saint-Vincent à qui ils servirent de dotation, l'heure de la décadence de la province clunisienne d'Allemagne a sonné ; la Réforme ne fera que parachever la dislocation commencée par les papes et les puissances temporelles de la région.

Plus encore que l'Espagne, l'Angleterre se distingue des autres chambreries clusiennes par sa physionomie toute particulière. Non que son organisation fût en principe distincte de celle des autres provinces, où qu'en droit les liens qui la rattachaient à l'ordre de Cluny fussent différents (3), mais les aspirations et les efforts de l'ensemble des maisons anglaises tendirent dès l'origine vers un particularisme et une situation exceptionnelle qu'après une lutte deux fois séculaires elles réussirent à conquérir. Pour se soustraire à l'autorité de Cluny, les monastères d'Angleterre n'eurent pas à attendre le secours de la Réforme, depuis longtemps alors l'appui des rois anglais leur avait été acquis.

(1) C. G. 103, f^o 149, r^o.

(2) Ruggisberg a été la première fondation clunisienne (1070 environ) en pays de langue allemande, elle a été organisée par Ulrich, de race germanique comme on le sait, spécialement délégué pour cette œuvre par l'abbé St-Hugues. Cf. EGGER, *Cluniazenser Kloster in der Westschweiz*, op. cit., 50. Bâle aurait été, suivant le même auteur, le dernier monastère que l'ordre de Cluny ait incorporé sur le territoire suisse (1140).

(3) Il est cependant peut-être intéressant d'attirer l'attention sur ce fait que l'Angleterre compte plus de maisons dépendant immédiatement des deux filles de Cluny, La Charité et St-Martin-des-Champs, que de fondations dépendant directement de l'abbaye chef d'ordre.

L'état de choses que l'on constate pour cette province était donc certainement dû aux intérêts politiques des souverains et aussi au précoce nationalisme insulaire du peuple anglais. Certains historiens ont cherché une raison décisive au rôle plus obscur qu'ailleurs dévalu à l'ordre clunisien en territoire anglais : ils la voient dans le fait que cette île assista passive à la lutte entre la Papauté et l'Empire. Nous ne croyons pas quant à nous que l'on puisse invoquer cet argument, car sur le continent aussi l'observance monastique qui nous occupe se garda de se mêler de la querelle des Investitures, tenant par-dessus tout à se ménager à la fois les deux puissances rivales. Les causes de cette influence moins étendue nous paraissent plutôt pouvoir se trouver dans les conditions locales particulières à l'Angleterre.

Lorsque les clunisiens s'installèrent en Angleterre, ils n'y eurent pas comme ailleurs à prendre en main la réforme des monastères tombés en décadence. Ils trouvèrent l'Église anglo-normande en parfait état tant au point de vue matériel qu'au point de vue spirituel. Leurs devanciers normands avaient, à l'appel de Guillaume le Conquérant et de ses successeurs immédiats, mis de l'ordre un peu partout et occupé les maisons les plus importantes du monde monastique, il ne restait donc à Cluny qu'à se contenter de la seconde place et à faire son chemin dans l'ombre. Il réussit d'ailleurs à s'y développer en dépit de conditions moins favorables. Mais la subordination à l'égard de l'abbé de Cluny en raison de l'éloignement, de la difficulté spéciale des communications et du particularisme national des religieux anglais, fut dès l'abord moins rigoureuse que dans les autres provinces de l'ordre.

L'expansion de Cluny s'était opérée quasi méthodiquement gagnant de proche en proche : de Bourgogne en Aquitaine, puis dans les pays d'outre-Loire et dans la France proprement dite; ensuite en Auvergne, dans la vallée du Rhône, en Suisse romande, en Lombardie, dans la Haute-Provence, le Languedoc, la Gascogne; de là en Castille, Navarre et Aragon. Sous l'abbé Hugues 1^{er}, la Normandie, l'Ile-de-France, la Picardie, la Champagne, la Flandre et la Lorraine s'étaient à leur tour couvertes de monastères clunisiens. Ainsi l'ordre de Cluny formait un vaste empire continental. Lorsqu'il s'agit de mettre la mer entre lui et ses moines, comme cela arriva pour l'Angleterre, l'abbé de Cluny hésita, et l'avenir devait justifier ses craintes.

Dès les débuts un certain nombre de maisons, telles Lewes, Paisley, obtinrent pour leurs supérieurs une situation privilégiée : le prieur de Lewes était inamovible et venait dans la hiérarchie de l'ordre en tête de ses collègues, immédiatement après le prieur de La Charité. L'abbé de Paisley était librement élu par ses moines et

ne devait à l'abbé de Cluny que le serment d'obédience. Et, à Faversham qui avait été fondé avec l'aide du prieur de Bermondsey, lui-même dépendant de celui de La Charité, l'abbé était même dispensé de ce serment d'obédience.

Les obligations financières des monastères anglais à l'égard de l'abbé de Cluny ou des prieurs de La Charité et de Saint-Martin-des-Champs ne furent jamais acquittées par eux que d'une manière imparfaite, quand ils ne s'en dispensèrent pas complètement. Il en fut de même pour l'assistance des chefs de maison aux Chapitres généraux, soit qu'ils invoquassent une foule de raisons bonnes ou mauvaises pour ne pas participer à ces réunions plénières de leur ordre, soit que les souverains anglais les empêchassent de se rendre sur le continent pour y exporter l'argent destiné au paiement de leur « pension » à un prélat étranger ou pour y reconnaître les décisions d'une assemblée soustraite à leur autorité et à leur influence.

La visite canonique que les établissements clunisiens de la province d'Angleterre avaient en principe à subir périodiquement de la part de l'abbé de Cluny ou surtout de ses représentants : le chambrier provincial ou les visiteurs nommés par l'ordre, semble encore avoir été illusoire. Comme le constatent les visiteurs de 1290, de nombreuses divergences existent dans les prieurés d'Angleterre avec ce qui se pratique à Cluny, car les Anglais ne se plient que très difficilement aux prescriptions du coutumier clunisien. Aussi les velléités d'indépendance se manifestent-elles de plus en plus nombreuses à partir de la seconde moitié du XIII^e siècle. Pour se soustraire à la juridiction et aux sanctions de l'abbé de Cluny, des moines de Monk Bretton, de Saint-James d'Exeter, de Barnstaple, de Monkhorton etc., n'hésitent pas à reconnaître la juridiction de l'ordinaire diocésain et à lui prêter obédience. N'ayant plus avec le chef d'ordre que des rapports très lointains et même souvent n'ayant plus aucune relation avec lui, maintes maisons deviennent absolument étrangères aux usages clunisiens et, dès lors, l'esprit particulariste anglais aidant, il n'est pas étonnant que les moines aient désiré rompre avec l'ordre des liens dans lesquels ils ne voyaient qu'une inutile et onéreuse contrainte.

Cet éloignement instinctif à l'égard de l'abbé chef d'ordre résidant sur le continent fut encore renforcé, et cette fois pour des motifs de subsistance, par les mesures prises en 1295 par le roi d'Angleterre contre les « alien priories »; les prieurés clunisiens sont dès lors pris en charge par le roi et les biens des moines mis en coupe réglée. Pour obvier à cette situation, les monastères clunisiens d'Angleterre achetèrent leur naturalisation et, *ipso facto*, une maille de plus de la chaîne les liant à Cluny se brisa.

Malgré l'optimisme et la ténacité des abbés chefs d'ordre (la dernière tentative de récupération d'autorité est de 1532), la scission était virtuellement accomplie au début du xv^e siècle.

Après l'abbatiate de Jean III de Bourbon, l'ordre de Cluny ne comprend plus, comme nous l'avons déjà dit, que les provinces en territoire français...

APPENDICE II

Préséance et hiérarchie des maisons de l'ordre

Dans un institut monastique à caractère féodal comme l'est celui de Cluny, la plus ou moins grande dignité de chaque maison, la place à laquelle son chef a droit à Cluny et le rang auquel il peut prétendre dans tel ou tel monastère où il est reçu prend une singulière importance. Le sujet a défrayé la chronique de l'ordre. Et la solution de ce problème a engendré des conflits qu'il ne fut pas toujours facile de calmer...

Plusieurs Chapitres généraux eurent à s'occuper de cette question(1), Un abbé réformateur, Bertrand 1^{er} de Colombier, ne dédaigna pas de lui faire une place relativement grande dans les statuts qu'il promulgua au début du xiv^e siècle (2). Pour nous renseigner sur ce point nous avons, outre les procès-verbaux de divers Chapitres généraux et le texte des statuts de l'abbé Bertrand, un règlement très complet publié par un prieur de Ris dont Dom Anger a naguère tiré parti (1).

Sans donner à ce détail des préséances plus d'importance qu'il n'en mérite, il est cependant utile de le connaître, car il situe les monastères dans leur cadre. Il offre aussi un schéma commode en même temps que véridique de l'ordre au xiv^e siècle, alors qu'il n'avait pas encore subi le lent travail de désagrégation dû en partie à la guerre de Cent ans, surtout pour les prieurés anglais, et aux divers mouvements séparatistes ou nationaux comme ce fut le cas aussi pour les maisons clunisiennes d'Espagne et de Lombardie.

L'abbé Bertrand ne s'occupe que du rang qui revient aux abbés de l'ordre, aux prieurs chefs des cinq filles de Cluny et enfin au grand-prieur et au prieur claustral de Cluny même : Dans l'abbaye de Cluny et en présence de son abbé, tant au chapitre que dans le cloître et au réfectoire, les abbés de Moissac, Baume, Lezat et Thiers prendront place d'un côté de l'abbé de Cluny, tandis que ceux de Figeac,

(1) Par exemple ceux de 1313 (C. G. 102, f^o 39) et de 1321 (*ibid.*, f^o 127, v^o), qui tous deux renvoyèrent la solution à intervenir au chapitre de l'année suivante.

(2) B. C., 1587-1588 et DOUAIS, 401, 403.

(3) *Ordo abbatium, priorum, officiarum religiosorum cluniacensium tam in sessionibus quam in processionibus, per et prius et posterius conformiter ad ordinationes predecessorum excerptus, ex manuscriptis D. prioris de Rivo* (B. N., ms. lat., 13873, f^o 207-209, publ. ds. *Rev. Bened.*, XXXVI, 1924, 347-351).

Montierneuf de Poitiers, Beaulieu en Argonne et Mozac se placeront de l'autre. Les grand prieur et prieur claustral de Cluny viennent ensuite, ayant après eux les cinq prieurs principaux de l'ordre rangés dans l'ordre suivant : après le grand prieur, le prieur de La Charité et ensuite le prieur de Souvigny. Après le prieur claustral, le prieur de Lewes, puis ceux de Saint-Martin-des-Champs et de Sauxillanges.

Le grand prieur de Cluny occupait dans tous les prieurés de l'ordre où il séjournait la place du prieur du monastère. Le même honneur revenait au prieur claustral s'il était investi d'une mission où il représentait l'ordre, toutefois il ne pouvait arguer de ce droit même dans ces circonstances dans l'une des cinq filles de Cluny, sauf en l'absence de son supérieur. En présence du prieur d'une de ces cinq maisons, le prieur claustral de Cluny recevait partout une place d'honneur mais, comme nous venons de le voir, toujours après le chef du prieuré. A leur tour, les prieurs des cinq filles de Cluny avaient droit dans les autres prieurés de l'ordre aux prérogatives dont jouissait chez eux le prieur claustral de l'abbaye-mère. Ils partageaient ces privilèges avec le chambrier provincial dans les maisons de sa province. Les visiteurs, dans leurs tournées d'inspection, occupent la seconde place dans les abbayes et les cinq filles de Cluny après l'abbé ou le prieur, ailleurs ils ont le droit de revendiquer la première place (1).

Le document du prieur de Ris se place à un autre point de vue : il donne la liste des maisons les plus importantes de l'ordre et note, pour chacune d'elles, le rang qu'elle occupe dans la hiérarchie de l'ordre. On y remarque non seulement une nomenclature bien plus complète que celle donnée par les statuts de l'abbé Bertrand, mais aussi quelques différences avec les renseignements fournis par ce texte.

Sont mentionnés à la suite de l'abbé de Cluny, les abbés de Moissac, Figeac, Baume, Montierneuf, Mozac, Thiers, Beaulieu, Paisley, Crossraguel (?), Payerne, Eysses, Arles-sur-Tech et Campredon. Puis après les deux prieurs de Cluny, les cinq prieurs principaux de La Charité, Saint-Martin-des-Champs, Lewes, Souvigny, Sauxillanges, les membres de l'ordre docteurs en théologie, suivis des prieurs chefs des prieurés conventuels triples (comptant au moins trente moines) : Marcigny, Gigny, Charlieu, Saint-Saturnin du Port, Sainte-Marie de Nazareth en Espagne, Lihons-en-Santerre (doyenné) Abbeville, Saint-Leu d'Esserent, Saint-Arnoult de Crépy, Valenciennes et Lavoute ; venaient ensuite les prieurs des prieurés conventuels doubles (au moins vingt-cinq religieux ou environ) :

(1) DOUAIS, *loc. cit.*

Paray (doyenné dont la maison est unie à la mense de l'abbé de Cluny), Nantua, Saint-Marcel de Chalon, La Daurade, Gaye (doyenné), Longpont, Vaux-sous-Poligny, Ris, Longueville, Reuil, Gournay, Wenlock, Vergy (doyenné), Coincy, Romainmôtier, Saint-Orens d'Auch, Pontida, Montacute, Northampton, Pontefract, Castleacre. Ensuite, les prieurs conventuels supérieurs de douze moines : Ambert, Nogent-le-Rotrou, Sainte-Marguerite d'Elincourt, Saint-Etienne de Nevers, Saint-Révérien, Donzy-le-Pré, Nanteuil, Montdidier, Lagrand, Rompon, Saint-Marcel de Die, Ganagobie. Faillefeu (uni au collège clunisien de Saint-Martial d'Avignon), Tornac, La Contamine, Domène, Saint-Eutrope de Saintes, l'Isle d'Aix, Saint-Alban de Bâle, Layrac, Carennac (doyenné), Après eux enfin prenaient rang les prieurs de monastères de huit moines Mézin, Sainte-Marguerite-en-Champagne, Mergey, Saint-Marcel-lès-Sauzet, Ronsenac, Sézanne, N.-D. de Sens (N.-D. du Charnier près Sens), Saint-Nicolas d'Acy, Cannes (diocèse de Sens) et Encre. Aux prieurs énumérés ci-dessus succèdent les quatre obédienciers suivants de l'abbaye de Cluny : le sacristain, le doyen, l'aumônier et l'archidiacre qui sont suivis à leur tour par les membres de l'ordre licenciés en théologie et les licenciés en décrets précédant les chantre, infirmier, maître des novices, maître des enfants, trésoriers de l'abbé et de l'abbaye, hôtelier, officiers du monastère chef d'ordre. Les bacheliers prieurs de prieurés non conventuels et autres dignitaires monastiques constituaient le dernier échelon hiérarchique avant les simples moines.

Les abbés étrangers à l'ordre étaient placés, lorsqu'ils séjournaient à Cluny, après les abbés de l'ordre, sauf dérogation accordée par grâce spéciale de l'abbé de Cluny. Les moines prêtres étrangers à l'ordre étaient placés à la suite des moines de Cluny lors de leur visite ou passage à Cluny.

Comme on peut s'en rendre compte, cette énumération n'a pas seulement le mérite de mentionner la place occupée dans la hiérarchie clunisienne par les diverses maisons immédiatement dépendantes de Cluny, elle offre aussi l'intérêt de montrer la survivance de la conception clunisienne de l'ordre fondée sur l'existence d'un seul monastère véritablement complet : l'abbaye de Cluny, dont toutes les maisons sont, en théorie du moins, les membres. La place occupée par les divers officiers du monastère chef d'ordre parmi les différents supérieurs de maison peut également être interprétée comme un nouveau renforcement de cette conception. Les circonstances avaient forcé l'abbé et l'abbaye à faire des concessions aux nécessités des temps et à l'évolution de l'idéal monastique, mais du moins en droit et par ce symbole, le principe initial restait sauf !

APPENDICE III

Liste des monastères de l'ordre de Cluny (1)

PROVINCE D'AUVERGNE

- AJAIN (St-Michel), dioc. Limoges, Creuse, cant. et arr. Guéret.
ALLEYRAC (*Alazracum*) (St-Martin), dioc. Le Puy, Hte-Loire, cant.
Le Monastier, arr. Le Puy, dép. Lavoûte.
1350 : un moine, 1 prieur.
ALLOCHES (St-Martin), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, comm. Les
Martres d'Artrières, cant. Pont-du-Château, arr. Clermont,
dép. de la mense abbatiale de Mozac.
ALLY (Notre-Dame), dioc. Saint-Flour, Hte-Loire, cant. Lavoûte-
Chilhac, arr. Brioude, dép. Lavoûte.
AMBERT, Puy-de-Dôme.
ARGENTAT (St-Pierre) dioc. Tulle, Corrèze, arr. Tulle, dép. Carennac.

(1) Cette liste a été dressée pour la majeure partie des monastères cités d'après les données fournies par les procès-verbaux des chapitres généraux et des visites de l'ordre de Cluny ; les listes du xiv^e siècle, publiés par la *Bibliotheca clunienensis* (col. 1705-1756) ; une variante de ces nomenclatures insérée à la suite du *Pouillé général contenant les bénéfices de l'archevêché de Lyon...* Paris, Gervais Alliot, 1648, p^t in 4 (que A. Longnon semble n'avoir pas connu) (pp. 1-60 [pagination spéciale]). Les effectifs de ces établissements ont été également établis en nous fondant sur les sources indiquées ci-dessus, ainsi que sur les renseignements fournis par Dom WILMART dans son mémoire : *Les établissements de l'ordre de Cluny à la fin du Moyen-Age* (An. de l'Académie de Mâcon, nouv. série, XXIII (1922-1923), 375-405).

Les « *Abbayes et prieurés de l'Ancienne France* » de Dom BEAUNIER, publiés, continués et révisés sous la direction des RR. PP. Doms J. M. BESSE et G. CHARVIN (Paris, Ligugé 1905-1933, 11 vol. in-8°), nous ont enfin été d'une grande utilité pour contrôler certaines des identifications proposées. Nous avons été dans l'ensemble d'accord avec les éditeurs de cette collection.

On ne s'étonnera pas que nous ayons délibérément laissé de côté l'énumération des établissements dépendant de Vézelay, de St-Martial de Limoges et de Saint-Bertin. En effet ces trois puissantes abbayes soumises à contre cœur à l'abbé de Cluny ne firent partie de l'ordre de Cluny que d'une façon purement nominale et jamais, pendant la relativement brève période durant laquelle elles lui appartenirent en droit, elles ne furent véritablement mêlées à l'existence de la communauté des maisons clunisiennes.

Les monastères dont le nom n'est pas suivi de la mention du prieuré ou de l'abbaye dont ils dépendent relèvent immédiatement de l'abbaye de Cluny. Nous avons cru utile d'indiquer, toutes les fois que cela nous a été possible, pour

ARRONNES (*Arona, Arumna, Harona*) (St-Léger), Allier, cant. Mayet de Montagne, arr. La Palisse, uni à la mense abbatiale de Cluny.

1278 : 1 moine, 1 prieur.

1294 : 1 moine, 1 prieur.

1318 : aucun moine à demeure.

AUBAZAC (*Abbazacum*) (St-Projet), dioc. Saint-Flour, Cantal, cant. Laroquebrou, arr. Aurillac, dép. Lavoûte.

AUGEROLLES (*Augeroliae*), (St-Georges) dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, cant. Courpière, arr. Thiers, dép. de Cluny.

1280 : 2 moines.

1309 : 2 moines, 1 prieur.

1232 : désert, en commende.

1353-1354 : 2 moines, 1 prieur.

AURILLAC (St-Géraud), Cantal.

AYNES, Cantal, comm. Chalignac, cant. et arr. Mauriac, dép. de la sacristie de Cluny.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

BELAC, Hte-Loire, comm. Chanteuge, arr. Brioude.

1294 : 2 moines.

BLASAC (*Blassacum*) (Notre-Dame), dioc. Saint-Flour, Hte-Loire, cant. Lavoûte, arr. Brioude, dép. Lavoûte.

BONNAC (*Albuniacum*) (St-Maurice), Cantal, arr. Saint-Flour, dép. Sauxillanges.

1286 : 2 moines au lieu de 3.

BONNY (SS. Pierre et Paul), Loiret, cant. Briare, arr. Gien, donné à La Charité entre 1049 et 1069.

BORT (*Bortum*) (Notre-Dame), Corrèze, arr. Ussel, fondé avant 1013, cité parmi les maisons dépendant de Cluny le 2 avril 1125 (Bul. d'Honorius II).

1286 : 4 moines, 1 prieur.

1310 : id.

1353-1354 : id.

chacune des maisons clunisiennes mentionnées, le nombre des monastères dépendant immédiatement d'elle.

La première parenthèse donne la forme latine ou locale de la maison ; la deuxième, le ou les saints sous l'invocation desquels elle était placée.

Principales abréviations : d^{se} : diocèse,

comm. : commune,

cant : canton,

arr. : arrondissement,

dép. : dépendant immédiatement de,

ch. n. [après le chiffre d'un effectif d'une maison] : chiffre normal en vertu d'une définition de 1350, d'ailleurs peu observée dans la pratique.

m. d. : nombre de maisons dépendant du monastère, soit dans la même province que celui-ci [dans ce cas aucune mention de province] soit dans d'autres provinces [alors indiquées].

- BREDON** (*Bredonium*) (St-Pierre), Cantal, cant. et arr. de Murat, dép. Mozac.
1350 : 2 moines, 1 prieur.
m. d. : 1
- BRENAT**, Puy-de-Dôme, cant. Sauxillanges, arr. Issoire, dép. Sauxillanges.
1350 : 1 moine, 1 prieur.
- BROUT** (*Brocum-vernetum*) (St-Mageran), dioc. Clermont, Allier, comm. Brout-Vernet, cant. Escurolles, arr. Gannat, dép. Souvigny.
- CÉLOUX** (St-Roch), dioc. Saint-Flour, Cantal, cant. Ruines, arr. Saint-Flour, dép. Lavoûte.
- CHAMBEZON** (*Chambezo*) (St-Martin), dioc. Saint-Flour, Hte-Loire, cant. Blesle, arr. Brioude, dép. Sauxillanges.
- CHAMPVOUX** (*Campovoto*) (St-Pierre), dioc. Nevers, Nièvre, cant. La Charité, arr. Cosne, dép. Souvigny (cité aussi en France),
1350 : 3 moine 1 prieur.
- CHANTENAY**, (*Chantenayum*) (St-Martin), dioc. Nevers, Nièvre, St-Pierre-le-Moutier, cant. arr. Nevers, dép. Souvigny.
1350 : 1 moine, 1 prieurs.
- CHAPPES** (*Capae*) (Notre-Dame), dioc. Clermont, Allier, cant. Montmarault, arr. Montluçon, dép. Souvigny.
- CHARNAT**, Puy de-Dôme, cant. Lezoux, arr. Thiers, dép. Sauxillanges.
1350 : 1 moine, 1 prieur.
- CHATEL**, Loire, comm. Cleppé, cant. Boën, arr. Montbrison, dép. Sauxillanges.
1350 : 1 moine, 1 prieur.
- CHATEL-GUYON** (St-Maurice), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, cant. Mozac, arr. Riom, dép. de la mense abbatiale de Mozac.
- CHATEL-MONTAGNE** (*Castrum de Montanis* ou *in Montanis*) (Notre-Dame), Allier, cant. de Mayet de Montagne, arr. La Palisse, fondé avant 1131.
1286 : 4 moines, 1 prieur.
1310 : id.
1353-1354 : id., fait partie de la mense du prieur de Laveine.
- CHAUDESAIGUES** (*Calidae Aquae*) (St-Martin), dioc. Saint-Flour, Cantal, arr. Saint-Flour, donné en 1053 à Saint-Flour, passe dans la suite à la mense épiscopale.
- CHAULHAC** (St-Frézal), dioc. Mende, Hte-Loire, cant. Fournels, arr. Marvéjols, dép. Lavoûte.
- CHAUMONT**, Puy-de-Dôme, cant. Arlanc, arr. Ambert, dép. Sauxillanges.
1350 : 4 moines, 1 prieur.

CHAURIAT (*Choriacum*) (St-Julien), Puy-de-Dôme, cant. Vertaizon, arr. Clermont-Ferrand, dép. Sauxillanges. Fondé vers 1015 par Étienne III d'Auvergne, évêque de Clermont, son père Guillaume, sa mère Humberge et Robert son frère.

1286 : 4 moines au lieu de 7.

1350 : 4 moines.

CHAVAROUX, dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, cant. Ennezat, arr. Riom, uni à la mense abbatiale de Cluny.

CHIRAC, Corrèze, cant. Neuvié, arr. Ussel. Vers 1350, uni à l'office du chambrier de Souvigny.

CINTRAT (*Sintriac*), Allier, comm. Chareil-Cintrat, cant. Chantelle, arr. Gannat, en 1350 uni à la mense du prieur de Souvigny.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

COLOMBIER (*Columberium*) (St-Pierre), dioc. de Bourges, Allier, cant. Commentry, arr. Montluçon, fondé au ^x^e siècle par St-Patrocle, donné à Souvigny par Archambaud (1061-1071).

COURPIÈRE (*Cultapetra*), Puy-de-Dôme, arr. Thiers, dép. Thiers, fondé en 1130 par Aymeric, évêque de Clermont.

1350 : 20 moniales.

DROITURIER (*Dreturers*) (St-Nicolas), Allier, cant et arr. La Palisse. 1353-1354, uni à l'office du chambrier de Mozac.

ESCUROLLES (St-Cyr), dioc. Clermont, Allier, arr. Gannat.

Doyenné cité parmi les possessions de Cluny dans une bulle de Victor II du 11 juin 1056.

FONS. Voy. Gascogne.

GENSAC (St-Blaise), voy. St-BLAISE DE GENSAC.

GRAIX, Loire, cant. Bourg-Argental, arr. Saint-Étienne.

Vers 1350, dép. Mozac.

GRAZAC (*Graciacum*) (St-Pierre), dioc. Le Puy, Hte-Loire, cant. Loudes, arr. Le Puy.

1286 : 2 moines, 1 prieur.

1312 : 2 moines, 1 prieur.

1350 : 2 moines, 1 prieur, aumône quotidienne.

GUMIÈRES (*Gomeriae*) (St-Barthélemy), dioc. Lyon, Loire, cant. St-Jean-Soleymieux, arr. Montbrison, dép. de Ris, fondé à la suite d'une donation de l'archevêque Amblard de Lyon, 9 août 978. 1353-1354 : 1 moine, 1 prieur.

JENZAT (*Genziacum*) (St-Martin), dioc. Clermont, Allier, cant. et arr. Gannat, donné à Cluny en 984, dép. Souvigny.

LA FERTÉ, Allier, cant. Neuilly-le-Réal, arr. Moulins, dép. de la mense du prieur de Souvigny.

1350 : 2 moines.

LANGY (*Langiacum*) (St-Sulpice), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, cant. Jumeaux, arr. Issoire, dép. mense abbatiale de Cluny.

LASTIC (*Lasticum*) (Ste-Madeleine), dioc. Saint-Flour, Cantal, cant. et arr. Saint-Flour, dép. Lavoûte.

LAVEINE (*Venna, Veyna*), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, comm. Crevant, cant. Lezoux, arr. Thiers.

1310 : 80 moniales.

1350 : 80 moniales, 20 novices, 4 moines.

1385 : 12 moniales au lieu de 84, chiffre de l'effectif normal.

LAVOÛTE (*Volta*) (Ste-Croix), dioc. Saint-Flour, Lavoûte-Chilhac, Hte-Loire, arr. Brioude, donné à Cluny le 14 sept. 1025 par l'abbé Odon.

1281, 1282 : 22 moines.

1318 : 25 moines

1323 : 6 moines en plus de l'effectif normal de 25 moines.

1331 : 2 moines en plus de l'effectif normal.

1450 : 25 moines.

m. d. : 16 ; Provence : 2.

LE BREUIL (*Brolium*) (St-André), Puy-de-Dôme, cant. St-Germain-Lembron, arr. Issoire, dép. Saint-Flour, fondé vers 1210 par Robert de Courcelles.

1281 : 1 moine, 1 prieur.

LE BROC (St-Aignan), Puy-de-Dôme, cant. et arr. Issoire.

1350 : 4 moines.

LE CLAIX, dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, comm. Charbonnier, cant. St-Germain-Lembron, arr. Issoire, dép. du cellerier de Sauxillanges.

LEMPDES (*Lendes*), Hte-Loire, cant. Auzon, arr. Brioude, vers 1350 dép. Thiers.

1286 : pas de moines au lieu de 2, chiffre normal.

LÉOTOING (*Lauton*) (St-Vincent), Hte-Loire, cant. Blesle, arr. Brioude, dép. Sauxillanges.

LES MARTRES DE VEYRE (St-Martial), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, cant. Veyre, arr. Clermont, uni au prieuré de Sauxillanges.

LES TERNES (*Terni*) (St-Martin), dioc. Saint-Flour, Cantal, cant. et arr. Saint-Flour, uni à la chambrerie de Saint-Flour.

LE TRILOU (St-Blaise), dioc. Saint-Flour, Cantal, cant. Maurs, arr. Aurillac, dép. Figeac.

LEZOUX (*Lezona*) (Notre-Dame), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, arr. Thiers, dép. Thiers.

LUBERSAC (St-Gervais), dioc. Limoges, Corrèze, arr. Brives.

MAILHAT (*Malliaco*) (Notre-Dame), Puy-de-Dôme, comm. Lamontgie, cant. Jumeaux, arr. Issoire, uni à la mense conventuelle de Sauxillanges.

1286 : 0 moine au lieu de 2.

- MAINSAT** (*Mainsacum*) (Notre-Dame), dioc. Limoges, Creuse, cant. Bellegarde, arr. Aubusson, dép. Souvigny.
- MANZANES** (Notre-Dame), dioc. Limoges, Corrèze, comm. Treignac arr. Tulle, donné à Cluny, dép. Ventadour.
- MARS-SUR-ALLIER.** Voy. France.
- MARSAT** (*Marchiacum, Marsac*), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, cant. et arr. Riom, dép. Mozac, prieuré de moniales fondé en 670 par Genis, comte d'Auvergne.
1286 : pas de prieur.
1350 : 50 moniales.
- MAZOIRES** (*Mazeriae*) (St-Saturnin), Puy-de-Dôme, cant. d'Ardres, arr. Issoire, dép. Lavoûte.
- MENAT** (*Menatum*), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, arr. Riom, abbaye fondée au ^{vi} siècle, réformée par St-Benoît d'Aniane.
- MENTIÈRES** (Ste-Madeleine), dioc. Saint-Flour, Cantal, cant. et arr. Saint-Flour, donné à Saint-Flour en 1180, uni à l'office du chantre en 1326.
- MONGON**, Allier, comm. Brout-Vernet, cant. Escurolles, arr. Gannat.
- MONS** (Notre-Dame), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, cant. Randan. arr. Riom, uni mense abbatiale de Cluny.
- MONTAIGUT** (*Mons Acutus*) (St-Blaise), Puy-de-Dôme, cant. Champeix, arr. Issoire, dép. Sauxillanges.
1353-1354 : 4 moines, 1 prieur (chiffre normal : 6 moines, 1 prieur).
- MONTEMPUIS.** Voy. France.
- MONTPENSIER,** Voy. ST-BONNET-SOUS-MONTPENSIER.
- MOZAC** (*Mauziacum*) (SS. Caprais et Pierre), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, cant. et arr. Riom, abbaye unie en 1095 à Cluny par donation de Durand, évêque de Clermont.
1285 : 30 moines.
1286 : 35 moines.
1294 : 45 moines.
1310 : 40 moines.
1450 : 40 moines, 1 abbé.
m. d., 13 ; Gascogne : 2.
- NOIRÉTABLE** (*Nigrum Stabulum, Nigrum Stabulum*) (Notre-Dame-de Pérotine), dioc. Clermont, Loire, arr. Montbrison.
1282 : 2 moines. 1 prieur.
1318 : id.
1354 : 3 moines, 1 prieur.
1384 : 2 moines au lieu de 3.
- PLAUZAT-LE-NOIR** (*Ploziacum*) (St-Pierre), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, cant. Veyre, arr. Clermont, dép. Sauxillanges.
- PONT-DU-CHATEAU** (*Pons Castri*), (Ste-Martine), Puy-de-Dôme, arr. Clermont-Ferrand, doyenné.

- 1281 : 1 moine, 1 prieur ou doyen.
 1318 : prieuré tenu par le prieur de Laveine.
- REILHAC (*Raulhacum*) (St-Privat), dioc. Saint-Flour, Hte-Loire, cant. Langeac, arr. Brioude, dép. Lavoûte.
- RIS (*Rivi*) (Notre-Dame), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, cant. Châteldou, arr. Thiers, fondé par Amblard de Thiers, archevêque de Lyon (952). Cité parmi les monastères dépendant de Cluny dans la bulle de Victor II du 11 juin 1055.
 1286 : 18 moines sur 22.
 1294 : 13 moines.
 1309 : 18 moines.
 1323 : 3 moines en plus du chiffre régulier de 20.
 1353-1354 : 14 moines.
 1450 : 20 moines.
 m. d. : 1.
- RIVES (*Rivos*), Hte-Loire, comm. Caypes, arr. Le Puy.
 1278 : 5 moines 1 prieur.
- ROCHEFORT (*Rupes fortis*), dioc. Saint-Flour, Cantal, com. Saint-Poncy, cant. Massiac, arr. Saint-Flour, en 1310 dép. Lavoûte.
 1350 : 4 moines, 1 prieur.
- ROCHEFORT-MONTAGNE (*Rupefortis in Montibus*), Puy-de-Dôme, arr. Clermont-Ferrand, dép. Mozac.
- ROZIER (St-Blaise), Loire, cant. Saint-Bonnet-le-Château, arr. Montbrison.
 1281 : 2 moines, 1 prieur.
 1309 : id.
 1326 : id.
 1350 : id.
- SAIL-SOUS-COUZAN, Loire, cant. Saint-Georges-en-Couzan, arr. Montbrison, quelquefois mentionné comme faisant partie de la province de Lyon.
 1263 : 2 moines, 1 prieur.
 1350 : 4 moines, 1 prieur.
- SAINT-ALYRE (*S. Hylarius*), Puy-de-Dôme, cant. Veyre-Monton, arr. Clermont-Ferrand, dép. Sauxillanges.
 Existait déjà en 1030.
 1281 : 2 moines.
 1350 : 2 moines, 1 prieur.
- SAINT-AMBROISE, Saint-Ambroix, Cher, cant. Charost, arr. Bourges.
 Vers 1350 dép. Mozac.
- SAINT-BLAISE DE GENSAC (*Gensacum*) aujourd'hui SAINT-BLAISE, dioc. Clermont, Hte-Loire, cant. Solignac-sur-Loire, arr. Le Puy, dép. Souvigny.
 1286 : 1 moine, 1 prieur.

1310 : id.

1386 : 2 moines au lieu de 3.

SAINT-BONNET-SOUS-MONTPENSIER, dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, cant. Aigueperse, arr. Riom, dép. Mozac.

Vers 1350 : 2 moines, 1 prieur.

SAINT-ÉTIENNE-SUR-USSON, dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, cant. Sauxillanges, arr. Issoire, dép. infirmerie de Sauxillanges.

SAINT-FERRÉOL-DES-COTES, Puy-de-Dôme, cant. et arr. Ambert.

1286 : 0 moine au lieu de 2.

SAINT-LOUR, Cantal, abbaye puis prieuré. Donné à Cluny en 1025 par Eustorge, frère de l'abbé Odilon, réuni en 1318 à la mense épiscopale du nouvel évêché de Saint-Flour.

1281 : 25 moines.

1286 : 30 moines.

1294 : 25 moines.

1300 : id.

m. d. : 6.

SAINT-GEORGES-DE-MONS (*S. Georgius in Montibus*), Puy-de-Dôme, cant. Mauzat, arr. Riom.

Vers 1350, dep. Mozac.

SAINT-GERMAIN-DES-FOSSÉS, dioc. Clermont, Allier, cant. Varennes-sur-Allier, arr. La Palisse, dép. Mozac.

1350 : 3 moines, 1 prieur.

SAINT-HILAIRE (*S. Hilarius*), Hte-Loire, cant. Auzon, arr. Brioude, vers 1350 dép. Mozac.

SAINT-HIPPOLYTE, dioc. Clermont, Cantal, cant. Riom-ès-Montagne, arr. Mauriac, dép. Saint-Flour (5).

SAINT-JEAN-DE-CHALM (*S. Johannes de Calma*), dioc. Le Puy, Hte-Loire, cant. Cayres, arr. Le Puy.

1286 : 2 moines.

vers 1350 : id., dép. Lavoûte.

SAINT-MARCEL, Puy-de-Dôme, comm. Vertaizon, cant. et arr. Clermont-Ferrand.

1286 : 0 moine au lieu de 2.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

SAINT-MARTIAL DE LIMOGES, Hte-Vienne, comm. Limoges, abbaye.

SAINT-NICOLAS DES BIEFS (*ad Tres fontes*), dioc. Clermont, cant. Le Mayet, arr. La Palisse, dép. Marcigny.

SAINT-PARDOUX (*S. Pardulphus*), Puy-de-Dôme, cant. Menat, arr. Riom, vers 1350 dép. Sauxillanges.

SAINT-PAUL-LE-FROID, dioc. Mende, Lozère, cant. Grandrieu, arr. Mende, vers 1350 dép. de la mense du prieur de Lavoûte.

SAINT-PIERRE-COLAMINE (*Colamine*), Puy-de-Dôme, cant. Besse-en-Chandesse, arr. Issoire.

1310, le prieur de ce monastère est visiteur.

SAINT-PIERRE LE CHATEL, Puy-de-Dôme, cant. Pontgibaud, arr. Riom, dép. Mozac.

SAINT-VINCENT (*S. Vincentius in Vallavia*), dioc. Le Puy, Hte-Loire, cant. Saint-Paulien, arr. Le Puy, dép. Lavoûte.

SALGAS, dioc. Mende, Lozère, comm. Vebron, cant. et arr. Florac. Dép. Lavoûte.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

SANSSAC L'EGLISE (*Chacac, Chatzac*), Hte-Loire, cant. Loudes, arr. Le Puy.

SAUGUES, SALGUE (St. Médard), dioc. Mende, Hte-Loire, cant. et arr. Le Puy, dép. Lavoûte.

SAUXILLANGES (*Celsiniae, Celsigniacus, Salciniae*) (SS. Pierre et Paul), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, arr. Issoire, réuni à Cluny entre 950 et 954, abbaye réduite en prieuré en 1062.

1282 : 45 moines.

1286 : 36 moines.

1294 : 43 moines.

1310 : 60 moines.

1353 : 40 moines.

1385 : 25 moines au lieu de 40.

m. d. : 20. Lyon : 1.

SINGLES (*Singuli*) (St-Nazaire), Puy-de-Dôme, cant. Tauves, arr. Issoire.

1286 : 0 moine au lieu de 2.

SOUVIGNY (*Silviniacum*), dioc. Autun ou Clermont, Allier, arr. Moulins,

1^o) (S. Mayeul). Prieuré conventuel donné à Cluny en 920.

1286 : 50 moines.

1294 : 47 moines.

1309 : 50 moines.

1331 : 48 moines.

1353 : 40 moines.

1450 : 50 moines.

m. d. : 11 ; France 4.

2^o) (St-Patrocle), dép. St-Mayeul de Souvigny.

TAUVES (*Talvae*) (Notre-Dame), Puy-de-Dôme, arr. Issoire, dép. Sauxillanges, fondé en 1078 par Pierre de Chaumettes et donné par lui à Sauxillanges.

1286 : 3 moines.

1294 : 4 moines, 1 prieur.

1354 : 3 moines, 1 prieur.

THIERS (*Tiernum*) (St-Symphorien), dioc. de Clermont, Puy-de-Dôme, abbaye fondée en 765.

1282 : 13 moines.
 1294 : 11 moines 1 abbé.
 1310 : 20 moines, 1 abbé.
 1334 : id.
 1353 : 12 moines.
 1450 : 20 moines.
 m. d. : 3.

VÉDRINES-SAINT-LOUP (*Vedrinae*), dioc. Saint-Flour, Cantal, cant. Ruines, arr. Aurillac, dép. Lavoûte.

VENTADOUR. Voy. Poitou.

VERTAIZON (Ste-Marcelle), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, arr. Clermont, dép. Sauxillanges.

VÉZEZOUX (*Vesodonum*) (St-Préjet), dioc. Saint-Flour, Hte-Loire, cant. Auzon, arr. Brioude, dép. Sauxillanges.

VIC-SUR-CÈRE (*Vicus*) (St-Pierre), dioc. Saint-Flour, Cantal, arr. Aurillac, après avoir dép. de Saint-Géraud d'Aurillac, uni à Saint-Flour.

VIRARGUES (*Veyrargae*) (Saint-Jean-Baptiste), dioc. Saint-Flour, Cantal, cant. et arr. Murat, donné en 1066 à Moissac, soumis à Bredon.

VIVEROLS (Ste-Madeleine), Puy-de-Dôme, arr. Ambert, fondé en 1101 par Guillaume de Baffie, évêque de Clermont, et donné à Sauxillanges.

1353-1354 : 1 prieur et 2 moines.

VOLVIC (*Volvicum*), (St-Projet), dioc. Clermont, Puy-de-Dôme, cant. et arr. Riom, fondé au VII^e siècle, dép. puis uni à Mozac.

PROVINCE DE FRANCE.

ABBEVILLE (*Abbalisvilla*) (St-Pierre), dioc. Amiens, Somme, fondé par Gui, comte de Ponthieu, et donné à Cluny en 1100.

1289 : 34 moines, 1 prieur.

1317 : 26 moines, 1 prieur (chiffre régulier d'après une récente définition de Chapitre).

1334 : 25 moines, 1 prieur.

1393 : 20 moines au lieu de 25.

1449 : 15 moines, 1 prieur.

Aumône générale tous les dimanches ainsi que les restes de la table des moines et de leurs hôtes et en outre le dixième du pain cuit dans le monastère.

m. d. 3.

Au même lieu : Hôpital du Saint-Esprit.

1350 : 1 prieur seul.

AIRAINES (*Arenis*) (Notre-Dame), dioc. d'Amiens, Somme, cant. Molliens-Vidame, arr. Amiens, mentionné en 1172-1173 parmi les dépendances de Saint-Martin-des-Champs.

1350 : 4 moines, 1 prieur.

ALINCOURT (Ste-Marguerite), Oise, cant. Lassigny, arr. Compiègne, donné à Cluny en 1092-1095.

1289 : 20 moines, 1 convers.

1330 : 12 moines, 1 prieur.

1350 : 12 moines, 1 prieur.

1428 : id.

m. d. : 1.

ANCRE, al. ENCRE (*Ancra*) (SS. Gervais et Protais), dioc. Amiens, Somme, aujourd'hui Albert, arr. Péronne, dép. Saint-Martin-des-Champs.

1350 : 8 moines, 1 prieur.

1393 : 3 moines au lieu de 8.

1428 : 9 moines.

1449 : 2 moines, 1 prieur.

xv^e siècle : 8 moines.

ANNET (*Alnetum*, *Annetum*) (SS. Martin et Germain), dioc. Meaux, Seine-et-Marne, cant. Claye, arr. Meaux. Uni en 1338 par bulle de Benoît XII du 4 mars au prieuré de Saint-Martin-des-Champs dont il dépendait, pour subvenir aux besoins des moines qui sont aux écoles.

1289 : 2 moines.

1302 : id., 1 prieur.

1317 : id.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

Aumône générale trois fois par semaine.

AUBIGNY (*Albiniacum*) (St-Aignan), dioc. Nevers, Cher, comm. Marseille-lès-Aubigny, cant. Sancergues, arr. Sancerre, dép. La Charité.

1350 : 4 moines.

AULNAY-LÈS-BONDY (*Alnetum*, *Aunayo*) (St-Sulpice), dioc. Paris, Seine-et-Oise, cant. Gonesse, arr. Pontoise, uni à la mense abbatiale de Cluny.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

AUTHEUIL-EN-VALOIS (*Autholius-in-Valesia*), dioc. Soissons, Oise, cant. Betz, arr. Senlis, dép. de Nanteuil.

Cité vers 1119 parmi les possessions de Cluny.

1350 : 3 moines, 1 prieur.

AUXERRE (St-Germain), Yonne, abbaye fondée au v^e siècle.

- AVEUDRE (*Avuldria*) (St-Hippolyte), dioc. Bourges, Allier, cant. Lurey-Lévy, arr. Moulins, dép. Souvigny (cité aussi en Auvergne).
- BAILLON (Notre-Dame), dioc. Beauvais, Seine-et-Oise, comm. Asnières-sur-Oise, cant. Luzarches, arr. Pontoise, dép. Saint-Martin-des-Champs.
1350 : 1 moine, 1 prieur.
- BEAULIEU-EN-ARGONNE (*Bellus locus*), dioc. Verdun, Ardennes, cant. Signy-le-Petit, arr. Rocroi, abbaye rattachée à Cluny en 1302.
1306 : 16 moines au lieu de 40.
1317 : 30 moines.
1350 : 20 moines. Aumône générale trois fois par semaine et tous les jours aux passants.
- BEAUMONT (*Bellomonte Petroso*), dioc. Rouen, Seine-Inférieure, cant. Bellencombre, arr. Dieppe, dép. Longueville.
1451 : en commende.
- BERRY (*Beriacum*) (Notre-Dame), dioc. Bourges, Cher, cant. Baugy, arr. Bourges.
1350 : dép. de la mense de l'infirmier de La Charité.
- BERTRÉE (*Bertreia*) (Notre-Dame), dioc. Liège, Belgique, cant. Landen, a pour origine une église construite en 1124 par Gauthier de Trognée, donné la même année à Cluny, incorporé en 1560 à la mense épiscopale de Namur.
1289 : 5 moines, 1 prieur, 1 convers.
1309 : 4 moines 1 prieur.
1350 : 3 moines, 1 prieur.
- BETHANCOURT-EN-VAUX (*in Vallibus*), Aisne, cant. Chauny, arr. Laon, dép. Abbeville.
1449 : 1 prieur.
- BEUSSENT (*Burgus Sanguinum*) (SS. Pierre et Paul), dioc. Boulogne, Pas-de-Calais, cant. Hucqueliers, arr. Montreuil.
Mentionné dans un diplôme de 1119.
1289 : 2 moines, 1 prieur.
1317 : id.
1330 : 4 moines, 1 prieur.
1449 : 1 moine au lieu de 2, 1 prieur.
- BICHES (*Bichium*) (St-Victor), dioc. Nevers, Nièvre, cant. Châtillon-en-Bazois, arr. Chateau-Chinon.
1350 : dép. de la mense du chambrier de La Charité, en suite d'une bulle du 26 juin.
- BONA, Nièvre, cant. Saint-Saulge, arr. Nevers.
- BONNELLES (*Bonnella*) (St-Symphorien), Seine-et-Oise, cant. Dourdan, arr. Rambouillet, dép. Saint-Martin-des-Champs.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

BONNY-SUR-LOIRE (*Boniacum*) (SS. Pierre et Paul), dioc. Auxerre, Loiret, cant. Briare, arr. Gien, dép. La Charité.

1350 : 12 moines, aumône quotidienne pendant tout le Carême.

BOVES (*Bova*) (St-Aubert), dioc. Amiens, Somme, cant. Sains, arr. Amiens, dép. Lihons-en-Santerre.

1302 : 2 moines.

1350 : 2 moines, 1 doyen.

BRAISNE (*Braina*) (St-Remy), dioc. Soissons, Aisne, près Oulchyle-Château, arr. Soissons, dép. La Charité.

1350 : 6 moines.

1449 : 3 moines au lieu de 6.

BRASSY (*Braceyum*), dioc. Autun, Nièvre, cant. Lormes, arr. Clamecy.

1350 : dep. La Charité.

BRETIGNY (*Breligniacum*) (St-Pierre), dioc. Soissons, Oise, cant. Noyon, arr. Compiègne, dép. Lihons-en-Santerre,

1350 : 4 moines, 1 doyen.

1449 : 1 doyen.

BROU (*Braiaum, Brajotum*), dioc. Chartres, Eure-et-Loir, cant. et arr. Châteaudun, abbaye fondée par saint Lubin, devenue ensuite prieuré clunisien, et enfin dép. de Saint-Père, en 1124, sous le vocable de Saint-Romain.

CANNES (*Canis*) (St-Pierre), dioc. Sens, Seine-et-Marne, cant. Montereau, arr. Fontainebleau, dep. Saint-Martin-des-Champs.

1350 : 5 moines, 1 prieur.

1428 : 6 moines.

CAPPY (*Capiacum*) (St-Médard), dioc. Noyon, Oise, comm. Saint-Vaast de Longmont, cant. Pont-Sainte-Maxence, arr. Senlis, dép. Saint-Martin-des-champs.

1350 : 5 moines, 1 prieur.

1449 : 1 prieur, 1 moine.

1451 : 2 moines, 1 prieur.

CETON (*Cetonium*) (Notre-Dame et St-Pierre), dioc. Le Mans, Orne, cant. Le Theil, arr. Mortagne, donné vers 1090, à Saint-Denis-de-Nogent, par Gauthier et Yves Chesnel partant pour la Terre-Sainte.

CHAMIGNY (Sainte-Marie-Madeleine), dioc. Meaux, Seine-et-Marne, cant. La Ferté-sous-Jouarre, arr. Meaux.

Dép. La Charité.

CHAMPROND-EN-GATINE (*Campus rotundus*) (St-Sauveur ou Ste-Trinité), dioc. Chartres, Eure-et-Loir, cant. La Loupe, arr. Nogent-le-Rotrou, dép. Nogent, fondé vers 1250.

En 1350, outre le prieuré de St-Sauveur de Champrond, il y a

- un doyenné de Champrond, situé également dans le dioc. de Chartres et dépendant aussi du doyenné de Nogent-le-Rotrou.
- CHAMPVOUX. Voy. Auvergne.
- CHANTENAY. Voy. Auvergne.
- CHATEAUCHINON (*Castrum caninus*) (St-Christophe), dioc. Nevers, Nièvre, dép. St-Etienne de Nevers,
1350 : 3 moines, 1 prieur.
Aumône générale 2 fois par semaine, et tous les jours aux passants.
- CHATEAUDUN (*Castrum duni*) (St-Sépulcre), Eure-et-Loir, dép. Nogent.
Fondé en 1029-1030 par Geoffroy, vicomte de Châteaudun.
Dép. de Nogent après 1099.
- CHATEAU-RENARD (*Castrum Regnardi*) (St-Nicolas du Port), dioc. Sens, Loiret, arr. Montargis, dép. La Charité.
- CHOISY-EN-BRIE (*Choisiacum in Bria*) (St-Pierre), dioc. Meaux, Seine-et-Marne, cant. La Ferté-Gaucher, arr. Coulommiers, dép. Saint-Martin-des-Champs, fondé par l'évêque Burchard en 1120-1134.
1350 : 3 moines, 1 prieur.
1451 : 1 moine, 1 prieur.
- COINCY (*Consiacum*) (SS. Pierre et Paul), dioc. Soissons, Aisne, cant. Fère-en-Tardenois, arr. Château-Thierry.
Fondé en 1077 par Thibaud, comte de Champagne, et donné par lui à Cluny.
1289 : 40 moines.
1302 : 34 moines.
1330 : 35 moines, 1 prieur, 2 convers.
1350 : 36 moines, 1 prieur.
1393 : 15 moines au lieu de 36.
1451 : 7 moines, 1 prieur.
m. d. : 8.
Aumône à tous venants de la fête de Saint-Rémy à la Saint-Jean-Baptiste.
- COLOMBEY-LES-DEUX-ÉGLISES (*Colombeyum*) (St-Jean-Baptiste), dioc. Langres, Hte-Marne, cant. Juzemecourt, arr. Chaumont.
Fondé vers 1100 par les seigneurs de Vignory.
1301 : 2 moines. 1 prieur.
1350 : id.
Aumône générale tous les dimanches.
- CONFLANS(Ste-Honorine) Seine-et-Oise, aujourd'hui Conflans-Sainte-Honorine, cant. Poissy, arr. Versailles.
Fait partie en 1218-1219 des dépendances de Saint-Martin-des-Champs.

- COSNE (St-Aignan), Nièvre, dép. La Charité.
- COSSAYE (St-Martin), dioc. Nevers, Nièvre, cant. Dornes, arr. Nevers, dép. Souvigny.
- COUDUN (*Coudunum*) (Ste-Marguerite), Oise, cant. Resson-sur-Matz, arr. Compiègne.
- COULONGES (*Colongii*) (Notre-Dame), dioc. Nevers, Nièvre, comm. Cercy-la-Tour, cant. Fours, arr. Nevers. Dép. La Charité.
1350 : 6 moines.
1453 : 3 moines, 1 prieur.
- COURTENAY (*Curtiniacum*) (SS. Pierre-et-Paul), dioc. Sens, Loiret, arr. Montargis, dép. La Charité.
1350 : 9 moines.
Aumône 3 fois par semaine.
- CRAVANT, Yonne, cant. Vermenton, arr. Auxerre, ou Loiret, cant. Beaugency, arr. Orléans ?. Dép. La Charité.
- CRÉCY-EN-BRIE (*Crecyacum in Bria*) (St-Martin), dioc. Meaux, Seine-et-Marne, dép. Saint-Martin-des-Champs.
1350 : 2 moines, 1 prieur.
- CRÉPY. Voy. SAINT-ARNOULT (DE CRÉPY.)
- CRESSONSACQ, (Cressonessart), (Notre-Dame), dioc. Beauvais, Oise, cant. Saint-Just-en-Chaussée, arr. Clermont, dép. Saint-Martin-des-Champs.
1350 : 2 moines, 1 prieur.
- DAMMARIE (*Domna Maria*), Seine-et-Marne, cant. et arr. Melun.
1317 : 4 moines, 1 prieur.
1350 : 3 moines, 1 prieur.
Aumône générale le dimanche, les autres jours aux passants.
- DAMPIERRE (sous-Brou), Eure-et-Loir, cant. Brou, arr. Châteaudun.
- DAVENESCOURT (*Davenescuria*) (Notre-Dame), dioc. Amiens, Somme, cant. et arr. Montdidier, dép. Coincy.
1350 : 4 moines, 1 doyen.
1449 : 1 moine, 1 prieur.
- DHUISY (Annonciation), dioc. Melun, Seine-et-Marne, cant. Lizy-sur-Oureq, arr. Meaux, fondé vers 1160 par Simon, vicomte de Meaux, dép. Reuil.
- DICY (*Diciacum*), (St-Sébastien), dioc. Sens, Yonne, cant. Charny, arr. Joigny, dép. La Charité.
- DOMFRONT, probablement Oise, cant. Maignelay, arr. Clermont.
- DOMONT (*Dolomons, Domuntum*) (Notre-Dame), dioc. Paris, Seine-et-Oise, cant. Ecouen, arr. Pontoise, dép. Saint-Martin-des-Champs.
1350 : 6 moines, 1 prieur.
- DOMPIERRE-SUR-AUTHIE (*Domna Petra*) (St-Pierre), dioc. Amiens, Somme, cant. Crécy-en-Ponthieu, arr. Abbeville.

Cité parmi les maisons dép. de Cluny dans un diplôme de Louis le Gros en 1119.

1266 : 2 moines, 1 prieur.

1302 : id.

1350 : id.

1313 : Aumône 2 fois par semaine.

1350 : Aumône 4 fois par semaine.

DONZY-LE-PRÉ (*Donziacum*) (Notre-Dame-du-Pré), dioc. Auxerre, Nièvre, arr. Cosne, donné à Cluny en 1109 par Hervé baron de Donzy.

1289 : 10 moines.

1302 : 2 moines, un prieur.

1350 : 12 moines, 1 prieur.

1428 : id.

Aumône générale tous les jours suivant quelques procès-verbaux de visite, 3 fois par semaine suivant les autres, mais dans tous les cas tous les jours aux passants.

DOULLENS (*Dullendium*) (St-Pierre), dioc. Amiens, Somme, dép. d'Abbeville.

FLACEY (St-Lubin) Eure-et-Loir, cant. Bonneval, arr. Châteaudun, dép. Nogent.

FONTAINE-CERISE (Notre-Dame), dioc. Meaux, Seine-et-Marne, comm. Reuil, cant. et arr. La Ferté-sous-Jouarre, dép. Reuil. Existait en 1184.

FORGES (*Forgiae*) (Notre-Dame), dioc. Paris, Seine-et-Oise, cant. Limours, arr. Rambouillet,

1350 : dép. Longpont.

GASSICOURT (*Gassicuria*) (St-Sulpice), Seine-et-Oise, cant. et arr. Mantes, doyenné fondé vers 1070 et donné à Cluny par Simon comte de Mantes.

1302 : 3 moines, 1 doyen.

1350 : 8 moines, 1 prieur.

1451 : 1 prieur seul au lieu de 7 moines.

Aumône générale le dimanche et tous les jours aux passants.

GAYE (*Gaya*) (Notre-Dame), dioc. Troyes, Marne, cant. Sézanne, arr. Epernay, doyenné donné à Cluny en 1079 par Hugues, évêque de Troyes, à la requête de Frédéric qui en possédait l'église.

1280 : 25 moines.

1301 : 25 moines, 1 doyen.

1323 : 23 moines.

1330 : 25 moines, 1 doyen.

1350 : 20 moines, 1 doyen.

Aumône quotidienne à tous venants et en plus une prébende ou repas de moine sans le vin à 3 pauvres.

m. d. : 2.

GOURNAY-SUR-MARNE (*Gornacum*) (Notre-Dame), dioc. Paris, Seine-et-Oise, cant. Gonesse, arr. Pontoise. Fondé près d'une église donnée à Saint-Martin-des-Champs par Guy le Rouge, en 1122. Dép. Saint-Martin-des-Champs.

1340 : 25 moines.

1350 : 24 moines, 1 prieur.

GRANDCHAMP (*Grandis Campus*) (Notre-Dame), dioc. de Meaux, Seine-et-Marne, comm. Jaignes, cant. Lizy-sur-Ourcq, arr. Meaux. Cité dans un diplôme de Louis le Gros en 1119.

Uni au collège de Cluny.

1289 : 4 moines, 1 prieur.

1317 : 3 moines, 1 prieur.

1330 : 3 moines 1 prieur.

1350 : id.

1451 : 1 prieur,

GROSBOIS (*Grossus boscus*) (Notre-Dame), Seine-et-Marne, dioc. Paris, comm. Villeparisis, cant. Claye-Souilly, dép. Gournay.

HAPPONVILLIERS (St-Pierre), Eure-et-Loir, cant. Thiron-Gardais, arr. Nogent, fondé vers 1105.

Dep. Nogent.

HUY (*Huense*) (St-Victor), dioc. Liège, Belgique.

Fondé au début du xii^e siècle par Ermesinde, fille de Conrad, comte de Luxembourg, et femme depuis environ 1101 de Godefroy, comte de Namur; soumis d'abord à Marcigny, puis à Bertrée, réuni en 1190 au prieuré de Bertrée, devient en 1579 dépendance de l'abbaye de Saint-Jacques de Liège, sera élevé au rang d'abbaye en 1656.

1289 : 32 moniales (7 de trop), 2 converses, 2 moines, 1 convers.

1307 : 25 moniales, 2 moines, 1 convers.

1325 : id.

1350 : id.

« On fait ici l'aumône même aux Jacobins et aux Mineurs » (*sic*).

INAUMONT, Ardennes, cant. Château-Porcien, arr. Rethel.

JAILLY (*Jalliacum*), dioc. Nevers, Nièvre, cant. Saint-Saulge, arr. Nevers, dép. La Charité.

JANVILLE (*Hyenevilla*), (Notre-Dame), dioc. d'Orléans, Eure-et-Loire, arr. Chartres, dép. Saint-Martin-des-Champs.

1350 : 3 moines, 1 prieur.

JEUILLY (*Julliaco*), (Notre-Dame), dioc. Sens, Yonne, comm. Saint-Martin-sur-Ocre, cant. Aillant, arr. Joigny, dép. La Charité.

JOIGNY (*Joigniacum*) (Notre-Dame), dioc. Sens, Yonne, donné en 1080 à La Charité par Geoffroy comte de Joigny.

1350 : 4 moines, aumône 4 fois par semaine.

- JOINVILLE, dioc. Sens, Seine-et-Marne, comm. Saint-Fargeau, cant. et arr. Melun, dép. La Charité.
- L'ISLE-ADAM (*Insula Adae*) (Notre-Dame), dioc. Beauvais, Seine-et-Oise, arr. Pontoise, dép. Saint-Martin-des-Champs.
1350 : 5 moines, 1 prieur.
- LA CHARITÉ (*B. Maria de Caritale*) (Notre-Dame), dioc. de Paris, Nièvre, arr. Cosne, donné à Cluny après le 23 mai 1059 par Geoffroy, évêque d'Auxerre.
1302 : 80 moines, 1 prieur.
1343 : 80 moines.
1350 : 60 moines.
1449 : 30 moines, 1 prieur.
1453 : 32 moines, 1 prieur.
m. d. : 5; Auvergne : 1; Angleterre : 5; Espagne : 1; Lombardie : 1.
Aumône quotidienne aux clercs pauvres.
- LA CHARTRE-SUR-LOIR (St-Denis), dioc. Paris, Sarthe, arr. Saint-Calais, dép. Saint-Martin-des-Champs.
1350 : 4 moines, 1 prieur.
- LA CROIX-EN-BRIE, dioc. Sens, Seine-et-Marne, cant. Nangis, arr. Provins, dép. La Charité qui le cède en 1208 aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem.
- LADY, dioc. Sens, Seine-et-Marne, cant. Mormant, arr. Melun, dép. La Charité.
- LA FERTÉ-HAUTERIVE, Allier, cant. Neuilly-le-Réal, arr. Moulins, dép. de Souvigny.
1350 : 2 moines.
- LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE, dioc. Meaux, Seine-et-Marne, arr. Meaux, dép. Reuil.
- LA FOSSE (*Fossa*) (Notre-Dame), dioc. Soissons, Aisne, comm. Montlevon, cant. Condé-en-Brie, arr. Château-Thierry, dép. Coigny.
- LA GUERCHE (*Guerchia*) (St-Michel), dioc. Tours, Indre-et-Loire, cant. Pressigny-le-Grand, arr. Loches, dép. La Charité.
- LA MADELEINE DU PETIT BEAULIEU, dioc. Chartres, Eure-et-Loir, comm. Chartres, fondé en 1094 sur la paroisse de Saint-Brice, à Chartres, dép. La Charité.
- LE CHARNIER (*Charnerium*) (Notre-Dame), dioc. Sens, Yonne, comm. Sens, Fondé vers 1088 dans un faubourg de Sens, dép. La Charité.
1350 : 8 moines,
- LE GRAND SOURIS, dioc. Nevers, comm. Champvoux, dép. La Charité.
- LES PÉNIERS, Nièvre, comm. Lucenay-les-Aix, cant. Dornes, arr. Nevers.

1302 : 2 moines, 1 prieur.

1330 : id.

LE THOULT (St-Nicolas), dioc. Troyes, Marne, cant. Montmirail, arr. Epernay, dép. Gaxe.

LE WAST (*Wastum*) (St-Michel), dioc. Boulogne, Pas-de-Calais, cant. Desvres, arr. Boulogne, appartient à Cluny en 1119.

1289 : 6 moines, 1 prieur.

1302 : 4 moines 1 prieur

1317 : id.

1350 : id.

Aumône de viandes pendant le Carême.

LIGNY-SUR-CANCHE (*Ligniacum*) (SS. Vit et Modeste), dioc. Amiens, Pas-de-Calais, cant. Auxy-le-Château, arr. St-Pol-sur-Ternoise. En 1196-1197, noté parmi les possessions de Saint-Martin-des-Champs.

1350 : 3 moines, 1 prieur.

1451 : 1 moine, 1 prieur.

LIHONS-EN-SANTERRE (*Lehunum in Sanguine lerso*), dioc. Amiens, Somme, cant. Chaulnes, arr. Péronne, doyenné mentionné parmi les dép. de Cluny en 1119.

1302 : 33 moines (3 en surnombre), 1 doyen.

1330 : 25 moines, 1 doyen.

1350 : 24 moines, 1 doyen.

1393 : 13 moines au lieu de 26.

1449 : 6 moines prêtres, 4 novices.

Aumône générale quotidienne.

m. d. : 3.

LIZY (*Liziicum*), dioc. Melun, Seine-et-Marne, arr. Meaux, dép. La Charité.

Uni à la mense conventuelle de Reuil.

LONGPONT (*Longus pons*) (Notre-Dame), dioc. Paris, Seine-et-Oise, cant. Longjumeau, arr. Corbeil, fondé par Gui I^{er} Troussel seigneur de Monthléry, qui le donne à Cluny en 1061.

1289 : 24 moines, 1 prieur.

1302 : 27 moines (2 en surnombre), 1 prieur.

1350 : 22 moines, 1 prieur.

1393 : 14 moines au lieu de 24.

Aumône 3 fois par semaine.

m. d. : 7.

LONGUEVILLE (*Longavilla*) (Ste-Foi), dioc. Rouen, Seine-Inférieure, arr. Dieppe, fondé en 1093 par Gauthier II seigneur de Longueville et duc de Buckingham, dép. La Charité.

1350 : 36 moines.

1450 : 9 moines au lieu de 30.

LOUROUX-HODEMENT (*Oratorium*) (St-Martin), dioc. Bourges, Allier, cant. Hérisson, arr. Montluçon, dép. La Charité.

1350 : 2 moines.

LURCY-LE-BOURG (*Lurciacum*) (SS. Gervais-et-Protais), dioc. Nevers, Nièvre, cant. Prémery, arr. Cosne, donné à Cluny vers 1093, par Hugues de Lury et sa femme.

1350 : 4 moines, 1 prieur.

1389 : id.

Aumône 3 fois par semaine et aux passants tous les jours.

MAISONNAIS, Cher, cant. Le Châtelet, arr. St-Amand-Montrond, ou cant. St-Mathieu, arr. Rochechouart?

1350 : 1 moine, 1 prieur.

MARESMONTIERS (*Morandi Monasterium*) (S.-Pierre), dioc. Amiens, Somme, cant. Montdidier, dép. S. Arnould de Crépy.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

1449 : 1 moine, 1 prieur.

1451 : 2 moines, 1 prieur.

MARGERIE-HANCOURT (Ste-Marguerite), dioc. de Troyes, Marne, cant. Saint-Rémy-en-Bouzemont, arr. Vitry-le-François, donné à Cluny entre 1061 et 1073 par Guerin, comte de Rosnay.

1303 : 15 moines.

1317 : 15 moines, 1 prieur.

1350 : 8 moines, 1 prieur.

1449 : 1 moine, 1 prieur.

Aumône 3 fois par semaine.

MARMESSE (*Marmessa*) (St-Martin), dioc. Langres, Hte-Marne, cant. Châteauvillain, arr. Chaumont, donné à Cluny vers 1070, par Simon comte de Bar.

1301 : 2 moines.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

MARNOUE (*Marnoa*) ou MALNOUE LES MOINES-, alias ST-NICOLAS-DE-MARNE (St-Nicolas), dioc. Meaux, Seine-et-Marne, comm. Ocquerre, cant. Lizy-sur-Ourcq, arr. Meaux, fondé en 1135.

Dép. Saint-Martin-des-Champs.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

MAROLLES-EN-BRIE (*Mairollae*) (St-Arnoult), dioc. Paris, Seine-et-Oise, cant. Boissy-Saint-Léger, arr. Corbeil, dép. Saint-Martin-des-Champs en 1118-1137.

1350 : 4 moines, 1 prieur.

MARS-SUR-ALLIER (*Martium*) (St-Julien), dioc. Nevers, Nièvre, cant. St-Pierre-le-Moutier, arr. Nevers, dép. de Souvigny.

Vers 1350 : 1 moine, 1 prieur.

- MAUREGARD (*Malus Respectus*) (St-Jean-Baptiste), Seine-et-Marne, cant. Dammartin-en-Goële, arr. Meaux.
1170 : dép. Saint-Martin-des-Champs.
1350 : 3 moines, 1 prieur.
- MENETOU-RATEL (*Monestorastellus*) (Notre-Dame), dioc. Bourges, Cher, cant. et arr. Sancerre, dép. La Charité.
1350 : 3 moines.
- MERGEY (*S. Margerita in Campaniam*), Aube, cant et arr. Troyes.
1301 : 7 moines, 1 prieur.
1302 : 2 moines, 1 prieur.
- MÉRICOURT-EN-VIMEUX (*Merincuria*) (Notre-Dame), dioc. Amiens, Somme, cant. Hornoy, arr. Amiens, dép. Coincy.
1350 : 1 moine, 1 doyen.
1453 : 1 prieur seul.
- MILLY (*Miliacum*) (St-Laurent), dioc. Sens, Aube, cant. Nogent-sur-Seine, dép. Longpont.
- MONTBEON (*Monteboyis*) (Notre-Dame), dioc. Sens, Yonne, comm. Saint-Aignan, cant. Pont-sur-Yonne, arr. Sens.
1107 : dép. La Charité.
- MONTDIDIER (*Mons Desiderii*) (Notre-Dame), dioc. Amiens, Somme, fondé en 1119.
1289 : 15 moines, 1 prieur, 1 convers.
1303 : 19 moines, 3 en surnombre.
1323 : 13 moines, 1 prieur.
1350 : 12 moines, 1 prieur.
1393 : 9 moines au lieu de 12 et 1 prieur.
1453 : 11 moines au lieu de 12.
- MONTEMBERT (*Mons Humberti*) (St-Pierre), dioc. Autun, Nièvre, cant. Fours, arr. Nevers.
1350 dép. La Charité.
- MONTEMPUIITS (*Montepodio Mons in Pidro*), dioc. Nevers, Nièvre, comm. Saint-Parize-en-Viry, cant. Dornes, arr. Nevers. Dép. Souvigny. 1350 : 2 moines, 1 prieur.
1449 : 1 prieur, 1 moine. (Cité aussi en Auvergne).
- MONTHELON, Marne, cant. Avize, arr. Epernay, dép. La Charité.
- MONTIGNY (-Lengrain), (St-Pierre), dioc. Soissons, Aisne, cant. Vic-sur-Aisne, arr. Soissons, dép. La Charité.
- MONTLÉANT (*Mons Heliae*), dioc. Soissons, Marne, comm. et cant. Montmirail, dép. Coincy.
1350 : 6 moines.
- MONTLHÉRY (*Mons Lethericus*) (St-Laurent), dioc. Paris, Seine-et-Oise, cant. Arpajon, arr. Corbeil.
Donné par Louis VII à Longpont, en 1154.

Suivant la *Bibliotheca Cluniacensis*, l'union de ce prieuré avec celui de Longpont serait de 1420.

MONTMIRAIL (*Mons Mirabilis*), dioc. Soissons, Marne, arr. Epernay.
1228 : 8 moines.

1350 : dép. de Coincy, avant cette époque dép. de Cluny.

MONTMORT (Notre-Dame), dioc. Châlons-sur-Marne, Marne, arr. Epernay, dép. La Charité.

MONTROT (*Monstretus*) (St-Pierre), Hte-Marne, comm. d'Arc-en-Barrois, arr. Chaumont-en-Bassigny, fondé en 1080.

1301 : 2 moines, 1 prieur.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

MONTVINAULT (*Malum-Vicinun*) (St-Pierre), dioc. Troyes, Marne, comm. Le Gault, cant. Montmirail, arr. Epernay.

MORAND-MOUTIER. Voy. MARESMONTIERS.

MORTEMER-SUR-EAULNE (*Mortuum mare*) (Notre-Dame), dioc. Rouen, Seine-Inférieure, cant. et arr. Neufchâtel, fondé au ^x^e siècle.

MOUSSY-LE-NEUF (*Mouciacum-Novum*) (Ste-Opportune), dioc. Paris, Seine-et-Marne, cant. Dammartin, arr. Meaux, fondé en 1090 et donné à Saint-Martin-des-Champs.

1350 : 5 moines, 1 prieur.

NAMÈCHE (*Namescha*) (St-Étienne), dioc. de Liège, Belgique, 9 km. de Namur, fondé pendant la 1^{re} moitié du ^x^e siècle, occupé en 1149 par des moines de Cluny, incorporé en 1560 à la mense épiscopale de Namur.

1289 : 2 moines, 1 prieur.

1312 : id.

1350 : id.

Aumône 3 fois par semaine et chaque jour aux passants.

NANTEUIL-LE-HAUDOUIN (*Nantogilum Hilduini*) (Notre-Dame et Saint-Babylas), dioc. Meaux, Oise, arr. Senlis.

Donné à Cluny par Hubert évêque de Senlis, confirmé vers 1110.

1289 : 11 moines, 1 prieur.

1317 : 13 moines, 1 prieur.

1350 : 12 moines, 1 prieur.

1393 : 5 moines au lieu de 12 et 1 prieur.

1449 : 3 moines, 1 prieur.

Aumône générale chaque jour.

m. d. : 1.

NEVERS, Nièvre.

1^o) SAINT-ÉTIENNE, fondé au début du ^{vii}^e siècle, d'abord monastère de femmes, puis, en 1063-1064, y fut installé un chapitre de chanoines de Saint-Sylvestre, enfin donné à Cluny en 1068.

1289 : 13 moines, 1 prieur.

1335 : id.

1350 : id.

1449 : 8 moines, 1 prieur.

Aumône générale 3 fois par semaine, les autres jours aux passants.

m. d. : 1.

2^o SAINT-LOUP, en 1350, réuni à Marcigny.

3^o SAINT-SAUVEUR, donné à Cluny le 6 novembre 1045 par Hugues, évêque de Nevers.

1289 : 4 moines, 1 prieur.

1301 : id.

1350 : id.

1386 : 3 moines au lieu de 4.

4^o SAINT-VICTOR, dép. La Charité.

NOGENT-LE-ROTROU (*Novigentum*) (St-Denis), dioc. Chartres, Eure-et-Loir. Fondé en 1028 et 1030 par Geoffroy, seigneur de Nogent, vicomte de Châteaudun, et donné en 1050 par Geoffroy, comte de Mortagne, et Béatrix sa femme, à Cluny ; devient doyenné.

1350 : 19 moines, 1 doyen.

m. d. : 7, Poitou : 2.

ORSAY (*Orceacum*) (St-Martin), dioc. Paris, Seine-et-Oise, cant. Palaiseau, arr. Versailles, dép. Longpont.

ORVILLE (*Ste-Eulalie*), dioc. Langres, sans doute Côte-d'Or, cant. Selongey, arr. Dijon,

1302 : 1 moine, 1 prieur.

1317 : id.

1350 : id.

OUAINE (*Aona*) (Notre-Dame), dioc. Auxerre, Yonne, cant. Courson, arr. Auxerre, dép. La Charité.

1350 : 4 moines.

OUROUER (*Oratorium*), dioc. Bourges, Cher, cant. Nérondes, arr. Saint-Amand-Montrond, dép. La Charité.

PANTIN, Seine, arr. Saint-Denis.

1105 : dép. Saint-Martin-des-Champs.

PARIS.

1^o COLLÈGE DE CLUNY, fondé en 1269 par Yves de Vergy, abbé de Cluny

m. d. 1.

2^o SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, prieuré mérovingien, donné vers 1100 au prieuré de Longpont (sera uni le 4 avril 1656 à l'Hôtel-Dieu de Paris).

3^o SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS, donné à Cluny avant le 29 août 1079, par Philippe 1^{er}, roi de France.

1302 : 60 moines.

1453 : 18 moines, 1 sous-prieur ; le prieuré est tenu en com-
mende par le patriarche d'Antioche.

m. d. : 29 ; Angleterre : 2.

PAS-EN-ARTOIS (*S. Martinus de Passu*) (St-Martin), dioc. Arras,
Pas de Calais, arr. Arras, dép. La Charité.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

1451 : 1 moine, 1 prieur.

PATINGES (St-Martin), Cher, comm. Torteron, cant. La Guerche-
sur-l'Aubois, arr. Saint-Amand-Montrond.

Dép. La Charité.

PETIT-BEAULIEU (*Parvus bellus Locus*) (Ste-Marie-Madeleine),
voy. LA MADELEINE DU PETIT-BEAULIEU

PIERRE SOLAIN (*Petra Solemnis*) (Notre-Dame), dioc. de Bayeux,
Calvados, comm. du Manoir, cant. Ryes, arr. Bayeux.

PITHIVIERS (*Pithiverii*) (St-Pierre), dioc. Orléans, Loiret.

Fondé et donné à Cluny vers 1070, en 1350, dép. Saint-Martin-
des-Champs.

1289 : 2 moines, 1 prieur.

1350 : 4 moines, 1 prieur.

Aumône générale 2 fois la semaine, et tous les jours aux pas-
sants.

PONT-AUX-MOINES (*Pons-Monachorum*) (St-Jérôme), dioc. d'Or-
léans, Loiret, comm. Mardié, cant. et arr. Orléans, fondé et
donné à Cluny par le roi Philippe I^{er}, après septembre 1075.

1289 : 2 moines, 1 prieur.

1302 : id.

1330 : id.

1350 : 3 moines, 1 prieur.

Aumône aux passants.

PONTNEUF (*Pons novus*) (St-Pierre), dioc. Le Mans, Sarthe, cant.
Beaumont-le-Vicomte, arr. Mamers, dép. Nogent.

PRÉ-LÈS-DONZY, voy. DONZY-LE-PRÉ.

PRINGY-EN-GATINAIS (*Pringiacum*) (Notre-Dame), dioc. de Sens,
Seine-et-Marne, cant et arr. Melun, dép. Saint-Martin-des-
Champs.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

PRUNESAC, dioc. Bourges, Cher, comm. Morthomiers, cant. Charost,
arr. Bourges, dép. St-Samson.

QUESSY, Aisne, cant. La Fère, arr. Laon.

QUIERZY (*Quirisiacum*) (St-Martin), dioc. Soissons, Aisne, cant.
Coucy-le-Château, arr. Laon, dép. Lihons-en-Santerre.

1350 : 2 moines, 1 prieur (doyen).

REUIL (*Radolium*) (SS. Pierre et Paul), dioc. Meaux, Seine-et-

Marne, cant. La Ferté-sous-Jouarre, arr. Meaux, dép. La Charité.

1350 : 25 moines.

m. d. : 4.

RHÈGES (*Regiae*) (St-Sulpice), dioc. Troyes, Aube, cant. Méry-sur-Seine, arr. Arcis-sur-Aube, dép. Gaye.

1350 : 1 moine, 1 doyen.

ROINVILLE-SOUS-AUNEAU (*Roinvilla*) (St-Pierre, St-Geroges), dioc. Chartres, Eure-et-Loir, cant. Auneau, arr. Chartres.

Fondé vers 1084, dép. Saint-Martin-des-Champs.

1350 : 3 moines, 1 prieur.

RONCHÈRES (*de Roncheriis*) (St-Germain), dioc. Soissons, Aisne, cant. Fère-en-Tardenois, arr. Château-Thierry, dép. Coincy.

ROUY (*Royaco*) (St-Germain), dioc. Nevers, Nièvre, cant. St-Saulge, arr. Nevers, dép. La Charité.

ROYE, probablement Somme, arr. Montdidier.

RUMILLY-(le-Comte) (*Romiliacum*) (St-Pierre), dioc. Boulogne, Pas-de-Calais, cant. Hucqueliers, arr. Montreuil-sur-Mer.

Mentionné parmi les possessions de Cluny en 1119.

1289 : 4 moines, 1 prieur

1317 : id.

1350 : 3 moines, 1 prieur.

1393 : 1 moine, au lieu de 4.

1449 : id., 1 prieur.

Aumône générale deux fois par semaine, et tous les jours aux passants.

SAINT-ARNOULT OU SAINT-ARNOULT-DE-CRÉPY (*Crispeyum*), dioc.

Senlis, Oise, com. Bonneval-en-Valois, cant. Crépy, arr. Senlis.

Donné à Cluny le 1^{er} nov. 1076, par Simon, comte de Crépy.

1302 : 33 moines.

1317 : 34 moines.

1330 : 29 moines, 1 prieur.

1350 : 27 moines, 1 prieur.

1393 : 13 moines, au lieu de 28.

1428 : 28 moines.

Aumône deux fois par semaine.

m. d. : 3.

SAINT-ARNOULT-SUR-TOUQUES (*S. Arnulphus super Touquam*), dioc.

Lisieux, Calvados, cant. Trouville, arr. Pont-l'Évêque, dép. Longpont.

SAINT-AURIN (*S. Taurinus*) dioc. Amiens, Somme, comm. Roye, arr. Montdidier, dép. Coincy.

1350 : 1 moine, 1 doyen.

SAINT-BERTIN. voy. SAINT-OMER.

SAINT-CAPRAIS (*Champfrault*), dioc. Bourges, Cher, cant. Levet, arr. Bourges, dép. La Charité, donné en 1111 par Barthélemy de Mur.

SAINT-CÉOLS (*S. Celsus*) (St-Celse), dioc. Bourges, Cher, cant. d'Aix-d'Angillon, arr. Bourges, dép. La Charité.

SAINT-CHRISTOPHE-EN-HALATE (*S. Christophorus in Halata*), dioc. Beauvais, Oise, comm. Fleurine, cant. Pont-Saint-Maxence, arr. Senlis, dép. La Charité.

Fondé le 30 avril 1061, et donné à La Charité en juin 1063.

1350 : 7 moines, 1 prieur.

1449 : 1 moine sacristain au lieu de 7 moines.

SAINT-COME-DU-MONT (*S. Cosma in Monte*), dioc. Coutances, Manche, cant. Carentan, arr. Saint-Lô, doyenné.

1350 : 4 moines, 1 doyen.

Aumône 2 fois par semaine.

SAINT-CYDROINE (*S. Cidronius*), dioc. Sens, Yonne, cant. et arr. Joigny, dép. La Charité.

SAINT-HONORÉ (*S. Honoratus*) dioc. Nevers, Nièvre, cant. Moulins-Engilbert, arr. Château-Chinon.

Dép. La Charité, à qui il avait été donné en 1106.

SAINT-JUST (*S. Justus*), dioc. Troyes, Marne, cant. Anglure, arr. Epernay, dép. La Charité.

SAINT-LAURENT, près Milly, Seine-et-Oise, arr. Etampes, dép. Longpont.

SAINT-LAURENT-DES-ORGERILS (*S. Laurentius de Orgeriis*), hors les murs d'Orléans, Loiret.

1350 : 3 moines.

SAINT-LÉONOR DE BEAUMONT, dioc. Beauvais, Seine-et-Oise, cant. l'Isle-Adam, arr. Pontoise, dép. Saint-Martin-des-Champs.

SAINT-LEU D'ESSERENT (*S. Lupus*), dioc. Beauvais, Oise, cant. Creil, arr. Senlis, donné à Cluny en 1081 par Gui, évêque de Beauvais, et Hugues comte de Dammartin qui l'avait fondé.

1289 : 34 moines, 1 convers.

1303 : 29 moines.

1317 : 28 moines, chiffre normal suivant décision du Chapitre général.

1350 : 25 moines, 1 prieur.

1393 : 18 moines au lieu de 25.

1449 : 6 moines.

Aumône quotidienne.

SAINT-LOUP-SUR-ABRON, dioc. Nevers, Nièvre, comm. Saint-Germain-Chassenay, cant. Decize, arr. Nevers, dép. Marcigny.

SAINT-MAMMÈS (*S. Mamertus*), dioc. Sens, Seine-et-Marne, arr. Moret, cant. Fontainebleau, dép. La Charité.

SAINT-MARTIN (*S. Martinus*), dioc. Meaux, Seine-et-Marne, près Crécy, arr. Meaux, fondé au ^{xii}^e siècle, dép. Saint-Martin-des-Champs.

1451 : 1 prieur seul.

SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS, voy. PARIS.

SAINT-MICHEL DE LA GUERCHE (*S. Michaelis de Guirchia*), dioc. Tours, Indre-et-Loire, comm. de Langeais, arr. Chinon, dép. La Charité.

SAINT-NICOLAS D'ACY, dioc. Senlis, Oise, comm. Courteuil, cant. et arr. Senlis, dép. Saint-Martin-des-Champs.

1350 : 8 moines, 1 prieur.

1428 : 9 moines.

SAINT-NICOLAS-DES-BOIS, Orne, cant. et arr. Alençon, dép. Saint-Martin des Champs.

1449 : 1 moine, 1 prieur.

SAINT-NICOLAS-DU-PORT, voy. CHATEAURENARD.

SAINT-OMER (St-Bertin), Pas-de-Calais, abbaye fondée au ^{viii}^e siècle.

SAINT-PHAL (*S. Fidolus*), dioc. Troyes, Aube, cant. Evry, arr. Troyes.

1350 : 5 moines. dép. Coincy.

1451 : 1 prieur, 1 moine.

SAINT-PIERRE-DE-BUISSON (*de Buissono*), dioc. Soissons, près Châlons-sur-Marne.

1350 : dép. Coincy.

SAINT-PRY DE BÉTHUNE (*S. Prejectus*), dioc. Arras, Pas-de-Calais, comm. Fouquières-lès-Béthune, cant. et arr. Béthune. dép. d'Abbeville.

1451 : 2 moines, 1 prieur non résidant.

SAINT-RÉVÉRIEN (*S. Reverianus*), dioc. Nevers, Nièvre, cant. Brinon-les-Allemands, arr. Clamecy, dép. de Cluny, en 1055.

1336 : 13 moines.

1350 : id.

1451 : en commende : 1 moine.

Aumône générale trois fois par semaine.

SAINT-ROMAIN, Côte-d'Or, cant. Nolay, arr. Beaune.

SAINT-SAMSON, dioc. Orléans, Loiret, comm. Olivet, cant. et arr. Orléans, dép. Saint-Martin-des-Champs.

m. d. : 3.

SAINT-SAULVE de Valenciennes, dioc. Cambrai, Nord, cant. et arr. Valenciennes, existait au ^{ix}^e siècle, donné à Cluny en 1103 .

1289 : 24 moines.

1302 : 16 moines.

- 1310 : 16 moines, 2 convers.
 1350 : 27 moines, 1 prieur.
 1393 : 6 moines au lieu de 18.
 1428 : 28 moines.
 1449 : 8 moines, 1 prieur.
 Aumône générale 3 fois par semaine.
- SAINT-SÉPULCRE dioc. Troyes, Aube, aujourd'hui : Villacerf, cant. et arr. Troyes, donné à Cluny au xii^e siècle.
 1350 : 3 moines.
- SAINT-SÉVERIN en Condroz (d'abord St-Symphorien-au-Bois), dioc. Liège, Belgique, cant. Nandrin.
 Fondé et donné à Cluny en 1091, par Gilbert, comte de Clermont-sous-Huy.
 1289 : 3 moines, 1 prieur.
 1330 : 2 moines, 1 prieur.
 1350 : 3 moines, 1 prieur.
 Autrefois aumône générale 5 fois par semaine, à partir du xiv^e siècle aux passants.
- SAINT-SULPICE, dioc. Nevers, Nièvre, cant. St-Benin d'Azy, arr. Nevers, dép. La Charité.
 1350 : 1 moine, 1 prieur.
- SAINT-SULPICE de l'Aigle, dioc. Evreux, Orne, comm. Saint-Sulpice-sur-Rille, cant. Laigle (dont il est à 3 km.), arr. Mortagne. dép. Saint-Samson.
- SAINT-ULPHACE (St-Gilles), dioc. Le Mans, Sarthe, cant. Montmirail, arr. Mamers, dép. Nogent.
- SAINT-WAAST-Là-Haut), Nord, comm. Valenciennes.
- SAINT-WULMER, Pas-de-Calais, comm. Boulogne-sur-Mer.
- SAINT-YON, dioc. Paris, Seine-et-Oise, cant. Dourdan, arr. Rambouillet, fondé par le prieuré de La Charité au cours de la seconde moitié du xi^e siècle.
- SAINTE-GEMME (*Sancta Gemma*), Marne, cant. Châtillon-sur-Marne, arr. Reims.
 1138-1139 : dép. Saint-Martin-des-Champs.
 1350 : 4 moines, 1 prieur.
- SAINTE-MARGUERITE d'ELINCOURT, aj. Elincourt Sainte-Marguerite, dioc. Noyon, Oise, cant. Lassigny, arr. Compiègne.
- SAINTS-SIMON ET JUDE DE RANCONÉ, près les murs d'Autun, Saône-et-Loire. Ne serait-ce pas le prieuré de Saint-Racho, dont la chapelle, donnée à Cluny au xi^e siècle, fut érigée en prieuré placé sous la dépendance de la Charité?
- SANCOINS (*Sanconium*) (St-Martin), dioc. Bourges, Cher, arr. Saint-Amand-Monrond, dép. La Charité.
 1350 : 2 moines.
- SENS, voy. LE CHARNIER.

- SÉZANNE (*Sezenna*) (St-Julien), dioc. Troyes, Marne, arr. Epernay, donné en 1085 par Étienne Henin, comte de Champagne. dép. La Charité.
1350 : 8 moines.
- TOURS-SUR-MARNE (*Turres*) (St-Pierre), dioc. Reims, Marne, cant. Aÿ, arr. Reims, doyenné.
1301 : 2 moines, 1 doyen.
1302 : id.
1317 : id.
1393 : 3 moines au lieu de 3 moines et 1 doyen.
- TOUTEVILLE (*Totavilla*), Seine-et-Oise, comm. Asnières-sur-Oise, cant. Luzarches, arr. Pontoise.
- TROYES, Aube : doyenné de Saint-Jacque, (réuni en 1590 au monastère des Trinitaires fondé dans la même ville en 1260 par Thibaut V, comte de Champagne et s'appellera dès lors, La Trinité Saint-Jacques).
1451 : 1 prieur seul.
- TUPIGNY (*Turpiniaum*) (Ste-Croix), dioc. Laon, Aisne, cant. Wassigny, arr. Vervins, dép. Coincy.
1350 : 1 sacristain.
- VALIGNY (LE-MONIAL) (*Valiniaum*) (Notre-Dame), dioc. Bourges, Allier, cant. Cérilly, arr. Montluçon, dép. La Charité.
1350 : 2 moines.
- VANOISE (Notre-Dame), dioc. Autun, Nièvre, comm. La Roche-Millay, cant. Luzy, arr. Château-Chinon.
Dép. La Charité.
- VENDEUVRE (*Vendopera*) (St-Georges), dioc. Langres, Aube, arr. Bar-sur-Aube, doyenné.
1301 : 4 moines, 1 doyen.
1330 : 3 moines, 1 doyen.
1350 : 4 moines, 1 doyen.
Aumône générale le dimanche et tous les jours aux passants.
- VENIZY (*Venesiaum*) (St-Pierre), dioc. Sens, Yonne, cant. Brienon, arr. Joigny, dép. La Charité.
1350 : 1 moine, 2 novices, 1 prieur.
- VERNEUIL (*Vernelium*) (Notre-Dame), dioc. Meaux, Seine-et-Marne, cant. Mormant, arr. Melun, dép. Crépy.
1350 : 1 moine, 1 prieur.
- VIÈURE (Notre-Dame), dioc. Bourges, Allier, cant. Bourbon-l'Archambault, arr. Moulins. Dép. Souvigny, uni à Bessay-le-Monial au milieu du xve siècle.
- VIGNEMONT (*Mons Vineus*) (St-Nicolas), dioc. Beauvais, Oise, cant. Ressons, arr. Compiègne, dép. Sainte-Marguerite d'Elin-court.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

VITRY-LE-CHATEAU (*Vitriacum-Castrum*) (St-Thibaut), dioc. Châlons-sur-Marne, Marne, aujourd'hui Vitry-le-François ; il y a actuellement un lieu-dit de Saint-Thibaut, à Vitry.

1301 : 2 moines, 1 prieur.

1330 : id.

PROVINCE DE GASCOGNE.

ANGLARS (*Anglaria*) (St-Martin), dioc. Cahors, Lot, cant. La Capelle-Marival, arr. Figeac, dép. Figeac (1146), à la nomination du prieur de Fons.

ARLES-SUR-TECH (*B. Maria Arularum*) (Notre-Dame), dioc. Elne, Pyrénées Orientales, arr. Céret, dép. Moissac, abbaye.

1350 : 19 moines, 1 abbé.

1392 : 22 moines,

1450 : 20 moines.

ASPRIÈRES (*Aspreriae*) (St-Martial), dioc. Rodez, Aveyron, arr. Villefranche, dép. Rieupeyroux.

ASTAFFORT, Lot-et-Garonne, arr. Agen.

L'église d'Astaffort fut réunie en 1262 au prieuré de Layrac, elle dépendait auparavant directement de Cluny et portait le nom de prieuré bien qu'à cette époque plus aucun moine n'y habitât depuis 50 ans.

AUCH, SAINT-ORENS (*S. Orientius Auxitanensis*), Gers, donné à Cluny en novembre 1068, par Aimery II, comte de Fezensac, et Bernard, son père.

1350 : 25 moines.

1428 : id.

m. d. : 7.

BAYNE (Notre-Dame), Tarn-et-Garonne, comm. Valence d'Agen, arr. Moissac, dép. Saint-Martial de Limoges.

BELMERON (*Bolmerous*) (St-Eutrope), dioc. Cahors, Tarn-et-Garonne, cant. Montcuq, arr. Cahors, dép. Figeac.

BÉRAT (*Beratum*) (St-Pierre), dioc. Rieux, Haute-Garonne, cant. Rieumes, arr. Muret, dép. Lezat depuis 1084, (sera réuni au séminaire de St-Gaudens en 1714).

BESSENS (*Bessengi*) (Notre-Dame), dioc. Montauban, Tarn-et-Garonne, cant. Grisolles, arr. Castelsarrazin. Dép. Moissac.

BURRET, Ariège, cant. et arr. Foix.

CAMBURAT (*Camburacum*) (St-Saturnin), dioc. Cahors, Lot, cant. et arr. Figeac, dép. Figeac.

Mentionné parmi les possessions de Figeac en 1146.

CAMPRODON. Voy. Espagne.

CANAULES (*Canolae*), dioc. Nîmes, Gard, cant. Sauve, arr. Le Vigan, uni à Tornac, avec le prieuré de Notre-Dame des Gardies.

CARDAILLAC (*Cardalhacum*) (Notre-Dame et Saint-Julien), dioc. Cahors, Lot, cant. La Capelle-Marival, arr. Figeac, mentionné en 1146 par Eugène III parmi les possessions de l'abbaye de Figeac, 1450 : 40 moines.

CARENNAC (*Carennacum*) (St-Saturnin, puis Saint-Pierre), dioc. Cahors, Lot, cant. Vayrac, arr. Gourdon.

Donné à Cluny par Bernard III, évêque de Cahors, et son frère Robert vers 1031,

1318 : mentionné comme faisant partie de la province de Poitou.

1350 : 12 moines, 1 prieur.

1450 : 13 moines.

m. d. : Auvergne : 1.

CASTELMAYRAN (*Castrum Mayrannum*) (St-Maffre), dioc. Montauban, Tarn-et-Garonne, cant. Saint-Nicolas de la Grave, arr. Castelsarrasin, dép. Moissac.

CASTELNAU D'ESTRETEFONDS, dioc. Montauban, Hte-Garonne, cant. Fronton, arr. Toulouse, dép. Moissac.

CASTELSARRASIN (*Castrum Sarraceni*) (St-Sauveur), dioc. Montauban, Tarn-et-Garonne, donné à Moissac par Raimond I^{er}, comte de Rouergue, en 961.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

CAUSSADE (Notre-Dame), dioc. Cahors, Tarn-et-Garonne, arr. Montauban, dép. Moissac, cédé par Bertrand de Montaigut, abbé de Moissac, à Barthélemy, évêque de Cahors, en 1270.

CAYRAC (*Cayracum*) (Ste-Ruffine), dioc. Cahors, Tarn-et-Garonne, cant. Caussade, arr. Montauban, dép. Moissac.

m. d. : 2.

CÉNAC, Dordogne, cant. Domme, arr. Darlat.

CINTEGABELLE (*Sancta Gavella*), dioc. Mirepoix, Hte-Garonne, arr. Muret, dép. Moissac.

CONQUETTE (*Conqueta*) (St-Romain), Hte-Garonne, comm. Buzet, cant. Montastruc, arr. Toulouse, dép. Moissac.

COS (St-Saturnin), dioc. Cahors, Tarn-et-Garonne, comm. La Mothe-Capdeville, cant. et arr. Montauban, dép. Moissac.

Cédé en 1270 par l'abbé de Moissac à l'évêque de Cahors.

COURRENSAN (*Corresanum*) (Notre-Dame), dioc. Auch, Gers, cant. Eauze, arr. Condom.

CUBIÈRES (Notre-Dame), dioc. Narbonne, Aude, cant. Couiza, arr. Limoux, donné à Moissac en 1073.

- CUMONT** (*Cugnus mons*) (St-Cyrin), dioc. Montauban, Tarn-et-Garonne, cant. Beaumont-de-Lomagne, arr. Castelsarrasin.
Donné à Moissac en 1082.
- DAUX** (*Dauplium*) (St-Barthélemy), dioc. Toulouse, Hte-Garonne, cant. Grenade, arr. Toulouse, dép. La Daurade.
- DURAVEL** (*Duravelum*) (St-Hilarion), dioc. Cahors, Lot, cant. Puy-l'Évêque, arr. Cahors, donné à Moissac en 1055 par Gausbert de Pestilhac.
- EAUZE** (*Elisanum, Helison*) (St-Louray), dioc. Auch, Gers, arr. Condom.
Fondé au x^e siècle par Bertrand, comte de Fezensac, sous l'invocation de SS. Gervais et Protais, donné à Cluny le 12 mars ou le 16 avril 1088 par Amaury II, comte de Fezensac.
1428 : 8 moines.
- ESCALANS** (*Scalens*) (St-Loubert), dioc. d'Auch, Landes, cant. Gabarret, arr. Mont-de-Marsan, uni à Eauze.
- ESCATALENS** (*Scatalengi*) (St-Julien), dioc. Montauban, Tarn-et-Garonne, cant. Montech, arr. Castelsarrasin, fondé par Moissac au xii^e siècle, uni à la mense abbatiale au xiii^e.
- EYSSES** (*Exiensis*) (SS. Gervais-et-Protais), dioc. d'Agen, Lot-et-Garonne, comm. cant. et arr. de Villeneuve-sur-Lot, abbaye fondée en 1088 sous l'invocation des SS. Gervais et Protais.
1350 : 22 moines.
1450 : id.
- FAUROUX**, Tarn-et-Garonne, cant. Bourg-de-Visa, arr. Moissac, (parfois mentionné en Auvergne).
- FIGEAC** (*Figiacum*) (St-Sauveur), dioc. Cahors, Lot, abbaye donnée à Cluny le 18 octobre 1074, par Begon, fils de Hugues de Caumont, sécularisée par bulle de Paul III, le 28 août 1536.
1350 : 40 moines.
m. d. : 13, Auvergne : 1.
- FLEIRAC** (Notre-Dame), dioc. Rodez, Aveyron, comm. Monteils, cant. Najac, arr. Villefranche-de-Rouergue.
Dép. de Rieupeyrroux et de Saint-Martial de Limoges.
- FONS** (*B. Maria de Arthelis* ou *de Fontibus*) (Ste-Marie), dioc. Cahors, Lot, cant. et arr. Figeac, donné à Figeac avant 965.
1450 : 20 moines.
m. d. : 1.
- GANDALOU** (Ste-Marie), dioc. Montauban, Tarn-et-Garonne, comm. Castelsarrasin.
Donné à Moissac par Raymond I^{er} comte de Rouergue vers 961, passe au xii^e siècle aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem.

- GIMAT (*Gimadesium*) (St-Cybard), dioc. Montauban, Tarn-et-Garonne, cant. Beaumont-de-Lomagne, arr. Castelsarrasin.
Prieuré reconnu en qualité de dép. de Moissac en 1249, uni à la mense du cellerier de ce monastère au xvi^e siècle.
- GLATENS (St-Martin), dioc. Montauban, Tarn-et-Garonne, cant. Beaumont, arr. Castelsarrasin, dép. Moissac.
- GRENOUILLET (Notre-Dame), voy. VILLENEUVE DE DURFORT.
- ISSEPTS (*S. Medardus propre Figiacum*) (St-Médard), dioc. Cahors, Lot, cant. Livermon, arr. Figeac, donné à Figeac en 957.
- LA CAPELLE CABANAC (*Capella Baniaci*), dioc. Cahors, Lot, comm. Mauroux, cant. Puy-l'Évêque, arr. Cahors.
Passé en 1146 de Figeac à l'abbaye d'Aurillac.
- LA DAURADE (*Santa Mariae Fabricata* ou *Deaurata*) (Notre-Dame), Hte-Garonne, comm. Toulouse, existait en 842, donné à Cluny en 1077, placé dans la suite dans la dép. de Moissac.
1450 : 25 moines.
m. d. : 6.
- LA GRACE-DIEU (*Magréas*), dioc. Rieux, Hte-Garonne, cant. Hauterive, arr. Muret, dép. Lezat.
- LA PEYRIÈRE, dioc. Albi, Tarn, comm. L'Isle d'Albi, arr. Gaillac, donné à Moissac au xii^e siècle.
- LA PEYROUSE, dioc. Cahors, Tarn-et-Garonne, comm. La Française, cant. et arr. Montauban, dép. Moissac.
- LAPLUME, Lot-et-Garonne, arr. Agen, dép. Layrac, uni à ce prieuré en 1428.
- LA SALVETAT (MAJEUSE) (St-Pierre), dioc. Cahors, Tarn-et-Garonne, comm. Belmontet, cant. Monclar, arr. Montauban.
Donné au xi^e siècle, par Miron et Raymond à Raymond I^{er}, abbé de Moissac.
- LAYRAC (*Alayracum*) (St-Martin), dioc. Condom, Lot, comm. Astaffort, arr. Agen, donné à Cluny avant septembre 1062, par Hunald, vicomte de Brullois.
1350 : 16 moines.
1428 : 16 moines, 1 prieur.
1450 : 20 moines.
m. d. : 1.
- LE FOSSAT (*Fossatum*) (St-André), dioc. Rieux, Ariège, arr. Pamiers, dép. Lezat.
- LE MAS-GRENIER (*Mansus Graberii* ou *S. Petrus de Curte*), dioc. Toulouse, Tarn-et-Garonne, cant. Verdun, arr. Castelsarrasin.
Fondé vers 940 par Amélie, femme du vicomte Aton-Benoît. Les moines de cette abbaye pour échapper à la sujétion des abbés de Lezat et de Cluny, se soumirent vers 1098 à Saint-Michel de Cluse. Le monastère du Mas-Grenier n'ayant jamais

fait partie, en réalité, de l'ordre de Cluny, nous ne donnons pas la liste des nombreuses maisons en dépendant.

LES BARTHES (*Barta*) (St-Sulpice), dioc. Montauban, Tarn-et-Garonne, cant. et arr. Castelsarrasin.

1350 : uni à l'office du chambrier de Moissac.

LE SÉGUR (*Segurium*), dioc. Albi, Tarn, cant. Morestiés, arr. Albi, appartient à Moissac avant 1076.

LE TOUGET. Voy. TOUGET.

LEZAT (*Lezatum*) (St-Pierre), dioc. Toulouse, Ariège, cant. Le Fossat arr. Pamiers, abbaye fondée vers 844 par Atton, évêque de Béziers, donné à Cluny avant le 5 novembre 1073.

1450 : 25 moines.

m. d. : 10.

LIMOGES (*S. Martialis Limovencis*) (St-Martial), avait adopté la règle bénédictine en 848, donné à Cluny en 1062. Abbaye.

LIVRON (St-Pierre), dioc. Cahors, Tarn-et-Garonne, comm. La Capelle-Livron, cant. Caylux, arr. Montauban.

1171 : dép. de Moissac.

1367 : uni au Collège Pelegri.

LONDIEU (Notre-Dame) (*Lumen Dei*), dioc. Cahors, monastère de femmes fondé en 1281 par Gaillard de Montaigut, abbé de Figeac.

MANHAVAL (Notre-Dame), dioc. Rodez, Aveyron, comm. Taussac, cant. Mur-de-Barrey, arr. Espallion.

Dép. de Bridon.

MAUZAC, dioc. Rieux, Hte-Garonne, cant. Carbonne, arr. Muret, dép. Lezat.

MEAUZAC (*Melzacum*) (St-Martin), dioc. Montauban, Tarn-et-Garonne, cant. et arr. Castelsarrasin, donné à Moissac en 783 par Aganus, évêque de Cahors, érigé en prieuré au ^{xii}e siècle et uni à la chambrière de Moissac.

MEILHAN, Gers, cant. et arr. Lombez.

MÉZENS (*Mesenchi*) (St-Pierre), dioc. Montauban, Tarn, cant. Rabastens, arr. Gaillac, dép. Moissac.

MÉZIN (*Medisianum*) (St-Jean), dioc. Condom, Lot-et-Garonne, arr. Nérac, mentionné parmi les dépendances de Cluny dans une bulle de Grégoire VII (1077).

1350 : 9 moines.

1428 : id.

1450 : 12 moines.

MOIRAX (*Moyriacum*) (Notre-Dame), dioc. Condom, Lot-et-Garonne, cant. Laplume, arr. Agen.

Donné à Cluny en 1049 par Guillaume Arnaud et son fils Pierre.

Vers 1350 : 4 moines.

Aumône 3 fois par semaine.

MOISSAC (*Moissiacum*) (SS. Pierre-et-Paul), dioc. de Cahors, Lot-et-Garonne, abbaye fondée au ix^e siècle.

Donnée à Cluny le 29 juin 1053 par Pons, comte de Toulouse, sécularisée par Paul V en 1618 malgré les protestations de Cluny, les bulles de sécularisation n'eurent plein effet qu'en 1626.

1350 : 80 moines.

1450 : id.

m. d. : 36. Auvergne : 1 ; Espagne : 2.

MOLIÈRES (*Moleriae*) (St-Victor), dioc. Cahors, Tarn-et-Garonne, arr. Montauban, dép. Cayrac.

m. d. : 1.

MONCLAR (de Quercy) (*Mons clarus*) (St-Pierre, après avoir été St-Michel et Notre-Dame), dioc. Cahors, Tarn-et-Garonne, arr. Montauban, dép. Layrat.

m. d. : 1.

MONDOVILLE (St-Pierre), dioc. Toulouse, Hte-Garonne, cant. Toulouse, dép. La Daurade.

MONTAUD (*Mons Altus*) (St-Barthélemy), dioc. Rieux, Hte-Garonne, cant. Carbonne, arr. Muret.

MONTAUT (*Mons Altus*) (St-Michel), dioc. Auch, Gers, cant. Auch, donné à Cluny en décembre 1068, par Guillaume, archevêque d'Auch, dép. Saint-Orens d'Auch.

1350 : 4 moines, 1 prieur.

1428 : 8 moines.

MONT-SAINT-JEAN (*Mons Sancti Johannis*) dioc. Cahors, Lot, comm. Gourdon.

1129 : dép. Carennac.

MORLAAS (*Morlani*) (Ste-Foy), dioc. Lescar, Basses-Pyrénées, arr. Pau, app. à Cluny avant le 11 avril 1125.

MOUCHAN (*Molles campi*) (St-Austrégésile), Gers, cant. et arr. Condom, dép. Saint-Orens d'Auch.

MOUCHES (*Moster*) (St-Julien), dioc. Auch, Gers, cant. Montesquiou, arr. Mirande, dép. Saint-Orens d'Auch.

MURET (*Murellum*) (St-Germier), dioc. Toulouse, Hte-Garonne, donné à Lezat en 948.

PEYRALDE (*Petralata*) (Ste-Colombe et St-Martin), dioc. Rieux, Pyrénées-Orientales, comm. Saint-Paul de Fenouillet, arr. Perpignan, dép. Lezat.

PEYRISSAC (*Paur'ciaco*) (St-Martin), dioc. Cahors, Lot, comm. Thémine, cant. La Capelle-Marival, arr. Figeac, app. à Figeac en 1146.

PEYRUSSE (Notre-Dame), dioc. Rodez, Aveyron, cant. Montbazers, arr. Villefranche.

Dép. Figeac.

1350 : uni à la mense abbatiale de Figeac.

PEYRUSSE (*Petrussia*) (St-Mamert), dioc. Auch, Gers, cant. Montesquiou, arr. Mirande. Dép. Saint-Orens d'Auch.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

POMMEVIC (*Pomerius vicus*) (St-Denis), Tarn-et-Garonne, cant. Valence d'Agen, arr. Moissac.

RABASTENS (Notre-Dame), Tarn, arr. Gaillac, dép. Moissac.

RIEUEPEYROUX (*Rivus petrosus*) (St-Martial), dioc. Rodez, Aveyron, arr. Villefranche, dép. Saint-Martial de Limoges.

m. d. : 4.

ROMBEUF (Ste-Catherine), dioc. Condom, Gers, comm. Fourcès, cant. Montréal, arr. Condom, dép. Saint-Mont.

ROQUESERRIÈRE (*Rupes serraria*) (St-Pierre), dioc. Toulouse, Haute-Garonne, cant. Montastruc, arr. Toulouse. Dép. Moissac.

SAINT-AIGNAN (de Bragairac) (Notre-Dame), dioc. Montauban. Tarn-et-Garonne, cant. St-Nicolas de la Grave, arr. Castelsarrasin, dép. Moissac, réuni en 1132 à l'ordre de Fontevault, SAINT-AMANS DE BONNETERRE, dioc. Rodez, Aveyron, cant. Campagnac, arr. Millau.

SAINT-AMANS DE SERMUR, dioc. Rodez, Aveyron, comm. Camboulazet, cant. Naucelle, arr. Rodez. Dép. Moissac.

SAINT-BLAISE DE CASSAGNOL (*Cassannols*), dioc. Cahors, Aveyron, comm. Loupiac, cant. Asprières, arr. Villefranche.

SAINT-CAPRAIS, dioc. de Cahors, Tarn-et-Garonne, comm. Belmontet cant. Monclar, arr. Montauban. Dép. Monclar.

SAINT-GILLES (*S. Aegidius*), dioc. Nîmes, aujourd'hui SAINT-GILLES-DU-GARD. Gard, arr. Nîmes, abbaye fondée vers le v^e siècle.

SAINT-HILAIRE, dioc. Cahors, Lot, comm. Lablenque, arr. Cahors, dép. Fons.

SAINT-JEAN-BAPTISTE DE CASSANAS (*Cassaniacum*) dioc. Rodez, Aveyron, comm. Salvagnac-Saint-Loup, cant. Asprières, arr. Villefranche, dép. mense conventuelle de Figeac.

SAINT-JEAN DE CORNAC (*Cornagum*), dioc. Cahors, Lot-et-Garonne, comm. Saint-Paul d'Espis, cant. et arr. Moissac. Dép. Moissac.

SAINT-JEAN-LE-FROID, dioc. Rodez, Aveyron, comm. de Salles-Curan, arr. Millau, dép. Moissac.

SAINT-JULIEN D'EMPAIRE, dioc. Rodez, cant. Asprières, arr. Villefranche, dép. Figeac.

SAINT-LÉGER (*S. Licerius Tarbiensis*), dioc. Tarbes, Hautes-Pyrénées, cant. Vic-en-Bigorre, arr. Tarbes, dép. Lezat.

Donné à Cluny de 1056 à 1064, par Héraclius, évêque de Bigorre ou Tarbes.

1350 : 8 moines, 1 prieur.

1428 : 8 moines.

SAINT-LOUP, dioc. Rodez, Aveyron, comm. Salvagnac-Saint-Loup, cant. Asprières, arr. Villefranche, dép. Figeac.

SAINT-MAFFRE (*S. Maffredus*), dioc. Cahors, Tarn-et-Garonne, comm. Bruniquel, cant. Monclar, arr. Montauban, dép. Moissac. Prieuré fondé par Moissac sur des terres regues en 1083 d'Armand et Adhémar, vicomtes de Bruniquel.

SAINT-MARTIN DE CORMIÈRES, dioc. Rodez, Aveyron, comm. Le Vibal, cant. Pont-de-Salars, arr. Rodez. Uni à La Daurade.

SAINT-MARTIN DE LENNE, dioc. Rodez, Aveyron, cant. Campagnac, arr. Millau. Uni à La Daurade.

SAINT-MICHEL DU MONT-SABAOTH, dioc. Rieux, Hte-Garonne, cant. Cazères, arr. Muret, dép. Lezat.

SAINT-MONT (*S. Mons*) (St-Jean), dioc. Auch, Gers, cant. Riscle, arr. Mirande.

Fondé le 3 mars 1036, donné à Cluny de 1049 à 1061, par Bernard II dit Tumapaler, comte d'Armagnac.

1428 : 7 moines.

SAINT-NAUPHARY (*S. Leopharius*), dioc. Montauban, Tarn-et-Garonne cant. Villebrumier, arr. Montauban.

Donné à Moissac en 1110.

SAINT-ORENS DE LAVEDAN (*S. Orentius*), Htes-Pyrénées, comm. Villelongue, cant. et arr. Argelès, dép. Saint-Orens d'Auch.

Saint-Pierre de CAMPRODON. Voy. Espagne.

SAINT-PIERRE DE SERMUR, dioc. Rodez, Aveyron, comm. Sainte-Juliette, cant. Cassagnes, arr. Rodez. Dép. Moissac.

SAINT-PIERRE DES CUISINES (*S. Petrus de Coquinis*), Hte-Garonne, comm. de Toulouse, fondé par Bernard de Montaigu, abbé de Moissac (1286-1290), pour recevoir les étudiants de son monastère fréquentant l'Université.

SAINT-ROMAIN, dioc. Cahors, Tarn-et-Garonne, cant. Puycornet, arr. Montauban, dép. Molières.

SAINT-ROMAIN DE CEONA, dioc. Cahors, Tarn-et-Garonne, comm. Fauroux, cant. Bourg-de-Visa, arr. Moissac.

Cédé à Moissac par Barthélemy II, évêque de Cahors (1270).

SAINT-RUSTICE (*S. Rusticus*), dioc. Toulouse, Hte-Garonne, cant. Fronton, arr. Toulouse, dép. Moissac.

SAINT-SAUVY (*S. Salvius*), dioc. Auch, Gers, cant. Gimont, arr. Auch, donné à Cluny, par l'archevêque Guillaume de Montaut, vers 960.

- SAINT-YBARS, dioc. Rieux, Ariège, cant. Le Fossat, arr. Pamiers, dép. Lezat à qui il avait été donné en 944.
- SAINTE-COLOMBE, sans doute Haute-Garonne, comm. Saint-Sulpice, cant. Carbonne, arr. Muret.
- SAINTE-SUZANNE, Ariège, comm. Saint-Ybars, cant. Le Fossat, arr. Pamiers, dép. Lezat.
- SALLÈLES D'AUDE (Notre-Dame), dioc. Narbonne, Aude, cant. Ginestas, arr. Narbonne. Dép. Moissac.
- SALVAGNAC-SAINT-LOUP Voy. SAINT-LOUP.
arr. Villefranche.
- SAVERDUN (Ste-Colombe), Ariège, arr. Pamiers.
Donné à Cluny de 1031 à 1060 par Pierre I^{er} Roger, évêque de Toulouse.
- SAVIGNAC (St-Étienne), dioc. Rodez, Aveyron, cant. et arr. Villefranche, dép. Rieupeyroux.
- SERIGNAC (*Serinhacum*) (St-Gervais), dioc. Montauban, Tarn-et-Garonne, cant. Montauban, arr. Castelsarrasin.
Appartenait à Moissac avant 1240.
- SÉVERAC-L'ÉGLISE (Notre-Dame), dioc. Rodez, Aveyron, cant. Laisac, arr. Millau.
Uni à La Daurade.
- TAUSSAC (Notre-Dame), dioc. Rodez, Aveyron, cant. Mur-de-Barrez, arr. Espalion. Dép. Rieupeyroux, uni à Saint-Martial de Limoges.
- TOIRAC, Tarn-et-Garonne.
- TOUGET (*Togetum*) (St-Martin), dioc. Lombez, Gers, cant. Cologne, arr. Lombez, dép. Saint-Orens.
1350 : 4 moines, 1 prieur.
1428 : id.
- TOULONGERQUES, Aveyron, comm. Saint-Rémy, cant. Villeneuve, arr. Villefranche, dép. Moissac.
- TOULONJAC (St-Michel), dioc. Rodez, Aveyron, cant. et arr. Villefranche, dép. Moissac.
- TOULOUSE, Haute-Garonne, collège de Cluny. Voy. ST-PIERRE DES-CUISINES.
- VALBORGNE (St-André), dioc. d'Alais, Gard, cant. et arr. Le Vigan, Prieuré de Saint-Antoine.
- VAYLATS (St-Martin), dioc. Cahors, Lot, cant. Lablenque, arr. Cahors, dép. Fons.
- VIANNE (*Villa longa*) (Notre-Dame), Lot-et-Garonne, cant. Lavardac, arr. Nérac, cédé par l'abbé de Cluny en 1395 à la Grande-Sauve, avec St-Étienne de Montgaillard.
- VILLEMATIER (*Villamaterium*) (St-Pierre), dioc. Toulouse, Hte-Garonne, cant. Villemur, arr. Toulouse. Dép. Moissac.

VILLENEUVE D'AVEYRON (St-Sépulcre), dioc. Rodez, Aveyron, arr. Villefranche.

Donné à Moissac, par Pierre Béranger, évêque de Rodez (1080).

VILLENEUVE DE DURFORT (*de Agranholeto*) (Notre-Dame de Grenouillet), dioc. Rieux, Ariège, cant. Le Fossat, arr. Pamiers, dép. Lezat.

PROVINCE DE LYON OU DE CLUNY.

AJOUX (*Alto Jugo*) (St-Loup), dioc. d'Autun, Rhône, comm. Saint-Igny-de-Vers, cant. Monsol, arr. Villefranche. Dép. de la sacristie de Cluny.

1263 : 2 moines.

1350 : id.

Aumône quotidienne.

AMBIERLE (*Amberla*) (St-Martin), dioc. Lyon, Loire, cant. Saint-Haon-le-Chatel, arr. Roanne, mentionné en 998-999 parmi les possessions de Cluny.

1263 : 13 moines.

1289 : 18 moines.

1304 : 22 moines.

1350 : 18 moines.

xv^e siècle : 20 moines.

Aumône générale trois fois par semaine et tous les jours aux passants.

m. d. : 1.

ARTHUN (*Arledunus*), dioc. Lyon, Loire, cant. Boën, arr. Montbrison. Mentionné parmi les possessions de Cluny le 11 juin 1055. Dép. Pouilly-lès-Feurs.

ASSERANS (*Asserentum*), Ain, comm. Farges, cant. Collonges, arr. Gex, dép. Nantua, (cité aussi en Allemagne).

1386 : 1 moine, 1 prieur.

BEAUMONT-SUF-GROSNE (*Bellus Mons*), Saône-et-Loire, cant. Sennecey, arr. Chalon-sur-Saône, poss. par Cluny en 998-999.

BLANZY-SUR-BOURBINCÉ (*Blanzeo*), Saône-et-Loire, cant. Montcenis, arr. Autun.

BOHAN (*Buencus*), dioc. Lyon, Ain, cant. Ceyzériat, arr. Bourg, dép. Nantua (confirmation, 9 fév. 1146).

BOISY (*Boysseu*) (St-Martin), dioc. Lyon, Loire, comm. Pouilly-les-Nonnains, cant. et arr. Roanne, dép. Ambierle au xiii^e siècle.

BOURBON (St-Nazaire), Saône-et-Loire,auj. Bourbon-Lancy, arr. Charolles, donné à Cluny vers 1030.

1263 : 3 moines, 1 prieur.

1289 : 5 moines,

1350 : 2 moines, 1 prieur.

Aumône tous les dimanches et chaque jour aux passants.

BRENOD (*Breynodum*) (Notre-Dame), Ain, arr. Nantua, dép. Nantua.

CERCIÉ (*Serciacus*) (St-Ennemont), dioc. Lyon, Rhône, cant. Belleville, arr. Villefranche, dép. Cluny, uni à l'office du sacristain de cette abbaye.

CHANDIEU (*Candiacus*) (St-Pierre), Isère, comm. Saint-Pierre de Chandieu, cant. Heyrieux, arr. Vienne. Donné à Cluny, le 22 septembre 976, (cité aussi dans la Province de Provence).

1263 : 1 moine (en commende).

1350 : 2 moines, 1 prieur.

CHANES (*Quercus*) Ain, comm. Beligneux, cant. Montluel, arr. Trévoux, dép. Nantua,

1386 : 1 moine, 1 prieur.

CHARLIEU (*Carus Locus*), dioc. Mâcon, Loire, arr. Roanne abbaye fondée vers 872 al. 876, réunie à Cluny vers 930, prieuré depuis 1095.

1263 : 26 moines.

1277 : 24 moines, 1 convers.

1289 : 30 moines.

1294 : id.

1300 : 32 moines (chiffre normal).

1350 : 26 moines.

Aumône de viandes pendant le Carême.

m. d. : 4.

CHAROLLES (*Cadrelis*) (Ste-Marie-Madeleine), dioc. Autun, Saône-et-Loire, donné à Cluny en 1103 par Pascal II.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

Aumône aux passants.

CHATEL-CHEVROUX (*Castrum capricum*) (St-Étienne), Jura, comm.

Digna, cant. Beaufort, fondé en 974 en faveur de Gigny.

1350 : uni à la chambrerie de Gigny.

CHAVEYRIAT (*Cavariacus*) (St-Jean-Baptiste), dioc. Lyon, Ain, cant. Chatillon-sous-Chalaronne, arr. Trévoux, donné à Cluny le 1^{er} octobre 975.

CHAZELLES (*Caselils*) (Notre-Dame-des-Planches), Jura, comm. Saint-Jean d'Etreux, cant. Saint-Amour, arr. Lons-le-Saulnier, dép. Gigny.

CLAIRVAL-AUX-MONTS, CLAIRVAUX-DU-JURA. Voy. Allemagne.

- CLUNY (*Cluniacum*) (SS. Pierre et Paul), dioc. Mâcon, Saône-et-Loire, arr. Mâcon, Abbaye chef d'ordre.
 XII^e siècle : 300 moines.
 Vers 1250 : 200 moines.
 1303 : 212 moines.
 1319 : 260 moines.
 1322 : 290 moines.
 1327 : 240 moines.
 1329 : 190 moines.
 1416 : 120 moines.
 1423 : 80 moines.
 1456 : 60 moines.
 m. d. : 30 ; Auvergne : 31 ; France : 39 ; Poitou : 37 ; Provence : 78 ;
 Allemagne : 48 ; Angleterre : 11 ; Espagne : 19 ; Lombardie : 35.
- CONTAMINE-SUR-ARVE. Voy. Allemagne. (cité aussi en Provence).
- COREIL (*Corellum*) (St-Jean), Puy-de-Dôme, comm. Bussièrès, cant. Aigueperse, arr. Riom.
- CURCIAT (*Curtiacus*), dioc. Lyon, Ain, comm. Curciat-Dongalon, cant. Saint-Trivier de Courtes, arr. Bourg.
- DIVONNE, Ain, cant. et arr. Gex.
 1345 : en ruines, réuni à Cluny.
- DOMSURE (*Domseurro*) Ain, cant. Coligny, arr. Bourg, dép. Gigny.
 1350 : 2 moines, 1 prieur.
 1386 : 1 moine, 1 prieur.
- DRAILLANT (St-Pierre), dioc. Genève, Hte-Savoie, cant. et arr. Thonon, dép. Saint-Victor de Genève.
- DUESME, Côte-d'Or, cant. Aignay-le-Duc, arr. Chatillon-sur-Seine, dép. Vergy.
 1273 : 1 prieur seul.
- FLEURY-LA-MONTAGNE (*Floriacum*), Saône-et-Loire, cant. Semur-en-Brionnais, arr. Charolles, dép. Saint-Marcel de Chalon.
 Mentionné parmi les possessions de Cluny en 1119.
 1263 : 2 moines, 1 prieur.
 1345 : 1 moine au lieu de 2.
 1350 : 2 moines, uni à la mense du prieuré de Saint-Marcel de Chalon.
 1386 : 1 prieur seul.
- FRONTENAS (*Frontanacus*), dioc. Lyon, Rhône, cant. Bois-d'Oingt, arr. Villefranche.
- GIGNY (*Gigniacum*) (St-Taurin), dioc. Lyon, Jura, cant. Saint-Julien, arr. Lons-le-Saulnier.
 Fondé en 893 ou 894 par Bernon, moine de Baume, abbaye jusqu'en 1095, date de sa donation à Cluny par son abbé saint Hugues ; parfois aussi cité en Allemagne.

1263 : 26 moines, 1 prieur.

1269 : 33 moines.

1289 : 30 moines.

1343 : 34 moines.

1386 : 25 moines au lieu de 40.

m.d. : 10 ; Provence : 2 ; Allemagne : 10.

GIVRY (*Givreyum*), Saône-et-Loire, arr. Chalon-sur-Saône, possession de Cluny le 11 juin 1055.

GRELONGES (*Gravis Longa*) Ain, comm. Fareins, cant. Saint-Trivier-sur-Moignans, arr. Trévoux, prieuré de moniales fondé au XII^e siècle par les sires de Beaujeu dans une île de la Saône qui fut emportée par une crue en 1268. Le monastère fut alors transféré sur la rive gauche de la Saône près du Château de Fléchères, puis uni au monastère de Salles-en-Beaujolais.

1263 : 1 moines, 2 prieur, 25 moniales.

1386 : 17 moniales au lieu de 25.

HAUTEPIERRE. Voy. Allemagne.

1451 : 6 moines, 1 prieur,

LACHERON, Rhône, comm. Saint-Bonnet-le-Troncy, cant. Lamure, arr. Villefranche.

LAY (*Laya*) (St-Symphorien), dioc. Lyon, Loire, cant. et arr. Saint-Symphorien-de-Lay. Uni à Régný au XIII^e siècle.

LE BOURGET Voy. Provence.

LIMANS, dioc. Lyon, Rhône, comm. Limas, cant. et arr. Villefranche, donné à Cluny en 976 par Umfred de Beaujeu.

LIONAS, Rhône, cant. et arr. Villefranche-sur-Saône.

LOSNE (*Beata Maria de Laudano*) (Notre-Dame), dioc. Besançon, Côte-d'Or,auj. Saint-Jean-de-Losne, arr. Beaune. Donné à Cluny avant 1046.

1363 : 3 moines, 1 prieur.

1345 : id.

LURCY (*Lurciacus*) (St-Étienne), dioc. de Lyon, Ain, cant. Saint-Trivier-sur-Moignans, arr. Trévoux, fondé en suite d'une donation du 4 novembre 1149.

LUZY (*Luzeium*), dioc. d'Autun, Nièvre, cant. Château-Chinon. Mentionné parmi les possessions de Cluny en 998-999. Uni en 1275 au prieuré de Semelay.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

1386 : 1 moine au lieu de 2, 1 prieur.

MACON (*Malisco*) Saône-et-Loire,

SAINT-MARTIN.

1263 : 1 moine, 1 prieur.

MALAY (*Maletum*) Saône-et-Loire, cant. Saint-Gengoux-le-Royal, arr. Mâcon.

Possession de Cluny le 9 décembre 1075.

MARBOZ (*Marbosius*) (St-Martin), Ain, cant. Coligny, arr. Bourg.
Donné à Gigny en 974 par Manassés de Coligny.

1386 : 1 moine, 1 prieur.

MARCIGNY (*Marcignacum*) (Ste-Trinité), dioc. Autun, Saône-et-Loire, arr. Charolles, fondé par saint Hugues, abbé de Cluny, donné à Cluny vers 1054, par son frère Geoffroy de Semur.

1263 : 18 moines, 99 moniales.

1298 : 15 moines, 99 moniales.

1333 : 26 moines.

1428 : 12 moines, 50 moniales, 15 novices.

m. d. : Auvergne : 1 ; France : 1 ; Poitou, 1 ; Provence : 2 ; Espagne : 1.

MESVRES (*Magobrium*), Saône-et-Loire, arr. Autun, dép. Nantua.
Cité en 843, donné à Cluny entre 994 et 1000.

1263 : 4 moines.

1345 : 7 moines, 1 prieur.

MONTAGNY (*Montaniacus*), dioc. Mâcon, Saône-et-Loire, comm. Saint-Ythaire, cant. Saint-Gengoux-le-National, arr. Mâcon.

MONTBERTHOUD (*Mons Bertholdi*) (Ste-Catherine), dioc. Lyon, Ain, comm. Savigneux, cant. Saint-Trivier-sur-Moignans, existait avant 1097, ruiné par les guerres, restauré en 1211.

1263 : 2 moines, 1 prieur.

1350 : id. uni à la mense abbatiale de Cluny.

MONTFORT (*Mons Fortis*) (Notre-Dame), dioc. Lyon, Ain, comm. Cuisiat, cant. Treffort, arr. Bourg, fondé vers 974, dép. Gigny.

MONTLUEL (*Mons Lupelleus in Vallebona*) (Notre-Dame), dioc. de Lyon, Ain, arr. Trévoux, dép. Nantua.

MONT-SAINT-JEAN (*Mons Sancti Johannis*) (St-Pierre), dioc. Autun, Côte-d'Or, cant. Pouilly-en-Montagne, arr. Beaune.

1263 : 4 moines, 1 prieur.

1345 : id.

Aumône générale tous les dimanches et chaque jour aux passants et aux pauvres du voisinage.

MONT-SAINT-VINCENT (*Mons Sancti Vincentii*), Saône-et-Loire, arr. Chalon-sur-Saône, dép. Paray.

1263 : 1 moine, 1 prieur.

1350 : id., dép. de la sacristie de Cluny.

MORNAY (*Morniacus*), Ain, cant. Izerore, arr. Nantua, dép. Nantua.

MOUTIERS (St-Martin). Voy. Provence.

NANTUA (*Nantuacum*) (St-Pierre), dioc. Lyon, Ain. Fondé vers 670, donné à Cluny en 1100.

1263 : 20 moines.

1271 : 16 moines.

1277 : 18 moines.

1294 : 23 moines.

1304 : 22 moines.

1350 : 25 moines.

Aumône générale trois fois par semaine. Pour les fêtes de la Vierge et de saint Pierre on distribue 13 rations de moines à 13 pauvres.

m. d. : 13, Provence : 4 ; Allemagne : 2.

OSSELLE (*Ocellis*), Doubs, cant. Boussières, arr. Besançon. Dép. Nantua.

PARAY (*Paredum*) (Notre-Dame), dioc. Autun, Saône-et-Loire,auj. Paray-le-Monial, arr. Charolles, fondé par Lambert, comte de Chalon, et donné à Cluny en mai 999 par son fils Hugues, évêque d'Auxerre, réuni à Cluny en 1344.

1262 : 20 moines.

1299 : 31 moines.

1304 : 25 moines.

1343 : id.

1381 : 21 moines au lieu de 25.

Aumône générale trois fois par semaine et tous les jours pendant l'Avent et le Carême.

m. d. : 1.

POLIGNY (*Poligniacum*), Jura, dép. Baume, (cité aussi en Allemagne).

POMMIER (*Pomeriis*), Loire, cant. Saint-Germain-Laval, arr. Roanne. Dép. Nantua.

1263 : 10 moines, 1 prieur.

1289 : 9 moines.

1299 : 12 moines.

1350 : 8 moines.

Aumône générale tous les jours.

PONT-D'AIN (*Pons Indis*), dioc. Lyon, Ain, arr. Bourg. Dép. Gigny.

PONTOUX (sur le Doubs), Saône-et-Loire, cant. Verdun-sur-Saône, arr. Chalon-sur-Saône, dép. Saint-Marcel de Chalon.

1345 : 1 moine, 1 prieur.

POUILLY-LÈS-FEURS (*Polliacus*) (St-Didier), dioc. Lyon, Loire, cant. Feurs, arr. Montbrison. Donné à Cluny 11 juillet-31 août 966.

1350 : dép. mense abbatiale de Cluny.

1268 : 2 moines.

1350 : 2 moines, 1 doyen.

Aumône générale tous les dimanches, et tous les jours aux passants.

m. d. : 1.

PRIN (*Prins*), dioc. Lyon, Ain, comm. La Tranchière, cant. Pont-d'Ain, arr. Bourg, dép. de Cluny au ^{xiii}^e siècle.

REGNY (*Rigniacum*) (St-Martin), Loire, cant. St-Symphorien de Lay arr. Roanne, dép. Charlieu. Dép. de Cluny en 998-999.

m. d. : 1.

REMILLEUX, Rhône, comm. Longes, cant. Condrieu, arr. Lyon, dép. Nantua.

RIGNY (*Rigniacum*) (St-Martin), dioc. Mâcon, Saône-et-Loire, cant. Gueugnon, arr. Charolles, dép. Charlieu.

1263 : 3 moines.

1350 : 5 moines, 1 prieur.

ROMANS (St-Pierre de Vêrage, *Veracium*), Ain, cant. Châtillon-sur-Chalaronne, arr. Trévoux, uni au prieuré de Salles, dép. Rompon.

RUFFEY (*Roffeio*), Saône-et-Loire, comm. et cant. de Sennecey-le-Grand, dép. Saint-Marcel-de-Chalon,

1350 : 2 moines.

SAIL-SOUS-COUZAN. Voy. Auvergne.

SAINT-CLAIR DE LA CLUSE (*Cluse Sancti Bernardi ad honorem Sancti Clari fundatus*), dioc. de Genève, Hte-Savoie, comm. Dingy, cant. et arr. Annecy, dép. Gigny.

SAINT-COSME, Saône-et-Loire, comm. Chalon-sur-Saône.

Possession de Cluny le 9 déc. 1075.

SAINT-MAMERT (*S. Mammetus*), Rhône, cant. Monsol, arr. Villefranche, dép. sacristie de Cluny.

SAINT-MARCEL DE CHALON (*S. Marcellus prope Cabilonum*) dioc. Chalon, Saône-et-Loire, cant. et arr. de Chalon, donné à Cluny en 999 par Hugues évêque d'Auxerre.

1263 : 15 moines.

1277 : 28 moines.

1300 : 21 moines.

1350 : 25 moines.

1386 : 17 moines, au lieu de 25.

xv^e siècle : id.

Aumône générale 3 fois par semaine et le dimanche, chaque jour aux passants.

m. d. : 3 ; Allemagne : 1.

SAINT-NIZIER D'AZERGUES (*S. Nicetius d'Aserges*), dioc. Mâcon, Rhône, cant. Lamure, arr. Villefranche, dép. Charlieu.

1263 : 4 moines.

1350 : 4 moines, 1 prieur.

1384 : 3 moines.

SAINT-RIGAUD (*S. Rigaudus*), Saône-et-Loire, comm. Ligny, cant. Semur-en-Brionnais, arr. Charolles.

SAINT-VÉRAN (*S. Veranus*), dioc. de Lyon, Rhône, cant. Bois-d'Oingt, arr. Villefranche, cité comme dép. de Cluny au ^{xiv}^e siècle.

SAINT-VICTOR (*S. Victor*) Loire, comm. Saint-Victor-sur-Rhins, cant. St-Symphorien de-Lay, arr. Roanne, dép. sacristie de Cluny.

1263 : 2 moines.

1286 : 1 moine au lieu de 2.

1350 : 2 moines.

Aumône générale deux fois par semaine et tous les jours aux passants.

SALLES (*Salis*) (St-Martin), dioc. Lyon, Rhône, cant. de Villefranche-sur-Saône. Succède au prieuré de Grelonges, détruit par une inondation.

1344 : 30 moniales, 2 moines, 1 prieur.

1386 : 16 moniales.

Aumône générale le dimanche et chaque jour aux passants.

SÉLIGNAT. Voy. Provence.

SÉMELAY (*Simelayum*), Nièvre, cant. Luzy, arr. Château-Chinon. App. à Cluny le 9 déc. 1075.

Uni en 1275 au prieuré de Luzy.

1263 : 1 moine, 1 prieur, (après la réunion 1 moine et 1 prieur pour les 2 monastères au lieu de 1 moine et 1 prieur pour chacun des prieurés comme auparavant).

TALISSIEU (*Taluisiacum*) (St-Christophe), Ain, cant. Champagne, arr. Belley. Donné en 1100 à Nantua.

TALUYERS (*Talusiacum*) (Notre-Dame), dioc. Lyon, Rhône, cant. Mornant, arr. Lyon. Donné à Cluny en mars 999, dép. de Sauxillanges.

1263 : 2 moines, 1 prieur.

1350 : id.

Aumône 2 à 3 fois par semaine.

THIZY (*Thisiacum*) (St-Jean), dioc. Mâcon, Rhône, arr. Villefranche, dép. Charlieu.

1263 : 3 moines.

1350 : 5 moines, 1 prieur.

TREFFORT (*Treffortium*) (St-Pierre), dioc. Lyon, Ain, arr. Bourg. Fondé au ^{vi}^e siècle, donné en 974 par Manassés de Coligny au monastère de Gigny.

1263 : 2 moines, 1 prieur.

1350 : dép. de Nantua.

1386 : 1 moine.

- TROUHANS** (*Troans*) (St-Jean), dioc. Langres, Côte-d'Or, cant. Saint-Jean-de-Losne, arr. Beaune.
 App. à Cluny en 1119.
 1263 : 1 moine.
 1350 : 2 moines, 1 prieur.
 1389 : 1 moine.
 Aumône générale tous les dimanches, et chaque jour aux passants.
- TRUAZ**, Hte-Savoie, comm. Arthaz-Pont-Notre-Dame, cant. Annemasse, arr. Saint-Julien.
 1345 : 1 moine au lieu de 2, pas de prieur depuis 3 ans.
- VALEINS** (*Valins*), dioc. Lyon, Ain, cant. Thoissey, arr. Trévoux, dép. Charlieu au ^{xiii}e siècle.
- VERGY** (*Vergiacum*) (St-Vivant), dioc. Autun, Côte-d'Or,auj. St-Vivant-sous-Vergy, comm. Curtil-Vergy, cant. Gevrey-Chambertin, arr. Dijon. Fondé vers 890 par Manassés de Vergy, comte de Dijon, doyenné.
 1263 : 19 moines.
 1271 : 5 moines, 1 doyen.
 1277 : 25 moines.
 1292 : 30 moines.
 1300 : 33 moines.
 1343 : 16 moines.
 1350 : 20 moines, chiffre normal : 28.
 1395 : 12 moines au lieu de 18 à 20.
^{xv}e siècle : 20 moines.
 m. d. : 1.
- VÉZELAY** (Ste-Marie-Madeleine), dioc. Autun, Yonne, arr. Avallon, abbaye fondée vers 657.
- VILLE-EN-MICHAILLE** (St-Nicolas). Ain, cant. Châtillon-de-Michaille, arr. Nantua, dép. Nantua.
- VILLENEUVE**, Loire, comm. et cant. Perreux, arr. Roanne, dép. de la sacristie de Cluny.
 1263 : 2 moines.
 1289 : id.
 Une aumône générale par semaine.
- VILLERET** (*Vilareis*) (St-Priest), dioc. de Lyon, Loire, cant. et arr. Roanne, fondé avant 1105, uni à Marcigny au ^{xv}e siècle.
- VILLETTE** (*Villela*) (St-Martin), Ain, cant. Chalamont, arr. Trévoux, dép. Nantua.
 1263 : 2 moines.

PROVINCE DU POITOU.

ANNAIS (*Anesium*) (St-Pierre), Charente-Inférieure, cant. La Jarrie, arr. La Rochelle, app. à Cluny le 9 déc. 1075.

ANDILLÉ, dioc. Poitiers, Vienne, cant. La Villedieu, arr. Poitiers, dép. Montierneuf.

ANGOULÊME (St-Cybard), Charente.

ARTIS, dioc. Saintes, Dordogne, comm. Saint-Paul-la-Roche, arr. Nontron, cant. Jumillac-le-Grand. Dép. Montierneuf.

AUBIGNÉ, Deux-Sèvres, cant. Chef-Boutonne, arr. Melle.

BARBEZIEUX (Notre-Dame), dioc. Angoulême, Charente, fondé vers 1040, donné à Cluny vers 1050.

1278 : 12 moines, 1 prieur.

1292 : 15 moines, 1 prieur.

1330 : 12 moines, 1 prieur.

1350 : 13 moines.

1450 : 12 moines.

Aumône 3 fois par semaine.

BÉRUGES, Vienne, cant. Vouillé, arr. Poitiers, dép. Montierneuf.

BLAYE, Gironde.

BOISBRETAUD (Notre-Dame), Charente, cant. Brossac, arr. Barbezieux.

BOUHET (*Beotum*) (St-Laurent), Charente-Inférieure, cant. Aigre-feuille, arr. Rochefort, fondé en 1077 par Montierneuf.

BREUIL-LA-RÉORTE (*Brolium de Reorta*) (St-Pierre), Charente-Inférieure, cant. Surgères, arr. Rochefort.

1289 : 1 moine, 1 prieur.

1330 : id.

BREUILLET (St-Vivien), Charente-Inférieure, cant. Royan, arr. Marennes.

CARTELÈGUE (*Quarta legua*) (St-Romain), dioc. Saintes, Gironde, cant. et arr. Blaye.

1278 : 1 moine, 1 prieur.

1330 : id.

1350 : id.

CHANTELOUP (*Canlus lupi*) Vienne, comm. Mazzerolles, cant. Lussac, arr. Montmorillon, dép. Montierneuf.

CHASTELAR (*Castellarium*) (Ste-Madeleine), Charente, cant. Saint-Claude, arr. Confolens, dép. de Cluny dès le xii^e siècle.

CHATEAUDUN (St-Sépulcre), Eure-et-Loire. Fondé en 1209, dép. de Nogent.

COIVERT (St-Pierre), Charente-Inférieure, cant. Loulay, arr. Saint-Jean-d'Angely,

1330 : 1 moine, 1 prieur.

CONSAC, dioc. Saintes, Charente-Inférieure, cant. Mirambeau, arr. Jonzac.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

CORME-ÉCLUSE, Charente-Inférieure, cant. Saujon, arr. Saintes, dép. Isle d'Aix.

ETAULES (Notre-Dame), Charente-Inférieure, cant. La Tremblade, arr. Marennes.

FORGES (*Forgiae*) (St-Laurent), Charente-Inférieure, cant. Aigre-feuille, arr. Rochefort, dép. ile d'Aix.

GÉNÉRAC, Gironde, cant. Saint-Saine, arr. Blaye.

GONZAC, Charente, cant. et arr. Barbezieux.

Dép. Saint-Eutrope de Saintes.

1273 : 1 moine, 1 prieur.

1892 : id.

1303 : id.

1384 : 1 prieur, pas de moine.

GRAVES (St-Michel), Charente, cant. Châteauneuf, arr. Cognac, maison détruite en 1350.

GRAVES (St-Nicolas), dioc. Saintes, Charente, cant. Châteauneuf-sur-Charente, arr. Cognac,

1273 : 1 moine, 1 prieur.

1292 : id.

1303 : 0 moine.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

GREZAC, Charente-Inférieure, cant. Cozes, arr. Saintes.

1330 : 1 moine, 1 prieur.

1350 : uni à Saint-Eutrope de Saintes.

ISLE D'AIX (*Aya insula*) Charente-Inférieure, cant. et arr. Rochefort-sur-Mer,

1^o ST-MARTIN, donné à Cluny de 1049 à 1069.

1278 : 12 moines.

1292 : 15 moines, 1 prieur.

1303 : 10 moines, 1 prieur.

1330 : 16 moines, 1 prieur.

1343 : 13 moines, 1 prieur.

m. d. : 5.

2^o SAINT VIVANT-DE-VERNEUIL.

JARNAC (St-Albin), dioc. Saintes, Charente, arr. Cognac, dép. Saint-Eutrope de Saintes.

1330 : 1 moine, 1 prieur.

- LA CHAPELLE-MOLIERE (Ste-Madeleine), dioc. Poitiers, Vienne, cant. Saint-Julien, arr. Poitiers, dép. Montierneuf.
- LA CHAPELLE-MONTREUIL (St-Eutrope), dioc. Poitiers, Vienne, cant. Montreuil-Bonnin, cant. Vouillé, arr. Poitiers, dép. Montierneuf.
- LA FOYE-MONJAULT (*Faya monachalis*) (SS. Simon et Jude), dioc. Poitiers, Deux-Sèvres, cant. Beauvoir-sur-Niort, arr. Niort dép. Montierneuf.
1350 : 1 moine, 1 prieur.
- LA LANDE (*Landa*) (St-Eutrope), aussi SAINT-EUTROPE DE LA LANDE, dioc. Saintes, Charente-Inférieure, cant. et arr. Saint-Jean-d'Angely, dép. Saint-Eutrope de Saintes.
- LALEU, al. L'ALLEU, Charente-Inférieure, cant. et arr. La Rochelle, dép. Isle d'Aix.
- LA LOGE-FOUGEREUSE (*Agia Faugerosa*) (St-Gilles), Vendée, cant. La Châtaigneraie, arr. Fontenay-le-Comte, uni à Saint-Paul de Gastine en 1303.
1303 : 2 moines.
- LANIBOIRE, Vienne, comm. Saint-Pierre-de-Maillé, cant. Vouillé, arr. Poitiers.
- LE BREUIL-AUX-MOINES, dioc. Saintes, Charente-Inférieure, comm. Mons, cant. Matha, arr. Saint-Jean d'Angely, dép. Saint-Eutrope de Saintes.
- LE BREUILLAT, dioc. Saintes, Charente-Inférieure, comm. Paillé, cant. Aulnay, arr. Saint-Jean-d'Angely.
1273 : 1 moine, 1 prieur.
1292 : 2 moines, 1 prieur.
1307 : 1 moine, 1 prieur.
1350 : id.
Aumône générale 3 fois par semaine, on sonne pour l'annoncer.
- LE CHATELARS (*Castellarium*) (Ste-Marie-Madeleine), dioc. Angoulême, Charente, comm. Cherves-Chatelars, cant. Montembœuf, arr. Confolens.
1273 : 1 moine, 1 prieur.
1289 : id.
1350 : id.
- LE CHATELLIER, Vendée, comm. et cant. Pouzauges, arr. Fontenay.
1292 : 2 moines, 1 prieur.
1303 : id.
- LES ALLEUDS (*Allodia*) (Notre-Dame), Deux-Sèvres, cant. Sauzé, arr. Melle, dép. isle d'Aix, fondé vers 1200.
1330 : 1 moine, 1 prieur.
- LES ALLEUFS, dioc. Saintes, Deux-Sèvres, comm. Surin, cant.

Champedeniers, arr. Niort, dép. Saint-Eutrope de Saintes,
1350 : 4 moines, 1 prieur.

LES BROUSILS (*Brosilii*) (Notre-Dame), Vendée, cant. Saint-Fulgent,
arr. La Roche-sur-Yon, donné à Cluny par Gérard seigneur
de Montaigu en 1120.

LES ESSARDS (St-Nicolas), Charente-Inférieure, cant. Saint-Por-
chaire, arr. Saintes, dép. Montierneuf.

LOULAY, dioc. Saintes, Charente-Inférieure, arr. Saint-Jean d'An-
gely, dép. Montierneuf.

MARNAY, dioc. Poitiers, Vienne, cant. Vivonne, arr. Poitiers, dép.
Montierneuf.

MÉDIS (St-Pierre), Charente-Inférieure, cant. Saujon, arr. Saintes.
1330 : 1 moine, 1 prieur.
1384 : id.

MESCHERS (St-Saturnin), dioc. Saintes, Charente, cant. Cazes,
arr. Saintes, dép. Didonne.
1292 : uni au prieuré de Saint-André d'Oléron.

MONTAUZIER, dioc. Saintes, Charente, comm. Baignes-Sainte-Rade-
gonde, arr. Barbezieux, dép. Marcigny.

MONTBERT, Loire-Inférieure, cant. Aigrefeuille, arr. Nantes.
1292 : 8 moines, 1 prieur.

MONTBRON (*Mons Berulfi*) (St-Maurice), dioc. Angoulême, Charente
arr. Angoulême. App. à Cluny le 9 déc. 1075.
1282 : 7 moines, 1 prieur.
1330 : 6 moines 1 prieur.
1330 : id.
1350 : id.

Aumône à tous les survenants de la Saint-Michel à la Saint-Jean-
Baptiste, et pendant le reste du temps 3 fois par semaine.

MONTIERNEUF (*Monasterium novum*) de Poitiers, (SS. Jean-et-
André), dioc. Poitiers, Vienne, fondé en 1066 ou 1069 par Guil-
laume VII, duc d'Aquitaine, donné à Cluny vers 1078.
1282 : 30 moines.
1289 : 34 moines, 1 abbé.
1303 : 40 moines, 1 abbé.
1330 : 39 moines, 1 abbé.
1343 : 40 moines.
1392 : 31 moines.
1394 : 23 au lieu de 40.
m. d. : 12.

MONTOURS (Notre-Dame), Charente, comm. Nercillac, cant. et arr.
Jonzac, donné à Cluny au ^x^e siècle.

MORTEMER (St-Christophe), dioc. Poitiers, Vienne, cant. Lussac,
arr. Montmorillon, donné à Montierneuf, vers 1090.

MOUGON (St-Jean-Baptiste), dioc. Poitiers, Deux-Sèvres, cant. Celles, arr. Melle.

Donné à Cluny vers 1020 par Kadelon, vicomte d'Aulnay-en-Saintonge.

1240 : 3 moines.

1273 : 5, moines, 1 prieur.

1278 : 6 moines, 1 prieur.

1307 : 7 moines, 1 prieur.

1330 : id.

1350 : 6 moines, 1 prieur.

NOTRE-DAME (*de Congiis*), Charente-Inférieure, comm. La Rochelle, prieuré de Cluny avant de devenir la première des cinq paroisses de La Rochelle.

NOTRE-DAME-DU-PÉ, dioc. Angers, Sarthe, cant. Sablé, arr. La Flèche, dép. Montierneuf.

OLÉRON (St-André), Charente-Inférieure, cant. Gemozac, arr. Saintes, dép. Didonne.

1292 : 2 moines, 1 prieur.

OLONNE (*Olonia*), Vendée, arr. Les Sables d'Olonne, uni à Saint-Georges de Didonne,

1350 : 2 moines.

OZILLY (*Ouzilliacum*) Vienne, cant. Lencloître, arr. Chatellerault, 1330 : 1 moine, 1 prieur.

OZILLAC (St-Michel), dioc. Saintes, Charente-Inférieure, cant. et arr. Jonzac, dép. Saint Eutrope de Saintes.

POITIERS, ST CYPRIEN (*S.-Cyprianus extra muros*), abbaye fondée en 828.

PONTNEUF (St-Pierre), dioc. du Mans, Sarthe, comm. Beaumont-le-Vicomte, cant. et arr. Mamers, donné en 1173 à Cluny par Rosselin, vicomte du Mans, dép. ensuite du prieuré de Nogent,

ROENE, peut-être Royan, dioc. Bordeaux, Charente-Inférieure, arr. Marennnes.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

RONSENAC (St-Jean-Baptiste), dioc. Périgueux, Charente, cant. Villebois-la-Valette, arr. Angoulême. Appartient à Cluny avant 1102-1109, doyenné.

1273 : 7 moines, 1 prieur.

1292 : 9 moines, 1 prieur.

1330 : 7 moines, 1 doyen.

1450 : 8 moines.

m. d. : 1.

ROSNAY, Vendée, cant. Mareuil, arr. La Roche-sur-Yon.

1281 : 7 moines, 1 prieur.

1292 : 9 moines, 1 prieur.

1323 : 1 moine en surnombre.

ROSNE (*Reania*), dioc. Saintes, Charente-Inférieure, comm. Saint-Hippolyte-de-Biard, cant. Tonnay-Charente, dép. Saint-Eutrope de Saintes.

RUELLE (*Rudella*) (St-Médard), dioc. Angoulême, Charente, cant. et arr. Angoulême.

SAINT-EUTROPE DE LA LANDE. Voy. LA LANDE.

SAINT-GELAIS (*S. Gelasius*), dioc. Poitiers, Deux-Sèvres, cant. et arr. Niort, fondé et donné à Cluny en février 1110 par Hugues de Lusignan.

1273 : 1 moine, 1 prieur.

1289 : id.

1307 : 2 moines, 1 prieur.

1384 : 1 moine, 1 prieur.

SAINT-GENEST D'AMBIÈRE (*de Amberia*), dioc. Poitiers, Vienne, cant. Lencloître, arr. Chatellerault, dép. Montierneuf..

SAINT-GENIS D'HIERSAC, (*S. Genesius*) (Ste-Eulalie), dioc. Angoulême, Charente, cant. Hiersac, arr. Angoulême. dép. Saint-Eutrope de Saintes.

1330 : 1 moine, 1 prieur.

SAINT-GENIS DE SAINTONGE (*S. Genesius*), dioc. Saintes, Charente-Inférieure, cant. et arr. Jonzac, dép. Saint-Eutrope de Saintes.

SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE (*Digdona*), dioc. Saintes, Charente-Inférieure, cant. Saujon, arr. Saintes, appartient à Cluny avant le 9 décembre 1075.

1278 : 6 moines, 1 prieur.

1289 : 7 moines, 1 prieur.

1292 : 8 moines, 1 prieur.

1330 : 6 moines.

1350 : id.

in. d. : 2.

SAINT-JEAN D'ANGELY, Charente-Inférieure.

SAINT-LAURENT-DE-BELZAGOT (*Belsagolium*), alias de MONTMOREAU dioc. Angoulême, Charente, cant. Montmoreau, arr. Barbezieux.

1273 : 1 moine, 1 prieur.

1289 : 1 moine, 1 prieur.

1303 : id.

1350 : id.

SAINT-LAURENT-DE-BOUHET, Charente-Inférieure, cant. Aigrefeuille, arr. Rochefort. dép. Montierneuf.

SAINT-MARTIN-DE-RÉ (*in insula Rea*), Charente-Inférieure, arr. La Rochelle, dép. Isle d'Aix.

1330 : 2 moines, 1 prieur.

SAINT-MARTIN-LÈS-MELLE, dioc. Saintes, Deux-Sèvres, cant. et arr. Melle, dép. Saint-Eutrope de Saintes.

SAINT-MÉDARD, dioc. Poitiers, Charente-Inférieure, cant. La Jarrie, arr. La Rochelle.

1278 : 1 moine, 1 prieur.

1289 : id.

1307 : id.

1330 : id.

1350 : id.

1384 : 1 prieur sans les deux moines réglementaires.

SAINT-PALAIS, dioc. Saintes, Charente-Inférieure, cant. Montlieu, arr. Jonzac.

1330 : 1 moine, 1 prieur.

SAINT-PALAIS-DU-NÉ (*Supra Nedum*) Charente, cant. et arr. Barbezieux.

SAINT-PAUL-EN-GATINE, Deux-Sèvres, cant. Moncoutant, arr. Parthenay, donné à Cluny en mars 1018 par Guillaume, duc d'Aquitaine.

1273 : 2 moines, 1 prieur.

1289 : 1 moine, 1 prieur.

1303 : id.

1330 : id.

1350 : id.

m. d. : 1.

SAINT-SATURNIN-DU-BOIS, dioc. Poitiers, Charente-Inférieure, cant. Surgères, arr. Rochefort, dép. Montierneuf.

SAINT-SAVIOL, dioc. Poitiers, Vienne, cant. et arr. Civray, dép. Saint-Samson.

SAINT-TROJAN, dioc. Saintes, Charente-Inférieure, comm. Rétaud, cant. Gemozac, arr. Saintes, dép. Saint-Eutrope de Saintes.

SAINT-VIVIEN, Charente-Inférieure, cant. La Jarrie, arr. La Rochelle.

1330 : 1 moine, 1 prieur.

1394 : 4 moines, au lieu de 12.

SAINTES (St-Eutrope), dioc. Saintes, Charente-Inférieure, donné à Cluny par Guillaume VI d'Aquitaine, le 11 janvier 1081.

1278 : 18 moines.

1281 : id.

1289 : 25 moines.

1330 : 22 moines.

1350 : 12 moines.

1394 : 9 moines, au lieu de 22.

m. d. : 13.

TORSAC (*Torsiacum*), Charente, cant. Villebois-La Valette, arr. Angoulême, dép. Saint-Eutrope de Saintes en 1384.

1307 : 2 moines, 1 prieur.

1330 : 1 moine, 1 prieur.

1384 : 1 prieur sans moine.

TORXÉ (St-Pierre), Charente-Inférieure, cant. Tonnay-Boutonne, arr. Saint-Jean-d'Angély, dép. Saint-Eutrope de Saintes.

VENTADOUR (*Ventiodorum monasterium*) (St-Pierre), dioc. Limoges. Corrèze, comm. Moustier-Ventadour, cant. Egletons, arr. Tulle, donné à Cluny avant 1106.

1286 : 5 moines.

1310 : id.

1350 : 6 moines, conformément à une définition de 1330.

VILLEBOIS-LA-VALETTE, Charente, arr. Angoulême.

1350 : uni à la mense du doyen de Ronsenac.

VILLEFOLLET (St-Hilaire), dioc. Poitiers, Deux-Sèvres, cant. Brioux, arr. Melle, dép. Montierneuf, puis uni à la Trinité de Poitiers.

VILLEGATS, Charente, cant. et arr. Ruffec.

Dép. Ronsenac.

PROVINCE DE PROVENCE.

ALAIS, dioc. de Valence, Gard.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

ALEX (*Alisium*) (St-Bandile), dioc. Valence, Drôme, comm. et cant. Crest, arr. Die, donné entre 954 et 994 à Cluny, uni à Saint-Marcel de Die en 1444.

1278 : 5 moines, 1 prieur.

1331 : 4 moines.

1350 : 3 moines; 1 prieur.

ANCONE (*Ancona*) dioc. Valence, Drôme, cant. et arr. de Montélimar, dép. St-Saturnin-du-Port.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

1386 : 1 prieur, 1 curé [clerc séculier].

ANDUZE (*Andusia*) (St-Étienne), dioc. Alais, Gard, arr. Alais, uni en 1350 à l'office du chambrier de Tornac.

ANTRAIX (Notre-Dame-de-Bethléem), Htes-Alpes, comm. Gap.

APS (*Alpes Alba*) (St-Martin), dioc. Viviers, Ardèche, cant. Viviers, arr. Privas, dép. Saint-Marcel-de-Sauzets.

1386 : 1 moine, 1 prieur.

ARLENDE (*Arlendium*) (Notre-Dame), dioc. Uzès, Gard, comm. Allègre, cant. Saint-Ambroix, arr. Alais.

Uni à la sacristie de Goudargues.

- ARTAS (*Artasium*) (St-Pierre), dioc. Vienne, Isère, cant. Saint-Jean-de-Bournay, arr. Vienne,
 1279 : 3 moines.
 1301 : 3 moines, 1 prieur.
 1350 : 3 moines.
- AUBRAC (*Abracum*) dioc. Mende, Aveyron, comm. Saint-Chély-d'Aubrac, arr. Espalion.
- AUBRES (*Arbores*) (St-André), dioc. de Die, Drôme, cant. et arr. Nyons.
 1278 : 1 moine, 1 prieur.
- AUPS (St-Martin), Var, arr. Draguignan, dép. Saint-Marcel-de-Sauzet.
 1449 : 1 prieur seul.
- AUREL (*Aurellus*) (St-Jean), dioc. de Die, Drôme, cant. Saillans,^G arr. Die, dép. Marcigny.
 1326 : 1 moine, 1 prieur.
- AUROUSE (alias OUROUZE) (St-Jean), Drôme, comm. Die.
 1350 : 3 moines, 1 prieur.
- AUTICHAMP (*Albicampus*) (St-Jean), dioc. Valence, Drôme, comm. et cant. Le Crest-Sud, arr. Die, dép. Saint-Marcel-de-Sauzet.
- AVALLON (*Avalo*) (St-Pierre), dioc. Grenoble, Isère, comm. Saint-Maximin, cant. Goncelin, arr. Grenoble.
 Donné à Cluny entre 1049 et 1109.
 1278 : 1 moine, 1 prieur.
 1350 : 2 moines, 1 prieur.
 1449 : 1 moine, 1 curé.
- AVÈZE (*Avisiano*) Gard, cant. et arr. Le Vigan, dép. Saint-Saturnin-du-Port.
 1350 : 1 moine, 1 prieur.
- AVIGNON, Collège SAINT-MARTIAL.
 m. d. : 5.
- BARNAVE (*Barnava*) (Ste-Marie), Drôme, cant. Luc-en-Diois.
 1279 : 1 moine, 1 prieur.
 1301 : id.
 1386 : 1 prieur seul.
 1449 : id.
- BARRAUX (*de Barrali*) (St-Martin), dioc. Grenoble, Isère, cant. Le Touvet, arr. Grenoble.
- BEAUJEU (*Bellus Jacquetus*) (Notre-Dame et St-Pierre), Htes-Alpes, cant. Laragne, arr. Gap. Donné à Cluny en octobre 1022-1023, uni dans la suite à Ganagobie.
 1278 : 1 moine, 1 prieur.
 1288-1289 : 1 moine.

BELLEVÂUX-EN-BAUGES, dioc. Genève, Savoie, comm. d'École, cant. du Châtelard, arr. Chambéry, dép. Gigny.

BOISSET (*Buxela*) (St-Saturnin), dioc. Alais, Gard, cant. Anduze, arr. Alais, dép. Tornac.

BONNEGUËTTE, (St-Blaise), dioc. Genève, Hte-Savoie, cant. Rumilly, arr. Annecy, dép. Saint-Victor de Genève.

BOZE, Ardèche, comm. Bosas, cant. St-Félicien, arr. Tournon, 1279 : détruit.

BRENOD. Voy. Province de Lyon.

CADEROUSSE (*Caderossium, Calderosia*) (St-Martin), dioc. Orange, Vaucluse, cant. et. arr. Orange. Dép. de Cluny, puis de St-Saturnin-du-Port.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

1449 : 1 prieur, 2 chapelains séculiers.

CARNAS (*Carnasium*) (St-Jean-Baptiste), dioc. Nîmes, Gard, cant. Quissac, arr. Le Vigan. Dép. St-Saturnin-du-Port.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

CARNAULES (*Canolae*), dioc. Nîmes, Gard, cant. Sauve, arr. Le Vigan, uni à Tornac.

CASTILLON-DU-GARD (*Castillo*) (St-Christophe), dioc. Uzès, Gard, cant. Remoulins, arr. Uzès. Dép. Pont-Saint-Esprit, puis uni à ce prieuré.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

CHABEUIL (*Capriolus, Cabeolum*) (St-Andéol), dioc. Valence, Drôme, arr. Valence, dép. St-Marcel-de-Die.

1280 : 1 moine.

1293 : 2 moines.

1350 : uni à la mense du prieur de Saint-Marcel de Die.

CHAMONIX, Hte Savoie, arr. Bonneville.

CHAULHAC. Voy. Auvergne.

CHAUSSÉON (St-Jean-Baptiste), Drôme, comm. Suze, cant. Crest, arr. Die, dép. Gigors.

1279 : 1 moine, 1 prieur.

1301 : 1 moine, 1 prieur.

1386 : 1 prieur.

CHÈNE-EN-SEMIÈNE (St-Nicolas), dioc. Genève, Hte-Savoie, cant. Seyssel, arr. Annecy, dép. Nantua.

CLUNIZET, (Hérault), près de Montpellier.

1278 : 2 moines, 1 prieur.

1288 : 1 moine, 1 prieur.

COBONNE, dioc. Valence, Drôme, cant. Crest, arr. Die, uni au prieuré de Chausséon, puis à celui de Saint-Marcel de Die.

COLOMBIER (*Columbarium*), Gard, comm. Sabran, cant. Bagnols, arr. Uzès,

1386 : 1 moine.

COLONZELLE (*Colunzella*) (St-Pierre), dioc. Saint-Paul-Trois-Châteaux, Drôme, cant. Grignan, arr. Montélimar. Dép. de St-Saturnin-du-Port, (uni en 1533 au Chapitre de Grignan).

COMBOVIN (*Combovinum*) (St-Martin), dioc. Valence, Drôme, cant. Chabeuil, arr. Valence.

1279 : tenu par le prieur de Chausséon.

CONDORCET (*Condorcesium*) (St-Pierre), dioc. de Die, Drôme, cant. et arr. Nyons, uni à Ste-Jalle.

CONNAUX (*Connaussium*) dioc. Uzès, Gard, cant. Bagnols, arr. Uzès, dép. Pont-Saint-Espirit.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

Aumône générale de fèves, pains et vin une fois par semaine, et tous les jours aux passants.

CONTAMINE-SUR-ARVE. Voy. Allemagne.

CONZIEU, Ain, cant. et arr. Belley,

1278 : 1 moine.

1301 : id.

ch. n. : 2.

CORVAT (St-Sébastien), Savoie, comm. St-Offenge-Dessus, cant. Aix, arr. Chambéry, dép. Allevard.

1297 : 3 moines, 1 prieur.

DIE (St-Marcel), dioc. Valence, Drôme, ancienne abbaye de chanoines réguliers convertie en prieuré clunisien au début du XIII^e siècle.

1303 : 14 moines, 1 prieur.

1350 : 12 moines, 1 prieur.

1449 : id.

m. d. : 7.

DOMÈNE (*Domina*) (SS. Pierre et Paul), dioc. Grenoble, Isère, arr. Grenoble. donné à Cluny du 20 oct. 1027 au 19 oct. 1028.

1278 : 14 moines, 1 prieur.

1303 : 12 moines, 1 prieur.

1350 : id.

1386 : id.

Aumône générale le jeudi précédant le Carême et tous les jours de la Toussaint à la St-Jean-Baptiste.

m. d. : 2.

DOUZARD (St-Pierre), dioc. Gap, Htes-Alpes, comm. Vitrolles, cant. Barcelonnette, arr. Gap, dép. Ganagobie.

DRAILLANT. Voy. Province de Lyon.

ENTRAIGUES (*Interaquarum*), dioc. Uzès, Vaucluse, cant. et arr. de Carpentras. Uni à l'office du réfectoirier de Saint-Saturnin-du-Port.

- ESPARRON (*Sparronum*) (St-Paul), dioc. Gap, Htes-Alpes, cant. Barcelonnette, arr. Gap. Dép. Ganagobie.
- ESPELUCHE (*Speluchia*) (St-Etienne), dioc. Saint-Paul-Trois-Châteaux, Drôme, cant. et arr. Montélimar, donné à Cluny, puis dép. de Saint-Marcel de Sauzet, uni enfin au prieuré de Rochefort.
- ETOILE (*Stella*) (St-Antoine), Htes-Alpes, cant. Orpierre, arr. Gap. Donné en 1312 par l'évêque de Gap, à St-Antoine-en-Viennois. Cédé au xv^e siècle au prieuré de Lagrand, puis uni à ce dernier.
- EURRE (*Urrium*) (St-Pierre), dioc. de Valence, Drôme, auj. Le Prieuré, comm. Eurre, cant. Crest, arr. Die.
1278 : 2 moines, 1 prieur.
1331 : id.
1386 : 1 moine, 1 prieur.
- EYGUIANS (*Ayguiani*), dioc. Gap, Htes-Alpes, cant. Laragne, arr. Gap, uni au prieuré de Lagrand au xv^e siècle.
- FAILLEFEU (*Failli focus*) (Notre-Dame), dioc. Digne, Basses-Alpes, comm. Prado, cant. La Javie, arr. Digne.
Ancienne abbaye de l'ordre de Chalais, fondée vers 1150, lors de la dissolution de cet ordre passe à celui de Cluny (1298); attribué à l'abbé de Cluny en 1382, uni au collège Saint-Martial d'Avignon en 1440.
1304 : 7 moines, 1 prieur.
1331 : 9 moines, 1 prieur.
1350 : 10 moines.
1455 : 12 moines.
Aumône aux passants.
- FAUCON (*Falco*) (Notre-Dame), Basses-Alpes, cant. et arr. Barcelonnette.
1288 : 13 moines, 1 prieur.
- FONS-SUR-LUSSAN (*Fontes prope Lussanum*) (St-Étienne), dioc. Uzès Gard, cant. Lussan, arr. Uzès, dép. Goudargues.
- FOS-SUR-MER (*Fossas*) (S.-Gervais-et-St-Protais,) dioc. d'Arles, Bouches-du-Rhône, cant. Istres, arr. Aix. Donné à Cluny en 1081, sécularisé et transformé en collégiale en 1223.
- FRANCILLON (*Francilio*), dioc. Viviers, Drôme, cant. Crest-Sud, arr. Die. Uni au prieuré de Rompon.
- GANAGOBIE (*Ganagobia*), (Notre-Dame et St-Jean-Baptiste), dioc. Sisteron, Basses-Alpes, auj. le Puy-de-Ganagobie, cant. Peyriets, arr. Forcalquier, appartient à Cluny avant 998-999.
1331 : 12 moines, 1 prieur.
1386 : 5 moines, 1 prieur.
1350 : 12 moines, 1 prieur (ch. n.).
1440 : 6 moines, 1 prieur.

Aumône quotidienne.

m. d. : 12.

GAP (St-André), Hautes-Alpes. Fondé en 1029 et donné le 27 mars de la même année à Cluny.

1278 : 2 moines, 1 prieur.

1318 : id.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

1449 : id.

m. d. : 1.

GENÈVE (St-Victor), Suisse,

Donné à Cluny de 993 à 999 par Hugues, év. de Genève (aussi placé dans la province. d'Allemagne).

1297 : 11 moines, 1 prieur.

1331 : 9 moines, 1 prieur.

1350 : 9 moines, 1 prieur.

1386 : 8 moines.

ch. n. : 10.

m. d. : 4.

GIGORS (*Gigorius*) (St-Pierre), Drôme, cant. Crest, arr. Die, dép. Lagrand.

1279 : 2 moines, 1 prieur.

1296 : 1 moine, 1 prieur.

1350 : id.

1449 : 1 prieur et 1 curé.

m. d. : 1.

GOUDARGUES (*Gordanice*) (Notre-Dame et St-Michel), dioc. Uzès, Gard, cant. Pont-St-Espirit, arr. Uzès.

Ancienne abbaye dépendant d'Aniane, soumise à Cluny par Raymond, comte de St-Gilles (1065), réduite à l'état de prieuré. Longtemps contesté entre Cluny et Aniane, il fut finalement reconnu comme dépendance d'Aniane.

m. d. : 4.

GRAZAC, Hte-Loire, arr. Yssingaux.

m. d. : 1.

GRIGNAN (St-André-de-Sarson), Drôme, arr. Montélimar, appartient à Cluny, puis uni à Saint-Marcel-de-Sauzet.

INIMONT, Ain, cant. Lhuis, arr. Belley: Fondé et donné à Cluny vers 1100.

1278 : 7 moines, 1 prieur.

1288 : 2 moines.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

1386 : 12 moines, 1 prieur.

Aumône générale trois fois par semaine en Carême.

- JOUFFE (*Joffat*) (Notre-Dame), dioc. Montpellier, Gard, comm. de Montmirat, cant. Saint-Mamert, arr. Nîmes.
 Dép. Saint-Saturnin-du-Port.
 1350 : 1 moine, 1 prieur.
- L'ÉPINE (*Spina*), dioc. Gap, Hautes-Alpes, cant. Serres, arr. Gap, dép. Lagrand, uni au prieuré de Rosans.
 1350 : 1 moine, 1 prieur.
 1386 : 1 prieur seul.
 1449 : 1 curé.
- LA BAUME CORNILLANE (*Balma Cermeliana*) (St-Etienne), dioc. Valence, Drôme, cant. Chabeuil, arr. Valence.
 1386 : dép. Marcigny : 0 moine, un curé.
- LA BEAUMETTE, Htes-Alpes, cant. Aspres-les-Veynes, arr. Gap, uni à Romette.
- LACHAU (*Claussone, Chaudiaco*), Drôme, cant. Séderon, arr. Nyons.
 1350 : 1 moine, 1 prieur, 1 prêtre séculier.
 Aumône aux passants.
- LA CHAUME (Notre-Dame), Drôme, comm. Lachau, cant. Séderon, arr. Nyons.
 1350 : 1 moine.
- LA GARDE-PARÉOL (*Garda pariolis*), dioc. Orange, Vaucluse, cant. Bollène, arr. Orange.
 dép. Saint-Saturnin-du-Port.
 1350 : 1 moine, 1 prieur.
- LAGRAND (*Aregrandis, Alegrandis*) (Notre-Dame), dioc. Gap, Hautes-Alpes, cant. Orpierre, arr. Gap.
 1350 : 11 moines, 1 prieur (ch. n.).
 1386 : 3 moines.
 1449 : 10 moines, 1 prieur.
 m. d. : 8.
- LA MOTTE (*Mota*) (St-Pierre), Drôme, comm. La Motte-Chalançon, arr. Die.
 1350 : uni à l'office du chambrier de Saint-Marcel-de-Die.
- LA PIARRE (*Petra*) (Notre-Dame), dioc. Gap, Htes-Alpes, cant. Serres, arr. Gap. Dép. Cluny, uni à Saint-Marcel-de-Die après 1290.
- LA REMEILLE, Var, près Fayence, cant. Saint-Paul, arr. Draguignan, uni à l'infirmerie de Rompon.
- LA TOUCHE (*Toschia*) (St-Jean), dioc. Saint-Paul-Trois-Châteaux, Drôme, cant. et arr. Montélimar.
- LÉAZ (Saint-Amand), dioc. Genève, Ain, cant. Collonges, arr. Gex, dép. infirmerie de Payerne.
- LE BOURGET (*de Burgeto*) (Saint-Maurice), dioc. Grenoble, Savoie, cant. La Motte-Servolex, arr. Chambéry, fondé vers 1030. Donnée

- à Cluny en 1047 par Humbert, comte de Savoie. (Cité aussi dans les provinces de Lyon et d'Allemagne).
- LE BUIS, dioc. Nîmes, Gard, comm. Robiac, cant. Bessèges, arr. Alais, uni au prieuré de Tornac.
1350 : 2 moines.
- LE MONETIER DE BRIANÇON (*Monasterium de Brencione*) (Notre-Dame), Hautes-Alpes, arr. Briançon, uni à Cluny, puis en 1280 au prieuré de Romette.
- LE ROSAY, Drôme, comm. Rousset, cant. Grignan, arr. Montélimar, uni à St-Pantaléon au ^{xv}^e siècle, dép. d'Espeluche.
- LES AUMADES (*Ulmates*) (Notre-Dame), dioc. Apt, Vaucluse, comm. Caseneuve, cant. et arr. Apt. Donnée à Cluny en 1103 par l'évêque Laugier II d'Agout.
1272 : 2 moines, 1 prieur.
1350 : id.
m. d. : 2.
- LES AYMES, Isère, comm. Mizoën, cant. Bourg d'Oisans, arr. Grenoble, dép. Lagrand.
- LESCHEs, Drôme, cant. Luc-en-Diois, arr. Die.
- LES FONTAINES (St-Pierre), dioc. Viviers, Ardèche, comm. Roche-maure, arr. Privas.
1288 : 1 moine, 1 prieur.
1350 : id.
1386 : 1 moine.
- LES GARDIES (Notre-Dame), dioc. Nîmes, comm. Saint-Nazaire-des-Gardies, cant. Sauve, arr. Le Vigan. Uni à Tornac.
- LES MÉES (*Mediae*) (St-Michel), dioc. Riez, Basses-Alpes, arr. Digne, dép. Ganagobie.
- LE SERRE (Notre-Dame), dioc. Gap, Hautes-Alpes, comm. Barret-le-Bas, cant. Ribiers, arr. Gap,
1288 : 1 moine.
1296 : 2 moines, 1 prieur.
1350 : id.
- LE TOUVET (Saint-Didier), Isère, arr. Grenoble, donnée à Cluny en 1082 uni dans la suite à Allevard.
- LOIRIEU (Saint-Romain) dioc. Grenoble, Isère, comm. Serre-Nerpel, cant. Vinay, arr. Grenoble, dép. Manthe, n'existait plus à fin du ^{xv}^e siècle.
- LORIOU (*Auriolum*) (Notre-Dame-des-Anges), dioc. Carpentras, Vaucluse, comm. et cant. Pertuis, arr. Apt.
- LOURMARIN (*Lucus Marinus*) (St-André et St-Thophime), dioc. Aix, Vaucluse, cant. Cadenet, arr. Apt. Abandonné à Cluny, par les moines de Saint-André de Villeneuve, dép. Ganagobie.
- MALEMOISSON (Notre-Dame), dioc. Digne, Basses-Alpes, arr. Digne.

- MALIJAI (Notre-Dame), dioc. Gap, Basses-Alpes, cant. Les Mées, arr. Digne. Dép. Ganagobie.
- MANTAILLE, Drôme, comm. Anneyron, cant. Saint-Vallier, arr. Valence.
1303 : 3 moines, 1 prieur.
- MANTHE (*Mantula*) (St-Pierre), dioc. Vienne, Drôme, cant. Grand-Serre, arr. Valence,
1279 : 4 moines, 1 prieur.
1288 : 3 moines, 1 prieur.
1350 : id.
1386 : id.
m. d. : 2.
- MARSANNE (*Marsanna*) (St-Pierre), Drôme, arr. Montélimar, uni à la mense du prieur de Rompon.
- MAUVES, Ardèche, cant. et arr. Tournon.
1279 : réuni à Grazac.
- MIRABEAU (*Mirabellum*) (St-Jean), Basses-Alpes, cant. Les Mées, arr. Digne.
- MONDRAGON (*Mons Dragonis*) (St-André-de-Plan), dioc. Saint-Paul-Trois-Châteaux, Vaucluse, cant. Bollène, arr. Orange.
1350 : uni à l'office du sacristain de Saint-Saturnin-du-Port.
- MONTAUBAN (*Mons Albanus*) (Notre-Dame), dioc. Gap, Drôme, cant. Séderon, arr. Nyons.
- MONTBRISON (*Mons Brisonis*) (St-Blaise), dioc. Valence, Drôme, cant. Grignan, arr. Montélimar. Dép. Saint-Saturnin-du-Port.
1350 : 1 moine, 1 prieur.
- MONTCHATAIN (*Mons Castanei*) Drôme, comm. Claveyson, cant. St-Vallier, arr. Valence.
1350 : uni la sacristie de Manthe.
- MONTFORT (*Mons fortis*) (Ste-Madeleine), dioc. Sisteron, Basses-Alpes, cant. Volonne, arr. Sisteron.
- MONTségUR (*Mons securus*) (St-Amand), dioc. Saint-Paul-Trois-Châteaux, Drôme, cant. Saint-Paul-Trois-Châteaux, arr. Montélimar, donné à Cluny par le roi Conrad I^{er} le Pacifique, le 15 septembre 958, uni en 1404 au Chapitre de Saint-Paul-Trois-Châteaux.
1278 : 1 moine.
1350 : 1 moine, 1 prieur
- MONTségUR (*Mons Securus*) (St-Jean), Drôme, cant. St-Paul-Trois-Châteaux, arr. Montélimar, dép. de St-Amand de Montségur.
- MORAS, Drôme, cant. Le Grand-Serre, arr. Valence.
- MOUTIERS (*de Musterio*) (St-Martin), dioc. Tarentaise, Savoie, comm. Albertville, donné en 1116 à Nantua.
- MUZET (St-Gorges), Drôme, comm. Valence.

1249 : 1 moine, 1 prieur.

1279 : id.

1288-1289 : id.

1350 : id.

NIOZELLES (*Nuacellae*) (St-Marcellin), dioc. Sisteron, Basses-Alpes. cant. et arr. Forcalquier, Appartient d'abord à Saint-Victor-de-Marseille, puis à Ganagobie qui l'unit à l'office de son infirmier.

NOTRE-DAME-DE-BELVÉZER, dioc. Gap, Htes-Alpes, comm. Pelleautier, cant. et arr. Gap, dép. St-André de Gap auquel on l'avait donné vers 1080.

1296 : 1 moine, 1 prieur.

1386 : 1 curé.

NOTRE-DAME-DE-BETHLÉEM (al. NAZARETH), dioc. Sisteron, Basses-Alpes, comm. Noyers-sur-Jabron, arr. Sisteron.

1350 : uni à l'infirmerie de Ganagobie.

NOTRE-DAME-DES-AUMADES. Voy. LES AUMADES.

ORAISON, Basse-Alpes, cant. les Mées, arr. Digne.

ORIOLE (*Oreolis*), dioc. Valence, Drôme, cant. Saint-Jean-de-Royans, arr. Valence. Dép. Marcigny.

ORPIERRE (*Auripetra*) (Saint-Vincent), dioc. Gap, Htes-Alpes, arr. Gap. Dép. Lagrand.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

OYEU (*Audicus*) (St-Pierre), Isère, cant. Viviers, arr. La Tour du Pin.

1279 : 1 moine, 1 prieur.

PEAUGRES, Ardèche, cant. Serrières, arr. Tournon, dép. Manthe. Donné à Cluny de 993 à 1048.

1279 : 1 moine, 1 prieur.

1303 : 1 moine.

PELLEAUTIER (*Paudium Lautherium*). Voy. NOTRE-DAME-DE-BELVEZER.

PEYRIERS (*Petrosium*) (St-Pierre), dioc. Sisteron, Basses-Alpes, arr. Forcalquier, dép. Ganagobie.

PIOLENC (*Podiolanum*) (St-Jean-Baptiste et St-Pierre), dioc. Orange, Vaucluse, cant. et arr. Orange, donné à Cluny de 993 à 1002 par Rotbold, comte de Provence, uni à St-Martial d'Avignon, en 1379.

1278 : 8 moines, 1 prieur.

1350 : 3 moines, 1 prieur.

PLAN DE BAIX (Notre-Dame), (*Banio in Montibus*), dioc. Valence, Drôme, cant. Crest, arr. Die.

dép. Saint-Marcel-de-Sauzet.

1296 : 1 moine.

PONT-SAINT-ESPRIT. Voy. SAINT-SATURNIN-DU-PORT.

PONT SUR (OU DE) SORGUE. Voy. SORGUE.

POTELLIÈRES (*Putellariae*) (St-Pierre), dioc. Uzès, Gard, cant. St-Ambroix, arr. Alais, dép. Pont-Saint-Esprit.
1350 : 1 moine, 1 prieur.

PUYGIRON (*Podium Gironis*) (St-Bonnet), dioc. Saint-Paul-Trois-Châteaux, Drôme, cant. et arr. Montélimar.
dép. Saint-Marcel-de-Sauzet.

RAVEL (*Ravellum*) (St-Blaise), dioc. Die, Drôme, cant. Châtillon, arr. Die, dép. Rompon.

RIBAUTE (*Ripa alla*) (St-Sauveur), dioc. Nîmes, Gard, cant. Anduze, arr. Alais. Dép. Saint-Saturnin-du-Port.
1350 : 1 moine, 1 prieur.

RIBEYRET (Notre-Dame), dioc. Gap, Hautes-Alpes, cant. Rosans, arr. Gap.

RIBIERS : dioc. de Gap, Hautes-Alpes, cant. et arr. Gap.

1^o) *Prioratus ecclesiarum*, en ce lieu se trouvèrent deux églises : Saint-Jean, détruite en 1278, et Notre-Dame-des-Fains.
1 moine.

2^o) NOTRE DAME DU SERRE, uni dans la suite au chapitre cathédral de Sisteron.

RIOMS (St-Pierre), dioc. Viviers, Drôme, cant. Buis-les-Baronnies, arr. Nyons.
Dép. Saint-Saturnin-du-Port.
Appartient à Cluny avant 998-999.
1350 : 4 moines, 1 prieur.
1368 : 2 moines au lieu de 3.

ROMETTE (*Romela*) (St-Pierre), dioc. Gap, Hautes-Alpes, cant. et arr. Gap. Donnée à Cluny vers 940, uni à Saint-Victor de Marseille au XII^e siècle.
m. d. : 3.

ROMPON (*Rumpo*), dioc. de Viviers, Ardèche, cant. La Voulte, arr. Privas, donné à Cluny le 11 juillet 976-977.
1331 : 12 moines, 1 prieur.
1350 : id.
1386 : 10 moines au lieu de 12.
xv^e siècle : 12 moines
m. d. : 5 ; Lyon : 1.

ROSAY, alias LE ROSAY, dioc. Genève, Savoie, comm. Mont-Denis, cant. et arr. Saint-Jean-de-Maurienne, prieuré de moniales fondé avant 1297 par Anne, fille de Guigue VII et femme du Dauphin Humbert. Dép. de Contamine.
1350 : 3 moines, 1 prieur, 12 moniales.

- ROYNAC (*Roynacum*) (St-Privat), dioc. Valence, Drôme, cant. Crest, arr. Die, dép. Saint-Marcel-de-Sauzet.
- ROZIÈRES (Notre-Dame) (parfois appelé Notre-Dame de Joyeuse), dioc. Viviers, Ardèche, cant. Joyeuse, arr. Largentière, dép. Saint-Saturnin-du-Port.
1350 : 1 moine, 1 prieur.
- RUMILLY (*Rumilliacum*) (Ste-Agathe), dioc. Genève, Hte-Savoie, arr. Annecy.
1385 : 2 moines, 1 prieur.
- RUOMS (*Rixomis*), dioc. Viviers, Ardèche, cant. Vallon, arr. Largentière.
- RUSSIN (St-Laurent), dioc. Genève, cant. Genève, dép. Saint-Victor-de-Genève.
- SAINT-ANDRÉ-DE-ROQUEFORT, dioc. d'Uzès, Gard, cant. Pont-Saint-Esprit, arr. Uzès, dép. Goudargues.
- SAINT-ANDRÉ-DE-ROSANS, dioc. Gap, Hautes-Alpes, cant. Rosans, arr. Gap, fondé et donné à Cluny en 988.
1278 : 5 moines, 1 prieur.
1323 : 6 moines, 1 prieur.
1350 : id.
1449 : 1 prieur, 1 moine, 1 curé, au lieu de 4 moines et 1 prieur.
Aumône tous les jours aux passants.
m. d. : 1.
- SAINT-ANDRÉ-DE-VALBORGNE (*de Valle Bornia*), Gard, arr. Le Vigan.
- SAINT-AUBAN-SUR-L'OUVÈZE, dioc. Sisteron, Drôme, cant. Buis-les-Baronnies, arr. Nyons. Dép. de Ganagobie, uni à l'office du sacristain.
- SAINT-CLAIR DE LA CLUSE. Voy. province de Lyon.
- SAINT-CYRICE (*S. Cyricius*), dioc. Gap, Hautes-Alpes, cant. Orpierre, arr. Gap, dép. du prieuré de Chardavon au XII^e siècle, uni à celui de Veynes en 1439, enfin à celui de Lagrand en 1462.
- SAINT-EMÉTRY-DE-CHUSCLAN, aujourd'hui, Saint-Emétéry, Gard, comm. Chusclan, cant. Bagnols, arr. Uzès.
- SAINT-ÉTIENNE-DES-SORTS, dioc. d'Uzès, Gard, cant. Bagnols, arr. Uzès. Dép. Piolenc, uni à l'office du sacristain du collège Saint-Martial d'Avignon.
- SAINT-FIRMIN (*S. Firminus*), Htes-Alpes, arr. Gap, donné à Cluny au XI^e siècle, uni à Saint-Chaffre dans la suite.
- SAINT-GEORGES-LES-BAINS, dioc. Valence, Ardèche, cant. La Voulte.
- SAINT-HERMENTAIN, dioc. Fréjus, Var, comm. Draguignan, prieuré fondé sur un domaine familial de Saint-Maieul, donné à Cluny en 909, attribué plus tard à Saint-Pons-de-Nice.

- SAINT-JEAN D'HÉRANS, dioc. Die, Isère, cant. Mens, arr. Grenoble, dép. Domène.
- SAINT-JEAN-DE-SUZON, dioc. Uzès, Gard, comm. Bouquet, cant. Saint-Ambroix, arr. Alais, uni à Goudargues.
- SAINT-LAURENT (*S. Laurentius de Murmurio*), dioc. Carpentras, Vaucluse, arr. Carpentras, dép. Pont-Saint-Esprit.
- SAINT-LAURENT, dioc. Apt, Vaucluse, comm. Viens, cant. et arr. Apt, uni au prieuré des Aumades.
- SAINT-LAURENT-DE-CARNOLS (*de Carnyolis*), Gard, cant. Pont-Saint-Esprit, arr. Uzès.
1304 : 1 prieur, 1 moine.
- SAINT-MARCEL-LÈS-SAUZET (*Salliceto*), dioc. Valence, Drôme, cant. Marsanne, arr. Montélimar. Donné à Cluny en 1037 par Adhémar, comte de Valentinois.
1289 : 5 moines.
1323 : 6 moines dont 1 prieur.
1350 : id.
1386 : 4 moines au lieu de 5.
xv^e siècle : 8 moines.
m. d. : 9.
- SAINT-MARTIN, Drôme, comm. Beaumont-en-Diois, cant. Luc-en-Diois, arr. Die. Dép. Saint-Marcel-de-Die.
- SAINT-MICHEL, dioc. Sisteron, Basses-Alpes, cant. et arr. Forcalquier, donné à Cluny par Ours, évêque de Sisteron, après 967, puis uni à la mense priorale de Ganagobie.
- SAINT-NAZAIRE-DES-GARDIES (*de Gardis*), dioc. Nîmes, Gard, cant. Sauve, arr. Le Vigan, uni au prieuré de Tornac.
- SAINT-PANTALÉON, dioc. Saint-Paul-Trois-Châteaux, Drôme, cant. Grignan, arr. Montélimar, cité dans la bulle de Grégoire V, 998-999.
1350 : 2 moines, 1 prieur.
- SAINT-PAUL-LÈS-ROMANS, Drôme, cant. Romans, arr. Valence.
- SAINT-PIERRE, dioc. Saint-Paul-Trois-Châteaux, Vaucluse, comm. Bollène, arr. Orange.
Dép. Pont-Saint-Esprit.
- SAINT-PIERRE D'ALLEVARD (*de Alevardo*), dioc. Grenoble, Isère, cant. Allevard, arr. Grenoble.
Fondé après 1082.
1278 : 5 moines, 1 prieur.
1296 : 6 moines, 1 prieur.
1350 : 4 moines, 1 prieur.
1386 : 4 moines au lieu de 6.
m. d. : 1.

SAINT-PIERRE DE BONNEFOSSE, dioc. Gap, Basse-Alpes, comm. Barras, cant. Digne.

SAINT-PIERRE DE CHARRIÈRES, dioc. Vienne, Drôme, comm. Cha-teauneuf-de-Galaure, cant. Saint-Vallier, arr. Valence, occupé par les Franciscains en 1456.

SAINT-PIERRE DE VERAGE (*Veraciacum*), dioc. Vienne, Drôme, comm. Romans, arr. Valence, dép. Rompon.

SAINT-PIERRE DE VERAS, dioc. Gap, Hautes-Alpes, comm. Oze, cant. Veynes, arr. Gap. Uni à Romette.

SAINT-PIERRE DE VIZIERS, Basses-Alpes, comm. Sigonce, cant. et arr. Forcalquier.

1350 : uni à l'office du réfectoirier de Ganagobie.

SAINT-PRIVAT, Drôme comm. Roynac, cant. Crest, arr. Die, dép. Saint-Marcel-de-Die.

1386 : 1 moine.

SAINT-RAPHAËL, dioc. de Carpentras, Vaucluse, comm. Monteux, cant. et arr. Carpentras.

Uni à l'office de l'infirmier de Saint-Saturnin-du-Port.

SAINT-SATURNIN-DU-PORT (*S. Saturnius de Portu*), dioc. d'Uzès, Gard, comm. Pont-Saint-Esprit, arr. Uzès. Al. PONT-SAINT-ESPRIT.

Donné à Cluny en 948 par Gérard fils du vicomte d'Uzès.

Les moines de ce prieuré contribuèrent à la construction du pont Saint-Esprit ; le prieuré de Saint-Saturnin est, suivant les époques, tantôt désigné sous ce nom tantôt sous celui du Pont-Saint-Esprit.

1288-1289 : 30 moines.

1304 : 30 moines, 1 prieur.

1386 : 16 moines au lieu de 30.

1455 : 30 moines.

m. d. : 25.

SAINT-SAUVEUR-DE-CRUZIÈRES, Ardèche, cant. Les Vans, arr. Largentière, dép. Saint-Saturnin-du-Port.

SAINT-SEBASTIEN DE CORDIAC, dioc. Die, Isère, comm. Morges, cant. Mens, arr. Grenoble.

1296 : 3 moines, 1 prieur.

1449 : 1 prieur, 1 moine, 1 curé.

SAINT-TORQUAT, dioc. Saint-Paul-Trois-Châteaux, Drôme, comm. Suze-la-Rousse, cant. Saint-Paul-Trois-Châteaux, arr. Montélimar. Dép. Saint-Saturnin-du-Port.

1350 : 1 moine, uni à l'hôtellerie de Saint-Saturnin-du-Port.

SAINT-VINCENT DE BARRÈS (*S. Vincenlius de Barresio*), dioc. Viviers Ardèche, cant. Rochemaure, arr. Privas.

- SAINTE-HÉLÈNE-DU-LAC (*de Lacu*) dioc. Maurienne, Savoie, cant. Montmélian, arr. Chambéry, dép. Saint-Victor de Genève.
1350 : 2 moines, 1 prieur.
- SAINTE-JALLE (*S. Galla*), Drôme, comm. et cant. Remuzat, arr. Nyons. Dép. Lagrand.
1278 : 2 moines, 1 prieur.
1296 : id.
1301 : id.
1350 : id.
- SAINTE-LUCIE, Drôme, comm. Condorcet, cant. et arr. Nyons, uni à Sainte-Jalle.
Mentionné dans la bulle d'Honorius II du 2 avril 1125.
1278 : 1 moine, 1 prieur.
1280 : 1 prieur seul.
- SARRIANS (*Sarrianus*) (St-Pierre), dioc. d'Orange, Vaucluse, cant. et arr. Carpentras.
Donné à Cluny par Guillaume I^{er} comte de Provence qui fut inhumé dans ce lieu, en 992. Dép. Saint-Saturnin-du-Port.
1350 : 1 moine, 1 doyen.
1449 : 1 moine.
- SAUGUES. Voy. Auvergne.
- SAURET (St-Maurice), Hérault, comm. Montpellier, donné à Cluny en 1138 par Guillaume VI seigneur de Montpellier, cédé par Cluny au monastère Saint-Germain-de-Montpellier en 1367.
- SÉDERON (*Sadaronum*) (Notre-Dame-la-Brune), dioc. Gap, Drôme, arr. Nyons.
- SÉNOS (St-Pierre), dioc. Saint-Paul-Trois-Châteaux, sans doute Vaucluse, comm. et cant. Bollène, arr. Orange. Dép. Pont-Saint-Esprit.
- SERVAS (*Cervacium*) (St-Jean), dioc. Uzès, Gard, cant. et arr. Alais. Uni au Pont-Saint-Esprit.
- SIGONCE (*Sigoncia*) dioc. Sisteron, Basses-Alpes, cant. et arr. Forcalquier, dép. Ganagobie.
- SÉLIGNAT (*Silnigiacum*), dioc. Lyon, Ain, comm. Simandre, cant. Ceyzériat, arr. Bourg, dép. Contamine.
1386 : 2 moines, 1 prieur.
- SILLINGY (Notre-Dame), dioc. Genève, Hte-Savoie, comm. Annecy-Nord, dép. Contamine.
- SORGUE (Pont-sur ou de-Sorgue) (*Pons Sorgae*) (St-Sauveur), dioc. Avignon, Vaucluse, cant. Bédarrides, arr. Avignon.
Donné à Cluny en 1065 par Béranger père de Rostan, évêque d'Avignon; réuni dans la suite au collège Saint-Martial d'Avignon.
1278 : 1 moine, 1 prieur.

1318 : 1 moine, 1 prieur.

SUZE-LA-ROUSSE (*Suza Russa*) (St-Roch), dioc. Saint-Paul-Trois-Châteaux, Drôme, cant. Saint-Paul-Trois-Châteaux, arr. Montélimar.

TAÏN (*Tinetum*) (Notre-Dame), dioc. Vienne, Drôme, arr. Valence, uni au collège Saint-Martial d'Avignon.

1259 : 3 moines, 1 prieur.

1297 : id.

1350 : id.

TALUYERS (*Talussiaco*) (Notre-Dame), Rhône, cant. Mornant, arr. Lyon.

Généralement donné comme faisant partie de la province de Lyon.

TERNAY dioc. Vienne, Isère, cant. Saint-Symphorien d'Ozon, arr. Vienne. Uni à la mense conventuelle de l'abbaye de Cluny en 1197.

1279 : 3 moines.

1303 : 3 moines, 1 prieur.

1350 : id.

1386 : 1 moine, 1 prieur.

THÈSE (*Thesa*) (Notre-Dame), dioc. Sisteron, Basses-Alpes, cant. La Motte-du-Caire, arr. Sisteron.

1278 : 1 moine, 1 prieur.

1318 : 2 moines, 1 prieur.

1350 : id.

THIEZ (Notre-Dame), dioc. Genève, Hte-Savoie, cant. et arr. Bonneville,

1386 : dép. de Contamine.

TORNAC (*Tornagum*) (SS. Étienne-et-Sauveur), dioc. Nîmes, Gard, cant. Anduze, arr. Alais, cité dans la bulle d'Honorius II du 2 avril 1125.

1278 : 14 moines, 1 prieur.

1350 : 15 moines.

1455 : 15 moines, 1 prieur, avant l'union avec le prieuré de Buis, il y avait 13 moines.

Aumône perpétuelle.

m. d. : 6; Gascogne : 1.

TREFFORT (*Tres forcium*) (St-Pierre), Isère, cant. Monestier de Clermont, arr. Grenoble, dép. Domène.

1386 : 1 moine, 1 prieur.

TRÈVES (St-Sébastien), dioc. Valence, Gard, arr. Le Vigan.

1278 : 2 moines au lieu de 3, 1 prieur.

1350 : 3 moines, 1 prieur, 1 prêtre commensal.

TULETTE, dioc. Vaison, Drôme, cant. Saint-Paul-Trois-Châteaux,
arr. Montélimar.

Dép. Saint-Saturnin-du-Port.

1350 : 1 moine.

1449 : id.

VABRES (*Vabrae*), Gard, cant. Lasalle, arr. Le Vigan, dép. Tornac.

VALBONNAIS (*Vallis Bonneysii*) (Saint-Pierre), dioc. Grenoble,
Isère, arr. Grenoble, fondé à l'extrême fin du XI^e siècle.

1278 : 5 moines, 1 prieur.

1296 : id.

1350 : 6 moines, 1 prieur (ch. n.).

1386 : 1 moine, 1 curé.

VALENCE (St-Georges), Drôme.

1323 : 1 moine, 1 prieur.

1386 : 1 moine.

VALENSOLLE (*Valentiola*), dioc. Riez, Basses-Alpes, arr. Digne.
Localité où naquit Saint-Maïeul. Le comte Guillaume I^{er} la
donne en 990 à Cluny.

1278 : 3 moines, 1 doyen.

1318 : 5 moines, 1 doyen.

1350 : 4 moines, 1 doyen, 1 prêtre commensal.

1449 : 4 moines, 1 doyen.

VALSERRES (*Valserra*) (Notre-Dame-du-Puy-Servier), dioc. Gap,
Hautes-Alpes, situé à Le Puy-Servier, comm. Jarjays, cant.
Fallard, arr. Gap.

Dép. de Saint-André-de-Rosans.

Prieuré uni dans la suite à la cure de Valserres, puis au XII^e siècle
à l'abbaye de Boscodon.

VAULX (St-Pierre), dioc. Genève, Hte-Savoie, cant. Rumilly, arr.
Annecy, dép. Saint-Victor de Genève.

1386 : 1 prieur, 1 prêtre séculier.

VENTAVON (*Ventavonum*) (St-Pierre), dioc. Gap, Hautes-Alpes,
cant. Laragne, arr. Gap, donné en 1022-1023 à Cluny ; dép.
ensuite de Ganagobie.

VEYNES (*Venetium*) (Notre-Dame), dioc. Gap, Basses-Alpes, arr.
Gap, donné à Cluny par Isoard, évêque de Gap (1090).

VIENS (SS. Jean et Amance), dioc. Apt, Vaucluse, cant. et arr. Apt.
Uni au prieuré des Aumades.

VILLE-EN-MICHAILLE. Voy. Province de Lyon.

VILLE-LA-GRAND (St-Mamet), dioc. Genève, Hte-Savoie, cant. Anne-
masse, arr. Thonon, dép. Nantua.

VILLEPERDRIX, Drôme, cant. La Motte-Chalangeon, arr. Die.

Dép. Viens ou Saint-Amans (?).

VISAN (*Avisanas*) (St-Martin), dioc. Saint-Paul-Trois-Châteaux, Drôme, cant. Grignan, arr. Montélimar.

Dép. Pont-Saint-Esprit; en 1578, Grégoire XIII en accorde la collation aux Jésuites d'Avignon.

1449 : 1 prieur, 1 moine, 1 curé.

VITROLLES (St-Pierre), dioc. Gap, Hautes-Alpes, cant. Barcelonnette, arr. Gap.

Dép. Ganagobie.

VIUZ-FAVERGES (St-Étienne), dioc. Genève, Haute-Savoie, comm. Faverges, arr. Annecy.

VIUZ-LA-CHIÉSAZ (St-Jean-Baptiste), dioc. Genève, Hte-Savoie, cant. Alby, arr. Annecy, dép. Gigny.

VIZILLES (*Visilia*), dioc. Grenoble, Isère, arr. Grenoble, donné à Cluny vers 1095 par le comte Guigue IV le Vieux.

1278 : 2 moines, 1 prieur.

1350 : id (ch. n.).

1396 : id.

1449 : 1 moine, 1 curé.

VOGUÉ, Volguel, (*Vogorium, Vulgorio*) (Notre-Dame), dioc. Viviers, Ardèche, cant. Villeneuve-de-Berg, arr. Privas.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

PROVINCE D'ALLEMAGNE OU LORRAINE.

ABDINGHOF (St-Pierre et St-Paul), Westphalie, Paderborn, abbaye fondée en 1015-1016.

1418 : 12 moines, 1 abbé (chiffre ancien : 23).

m. d. : 1.

ALTKIRCH (*Alla Clicca*) (St-Morand), dioc. Bâle, Haut-Rhin, donné à Cluny, le 3 juillet 1105, par Frédéric, comte de Ferrette.

1269 : 4 moines, 1 prieur.

1291 : 6 moines, 1 prieur.

1303 : 7 moines, 1 prieur.

1350 : 5 moines, 1 prieur.

m. d. : 1.

ASSERANS. Voy. Province de Lyon.

BARGEN-BRUGG, Suisse, cant. Berne.

Dép. Hettiswyl.

BAUME (*Balma*), dioc. Besançon, Jura, cant. Voiteur, arr. Lons-le-Saulnier,

1276 : 40 moines.

1350 : 40 moines.

m. d. : 6.

BEVAIX (St-Pierre), dioc. Lausanne, Suisse. cant. Neuchâtel, fondé en 998 et donné à l'abbaye de Cluny.

BIENNE, Suisse, voy. ILE-SAINT-PIERRE.

BIESHEIM (St-Jean-Baptiste), dioc. Bâle, Haut-Rhin, arr. Colmar, dép. de Saint-Alban de Bâle.

1418 : 2 moines, 1 prieur, 1 curé.

BONNEVENT, Haute-Saône, cant. Gy, arr. Gray.

Dép. de Baume.

BRUSINS, Suisse, cant. Vaud, district Rolle, uni en 1323 à Romainmôtier.

CHAMBORNAY-LÈS-BELLEVAUX, Haute-Saône, cant. Rioz, arr. Vesoul

1350 : 1 moine, 1 prieur.

CHATEAU-SALINS (Notre-Dame), dioc. Besançon, Jura, sur la montagne de Roussillon, près Salins, arr. Poligny, dép. Gigny,

1160 : 7 moines.

1282 : 3 moines, 1 prieur.

1350 : 7 moines, 1 prieur.

1452 : 5 moines.

1476 : uni au chapitre de chanoines de Saint-Maurice.

1483 : rendu à Gigny.

1499 : uni au Collège des Jésuites de Dôle.

CHATENAY, dioc. Besançon, Haute-Saône, cant. Saulx, arr. Lure, dép. Gigny.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

CHAUX-LÈS-CLERVAL (*Calcis super Dubium, Châuz*), Doubs, cant.

Clerval, arr. Baumes-les-Dames.

1267 : 1 moine, 1 prieur.

1275 : 2 moines, 1 prieur.

CLAIRVAUX, Clairval-aux-Monts (*Clarevallis*), dioc. Besançon, Jura, arr. Lons-le-Saulnier, dép. Gigny.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

1451 : 1 prieur seul.

COLMAR (Saint-Pierre), Haut-Rhin.

Dép. Payerne.

COLOMBIER (*Columbaria*) dioc. Bâle, Haute-Saône, cant. et arr. Vesoul.

Ch. n. : 3 moines, 1 prieur.

CONTAMINE-SUR-ARVE (*Contamina, Condamina*) dioc. Genève, Haute-Savoie, cant. et arr. Bonneville, fondé en 1119.

Mentionné également dans les provinces de Provence et Lyon.

1276-1278 : 6 moines, 1 prieur.

- 1331 : 5 moines, 1 prieur.
 1385 : 7 moines au lieu de 11, 1 prieur.
 Aumône tous les jours.
 m. d. : Lyon, 1 ; Provence : 4.
- DAMMARIE-SUR-SAULX (*Domna Maria*), dioc. Verdun, Meuse, cant.
 Moutiers-sur-Saulx, arr. Bar-le-Duc.
 Donné à Cluny le 14 juin 1091.
- DANNEMARIE (*Donna Maria*) Haut-Rhin, arr. Belfort.
 1269 : 5 moines, 1 prieur.
- DOLE (*Dolla*) Jura.
 Dép. Baume.
- DOMPIERRE, dioc. Besançon, Doubs, cant. Levier, arr. Pontarlier,
 dép. Saint-Marcel-de-Chalon.
- EBERLINSMATT, Haut-Rhin, à 4 km. de Ribeauvillé.
 xiv^e siècle : 1 moine, 1 prieur.
 xv^e siècle : quelques ermites (!).
 détruit à la fin du xvi^e siècle.
- ENSCHINGEN, Haut-Rhin, cant. et arr. Altkirch.
 Dép. de Saint-Alban-de-Bâle.
- ERSTEIN, dioc. Constance, Bas-Rhin.
 1259 : 7 moniales, 1 prieur, 1 moine.
 1350 : id.
- FELDBACH (*Velpacum, Valpacum*), dioc. Constance, Haut-Rhin,
 cant. Hirsungen, arr. Mulhouse, fondé en 1144 par Frédéric I^{er},
 comte de Ferrette.
 1269 : 32 moniales.
 1291 : 31 moniales.
 1303 : 20 moniales.
 1350 : 24 moniales, 1 prieur, 2 moines.
 1400 : 24 moniales, 1 prieur, 1 moine.
- FLECHDORF, Wetsphalie, prov. de Paderborn, dép. d'Abdinghof.
 1418 : 5 à 6 moines.
- FORBACH, Moselle.
- FROIDE-FONTAINE (*Frigidus Fons*), dioc. Bâle, Haut-Rhin, cant.
 Delle, arr. Belfort, fondé le 8 mars 1105 par Hermentrude,
 veuve de Thierry I^{er}, comte de Montbéliard.
 1269 : 1 moine, 1 prieur.
 1350 : id.
- FRONTENAY (Ste-Madeleine), Jura, cant. Voiteur, arr. Lons-le-
 Saulnier, fondé avant 1109.
- FROVILLE (*Frovilla*), dioc. Toul, Meurthe-et-Moselle, cant. Bayon,
 arr. Lunéville.
 1269 : 2 moines, 1 prieur.
 1350 : 4 moines, 1 prieur (ch. n.).

Aumône quotidienne.

GENÈVE. Voy. Provence.

GIMEL, Suisse, près Aubonne, dép. Romainmôtier.

GRANDVAL, Suisse, près de Délémont,

1299 : 1 moine, 1 prieur.

HASUNGEN ou BURG-HASUNGEN (SS. Pierre-et-Paul), dioc. Mayence,

ch. n. : 24 moines, 1 abbé.

1418 : 15 moines, 1 abbé, 7 convers.

HAUTÉPIERRE (*Altapetra*), dioc. Besançon, Doubs, cant. Vercel,
arr. Baume-les-Dames.

Ch. n. : 7 moines, 1 prieur.

1260 : 7 à 8 moines.

1270 : 5 moines.

1316 : 7 moines, 1 prieur.

1445 : 6 moines.

1451 : 6 moines, 1 prieur.

HETTISWYL (Ste-Croix). Suisse, cant. Berne, district Burgdorf,
fondé 1107.

m. d. : 2.

ILAY dioc. Besançon, Jura, comm. La Chaux du Dombief, cant.
Saint-Laurent, arr. Saint-Claude.

Dép. Gigny.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

ILE SAINT-PIERRE, LA MOTTE-SAINT-PIERRE, PETERINSEL (*Insula
Maedii Lacus, Insula Comitum*), dioc. Lausanne, Suisse, cant.
Berne, dans le lac de Bienne.

Donné avant le 13 août 1107 à Cluny par Guill. III, comte de
Bourgogne et Mâcon, réuni le 14 décembre 1484 à Saint-Vincent
de Berne par bulle d'Innocent VIII.

1269 : 1 moine, 1 prieur.

1276 : 2 moines, 1 prieur,

1299 : 4 moines, 1 prieur.

1350 : 5 moines, 1 prieur.

ISTEIN (*Histain*), dioc. Bâle.

1275 : 5 moniales, 1 prieur, 2 moines.

1323 : 7 moniales.

JOUE (St-Pierre), Jura, cant. Rochefort, arr. Dôle, dép. Baume.

Uni au collège des Jésuites de Dôle le 18 juillet 1615.

LA CHAUX-NEUVE (*Calicis*), dioc. Besançon, Doubs, cant. Mouthe,
arr. Pontarlier.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

Aumône générale le dimanche.

LA CONTAMINE-SUR-ARVE. Voy. CONTAMINE.

LA MOTTE SAINT-PIERRE Voy. ILE SAINT-PIERRE.

LANTENAU (Listancis), Doubs, cant. Isle-sur-le-Doubs, arr. Baume-les-Dames.

LE BOURGET. Voy. PROVENCE.

LEUXINGEN, Suisse, cant. Berne, dép. d'Hettiswyl.

LIEU-DIEU (*Locus Dei*), dioc. Besançon.

1269 : 1 moine.

1275 : 1 moine, 1 prieur.

1324 : 1 moine, 1 prieur (ch. n.).

LONS-LE-SAULNIER (St-Désiré), dioc. Besançon, Jura, dép. Baume.

Fondé en 1254 par Baume : 12 moines.

xv^e siècle : 12 moines.

LUXEUIL, Haute-Saône, arr. Lure.

MALQUELT, Westphalie, comm. Paderborn.

Ch. n. : 25 moniales.

1418 : 30 moniales.

MARNAY, dioc. Besançon, Haute-Saône, arr. Gray.

Dép. Gigny.

1350 : Uni à l'office de l'aumônier de Gigny.

MIÈGES (*Meges*) (St-Germain), dioc. Lausanne, Jura, cant. Nozeroy, arr. Poligny, fondé au ix^e siècle, donné à Cluny par Gaucher I^{er}, sire de Salins, mort en 1083.

1305 : 2 moines, 1 prieur.

1336 : 1 moine.

Aumône deux fois par semaine.

MIRMELBERG, Bas-Rhin, comm. Strasbourg, sur le territoire de Ste-Adélaïde, sur la rive gauche de la Seltzbach.

Monastère de moniales détruit par une crue du Rhin en 1465.

MONTRICHER, Rüggisberg, (*Mons Richerii*), (SS. Pierre-et-Paul), dioc. Lausanne, Suisse, cant. Vaud, cercle de l'Isle.

sonay.

Donné à Cluny entre 1074 et 1076, uni le 14 décembre 1484 au Chapitre Saint-Vincent de Berne, supprimé au moment de la Réforme.

1269 : 3 moines, 1 prieur.

1289 : 4 moines, 1 prieur.

1350 : 3 moines, 1 prieur.

Aumône 2 fois par semaine.

MONTROND (*Mons Rotundus*), Jura, cant. Champagnole, arr. Poligny.

Dép. Vaux-sur-Poligny.

MORTEAU (*Mortua aqua*) (SS. Pierre-et-Paul), dioc. Besançon, Doubs, arr. Pontarlier, donné à Cluny en 1107 par Ponce, archevêque de Besançon.

1350 : 3 moines, 1 prieur.

Aumône 2 fois par semaine.

MOUTHEROT (*Mostereturum*) dioc. Besançon, Doubs, cant. Andeux, arr. Besançon.

MOUTHIERS-EN-BRESSE (*Monasterium in Bressia*) Saône-et-Loire, cant. Pierre, arr. Louhans, dép. Baume.

NANTUA. Voy. province de Lyon.

NOTRE-DAME-AU-BOIS, Meurthe-et-Moselle, cant. Arracourt, arr. Lunéville.

Réuni en 1302 à Froville.

ORON-LA-VILLE, Suisse, cant. de Vaud.

OTHONVILLARS (*Ottweiler*), Allemagne, district de Sarrebrück.

PAYERNE (*Palerniacum*), dioc. Lausanne, Suisse, cant. Vaud.

Fondé en 960, donné à Cluny le 1^{er} avril 962, supprimé à la Réforme.

1269 : 16 moines.

1326 : 30 moines.

1336 : 9 moines.

1350 : 22 moines.

M. d. : 1.

PETERINSEL. Voy. ILE SAINT-PIERRE,

POLIGNY. Voy. province de Lyon.

PONT-SUR-SAONE (*Portus super Sagona*) dioc. Besançon, Haute-Saône, arr. Vesoul.

1267 : 1 prieur seul.

1277 : 1 convers.

1350 : 2 moines, 1 prieur (ch. n.).

Aumône générale deux fois par semaine dont le dimanche et tous les jours aux passants.

QUINGEY (*S. Rambertus*) (St-Renobert), Doubs, arr. Besançon, dép. Baume.

RELANGES (*Relengiis*) dioc. Toul, Vosges, cant. Darney, arr. Mirecourt.

Donné à Cluny le 20 mars 1164 par Mathieu, duc de Lorraine.

1269 : 5 moines, 1 prieur.

1323 : 7 moines, 1 prieur.

1350 : 6 moines, 1 prieur.

Aumône 2 fois par semaine et tous les jours aux passants.

RIBEAUVILLÉ (St-Morand), Haut-Rhin, arr. Colmar, dép. d'Altkirch.

Ch. n. : 8 moines, 1 prieur.

ROMAINMOTIER (*Romanum monasterium*)(SS. Pierre-et-Paul), dioc. Lausanne, Suisse, cant. Vaud, prieuré fondé vers 753, donné à Cluny en 929, supprimé à la Réforme.

1269 : 20 moines.

1300 : 27 moines.

1350 : 19 moines, 1 prieur.

1454 : 20 moines.

Aumône tous les jours.

m. d. : 5.

ROTENBACH (Notre-Dame), Suisse, cant. Berne, dans l'Emmenthal, attribué le 27 mai 1140 à Montricher par Eugène III, réuni par Innocent VIII le 14 décembre 1484 au chapitre Saint-Vincent-de-Berne.

ROUGEMONT, *Rolberg, Rotschmund (Rubeus mons)* (St-Nicolas), dioc. Lausanne, Suisse, cant. Fribourg, district Pays d'En-haut Romand.

Fondé entre 1073 et 1085 par Guillaume, comte de Gruyère.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

Aumône deux fois par semaine, autrefois on la faisait tous les jours.

SAINT-ALBAN DE BALE (*S. Albanus extra muros Basilii*), Suisse, comm. Bâle.

Fondé en 1083, par Burkard de Hasenburg ou d'Asuel, évêque de Bâle, donné à Cluny le 10 avril 1105, supprimé en 1529 lors de la Réforme.

1269 : 13 moines.

1324 : 10 moines.

1350 : 11 moines, 1 prieur.

1418 : 14 moines.

Aumône générale 2 fois par semaine et « pas plus, à cause du grand nombre d'habitants de la localité ».

m. d. : 2.

SAINT-CLÉMENT D'IBURG, dioc. d'Osnabrück, prov. de Cologne.

Ch. n. : 19 moines, 1 abbé.

1418 : 16 moines, 1 abbé.

SAINT-LAURENT-LA-ROCHE, dioc. Besançon, Jura, cant. Beaufort, arr. Lons-le-Saulnier, dép. Gigny.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

SAINT-LOTHAIN, Jura, cant. Sellières, arr. Lons-le-Saulnier, dép. Baume.

SAINT-PIERRE OU LA MOTTE SAINT-PIERRE, al. PETERSINSEL. Voy. ILE SAINT-PIERRE.

SAINT-ULRICH (*Cella*). Voy. ZELL.

SAINTE-EULALIE-EN-CHAMPAGNE. Voy. URVILLE.

SAINTE-MARIE-AU-BOIS (*S. Maria de Bosco*), Meurthe-et-Moselle, arr. Nancy, passé aux Prémontrés.

1269 : 1 moine, 1 prieur.

1289 : id.

SALINS (*Sanctus Nicolaus de Salini*), (Saint Nicolas), dioc. Besançon, Jura, arr. Poligny.

1323 : 1 moine, 1 prieur.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

Aumône générale le dimanche.

SCEY-EN-VARAY, dioc. Besançon, Doubs, cant. Ornans, arr. Besançon.

SELEDEN ou SÖLDEN, dioc. Constance, Bade, cercle Fribourg-en-Brisgau, prieuré de moniales fondé en 1115 par Gerold de Scherzingen.

1275 : 20 moniales, 2 moines.

1323 : 16 moniales.

1350 : 15 moniales, 1 prieur, 1 moine.

SELTZ (SS. Pierre-et-Paul), dioc. Strasbourg, Bas-Rhin, arr. Wissembourg, fondé en 987 par l'impératrice Adélaïde, femme d'Othon I^{er}, qui y appelle des moines de Cluny.

Au début du xiv^e siècle, l'abbaye et le tombeau de Sainte Adélaïde qu'il abritait furent emportés par une crue du Rhin. Le monastère fut reconstruit à une certaine distance du Rhin à Klosteräcker. En 1418, les moines de cette maison ignoraient s'ils appartenaient à l'ordre de Cluny.

THIAUCOURT (*Thiecort*): Meurthe-et-Moselle, arr. Toul.

1260 : 1 moine, 1 prieur.

Ch. n. : 3 moines, 1 prieur.

THIÉCOURT, dioc. Bâle, Moselle, cant. Faulquemont, arr. Metz, donné à Cluny en 1097.

1350 : 3 moines, 1 prieur.

Aumône le dimanche.

THIERENBACH (Notre-Dame), dioc. Bâle, Haut-Rhin, cant. Soultz, arr. Colmar.

Fondé vers 1130 à l'instigation de Pierre le Vénérable et uni à Cluny.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

URVILLE (Ste-Eulalie), al. SAINTE-EULALIE-EN-CHAMPAGNE, Aube, cant. et arr. Bar-sur-Aube.

VALLORBE, Suisse, Pays de Vaud, district d'Orbe, dép. Romainmôtier.

VANDŒUVRE (*Vandopera*) dioc. Toul, Meurthe-et-Moselle, cant. et arr. Nancy.

Donné à Cluny de 1070 à 1107.

1269 : 2 moines, 1 prieur.

1350 : id.

Aumône le dimanche.

- VAUCLUSE** (*Vallis clusa*) (St-Pierre), dioc. Besançon, Doubs, cant. Maiche, arr. Montbéliard.
 Donné à Cluny le 15 avril 1107 par Thiébaud de Rougemont.
 1269 : 4 moines.
 1350 : 5 moines, 1 prieur.
 Aumône quotidienne.
- VAUX-SUR-POLIGNY** (*Valles*) (Notre-Dame), dioc. Besançon, Jura, cant. et arr. Poligny fondé en 1025, par le comte Otte-Guillaume, donné à Cluny le 24 juin 1032 par Hugues I^{er}, archevêque de Besançon.
 1269 : 10 moines.
 1322 : 16 moines.
 Aumône quotidienne annoncée par la cloche comme à Cluny.
 m. d. : 1.
- VILLARS** (*Villariis*), Suisse, cant. Vaud.
 1269 : 1 moine, 1 prieur.
- VILLARS-LES-MOINES**, Münchwyler, dioc. Lausanne, Suisse, cant. Berne, district Laupen, enclavé dans le cant. de Fribourg, à une lieue de Morat.
 Donné à Cluny le 18 février 1080 par Girard de Villars et son père Raoul.
 1289 : 4 moines, 1 prieur.
 1299 : 2 moines, 1 prieur.
 1350 : id.
 Aumône 3 fois par semaine annoncée par la cloche tous les jours aux passants.
- VILLENEUVE**, Suisse, Valais, sur le lac de Genève, dép. Romainmôtier.
- VUFFLENS**, Suisse, près Morges, dép. Romainmôtier.
- WILBADESSEN**, Westphalie, dioc. Paderborn, prieuré de moniales.
- ZELL**, La Celle-St-Ulrich, dioc. Constance, Bade, en Forêt-Noire, donné à Cluny vers 1087 en échange sur la demande de saint Ulrich, prieur de Gruningen.
 1323 : 2 moines en excédent sur le chiffre régulier (4 moines).
 1350 : 6 moines, 1 prieur.
 Aumône générale 2 fois par semaine, tous les jours aux passants.

PROVINCE D'ANGLETERRE

BARNSTAPLE ou **BARNSTABLE** (*Bernastapolis*) (Ste-Marie-Madeleine), Devonshire, fondé par Juhel de Totenais vers 1107, dép. Saint-Martin-des-Champs.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

1370 : 5 moines, 1 prieur.

BERMONDSEY (*Bermundesia*) (St-Sauveur), comté de Surrey, près de Londres, fondé par Aldwin Child bourgeois de la Cité en 1088, avec 4 moines de La Charité. Dép. La Charité ; érigé en abbaye en 1399 ; détruit sous Henri VIII.

1262 : 32 moines, 1 convers.

1279 : 18 moines.

1450 : 24 moines.

BROMHOLME, dioc. Norwich, comté de Norfolk, fondé par Guillaume de Glanville en 1113, d'abord dép. de Castelaere, puis de Cluny.

1275-1276 : 16 moines (ch. n.).

1350 : 18 moines, 1 prieur.

CASTELACRE, dioc. Norwich, comté de Norfolk, fondé vers 1085-1088, par Guillaume de Warenne, dép. Lewes.

1275-1276 : 32 moines.

1350 : 26 moines.

1450 : 20 moines.

m. d. : 4.

CLIFFORD, comté de Hereford, dép. Montacute, fondé par Simon Fitz Richard, sans doute sous Henri I^{er}.

1279 : 8 moines, 1 prieur.

1450 : 11 moines.

CROSSRAGUEL, Ayrshire, dép. Paisley.

Fondé en 1240 par Duncan, 1^{er} comte de Carrick-Paisley, Cluny n'avait sur ce monastère que le droit de visite.

DALMULLEN ou **DALMELLING**, Ayrshire, dép. Paisley.

Fondé en 1229 par des Gilbertins qui abandonnèrent ce prieuré 9 ans plus tard, époque à laquelle les Clunisiens en prirent possession.

DAVENTRY, Northantshire.

Fondé en 1090 par Hugues de Leicester avec 4 moines de La Charité installés d'abord à Preston, ensuite à Daventry.

DUDLEY, Worcestershire, dép. Wenlock.

- Fondé par Gervais Paynel, au milieu du ^{xiii}^e siècle.
Ch. n. : 3 moines.
- EXETER (*Sanctus Jacobis Exoniensis*) (S. James), dép. Saint-Martin-des-Champs. Fondé par Revins, 1^{er} comte de Devon, vers 1148.
1379 : 1 moine, 1 prieur.
- FAIL, Ayrshire, dép. Paisley.
Fondé vers 1252.
- FARLEIGH (*Felleya*) dioc. Salisbury, Wilts, dép. Lewes.
Fondé par Onfroid de Bohun, 1125.
1275-1276 : 18 moines, 2 convers.
1450 : 20 moines.
- FAVERSHAM, comté de Kent, abbaye.
- HOLME, Dorset,auj. East-Holm, près Wareham, dép. Montacute.
Fondé par Edouard I^{er}, donné, lors de la sécularisation consécutive à l'introduction de la Réforme en Angleterre, à Édouard, duc de Somerset.
Ch. n. : 4 moines.
1379 : 2 moines, 1 prieur.
- HORKESLEY, Little Horkesley, Suffolk, dép. Thetford.
1279 : 4 moines, 1 prieur.
- KERSALL, Chester, dép. Montacute.
Fondé par Ranulph Germon, comte de Chester, entre 1143 et 1153.
- KERSVELL, Devonshire, dép. Montacute.
Ch. n. : 2 moines.
1379 : 3 moines, 1 prieur.
- LA PRÉE (Ste-Marie), dioc. Lincoln, comté de Northampton, abbaye de moniales.
Fondée par Simon de Senlis le Jeune, vers 1135-1154, à Fotterns-gay, installée dans la suite à La Prée.
- LENTON (*Lanthona*) (Sainte-Trinité), dioc. York, Nottinghamshire donné à Cluny de 1102 à 1118 par Henri I^{er}, roi d'Angleterre.
Ch. n. : 22.
1262 : 22 moines, 2 convers.
1275-1276 : 27 moines, 4 convers.
1279 : 25 moines.
1450 : 22 moines.
- LEWES (S. Pancrace), dioc. Chichester, Sussex.
Fondé en 1077 par Guillaume, comte de Warenne et Gundride, fille ou belle-fille de Guillaume le Conquérant avec des moines venant de Cluny.
1077 : 3 moines, 1 prieur.
1262 : 22 moines, 2 convers.
1306 : 31 moines, aulieu de 60 (!).

1450 : 36 moines.

m. d. : 4.

MALPAS (*Malus passus*), Monmouth, dép. Montacute.

ch. n. : 2 moines.

MENDHAM, dioc. Norwich, Suffolk, dép. Castleacre, fondé par Guillaume de Huntingfield et son fils Robert mort en 1204.
XIII^e siècle : 2 moines, 1 prieur.

1450 : 9 moines.

MONK-BRETON, près de Cudworth, Yorkshire, dép. La Charité.
D'abord appelé Lund, fondé par Adam Fitzswayn en 1157, passé à l'ordre de Cîteaux vers 1291, époque à laquelle le prieur de La Charité est chargé de réclamer la restitution de ce prieuré.

MONKS-HORTON (*Ortonis*) près de Hythe, Kent, dép. Lewes, fondé par Robert de Ver sous Henri II (1154-1189).

1262 : 12 moines.

1279 : 13 moines.

MONTACUTE (*Mons acutus*) (Montaigu), dioc. Bath, Somerset.
Fondé par Guillaume comte de Mortain vers 1102 avec le concours de moines clunisiens.

1262 : 25 moines.

1275-1276 : 20 moines.

1279 : 28 moines (ch. n.).

1450 : 24 moines.

m. d. : 7.

NEWTON-LONGWILLE, Buckinghamshire.

Gautier Giffard, comte de Buckingham, ayant fondé à Longueville (Pas-de-Calais), le prieuré de Sainte-Foy avec des moines de La Charité, le transféra avec le concours de moines de l'abbaye de Cluny à Newton-Longwille dans le Buckinghamshire et à Witchingham dans le Norfolk, mais il ne paraît pas qu'il y ait eu de constitution de communauté monastique véritable, mais seulement une résidence de quelques religieux, agents chargés de l'administration des terres du prieuré de Longueville en Normandie.

NORMANNSBOROUGH, prieuré de chanoines réguliers fondé vers 1160 par Guillaume de Leseurs; son fils, Geoffroy le donne à Castleacre en 1200.

Ch. n. : 3 moines.

NORTHAMPTON (1) (*Norantona*) (St-André), fondé en 1084, par Simon de Senlis, comte de Northampton.

(1) Ce serait, d'après Dom Wilniart, *op. cit.* 395-6, le prieuré fantaisiste d'Anthington de Pignot et de Duckett.

1264 : 34 moines.

1450 : 25 moines.

On distribuait chaque jour en aumône aux pauvres le dixième du pain cuit dans le monastère.

PAISLEY, dioc. Glasgow, Ecosse, Renfrewshire, dép. Wenlock.

Fondé en 1164 par Walter Fitz Alan avec 13 moines de Wenlock.

1450 : 25 moines.

m. d. : 3.

PONTEFRAC (*Pontis fractus*) (St-Jean l'Évangéliste), dioc. York, Yorkshire, dép. La Charité.

Fondé en 1090 par Robert de Lascy.

1262 : 17 moines.

1350 : 22 moines.

1450 : id.

PRENE, aujourd'hui. CHURCH PREEN, Shrosphire, dép. Wenlock.

PRITTLEWELL ou PIPWELL (*Petrisvilla*), dioc. Londres, Essex.

Fondé par Robert Fitz-Swayn en 1135.

1275-1276 : 15 moines.

1305 : 4 moines.

1450 : 24 moines.

ROCKCLAPEL, près Nottingham, dép. Montacute.

SAINT-CLEARE (*S. Clorus*), Caermarthenshire, dép. Saint-Martin-des-Champs.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

1379 : id.

SAINT-CYRUS ou SAINT-CADIX, Cornouailles, dép. Montacute.

Fondé par Guillaume de Mortain.

Ch. n. : 2 moines.

SAINT-HELEN, Ile de Wight, dép. Wenlock.

SAINT-JAMES (*S. Jacobus*). dioc. d'Oxford, dép. Saint-Martin-des-Champs.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

STANESGATE (Ste-Madeleine), Essex, dép. Lewes.

Fondé avant 1121 par Raoul Fitz Brien.

SLEVESHOLME, Norfolk, dép. Castleacre.

STOVE, Norfolk, dép. Castleacre.

THETFORD (St-André), dioc. Norwich, Norfolk.

Fondé en 1107, par Roger Bigot avec des moines de Lewes.

1262 : 21 moines, 1 prieur.

1279 : 22 moines.

1350 : id.

1450 : 21 moines.

m. d. : 2.

WANGFORD, Suffolk, dép. Thetford.

Ch. n. : 3 ou 4 moines.

WENLOCK (Ste-Milburge), dioc. Hereford, Shropshire, dép. La Charité.

Ancien monastère ruiné et en décadence, restauré par Roger de Montgommery avec l'aide de moines de La Charité en 1080-1081.

1262 : 44 moines.

1279 : 35 moines.

1350 : 40 moines.

1450 : id.

m. d. : 3.

PROVINCE D'ESPAGNE.

ARULE (Notre-Dame), dioc. Elne, Catalogne. Abbaye dép. Moissac.

Ch. n. : 20 moines.

BUDIÑO (S. Sauveur), dioc. Tuy, prov. de Lugo, comm. Pino, donné à Cluny le 26 juillet 1126 par Gomez Nuñez et son frère Fernand.

1291 : 3 moines, 1 prieur.

1336 : 3 moines, 1 prieur.

1377 : 0 moine.

1392 : 1 prieur seul.

BURGOS (Ste-Colombe).

Donné à Cluny le 14 mai 1081 par Alphonse, roi d'Espagne.

1344 : 1 prieur seul.

CAMPRODON (St-Pierre), dioc. Gerone, dép. Moissac. Abbaye. (Citée aussi en Gascogne).

1245 : 32 moines.

1350 : 24 moines (ch. n.).

1392 : 14 moines, 1 abbé.

1450 : 13 moines.

CARRION-DE-LOS-CONDES (S. Zoïle), prov. Palencia, donné à Cluny, le 1^{er} août 1076 par la comtesse Thérèse,

1245 : 32 moines.

1340 : 13 moines.

1387 : 15 moines, 1 prieur.

CASSERA (St-Pierre), dioc. Vich, prov. Barcelone.

Donné à Cluny le 25 novembre 1079 par Raymond Foulques, comte de Cerdagne.

1277 : 7 moines, 1 prieur.

1350 : 10 moines (ch. n.).

1392 : 5 moines, 1 prieur.

1460 : 1 moine, 1 prieur.

m. d. : 1.

CIUDAD-RODRIGO (Ste-Agathe), prov. Salamanque.

Donné à Cluny de 1157 à 1161 par Ferdinand, roi d'Espagne.

1336 : 1 prieur, 1 clerc séculier.

1345 : 1 moine, 1 prieur (ch. n.).

1350 : id.

1377 : 1 prieur seul.

CLARANA (St-Pierre), dioc. Baichensis, dép. Casseras.

CORBAERIA, dioc. Baichensis, dép. Casseras.

ENTRAPEÑAS (St-Romain), dioc. Léon.

1285 : 3 moines.

1340 : 1 prieur seul.

1392 : 1 moine, 1 prieur, 1 prêtre séculier.

FORMESTON (St-Martin), uni au prieuré de Carrion.

JUBIA (Saint-Martin), dioc. Montonedo, prov. Corogne.

Donné à Cluny le 14 déc. 1113 par Pierre, comte de Galice.

1291 : 7 moines.

1392 : 4 moines, 1 prieur.

1460 : 1 moine, 1 prieur.

LEYRE (St-Christophe), dioc. Pampelune, Navarre.

Ch. n. : 15 moniales, 1 abbesse.

1392 : 2 moniales, 1 prieure.

MONTSERRAT, prov. de Barcelone, prieuré fondé au ix^e siècle, devient abbaye en 1401.

NAJERA (Notre-Dame), dioc. Calahorra, prov. Logrono.

Donné à Cluny le 2 décembre 1052 par le roi Garcia.

Ch. n. : 30 moines.

1285 : 18 moines, 1 prieur.

1387 : 10 moines, 1 prieur.

1490 : 18 moines, 1 prieur, 2 novices.

OMBRES, Portugal, prov. Braga.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

OVIEDO (Santa Corneliana), Asturies, Abbaye.

PAIGNEZ (St-Roman).

1350 : 1 moine, 1 prieur.

PALENCIA (St-Isidore).

Donné à Cluny le 29 mai 1073 par le roi d'Espagne et de Léon Alphonse.

1282 : 9 moines, 1 prieur.

1336 : 3 moines, 1 prieur.

1392 : 2 moines, 1 prieur.

Ch. n. : 12 moines, 1 prieur ; autrefois, 30 moines.

PINAR (St-Baudile du), dioc. Ségovie.

Ch. n. : 2 moines, 1 prieur.

1336 : 1 prieur, 1 clerc séculier.

1392 : 1 moine, 1 prieur.

POMBEIRO (St-Vincent), dioc. et prov. Lugo, comm. S. Cervantes.

Donné à Cluny le 22 février 1117 par la reine Urraca, fille d'Alphonse VI, roi de Léon.

1385 : 4 moines.

1310 : id.

1313 : 12 moines.

1336 : 3 moines, 1 convers, 1 prieur.

1392 : 2 moines, 1 prieur.

RATES (Notre-Dame), Portugal, prov. Braga, dép. La Charité.

Fondé et donné à La Charité en mars 1100 par Henri, comte de Portugal, et Thérèse, sa femme, fille d'Alphonse VI.

1350 : 15 moines (ch. n.).

1377 : 0 moine.

SALAMANQUE (St-Vincent).

Donné à Cluny le 29 oct. 1143 par Alphonse VIII, roi de Castille et de Léon.

Ch. n. : 4 moines, 1 prieur.

1305 : 1 moine, 1 prieur.

1377 : 1 prieur seul.

SAN-PONS (St-Pierre), prov. Barcelone.

Donné à Cluny le 3-11 décembre 1080.

SARRAGOSSE (St-Adrien), dioc. Pampelune, Navarre.

1350 : 6 (ch. n.).

1392 : 0 moine.

1460 : 1 prieur séculier.

TAURO, dép. Carrion.

VALVERDE, dioc. Lugo, Galice.

Mentionné parmi les possessions de Cluny dans une bulle d'Honorius II (1125).

1259 : 3 moines, 1 prieur, 13 clercs prébendiers.

1310 : 1 moine, 1 prieur (ch. n.), 12 prébendiers.

1340 : 0 moine.

1392 : 1 prieur, 2 prêtres séculiers.

1460 : 1 prieur seul.

VILLAFRANCA, dioc. d'Astorga.

Ch. n. : 8 moines, 3 clercs prébendiers.

- 1285 : 6 moines.
 1377 : 1 prieur, 5 prébendiers.
 1392 : 6 moines, 1 prieur.
 1460 : 7 moines, 1 prieur.
- VILLAYERDE** (St-Sauveur), dioc. Astorga, prov. Léon.
 Donné à Cluny le 31 août 1075 par Iñigo Bermondez.
 1237 : 1 moine, 2 chapelains séculiers, 1 prieur.
 1276 : 2 moines.
 1285 : 0 moines.
 1392 : 1 prieur, 2 prêtres séculiers.
 1460 : 1 prieur seul.
- VIMIEIRO** (Notre-Dame), Portugal, prov. Minho.
 Donné à Cluny le 23 mai 1127 par Thérèse, reine de Portugal.
 1292 : 2 moines, 1 prieur.
 1314 : 0 moine.
 1370 : id.
- ZAMORA** (St-Michel), prov. Zamora, dép. Marcigny.
 Ch. n. : 2 moines, 1 prieur.
 1292 : 2 moines, 1 prieur.
 1344 : id.
 1392 : id.

PROVINCE DE LOMBARDIE.

- ARCINIACO** ou **URSINIACO**, (S. Vital), dioc. Verceil.
 1350 : 2 moines.
 m. d. : 1.
- BAINA** (S. Jean), dioc. Verceil.
 1277 : 1 moine, 1 prieur.
 1367 : 2 moines, 1 prieur.
- BERGAME** (St-Georges), cité dans une bulle de Boniface VIII, du 27 juillet 1295.
- BRESCIA** (SS. Faustin et Jovitus).
 1271 : 2 moines.
- BRIXEN**, Tyrol, cité sans précision ainsi que Côme, S. Columbano et Verceil. dans une bulle de Boniface VIII, du 27 juillet 1295.
- BURGO**, dioc. Verceil,
 1350 : 2 moines.
- BUR VERTEMATE** (St-Jean), dioc. prov. et arr. Côme.
 Donné à Cluny en avril 1084, puis uni à Cernobio.

CALVENZANO (Ste-Marie), comm. Vizzolo-Predabissi, prov. et arr. Milan, donné à Cluny en 1100 par Anselme archevêque de Milan.

1367 : 2 moines, 1 prieur.

Aumône à tous ceux qui la demandent.

CANTUARIO (Ste-Marie), dioc. et prov. de Milan.

Abbaye fondée le 29 juin 1086.

1277 : 66 moniales, 1 abbesse.

avant 1316 : 80 moniales.

1350 : 40 moniales.

1460 : 40 moniales.

Aumône perpétuelle.

CASTELLETO DEL CERVO (St-Pierre), dioc. Verceil, prov. Novare, arr. Biella, fondé en 1086.

1277 : 6 moines.

1367 : 6 moines, 1 prieur.

1460 : 7 moines.

CAVALIO, comm. Ronseceo, prov. Novare, arr. Verceil. Prieuré de moniales.

CAZZAGO (Ste-Julie), dioc. Brescia.

CEMUNO (al. TIGHIS) (St-Sauveur).

1460 : 1 moine, 1 prieur.

CERDAIO. Voy. LODI.

CERNOBIO (Ste-Marie), dioc. prov. et arr. Côme.

1350 : 10 moniales, 2 moines.

m. d. : 1.

CILUENZANO (Ste-Marie), dioc. Milan.

1367 : 2 moines, 1 prieur.

CLUSANO-SUL-LAGO (SS. Gervais et Protais), prov. Brescia, arr. Chiari.

Fondé en 1093, uni à Provaglio.

1276 : 3 moines.

COME.

CONZANO (St-Benoît), prov. d'Alexandrie, arr. Casale, dép. d'Arcinaco.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

CREMONE (St-Gabriel), dioc. Crémone, fondé en 1076 par Albert de Fontanella.

1350 : 5 moines, 1 prieur.

m. d. : 1.

CREMONE (St-Hippolyte), dép. du précédent. Uni à celui-ci au XIV^e siècle.

1350 : 2 moines.

FIGINA (St-Nicolas), comm. Bareggio, Prov. Milan, arr. Milan.

Mentionné parmi les dépendances de l'abbaye de Cluny dans une bulle d'Honorius II du 2 avril 1125.

1277 : 6 moines, 1 prieur.

1350 : 3 moines.

1367 : 3 moines, 1 prieur.

Aumône à ceux qui la sollicitent.

FONTANELLA (St-Gilles), dioc. Bergame, prov. Bergame, arr. Treviglio.

Fondé avant le 13 janvier 1080.

1277 : 4 moines, 1 prieur, 1 prêtre séculier.

1350 : 5 moines, 1 prieur.

GERULA (SS. Nazaire et Celse), dioc. Brescia, dép. Pontida,

LACU (St-Paul), dioc. Brescia, prov. Côme.

Fondé en 1091, uni en 1350 au prieuré de S. Paolo de Argono.

1271 : désert.

LODI (St-Marc), dioc. Lodi, au lieu de Cerdaiio, près Lodi, fondé en 1068.

1350 : 4 moines.

1460 : 2 moines.

MAGDANIANO (St-Pierre), dioc. Crémone,

1350 : 1 moine, 1 prieur.

PAVIE (St-Mayol), dioc. Pavie.

Donné à Cluny le 13 avril 999 par l'empereur Othon.

Ch. n. : 12 moines, 1 prieur.

1261 : 7 moines, 2 convers.

1277 : 7 moines, 1 prieur.

PIANO (St-Nicolas), dioc. prov. de Côme, comm. Olginates, arr. Lecco.

1277 : 8 moines, 1 prieur.

1350 : 7 moines, 1 prieur.

PLAISANCE (St-Grégoire).

Cité dans une bulle de Grégoire VII, 1077. Uni à Pavie.

POLIRONE, al. S. BENEDETTO DI POLIRONE et ST-BENOIT-SUR-LE-PO, dioc. Mantoue, prov. Padoue, abbaye.

PONTIDA (St-Jacques), dioc., prov., arr. Bergame, donné à Cluny le 8 novembre 1076.

Ch. n. (en 1350) : 24 moines, plus anciennement : 30 moines.

1277 : 20 moines, 1 prieur.

1450 : 18 moines.

Aumône quotidienne.

PORTIZIANO ou PORTESANO, dioc. Bergame.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

PROVAGLIO (St-Pierre), dioc. et prov. Brescia.

Donné à Cluny en 1083.

1264 : 2 moines.

1367 : 3 moines.

Aumône à ceux qui la demandent.

QUINZANO D'OGGIO, prov. Brescia, arr. Verolanuova, mentionné dans la bulle d'Honorius II, 2 avril 1125.

Uni dans la suite au prieuré de Verziano.

1350 : 1 moine, 1 prieur.

REGIO.

ROBBIO, dioc. Verceil, auj. Pavie.

Fondé en 1083.

1350 : 2 moines, 1 prieur.

RODENGO (St-Nicolas), prov. et arr. Brescia.

Mentionné dans la bulle d'Honorius II, 2 avril 1125.

1271 : 3 moines, 2 convers, 1 prieur.

1367 : 3 moines, 1 prieur, 1 prêtre commensal.

RONDOLIO (S. Valérien), dioc. Verceil.

1367 : 2 moines, 1 prieur.

SACCO (Ste-Marie), Sicile.

Fondé par les princes normands de Calabre, uni à Cluny jusqu'à la fin du xiv^e siècle, soustrait à son obéissance au temps des papes d'Avignon et au moment du Grand Schisme.

SANTA-FEDE, Piémont, près Cavagnolo.

SANTA LUCIA, dioc. Trévise, sur les bords de la Brenta.

Apparaît en 1122 comme sujet de l'abbaye de Cluny; il n'en n'est plus trace dans la suite sur les listes des maisons dépendant de Cluny.

SANTO COLOMBANO, Milan.

Abbaye de femmes, unie à Pontida en 1350.

SANTO PAOLO D'ARGONO, dioc. et prov. Bergame, comm. Buzzone-San Paolo, mentionné dans la bulle d'Honorius II, 2 avril 1125, parmi les possessions clunisiennes.

1271 : 1 prieur, 15 convers, pas de moines.

1280 : 8 moines, 2 convers, 1 prieur.

1350 : 6 moines, 1 prieur, 1 prêtre commensal.

ULZATO (St-Cassien), dioc. Lodi.

URSINIACO. Voy. ARSINIACO.

VENISE (Ste-Croix), dép. La Charité.

VERCEIL Piémont, prov. Novare.

VERCENATE (St-Jean), dioc. Lodi.

Uni au prieuré de Cernobio.

1367 : 6 moines, 1 prieur.

VERZIANO (S. Nicolas), dioc., prov., comm. Brescia.

Cité dans la bulle d'Honorius II, 2 avril 1125.

1281 : 2 moines, 1 prieur.

1350 : id.

Aumône à ceux qui la demandent.

m. d. : 1.

TOTAL DES MAISONS DE L'ORDRE DE CLUNY

Auvergne	=	127	dont 11 non identifiées.	
France	=	215	— 8	—
Gascogne	=	135	— 7	—
Lyon	=	88	— 2	—
Poitou	=	97	— 5	—
Provence	=	221	— 11	—
Allemagne	=	99	— 12	—
Angleterre	=	44	— 1	—
Espagne	=	31		
Lombardie	=	54	— 6	—

Total général des maisons de l'ordre = 1184

INDEX DES NOMS DE LIEUX ⁽¹⁾

- ABBEVILLE**, **188-189**, 78, 144, (163), 185, (212), 267, 356 ; II, 42, 82, 117, 177.
ABDINGHOF, **250**, 67, (163), 315, 318, (382).
Afflighem, dioc. Cambrai, Brabant, abbaye fondée en 1083, 46.
Agaune, Saint-Maurice-en-Valais, Suisse, dioc. Sion, cant. Valais, 45 ; II, (132).
Agde (Concile de 506), 56, (515) ; II, (4).
AGNETS, prieuré clunisien non identifié, (196) ; II, 89.
AHUY. Voy. **HUY**.
AIRAINES, **189**, (204).
Aix-la-Chapelle (capitulaire), III, 10, 18, 19, (27), 29, (31), (38), 40, 41, 45, 105, (106), 118, 161, 215, 232, 245, 252, 259, 269, (280), 332, 339, 358, 365 ; (synode), v, II, 3.
AJAIN, **179**.
AJOUX, **217**, (154).
ALAIS, **233**.
Albi (Conciles provinciaux), 69.
Alet, Aude, arr. Limoux, abbaye fondé 813, II, 132.
ALINCOURT, **189**.
ALLEVARD. Voy. **SAINT-PIERRE D'ALLEVARD**.
ALEX, **233**, (211) ; II, 82, 139.
ALLEYRAC, **179**, 186.
ALLOCHES, **179**.
ALLY, **179**.
ALTIRCH, **250**, 200, 223, 237 ; II, 48, 137.
AMBERT, **179**, II, 51, 117, 178.
- AMBIERLE**, **217**, 82 ; II, 17, 112, 117, 167.
ANAIs, **226** ; II, 153.
ANCONe, **233**.
ANCRE, **189**, II, 178.
ANDILLÉ, **226**.
Andlau, Bas-Rhin, arr. Schlettadt, abbaye fondée vers 880 ; II, 132.
ANDUZE, **233**, 192 ; II, 48.
ANGLARS, **208**.
ANGOUËME (Saint-Cybard), **226**, II, 16.
ANISSA, prieuré clunisien non identifié, (190).
ANNET, **189**.
Anse (concile de 1027), II, 134.
ANTRAIX, **233**.
APS, **233**.
ARCINIACO, **266**.
Arconville, Aube, arr. et cant. Bar-sur-Aube, II, 153.
ARGENTAT, **179**.
ARGONO, voy. **Santo Paolo d'Argono**.
ARLENDE, **233**.
Arles (Concile de 514), 56.
ARLES-SUR-TECH, **208** ; II, 17, 177.
Arpayé, Rhône, com. Fleurie, cant. Beaujeu, obédience clunisienne, II, 143.
ARRONNES, **180**, (176) ; II, 99.
ARTAS, **234**, (58), 60, 196 ; II, 89, 116, 117.
ARTINGTON (Hartington). Voy. **NORTHAMPTON**.
ARTHUN, **217**.

(1) Les noms de lieux en petites capitales sont ceux de monastères clunisiens. Le premier nombre (en caractères gras) renvoie à la page de l'appendice III du volume II. Les renvois au t. II sont précédés du chiffre romain II. Les nombres entre parenthèses renvoient aux notes des pages indiquées. Les noms de lieux en italique sont ceux de maisons et localités étrangères à l'ordre de Cluny ou d'établissements clunisiens non conventuels.

- ARTIS, 226.**
ARULE, 263.
ASPRIERES, 208.
ASSERANS, 217, 194.
ASTAFFORT, 208.
AUBAZAC, 180.
AUBIGNÉ, 226.
AUBIGNY, 189, 184 ; II, 88.
AUBRAC, 234.
AUBRES, 234.
AUCH (SAINT-ORENS), 208, 186,
 200, 323 ; II, 17, 90, 118, 139,
 154, 167, 178.
AUGEROLLES, 180 (273).
AULNAY-LÈS-BONDY, 189.
Aumale, 68.
AUPS, 234.
AUREL, 234.
AURILLAC (Saint-Géraud), 180 ;
 II, 7, 8, (13), 16, 131, 132.
AUROUSE, 234.
AUTHEUIL, 139, (196) ; II, 89,
 109.
AUTICHAMP, 234.
AVALLON, 234.
AVÈZE, 234.
AVIGNON (collège), 234, 322, 324,
 325, 326 ; II, 107, 178.
Avignon (Université), 321.
AUXERRE (Saint-Germain d'), 189,
 II, 16, 18, 63, 168.
AVEUDRE, 190.
AYNES, 180.

BAILLON, 190.
BAINA, 266 ; II, 80, 118, (125).
BALMA, prieuré clunisien non
 identifié, II, 152.
Ballon (prieuré augustin), 51.
BARBEZIEUX, 226, 82, 145 ; II,
 49, 76, 118, 154.
BARGEN, 250 ; II (172).
BARNAVE, 234, 114.
BARNSTAPLE, 259.
BARRAUX, 234.
BAUME, 250-251, 19, 79, (94),
 110, 296 ; II, 7, 34, 62, 67, 81,
 88, 167, 176, 177.
BAYNE, 208.
BEAUJEU, 234.
BEAULIEU-EN-ARGONNE, 190,
 114, 185 ; II, 3, 9, 20, 62, 63,
 167, 170, 177.
BEAUMONT, 190, 99.
BEAUMONT-SUR-GROSNE, 217.
BELAC, 180.
BELLEVAUX-EN-BAUGES, 235.
Belleville. Dioc Lyon (Rhône), arr.
Villefranche, abbaye d'Augus-
tins, fondée 1159, II, 74.

BELMERON, 208.
BERAT, 208.
Bergame (commune de), II, 152.
BERGAME (prieuré de), 266, 186 ;
 II, (125).
BERMONDSEY, 259, 49 (212) ;
 II, 56, 120, 174.
BERRY, 190, 184.
BERTRÉE, 190, 62, 387 ; II, 141.
BÉRUGES, 226.
BERZÉ, Berzé-la-Ville, Saône-et-
 Loire, cant. et arr. Mâcon, 370.
BESORNAY, Saône-et-Loire, com.
 Vitry, cant. Cluny, obédience
 clunisienne ; 43.
BESSENS, 208.
BETHANCOURT-EN-VAUX, 190.
BEUSSENT, 190, 144, 162, 267,
 356.
BEVAIX, 251, II, (132), 136, 141,
 167.
BICHES, 190, 99, 124.
BIENNE. Voy. ILE-SAINT-PIERRE.
BISHEIM, 251, 193.
BLANZY-SUR-BOURBINCIE, 217.
BLASAC, 180.
BLAYE, 226.
BOHAN, 217.
BOISBRETAUD, 226.
BOISSET, 235.
BOISY, 217.
BONA, 190, (204).
BONNAC, 180.
BONNEGUETTE, 235.
BONNELLES, 190-191.
BONNEVENT, 251.
BONNY (Auvergne), 180.
BONNY-sur-Loire, 191 (156), 186.
BORT, 180, 194.
BOUHET, 226.
BOURBON, 218, 73 (163), 195 ;
 II, 112.
BOURG, prieuré clunisien non
 identifié, II, 124.
Bourges (conciles provinciaux),
 69.
Bourges (Université), 319.
BOVES, 191 (196) ; II, 89, 152.
BOZE, 235.
BRAISNE, 191.
BRASSY, 191.
BREDON, 181.
BRENAT, 181.
BRENOD, 218.
BRESCIA (prieuré de), 266.
Brescia, 67.
BRÉTIGNY, 191.
BREUIL-LA-REORTE, 226.
BREUILLET, 226.

- BRIVES, prieuré clunisien non identifié, (162).
 BRIXEN, **266** ; II, (125).
 BROC, prieuré clunisien non identifié, 73, (236).
Brogne ou Saint-Gérard, dioc. Liège, Belgique, prov. Namur, abbaye fondée 919 ; 14, 16, 21.
 BROMHOLM, **259** ; II, 110, 111.
 BROU, **191**.
 BROUT, **181**.
Brunwiller, Braunweiler, dse Cologne, reg. de Cologne, abbaye fondée 1024 ; II, 169.
 BRUSINS, **251**.
 BUDIÑO, **263**, (211) ; II, 153.
Bures, 68.
 BURGO, **266**.
 BURGOS, **263** ; II, 168.
 BURRET, **208**, II, 124.
 BUR VERTEIMATE, **266**.
Busch, 69.
 CADEROUSSE, **235**.
Cahors (Synodes de), 68.
 CALVENZANO, **267** ; II, (125).
 CAMBURAT, **209**.
 CAMINO, prieuré clunisien non identifié, (190).
 CAMPOMODO (S. Jaime), prieuré clunisien non identifié, II, 168.
 CAMPRODON, **263**, II, 17, 177.
 CANAULES, **209**.
 CANNES, **191**, II, 46, 178.
Canterbury, 108.
 CANTUARIO, **267** (73), (112), 310, (381), (382), 384 ; II, 52, 118, (125).
 CAPPY, **191**.
 CARDAILHAC, **209**, (94).
 CARENNAC, **209**, 188, 237 ; II, (121), 178.
 CARNAS, **235**.
 CARNAULES, **235**.
 CARRION, (Saint-Zoile de), **263**, 86, 113, (135), 155, 166 ; II, 168
 CARTELÈGUE, **226**.
 CASSERA, **263-264**.
 CASTELACRE, **259** (212) ; II, 178.
 CASTELNAU D'ESTREFONDS, **209**.
 CASTELLETO DEL SERVO, **267**, 67 (211) ; II, 80, 118, (125).
 CASTELMAYRAN, **209**.
 CASTELSARRASIN, **209**.
 CASTILLON-DU-GARD, **235**.
 CAUSSADE, **209**.
Cava, Italie, distr. Salerne, abbaye fondée 966, II, (13).
 CAVALIO, **267**.
 CAYRAC, **209**.
 CAZZAGO, **267**.
 CELLE (Saint-Ulrich). Voy. ZELL.
Cellevineuse, al. La Livinière, Hérault, cant. Olonzac, arr. Saint-Pons, 96.
 CELOUX, **181**.
 CEMUNO, **267** ; II, 111, (125).
 CENAC, **209**.
 CERCIE, **218**.
Cerisaie (Capitul. de 858), v.
 CERNOBIO, **267**, (382), 384 ; II, (125).
 CETON, **191**.
 CHABEUIL, **235**.
Chalon (Concile de 1063), II, 134.
Chalon (évêque et chantre de), II, 74.
 CHAMBEZON, **181**.
 CHAMBORNAY, **251**.
 CHAMIGNY, **191**.
 CHAMONIX, **235** ; II, 145.
 CHAMPROND, **191-192**.
 CHAMPVOUX, **181**.
 CHANDIEU, **218** (195) ; II, 99, 116, 117.
 CHANES, **218**.
 CHANTELOUP, **226**.
 CHANTENAY, **181**.
 CHAPPES, **181**.
 CHARLIEU, **218**, 107, 134, 205, 387 ; II, 81, 154, 167, 177.
 CHARNAT, **181**.
 CHAROLLES, **218**.
Chartres (Assemblée de 1146), II, 162.
 CHASTELAR, **226**, II, 118.
 CHATEAU-CHINON, **192**.
 CHATEAUDUN, **226**, II, (170).
 CHATEAU-RENARD, **192**.
 CHATEAU-SALINS, **251**.
Châteauvillain, Haute-Marne, arr. Chaumont, II, 153.
 CHATEL, **181**.
 CHATEL-CHEVROUX, **218**.
 CHATEL-GUYON, **181**.
 CHATEL-MONTAGNE, **181**, (236) ; II, 99.
 CHATENAY, **251**.
 CHAUDESAIGUES, **181**.
 CHAULHAC, **181**.
 CHAUMONT, **181**.
 CHAURIAT, **182**.
 CHAUSSÉON, **235**, 200.
 CHAUX, **251**.
 CHAVAROUX, **182**.
 CHAVEYRIAT, **218**.
 CHAZELLES, **218**.
 CHÊNE-EN-SEMINE, **235**.
 CHEVIGNÉ (doyenné rural clunisien), Saône-et-Loire, com.

- Davayé, cant. et arr. Mâcon, II, 142.
- CHIRAC, 182.
- Chiusa, Piémont, prov. Cuneo, II, (13).
- CHOISY-EN-BRIE, 192.
- Ciel d'Oro* (abbaye), 108.
- CILUENZANO, 267.
- CINTEGABELLE, 209, 95.
- CINTRAT, 182.
- Cîteaux*, d^{se} Chalon-sur-Saône, Côte-d'Or, com. Saint-Nicolas de Cîteaux, cant. Nuits, arr. Beaune, abbaye fondée le 21 mars 1098, 7, 25, 30, 45, 49, 65, 69, 70, 82, (92), 210, 217, 238, 302, (360), 371, 375, 389 ; II, (24), 72, 74, 75, 161.
- CIUDAD-RODRIGO, 264.
- CIVITOT, près de Constantinople, II, 168.
- GLAIRVAL-AUX-MONTS. Voy. Clairvaux.
- CLAIRVAUX, 251.
- Clairvaux*, dioc. Langres, Aube, com. Ville-sous-la-Ferté, cant. et arr. Bar-sur-Aube, abbaye cistercienne fondée le 25 juin 1115 ; II, 153.
- CLARANA, 264.
- CLIFFORD, 259.
- CLUNIZET, 235, II, 139, 170.
- CLUNY (Monastère et abbé de), 219, 13, 19, 20, 21, 23, 24, 30, 31, 33, 36, 37, 38, 43, 51, 52, 54, 57, 58, 59, 60, 62, 63, 67, 72, 77, 80, 83, 84, 87, 88, 92, 93, 95, 96, 99, 106, 108, 109, 110, 112, 113, 114, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 128, 129, 131, 133, 138, 140, 142, 143, 144, 153, (154), 163, 164, 165, 169, 173, 174, 177, 184, 187, 188, 189, 191, 193, 195, 196, 199, 200, (201), 204, 205, (206), (212), 213, 223, 235, 239, 241, 247, 249, 255, 258, 260, 262, 266, 268, 286, 287, 290, 293, 296, 297, (303), 314, 316, 317, 323, 324, 325, 356 ; II, 7, 15, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 36, 42, 43, 51, 52, 55, 57, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 77, 79, 81, 82, 87, 92, 93, 94, 97, 100, 104, 107, 109, 110, 112, 113, 115, 119, 121, 122, 123, 126, 136, 138, 144, 148, 149, 150, 154, 161, (163), 176, 177.
- CLUSANO, 267, II, (125).
- COBONNE, 235.
- COINCY, 192, (156), 185, (212) ; II, 17, 87, 109, 113, 178.
- COIVERT, 227.
- COLMAR, 251.
- COLOMBEY-LES-DEUX-ÉGLISES, 192, 190.
- COLOMBIER (Allemagne), 251.
- COLOMBIER (Auvergne), 182.
- COLOMBIER (Provence), 235-236.
- COLONZELLE, 236.
- COMBOVIN, 236.
- COME, 267 ; II, (125).
- Condat* (32), 90.
- CONDORCET, 236.
- CONFLANS, 192.
- CONGHIS. Voy. NOTRE-DAME DE CONGHIS.
- CONNAUX, 236.
- CONQUETTE, 209.
- CONSAC, 227.
- Constance* (Concile de 1417), 97 ; II (24), 163, 169.
- CONTAMINE, 251-252 (211), 289, 291 ; II, 178.
- CONZANO, 267.
- CONZIEU, 236.
- CORBAERIA, 264.
- Corbie* (Statuts vers 822), 45, (monastère), 312.
- COREIL, 219.
- CORME-ECLUSE, 227.
- CORVAT, 236.
- COS, 269.
- COSNE, 193.
- COSSAYE, 193.
- COUDAIN (Sainte-Marguerite de), peut-être COUDUN, 193, 82.
- COULONGES, 193 (156), 196.
- COURPIÈRE, 182.
- COURRENSAN, 209.
- COURTENAY, 193 (156) (288) ; II, 56.
- CRAVANT, 193.
- CRECY, 193.
- CREMONE (Saint-Gabriel), 267 ; II, 61 (125), 158.
- CREMONE (Saint-Hippolyte), 267.
- CREPY. (Voy. SAINT-ARNOULT DE CREPY).
- CRESSONSACQ, 193.
- Crisenon*, dioc. d'Auxerre, Yonne, com. Prégilbert, cant. Vermenton, arr. Auxerre, abbaye de moniales cisterciennes fondée vers 1134 ; 384.
- Crisot* (forêt) (130).
- CROSSRAGUEL, 259 ; II, 177.
- CUBIÈRES, 209 ; II (21).

- CUMONT, 209.
 CURCIAT, 219.
- DALMULLEN, 259 ; II (170).
 DAMMARIE (France), 193.
 DAMMARIE-SUR-SAULX, 252.
 DAMPIERRE, 193, 356.
 DANNEMARIE (Allemagne), 252 ; II, 103, 117.
 DAUX, 210.
 DAVENESCOURT, 193.
 DAVENTRY, 259.
- Déols*, Bourg-Dieu, Indre, arr. Châteauroux, abbaye fondée vers 917, 65, 110, 189, 239, 253.
 DHUISY, 193.
- DICY, 193.
Didonne, Charente - Inférieure, com.Saint-Georges de Didonne, 63.
- DIE (Saint-Marcel de), 236, 128, 132, 134 (163) ; II (78), 80, 178.
Dijon (Saint-Etienne), d^{se} Langres, abbaye d'Augustins, fondée à Dijon en 1113 ; II (75).
- DIVONNE, 219.
 DOLE, 252.
- DOMENE, 236, 61, 71 (195), 209 (211) ; II, 90, 178.
 DOMFRONT, 193, 188.
- DOMONT, 193.
 DOMPIERRE (Allemagne), 252.
 DOMPIERRE (France), 193-194, 144, 267 ; II, 109, 170.
- DOMSURE, 219, 237.
 DONZY-LE-PRÉ, 194, 82, 185 ; II, 178.
- DOULLENS, 194.
 DOUZARD, 236.
- DRAILLANT, 219.
 DROITURIER, 182.
- DUDLEY, 259-260.
- DUEGNA (San Isidro de), prieuré clunisien non identifié ; II, 168.
- DUESME, 219 ; II, 107.
- DURAVEL, 210.
- EAUZE, 210, 229.
- EBERLINSMATT, 252.
- Ecussolles*, obédience de l'abbaye de Cluny, Saône-et-Loire, com. Saint-Pierre-le-Vieux, cant. Tramayes, arr. Mâcon, II, 143.
- Einsidlen* (Notre-Dame), Suisse, cant. de Schwitz, abbaye fondée en 934 ; 18.
- ENCRE. Voy. ANCRE.
- ENSCHINGERN, 252.
- ENTRAIGUES, 236.
- ENTRAPEÑAS, 264 (211).
- ERSTEIN, 252.
- ESCALANS, 210.
- ESCATALENS, 210.
- ESCUROLLES, 182.
- ESPARRON, 237.
- ESPELUCHE, 237.
- ETAULES, 227.
- ETOILE, 237.
- EURRE, 237.
- Evesham*, Angleterre, comté de Worcester, abbaye fondée vers 690 ; 51.
- EXETER, 260 ; II, 174.
- EYGUIANS, 237.
- EYSSES, 210, 94, 95, 208 (210) ; II, 177.
- FABAS, prieuré clunisien non identifié ; II, 36.
- FABLEY, prieuré clunisien non identifié, 72.
- FAIL, 260.
- FAILLEFEU, 237, 61, 130 (155) (212), 272, 335 ; II, 80, 110, 178.
- Farfa*, Italie, Ombrie, près Spolète, abbaye fondée au vi^e siècle, restaurée, en 715 ; 18, 19, 21, 37, 38, 51, 64 (80) (87), 101, (106) (174) (181) (333) (334) ; II, 15.
- FARLEIGH, 260, 49 (58), 335.
- FAUCON, 237.
- FAUROUX, 210 ; II (170).
- FAVERSHAM, 260 ; II, 174.
- Fécamps* (Sainte Trinité), Seine-Inférieure, arr. Le Havre, abbaye fondée vers 658 ; 20.
- FELDBACH, 252, 61, 69, 84 (328), (386), 389 ; II, 51, 137, 152.
- FIGEAC, 210, 49, (78) (94), 96, 175, 209, 314 ; II, 16, 30, 31, 32, 33, 64, 65, 81, 88, 112, 143, 167, 176, 177.
- FIGINA, 267-268, 155 (211), II, 125.
- FLACEY, 194.
- FLECHDURE, 252, 62.
- FLEIRAC, 210.
- FLEURIAC, prieuré clunisien non identifié, 143.
- Fleury*. Auj. : Saint-Benoît-sur-Loire, Loiret, arr. Gien, abbaye fondée vers 650, vi, 6, 18, 21, 65, 83, 88, (100), (127), 144, 162 ; II, 8, 15.
- FLEURY-LA-MONTAGNE, 219.
- FONDS, al. Notre-Dame-des-Artels 210, (188).
- FONS-SUR-LUSSAN, 237.
- FONTAINE-CERISE, 194.

- FONTAINES**, prieuré clunisien non identifié, 194.
FONTANELLA, **268** ; II, 68, 111, 125.
Fontevrault, dioc. Angers Maine-et-Loire, arr. Saumur, abbaye chef d'ordre fondée vers 1100 ; (44) ; II, 131.
FORBACH **252**, (212).
FORGES (France), **194**.
FORGES (Poitou), **227**.
FORMESTON, **264**.
FOS-SUR-MER, **237**.
FRANCILLON, **237**.
FROIDE-FONTAINE, **252**, 244, II, 137, 152.
FRONTENAS, **219**.
FRONTENAY, **252** (163).
FROVILLE, **252-253** ; II, 89.
Fulda, dioc. Mayence, Allemagne, Hesse-Nassau, près Cassel, fondée 744, reconstruite 778 ; 13, 27, 41, 231, 312.
GANAGOBIE, **237-238**, 71 (189), 194 (212) ; II, 87, 116, 118, 178.
Gand, al. Saint-Pierre au Mont-Blandin, abbaye fondée entre 610 et 635 ; 21, 83.
GANDALOU, **210**.
GAP (Saint-André), **238** ; II, 116, 167.
GASSICOURT, **194** (187) ; II (121).
GAYE, **194-195**, 71, 181, (187) (235), 323, 356 ; II, 89, 117, 120, 112, 178.
GENERAC, **227**.
GENÈVE (Saint-Victor), **238**, 82, 195, 208, 229, 231, 244, 289, 291 ; II, 112, 118, 136, 151, 167.
GERULA, **268**.
GIGNY, **219-220**, 62, 78, 237 (249), 288, 335 ; II, 7, 90, 99, 103, 154, 167, 177.
GIGORS, **238**.
GIMAT, **211**.
GIMEL, **253**.
GIVRY, **220**.
Glanfeuil (Saint-Maur de), Saint-Maur-sur-Loire, dioc. Angers, Maine-et-Loire, com. Le Tourel, ar. Saumur, abbaye fondée vers 543 ; 19 (102).
GLATENS, **211**.
Gloucester (Saint-Pierre), abbaye fondée vers 680 (51).
GONZAC, **227**.
Gorze, dioc. Metz, Moselle, arr. Metz, abbaye fondée en 749 ; 14, 16, 18, 21, 83.
GOUDARGUES, **238**.
GOURNAY, **195** (49), 132, 186, 208 ; II, 55, 178.
Grafenschaft, dioc. Cologne, Prusse, reg. d'Arnsberg, abbaye fondée en 1070 ; 20.
GRAIX, **182**.
GRANDCHAMP, **195**, 185 (212) ; II, 87.
Grandmont (Saint-Michel), dioc. Limoges, Haute-Garonne, com. Lodève, prieuré fondé en 1076, abbaye en 1317 (44).
GRANDVAL, **253**.
GRAVES (Saint-Michel), **227**.
GRAVES (Saint-Nicolas de), **227** ; II, 153.
GRAZAC (Auvergne), **182** ; II, 80, 152.
GRAZAC (Provence), **238**.
GRELONGES, **220**, 32, 311 (382).
Grenoble (d^{se} de), 69.
GRENOUILLET, **211**.
GREZAC, **227**.
GRIGNAN, **238**.
GROSBOIS, **195**.
GUMIÈRES, **182**.
HAPPONVILLIERS, **195**.
HASUNGEN, **253**, 67, (149) (157) (215) (233), 237, 240, 244, 277, 318, 357 ; II, 101.
HAUTEPIERRE, **253** (163), 386 ; II, 110, 144, 150.
HAUTERIVE, prieuré clunisien non identifié (249).
HETTISWYL, **253**.
HOLME, **260**.
HORKESLEY, **260**.
Hugheshofen, al. Honcour, dioc. Strasbourg, Bas-Rhin, arr. Schlestadt, abbaye fondée au xi^e siècle ; II, 131.
HUY, **195**, 59, 60, 73, 74, 312 (382), 387 ; II (170).
IBURG. (Voy. SAINT-CLÉMENT D'IBURG).
ILAY, **253**.
ILE-SAINT-PIERRE (Peterinsel), **253** ; II, 144, 172.
INAUMONT, **195** ; II, 87.
Inde (monastère) al. Inda, Cornelimunster an der Inde, dioc. Cologne, abbaye fondée vers 814 ; 13, II, 3.
INNIMONT, **238**.
ISLE-D'AIX, **227**, 62, 82, 124, 145, 323 ; II, 124, 178.

- ISSEPTS, 211.
 ISTEIN, 253 (382).
 JAILLY, 195, 184.
 JANVILLE, 195.
 JARNAC, 227.
 JENZAT, 182.
 JEUILLY, 195.
 JOIGNY, 195 ; II, 32.
 JOINVILLE, 196.
 JOUFFE, 239.
 JOUHE, 253.
 JUBIA, 264 (211).
 Jully, Yonne, arr. Tonnerre,
 prieuré cistercien de moniales ;
 384.
 KERSALL, 260.
 KERSVELL, 260.
 L'EPINE, 239.
 L'ISLE-ADAM, 196.
 LA BAUME CORNILLANE, 239.
 LA BEAUMETTE, 239.
 La *Bertrange* (forêt), Nièvre, sur
 les com. de Murlin et Narcy,
 canton La Charité (130).
 LA CAPELLE CABANAC, 211.
 La *Chaise-Dieu* (Saint-Robert),
 dioc. Clermont, Haute-Loire,
 arr. Brioude, abbaye fondée
 en 1046 ; II (13).
 LA CHAPELLE-MOLIERE, 228.
 LA CHAPELLE-MONTREUIL, 228.
 LA CHARITÉ (ville), II, 30.
 LA CHARITÉ (Notre-Dame), 196,
 (30), 32, 52, 88 (95), 112, 124,
 128 (130), 139, 143 (144) (145)
 150, (155), 166, 184, 185 (212)
 (267), 281, 290, 323, 369 ; II,
 16, 17, 19 (20) (24), 28, 29, 33,
 56, 65, 66, 67, 73, 77, 88, 112,
 123, 124, 128, 167, 168 (172),
 174, 177.
 LA CHARTRE (Saint-Denis), 196.
 LACHAU, 239.
 LA CHAUME, 239.
 LACHAUX-NEUVE, 253 (163) ;
 II, 43, 89, 150.
 LACHERON, 220.
 LA CROIX-EN-BRIE, 196.
 LACU, 263.
 LA DAURADE, 211, 94 ; II, 168,
 178.
 LADY, 196.
 LA FERTÉ-HAUTERIVE, 196.
 LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE, 196.
 LA FERTÉ-SUR-ALLIER, 182 ; II,
 89.
 LA FOSSE, 196.
 LA FOYE-MONJAULT, 228.
 LA GARDE-PARÉOL, 239.
 LA GRACE-DIEU, 211.
 LAGRAN, 239, 208 ; II, 178.
 LA GUERCHE, 196.
 LA LANDE, 228.
 LALEU, 228.
 LA LOGE-FOUGEREUSE, 228.
 LA MADELEINE DU PETIT BEAU-
 LIEU, 196.
 LAMBRES (Chapelle clunisienne).
 Drôme, com. Divajeu, cant.
 Crest-sud, arr. Die ; II, 139.
 LA MOTTE, 239.
 LANGY, 182.
 LANIBOIRE, 228.
 LANTENAU, 254.
 LA PEYRIÈRE, 211.
 LA PEYROUSE, 211.
 LA PIARRE, 239.
 LAPLUME, 211 ; II, 90.
 LA PRÉE, 260 (382), 388 ; II, 80,
 124.
 LA REMEILLE, 239.
 La *Sabine*, 19.
 LA SALVETAT, 211.
 LASTIC, 183.
 LA TOUCHE, 239.
 Latran (concile de 1215), 89 ; II
 (24), 60, 73.
 LAVEINE, 183, 32, 73, 82, 272,
 335 (382), 384, 388, 389 ; II, 42.
 LAVOUTE, 183, 62, 112, 181, 186,
 195, 249, 323 ; II, 42, 68 (78)
 (103), 167, 177.
 LAY, 220.
 LAYRAC, 211 ; II, 111, 118, 124,
 151, 152, 156, 178.
 LEAZ, 239.
 Le *Bec*, dioc. Rouen, Eure, arr.
 Bernay, abbaye fondée en 1034 ;
 21, 89 (102), 162, 265.
 LE BOURGET, 239-240 (195)
 (211) ; II, 150, 152.
 LE BREUIL, 183 ; II (170).
 LE BREUIL-AUX-MOINES, 228.
 LE BREUILLAT, 228 (113) (163),
 164 ; II, 151, 154.
 LE BROC, 183.
 LE BUIS, 240.
 LE CHARNIER (Sens), 196 (156) ;
 II, 178.
 LE CHATELARS, 228.
 LE CHATELLIER, 228.
 LE CLAIX, 183.
 LE FOSSAT, 211.
 LE GRAND-SOURIS, 196.
 LE MAS GRENIER, 211-212.
 LE MONETIER DE BRIANÇON, 240.
 LEMPDES, 183.

- LENTON, 260, 49, 72 (212), 239, 245 (271), 356 ; II, 36, 118.**
LEOTOING, 183.
Lérins, dioc. Grasse, Alpes-Maritimes, com. Cannes, abbaye fondée vers 410 ; 56 ; II, 132.
LE ROSAY, 240.
LES ALLEUDS, 228.
LES ALLEUFS, 228-229.
LES AUMADES, 240, 194 ; II, 107, 118.
LES AYMES, 240.
LES BARTHES, 212.
LES BROUSILS, 229.
LESCHES, 240.
LE SÉGUR, 212, 95.
LE SERRE, 240.
LES ESSARDS, 229.
LES FONTAINES, 240.
LES GARDIES, 240.
LES MARTRES DE VEYRE, 183.
LES MÊES, 240.
LES PENIERS, 196.
LES TERNES, 183.
LE THOULT, 197.
LE TOUGET, 212.
LE TOUVET, 240.
LE TRIOULOU, 183.
LEUXINEN, 254.
LE WAST, 197 (163) ; II, 120.
LEWES, 260-261 (30), 32, 88, 188 (212) ; II, 16, 17, 32, 52, 53, 65, 66, 118, 120, 174, 177.
LEYRE, 264 (382).
LEZAT, 212, 94, 109, 194 ; II, 11, 18, 20 (28-29), 51, 64, 81, 112, 141, 154.
LEZOUX, 183 ; II, 90.
LIEU-DIEU, 254, 49.
LIGNY, 197.
Ligugé (Saint-Martin), d^{se} Poitiers, Vienne, arr. Poitiers, abbaye fondée au iv^e siècle ; 6.
LIHONS-EN-SANTERRE, 197, 61, 118, 144, 185 (187), 195 (196) (212) (292) ; II, 117, 121, 177.
LIMANS, 220.
LIMOGES (Saint-Martial de), 212.
LIONAS, 220.
LIVRON, 212.
LIZY, 197.
LODI (S^o Marco), 268 ; II (125).
LOIRIEU, 240.
LONDIEN, 212.
LONGPONT, 197, 255 (288) ; II, 28, 32, 112, 117, 123, 156, 178.
LONGUEVILLE, 197-198 (30) 369 ; II, 136, 139, 178.
LONS-LE-SAUNIER, 254 ; II (170).
LORIOL, 240.
Lorsch, dioc. Worms, Hesse-Darmstadt, cercle d'Heppenheim, abbaye fondée en 763, passe aux Prémontrés en 1248 ; II (13).
LOSNE, 220 ; II (20), 89, 117, 124.
LOULAY, 229 ; II, 107.
LOURMARIN, 240.
LOUROUX-HODEMENT, 198.
LUBERSAC, 183.
Lubin, II, 169.
Lucques, II, 132.
Lunebourg (Saint-Michel de), 56, 69.
LURCY, 220.
LURCY-LE-BOURG, 198 ; II, 117, 150.
LUXEUIL, 254 ; II, 89.
Luxeuil, dioc. Besançon, Haute-Saône, arr. Lure, abbaye fondée vers 590, 18 ; II (132).
LUZY, 220.
MACON (Saint-Martin de), 220.
MAGDANIANO, 268.
MAGLOIRE, prieuré clunisien non identifié ; II, 80.
MAILHAT, 183.
MAINSAT, 184.
MAISONNAIS, 198.
MALAY, 220-221.
MALEMOISSON, 240.
MALIJAI, 241.
MALPAS, 261.
MALQUELT, 254 (382), 389.
MANHAVAL, 212.
MANTAILLE, 241.
MANTHE, 241 (113) ; II, 152.
MANZANNES, 184.
MARBOZ, 221, 78, 195 (236) (237).
MARCIGNY, 221, 62, 74, 77, 181, 239, 254, 257, 262, 271 (293), 321, 323, 379, 382, 384, 385 ; II, 108, 117, 147, 177.
MARESMONTIERS, 198.
MARGERIE-HANCOURT, 198.
Mariensee, Hanovre, mon. cistercien ; 69.
MARMESSE, 198, 62, 144, 185 (187) (267), 356 ; II, 117 (121), 151, 153.
Marmoutier, Indre-et-Loire, com. Sainte-Radegonde, arr. Tours, abbaye fondée vers 375 ; 6 ; II, 10 (13), 15.
MARNAY (Allemagne), 254.
MARNAY (Poitou), 229.
MARNOUE, 198.
MAROLLES-EN-BRIE, 198.
MARS-SUR-ALLIER, 198.

- MARSANNE, 241.**
MARSAT, 184, 311 (382).
MAUREGARD, 199.
MAUVES, 241.
MAUZAC, 212.
Mayence (concile de 888), v.
MAZIRE (Saint-Jean-de), prieuré clunisien non identifié ; 186.
MAZCIRES, 184.
Meaux, dioc. d'York, Angleterre, comté d'York, abbaye fondée le 1^{er} janvier 1151 ; 51.
MEAUZAC, 212.
MEDIS, 229.
MEILHAN, 212.
MENAT, 184 ; II (4), 18.
MENDHAM, 261.
MENETCU-RATEL, 199 ; II, 56.
MENTIÈRES, 184.
MERGEY, 199, 144 (163), 185, 323, 356 ; II, 178.
MÉRICOURT-EN-VIMEUX, 189.
MESCHERS, 229.
MESVRES, 221, 134 ; II, 167.
Meiz (concile de 888), v.
MÉZENS, 212.
MEZIN, 212 ; II, 178.
MIÈGES, 254 ; II, 51.
MILLY, 199.
MIRABEAU, 241.
MIRMELBERG, 254.
Mogilno, II, 169.
MOIRAX, 212-213.
MOISSAC, 213, VIII, 94, 109, 117, 186, 208, 235 ; II, 16 (21), 55, 64, 81, 88, 117 (121), 124, 127, 141, 142, 151, 167, 176, 177.
Molesmes, dioc. Langres, Côte-d'Or, arr. Châtillon-sur-Seine, abbaye fondée en 1075 ; 384 ; II (13).
MOLIERES, 213.
MONCLAR, 213.
MONDOVILLE, 213.
MONDRAGON, 241.
MONGON, 184, 145 ; II, 124.
MONKBRETON, 261 ; II, 107 (170).
MONKHORTON, 261, 245, 247, 271 ; II, 108, 174.
MONS, 184.
MONT, prieuré clunisien non identifié, 73.
MONTACUTE, 261 (58) (235), 245, 248, 356 ; II, 42, 118, 178.
MONTAGNY, 221 ; II, 117.
MONTAIGUT, 184.
MONTAUBAN, 241.
MONTAUD, 213.
MONTAUT, 213.
MONTAUZIER, 229.
MONTBÉGN, 199.
MONTBERT, 229.
MONTBERTHEUD, 221, 118.
MONTBERTRÉE, non identifié, 134, 236.
MONTBRISON, 241.
MONTBRON, 229 ; II, 112.
Mont-Cassin, Italie, Prov. Terre de Labour, abbaye fondée en 529 ; II, 108 (217), 234, 292 ; II (13), 15.
MONTCHATAIN, 241.
MONTDIDIER, 199, 82 (212), 323 ; II, 170, 178.
MONTTEMBERT, 199.
MONTETEMPUIS, 199, 186 (156).
MONTFORT (Lyon), 221.
MONTFORT (Provence), 241.
MONTHELON, 199 (156).
Montierender, dioc. Chalons, Haute-Marne, arr. Vassy-sur-Blaise, abbaye fondée en 673 ; 13.
MONTIERNEUF, 229 (94), 109, 186, 235 ; II (14), 16, 17, 18, 32, 65 (102), 107, 120, 127, 136, 177.
MONTIGNY, 199.
MONTLÉANT, 199.
MONTLHÉRY, 199.
Montluçon (Concile provincial de) 69.
MONTLUEL, 221.
MONTMIRAIL, 260, 144.
MONTMORT, 260.
MONTOURS, 229.
Montpellier (Université), 320, 321
MONTPENSIER, 184 ; II, 124.
MONTRICHER, 254 ; II, 43, 51, 99, 144.
MONTREND, 254.
MONTROT, 200, 59 ; II (121), 151, 153.
MONT-SAINT-JEAN (Gascogne), 213.
MONT-SAINT-JEAN (Lyon), 221 (149) (163) (164), 228.
MONT-SAINT-VINCENT, 221 (154).
MONTSEGUR (Saint-Amand), 241, 194 ; II, 116.
MONTSEGUR (Saint-Jean), 241.
MONTSERAT, 264 ; II, 168.
MONTVINAULT, 200.
MORAND-MOUTIER, 200 (204).
MORAS, 241.
MORLAAS, 213 ; II, 49, 168.
MORNAY, 221 ; II, 154.
MORTEAU, 254-255, 71 (163) (273) ; II, 99, 124.
MORTEMER, 229.
MORTEMER-SUR-EAULNE, 200.

- MOUCHAN, **213**.
 MOUCHES, **213**.
 MOUGON, **230**.
 MOUSSY-LE-NEUF, **200**.
 MOUTHEROT, **255**.
 MOUTIERS-EN-BRESSE, **255**.
 MOUTIERS, **241**.
 MOZAC, **184** (81) (118), 175, 186, 201, 205, 237, 243, 249 (281) ; II, 16, 32, 35, 55, 64, 75, 80, 81, 88, 111, 138, 143, 168, 177.
 MURET, **213**.
 MUZET, **241-242** ; II, 116.

 NAJERA, **264** ; II, 118.
 NAMÈCHE, **200**, 78, 383.
 NANTEUIL-LE-HAUDOUIN, **200**, 58, 66, 82, 156 ; II, 117, 178.
 NANTUA, **221-222**, 61, 72, 194, 223, 244 (249), 288, 290, 292 ; II, 81, 109, 117, 167, 178.
 NEVERS (Saint-Etienne), **200-201**, 60, 82, 185, 193 (212) (249) ; II, 178.
 NEVERS (Saint-Loup), **201** ; II, 124, 153.
 NEVERS (Saint-Sauveur de), Nevers, **201** ; II, 82.
 NEVERS (Saint-Victor), **201**.
 Nevers (ville de), 124.
 NEWTON-LONGWILLE, **261**.
 NIOZELLES, **242**.
 NOGENT-LE-ROTRON, **201**, 323 ; II, 32, 68, 112, (121), 136, 152, 168, 178.
 NOIRÉTABLE, **185**, 71 ; II, 49, 81, 156.
 NORMANSBOROUGH, **261** ; II (170).
 NORTHAMPTON, **261-262** (162), 388 ; II, 109, 120, 178.
Norwich, 20, 68.
 NOTRE-DAME-AU-BOIS, **255**.
 NOTRE-DAME DE BELVÉZER, **242**.
 NOTRE-DAME DE BETHLEEM (al. de Nazareth), **242**, 189.
 NOTRE-DAME DE CONGHIIS, **230**, 255, 323.
 NOTRE-DAME-DU-PÉ, **230**.

 OLÉRON, **230**.
 OLGATE, **268**.
 OLLONNE, **230**.
 OMBRES, **264**.
 Oña (Saint-Sauveur), Espagne, prov. Burgos ; II, 171.
 ORAISON, **242**, 62.
 Orbais, dioc. Soissons, Marne, arr. Epernay, abbaye fondée en 680 ; II, 15.
 ORIOL, **242**.

Orléans (Université), 319.
 ORON-LA-VILLE, **255**, 190 ; II, 89, 99, 144.
 ORPIERRE, **242**.
 ORSAY, **201**.
 ORVILLE, **201**, 144 ; II, 153.
 OSSELLE, **222**.
 OTHONVILLARS, **255**.
 OUAINE, **201**.
 OUROUER, **201**, 184.
 OUZILLY, **230**.
 OVIEDO, **264**.
Oxford (concile de 1222) (44).
 OYEUX, **242**.
 OZILLAC, **230**.

 PAIGNEZ, **264**.
 PAISLEY, **262**, 36 ; II, 118 (170), 174, 177.
 PALENCIA **264-265** (211) ; II, 118.
 PANTIN, **201**.
 PARAY, **222**, 118, 134, 166, 184 (187) (212), 272, 323, 387 ; II, 9, 10, 117, 148, 178.
 PARIS (collège de Cluny), **201**, 24, 185, 318, 322, 323, 325 ; II, 87, 112.
Paris (concile de 1212) (44).
 PARIS (Saint-Julien-le-Pauvre), **201**.
 PARIS (Saint-Martin-des-Champs) **201-202**, VIII (30), 32, 52, 54, 73 (81), 82, 83, 88, 124, 125, 127, 134, 135, 143, 144, 145, 150, 154, 163, 164, 174, 175, 177, 184, 185 (206), 219, 245, 247 (267), 276, 277, 287, 288, 314, 315 (321), 322, 323, 376 ; II, 17, 19 (24), 32, 33, 41, 42, 55, 63, 65, 66, 77, 81, 88, 97, 123, 136, 141, 156, 168 (172), 174, 177.
Paris (Université), collège des dix-huit, collèges fondés par Clairvaux, Fleury, Saint-Benoît-sur-Loire, 319-321, 322.
 PAS-EN-ARTOIS, **202**.
 PATINGES, **202**, 184.
 PAVIE (Saint-Mayol), **268**, 72, 113 (211), 314 ; II, 32, 61, 110 (125).
 PAYERNE, **255**, 44, 119, 195 (199), 200 (212), 244 (249) ; II, 9, 10, 17, 42, 112 (132), 136, 141, 172.
 PEAUGRES, **242**.
 PELLEAUTIER, **243**.
Peterborough, Argl., comté Northampton, abbaye fondée au VII^e siècle (51).
 PEYRALDE, **213**.

- PEYRIERS, **242**.
 PEYRISSAC, **213**.
 PEYRUSSE (Notre-Dame), **214**.
 PEYRUSSE (Saint-Mamert), **214**.
 PIANO, **268**, 190 ; II, 111 (125).
 PIERRE SOLAIN, **202**.
 PINAR, **265**.
 PIOLENG, **242** ; II, 116, 118.
 Pise (concile de 1409), 97 ; II, 163.
 PITHIVIERS, **202**, 208.
 Pitres (capitulaire de 862), v.
 PLAISANCE (Saint-Grégoire), **268** ; II (125).
 PLAN DE BAIX, **242**.
 PLAUZAT, **184**.
 Plotzko, II, 169.
 Poitiers (concile de 509), 236.
 POITIERS (Saint-Cyprien), **230** ; II, 9, 16, 61, 62.
 Poitiers (synode de 1078), 40.
 POLIGNY, **255**.
 POLIRONE (S. Benedetto), **268**, 94 ; II, 16, 18, 60, 61, 65, 131, 136.
 POMBEIRO, **265** ; II, 50.
 POMMEVIC, **214**, 95.
 POMMIERS, **222**, 61, 63, 292 ; II, 97.
 PONT-AUX-MOINES, **202** ; II, 117.
 PONT D'AIN, **222**.
 PONT-DU-CHATEAU, **184-185**.
 PONTEFRAC, **262** (212) ; II, 178.
 PONTIDA, **268**, 49 (118), 188, 194 (211) (292), 314 ; II, 17, 36, 47, 111 (125), 152, 178.
 PONTNEUF (France), **202**.
 PONTNEUF (Poitou), **231**.
 PONTOUX, **222**.
 PONT-SAINT-ESPRIT. Voy. SAINT-SATURNIN-DU-PORT.
 PONT-SUR-SAONE (al. Port-sur-Saône), **255**, 49, 163 ; II, 99.
 PORTIZIANO, **268**.
 POTELLIÈRES, **243**.
 POUILLY-LÈS-FEURS, **222-223**, 61, 118 (163) ; II, 81, 117, 143.
 PRENE, **262**.
 PRIN, **223**.
 PRINGY-EN-GATINAIS, **202**.
 PRITTLEWELL, **262**, 244.
 PROVAGLIO, **268-269**, 78 (211) ; II, 11 (125).
 PRUNESAC, **202**.
 PUYGIRON, **243**.
 QUESSY, **202**.
 QUIERZY, **202**.
 QUINGEY, **255**.
 QUINZANO, **269** ; II, 111 (125).
 RABASTENS, **214**, 94.
 RATES, **265**.
 Ratisbonne, 292.
 RAVEL, **243**.
 Rebais (Saint - Pierre), dioc. Meaux, Seine-et-Marne, arr. Coulommiers, abbaye fondée au VII^e siècle, (37).
 REGIO, **269**.
 REGNY, **223**.
 Reichenau, Bade, sur une île du lac de Constance, abbaye fondée vers 724, 13, 312 ; II, 13.
 REILHAC, **185** (196) ; II, 89.
 Reims (chapitre bénédictin de 1131) (81) ; II, 73 ; (concile), II, 60, 135.
 RELANGES, **255**, 63, 130, 200, 244 ; II (170).
 REMILLEUX, **223**.
 Remiremont, Vosges, abbaye fondée en 620 ; 13.
 REUIL, **202-203** (30), 178, 186 ; II, 136, 139.
 RHÈGES, **203**.
 RIBAUTE, **243**.
 RIBEAUVILLÉ, **255**.
 RIBEYRET, **243**.
 RIBIERS, **243**, 335.
 RIEUPEYROUX, **214**.
 RIGNY, **223**.
 RIMESINGUE, prieuré clunisien non identifié ; II, 168.
 RIMS, **243**, 159 (196).
 RIS, **185** (214) ; II, 99, 124, 177, 178.
 RIVES, **185** (157), 181 ; II, 42.
 ROBBIO, **269**.
 ROCHEFORT, **185**.
 ROCHEFORT-MONTAGNE, **185**.
 ROCKCLAPEL, **262**.
 RODENGO, **269**, 190 (192) ; II, 110 (125).
 Rodez (synodes), 68.
 ROENE, **230**.
 ROINVILLE-SOUS-AUNEAU, **203**.
 Roissy (bois de), Seine-et-Oise, com. Roissy, cant. Gonesse, arr. Pontoise (49).
 ROMAINMÔTIER, **255-256**, 44, 52, 76, 77, 110, 119, 125, 173 (199) (212), 234, 244, 253, 271, 323 ; II, 8 (21), 68, 110, 167, 178.
 ROMANS, **223** ; II, 107.
 ROMBEUF, **214**.
 Rome (concile de 826), 40.
 ROMETTE, **243**.
 ROMPON, **243**, 147, (157), 158, 181, 194, 195 (249) ; II, 80, 116, 118, 178.

RONCHÈRES, 203.
 RONDOLIO, 269 ; II, 97 (125).
 RONSAC, prieuré clunisien non identifié (187).
 RONSENAC, 230 ; II, 50 (121), 150, 178.
 ROQUESERRIÈRE, 214.
 ROSAY, 243 (382) ; II (170).
 ROSNAY, 230-231 (58) (81).
 ROSNE, 231.
 ROTENBACH, 256.
 Rouen, 6.
 ROUGEMONT, 256 (199) ; II, 88, 144, 172.
 ROUY, 203.
 ROYE, 203, 144 (267).
 ROYNAC, 244.
 ROZIER, 185, 335 ; II, 152.
 ROZIÈRES, 244.
 RUELLE, 231.
 RUFFEY, 223.
 RUMILLY (France), 203, 44 (163), 285, 356 ; II, 117.
 RUMILLY (Provence), 244.
 RUOMS, 244.
 RUSSIN, 244.
 Saalfeld, Allemagne, Saxe-Meiningen (20).
 SACCO, 269.
 Sahagun, Espagne, prov. Léon ; II (13).
 SAIL-SOUS-COUSAN, 185 (163) 292, 332.
 SAINT-AIGNAN DE BRAGAIRAC, 214.
 SAINT-ALBAN DE BALE, 256, 212 (249), 271, 315, 386 ; II, 43, 54, 89, 16.
 Saint-Albans, Angleterre, comté d'Hertford, abbaye fondée vers 790 ; 89.
 SAINT-ALYRE, 185.
 Saint-Amand, dioc. Valenciennes, Nord, arr. Valenciennes, abbaye fondée en 639, 13.
 SAINT-AMANS-DE-BONNE-TERRE, 214.
 SAINT-AMANS DE SERMUR, 214.
 SAINT-AMBROISE, 185.
 SAINT-ANDRE DE ROQUEFORT, 244.
 SAINT-ANDRÉ DE ROSANS, 244 ; II, 116, 150.
 SAINT-ANDRÉ DE VALBORGNE, 244.
 SAINT-ARNOULT OU SAINT-ARNOULT DE CRÉPY, 203, 144 (204) (212), 236 (267), 356 ; II, 36, 136, 150, 156, 168, 177.

SAINT-ARNOULT-SUR-TOUQUES, 203.
 SAINT-AUBAN-SUR-L'OUVÈZE, 244
 SAINT-AURIN, 203.
 Saint-Baon, abbaye fondée à Gand vers 631, restaurée en 939, 15.
 SAINT-BENOIT-SUR-LE-PÔ. Voy. POLIRONE.
 SAINT-BERTIN, 203 (44) ; II, 16, 18, 20, 59, 60, 65, 136, 168.
 Saint-Blaise, Sanct Blasien, dioc. Constance, Bade, cercle de Waldshute, abbaye fondée vers 963 ; 20, 21.
 SAINT-BLAISE DE CASSAGNOL, 214.
 SAINT-BLAISE DE GENSAC, 185-186.
 SAINT-BONNET-SOUS-MONTPENSIER, 186 ; II, 80.
 SAINT-BOVAL, prieuré clunisien non identifié, 62.
 SAINT-CAPRAIS (France), 204.
 SAINT-CAPRAIS (Gascogne), 214.
 SAINT-CÉOLS, 204.
 Saint-Chaffre, le Monastier, Haute-Loire, arr. Le Puy, abbaye fondée vers 570 ; II (132).
 Saint-Chinian, Hérault, arr. Saint Pons, abbaye fondée avant 826 ; II (132).
 SAINT-CHRISTOPHE-EN-HALATE, 204, 186.
 SAINT-CLAIR-DE-LA-CLUSE, 223.
 SAINT-CLEARE, 262.
 SAINT-CLEMENT D'IBURG, 256 (318).
 SAINT-CÔME-DU-MONT, 204.
 SAINT-COSME, 223 (187) ; II (121).
 SAINT-CIDROINE, 204 ; II, 56.
 SAINT-CYRICE, 244.
 SAINT-CYRUS, 262.
 Saint-Denis, dioc. Paris, Seine, abbaye fondée 630-632 ; II, 15.
 SAINT-ÉMÉTRY DE CHUSCLAN, 244.
 SAINT-ETIENNE-DES-SORTS, 244.
 SAINT-ETIENNE-SUR-USSON, 186.
 SAINT-EUTROPE-DE-LA-LANDE, Voy. LA LANDE.
 SAINT-EUTROPE-DE-SAINTES. Voy. SAINTES.
 Saint-Evroult, dioc. Lisieux, Orne, arr. Argentan, abbaye fondée vers 560, 15 ; II (4).
 SAINT-FERRÉOL-DES-CÔTES, 186.
 SAINT-FIRMIN, 244.

- SAINT-FLOUR, 186, 132 ; II, 48, 167.
Saint-Gall, dioc. Constance, Suisse, abbaye fondée vers 700, 38 (46), 79, 312 ; II (13).
 SAINT-GELAIS, 231, 61, 144 (195) ; II, 36.
 SAINT-GENEST-D'AMBIÈRE, 231.
 SAINT-GENIS-D'HIERSAC, 231.
 SAINT-GENIS-DE-SAINTONGE, 231.
 SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE, 231, 145 (163) ; II, 111, 150.
 SAINT-GEORGES-DE-MONS, 186.
 SAINT-GERMAIN-DES-FOSSÉS, 186.
 SAINT-GEORGES-LES-BAINS, 244.
Saint-Germain-des-Prés, Paris, abbaye fondée en 558 ; II (13).
 SAINT-GILLES, 214 ; II, 16, 18, 20, 21, 58, 59, 132, 136.
 SAINT-HELEN, 262.
 SAINT-HERMENTAIN, 244.
 SAINT-HILAIRE (Auvergne), 186.
 SAINT-HILAIRE (Gascogne), 214.
 SAINT-HIPPOLYTE, 186.
 SAINT-HONORÉ, 204.
 SAINT-JAMES, 262.
 SAINT-JEAN-BAPTISTE-DE-CAS-SANAS, 214.
 SAINT-JEAN-D'ANGÉLY, 231, 94 ; II, 16, 61.
 SAINT-JEAN-DE-CHALM, 186.
 SAINT-JEAN-DE-CORNAC, 214.
 SAINT-JEAN D'HERANS, 245.
Saint-Jean-de-Jérusalem (Hospitaliers de), 371.
 SAINT-JEAN-DE-SUZON, 245.
 SAINT-JEAN-LE-FROID, 214.
 SAINT-JULIEN D'EMPAIRE, 214.
 SAINT-JUST, 204.
 SAINT-LAURENT (France), 204.
 SAINT-LAURENT (Provence), dioc. Apt.), 245.
 SAINT-LAURENT (Provence, dioc. Carpentras), 245.
 SAINT-LAURENT-DE-BELZAGOT, 231.
 SAINT-LAURENT-DE-BOUHET, 231.
 SAINT-LAURENT-DE-CARNOLS, 245.
 SAINT-LAURENT-DES-ORGERILS, 204.
 SAINT-LAURENT-LA-ROCHE, 256.
 SAINT-LÉGER, 214-215, 78 ; II, 51.
 SAINT-LÉONOR-DE-BEAUMONT, 204.
 SAINT-LEU-D'ESSERENT, 204. (163), 181, 185, 195 (212), 323 ; II, 36, 75, 177.
 SAINT-LOTHAIN, 256.
 SAINT-LOUP (Gascogne), 215.
 SAINT-LOUP-SUR-ABRON, 204.
 SAINT-MAFFRE, 215.
Saint-Maixent de Poitiers, dioc. Poitiers, Deux-Sèvres, arr. Niort, abbaye fondée vers 459 ; 13.
 SAINT-MAMERT, 223.
 SAINT-MAMMES, 204 (154).
 SAINT-MARCEL, 186.
 SAINT-MARCEL-DE-CHALON, 223, 134, 147 (163) (164), 181, 195, 235, 249 ; II, 99, 107, 112, 118 (132), 178.
 SAINT-MARCEL-LÈS-SAUZET, 245, 49, 67 (212) ; II, 9, 107, 178.
 SAINT-MARTIAL DE LIMOGES, 186 99 ; II, 8, 16, 18, 20, 63, 136, 167.
 SAINT-MARTIN (France), 205.
 SAINT-MARTIN (Provence), 245.
Saint-Martin d'Autun, Saône-et-Loire, près Autun, abbaye fondée vers 599 ; 19, 253.
 SAINT-MARTIN DE CORMIÈRES, 215.
 SAINT-MARTIN DE LENNE, 215.
Saint-Martin de Tournai, Belgique, abbaye fondée en 652 (46).
Saint-Martin de Tours, Tours, Indre-et-Loire, abbaye fondée au v^e siècle ; 239, 312.
 SAINT-MARTIN-DE-RÉ, 231.
Saint-Martin de Verton (?) ; II (4).
 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS. Voy. PARIS : Saint-Martin-des-Champs.
 SAINT-MARTIN-DES-VIGNES, prieuré clunisien non identifié ; II, 113.
 SAINT-MARTIN-LÈS-MELLE, 232.
 SAINT-MARTIN IN COLLIBUS ; II, 21.
Saint-Maur-les-Fossés, dioc. Paris, Seine, arr. Sceaux, abbaye fondée en 638, dans la suite, chef de congrégation, 312 ; II, 9.
 SAINT-MEDARD, 232 ; II, 80, 89.
Saint-Médard (paroisse clunienne de) ; II, 139.
 SAINT-MICHEL (Provence), 245.
 SAINT-MICHEL DE LA GUERCHE, 205.
 SAINT-MICHEL DU MONT SABAOCH, 215.
 SAINT-MONT, 215 ; II, 153.
 SAINT-NAUPHARY, 215.
 SAINT-NAZAIRE-DES-GARDIES, 245.

- SAINT-NICOLAS D'ACY, 205 ; II, 178.
Saint-Nicolas-de-la-Chaussée (paroisse de), Nord, com. Feignies, cant. Bavay, arr. Avesnes ; II, 151.
 SAINT-NICOLAS-DES-BIEFS, 186.
 SAINT-NICOLAS-DES-BOIS, 205.
 SAINT-NICOLAS-DU-PORT. Voy. CHATEAURENARD.
 SAINT-NIZIER-D'AZERGUES, 223, 201.
 SAINT-ORENS D'AUCH. Voy. AUCH (SAINT-ORENS).
 SAINT-ORENS DE LAVEDAN, 215, 208.
Saint-Pair, Manche, arr. Avranches ; 10 ; II (4).
 SAINT-PALAIS, 232.
 SAINT-PALAIS-DU-NÉ, 232.
 SAINT-PANTALÉON, 245 ; II, 116.
Saint-Pantaléon de Cologne, abbaye fondée vers 956-64 ; 20.
 SAINT-PARDOUX, 186.
 SAINT-PAUL-EN-GATINE, 232, 145.
 SAINT-PAUL-LE-FROID, 186.
 SAINT-PAUL-LÈS-ROMANS, 245.
 SAINT-PHAL, 205 (156).
 SAINT-PIERRE (Allemagne), La Motte-Saint-Pierre, Petersinsel. Voy. ILE SAINT-PIERRE.
 SAINT-PIERRE, 245.
 SAINT-PIERRE-COLAMINE, 186-187.
 SAINT-PIERRE D'ALLEVARD, 245 (211) ; II, 117.
 SAINT-PIERRE-DE-BONNEFOSSE, 245.
 SAINT-PIERRE-DE-BUISSON, 205.
 SAINT-PIERRE DE CHARRIÈRES, 246.
 SAINT-PIERRE DE SERMUR, 215.
 SAINT-PIERRE-DE-VERAGE, 246.
 SAINT-PIERRE DE VERAS, 246.
 SAINT-PIERRE DE VIZIERS, 246.
 SAINT-PIERRE-DES-CUISINES, 215, 94.
 SAINT-PIERRE-LE-CHATEL, 187.
 SAINT-PRIVAT, 246.
 SAINT-PRY DE BÉTHUNE, 205.
 SAINT-RAPHAEL, 246.
 SAINT-REVERIEN, 205, 82 ; II, 178.
 SAINT-RIGAUD, 224.
 SAINT-ROMAIN (Lyon), 205 (163).
 SAINT-ROMAIN (Gascogne), 215.
 SAINT-ROMAIN-DE-CEONA, 215.
Saint-Ruf de Valence (chanoines réguliers de), abbaye d'Augustins fondée près Valence (Drôme) en 1158 ; II, 154.
 SAINT-RUSTICE, 215.
 SAINT-SAMSON, 205.
 SAINT-SATURNIN-DU-BOIS (Saint-Sourin-des-Bois), 232.
 SAINT-SATURNIN-DU-PORT, 246, 60, 186, 196 (212), 214 (292) 323 ; II, 177.
Saint-Savin, dioc. Poitiers, Vienne, arr. Montmorillon, abbaye fondée vers 800 ; (19).
 SAINT-SAVIOL, 232.
 SAINT-SAVIOR-SUR-LE-MONT-THABOR ; II (20), 168.
 SAINT-SAULVE DE VALENCIENNES 205-206, 60, 62 (212), 323, 356, 387 ; II, 167.
 SAINT-SAUVEUR-DE-CRUZIÈRES, 246.
 SAINT-SAUVY, 215.
 SAINT-SEAUX, prieuré clunisien non identifié, 184.
 SAINT-SEBASTIEN DE CORDIAC, 246, 72.
 SAINT-SEPULCRE DE TROYES, 206 II, 32.
 SAINT-SÉVERIN-EN-CONDROZ, 206
 SAINT-SULPICE-DE-L'AIGLE, 206.
 SAINT-SULPICE-LE-CHATEL, 206, 184.
 SAINT-THIBAUD, prieuré clunisien non identifié ; II, 36.
 SAINT-TORQUAT, 246, 186.
 SAINT-TROJAN, 232.
 SAINT-ULPHACE, 206.
 SAINT-ULRICH. Voy. ZELL.
Saint-Vandrille, al. Saint-Wandrille, dioc. Rouen, Seine-Inférieure, Saint-Wandrille-Rençon, arr. Yvetot, abbaye fondée en 648, 13.
Saint-Vannes de Verdun, Meuse, abbaye fondée près Verdun vers 525, adopte la règle de Saint-Benoît vers 952 ; 14, 15, 16 (217) ; II, 3.
 SAINT-VERAN, 224.
 SAINT-VICTOR (Lyon), 224.
 SAINT-VINCENT, 187.
Saint-Vincent (chanoines de) ; II, 172.
 SAINT-VINCENT-DE-BARRÉS, 246.
Saint-Victor de Marseille, Bouches-du-Rhône, Marseille, abbaye fondée au v^e siècle ; II (13), 57.
 SAINT-VIVANT DE VERNEUIL, 228 147, 155.

- SAINT-VIVIEN, 232.**
SAINT-WAAST, 206 ; II, 90.
SAINT-WULMER, 206 ; II, 16, 18, 168.
SAINT-YBARS, 216.
SAINT-YON, 206.
SAINTE-AGATHE, prieuré clunisien non identifié ; II, 109.
SAINT-COLOMBE, 216 ; II, 167.
SAINTE-GEMME, 206.
SAINTE-EULALIE-EN-CHAMPAGNE
Voy. ORVILLE.
SAINTE-HELENE-DU-LAC, 247.
SAINTE-JALLE, 247.
SAINTE-LUCIE, 247 ; II, 49, 116, 139.
SAINTE-MARGUERITE D'ELINCOURT, 206, 144 (162) (235) (267), 323 ; II, 42, 88, 178.
SAINTE-MARGUERITE DE Coudain. Voy. Coudain.
SAINTE-MARGUERITE-EN-CHAMPAGNE. Voy. MERGEY.
SAINTE-MARIE-AUX-BOIS, 256, 200 ; II, 89, 152.
SAINTE-MARIE-DE-NAZARETH, prieuré clunisien non identifié ; II, 177.
Sainte-Marie-de-Solatio ; II, 153.
SAINTE-SUZANNE, 216.
SAINTES (Saint - Eutrope), 232, 66, 82, 144, 323 ; II, 117, 118, 150, 167, 178.
SAINTS-SIMON-ET-JUDE DE RANCONE, 206.
SALAMANQUE (Saint-Vincent), 265, 82, 357 ; II, 52, 170.
SALGAS, 187.
SALINS (Saint-Nicolas de), 257 ; II, 124.
SALLÈLES D'AUDE, 216.
SALLES, 224, 33, 304, 306 (382) ; II, 80.
San Juan de la Peña, Espagne, Aragon ; II, 171.
San Millan de la Cogolla, dioc. Calahorra, prov. Logroño, abbaye ; II, 171.
SAN PONS, 265.
SAN SALVADOR, prieuré clunisien non identifié ; II, 21.
SANCOINS, 206.
SANSSAC, 187.
SANTA-FEDE, 269 ; II, 118.
SANTA LUCIA, 269.
SANTO COLOMBANO, 269 (382) ; II, 125.
SANTO PAOLO D'ARGONO, 269, 211 (286) ; II (125).
SARRAGOSSE (Saint-Adrien), 265.
SARRIANS, 247.
SAUGNES, 187.
SAURET, 247.
SAUXILLANGE, 187 (30), 88, 186 (249) (321), 323 ; II, 7, 17, 28, 65, 66 (78), 81, 112, 124, 143, 153, 156, 167, 177.
SAVERDUN, 216.
SAVIGNAC, 216.
Savigny, Saint-Martin, Rhône, arr. Lyon, abbaye fondée aux VIII^e-IX^e siècles ; (384).
SCHEY-EN-VARAY, 257.
SEDERON, 247.
SELEDEN, 257, 74 (382), 387.
SELIGNAT, 247.
SEMELAY, 224.
SELTZ, 257.
SENOS, 247.
SENS. Voy. LE CHARNIER.
SERIGNAC, 216.
SERVAS, 247.
SEVERAC, 216.
SEZANNE, 207 (156) ; II, 178.
SIGONCE, 247.
Siegbourg (Siegberg), dist. de Cologne, abbaye fondée en 1064 ; 18.
SILLINGY, 247.
SINGLES, 187.
SLEVESHOLME, 262.
Soissons (capitulaire de 853), v. Sôlden. Voy. SELEDEN.
Solignac, dioc. Limoges, Haute-Vienne, arr. Limoges, abbaye fondée vers 631 ; II, 8, 9.
SORGUE (Pont-sur-Sorgue), 247-248 ; II, 116.
SOUVIGNY, 187 (30), 73, 88, 186, 194, 204 (321) ; II, 17, 65, 66, 88, 90, 99, 117, 139, 142, 146, 158, 167, 177.
STANESGATE, 262.
Stavelot, Belgique, dioc., arr. et prov. de Liège, abbaye fondée vers 650 ; 14, 16 ; II, 169.
STEDBACH, prieuré clunisien non identifié, 56, 69.
STOVE, 262.
SUZE-LA-ROUSSE, 248.
TAIN, 248, 194 (212) (288) ; II, 89.
TALISSIEU, 224.
TALUYERS, 224, 335 ; II, 116.
Tarnat, dioc. Lyon, monastère existant au VI^e siècle, époque de la promulgation de la règle de Tarnat ; 327.
TAURO, 265.
TAUSSAC, 216.

- TAUVES, 187, II, 156.**
TEGIS, al TIGHIS. Voy. CEMUNO.
TERNAY, 248, 62, 125, 155; II, 116.
THÈSE, 248.
THETFORD, 262, 132, 153, 188, 190 (199) (271), 357; II, 31, 32, 42, 68, 118, 120.
THIAUCOURT, 257, 62.
THIECOURT, 257.
THIERENBACH, 257; II, 20.
THIERS, 187-188, 59 (94), 152, 155 (157), 181, 205; II, 16, 65, 88, 112, 156, 176, 177.
THIEZ, 248.
THIZY, 224 (154) (195); II, 87.
Tholon (château de), Saône-et-Loire, com. Toulon-sur-Arroux arr. Charolles; 184.
Tibur (concile de 895), 42. (Assemblée de) XII^e siècle; II, 162
TOIRAC, 216 (94).
TORNAC, 248; II, 178.
TORSAC, 232-233.
TORXÉ, 233.
TOUGET, 216.
TOULONGERQUES, 216.
TOULONJAC, 216.
TOULOUSE (collège), 217, 322.
Toulouse (Université), 319, 320, 321.
TOURS-SUR-MARNE, 207, 113 (113) (187); II, 80 (121).
TOUTEVILLE, 207.
TREFFORT (Lyon), 224.
TREFFORT (Provence), 248.
TRÈVES, 248.
Trinité de Vendôme (La), Loire-et-Cher, Vendôme, abbaye fondée en 1032; II, 15.
TROSLY (synode de 909). v, 36.
TROUHANS, 225; II, 107.
TROYES (Saint-Jacques), 207.
TRUAZ, 225.
TULETTE, 249.
Tulle (Saint-Martin), dioc. Limoges, abbaye fondée au VII^e siècle; II, 8.
Tulle (synodes), 68.
TUPIGNY, 207.
Tyniec; II, 169.
ULZATO, 269.
UNICOURT (Saint-Vulmar), prieuré clunisien non identifié; II, 16, 167.
URVILLE, 257.
VABRES, 249.
VALBONNAIS, 249, 59 (210), 336.
VALBORGNE, 216.
VALEINS, 225.
VALENCE (Saint-Georges), 249.
Valenciennes (Béguines de l'Hôpital Saint-Elisabeth); II, 51, 90.
VALENSOLLE, 249 (187) (212); II, 116, 117.
VALIGNY, 207.
Vallombreuse, Toscane, prov. Florence, abbaye fondée vers 1039, 21.
Vallombrun (abbaye de), 68.
VALLORBE, 257.
VALSERRES, 249.
VALVERDE, 265 (211).
VANOISE, 207; II, 56.
VANDŒUVRE, 257.
VAUCLUSE, 258 (78); II, 53, 80.
VAULX, 249.
VAUX-SUR-POLIGNY, 258, 78, 82 (163) (272), 271; II, 178.
VAYLATS, 216.
VEDRINES-SAINT-LOUP, 188.
VENDEUVRE, 207, 144 (187); II, 89 (121), 137, 153, 185.
VENISE (Sainte-Croix), 269.
VENIZY, 207.
VENTADOUR, 233, 194; II, 158.
VENTAVON, 249.
VERCEIL, Piémont, prov. de Novare, 269; II (125).
VERGENATE, 269.
VERGY, 225, 118 (162), 181 (187), 249, 290, 292 (321), 323; II, 67, 107, 117 (121), 178.
VERNEUIL, 207; II, 109.
VERTAIZON, 188.
VERZIANO, 269-270, 67; II, 108, 111 (125).
VEYNES, 249.
VEZELAY, 225, 94, 99, 143; II, 16 18, 59, 131, 132, 136, 142, 147, 167.
VEZEZOUX, 188.
VIANNE, 216.
VIC-SUR-CÈRE, 188.
Vienne (concile de 1311), 238.
VIENS, 249.
VIEURE, 207.
VIGNEMONT, 207-208.
VILLAFRANCA, 265-266, 72; II, 118.
VILLARS, 258.
VILLARS-LES-MOINES, 258, 72; II, 172.
VILLAVERDE, 266, 48, 132 (211).
VILLE-EN-MICHAÏLE, 225.
VILLE-LA-GRAND, 249.
VILLEBOIS-LA-VALETTE, 233.

- VILLEFOLLET, 233.
VILLEGATS, 233.
VILLEMATIER, 216.
VILLENEUVE (Allemagne), 258.
VILLENEUVE (Lyon), 225, 67
 (154) (163), 249.
VILLENEUVE D'AVEYRON, 217.
VILLENEUVE-DE-DURFORT, 217.
VILLEPERDRIX, 249.
VILLERET, 225.
VILLETTE, 225 ; II, 89.
VIMIEIRO, 266.
VIRARGUES, 188.
VISAN, 250.
VITROLLES, 250.
VITRY, 208, 61, 113 ; II, 117.
VIUZ-FAVERGES, 250.
VIUZ-LA-CHIESAZ, 250.
VIVEROLS, 188.
VIZILLES, 250 (212), 236.
VOGUÉ, 250.
VOLVIC, 188 ; II, 32.
VUFFLENS, 258.
WANGFORD, 263.
WENLOCK, 263, 61 (212); 245,
 357 ; II, 120, 178.
WILBADESSEN, 258 (382).
Worms (concile de 868) (42).
ZAMORA, 266.
ZELL, 258, 61 ; II, 152.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES ⁽¹⁾

- ABBO**, père de l'abbé de Cluny, Odon, 313.
- ABÉLARD**, Al. Abailard, (Pierre), philosophe et théologien, abbé de Saint-Gildas de Ruis, mort au monastère de Saint-Marcel de Châlon, le 21 avril 1142, 315.
- ADALBÉRON**, évêque de Laon (977-1030), 244.
- ADAM TUILIER**, prieur de Marcigny, 62.
- ADHÉMAR DE POITIERS**, Al. Aymar II, comte de Valentinois (1189-1239) ou A. VI, comte de Valentinois, recteur du Comtat Venaissin, † 1373, II, 82.
- ADRIEN IV**, pape (1154-1159), 137 (138).
- AGENOLD DE GORZE**, 15.
- AGNÈS DE ISSY**, maîtresse de Guillaume du Fournel, 73.
- AIMERY II DE CHASLUS**, parent du pape, archevêque de Ravenne, puis évêque de Chartres, cardinal du t. des saints Sylvestre et Martin-aux-Monts, légat, † 1349, 194 ; II, 158.
- ALBÉRIC II**, Primat des Romains, † 954, II, 8.
- ALBÉRIC**, abbé de Vézelay, prieur de Saint-Martin-des-Champs, puis abbé de Vézelay, 1130/1, cardinal évêque d'Ostie, 1138, † 1148 ; II, 59.
- ALBERS** (Dom) (VII), 3 (11) (12) (13), 18, 19.
- ALEXANDRE III**, pape (1159-1181) (30), 112 ; II, 59 (132), 135, 163.
- ALEXANDRE IV**, pape (1254-1261), 25 (109), 110 (118), 119, 184, 192 ; II, 32 (34), 69, 75, 126.
- ALEXIS I^{er} COMNÈNE**, empereur de Constantinople (1081-1118) ; II 168.
- ALMODIS** (Comtesse), fille de Bernard I^{er}, comte de la Marche ; II, 21.
- ALPHONSE VI**, roi de Castille, † 30 juin 1109, 370 ; II, 168, 171.
- AMANIEU II D'ARMAGNAC**, archevêque d'Auch, † 1242 ; II, 153.
- AMBROISE** (saint), 379.
- AMÉDÉE**, cardinal de Saluces, prieur com. de Saint-Leu-d'Esserent, év. de Valence et Die, card.-diacre de Sainte-Marie-Neuve, † 28 juin 1419, 195.
- AMÉDÉE**, comte de Savoie, II, 162.
- AMÉDÉE IV le Grand**, comte de Genève et de Savoie (1285-1323), II, 150, 151, 152.
- AMIENS** (évêque d'). Voy. Bernard d'Abbeville.
- ANASTASE IV**, pape (1153-1154), II, 63.
- ANDRÉ**, abbé de Vallombreuse, 68.
- ANDROUIN DE LA ROCHE**, abbé de Cluny (1351-1361), 97 ; II, 163.
- ANGER** (Dom), VII, 128 (322) ; II (71).
- ANGLETERRE** (roi d'). Voyez. Edouard I^{er}.
- ANJOU** (duc d'). Voy. Louis I^{er}.
- ANNE DE KIBOURG**, avoué du prieur de l'Ile-Saint-Pierre, II, 144.
- ANTOINE** (saint), 238, 258.

(1) Pour éviter une troisième table et pour des raisons de simplification matérielle, nous avons fait figurer dans cet index les mentions de coutumiers, règles et congrégations monastiques.

- ANTOINE DE CHALANTO**, chance-
 lier du comte de Savoie, card-
 diacre de Sainte-Marie *in via*
lata (9 mai 1404), puis le
 19 mars 1412 card.-prêtre du
 t. de Sainte-Cécile, † Lausanne
 4 sept. 1418, prieur com. du
 p. du Bourget (1410), 195.
ARCHAMBAULT V, sire de Bour-
 bon, † 1096, II, 142, 143.
ARDON, biographe de Saint-Ben-
 noit-d'Aniane, 13.
ARMAND PAYEN, moine de Mois-
 sac, abb. d'Eysses, 95.
ARNAUD DE PERU, visiteur d'An-
 gleterre, 110.
ARNAUD RAYMOND, prieur de
 Pommevic, 95.
ARTAUD, prieur de Romainmôtier
 en 1115, (199).
AUCH (cardinal d'). Voy. Elie de
 Talleyrand.
AUGER DE DURFORT, abbé de
 Moissac, II, 151.
AUGUSTE, abbé de Saint-Martin
 et de Saint-Symphorien, II
 (4).
AUGUSTIN (Règle de saint), 213,
 379.
AURÉLIEN, évêque d'Arles en
 546, 29, 40 (255).
AUSCULF, abbé de Saint-Jean-
 d'Angély, II, 61.
AUVILLARS (vicomte d'). Voy.
 Beraud de Got.
AUVRY (384).
AVANT (seigneur d'), II, 151, 153.
AYMARD (Al. Aimard), abbé de
 Cluny (944-953) (90) (99) (100);
 II, 167.
BACCHINI (B.), II (21).
BALE (évêque de). Voy. Pierre
 Reich de Reichenstein.
BARNABO VISCONTI, II, 163.
BARTHÉLEMY DE FLORANGES,
 abbé de Cluny (1228-1235), II,
 (132).
Basile (saint), 5, 40, 43, 110, 115,
 258, 379.
BATIFFOL (Mgr) (364).
BAUDOUIN, abbé de Vézelay en
 1129, II, 59.
BÉARN (comte de). Voy. Cen-
 tulle II.
BÉATRICE DE SAVOIE, dame de
 Faucigny, II, 145.
BÉNÉDICTINE (1336) (constitu-
 tion), 238.
BENOIT (saint) III, v, 1 (2) (3), 4,
 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 17, 21
 (28), 30 (31), 35, 38, 39, 40, 42,
 44, 46, 50, 55, 56, 64, 65, 67, 76,
 83, 88, 89, 90, 92, (97), 100
 (101) (102), 104, 105, 109, 110,
 111, 115, 118, 131, 132, 133,
 135, 156, 158, 161, 167, 170,
 176 (178), 204, 213, 217, 219,
 220, 229, 230, 231 (232), 236,
 237, 242, 243, 250, 252, 253,
 254, 255, 256, 258, 259 (269),
 270, 271, 279, 280, 291, 292,
 293, 301, 305 (306), 310, 312,
 327, 328, 329, 330, 332, 333,
 358, 362, 373 ; II, 1, 2, 3, 6, 8,
 13, 73.
BENOIT D'ANIANE (saint), iii, iv,
 x, 3, 5, 9, 10, 12, 13 (14), 15,
 17, 18, 19, 21, 31 (37), 38, 40,
 41, 43, 45 (63), 79, 132, 156,
 161, 176, 214 (215) (221), 232,
 240, 242, 243, 253, 258, 261,
 262, 269, 279, 280, 328, 329,
 333 (335), 338, 339, 362 ; II,
 2, 3, 6 (7), 10.
BENOIT VII, pape (974-983), II,
 136.
BENOIT XII, pape (1335-1342)
 (31), 161, 210 ; II (24).
BENOIT XIII, anti-pape (1409-
 1423/4), II, 128.
BERAUD DE GOT (vicomte d'Au-
 villars), père du pape Clé-
 ment V ; II, 151.
BERLIÈRE Dom), vii, x, 13 (44)
 (81) (207), 209 (210) (219) ; II
 (169).
BERNARD (coutumes dites de
 l'abbé), 22, 24.
BERNARD, moine clunisien (cou-
 tumes de), 3, 16, 18, 21 (35) (36)
 (37), 43 (44) (47) (48) (49) (51),
 57, 58, 83 (84) (93), 101 (103)
 (104) (105) (117) (118) (121)
 (125) (126) (133) (134) (136)
 (139) (141) (142) (145) (147) (148)
 (154) (156) (157) 162 (163) (169)
 (172) (173) (178) (183), 184 (197)
 222 (233) (254), 262, 269, 300,
 302, 306, 307, 308 (333) (334)
 (336) (340) (341), 342 (343)
 (344) (345) (347) (349) (350)
 (353) (354), 357, 359 (366), 371
 (391) (403) (404) (405) (406)
 (407) (408) (409) ; II, 17.
BERNARD (saint), abbé de Clair-
 vaux (1091-1153), 23, 31, 58,
 167, 170, 210, 233, 241, 251,
 252, 253, 315, 362 ; II, 131,
 162.

- BERNARD, évêque de Saintes (1152), II, 139.
- BERNARD D'ABBEVILLE, évêque d'Amiens (1300), II, 152.
- BERNARD DE CHATILLON, évêque de Mâcon (1119), II, 135.
- BERNARD DU MONTCASSIN (Bernard Ayglier), moine de Savigny, abbé de Lérins 1256, puis du Montcassin, 1263 ; cardinal 1268, † 3 avril 1282) (35), 92, 168 (173), 238.
- BERNON, abbé de Cluny (910-926), 16, 19, 64, 82, 90, 91 (99), 239 ; II, 4, 6, 7, 8, 12, 167.
- BERTHELET (Dom Grégoire) (269)
- BERTRAND DAL FAR, prieur de Ségur, 95.
- BERTRAND I^{er} DE COLOMBIER, abbé de Cluny (1295-1308), 22, 24, 28, 30, 33 (52), 53, 54, 58, 63, 71, 73, 81, 83 (99) (104) (106), 110, 111, 117, 120, 125, 129, 134, 143, 167, 175 (189) (191), 203, 217, 221, 234, 239, 243, 245, 259, 272, 279, 280 (285) 288, 291, 292, 323, 338, 369, 380, 382, 384 ; II (28), 34, 35, 40, 50, 66, 76, 78, 83, 96 (99) (100), 121, 127 (132), 156, 159, 163, 176.
- BERTRAND DE POYET (ou Pouget), neveu du pape Clément V et son chapelain, cardinal de Saint-Marcel, évêque d'Ostie, † 3 février 1352, 194.
- BERTRAND DE ROC, abbé d'Eys-
ses, 95.
- BERTRAND DE VIENNE, moine de Ganagobie, 71.
- BESSE (Dom), 29 ; II (4) (71).
- BLANCHE DE CASTILLE, reine de France (1187-1252), II, 127.
- BLANCHE DE NAVARRE, comtesse palatine de Troyes (fille de Sanche VI, roi de Navarre, femme de Thibaud III, comte de Champagne, † 1229), II, 46.
- BOERIUS (Pierre Bohier, abbé de Saint-Chinian, év. d'Orvieto (1364), de Vaison (1370), dé-
posé 31 août 1387), 205, 238.
- BONIFACE (saint), II, 41.
- BONIFACE VIII, pape (1294-1303) (33) (94) (95) (99), 365, 383 ; II, 36, 62, 64, 67, 120 (121) 123, (125), 127 (128) (132), 163.
- BOULOGNE (comte de). Voyez Eustache II, comte de Boulogne.
- BOURBON (sires de), gardiens du prieuré de Souvigny, II, 146.
- BRACHION (saint), II (4).
- BRANCION (seigneur de), II, 143.
- BRETON (seigneur de), II, 107.
- BRUEL, 22, II (71) (81) (105).
- BRUNO (saint), fondateur de l'ordre des chartreux, 1084, † 1106, 371.
- BURCHARD II, archevêque de Lyon † 1030, (100).
- BUTLER (Dom), 6, 56 (65), 167.
- CABROL (Dom), II (15).
- CAILLET (Pierre), 109, II (53) (64).
- CALIXTE II, élu à Cluny pape (1119-1124) (99) ; II, 28, 59, 60, 68, 132, 137, 162
- CALIXTE III, pape (1455-1458), 97 ; II, 76.
- CALMETTE (Dom) (239) (269).
- CASIMIR I^{er}, roi de Pologne (1041-1058), II, 169.
- CASSIEN, (5), 6, 15, 27, 64, 135, 230, 231, 379.
- CÉLESTIN III, pape, (1191-1198), II, 35, 62.
- CÉLESTINS, (congrég. suivant la règle de saint Benoît, réformée par Pierre de Morrone, 1254) 93, 292.
- CENTULE IV, vicomte de Béarn, † en 1088, II, 168.
- CÉSAIRE D'ARLES (saint), 5 (29), 31, 40, 56 (78) (255), 258.
- CHALANO (cardinal de). Voy. Antoine de Chalanto.
- CHARLEMAGNE, 9, 10, 41 ; II, 2.
- CHARLES LE CHAUVÉ, 19 ; II, 95.
- CHARLES V, roi de France, II, 163
- CHARLES VII, roi de France, 97 ; II, 153, 161.
- CHARLES, duc de Bretagne, II, 163.
- CHARLES LE TÉMÉRAIRE, duc de Bourgogne (1437-1477), II, 161.
- CHARTRES (Cardinal de). Voy. Aimery II de Chaslus.
- CHARTREUX, ordre fondé par saint Bruno en 1082 ; (44), 92, 292, 371.
- CHASLES (Raymond), (50).
- CHAVOT, II, 168.
- CHEVALIER (Ul.), 69.
- CHOMETON, 20.
- CISTERCIENS, ordre monastique fondé par saint Robert (1098) (44) (115), 191, 210, 235, 261, 292.

CLAPHAM (A.-W.) (213).
 CLARENTINI, II, 125.
 CLÉMENT III, pape (1187-1191), II, (137).
 CLÉMENT IV, pape (1265-1268), 35 (36), 109, 110 ; II (31), 75, 126 (132).
 CLÉMENT V, pape (1305-1314), 96 (176) ; II, 107, 127.
 CLÉMENT VI, pape (1342-1352), 31 (93), 96 (385) ; II, 42.
 CLÉMENT VII, antipape (1378, † 1394), 97.
 CLERMONT (évêque de). Voy. Gui de la Tour.
 COLOMBAN (saint), II, 256 (269), 365.
 COLONNA (cardinal). Voy. Jean Colonna.
 CONANT (Kenneth John) (315).
 CORNUT (Bernard), 43 ; (Robert), 43.
 COULTON, IX, (82) 224 (376) (377) ; II, 95, 104.
 CUCHERAT (Fr.), iv.
 DALDERBY (Jean), évêque de Lincoln, † 1320, 388.
 DELATTE (Dom), 229, 327.
 DELISLE (Léopold), 314, 316.
 DEPOIN (J.), 366.
 DEROUX (41).
 DIDIER (Noël), II, 146.
 DOBIACHE-ROJDESTVIENSKY (Olga) (68) (75).
 DONATUS (saint), *Regula ad Virgines* (281).
 DOUCE DE CHAUMONT, moniale de Laveine, 73, 384.
 DU BOURG (Dom), vii.
 DUCKETT, II, 169.
 DUNSTAN (Saint), abbé de Glastonbury, archev. de Cantorbéry, † 988 ; 18, 21, 83, 265.
 DURAND (le moine), 314.
 DURAND (Dom) (un des auteurs du Voyage littéraire), 239.
 EADMERUS (moine) (48).
 EBBON DE DÉOLS, 239.
 ECKEHARD, moine de Saint-Gall, 233.
 ECOLES CHRÉTIENNES (Frères des) (230).
 EDOUARD I^{er}, roi d'Angleterre (1272-1307), II, 150.
 EGGER (Bonaventura), VII, (44) (174), 191, 199 ; II (68) (172).
 ELGÉSINIUS, abbé de Saint-Augustin de Canterbury, 108.

ELIE DE TALLEYRAND, év. d'Auch, card.-prêtre du t. de Saint-Pierre *ad Vincula*, 25 mai 1331, 194 (195).
 ERASME, 229.
 ETIENNE, prieur de Romainmôtier en 1243 ; II (110).
 ETIENNE, *socius in ordine*, visiteur en 1262, aumônier de l'abbé de Cluny en 1269 ; 205.
 ETIENNE DE BERZÉ, écuyer, II, 150.
 ETIENNE I^{er} DE BOULOGNE, abbé de Cluny (1163-1173) (94), 96.
 EUDE DE LA PERRIÈRE, abbé de Cluny (1423-1456), 377.
 EUDES RIGAUD, franciscain, archev. de Rouen, cardinal, 1252, † 1275, 68 ; II, 95.
 EUGÈNE III, pape (1145-1153) (199) ; II, 63, 67, 139.
 EUSTACHE II, comte de Boulogne, 1049-1093, 127 ; II, 168.
 EVANS (Joan), iv, (138).
 EVÊQUES CONSÉCRATEURS DE L'ABBÉ DE CLUNY, 99.
 EXETER (évêque d'), 68.
 FABRE, II (133) (134).
 FABRY (L.), (vii).
 FARFA (coutumes clunisiennes dites de), 42, 50, 79, 83 (84) (86) (93) (101) (106) (107) (116) (118) (119) (120) (121), 126 (127) (133) (134) (136) (138) (139) (141) (142) (150) (156) (157) (158) (159) (160) (164) (165) (168) (172) (177) (178) (179), 213 (214) (225) (233) (235), 242, 246 (247) (261) (283) (284) (285), 291 (293) (300) (302) (304) (307) (311), 316 (336) (345) (346) (354).
 FÉLIX V anti pape (1440-1444), II, 172.
 FERDINAND I^{er}, roi de Castille (1033-1065), II, 171.
 FERRÉOL (saint), 56 (115), 258.
 FERRETTE (comte de). Voyez Ulrich II.
 FERRY III, duc de Lorraine (1251-1303) ; II, 152.
 FLICHE (Augustin), vi, 14 ; II, 7.
 FOREZ (comte de). Voy. Guigues VIII.
 FOREZ (comtesse de). Voy. Jeanne de Montfort.
 FOULQUES de Saint-Martin-des-Champs, chambrier de France, II, 46.

- FOURNIER (Marcel) (324) (325).
- FRANCISCAINS (Frères Mineurs, ordre mendiant fondé à Portiuncula, 1208) 235 ; II, 153, 154.
- FRÉDÉRIC BARBEROUSSE, empereur, II, 62.
- FRUCTUOSUS (saint) (règle de) (115), 258.
- FRUTTUARIA (Saint-Bénigne), Turin, près Volpiano, abbaye fondée en 1003 (coutumes de) (18), 20, 21 (52) (84) (85) (91) (104) (105) (106) (119), (125), 126, 127, 128 (132) (133) (134) (147) (148) (151) (152) (153) (154), 156 (158) (159) (160), 162 (164) (165), 166 (169) (171), 182, 265 ; II, (13).
- GARCIA III de Navarre (1035-1054), II, 168.
- GAUDERANUS, chapelain de l'abbé de Cluny, II, 40.
- GAUSBERT, avoué de Moissac au XI^e s., II, 141.
- GAUZZIN DE VIENNE, évêque de Mâcon (1020, résigne 1030-31), † à Cluny le 8 juillet 1032 ; II, 134.
- GÉLASE II, pape (1118-1119), 108, 109 ; II, 16, 136.
- GENÈVE (comte de). Voy. Amédée IV.
- GEOFFROY, comte de Nogent, II, 168.
- GEOFFROY DE SEMUR (379), 382.
- GÉRALD DE FLANDRES, abbé de Cluny (1215-1220), évêque de Valence, patriarche de Jérusalem (93).
- GÉRARD, prieur de la Charité, II, 28.
- GÉRARD, prieur de Saint-Eutrope de Saintes, II, 17.
- GÉRARD DE BROGNES (saint), † 959, VI, 15, 16, 17 ; II, 6.
- GÉRARD DE CAMBRAI, 82.
- GÉRARD DU PUY, dit le cardinal de Grandmoutier, abbé de Marmoutier, card.-pr. du t. d. Saint-Clément, † 14 fév. 1389, prieur com. de Rompon, 194.
- GERSON (Jean Charlier, † 1429), 69.
- GILBERTINS (44).
- GILLES, prieur de Saint-Martin-d'Anduze, 192.
- GILLES DE SORCY, év. de Toul (1269), II, 152.
- GIRARD, comte de Mâcon (1156-1184), II, 141, 142.
- GOTTESCHULK, moine de Fulda, 41.
- GOUGAUD (Dom L.) (82), 294 (365).
- GRAHAM (Rose), IV, (21) (213) ; II, 56.
- GRANDMOUTIER (Cardinal de). Voy. Gérard du Puy.
- GRÉGOIRE LE GRAND (saint), pape (590-604), 7 (28), 115.
- GRÉGOIRE IV, pape (827-844), 41.
- GRÉGOIRE V, pape (996-999) (99) ; II, 134.
- GRÉGOIRE VII, pape (1073-1085), ancien moine de Cluny, II, 16, 58, 60, 61, 134.
- GRÉGOIRE IX, pape (1227-1241), 25 (29), 32 (36) (55) 64 (81), 99, 112 (113), 190, 191, 202, 238, 244 (271), 273, 285 ; II, 34, 37, 69, 70, 72, 74, 75, 76, 87, 88 (93), 95, 111, 123 (132) (137).
- GRÉGOIRE X, pape (1271-1276), 35.
- GRÉGOIRE XI, pape (1370-1378), 97.
- GRUYÈRE (comte de), avoué du prieuré de Rougemont, II, 144.
- GUY, prieur de Saint-Georges de Didonne, II, 111.
- GUI II, comte de Mâcon (1065-1078), † à Cluny en 1109, où il s'était retiré avec ses fils en 1078, 370.
- GUI CHAMPOISSET, moine de Marboz, 78.
- GUI D'ALLEVARD, prieur de Laveine (223).
- GUI DE LA TOUR, év. de Clermont (1250-1286), II, 138.
- GUI DE NEUFVILLE, évêque de Saintes (1296-1312), II, 139.
- GUI JULIOT, notaire apostolique (1314), II, 33.
- GUICHARD BROSSE, licencié ès lois, procureur gén. de l'ordre, (1432), II, 124.
- GUIGUES, prieur de Payerne en 1148 (199).
- GUIGUES VIII, comte de Forez (1333-1358 ou 60), II, 152.
- GUILHEM DE LA JUGÉE, cardinal-diacre du t. Sainte-Marie *in Cosmediu*, puis car.-prêtre du t. de Saint-Clément, † 28 avril 1374 ; II, 153.
- GUILLAUME I^{er} LE CONQUÉRANT,

- duc de Normandie, roi d'Angleterre (1035-1087), 96, 376 ; II, 173.
- GUILLAUME III, duc d'Aquitaine, † 951, 17, 91 ; II, 4, 135.
- GUILLAUME IV, comte de Nevers (1161-1167), 124.
- GUILLAUME, abbé d'Hirsau (1068, † 1091), 20, 43, 84.
- GUILLAUME, abbé de Polirone en 1080, II, 21.
- GUILLAUME DE CALVACABO, prieur de Crémone, II, 158.
- GUILLAUME, chambrier, puis prieur de Saint-Martin-des-Champs, II, 41.
- GUILLAUME, prieur de la Charité (93).
- GUILLAUME I^{er} D'ANGLETERRE, abbé de Cluny (1177-1179), 96 ; II, 61, 163.
- GUILLAUME II DE VALENCE, archevêque de Vienne (1283-1309), prieur com. de Rompon, 194, 195.
- GUILLAUME III DE FRANCE, al. de Pontoise, abbé de Cluny (1244-1257) (93) ; II, 32, 90, 125.
- GUILLAUME IV D'IGÉ, abbé de Cluny (1289-1295) (94) (99), 113 ; II, 66 (132).
- GUILLAUME DE BERVEDEC, moine de Wenlock, 61.
- GUILLAUME DE DURFORT, prieur de Rabastens, 94.
- GUILLAUME DE CANDAILLAC, franciscain, parent de Jean XXII, abbé d'Eysse (210).
- GUILLAUME DE CHAMPEAUX, philosophe et théologien, évêque de Châlons, † en 1121, II (162).
- GUILLAUME DE JALUGNY, chapelain de l'abbé de Cluny, 40.
- GUILLAUME DE L'ONGLE, ancien mineur (1343), (210).
- GUILLAUME DE MALMESBURY, 375.
- GUILLAUME DE ROUSSILLON, évêque de Valence (1298-1331), prieur com. du prieuré d'Allex, II, 82.
- GUILLAUME DE ROUSSILLON, visiteur d'Allemagne, 110.
- GUILLAUME DE SANSUR, *socius in ordine*, visiteur en 1286, 205.
- GUILLAUME DE VOLPIANO ou DE DIJON, abbé de Saint-Bénigne (990) et de Fécamp (1001), † 1031, vi, 15 (20) (91) ; II, 3, 10.
- GUILLAUME DU FOURNEL, sacristain du prieuré de Bourbon, 73.
- GUILLAUME PERETI, prieur com. de Saint-Amans, 194.
- GUILLOREAU (Dom), II (52).
- HARTWIG, abbé d'Hersfeld (1072-1088), 234.
- HAUVILLER (383).
- HEFELE (109).
- HENRI, prieur de Saint-Mayol de Pavie, II, 110.
- HENRI I^{er}, empereur, 162, 164.
- HENRI II, empereur (1014-1046), 154, 370.
- HENRI IV, empereur (1084-1106) (199) ; II, 162, 168.
- HENRI I^{er}, roi d'Angleterre (1100-1135), 370.
- HENRI VI, roi d'Angleterre (1429-1471), II, 53.
- HENRI I^{er} DE FAUTRIÈRES, abbé de Cluny (1309-1319), 22, 24, 28, 29, 30, 32, 33, 35 (36), 48, 58, 66 (79), 85, 92 (93), 96, 97 (118) (132), 142, 188, 190, 191 (198), 201, 202, 208, 214, 217, 222, (223) (236), 240, 280, 290, 292, 299, 322, 328 ; II, 11, 12, 31, 33, 35, 40, 68 (76), 77 (78), 80, 83 (88) (90) (96) (99), 100, 101, 105, 140, 156, 159.
- HENRI I^{er} DE LENZBURG, évêque de Lausanne (985-1019), (100).
- HENRI DE CUSSENAY, moine de Montricher, II, 51.
- HENRI GAILLARD, moine de Mer-teau, 72.
- HERLÈVE, femme de l'évêque Robert, 68.
- HERRGOTT, 18.
- HERWEGEN (Dom I.), 219.
- HILDEBERT, biographe de l'abbé Hugues I^{er} (92), 115.
- HILDEGAIRE, 231, 292.
- HILDEMAR (183), 205, 266.
- HIRSAU, al. Hirschau, Hirsauge, dioc. Spire, Wurtemberg, abbaye fondée en 830, 18, 21, 35, 49, 82 (87), 91 (92) (118), 119, (125) (132) (133) 135, 142, 143 (147) (154) (158), 162 (163), 177, 180 (225), 246 (254), 257 (263) (269), 342 (348) (365) ; II (14), 15, 131.
- HOFMEISTER (Ph.), (107), 108.
- HONORIUS II, pape (1124-1130) ; II, 12, 58, 60, 67.

- HONORIUS III, pape (1216-1227), II (128) (137).
- HONORIUS IV, pape (1285-1287), II, 138.
- HUGUES I^{er} DE SEMUR ou saint Hugues, abbé de Cluny (1049-1109), 2, 51, 84, 90, 91, 108, 111, 112, 115, 125, 162, 239, 250, 251, 252, 291, 303, 305, 338, 362, 363, 368, 376, 379, 382 ; II, 8, 11, 13, 14, 16, 17, 28, 47, 67, 72, 77, 93, 136, 162, 163, 167, 168, 170, 171 (172), 173.
- HUGUES II, évêque de Genève, † 1025, (100).
- HUGUES III, abbé de Cluny (1158-1163), (94).
- HUGUES IV de Clermont, abbé de Cluny (1189-1199), (92) ; II, 163.
- HUGUES V D'ANJOU, abbé de Cluny (1199-1207), 22, 23, 28, 30, 32, 35 (36) 39, 48 (53), 54, 57, 58, 66, 81 (92) (106), 112, 132, 143, 161, 181, 188, 190, 191 (199), 200, 201, 203 (216), (217) (236), 239, 240, 270 (271), 279, 280, 330, 357, 371 ; II, 22, 33, 37, 41, 43, 45, 47, 69, 73, 76, 78, 111, 163.
- HUGUES VI DE COURTENAY, abbé de Cluny (1235-1244), (93).
- HUGUES VII FABRY, abbé de Cluny (1347-1351), 96.
- HUGUES DE BUXI, moine de Nantua, 61.
- HUGUES SEGUIN DE BILLAY, O. P., dominicain, cardinal prêtre t. Sainte-Sabine (16 mai 1288), év. d'Ostie, camérier du Sacré-Collège, † 28 déc. 1297, II, 75.
- HUMBERT, prévôt de Cluny en 1094, II, 41.
- HUMBERT I^{er}, baron de la Tour-du-Pin, Dauphin du Viennois (1281-1307), II, 152.
- HUMBERT II, sire de Beaujeu (1137-1174), II, 143 (146).
- HUMBERT DE SAINT-EVRE, 15.
- HUMBAUD, archevêque de Lyon (1119-1128), II, 134.
- INNOCENT II, pape (1130-1143) (81), 374 ; II, 11, 12, 60, 67, 73.
- INNOCENT III, pape (1198-1216), 23, 68 ; II, 16 (24) (31), 35, 70, 73.
- INNOCENT IV, pape (1243-1254), 35 (36), 109, 208 ; II, 11, 18, 32, 63, 68, 95, 119, 126, 128, 139.
- INNOCENT VI, pape (1352-1362), II, 163.
- INNOCENT VIII, pape (1484-1492), II, 64.
- ISABELLE DE FAYE, maîtresse de Guillaume du Fournel, 73.
- ISIDORE (saint), 231, 281.
- JACQUES DE DAMAS-COSANS, abbé de Cluny (1374-1383), 97 ; II, 127.
- JACQUES DE VITRY, cardinal-év. de Frascati, légat, patriarche de Jérusalem (1181-1240), 376.
- JACQUES JOUVENEL DES URSINS, patriarche d'Antioche, prieur com. de Saint-Martin-des-Champs, en 1452 (197).
- JARDET (P.), vii.
- JEAN (le moine), biographe d'Odon, 19, 64, 79, 82 (83), 90 (283) (313)
- JEAN D'APULÉE, 19.
- JEAN D'AVIGNON, prieur de Lewes, II, 120.
- JEAN COLONNA, archiprêtre du Latran, card.-diacre Saint-Ange, † 3 juillet 1348, prieur com. de Pontida, 194.
- JEAN DE CREME, cardinal, II, 134.
- JEAN DE GENÈVE, évêque de Valence (1283-1297), II, 139.
- JEAN DE LORSAC, moine de Lavoute, II, 42.
- JEAN DE MONTFORT, II, 163.
- JEAN DE MOURELLE, prieur de Barbezieux, † 1343, II, 49.
- JEAN DE PARISAN, visiteur d'Angleterre, II, 110.
- JEAN DE PATRERIIS, moine de Broc, 73.
- JEAN DE ROCHEFORT, évêque de Langres (1295-1305), II, 139.
- JEAN DE SIRCK, évêque de Toul (1296-1309), II, 137.
- JEAN DE VANDIÈRES, 15.
- JEAN GUALBERT (48).
- JEAN L'ANTIQUE ou le Sage, comte de Chalon (1213-1237), II, 150.
- JEAN, seigneur de Semur, seign. gardien du prieuré de Marcigny, II, 147.
- JEAN LE JEUNE, évêque de Boulogne, card. du titre de Saint-Laurent-in-Lucina, prieur com. en 1449 de Lihons-en-Santerre, † 1451, 195.

- JEAN, prieur de la Charité (1247), 369.
- JEAN I^{er}, duc de Bourbon (1410-1434), 97.
- JEAN I^{er} DU PIN, abbé de Cluny (1368-1374), 97.
- JEAN II LE BON, roi de France, II, 128, 163.
- JEAN II DE DAMAS-COSANS, abbé de Cluny (1383-1400), 22 (23), 24, 97 ; II, 35.
- JEAN III DE BOURBON, abbé de Cluny (1456-1481) (22) (23), 24, 30, 60, 62, 67, 74, 97, 111, 112 (113), (189), 197, 222, 289, 317, 387 ; II, 35, 50, 53, 65, 97, (97), (99), 100, 105, 140, 163, 171, 175.
- JEAN XI, pape (931-936), 30 ; II, 133.
- JEAN XIX, pape (1024-1033), II, 134.
- JEAN XXII, pape (1316-1334), 96 (210), 324.
- JEAN XXIII, pape (1410-1415), 39.
- JEAN SANS PEUR, duc de Bourgogne (1404-1419), II, 161.
- JEANNE DE MONTFORT, comtesse de Forez, femme du comte Guigues VII (1275-1287), 71.
- JÉRÔME (saint), 379.
- JOTSALDUS, biographe d'Odilon, 91, 161.
- KEHR, II (21).
- KERN (Léon), II (71-72).
- KOLMER (L.), vii.
- LACGER, 69.
- LAMBERT, abbé de Saint-Bertin (1093-1125), II, 20, 59.
- LAMBERT DE GOUCENS, prieur de La Chaux, II, 89.
- LAMBERT DE HERSFELD (1058-1077), 18.
- LANFRANC, jurisconsulte, professeur à Avranches, moine (1042) prieur au Bec (1045), abbé de Saint-Etienne, à Caen (1063), archevêque de Cantorbery, † 1089, 21 (30) (133), 146 (154), 162, 172 (179), 180 (265), 270.
- LANFRANC, moine de Lombardie, II, 50.
- LANGRES (chanoines de), II, 153.
- LANGRES (évêque de). Voy. Jean de Rochefort.
- LATINUS MALABRANCA ORSINI, évêque d'Ostie, neveu de Nicolas II, prieur com. de Tarnay et Artas, 196.
- LAURENT (Jacques) (384).
- LÉANDRE (saint), 379.
- LEHMANN (Richard), vii.
- LÉON VII, pape (936-939), 68, (100).
- LEROQUAIS (abbé V.), 410.
- LESNE (Mgr), (124).
- LETONNELIER, (107), II, 9 (131).
- L'HUILLIER, VII (39) (84), 239 ; II, 17, 61.
- LORAIN (P.), i.
- LORRAINE (duc de). Voy. Ferry III.
- LOUIS LE PIEUX, 9, 10, 231 ; II, 2.
- LOUIS IV D'OUTRE-MER, roi de France, II, 133.
- LOUIS VI, roi de France, II, 28, 148.
- LOUIS VII, roi de France, II, 161.
- LOUIS IX, roi de France, II, 127.
- LOUIS I^{er}, duc d'Anjou (1356-1384), II, 163.
- LOUIS I^{er} DE FLANDRE, (1280-1322), comte de Nevers, II, 146.
- LOUIS DE BENSON, abbé de Mozac, 249.
- LOUIS DE SAVOIE, protonotaire apostolique (1454), prieur com. de Payerne, 195.
- LUCHAIRE, 68 ; II, 115.
- LUCIUS III, pape (1181-1185) (30) II, 73.
- LUDGER (saint), évêque de Münster, † 809, 15.
- LUZY (seigneur de), gardien du prieuré de Marcigny, II, 147.
- LYON (archevêque de). Voy. Humbaud, archevêque de Lyon.
- MABILLON, 10, 11, 14, 44, 231 ; II, 2.
- MACAIRE D'ALEXANDRIE, 5.
- MACON (bailli de), II, 91.
- MACON (comte de). Voy. Girard, comte de Mâcon.
- MACON (évêques de), II, 131.
- MACON (évêque de). Voy. Bernard de Châtillon, Gauzlin de Vienne.
- MAIEUL (al. Mayol) (saint), abbé de Cluny (953-994), 15, 18, 19, 90 (91), 239, 316, 362 ; II, 8, 9, 12, 15, 162, 167.
- MALINOWSKI (Jacques), II, 169.
- MARBOLD, al. Marbode, évêque de Rennes, † 1123, (108).
- MARCAILLE (Dom), sous-prieur de Souvigny (239).
- MARGUERITE D'ANJOU, reine

- d'Angleterre (1445-1482), II, 53.
- MARGUERITE D'YORK, duchesse de Bourgogne (1468-1503), II, 161.
- MARMOUTIER (cardinal de), peut-être Landulphe Maramauro cardinal diacre du titre de saint Nicolas in Carcere, † 16 oct. 1415, (195).
- MARTÈNE (Dom), 17, 69, 89, 92, 100, 101 (102) (115), 168, 238, 239.
- MARTIN (saint), fondateur de Ligugé (vers 360), év. de Tours (371), † 397, 258, 262.
- MARTIN IV, pape (1281-1285), II (128).
- MARTIN V, pape (1417-1431), II, 61.
- MATHIEU D'ACQUASPARTA, O. M., cardinal-prêtre du t. saint Laurent in Damase, maître gén. des Mineurs, grand pénitencier, † 28 oct. 1302, II, 75.
- MATHIEU D'ALBANO, prieur de Saint-Martin des-Champs (1117), cardinal-év. d'Albano, † 1135 (81), 219, 328.
- MATHILDE, (comtesse), II, 61.
- MATHILDE (Impératrice), 370.
- MÈGE (Dom) (269).
- MENDIANTS (Mineurs), 2, 30, 65.
- MILES DE CICON, chapelain de l'abbé de Cluny, II, 40.
- MOLITOR, 35 (88) ; II, 2 (21).
- MOLLAT (G.) (69).
- MONTBÉLIARD (comte de). Voy. Renaud de Châlon (1282-1321).
- MORNAC (seigneur de), II, 150, Charente - Inférieure, canton Royan, arr. Marennes.
- MORTON, archevêque de Worcester (1485), II, 96.
- MURBACH (canons de), 10, 12, 17 (27) (29), 79, 105.
- NALGODUS, 18 (19), 91.
- NARBERHAUS, 13.
- NEVERS (comte de). Voy. Louis I^{er} de Flandre.
- NEVERS (comtes de), II, 142, 150.
- NICOLAS II, pape (1058-1061), 30.
- NICOLAS III, pape (1277-1280), 109 ; II, 138.
- NICOLAS IV, pape (1288-1292), 25, 29, 32 (96) (113), 190, 192, 196, 221, 240 ; II (31), 36, 37, 46, 55, 69, 70, 75 (76), 80, 87, 88 (93) (94), 97, 105, 111, 120, 123 (128) (132), 151.
- NICOLAS DE FRACTURA (moine du Montcassin), abbé de Saint-Vincent de Volturno en 1299, 238, 242, 259.
- ODÉRIC VITAL, II, 72.
- ODERISINUS (Oderise), abbé du Mont-Cassin, cardinal-diacre du t. de sainte Agathe, 1059 ; card.-pr. du t. de Saint-Cyriaque in Thermis, † 1105, 108.
- ODILON, abbé de Cluny (994-1049), 15, 22 (90), 91 (99), 100, 115, 161, 164, 220, 314, 362, 364 ; II, 7, 8, 9, 10, 13, 15, 72, 93, 141, 162, 167.
- ODON, abbé de C. (926-941), 19, 64, 71, 79 (90), 91, 239, 242, 269, 313, 328, 333, 338, 362, 364 ; II, 6, 7, 8 (16), 15, 133, 135, 167.
- ODON II DE LA PERRIÈRE, abbé de Cluny (1423-1456), II, 37.
- OLIVIER, prieur de Rodengo, II, 110.
- OLIVIER DE LA MARCHE, II, 161.
- OLIVÉTAIENS, 93.
- ORDO QUALITER, (88), 379.
- OTHON (les), II, 133, 134.
- OTHON III, empereur (996-1002), II, 134.
- OURS (saint), abbé de Loches, II (4).
- OURSSEL (Ch.) (315).
- PACOME (saint), 5, 31, 82, 115, 131, 170, 231, 238 ; II, 2.
- PAGETO (cardinal de). Voyez BERTRAND DE POYET
- PASCAL II, ancien moine de Cluny, pape (1107-1118), 30, 108 ; II, 16, 18, 58, 59, 60, 67 (135), 136, 137, 161.
- PAUL DIACRE, † 672, 11, 12, 244, 332.
- PAUL WARNEFRIED, 38 (339).
- PENESTRINA (cardinal de). Voy. Pierre IV des Prez.
- PHILIPPE-AUGUSTE, roi de France II, 143, 163, 168.
- PHILIPPE II LE HARDI, duc de Bourgogne (1363-1404), II, 163
- PHILIPPE III LE HARDI, roi de France, II, 147.
- PHILIPPE IV LE BEL, roi de France, II, 146, 163.
- PIE II, pape (1458-1464), II (64).

- PIERRE CAPOCCI, cardinal-diacre du t. de Saint-Georges-au-Velabre, † 20 mai 1259, II, 126-127.
- PIERRE D'ISERPANS, prieur de Volvic, puis abbé de Mozac, II, 32.
- PIERRE DAMIEN (48), 250, 251, 375.
- PIERRE DE ARRABLAY, card.-pr. du t. de Sainte-Suzanne, pr. com. de Tain, 18 déc. 1316, 194.
- PIERRE I^{er} DE BÉHNAC, cardinal-évêque de Castres, pr. com. de Fontaines, † av. 1364 ; 194.
- PIERRE II DE CHASTELLUX abbé de Cluny, (1322-1344), 96 ; II, 127.
- PIERRE III DE LA TOUR, archevêque de Vienne (1362-1369), pr. com. des Aumades, 194.
- PIERRE IV DES PREZ, al. Després, archevêque d'Aix ; vice-chancelier del'Eglise romaine, dit. le cardinal de Penestrina, card.-pr. du t. de Sainte-Prudentienne ; évêque de Palestrina, † 30 sept. 1261 ; prieur com. de Ganagobie et de Ventadour, 194, II, 158.
- PIERRE DE POITIERS, moine et grand prieur de Cluny, abbé de Saint-Martial de Limoges (1156), † 1160, II, 40.
- PIERRE II DE SAINT-ASTIER, évêque de Périgueux, 1234, résigne 1246 ; dominicain I^{er} mars 1266, † 8 juil. 1275, II, 153.
- PIERRE DE SAINT-FLOUR, moine de Saint-Ligier, 78.
- PIERRE DE THURY ou Turey, évêque de Maillezais (2 mai 1382) ; cardinal-pr. du t. de Sainte-Suzanne, 12 juil. 1385 ; légat 1389 et 1409, † 9 déc. 1410 ; prieur com. de Saint-Saturnin-du-Port, 196.
- PIERRE GIRAUD, évêque de Sisteron (1277-1291), II, 139.
- PIERRE GONGEUIL, évêque du Puy (1326), II, 152.
- PIERRE HISPANUS, moine, 271.
- PIERRE LE VÉNÉRABLE, abbé de Cluny, (1122-1158), 22, 23, 31, 32, 35 (36), 39, 43, 46, 48, 49, 52, 53, 54, 57, 58, 66, 76, 80, 85, 98 (99), 103 (105), 110, 111, 125, 127, 132, 161, 167, 170 (180) (183), 191, 203, 208, 219, 221, 236, 239, 241, 242, 243, 252, 256, 257, 262, 265 (269) 270 (285), 289, 290, 291, 293, 299, 306, 307, 310, 313, 314, 315, 318, 337, 338 (349) (359), 364, 368, 369, 374, 380, 383, 384 ; II, 22, 35, 40, 57, 58, 59, 60, 61, 72, 73, 93, 131, 132, 133, 162, 170.
- PIERRE REICH DE REICHENSTEIN évêque de Bâle (1286-1297), II, 137.
- PIGNOT, II, III, IV., (138) (391), ; II, 8, 9 (17) (168).
- PONS, fils de Gausbert, avoué comme lui de Moissac au XI^e s., II, 141.
- PONS DE MELGUEIL, abbé de Cluny (1109-1122), 22 (99), 108 (348) ; II, 59, 70, 136, 162.
- PONS DE MONBOISSIER, abbé de Vézelay, II, 59.
- PONS II, prieur, al. abbé de Saint-Eutrope de Saintes (1110), II, 17.
- POPPON DE STAVELOT, moine de Saint-Thierry de Reims, prévôt de Saint-Vaast, de Vastoges, abbé de Stavelot et Malmédy (1021), de Saint-Maximin de Trèves (vers 1020), Hautmont (1040), Saint-Vaast (vers 1047), Marchiennes (1048), † 25 janv. 1048, VI, II, 3.
- POUJET (Dom), 239.
- POWER (388), 390.
- PRÊCHEURS, 2, 200.
- PRUNET (Dom de), 400.
- PUY (évêque du). Voy. Pierre Gongeuil.
- RABAN MAUR, moine de Fulda, 41.
- RAOUL BRICART, chevalier, II, 90.
- RAOUL DE GORSE, évêque de Sisteron, cardinal-prêtre du t. de Sainte-Prudentienne, † 15 août 1382, II, 158.
- RAOUL DE PÉRONNE, neveu du roi de France, 370.
- RAOUL GLABER, II, 171.
- RAYMOND, prieur de Lérac, II, 111.
- RAYMOND I^{er} DE BONNE abbé de Cluny, (1319-1322), 96.
- RAYMOND II DE CADOÈNE, abbé de Cluny (1400-1416), 97, 323 ; II, 52, 90, 127.
- RAYMOND DE GOT, neveu du pape, card.-diacre du t. de

- Sainte-Marie-Nouvelle, † 26 juin 1310, II, 151, 158.
- RAYMOND V, comte de Toulouse, † 1194, II, 143.
- REGULA CUJSDAM AD VIRGINES, 115.
- REGULA MAGISTRI, (89) (102) (258), 261 (281).
- RENAN, 1.
- RENAUD, moine de Gigny, II, 90.
- RENAUD DE CHALON (1282-1321), comte de Montbéliard, II, 152.
- RENAUD DE DIESSE, moine de Saint-Etienne de Nevers, 60.
- RENAUD II, comte de Bourgogne (1087-1097), bienfaiteur de Romainmotiers, 174.
- RENAUD DE LESCHES, chambrier de Provence, II, 48.
- RENAUD DE SEMUR, moine de Cluny, abbé de Vézelay (22 oct. 1106), archevêque de Lyon (1128), † 7 août 1129, 93.
- RENÉ (saint) (249).
- RENÉ, roi de Naples et comte de Provence (1430-1480), II, 53.
- RICHARD, *socius in ordine*, connétable de l'abbé de Cluny (1286), 205.
- RICHARD DE FLEURY, 16.
- RICHARD DE SAINT-ANGE, moine du Mont-Cassin vivant vers 1300, 238, 290.
- RICHARD DE SAINT-VANNES, abbé de Saint-Vannes, † 1046, vi, 16, 17 ; II, 3, 10.
- RICHARD DE VERDUN, 15.
- RICHARD DE VILLETTE, prieur de Chamonix, II, 145.
- RINGHOLZ, vii, 18 ; II, 9.
- ROBERT, évêque normand (987-1037), 68.
- ROBERT, moine, II, 42.
- ROBERT II, comte de Flandre (1093-111), II, 168.
- ROBERT II DE CHAUDESOLLES, abbé de Cluny (1416-1423), 97, 376 ; II, 163.
- ROBERT DE COURSON, chanoine de Paris, 1211 ; cardinal-prêtre du t. Saint-Etienne *in cælio monte*, 18 fév. 1212 ; légat en France en 1213, en Orient, † à Damiette 1219), II, 151.
- ROBERT WINCHESLEY, archevêque de Cantorbery (1293-1313) II, 158.
- RODEZ (official de), II, 64.
- RODOLPHE III, roi de Bourgogne (993-1032) (100).
- RODOLPHE, al. Raoul de Sully abbé de Cluny, (1173-1176), 96, (99), 112 ; II (132).
- ROGER II, comte de Foix (1223-1241), II, 141.
- ROLAND DE HAINAUT, abbé de Cluny (1220-1228) (94).
- ROMAIN (saint), abbé de Condat, † 463, 32.
- ROMAIN, archevêque d'York, peut être Jean le Romain, archevêque d'York (1286-1296), 388.
- ROMUALD (saint), fondateur de l'ordre des Calmaldules (1009), † 1027, 19 (48).
- RUPERT DE DEUTZ, 38.
- SACKUR (Ernst), iv, v, vi, 14 (19) (65), 79 (83), 110, 253, 364 ; II, 8 (10) (15), 167 (171).
- SAINT-BÉNIGNE, dioc. Langres, Côte-d'Or, Dijon, abbaye fondée au début du vi^e siècle, (coutumes de), vi, 14, 15, 18 (20), 21, 37, 42, 82, 85, 88 (101), (106) (115) (116) (132) (133) (135) (139), 146, 148, (152), 153, 156, 161, 162 (163) (169), 179, 180, 182, 183, 185, 193, 194, 203, 224, 233, 245 (254), 256, 270, (281), 282, (348) ; II, 15 ; version xii^e s. (85) (147-148) (355).
- SAINT-CLAUDE (abbé de), II, 93.
- SAINT-GALL (capitula du Ms. de), II.
- SAINT-JEAN DE JÉRUSALEM (Hospitaliers de), ordre fondé en 1113, 371.
- SAINTE-JUSTINE DE PADOUE (congrégation de), 93 ; II, 17, 61.
- SAINT-MAUR (congrégation de) (93), 374.
- SAINT-VANNES (congrégation de) (93).
- SAINTES (évêque de). Voy. Bernard, évêque de Saintes, Gui de Neufville.
- SCHNURER (G.), II, 9.
- SCHREIBER, (2) ; II (10), 130, 131 (137) (138).
- SCHULTZE (W.) (16).
- SEEBASS, 17.
- SEIDL (J.-N.) (42).
- SILGALDUS, prieur de Cluny, 115.
- SIMON II DE BEAULIEU, archevêque de Bourges, 1281 ; cardinal, év. de Penestrina (1294), II, 96.

- SIMON, comte de Crépy (1072-1080-2), II, 168.
- SIMON DE LA BROUSSE, abbé de Cluny (1361-1368), 97 ; II, 163.
- SIMON IV DE MONTFORT, comte de Leicester, chef de la croisade contre les Albigeois, † 1218, II, 151.
- SISTERON (évêque de). Voy. Pierre Giraud.
- SMARAGDE, abbé de Saint-Mihiel (809), 168.
- SMITH (L.-M.), iv.
- SNAPE, (49), 51.
- STATUTA QUAEDAM ALIA (103) (104), 105 (113), 167 ; II, 76.
- SUGER, abbé de Saint-Denis, conseiller de Louis VI et Louis VII, † 1152 ; II, 162.
- SYMONS (Th.) (14).
- SYRUS, moine, biographe de Saint-Maëul, 90, 91.
- TANCRÈDE, prince de Galilée, un des chefs de la 1^{re} croisade, † 1112 ; II, 168.
- TEMPLIERS, ordre fondé en 1118, 371 ; II, 66, 153.
- THERESA, veuve du comte Gomez Didace, II, 168.
- THIBAUT DE VERMANDOIS, abbé de Cluny (1179-1180), II, 163.
- THIERRY, abbé de Saint-Evroul, en Normandie, 15.
- THIERRY DE JUMIÈGES, 15.
- THOMEK (Ernst), 19 ; II, 9.
- TOUL (coutumes de), 21.
- TOUL (évêque de). Voy. Gilles de Sorcy, Jean de Sirek.
- « TUREYO » (cardinal de). Voy. Pierre de Thury.
- ULLATHORNE (Mgr), 56.
- ULRIC, moine clunisien, rédacteur des *Antiquiores consuetudines cluniacenses*, † 1031, VIII, 3, 15, 21 (29), 37 (38) (39) (42) 43 (44) (47) (48) (49) (51), 52 (55) (80) (84) (85), 86 (87) (91), 92 (93) (100) (101), 102 (102) (103) 104 (104) (105) (106) (107) (116), 118 (120) (122) (125) (126) (132) (133) (134) (135) 136 (139) (141), 142 (145) (147) (148), 149 (152) (153), 154-156 (157) (158) (159) (160), 161, 162 (163) (164), 165 (169) (172) (178), 180 (182) (183), 184 (197), 208 (215) (218), 220, 231, 233, 240, 243, 245 (246) (247) (254) (255) (258), 261, 262 (263), 269, (270), 279 (281) (283) (284) (285), 289 (293), 295, 296 (297), 302, 303, 305, 306, 307 (334) (336) (340) (341), 342 (344) (348) (349) (350) (353) (354) (358) (363) (364) (365) (367) (391).
- ULRIC, prieur de Rougemont (Rugisberg) (1148), (199).
- ULRIC II, comte de Ferrette (1310-1324), II, 152.
- URBAIN II, pape, (1088-1099), ancien prieur de Cluny 108 ; II, 9, 58, 134 (137) (138), 153, 168.
- URBAIN IV, pape (1261-1264), II, 109.
- URBAIN V, pape (1362-1370), 109 ; II (163).
- VAISSETTE (Dom), II (58) (141).
- VALDERICUS, chapelain de l'abbé de Cluny, II, 40.
- VALENCE (évêque de). Voy. Guillaume de Roussillon, Jean de Genève.
- VALENTINOIS (comte de). Voy. Adhémar de Poitiers.
- VALLOMBRUN (abbé de). Voy. André, ab. de Vallombrun.
- VALOUS, 313 (322).
- VERT (Claude de), 348.
- VICTOR II, pape (1055-1057), II, 136.
- VICTOR IV, antipape (1159-1164) (94) ; II, 59, 62.
- VIENNE (archevêque de). Voy. Guillaume II de Valence.
- VIENNOIS (Dauphin du). Voy. Humbert 1^{er}.
- VINCENT DE PAUL (Sœurs de Saint) (230).
- VITAL (Cardinal), Vital du Four, o. m. provincial d'Aquitaine ; card. titre Saint-Martin *in Montibus*, év. d'Albe, † 16 août 1327, 194.
- VIVIERS (cardinal de) (1395), p. com. de Bourbon et Saint-Marcel de Chalon, c'est sans doute : Pilée de Prata, card.-archev. de Ravenne, adm. de l'év. de Viviers (juin 1387) qui se démet en fév. 1389, parce que Guil. VI de Poitiers, élu 6 mars 1389, † 26 sept. 1406, n'était pas cardinal, 195.

YVES I^{er} DE VERGY, abbé de Cluny (1257-1275), 22, 32, 33, 35 (81) (109), 317 ; II, 21, 40, 97 (132).

YVES II DE CHASSANT, abbé de Cluny (1275-1289) (109), 142 (221), 224 ; II, 36, 78, 83.

W. DE LANORA, Visiteur de Lombardie, II, 110.

WIBERT, abbé de Fruttuaria, 91.

WILKENS (C.-A.), vii.

WILMART (Dom), (vii) (316) ; II (46).

WOMAR DE BROGNE ou de Gand, 15 ; II, 6.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — APERÇU DE L'HISTOIRE DE L'ORDRE DE CLUNY

1. *Sa formation sous les premiers abbés de Cluny jusqu'à la fin du XI^e siècle.* — La notion d'ordre dans la règle de saint Benoît. — Tentative de groupement de monastères par saint Benoît d'Aniane. — L'idée, ignorée à Cluny à ses débuts, se forme petit à petit et se réalise d'Odon à Odilon, à la faveur de la protection pontificale, pour répandre plus facilement la réforme et consolider la sujétion des monastères réformés 1
2. *Développement et organisation de l'ordre de Cluny depuis le XI^e siècle jusqu'à l'abbatiai de Jean III de Bourbon (1456-1481).* — Constitution de l'ordre à l'avènement de saint Hugues ; ses emprunts aux cadres du régime féodal. — Groupement d'abbayes et de prieurés. — Liens plus ou moins lâches avec l'abbé de Cluny. — L'accroissement de l'ordre et la dispersion géographique des maisons déterminent la répartition des monastères clunisiens en provinces ou chambreries dirigées par des chambriers, la réunion périodique des chapitres généraux et la visite régulière par les visiteurs 14

CHAPITRE PREMIER. — L'ABBÉ ET L'ABBAYE DE CLUNY. —

Place éminente de l'abbé de Cluny. — Honneurs qui lui sont dus dans les maisons de l'ordre. — Droits de visite, pouvoirs disciplinaires et législatifs de l'abbé ; sa puissance est contrebalancée plutôt que contrecarrée par les chapitres généraux. — Revenus de l'abbé de Cluny en tant que chef d'ordre. — L'abbaye de Cluny le seconde par ses deux prieurs 27

CHAPITRE II. — LA PROVINCE CLUNISIENNE :

1. *Chambreries et chambriers.* — Les provinces clunisiennes. — Les chambriers, à la nomination de l'abbé de Cluny, le représentent dans leur circonscription. Pouvoirs de contrôle. Leur responsabilité devant l'abbé et le chapitre général. — Fin des provinces clunisiennes de Lombardie, Espagne, Allemagne et Angleterre au XV^e siècle 46
2. *Chapitres provinciaux.* — Réunion intermittente. — Rôle dans les affaires particulières d'une province ou d'un groupe de maisons 54

3. *Abbayes de l'ordre*. — Théoriquement subordonnées à l'abbé de Cluny, pratiquement souvent en conflit avec lui. — Démêlés de Saint-Gilles, Vézelay, Saint-Bertin, San Benedetto di Polirone, Saint-Cyprien de Poitiers, Baume, Beaulieu-en-Argonne, Saint-Germain d'Auxerre, Saint-Martial de Limoges, etc. avec le chef d'ordre. — Rapports moins pénibles de ce dernier avec les abbayes d'Auvergne et de Gascogne. 57
4. *Les cinq filles de Cluny* : La Charité, Lewes, Saint-Martin-des-Champs, Souvigny, Sauxillanges. — Abbayes sans en avoir le titre. — Leur importance dans l'ordre. — Rapports avec l'abbé 65
5. *Les prieurés de l'ordre*. — Dernier échelon de la hiérarchie. — Catégorie la plus nombreuse. — Sujétion primitive absolue. — Indépendance croissante à l'égard du chef d'ordre . . . 67

CHAPITRE III. — LES CHAPITRES GÉNÉRAUX DE L'ORDRE. — Leurs origine et réunion avant la réforme de Grégoire en 1231. — Influence cistercienne de la réforme. — Composition, date, périodicité et tenue du chapitre général. — Les absences. — Définites et définitions ; leur œuvre législative. — Relations du chapitre général avec l'abbé de Cluny 70

CHAPITRE IV. — LES VISITES DES PROVINCES ET LES VISITEURS. — Visiteurs d'abord au choix de l'abbé de Cluny, puis du chapitre général. — Election des visiteurs par le chapitre général ; qualités requises ; nombre ; pouvoirs. Forme de la visite. — Rédaction du procès-verbal de la visite. — Difficultés éprouvées par les visiteurs ; leur défense et protection par le chapitre. — Visites contrôlées par le chapitre et l'abbé de Cluny. — Visite de l'abbaye de Cluny ; régularité et impartialité de l'opération. 95

CHAPITRE V. — LES FINANCES DE L'ORDRE. — I. *Ressources* : Cens et pensions dus à l'abbé de Cluny. Revenus de certains droits réguliers (*jus spolii*). Décimes et autres taxes (vingtièmes) levées sur les maisons de l'ordre avec autorisation du Saint-Siège, mais sous le contrôle et du consentement du chapitre général. — Nomination des collecteurs. — II. *Charges* : taxes et exactions pontificales et royales 115

CHAPITRE VI. — RAPPORTS DE L'ORDRE AVEC L'EXTÉRIEUR POUR LA SAUVEGARDE ET LA DÉFENSE DE SES INTÉRÊTS :

- I. *L'ordre de Cluny et l'ordinaire : L'exemption*. — Nature de l'exemption de l'abbaye de Cluny. Protection apostolique et *Libertas romana*. Exploitation par Cluny du vague des termes de ses privilèges et de la confusion des expressions en usage dans le langage de la chancellerie romaine. — L'exemption de l'abbaye de Cluny non applicable *ipso facto* à toutes les maisons de l'ordre. Un certain nombre d'entre elles sont

exemptes, beaucoup d'autres ne le sont pas. — Participation de tous les monastères à des degrés divers à un certain nombre de privilèges	130
II. <i>L'ordre de Cluny et les seigneurs laïques : L'avouerie et la garde.</i> — Aucune de ces deux institutions n'est générale à tout l'ordre. — Avouerie inopérante à partir de la fin du XIII ^e siècle dans de nombreuses maisons, inoffensive dans d'autres ; ses bons effets pour quelques monastères clunisiens. — Réglementation progressive de la garde. — Les monastères aux prises avec le monde féodal. Vexations et empiètements sur les maisons clunisiennes par les seigneurs, les évêques et les réguliers.	140
II. <i>L'ordre en face du roi et du pape. Les procureurs généraux de l'ordre.</i> — Organisation d'abord à titre temporaire et de circonstance d'un système de défense assuré par l'ordre pour la protection des intérêts et des droits de ses maisons auprès du pape et des rois. — Cardinaux protecteurs, procureurs, procureurs généraux ; leurs fonctions et leurs subsides	155
CONCLUSION	161
APPENDICE I	
LES MAISONS DE L'ORDRE	167
APPENDICE II	
PRÉSÉANCES ET HIÉRARCHIE DES MAISONS DE ORDRE	176
APPENDICE III	
LISTE DE CES MAISONS PAR PROVINCE ET D'APRÈS LEURS LIENS DE SUJÉTION.	179
INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE LIEUX	273
INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE PERSONNES	291
TABLE DES MATIÈRES.	305

Vu le 23 octobre 1934.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris.*

H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris

S. CHARLETY.

ERRATA

Page	Alténéa	Ligne	Au lieu de	Lire
VII		19	<i>Zeitschrifter</i>	<i>Zeitschrift</i>
VII		23	<i>Kirchlichen</i>	<i>kirchlichen</i>
2	note 1		Acta 590	Acta, 590
3	1	19	et même...	et, même là
4	3	3	devint, coutume	devint coutume
—	note 1	8	(224) lui-même.... (BESSE)	lui-même.... (BESSE, 224)
6	2	5	affaiblissepent	affaiblissement
6	note 3	1	<i>consueto. Quam</i>	<i>consuetudo. Si quidem nonnullis usque ad talos cucullae pendebant. Quam....</i>
—	—	3	<i>non amplius duobus cubilis</i>	<i>non amplius a duobus cubitis</i>
—	note 4	2	sièele	siècle
7	1	11	restauration	restauration
—	2	13	supérieur	supérieurs
—	1 ^{re} n.	7	L'ordo c'est	L'ordo, c'est
8	3	7	(1149-1209)	(1049-1109)
—	note 1		Romainmotier	Romainmôtier
9	et chaque fois		Saint-Marcel-de-Sauzet	Saint-Marcel-lès-Sauzet
—	note 6		<i>kultur</i>	<i>Kultur</i>
10	et chaque fois		Marmoutiers	Marmoutier
11	2	9	suivants	suivantes
—	—	11	peup es	peuples
12	1	9	<i>speciali</i>	<i>speciale</i>
—	note 2		<i>Ibid.</i>	B. c.
14	2	1	1048	1049
15	2	12	celle	celui
17	1	4	privilégiée	privilegiée
—	—	10	obersvance	observance
—	—	dern.	« qui sunt cum abbate »	« qui sunt cum abbate »
—	2	9	un charte	une charte
—	1 ^{re} note		900 à 940	1080 à 1100
—	note 8		I. I., 171	I, I., 171.
21	note 1	5	traditio	tradition
28	3	1	sujettes avec	sujettes, avec
29	3	5	pouvait	pouvait
30	1	10	mentali és	mentalités
—	—	16	e marques	et marques
31	1	20	l'assistance, à qui	l'assistance à qui
—	—	21	l commence	il commence
32	3	1 et 7	Mozat	Mozac
32	3	17	<i>de bitasubjectione</i>	<i>debita subjectione</i>
36	note 1	2	<i>defi itlonum</i>	<i>definitionum</i>
37	4	5	auréolé	auréolée
41	1	1	Robert.,	Robert,
—	2	1	don il	dont il
42	3	1	idée	idées
43	2	9	soit, d'excédent	soit d'excédent,
46	1	6	le cour	le cours
—	2	dern.	siècle	siècle.
—	3	12	Besançon, et de Trèves	Besançon et de Trèves

Page	Alinéa	Ligne	Au lieu de	Lire
47	3	6	céler	celer
48	2	4	ses	ces
—	—	7	,	,
—	note 4	1	Neufmoutiers	Montierneuf
49	2	12	chacun des chambriers... enverraient	les chambriers enverraient chacun
—	—	13	de leur circonscription	de sa circonscription
—	—	19	de leur province	de sa province
50	2	9	Pombero	Pombeiro
—	—	15	chambrier	chambrière
54	2	4	effectua, une visite	, effectua une visite
—	3	1	siècle seules, les provinces	siècle, seules les provinces
55	2	7	avi er	aviser
56	1	3	ut les	utiles
—	2	11	Saint-Cidraïne	Saint-Cydroïne
—	—	17	Bisches	Biches
—	3	avant dern.	elle	elles
57	2	7	indépensance	indépendance
—	3	7	se s'y	ne s'y
58	2	2	offre	offrent
64	3	10	Pigeac	Figeac
65	2	2	mais au XIII ^e siècle,	, mais au XIII ^e siècle
67	2	3	. regut	, regut
68	3	2	la discipline et l'esprit	la discipline, l'esprit
70	1	7	. tel	, tel
75	2	1	résistante persistance	résistance persistante
82	5	8	appliquées t	appliquées et
—	note 1		[supprimer les 3 virgules]	
83	4	6	ces Chapitres	des Chapitres
—	6	1	formemême	forme même
—	—	6	Chapitre	chapitre
84	note 2	7	capitulm	capitulum
87	3	9	1441	1411
88	4	4	réformes	réformes
89	1	2	Mozac	Morac [?]
—	3	1	Le sentences	Les sentences
90	2 ¹	13	Saint Orens	Saint-Orens
—	—	—	Pluma	Laplume
92	1	10	Pour l'Espagne elle	Pour l'Espagne, elle
93	2	2	les visiteurs, restaient	les visiteurs restaient
—	2	5	l'avait créée	l'avaient créée
—	3	1	Ainsi	Aussi
95	sous-titre		LE DROIT DE VISITE,	LE DROIT DE VISITE.
—	2	3	les Chapitre généraux	les Chapitres généraux
—	note 2		Five centuries, of religion	Five centuries of religion
—	note 3	2	B. C. E.	B. E. C.
96	note 3	2	sta uts	statuts
97	3	dern.	d'Angleterre	l'Angleterre
99	2	—	(3)	(3).
—	3	4	maison de l'ordre —	— pour n'importe.....
100	4	4	seule forme	« seule forme
103	2	1	Si l'on	Si l'on
—	2	6	soit, par	, soit par
104	1	3	Chapitre général, qui	Chapitre Général qui
—	2	3	douetux	douteux
—	3	6	adressée... en 1417, aux	, adressée... en 1417 aux
106	6	2	au visiteurs	aux visiteurs
—	10	2	suivi	suivie
108		dern	Monkhorton	Monkshorton
109	3	7	toute les fois	toutes les fois
110	3	10 et 11	sterling,	sterling

<i>Page</i>	<i>Alinéa</i>	<i>Ligne</i>	<i>Au lieu de</i>	<i>Lire</i>
111	3	3	conscience,	conscience
112	1	6	Port-Saint-Saturnin	Saint-Saturnin-du-Port
—	—	11	rarement	rarement
—	3	6	en tout cas, c'était	en tout cas c'était
116	—	31	sous melgoriennes	sous melgoriens
—	—	dern.	plein de vin, etc...	plein de vin. Etc...
117	—	19	Pont-aux-moines	Pont-aux-Moines
118	1	12	Sancta Fide	Santa-Fede
—	3	9	seiches	oignons
119	note 3	—	Thèse Strasbourg, 1930.	Cf. F. de Saint Palais d'Aussac, Thèse Strasbourg, Faculté Catholique, 1930.
122	1	7	, à cause de la guerre	, à cause de la guerre,
123	5	6	s'effectuera	sera recueillie
125	note 4	3	Quenzana	Quinzano
127	3	5	Saint-Louis	saint Louis
130	sommaire I	1. 9	degrès	degrés
—	sommaire II	1. 1	L'Ordre	L'ordre
131	note 1	1	St Bernard	St. Bernard
132	2	1	Bevaix, qui	Bevaix qui
133	3	3	dehors en interdisant	dehors, en interdisant
134	note 5 et 135	note 1,	LABBE	LABBÉ
136	4	dern.	propriété	propriété
—	5	dern.	Cluny, mais	Cluny, mais
137	4	14	d'ailleurss ans	d'ailleurs sans
138	3	1	ils	les clunisiens
141	5	2	son bras, et le chef	son bras et le chef
143	4	4	Ainsi au lieu	Ainsi, au lieu
144	3	5	occurence	occurrence
146	4	7	châtelleries	châtellenies
147	1	7	Marcigny, ayant	Marcigny ayant
153	1	7	Budino	Budiño
—, 2, 12 et 154, 3,	7 et 17	—	mineurs	Mineurs
—	2	12	dîmes du prieurés	dîmes des prieurés
—	3	9	Sainte-Marie de Solatio	Sainte-Marie-de-Solatio
154	note 6	—	n ^{or}	n ^o
155	3	2	Etant donnée	Etant données
—	4	—	Etant donné	Etant donnés
156	4	1	Fran	France
157	2	6	décidait,	décidait
159	1	3	désision	décision
—	3	5	Chapitre. ils	Chapitre, ils
163	3	15	1369	1368
165	2	2	nier que de tout	nier que, de tout
167	2	5	(926-948)	(926-944)
—	—	—	(939-954)	(944-953)
168	1	2	Centule II	Centule IV
—	1	dern.	Geoffroy	Geoffroy.
—	2	2	Cluny, et à	Cluny et à
—	4	5	815	875
—	—	—	23	32
—	note 2	2	définitivement	définitivement
169	1	21	par de religieux	par des religieux
—	1 ^{re} note	3	Polen	Polens
170	note 1	4	Dalmullie ;..... encore,	Dalmullie,..... encore ;
171	1	1	clunisienne, est	clunisienne est
—	2	6 et 9	Pena..... Ona	Peña..... Oña
172	3	4	où	ou
—	—	8	séculaires	séculaire
174	3	13	Monkhorton	Monkshorton
175 et 176	—	—	[supprimer les points de suspension]	—

Page	Alinéa	Ligne	Au lieu de	Lire
178	1	14	, Mergey,	[Mergey]
179	note 1	1	d'après-	d'après
—	—	6	in 4(	in-4°
180	AUGEROLLES		1232	1332
—	note	l. 5	d ^{se}	dioc.
181	BREDON		dép. Mozac	dép. Moissac
—	CHAMPVOUX		(cité aussi en France),	, (cité aussi en France).
182	CHIRAC		ehambrier	chambrier
184	MAZOIRES		dép.	dép.
185	RIVES		Caypes	Cayres
188	VÉDRINES		<i>Ve inae</i>	<i>Vedrinae</i>
—	VOLVIC		<i>Volvicum</i>	<i>Volvicum</i>
189	ALINCOURT		ELINCOURT [et placer p. 194 avant FLACEY]	
191	CETON		vers 1090, à	vers 1090 à
—	et 195 chaque fois		dép.	dép.
196	LA MADELEINE		dép	dép.
—	LE CHARNIER		Sens, Fondé	Sens. Fondé
197	LE WAST		4 moines 1 prieur	4 moines, 1 prieur
198	MARESMONTIERS		S. Arnould	S. Arnoult
—	MARNOUE		MALNOUE LES MOINES-	MALNOUE-LES-MOINES
200	MONTVINAULT		<i>Malum Vicinun</i>	<i>Malum Vicinum</i>
202	PITHIVIERS		, en 1350, dép.	. En 1350, dép.
—	PRINGY		cant	cant.
204	SAINT-CHRISTOPHE		Pont-Saint-Maxence	Pont-Sainte-Maxence
205	SAINT-RÉVÉRIEN		dép. de Cluny, en 1055	dép. de Cluny en 1055.
206	SAINT-WAAST		SAINT WAAST (-Là-Haut)	SAINT-WAAST (-Là-Haut)
207	TROYES		Saint-Jacque	Saint-Jacques
208	VITRY-LE-CHATEAU		Saint-Thibaut, à Vitry	Saint-Thibaut à Vitry
209	CANAULES		Tornac, avec	Tornac avec
211	LE MAS-GRENIER		pour échapper	, pour échapper
212	LEZAT		Le Fossat arr. donné	Le Fossat, arr. donnée
—	MANHAVAL		Mur-de-Barrey... Bridon	Mur-de-Barrez... Bredon
213	MONCLAR		après avoir	après avoir
216	SALVAGNAC		[supprimer arr. Villefranche]	
217	VILLENEUVE-D'AVEYRON		Moissac, par	Moissac par
218	CHANDIEU		1 moine (en commende)	1 moine, (en commende)
220	GRELONGES		1 moines, 2 prieur	2 moines, 1 prieur
—	HAUTIEPIERRE		[supprimer 1451 : 6 moines, 1 prieur]	[supprimer 1451 : 6 moines, 1 prieur]
—	MACON		MACON (<i>Matisco</i>)....	MACON (<i>Matisco</i>)....
—	MALAY		SAINT-MARTIN	SAINT-MARTIN
222	NANTUA...		Saint-Gengoux-le-Royal	Saint-Gengoux-le-National
—			13,	13 ;
223	ROMANS		POMMIER	POMMIERS.
226	CHATEAUDUN		[à supprimer l'invocation]	
227	GÉNÉRAC		Loire	Loir
229	LES ALLEUFS...		Saint-Saine	Saint-Savin
—	LES ESSARDS		Champedeniers	Champdeniers
—	MONTBRON		Moutierneuf	Montierneuf
230	MOUGON		1330 : 6 moines 1 prieur.	1303 : 6 moines, 1 prieur.
233	ALLEX		5, moines	5 moines
235	COLOMBIER		St-Bandile	St-Bausille
238	GENÈVE		arr. Uzès,	arr. Uzès.
240	[après] LESCHES		province. d'Allemagne	province d'Allemagne
242	N.-D. DE BELVÉZER		[ajouter] arr, Gap	[ajouter] LES EGLISES. Voy. RIBIERS.
242	SAINT-EMÉTRY		aujourd'hui, Saint-E.	arr. Gap.
245	[après] SAINT-LAURENT-DE-G.		[ajouter] SAINT-MARCEL-DE-DIE. Voy. DIE.	aujourd'hui Saint-E.
246	SAINT-PRIVAT		Drôme comm.	Drôme, comm.
252	DANNEMARIE		Haut-Rhin	, Haut-Rhin
—	DOLE		Jura	, Jura
253, 260	ILAY, FARLEIGH		dioc.	, dioc.

Page	Alinéa	Ligne	Au lieu de	Lire
—	LA CONTAMINE		LA CONTAMINE-SUR-ARVE	LA CONTAMINE. Voy. CON- TAMINE-SUR-ARVE.
254	MONTRICHER		Voy. CONTAMINE	
255	PETERINSEL		[supprimer] sonay.	
257	SALINS		ILE SAINT PIERRE,	ILE-SAINT-PIERRE.
258	VAUX-SUR-POLIGNY		1 prieur	1 prieur
			cant. et arr. Poligny fondé	cant. et arr. Poligny, fon-
			en 1025,	dé en 1025
259	BERMONDSEY		en 1088, avec	en 1088 avec
260	LENTON		Nottinghamshire donné	Nottinghamshire, donné
—	LEWES		Warenne et Gundride	Warenne, et Gundride
—	—		G. le Conquérant avec	G. le Conquérant, avec
261	NEWTON-LONGWILLE		, le prieuré de Sainte-Foy	le prieuré de Sainte-Foy
—	—		, mais il ne paraît pas	; il ne paraît pas
—	NORMANNSBOROGH		son fils, Geoffroy	son fils Geoffroy
—	note 1		Anthington	Arthington
263	CARRION		Cluny, ... Thérèse,	Cluny... Thérèse.
264	CLARANA et CORBAERIA		Baichensis ... Casseras	Vich ... Cassera
266	VILLAVERDE		O moines,	O moine.
268	MAGDANIANO		Crémone,	Crémone.
269	[après] SACCO [ajouter]		SAN-BENEDETTO-DI-POLIRONE.	Voy. POLIRONE.
—	VERCEIL		Piémont	, Piémont
271	Total		1184	1111
273	Alet		fondé	fondée
274	Belleville		Dioc	Dioc.
275	CASTELNAU		D'ESTREFONDS	D'ESTRETEFONDS
277			ENSCHINGERN	ENSCHINGEN
278	Fulda		fondée	abbaye fondée
280			LEUXINEN	LEUXINGEN
—			LONDIEN	LONDIEU
281			MONKHORTON	MONKSHORTON
—	MONTRICHER		144.	144, 172.
282	PARIS		dix-huit	Dix-huit
284			SAINT-CIDROINE	SAINT-CYDROINE
286	SAINT-SATURNIN-DU-P.		II, 177.	II, 112, 177.
287			SAINT-COLOMBE	SAINTE-COLOMBE
—	SAINTE EULALIE...		ORVILLE	URVILLE
—			SAUGNES	SAUGUES
—			SÖLDEN	SÖLDEN
288	UNICOURT		16, 167.	16.
291	ANDRÉ		Vallombreuse	Vallombrun
292	BÉARN		Centule II	Centule IV
293			CHOMETON	CHOMTON
294			EUDE DE LA PERRIÈRE	EUDES DE LA PERRIÈRE
295	GÉRARD DE BROGNES		BROGNES	BROGNE
—			GOTTESCHULK	GOTTESCHALK
—			GUY	GUI
296	GUILLAUME DE L'ONGLE		mineur	Mineur
297	JACQUES JOUVENEL...		, en 1452	en 1452
299	MATHILDE		, (comtesse)	MATHILDE (comtesse)
—	ODON		abbé de C.	abbé de Cluny
300	PIERRE IV DES PREZ et			
—	RAOUL DE GORSE		Sainte Prudentienne	Sainte Pudentienne
—			PRUNIET	PUNIET
301	RENAUD II		Romainmotiers	Romainmôtier
—	ROBERT DE COURSON		in cælio monte... 1219),	in Cælio Monte... 1219,
302	ULRIC		Rougemont	Montricher
307		22	DE ORDRE	DE L'ORDRE

Le lecteur voudra bien rectifier les quelques interventions qui se sont malheureusement produites dans l'ordre des noms propres des index.

IMPRIMERIE MODERNE
RENAULT ET C^{ie} — POITIERS
